1914

EMILE HINZELIN

HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA GUERRE DU DROIT



Librairie ...UILLET





Douglas B Deeks
December 2nd 1932
Genève
Prior suisse
Rue Corraterie.
D'occasion
4 Frs.

1914

—

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE

LA GUERRE DU DROIT

Émile HINZELIN

1914

HISTOIRE ILLUSTRÉE DE

LA GUERRE DU DROIT

PRÉFACE

DE

PAUL DESCHANEL

de l'Académie Française

Président de la République Française.



LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET

278, Boulevard Saint-Germain

PARIS (VIIe)



LE FORT DE VAUX. (Photo Rol.)

Chapitre XIX

LA BATAILLE DE VERDUN

Préparation de l'offensive allemande

Verdun où, toute seule, l'armée française a arrêté et refoulé l'ennemi donne à toute notre armée une auréole sans pareille. L'épopée de Verdun reste gravée dans la mémoire des pères, des mères, des femmes, des enfants, des petits-enfants. Quel soldat français n'a pas combattu devant Verdun? Quel Français ne connait un soldat mort devant Verdun, en barrant la route à l'ennemi ? Cette bataille par laquelle la France a repris sa vraie place dans la gloire militaire, est la plus terrible de l'Histoire. Guillaume II, qui avait réalisé l'unité de commandement pour toutes les armées allemandes, austro-hongroises, turques et bulgares, estima que c'était sur le front français qu'il devait porter le meilleur de ses forces, afin de frapper le grand coup impatiemment attendu par ses peuples.

Où en étions-nous, à cette date ?

Les troupes britanniques tenaient le front depuis Dixmude jusqu'à la Somme. A leur gauche, elles n'avaient qu'un seul corps français, celui du général Hély d'Oissel, et l'armée belge si éprouvée. Mais, à leur droite, se tenait toute notre sixième armée commandée par le général Fayolle.

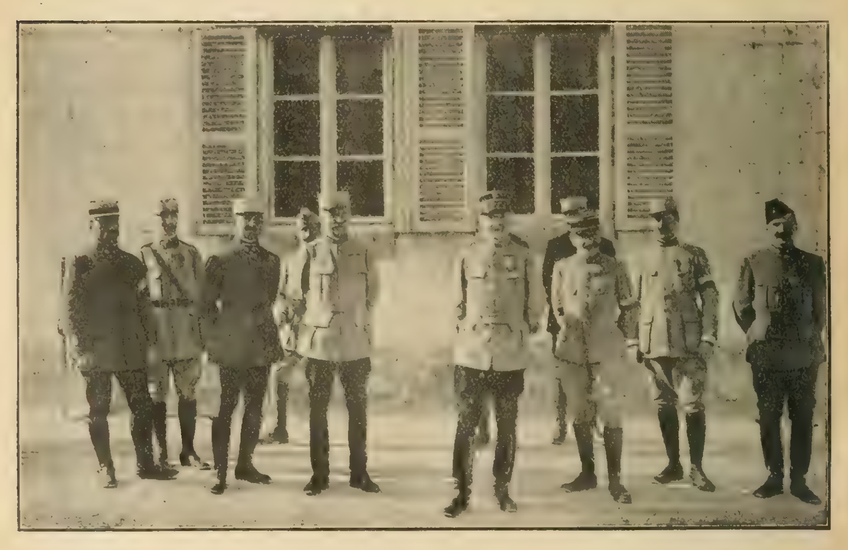
C'était toujours le général Foch qui commandait le groupe des armées du Nord. C'était toujours le général de Langle de Cary qui commandait le groupe des armées du Centre ; lesquelles comprenaient l'armée Micheler, près de Compiègne ; l'armée Mazel entre Soissons et Reims; l'armée Gouraud en Champagne; l'armée Humbert en Argonne ; les troupes du général Herr, près de Verdun.

Le groupe des armées de l'Est, comprenant l'armée Gérard, en Woëvre ; le détachement de l'armée Déprez, à Nancy ; l'armée de Villaret, dans les Vosges, les troupes de Demange, autour de Belfort ; était placé sous les ordres du général Dubail. Ces forces de première ligne avaient derrière elles d'excellentes réserves : c'était le vingtième corps, au camp de Mailly ; c'était, près de Beauvais, une armée de quatre corps d'élite qui s'exerçait aux offensives sous la direction du général Pétain.

Ajoutons que nous possédions une artillerie lourde, déjà en très grand progrès, de bons parcs d'artillerie et d'importants dépôts de munitions.

L'ensemble des forces françaises sur tous les fronts d'Europe restait entièrement confié au général Joffre, dont le chef d'état-major général était le général de Castelnau.

A ce moment, les armées russes dont le Tsar avait pris le commandement avec



LE GÉNÉRAL LANGLE DE CARY ET SON ÉTAT-MAJOR. (Photo Meurisse.)

le général Alexeïef comme major-général, pouvaient inspirer grande confiance aux Alliés. Ces armées, ainsi que l'armée du Caucase confiée au grand-duc Nicolas, avaient désormais assez d'artillerie et de munitions pour tirer profit des succès. Avons-nous besoin de rappeler que, d'autre part, les troupes italiennes attendaient le moment de recommencer l'attaque et que l'armée franco-anglaise de Salonique, renforcée par l'armée serbe venant de Corfou, était prête à tous les événements ?

Dans l'expression « bataille de Verdun », le mot « bataille », si on l'entendait à la manière ancienne, serait étrangement impropre. Jusqu'à nos jours, le mot *bataille* et le mot *journée* étaient demeurés synonymes. Une bataille classique c'était l'affaire de douze heures, au plus de vingt-quatre. On disait : la journée de Jemmapes, de Marengo, d'Iéna. Une journée ! Dans la Guerre du Droit, la Marne a duré plus d'une semaine ; l'Yser, des mois ; Verdun, des années.

En réalité, la bataille de Verdun commença avec la guerre. Dès le mois

d'août 1914, l'ennemi a lancé des troupes vers la vieille forteresse meusienne. De nouveau, il l'attaqua, en avril 1915, par la tranchée de Calonne et, en juillet 1915, par l'Argonne. Enfin, en février 1916, il donna le signal d'une action qu'il estimait décisive pour Verdun et pour toute la France.

Devant Verdun, sous le commandement du Kronprinz, espoir des Hohenzollern, étaient concentrés les corps d'armée que, sur l'enclume du camp retranché de Metz, le vieux maréchal von Haeseler avait forgés pour lutter contre nos divisions de fer. Les nombreuses voies stratégiques dont disposait l'ennemi le long de la frontière, vinrent toutes aboutir à Verdun. Excellent réseau alimenté par plusieurs grandes voies ferrées : voie Cassel-Coblentz-Trèves, que continuaient les voies du Luxembourg et des Ardennes ; voie Mannheim-Sarrebourg-Metz, avec des embranchements traversant la frontière ; voies de Carlsruhe, de Mayence, de Strasbourg. Comme centres de ravitaillement, l'ennemi avait trois grandes villes : Luxembourg, Thionville, Metz. Les deux dernières étaient organisées, depuis longtemps, pour un service de ce genre.

Déjà, l'ennemi investissait à moitié la place. Autour d'elle, depuis qu'il tenait Saint-Mihiel, ses lignes, partant de la forêt de l'Argonne, dessinaient un demi-cercle. « Verdun, disait-il, c'est le nœud qui unit la France du Centre à la France de l'Est. » En pénétrant à Verdun, il menaçait d'un côté Nancy, qui lui avait échappé en août 1914 ; de l'autre côté, Châlons-sur-Marne, dont il avait dû fuir en septembre 1914.

Tout de suite, il fit tonner une artillerie lourde comme jamais on n'en avait entendu. Devant Verdun étaient montés force canons de 380, servis par des marins revêtus d'uniformes d'artilleurs, et douze gros mortiers de 420 qui lançaient un obus toutes les cinq minutes. Les troupes de choc avaient été promenées au milieu des batteries et des dépôts d'obus. Elles étaient soumises à un régime de suralimentation. « Chaque soldat, à en croire les journaux de Berlin, recevait par jour plusieurs livres de viande et plusieurs litres de café très fort. »

Dans la préparation de son offensive, l'ennemi tirait parti de la rude leçon que nous lui avions infligée en Champagne. Il combina tout pour que ses communications avec l'arrière restassent assurées. Ses rails furent prolongés jusqu'à la ligne de feu. Ses usines alimentèrent directement ses canons.

Les pièces les plus lourdes arrivaient à leur poste sur des wagons plats. Grâce à ce mode de transport et à l'emploi des tracteurs automobiles, sa grosse artillerie remplaça presque entièrement son artillerie de campagne : ses 150, ses 280, ses 305, ses 380, transformèrent vite nos travaux de défense en un chaos sans nom.

Un commandant nous disait alors : « J'étais dans cet abri depuis cinq mois. Le vaste paysage qui s'étendait devant moi n'avait pas un accident de terrain qui ne me fût familier. Or, après une seule nuit de ce bombardement, le jour s'étant levé, j'ai failli m'écrier : « Où suis-je ? » Je ne reconnaissais plus rien du terrain bouleversé sous un hérissement de troncs arrachés et de branches rompues. »

L'ennemi avait miné et machiné le sol : pas un endroit qui ne montrât des fils de fer barbelés et ne cachât des mitrailleuses. A la préparation matérielle, il ajoutait la préparation morale. Tous les matins, on rappelait aux soldats allemands que l'Allemagne venait de s'emparer de toute la Pologne, de toute la Serbie, et que Berlin, en relations directes avec Constantinople, étendait sa domination sur tout l'Orient.

Restait un unique effort à accomplir au front occidental : la prise de Verdun. Aussi, le Kronprinz répétait-il :

— Verdun est la principale forteresse de l'ennemi principal. Verdun, c'est le

cœur de la France. Nous allons prendre Verdun. Dans quelques jours, je vous passerai en revue sur la place d'armes de Verdun. Et ce sera la paix !

Les soldats allemands des sept corps d'armée concentrés pour l'attaque, regardaient vers la ville désignée à leurs coups et, déjà, croyaient voir, au-dessus de ses maisons en feu, se dessiner l'image irrésistible de la Germania triomphante.

Verdun

De Saint-Mihiel à Verdun, l'horizon s'élargit doucement. Les coteaux reculent en abaissant leurs harmonieuses ondulations.

Çà et là, des étangs. L'un d'eux, presque au sortir de Saint-Mihiel, offre une singulière grâce de miroir vert. Le long de la Meuse, les magnifiques prairies se



VERDUN. — LE PONT DE PIERRE ET LA PORTE CHAUSSÉE.
(Vérascope Richard.)

déploient en lacs d'herbes opulentes où écume la blancheur des saules fouettés par le vent. Dans le voisinage immédiat de Verdun, les plans s'entrecroisent en mêlant collines et vallées. Région faite pour les surprises foudroyantes et les farouches résistances! Soudain, apparaissent les deux tours carrées et trapues de la cathédrale verdunoise.

A leurs pieds, se groupent les casernes aux cent fenêtres, les remparts majestueux aux angles en saillie et aux sombres fossés, les glacis aux arbres centenaires, ormes ou tilleuls, dont les rudes troncs noueux paraissaient déjà contenir d'antiques mitrailles incrustées.

Le premier obus de la grande bataille tomba au pied de la Cathédrale, le 21 février 1916, à huit heures du matin. Depuis ce moment, pendant des mois, les projectiles de toutes sortes, percutants, fusants, asphyxiants, incendiaires, se sont succédés sans interruption.

Les quartiers les plus riches étaient les plus visés ; maisons de hauts bourgeois et magasins luxueux devenaient la proie des flammes.

Avant la guerre, en entrant à Verdun, nous aimions à lire sur un écriteau :



Général FAYOLLE

« Metz, 65 kilomètres » (1). Et c'était justement à Metz que nous pensions.

Si nous avions voulu nous y prêter un peu, nous aurions été dupe d'une illusion chère. Tonalité discrète de la campagne, côteaux bleuissants, haute et calme Esplanade, tilleuls aux superbes silhouettes, aux cimes séchées, rues étroites aux maisons pointues et penchantes, c'était Metz déjà, et nous te reconnaissions, accent de notre Lorraine qui sembles toujours traîner une ironie en ta lente musique. Metz, l'auguste forteresse mosellane avait transmis à sa voisine de la Meuse sa sublime mission de défense française Verdun, pendant la plus formidable des guerres, assuma la charge la plus formidable.

C'est un camp retranché et c'est une citadelle. Ses portes : porte Chaussée et



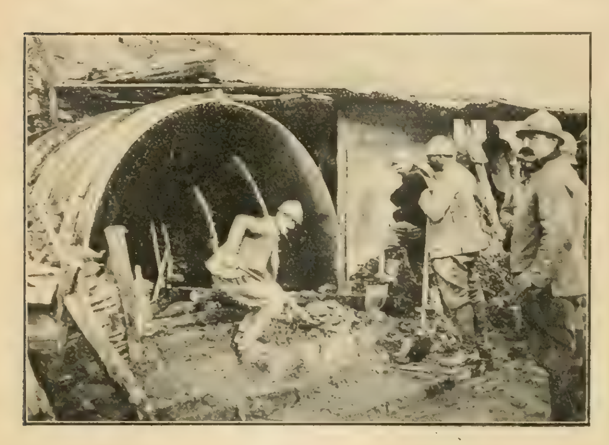
VERDUN. — LA CATHÉDRALE APRÈS LE BOMBARDEMENT. (Photo Meurisse.)

porte Chatel, ont gardé, l'une l'âpreté sombre du Moyen âge féodal, l'autre l'élégance meurtrière des créneaux Renaissance. Mais, si guerrier qu'il soit, l'appareil du temps jadis respire une ingénuité innocente, quand on le compare aux travaux militaires d'aujourd'hui, si savants et si froids, si puissants et si dissimulés. Le noble hôtel-de-ville, construit au XVIIe siècle, avait été ravagé en 1894 par un incendie. Reconstruit avec soin, il connut sous les obus allemands une épreuve plus terrible. Dans la partie ancienne de la ville, se croisaient de vieilles rues, également caractéristiques par leur forme, leur matière et même leur nom. Dans la *Rue des Petits-Degrés*, les pavés dessinaient des ourlets capricieux qui étaient des marches. Non

(1) A cet endroit s'élève le monument commémoratif du siège de 1870. Il représente des hommes tirant avec des cordes un gros canon démonté. Effort superbe assurément, mais qui, comparé à ce qu'ont dû accomplir nos hommes de 1914, paraît un jeu.

moins pittoresque et encore plus accidentée, surgissait la *Rue des Gros-Degrés*. Rien qu'à répéter son nom, vous risquiez de vous essouffler. Vous appuyiez-vous à la rampe? Cette rampe de fer, en face d'une Vierge qu'un grillage protégeait (ah! les protections du bon temps!), vous révélait, par une inscription, qu'un certain Prévôt, en l'an de grâce 1595, avait fait les frais de ce pieux accessoire. Temps heureux où un honnête homme donnait une rampe à un escalier, un parapet à un pont, aussi spontanément qu'une cloche à un clocher, un grillage à une Vierge.

Au milieu de la ville, la Cathédrale présente à l'ennemi une de ces cibles à l'attrait desquelles il ne sait pas résister. Elle a deux absides et deux autels, comme les cathédrales du Rhin. Ses voûtes gothiques étaient d'une émouvante ampleur. Nous les relevons, en les débarrassant de quelques vaines décorations, par exemple des piètres arcades modernes qui les séparaient et les déparaient.



VERDUN. — CONSTRUCTION D'UN ABRI BLINDÉ.
(Photo Meurisse.)

L'Esplanade, altière terrasse plantée de tilleuls et de platanes, aujourd'hui glorieusement meurtris ou morts, domine la vallée de la Meuse où les paysages faisaient admirer, dans la paix, une austérité si ravissante.

Quelle était notre situation autour de Verdun, en février 1916? Notre gauche s'appuyait, en première ligne, sur Brabant, Haumont, le bois des Caures; en seconde ligne, sur Samogneux, la cote 344, la ferme Mormont. Notre centre s'appuyait, en première ligne, sur le bois de Ville, l'Herbebois, Ornes; en seconde ligne, sur Wavrille, les Fosses, le Chaume, les Caurières. Notre droite s'appuyait, en première ligne, sur Maucourt, Mogeville, l'étang de Braux, le bois des Hautes-Charrières, Fromezey; en seconde ligne, sur Bezonvaux, le Grand-Chêne, Dieppe.

Derrière ces secteurs de défense, la ligne dite « des forts » s'appuyait sur le village de Bras, Douaumont, Hardaumont, le fort de Vaux, la Laufée, Eix.

L'attaque de l'ennemi

Du premier coup, contre nos lignes, l'effort allemand de février 1916 fut tel que toute armée aurait été bousculée, qui n'eût pas été l'armée française.

Nos troupes avaient pour consigne : « Tenir et retenir ». Elles tinrent et retinrent.

L'ennemi, pour alimenter son artillerie lourde, tirant au même rythme que l'artillerie de campagne, disposait de sept voies ferrées dont quatre à voies larges.

Au début, nous étions reliés au reste de la France par trois lignes de chemin de fer : deux lignes à voie large, celle de Verdun à Châlons-sur-Marne, par Sainte-Menehould ; celle de Verdun à Commercy, par Saint-Mihiel. Mais la seconde avait été coupée, à la fin de 1914, par la prise de Saint-Mihiel, et la première, depuis 1915, restait exposée au feu de l'artillerie ennemie, installée à l'ouest de la hauteur de Montfaucon. Nous ne disposions plus que de la troisième ligne : le petit chemin de fer meusien à voie étroite.

Par les mêmes causes, nous avions perdu l'usage de la route nationale de Verdun à Commercy et de la route nationale de Verdun à Sainte-Menehould. Le canal lui-même était coupé à Saint-Mihiel. Nous ne disposions plus que d'une seule route, celle de Verdun à Bar-le-Duc, par Souilly.

Du petit Meusien, nous obtiendrons d'incroyables résultats. Il transportera



VERDUN. — TRANSPORT DE TROUPES EN CAMIONS. (Photo Meurisse.)

en moyenne, près de 2000 tonnes par jour, c'est-à-dire de quoi ravitailler plus de neuf corps d'armée. Puis, ce sera le miracle des automobiles. De Bar à Verdun par Souilly, jour et nuit, sans interruption, chemineront, dans l'un et l'autre sens, des camions approvisionnant 250000 hommes. Saluons cette voie sacrée, où nos automobilistes, eux aussi, ont montré une héroïque endurance.

L'ennemi, qui réunissait, sur le front de Verdun 2400 pièces bien aménagées et bien protégées, avait d'abord écrasé le bois d'Haumont. En se déplaçant vers la droite, il écrasa tour à tour le bois des Caures, le bois de Beaumont, Herbebois, tout un espace de 42 kilomètres. De cet espace, telle ou telle partie, longue d'un kilomètre et demi et large d'un kilomètre, recevait, en six heures, quatre-vingt-dix mille obus.

Les grands chefs allemands répétaient à leurs troupes : « Notre artillerie va détruire tout ce qui protège l'adversaire, fils de fer, tranchées, boyaux, mitrailleuses, canons. Grâce à Dieu, nous avons accumulé ici une quantité de pièces lourdes et de projectiles qui dépasse tout ce qu'on a pu imaginer. Voyez ! » Et de

nouveau, ces chefs faisaient défiler leurs hommes devant les batteries de gros mortiers et les montagnes de gros obus.

Lorsque l'offensive sans pareille commença, le lundi 21 février, à sept heures du matin, l'ennemi s'appliqua premièrement à détruire nos voies ferrées et nos ponts. Il faisait feu de ses 305, comme nous de nos 75, à raison de vingt coups par minute. Bientôt, devant nos pieds, les entonnoirs d'explosions se rapprochèrent au point de se confondre en cavernes au lieu de se juxtaposer en cônes.

L'organisation défensive du bois d'Haumont, objet de la première attaque, ayant été anéantie, l'artillerie allemande se tourna de gauche à droite. Quand fut terminé ce martèlement inouï, Guillaume II arriva à Charleville, sûr de pouvoir



ÉLÉMENTS D'UNE COMPAGNIE DE ZOUAVES DANS LE BOIS DES CAURES.
(Photo " l'Illustration ".)

entrer à Verdun. Il confirma les paroles prononcées par son fils et déclara aux soldats : « Verdun, c'est le cœur de la France. La guerre de 1870 s'est terminée par la prise de Paris. La guerre actuelle se terminera par la prise de Verdun. »

Il avait résolu d'attaquer le saillant de Verdun par le nord, à l'endroit où ses lignes étaient le plus rapprochées des défenses permanentes de la ville : à peine sept kilomètres. Une fois de plus, nos soldats, malgré l'infériorité de l'armement et du nombre, lui ont coupé le chemin.

Malgré tant d'héroïsme, le cercle de fer se resserrait autour de Verdun. Vers le nord et au nord-est de la ville, continuaient à se précipiter les plus redoutables troupes de l'Empire allemand. Elles recevaient alors comme renfort quatre corps d'élite, instruits spécialement depuis quatre mois.

L'Empereur en personne s'assura qu'on avait bien transporté devant Verdun, avec ces quatre corps d'élite, tous les canons qui venaient d'enfoncer le front russe et d'écraser la Serbie.

Tout de suite, le bombardement de notre front Brabant-Herbebois, sur la rive droite de la Meuse, fut écrasant. Notre artillerie répondait de son mieux et notre infanterie se cramponnait au sol bouleversé. Le lendemain, le bombardement redou-

bla et l'ennemi lança contre nous ses grandes vagues d'assaut que précédaient des éclaireurs.

Notre infanterie défendait le terrain pouce par pouce. Pour ralentir la marche de l'ennemi en lui tuant le plus possible de monde, nos 75 et nos mitrailleuses n'hésitaient pas à tirer à découvert, c'est-à-dire à se faire broyer par lui. Chaque heure lui coûtait des flots de sang. Mais nous dûmes abandonner successivement Haumont, Brabant, Beaumont, Louvemont, la partie nord du bois des Caures.



ON MET EN DÉFENSE LE BOIS DES CORBEAUX.

Dans le bois des Caures, le colonel Driant, député de Nancy, dirigeait la retraite. Il mourut, comme un commandant de navire à son bord, en faisant passer tous ses chasseurs avant lui.

Herbebois tenait encore. Nos tranchées étant nivelées, nos hommes organisaient les entonnoirs. Sur les assaillants toujours plus nombreux, ils déchargeaient leurs fusils presque à bout portant. Mais, le 23, après la prise du bois de Wavrille, ils furent forcés de se replier. Pendant la nuit, le bombardement ayant redoublé depuis Ornes jusqu'à Brabant, nous dûmes abandonner Brabant pour gagner Samogneux, à deux kilomètres en arrière. Le 24, vers huit heures du matin, deux régiments allemands pénétraient dans la partie sud du bois des Caures et dans le village de Beaumont, à cinq kilomètres de Douaumont.

Nos hommes défendaient opiniâtrement chaque parcelle du sol, sans avaler une bouchée de pain ni une goutte d'eau. Ce que leurs bidons pouvaient encore contenir servait à refroidir leurs canons. Derrière eux, sous les obus, leurs camarades creusaient et aménageaient en hâte des tranchées.

Pendant la nuit du 24 au 25, nous évacuâmes, dans la Woëvre, nos positions détruites. Notre ligne était repoussée jusqu'au pied des côtes de Meuse. Laissant

aux mains de l'ennemi dix mille prisonniers, mais lui infligeant de graves pertes, nous nous établissions sur nos positions de seconde ligne : la côte de Talou, la côte du Poivre, la Vauche, le bois d'Hardaumont.

A chacune de ces mauvaises nouvelles, Paris entendait dire : « C'est la lime avec ses lenteurs. Elle passe et repasse, enlevant chaque fois quelque élément de



LES RESTES DU ZEPPELIN ABATTU A REVIGNY. (Photo Meurisse.)

résistance. Verdun est perdu. » On disait cela à Paris. On disait cela à Rome et à New-York. On ne disait pas cela à Verdun. A mesure qu'on s'éloigne du danger, le danger inquiète et déprime davantage. Le pessimisme est un gaz asphyxiant qui ne sévit qu'à l'arrière.

Notre plan de résistance

Le général de Castelnau, major-général de l'armée, muni des pleins pouvoirs du général Joffre, avait quitté Paris, le 24 février, à dix heures du soir. Il était arrivé à Bar-le-Duc, le 25, vers trois heures du matin, et, à Douaumont, vers sept heures.

Là, il conféra avec le général Pétain que Joffre envoyait devant Verdun avec ses belles troupes de réserve, pour défendre notre vieille forteresse coûte que coûte.

— La situation est grave, n'est-ce pas? avait dit Castelnau.

— Elle est surtout délicate, avait répondu Pétain.

Cette attaque allemande qui, depuis le 21, se développait si furieusement, pouvait, malgré tout, n'être qu'une feinte. Etait-ce vraiment du côté de Verdun que l'ennemi voulait porter son principal effort, et devions-nous, par conséquent, engager là nos réserves d'armée? Depuis quelques temps l'ennemi sondait à grands coups tout notre front, de la mer du Nord aux Vosges : attaquant les positions anglaises

dans le secteur d'Ypres, le 16 février; attaquant nos positions près de Steenstraete, le 20; attaquant, avec sept bataillons, nos positions à la cote 140, au sud-ouest de Givenchy, le 20 et le 21; attaquant nos positions, au nord de Lihons-en-Santerre, le 21, sur sept kilomètres, après un bombardement prolongé et une émission de gaz suffocants; attaquant nos positions, en Alsace, le 22.

Entre temps, il répandait le bruit que sa véritable attaque, sa grande offensive préparée à fond, serait dirigée vers Compiègne et dans la Somme.

Un indice, pourtant. Le 21, il avait tenté de détruire la voie ferrée de Paris à Châlons-sur-Marne, au nœud le plus proche de Verdun. Un Zeppelin, le Z-77, lança des bombes à Revigny. Nos artilleurs spéciaux l'abattirent.

Le 24 au soir, comme le passage de la Meuse, à Verdun, paraissait de plus en plus menacé, l'autorité militaire fit évacuer la ville et les villages. Pas de wagons de voyageurs. Sur des wagons plats, hommes, femmes et enfants se serraient sous la neige. Chaque fois que les trains d'évacués croisaient des trains de soldats, les soldats ouvraient leurs musettes et donnaient des vivres aux enfants. A l'arrivée, plusieurs de ces enfants les plus jeunes étaient morts dans les bras de leurs mères. Malgré tout, le 25 au matin, l'évêque, Mgr. Ginisty partit, une valise à la main. Il passa l'après-midi dans les environs, à bénir les soldats. La nuit venue, n'ayant ni train ni véhicule, il gagna à pied un village où se trouvait un hôpital. Le lendemain, il célébra la messe dans une étable convertie en chapelle.

Par la route de Bar à Verdun où, nuit et jour, les automobiles « faisaient la



MATÉRIEL D'ARTILLERIE DIRIGÉ SUR VERDUN.
(Section Photographique de l'Armée.)

poulie», le 20e corps avec son digne chef, le général Balfourier, avait été amené à Douaumont, en douze heures, le 23 février. Dans ce corps, où Paris et beaucoup de provinces sont représentés, les Lorrains dominent. L'âme lorraine l'anime tout entier. Il était justement fier d'avoir battu Guillaume II, au Grand-Couronné de Nancy, et

d'avoir percé les lignes allemandes, en Artois. Il sauva Verdun. Nous avons vu arriver ces soldats, bleuis de froid, rompus de fatigue. Autour de nous, on se demandait : « Combien leur faudra-t-il de jours de repos pour qu'ils soient en état de combattre? ». Le lendemain même, à dix heures du matin, ils se jetaient magnifiquement



VERDUN. — DÉPOT DE MUNITIONS. (Photo " l'Illustration ".)

dans la lutte et, le surlendemain, ils prenaient l'offensive à l'ouest de Douaumont. L'ennemi, qui se croyait sûr de la victoire, allait être arrêté net.

Pour la journée du 24, l'horizon s'était encore assombri. C'est ce qu'envisageait le général de Castelnau, debout devant la mairie de Douaumont et fumant pipe sur pipe. Cet Aveyronnais est grand fumeur. Dans les circonstances obscures, on dirait que, premièrement, c'est sa pipe qu'il interroge. Il l'allume d'autant plus lentement que la situation lui semble plus embarrassante. Sa situation était celle de Bonaparte en 1797, cherchant où était le vrai point d'attaque des Autrichiens. Après de longues hésitations, soudain Bonaparte vit clair et s'élança vers Rivoli. De même, à Douaumont, Castelnau, sa pipe étant bien allumée, comprit que l'offensive allemande avait vraiment pour objet Verdun, et rien d'autre. Donc, à fond, nos réserves d'armée!

La ville, si l'ennemi arrivait jusqu'à elle, devait être défendue maison par maison. Tout était prêt pour cette résistance suprême. Les moindres rues s'y prêtaient merveilleusement. On aurait vu ce que savaient faire, en une telle occurrence, la rue des *Gros-Degrés* et celle des *Petits-Degrés*. Le chef de chaque secteur était un capitaine qui avait son poste dans une cave ou sous une voûte. Des indications sur les murs permettaient de trouver tout de suite les différents postes. Verdun, en se reconstruisant, conservera ces indications rappelant l'heure sublime où chacune de ses maisons avait l'âme d'un Beaurepaire.

La journée du 25 fut toute de neige et d'obus. C'est celle où nous avons perdu le plus de « coureurs ». Chargés d'assurer la liaison entre les unités de combat, quand les fils téléphoniques et télégraphiques sont rompus, les coureurs ont le devoir sacré

de remplir leur mission, à tout prix, jusqu'au bout. Le succès de la bataille et la vie de leurs camarades dépendent d'eux. Pour que la liaison se maintienne, on envoie deux coureurs. Il est des jours où l'on en enverrait vingt... Honneur aux coureurs! Honneurs aussi aux cuisiniers qui, à travers les entonnoirs, apportaient la soupe à leurs camarades! Dans quel état, sous les « marmites » meurtrières, arrivaient leurs marmites réconfortantes! Honneur aux vaguemestres qui, en même temps, apportaient le pain du cœur!

Toutes les routes se jonchaient de débris : chevaux morts, arbres fracassés, automobiles broyées. Une automobile ambulance venait d'être atteinte. Les blessés gémissaient. Un colonel mourut en disant : « Mon Dieu! Je n'avais jamais rêvé une aussi belle mort. »

Le 26, nos éléments avancés se replièrent entre Bezonvaux et Fresnes-en-Woëvre. En moins d'une semaine, l'ennemi avait gagné vingt kilomètres.

Guillaume II s'avança jusqu'au nord d'Ornes. Ses Brandebourgeois étaient entrés dans le fort de Douaumont. Sur la chute imprévue du fort, le lieutenant Péricard, le vaillant Berrichon qui a lancé ce cri : «Debout les morts! » et qui, pour décrire la bataille de Verdun, a trouvé des mots si frappants : « Les obus tombaient en giboulées, le sol bouillait, le ciel se disloquait », notre ami Péricard nous communique, à ce sujet, un très curieux témoignage :

— En voyant tout à coup le fort entouré de zouaves, nous eûmes un moment d'hésitation. Etaient-ce bien des zouaves, ces soldats qu'avaient précédés plusieurs fusées ennemies lancées en repère? Un cri s'éleva dans nos rangs : « Tirons sur eux, pendant qu'ils sont si bien en vue. » Notre tir commençait. Alors les zouaves en question agitèrent les bras et hurlèrent : « Nous sommes Français. » Un de nos sous-officiers s'avança jusqu'au réseau de fils de fer qui bordait le fort. Là, il entendit un de ces prétendus zouaves lui dire avec l'accent le plus caractéristique : *Bose vussil* (Pose fusil). Les Brandebourgeois, glorifiés par leur digne empereur, n'étaient arrivés à Douaumont qu'en nous volant nos uniformes.

En réalité, le fort n'avait pas de garnison sérieuse. Sans doute, on avait pensé à l'évacuer, quand on avait projeté un repli sur la rive gauche de la Meuse, et l'ordre de ne pas évacuer n'était pas arrivé à temps.

Ivre de joie, Guillaume II annonça qu'il avait remporté la plus grande des victoires. « Douaumont, c'est le pilier angulaire de la principale ligne de fortifications de défenses devant Verdun. Verdun est pris. Nos armées, fortes de plus de 800.000 hommes, marchent sur Paris. » A Berlin, l'Impératrice d'Allemagne, sortant du Palais impérial, était acclamée par la foule en délire.

Pendant que ces dépêches fanfaronnes circulaient à travers le monde, notre 20e corps reprenait l'offensive et dépassait le fort occupé par l'ennemi. Le général de Castelnau put retourner au grand quartier général. « Je pars, dit-il au général Pétain. Prenez le commandement. Je garde les responsabilités. »

Lourde tâche! Grouper des forces, installer des canons, multiplier les communications, augmenter les défenses, restaurer les services téléphoniques, assurer les ravitaillements, jeter des ponts sur la Meuse, reprendre la maîtrise de l'air, tout cela sous un bombardement inouï, en face d'une immense armée ennemie excitée par tous les moyens et violemment stimulée par ses premiers succès.

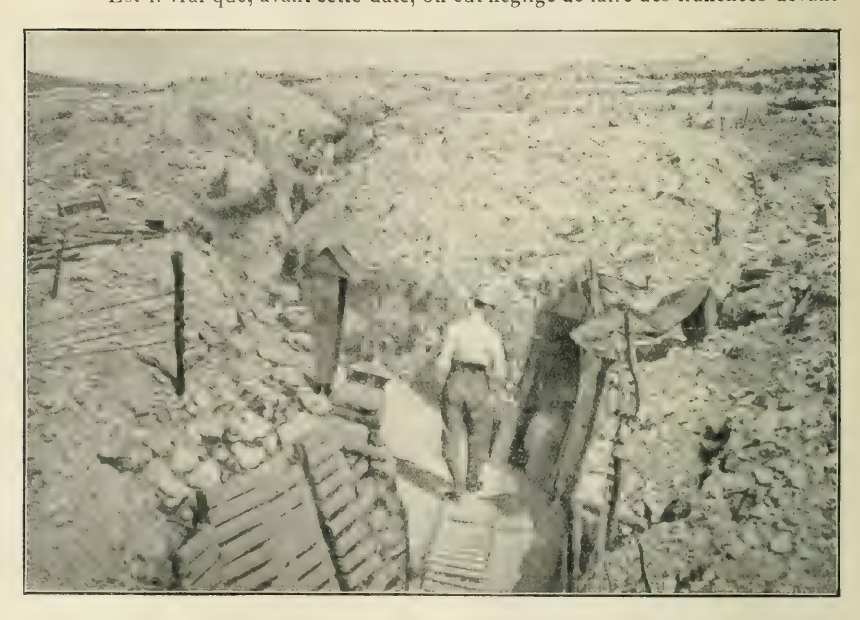
Ce que nous avions ébauché précédemment, surtout pour l'organisation des transports par automobiles, devenait extrêmement utile. Circulèrent, en moyenne, par jour, 1700 camions, dans toutes les directions. A ces 1700 camions quotidiens, s'ajoutaient, par centaines, les caissons, les fourgons, les fourragères, les prolonges, les voitures d'état-major, les motocyclettes, les bicyclettes, pour tous les services de

l'armée qui contribuaient à la défense de nos positions sur la rive droite et la rive gauche de la Meuse.

Le général Pétain présidait à tout avec sa clairvoyante et calme autorité. Quand il avait été placé à la tête de l'armée de Verdun, il avait appelé ses généraux au téléphone et leur avait dit simplement : « Je prends le commandement. » Et tous, comme s'ils s'étaient donné le mot avaient répondu : « Alors, tout va bien. »

Partout, on créait des lignes de défense, des emplacements de batteries, des abris, des routes, des canaux, des voies ferrées, des chantiers.

— Est-il vrai que, avant cette date, on eût négligé de faire des tranchées devant



COTE DU POIVRE. — UN POSTE TÉLÉPHONIQUE.
(Photo " l'Illustration ".)

Verdun? A la Chambre, cette question a été posée et un député, M. Fabre, qui s'est écrié : « En automne dernier, le colonel Driant est venu ici-même, pour demander à être entendu par la Commission de l'Armée. Là, devant nos collègues, libérant sa conscience, il a réclamé, pour Verdun, des travaux, du matériel, du personnel. La Commission s'en émut ; elle insista, pria, supplia. Cependant, le 21 février 1916, lorsque le rideau s'est levé sur le drame sanglant, presque rien n'avait été fait. »

En réponse à cette assertion, M. Lebrun, ancien ministre des Colonies et de la Guerre, qui a servi comme chef d'escadron d'artillerie à Verdun, nous a déclaré, avec sa netteté habituelle: « Jamais le colonel Driant n'a parlé de Verdun à la Commission de l'armée. Il y a parlé de sa circonscription de Nancy. Comme il la jugeait insuffisamment défendue, on y a envoyé des inspecteurs, qu'il a d'ailleurs accompagnés. Rassuré, il est retourné à Verdun. Devant Verdun, depuis vingt mois, nos troupes travaillaient. Or, ce n'est pas dans l'air que leur travail s'accomplissait. C'était sur terre et sous terre. Vous pouvez être certain que le secteur de Verdun n'était pas

moins bien défendu que n'importe quel autre. Si les Allemands avaient dirigé, contre un point quelconque du front, l'attaque qu'ils ont dirigée contre Verdun, ils auraient obtenu les mêmes résultats. »

Signalons cependant un important aveu, publié, le 22 mars 1916, dans le *Bulletin des Armées*, organe officiel : « Nos troupes avaient deux lignes de défense et la ligne des forts. Mais, ces forts situés à six kilomètres, on savait bien qu'ils ne pouvaient offrir une résistance suffisante à l'artillerie lourde. Avait-on, pour les remplacer, disposé une ligne de fortifications réelles, tranchées, fils barbelés, chevaux de frise, etc.? Entre la seconde position et la ligne des forts, une organisation à contrepentes avait été *esquissée* de Douaumont à Louvemont, sur la côte du Poivre et la côte du Talou. »

— *Esquissée?* Qu'est-ce à dire? Voici l'explication de ce mot : « Dans la nuit du 24 au 25, un régiment reçut l'ordre d'occuper les pentes du fort de Douaumont. Transporté en automobiles, il n'avait que les munitions, les vivres et les outils portatifs. Il s'installa tant bien que mal *sur un sol pierreux où rien n'était plus difficile que de creuser des tranchées*. Quant aux abris, impossible de les édifier avant d'avoir établi les fortifications élémentaires. »

Donc, cette ligne de Douaumont, à six kilomètres de Verdun, on n'avait pas songé à la fortifier? Malgré cette négligence, l'effort des Allemands contre Verdun échoua, et ce fut un désastre pour eux. Mais ce fut pour nous une tâche affreusement sanglante.

Nous avions eu à nous faire une nouvelle âme et un nouveau matériel de guerre. Dans les premiers combats devant Verdun, ce qui nous manquait le plus, c'étaient les moyens de transport. Le chemin de fer de la Meuse est à voie étroite. De là, un transbordement nécessaire. L'ennemi, pour soutenir son offensive, avait organisé les admirables voies ferrées que l'on sait. Certes, nous possédions cet excellent service d'automobiles auquel tant d'hommages ont été rendus. Sur la route, sans cesse réparée par nos bataillons d'étapes, le double courant ne s'interrompait pas. Le pneu est une arme comme le rail. Mais il eût été utile d'avoir aussi le rail. Les camions sur routes s'usent plus que les wagons sur voie ferrée. Combien d'automobiles nous avons vues, le long des chemins, lamentablement éclopées et mutilées! Mais quoi! si nous avions été mieux préparés à la guerre, la guerre n'aurait pas duré et même n'aurait-elle pas éclaté.

« Ils ne passeront pas. »

Dès le mois de mars, l'ennemi n'avança plus que lentement, sur des points isolés, et toujours au prix des plus lourds sacrifices.

Après une intense préparation d'artillerie, il attaqua le village de Douaumont, situé au nord-ouest du fort, et en occupa les ruines, le 4 mars. Pour se rapprocher de Verdun, il était obligé d'enlever les sommets de la rive gauche, la Côte de l'Oie, le Mort-Homme, la cote 304. Successivement, il s'empara du village de Forges, de la Côte de l'Oie, de la cote 265, du bois des Corbeaux où le 92e fit la plus splendide résistance. Le 6 mars, la ligne de Verdun à Châlons par Sainte-Menehould fut coupée près d'Aubréville. C'était cette ligne que, depuis plus d'un an, le Kronprinz visait sans répit. Le 7 mars, l'ennemi s'infiltra le long de la voie ferrée de Sedan. Le même jour, sur la rive droite, il entreprit l'attaque du fort de Vaux. Dès le 8 mars, il affirma officiellement que le fort avait été enlevé, dans un combat nocturne, par le 6e et le 19e régiment de réserve (de Posen), sous la direction du général d'infanterie von Guretzky-Cornitz, commandant de la 9e division de



BOMBARDEMENT DE MALANCOURT. (Photo " l'Illustration ".)

réserve. Pur mensonge. Pour donner le change, il prétendit ensuite que nous avions réussi à reprendre pied dans le fort.

Pour comprendre la méthode employée par le général Pétain et pour apprécier l'heureux choix qu'on avait fait en le nommant à la place de Langle de Cary, il suffit de lire ses ordres. Personne mieux que lui n'a noté ce qui avait permis l'avance de l'ennemi. Il écrivait, par exemple, le 7 mars :

« L'organisation de la première position, avant les attaques du 5 mars, sur le front Béthincourt, Forges, Regneville, comprenait une ligne avancée continue, occupée par de très faibles effectifs, et une ligne de résistance en arrière, composée de quelques centres solides, Béthincourt, Forges, Regneville, mais distants les uns des autres de plusieurs kilomètres. Les intervalles étaient plus ou moins mal garnis de défenses accessoires et flanqués seulement par quelques mitrailleuses en plein champ. Résultat de cette organisation : les Allemands, le 5 mars, ont facilement enlevé la ligne avancée — ce qui était prévu — et sont arrivés devant la ligne de centres résistants. Ils ont naturellement dû stopper devant ces derniers ; mais, trouvant entre eux des intervalles faiblement occupés, ils s'y sont infiltrés. Plusieurs bataillons sont ainsi passés, ils ont entouré les points d'appui convoités et la ligne de résistance de la 67e division est finalement tombée entre leurs mains. »

L'ennemi, en annonçant, avec toutes sortes d'exagérations, chacun de ses succès, insistait, avec emphase, sur l'importance de leur ensemble et s'appliquait à représenter la France en proie au désespoir.

Lorsque les communiqués français ne contenaient que quelques sobres indications, la *Gazette de Cologne* s'écriait (10 mars 1916) : « Aveu de défaite irréparable ! » Lorsque la presse française discutait longuement les plans du Kronprinz, l'agence Wolff déclarait (20 mars 1916) : « Nervosité maladive. » Le jour où le général Galliéni, miné par une maladie mortelle, renonça à son poste de Ministre de la Guerre, la *Gazette du Rhin et de Westphalie* annonça (21 mars) : « Paris s'affole. Le Ministère s'effondre. L'Elysée tremble. » Quand la Chambre française repoussa un projet de médiocre importance proposé par le Ministère, la *Gazette de Cologne* écrivit (11 avril) : « Le haut commandement de Joffre et le régime Poincaré sont culbutés par cet échec. » En même temps, afin d'engager la France à conclure une paix allemande, les communiqués allemands et les dépêches de l'agence Wolff glorifiaient

« l'héroïsme de l'armée française ». Le Chancelier Bethmann-Hollweg, dans son discours du 5 avril, célébrait « un adversaire plein de bravoure et d'esprit de sacrifice ». Tout en continuant ses bombardements et ses émissions de gaz asphyxiants contre nos soldats qu'il couvrait de fleurs, l'ennemi s'efforçait d'aveugler et d'endormir chez nous les civils. Mais soldats et civils ont tenu. L'ennemi a dépensé son acier, son or et sa rhétorique en pure perte.

Cependant son avance, bien que plus lente et plus pénible que jamais, ne s'interrompait pas encore.

Le 20 mars, il occupait le bois de Malancourt, puis le bois d'Avocourt, puis Avocourt. Le 27 mars, il accablait Verdun de projectiles incendiaires. Les pigeons de la cathédrale voletaient en cercle autour de leur séculaire abri démantelé. Ils sem-



LA COTE 304. (Photo " l'Illustration ".)

blaient ne rien comprendre à un orage qui dépassait tout ce que la nature peut craindre de la foudre. Quant aux corneilles installées sur les poutres des maisons en ruines, elles n'avaient pas même un frémissement aux heures où éclataient les plus gros projectiles, elles qui, d'habitude, fuient à tire-d'ailes dès qu'un chasseur arme son fusil.

Le 1er avril, l'ennemi occupa Malancourt et, le 7, Haucourt. Mais, le 29 mars, nous avions repris le village d'Avocourt, si important par sa situation.

Notre effort défensif devenait toujours plus méthodique et plus efficace, sous le commandement du général Pétain, puis sous celui du général Nivelle.

Depuis le 30 avril, le général Pétain ne faisait plus que surveiller les opérations en qualité de commandant de groupe d'armées. Promu au commandement des armées du Centre, il avait passé le commandement direct de la seconde armée au général Nivelle, arrivé devant Verdun, le 3 avril.

En remettant le commandement de cette armée de Verdun à Nivelle, le valeureux et heureux soldat de l'Alsace, de l'Ourcq, de l'Aisne, de la Picardie, Pétain lui dit:

— Le mot d'ordre a été, depuis le début de la bataille: « Ils ne passeront pas. » Je vous le transmets.

— Général, ils ne passeront pas, répondit Nivelle.

Dans le texte de la promotion qui élevait le général Pétain au grade de grand-officier de la Légion d'honneur, nous lisons le motif suivant : « Commande depuis quatre mois une armée qui a résisté victorieusement aux attaques sans cesse renouvelées de l'ennemi. A supporté héroïquement les plus dures épreuves. A affirmé dans ce commandement, avec les plus brillantes qualités du chef, une énergie et une force de caractère qui ont puissamment influé sur le développement des opérations engagées sur tout le front. Après avoir enrayé l'avance de l'ennemi vers un objet devenu l'enjeu moral de la guerre, a repris l'offensive pied à pied et, par des attaques



LA CRÊTE DU MORT-HOMME. (Photo " l'Illustration ".)

répétées, est parvenu à dominer l'affaire sur le terrain même que ce dernier avait choisi pour un effort décisif. »

L'ennemi, qui renouvelait sans cesse ses forces en puisant au camp retranché de Metz, réussissait encore quelquefois à occuper une de nos tranchées ou à cerner un de nos détachements. Le général Nivelle déclara, dans son ordre du jour du 5 avril : « Il faut renverser les rôles par une riposte : coup de poing donné par réflexe immédiat, après le coup de poing reçu. » On reconnaissait là le chef qui, en février 1915 prenant le commandement d'une division devant Soissons, avait eu ce rapide dialogue avec un général de brigade :

— La situation est difficile. Que comptez-vous faire ?

— Attaquer. Pas d'autre moyen pour arrêter l'ennemi.

Le 9 avril, l'ennemi attaqua sur les deux rives de la Meuse. En engageant à fond trois divisions, il occupa une tranchée sur le Mort-Homme et s'empara de Béthincourt.

L'Allemagne voulait en finir devant Verdun, avant que l'attaque franco-britannique ne commençât sur la Somme. Nécessité militaire. Intérêt dynastique. Le

Kronprinz augmenta encore son artillerie lourde, appela à l'aide les plus solides bataillons et, le 23 avril, engagea le combat. Allions-nous abandonner la rive droite de la Meuse? Le général Nivelle dit à ses soldats : « L'armée de Verdun ne se laissera pas intimider par les obus et par cette infanterie allemande dont elle brise les assauts depuis quatre mois. Elle saura conserver sa gloire intacte. *Vous leur défendrez de passer, mes camarades.* » Ce dernier trait est d'une simplicité grandiose et tendre. On croit voir les bras du chef s'ouvrant tout grands pour embrasser l'armée.

Du 3 au 8 mai, nouvel effort énorme de l'ennemi. Sur la cote 304, les batteries allemandes concentrèrent leurs feux. Nous avons vu les sommets des environs transformés en volcans. Des colonnes de fumées jaunes, noires, verdâtres, montaient vers le ciel, si épaisses que nos aviateurs s'écriaient avec dépit : « L'atmosphère en reste obscurcie jusqu'à 800 mètres. » Presque tout de suite, nos tranchées furent « hersées ». Ceux de leurs occupants qui pouvaient s'en tirer se tapissaient dans les trous d'obus. Quand les obus allemands eurent ainsi pilonné le terrain, les vagues allemandes déferlèrent. La plupart de nos hommes avaient été enfouis. Ceux qui avaient encore des armes s'en servirent vaillamment. Les Allemands, étonnés de trouver encore des vivants devant eux, ne progressèrent qu'avec une extrême prudence. Leur succès resta localisé aux pentes nord.

Le 6 mai, à la cote 284, le bombardement ne fut pas moins intense. Un capitaine du 66e nous disait : « L'abri dans lequel je me trouvais était construit dans le roc. Cependant il vibrait comme une barque sur des flots furieux. » Là aussi, nos hommes combattirent en héros. A gauche, un bataillon du 32e repoussa deux attaques allemandes. Le 7, nouvel assaut de la cote 304 par trois côtés à la fois. L'ennemi trouva devant lui deux régiments d'élite, le 114e et le 125e, composés en majeure partie de Vendéens, de Poitevins, de Berrichons. Le 114e, sur la gauche et le 125e, à droite, s'organisèrent pour la contre-attaque avec une admirable confraternité d'armes. L'ennemi dut reculer.

L'effort allemand au nord-ouest de Verdun se déplaça, le 12 mai, de l'est à l'ouest. L'ennemi cherchait à tourner le Mort-Homme par le vallon qui sépare cette hauteur de la cote 304. Il attaqua la cote 304 par le flanc nord-ouest. Plus à l'ouest, il attaqua la cote 287, à deux kilomètres au sud de Malancourt.

Jamais on ne dira ce que nos hommes ont eu à souffrir, en restant à leur poste, sous la monstrueuse avalanche de fer et de feu.

Souvent, au moment de l'attaque, leurs mitrailleuses et même leurs fusils étaient hors de service. Cependant, les survivants résistaient.

Quelques exemples entre cent. Nous avons déjà cité celui du 92e. Ce beau régiment avait reçu l'ordre d'aller, en partant du Mort-Homme, reprendre le bois des Corbeaux où l'ennemi venait de se fortifier. Nos soldats partirent avec un splendide entrain et passèrent à travers une grêle de gros obus formant barrage. En moins d'une heure, ils avaient réoccupé tout le bois. L'un deux, établi sur ses genoux, au milieu des balles, tirait sans relâche. A chaque coup, il avait la satisfaction de voir tomber son homme. Quand un fusil lui brûlait les doigts, il continuait le tir avec une arme nouvelle. Ce n'étaient pas les fusils sans maître qui manquaient. Tout à coup, l'arme lui tomba des mains. Un éclat d'obus le tuait : « Adieu, mon lieutenant, dit-il. Je meurs bien aise. »

Le lendemain, à un retour offensif de l'ennemi, le 92e répondit par une énergique contre-attaque, bien qu'ayant perdu les deux tiers de son effectif et son lieutenant-colonel. Ce vaillant chef, Macker, de Colmar, au moment où il organisait en hâte les vagues d'assaut, avait vu arriver l'abbé de Chabrol, aumônier de la division. Il lui

avait demandé l'absolution, en le priant de bénir aussi tous ses hommes. L'abbé de Chabrol les bénit à mesure que leurs vagues passaient devant lui. Ajoutons que, pressentant sa fin prochaine, Macker avait tenu à être correct jusque dans la mort. Il avait fait sa barbe avec soin, en remplaçant l'eau qui manquait par quelques gouttes de vin blanc. L'abbé de Chabrol fut tué peu de temps après dans la Somme.

Malgré le choc de toute une division fraîche, les survivants du 92e réussirent à interdire l'accès du Mort-Homme. Combien étaient-ils alors ? Cent cinquante, sous les ordres d'un seul chef de bataillon. Pendant une journée, ils demeurèrent accrochés à flanc de coteau. La nuit venue, leur commandant envoya au général de brigade un rapport qui se terminait ainsi :

« Malgré les balles, les obus, les flammes, le chlore, nous tenons, et tant qu'il en restera un, comptez sur nous. »

Les obus, les flammes, le chlore! Le monde pèsera chacun de ces mots. Aux tortures des guerres préhistoriques de l'âge des cavernes, l'ennemi avait joint des supplices spéciaux inventés par la science allemande, toujours au service de la barbarie.

« *Tant qu'il en restera un, comptez sur nous.* » Que les lettrés songent aux poèmes épiques dont s'illustre et s'enchante le genre humain ; qu'ils relisent l'*Iliade;* qu'ils descendent de cercle en cercle dans l'*Enfer* de Dante, nous les défions de rien trouver d'aussi beau.

Comme notre infanterie, notre artillerie fit des prodiges de ténacité et de dévouement. Dans une batterie, un obus de 305 avait tué le capitaine, un adjudant, un maréchal des logis et cinq hommes. Les autres enlevèrent leur veste et dirent : «A la besogne, pour venger nos morts!»



GÉNÉRAL BURCKHARDT.

Parmi ces héroïques soldats de Verdun, les Lorrains et les Alsaciens tenaient leur vraie place. Saluons ces trente Lorrains qui, aux premières lignes, ont été tués d'un seul coup par une torpille. Partout où on allait, on rencontrait la Lorraine et l'Alsace au combat. Un éminent Alsacien, le général Burckhardt, qui a commandé l'artillerie de la région fortifiée de Verdun du 6 octobre 1915 au 31 janvier 1916, nous dit à ce propos :

— En 1916, près de Verdun, à Dugny, nous nous trouvâmes, un matin, cinq officiers réunis par hasard. Tous les cinq, de Guebwiller. Il y avait là le lieutenant-colonel Althoffer, le capitaine de Bary, le capitaine Schlumberger, le sous-lieutenant Conrad. Quelques jours après, Schlumberger fut nommé chevalier de la Légion d'honneur. Je lui remis la croix, en lui disant : « Capitaine Schlumberger, c'est mon père, le pasteur Burckhardt, de Guebwiller, qui vous a donné le baptême du chrétien. Je suis heureux aujourd'hui de vous donner le baptême de la Légion d'honneur » (1).

(1) Ce récit que le général Burckhardt nous faisait de sa voix douce, avec son discret sourire, nous touchait tout particulièrement. C'est lui qui nous a donné ce même baptême, en nous embrassant au nom de tous les Alsaciens-Lorrains.

Notre Service de Santé se montra digne de nos combattants. Un médecin avait donné à un adjudant brancardier l'ordre d'aller chercher cinq mitrailleurs blessés, dans un fortin démoli. Quand l'adjudant, accompagné de dix hommes, arriva à nos premières lignes, le commandant de la tranchée lui dit : « Vous ne ferez pas un pas de plus : c'est un déluge de feu. » Il répondit : « Nous verrons bien ». Et il franchit le parapet avec ses dix hommes. Des lignes allemandes, un officier allemand cria en français : « Votre audace est stupide : vous ne pouvez pas en réchapper. » Notre adjudant fit deux voyages et ramena à l'arrière non seulement les cinq mitrailleurs blessés, mais deux de ses brancardiers tués pendant leur travail. Ce bon Français était un territorial, père de quatre enfants.

Pour avoir complètement raison de l'offensive ennemie, nous avions résolu de prendre l'offensive à notre tour. Notre attaque du 22 mai contre le fort de Douau-



LES ABORDS DU FORT DE VAUX. (Photo " l'Illustration".)

mont fut conduite par le général Mangin, avec le 36ᵉ, le 39ᵉ, le 129ᵉ, le 74ᵉ. Au départ, les obus blessèrent, autour du général, plusieurs de ses officiers d'état-major. « Bah! s'écriait-il, un feu de barrage, cela peut toujours se franchir. » Ses hommes s'emparèrent du fort de Douaumont et y demeurèrent jusque dans la nuit du 23 au 24.

En juin, l'ennemi entreprit un suprême effort. Le Kronprinz disait à ses troupes : « Les Français se figurent que nous allons desserrer notre étreinte. Ils se trompent. » C'est un prisonnier allemand du 53ᵉ régiment (50ᵉ division) qui nous a rapporté le premier ces mémorables paroles. Le Kronprinz, une fois de plus, parlait en matamore. L'étreinte de l'ennemi devait être bientôt desserrée.

Au prix de terribles sacrifices, l'ennemi parvint à la ligne Froideterre-Fleury-Souville, et fit encore des prisonniers. Plusieurs de nos grosses pièces n'ayant pas pu être ramenées en arrière, durent être démolies à coups de 75 : nos artilleurs, en tirant sur elles, pleuraient.

C'était surtout le fort de Vaux que l'ennemi voulait prendre. Il s'était emparé

du bois Fumin, à l'ouest, et du village de Damloup, à l'est du fort. Il y touchait. Bientôt il arriva à la contrescarpe. Les coffres qui assuraient le flanquement des parties essentielles de la défense avaient été écrasés ou percés. Par ces brèches, il établit des mitrailleuses sur la superstructure. Notre ami, le commandant Raynal, qui avait sous ses ordres la garnison de Vaux, était encore en communication avec notre artillerie : « Tirez sur le fort, dit-il. — Quoi ! sur le fort où vous êtes ? — Oui. Il y a sur le fort des mitrailleuses allemandes. Tirez ». Notre artillerie obéit. Mais l'ennemi s'était infiltré dans la gaine, c'est-à-dire dans les parapets qui permettent de circuler à couvert. En vain les défenseurs de Vaux tentèrent-ils de se dégager par des contre-attaques. Entièrement cernés, ils résistèrent encore pendant cinq jours. L'ennemi leur lançait à bout portant des gaz asphyxiants et lacrymogènes.



L'ENTRÉE DU FORT DE VAUX. (Photo " l'Illustration ".)

Nous avons entendu, en Suisse où il était interné, notre ami le commandant Raynal raconter les derniers jours du fort.

— Les blessés, brûlés par la fièvre, sachant bien qu'il n'y avait plus une goutte d'eau, me regardaient sans une plainte. Les combattants essayaient d'apaiser leur soif en buvant leur urine. L'ennemi s'était installé sur le coffre du fort. Nous l'entendions travailler au-dessus de nos têtes. Que faire? Quand on est au rez-de-chaussée, impossible de jeter des grenades sur le toit. Beaucoup d'entre nous furent tués pour avoir essayé de regarder au dehors. Une compagnie était venue à notre secours. Pauvre compagnie ! Nous la vîmes s'avancer, puis, sous un tir de barrage, se cacher dans les trous d'obus, puis disparaître. Et nous n'avions pas un canon ! Ah ! bonté divine, avec deux 75, quelle besogne nous aurions faite ! L'ennemi offrait le flanc. Mais il n'y avait pas plus de canons dans les embrasures que d'eau dans la citerne. Mes soldats et moi, nous pleurions de rage. Nos larmes rendaient encore plus douloureuses les morsures du gaz qui nous rongeait les paupières. A demi-morts de soif, les survivants du fort capitulèrent, le 7 juin, après 108 jours de combat.

Le fort avait reçu 10.000 projectiles par jour.

Vaux! Pas de nom plus fertile en souvenirs épiques. Le maire de Vaux nous parle de son village détruit et que, sans doute, on ne pourra jamais reconstituer :

— Quand j'ai reçu l'ordre de partir, j'ai dit aux officiers de l'État-major français établi dans ma maison : « Messieurs, je connais la région. Vous êtes en grand danger ici. » Les officiers, tout occupés à étudier des cartes, ne m'entendaient même pas. Un gros obus tua le colonel, deux commandants et trois capitaines. C'étaient de braves gens. Ils dorment dans mon jardin, près d'un capitaine qui a combattu en superbe soldat, abattant une cinquantaine d'Allemands, à lui seul, et qui, après avoir épuisé toutes les cartouches de son revolver, est tombé, criblé de balles.

Jamais changement si brusque et si profond ne s'était produit dans les méthodes, dans les opérations et même dans les armes. Les officiers qui, pour quelques heures, sortaient de la bataille, se disaient : « Le fusil ne semble-t-il pas en train de devenir une arme préhistorique? Les hommes partaient avec une provision de grenades, des vivres et trois litres d'eau. Les voilà dans un cercle d'enfer. » Un détachement établi devant Vaux avait 70 mitrailleuses. Les hommes étaient fiers de ces belles armes toutes neuves dont ils avaient appris à fond la manœuvre. Elles attendaient, bien entretenues, bien graissées, le moment de cribler de balles l'ennemi. Pendant toute la nuit, ce détachement fut bombardé. Le lendemain, il repoussa une attaque. On demanda aux hommes : « Eh! bien, êtes-vous contents de vos mitrailleuses ? — Nous n'en avons pu employer que deux ! — Et les 68 autres? — Détruites par le bombardement. — Et vos grenades? — Enfouies. — Et vos baïonnettes? — Tordues.

— Dans ces conditions nous avons dû perdre beaucoup d'hommes devant Verdun?

En réponse à cette question, un capitaine d'État-Major nous disait : « Moins que les Allemands ! Cependant, je sais que nos pertes ont été sévères. Comme officier d'état-major, j'enregistrais l'avancement de beaucoup de mes camarades. Or, de ceux qui alors ont avancé, il ne reste plus moitié. Pour une attaque, nous avions fait marcher un régiment de zouaves. Combien d'hommes ont pu traverser le tir de barrage? A peine un sur trois. Que demander à ceux qui survivent?

— Vous avez interrogé beaucoup de prisonniers allemands sur leurs pertes ? — Beaucoup. Et tous se plaignaient d'avoir été conduits à la boucherie. — Dans quel état se trouvaient-ils ? — Des loques. — Les officiers avaient-ils meilleure attitude? — Quelquefois, du moins en apparence. Au fond, ni les uns ni les autres ne croyaient plus à la victoire. — Et vous ? — Nous en étions sûrs.

Après la chute de Vaux, notre front s'appuyait sur les forts et les ouvrages de Moulainville, Tavannes, Souville, la Côte de Froideterre. L'ennemi, dans cette zone nouvelle, ne pouvait plus manœuvrer comme dans les zones précédentes. Il apercevait devant lui notre troisième ligne de défense constituée par le Rozelier, Belrupt et Belleville. Et notre armée se disait, en l'observant : « Au train dont il marche maintenant, il ne pourrait atteindre le camp retranché de la rive droite qu'à la fin de l'année prochaine. D'ailleurs, alors même qu'il nous repousserait jusqu'à la Meuse, il n'aurait pas encore Verdun. » La véritable ville avec sa cathédrale, sa citadelle, son chemin de fer, se trouve sur la rive gauche.

Systématiquement, l'ennemi s'efforçait de se persuader que la prise de Vaux était une victoire. Pour le 22 juin, il prépara une grande attaque contre le fort de Souville, à l'est; contre l'ouvrage de Froideterre, à l'ouest; contre Fleury, au centre. Nous lui résistâmes à l'ouest et à l'est. Mais, au centre, où il engagea six divisions, il finit par prendre pied dans l'ouvrage de Thiaumont et à Fleury, c'est-à dire à cinq

kilomètres de la ville. De là il s'élançait vers Froideterre. « Vous leur défendrez de passer, camarades! » avait dit le général Nivelle à ses soldats. L'ennemi ne passa pas. Contre-attaqué vaillamment, il fut forcé d'abandonner Fleury et de reculer jusqu'à l'ouvrage de Thiaumont.

Dans ce secteur, la lutte acharnée continua jusqu'à la fin d'août. Certaines parties de Thiaumont se trouvaient prises et reprises quatre fois en vingt-quatre heures.

Fleury-devant-Douaumont était un joli village gracieusement campé sur sa colline. A ses pieds moutonnait le bois de Souville. Que reste-t-il des arbres? Des moignons. Du village? A peine des ruines. Le ravin des Vignes qui mène au village



LE VILLAGE DE FLEURY. (Photo Rol.

est lui-même un fantôme de ravin. A certain jour, il recevait, pour sa part, au compte du général Nivelle, 250000 obus.

Un bataillon de chasseurs avait risqué d'être anéanti tout entier par l'artillerie ennemie. Le général Mangin s'écria : « Pour épargner nos hommes, mêlons-les aux Allemands. Qu'ils prennent l'adversaire corps à corps! L'artillerie ennemie n'osera plus tirer, de peur de tuer les siens. »

L'ennemi, en couvrant le sol de cadavres allemands, avança encore un peu dans le bois du Chênois et dans le bois de Vaux-Chapitre. Le 11 juillet, il réussit à prendre pied dans la batterie de Damloup et, de toutes ses forces, tendit vers Souville. Il parvint jusqu'à la Chapelle-Sainte-Fine, à l'intersection des routes de Vaux à Verdun et de Tavennes à Fleury. Quelques fantassins allemands pénétrèrent même sur les glacis du fort. Ils y restèrent.

Notre front se jalonnait ainsi : le bois d'Avocourt; la cote 304, où l'ennemi avait un peu avancé; le Mort-Homme; le sud de Cumières; la Meuse jusqu'à Vacherauville; la côte du Poivre; le bois d'Haudromont; une ligne entre Froideterre et Fleury; la Chapelle-Sainte-Fine; le bois de la Laufée.

Au commencement d'avril, nous attaquâmes la crête et le village de Fleury. Le commandant Tisserand-Delange fut tué, le 2 août, en entraînant son bataillon à l'assaut du village. C'était un socialiste militant. Il avait même eu un moment de célébrité. A la veille du 1er mai 1906, dans un meeting socialiste à la Bourse du





Composition de L. Jonas

PRISE DU VILLAGE DE FLEURY

Épisode de la Bataille de Verdun

Travail, il était entré en tenue de campagne, sabre au côté, revolver à la hanche, et, du haut de la tribune, avait dit : « Je me considère comme solidaire des ouvriers. Toujours, je me refuserai à commander à mes hommes de tirer sur eux, si on m'en donne l'ordre ». On le raya des cadres. Mais, le silence s'étant fait sur son aventure, on le réintégra en 1911. Sa conduite au feu lui valut le grade de commandant. Sa mort lui vaut le plus beau titre du monde : celui de bon soldat.

Le 17 août, le régiment colonial du Maroc reprit pied dans une partie de Fleury, puis s'empara de deux réduits, au nord-ouest de l'ouvrage de Thiaumont. Chaque



LES PETITS MEUSIENS REGARDENT LEURS ENNEMIS.
(Section photographique de l'Armée.)

jour amenait pour nous un progrès et des prisonniers : 3 septembre, 500 ; 6 septembre, 250 ; 7 septembre, 120 ; 9 septembre, 300. Enfin, nous rentrâmes en possession du village tout entier.

Au lendemain de cette reprise, le lieutenant Le Gorju, du 129ᵉ, nous apporta le témoignage suivant : « Quand nous sommes revenus sur le terrain que nous avions dû abandonner, nous avons trouvé nos blessés achevés par l'ennemi, avec une cruauté qui parut le plus monstrueux des défis. Chacun de nos pauvres camarades était attaché à un piquet, la tête en bas, la gorge ouverte, au-dessus d'une gamelle pleine de son sang. Tous saignés comme des poulets ! Ai-je besoin d'ajouter qu'ils furent vengés ? »

La reprise de la crête et du village de Fleury donnait raison au général Pétain qui, dans un de ses derniers ordres du jour à l'armée de Verdun, avait dit : « Nous les aurons. »

Ce mot semble emprunté aux lèvres de nos soldats. En vérité, il n'est ni de Pétain, ni des soldats de Pétain. Il est de Jeanne d'Arc. Dans un de ses ordres du jour (il y a toujours eu des ordres du jour), Jeanne d'Arc a dit : « Nos ennemis fussent-ils accrochés aux nues, nous les aurons. » Ce mot lancé par la bonne

Lorraine, dont la petite maison natale se mire aux flots virginaux de la Meuse naissante, semble avoir descendu le fil de l'eau jusqu'à l'endroit où la Meuse, devant Verdun, reflète les ruines les plus tragiques et se rougit du sang le plus héroïque de l'univers (1).

L'allée de la Victoire.

Verdun devenait, pour toute la civilisation, le symbole de l'héroïsme libérateur. Son nom faisait songer à la formule de la science antique : « Donnez-moi un point



VERDUN. — LA RUE MAZEL. (Photo Rol.)

d'appui, et je soulèverai le monde. » Le point d'appui rêvé par Archimède se trouvait à Bezonvaux ou à la cote 304. Le monde a été soulevé.

Pour rendre un hommage officiel à notre armée et à la ville martyre, M. Raymond Poincaré, président de la République, se rendit à Verdun.

La ville lui montrait ses façades chancelantes, ses fenêtres brisées d'où passaient des rideaux en loques, ses magasins aux glaces étoilées, ses sinistres pans de murs, ses monceaux de décombres. La plupart des rues importantes, rue Mazel, principale artère du commerce verdunois, rue Chevert, rue Saint-Paul, rue Saint-Pierre, rue Mautroté, n'étaient plus que des alignements de pierres calcinées. Pas un seul monument épargné par le fer et le feu. La Cathédrale, une mutilée, une morte. Morts aussi, l'ancien évêché devenu le Musée, le Palais de Justice, la sous-préfecture, l'hôtel de ville, le théâtre.

Autour de la ville, M. Poincaré regarda le paysage de guerre où, pendant des mois, les coteaux n'avaient pas cessé de se transformer, comme s'ils étaient retournés par d'innombrables charrues invisibles; les arbres réduits à l'état de pieux déchiquetés; l'horizon où seuls, brusquement jaillis, des panaches de fumée noire révélaient la bataille. Ses yeux se dirigeaient instinctivement dans la direction de Nubécourt.

(1) Peu de temps après, en écho, les Anglais se sont écrié : *We shall have them* (nous les aurons!) Puis ce furent, en 1917, les Américains qui répétèrent le mot de Jeanne d'Arc, et non loin de Domremy.

Au cimetière de ce village, quelques mois avant la guerre, il avait porté le cercueil de sa mère. Mme Antony Poincaré était morte chargée d'années, après avoir vu son fils s'élever à la plus haute magistrature de la République. Elle était morte heureuse. Mais les Lorrains sont bons fils. Ils ont, par ailleurs, tant de défauts, que nous pouvons bien insister sur cette vertu. M. Poincaré pleurait sa mère comme au premier matin de son deuil. Les Allemands savaient cela. Ils savaient tout de nous, les Allemands, excepté que nous les battrions. Quand ils arrivèrent au cimetière de Nubécourt, ils tirèrent dehors le cercueil de Mme Poincaré mère et empilèrent, à la place, les corps des Bavarois morts dans les environs. Quel est donc ce peuple qui souille les tombeaux et qui, pour les souiller, prend les corps de ses propres soldats ! (1).



VERDUN. — LA RUE CHEVERT. (Photo Rol.)

A Verdun M. Poincaré descendit dans les casemates de la citadelle, pour remettre à la municipalité les décorations des puissances alliées. Il y retrouva tout à coup une hospitalité souriante, parmi des légions d'ouvriers en uniforme qui travaillaient au bruit allègre des machines. Dans la salle où les officiers prenaient leurs repas, il exprima sa reconnaissance et sa pieuse admiration à cette armée française qui avait sauvé la France.

Le ministre anglais de la Guerre, M. Lloyd George, qui incarnait le superbe effort militaire de son pays, voulut, lui aussi, faire le pèlerinage de Verdun.

---

(1) Dans le cimetière de Nubécourt, il y a un enclos spécial, ombragé d'un grand pin sylvestre et entouré d'églantiers, où une croix porte une plaque de schiste avec cette inscription : « Le 7 avril 1820, Jean Landry Gillon, avocat, docteur en droit, ancien député, a fondé ce cimetière pour y déposer les restes de son père. » J. L. Gillon est le bisaïeul du président de la République. Depuis 1820, l'enclos s'est peuplé d'une trentaine de tombes, sous le lierre, la fougère et la pervenche. Le père du président de la République, M. Antony Poincaré, ingénieur des Ponts et Chaussées, né à Nancy en 1825 et mort à Andernay (Meuse) en 1911, vint y reposer; puis, sa veuve, Nanine-Marie-Vicatier, née à Neuilly-sur-Seine en 1838 et morte à Paris en 1913. L'enterrement de Mme Poincaré mère avait attiré vers le petit enclos une foule immense, non de curieux, mais d'amis, dont beaucoup étaient des cultivateurs. A côté du président du Conseil, des ministres et des généraux, ils pleuraient. Les deux fils de la défunte, Raymond et Lucien, pour cacher leur douleur, rentrèrent dans la maison du bisaïeul, vaste maison carrée à l'angle de la rue et de la grande route de Bar à Dun-sur-Meuse.

Lui aussi parcourut les rues en ruines et, sur la gauche de la cathédrale, cette place d'où l'on découvre les hauteurs qui dominent le fort de Souville. Chemin faisant, il se baissait, à chaque minute, et ramassait un menu objet qu'il glissait dans une poche de sa redingote. Un officier français qui l'accompagnait ne put pas surmonter sa curiosité : « Excusez-moi, Excellence. Puis-je vous demander ce que vous recueillez ainsi? Des fragments d'obus? — Non. — Des débris de pierre? Des souvenirs? — Non. Je ramasse des marrons. Voyez! De simples marrons d'Inde. J'ai un petit jardin où j'aime à me reposer, en regardant mes iris ou mes roses. J'y planterai ces marrons le long de la plus belle allée. Et les enfants de mes enfants, en se promenant à l'ombre des marronniers, diront : « C'est l'allée de Verdun, l'allée de la Victoire. »

Lui aussi, Lloyd George, descendit aux casemates et, dans la salle souterraine, s'adressa à ceux qui représentaient l'armée française. Ce petit homme au grand front, nourri de la Bible et de l'Evangile, parla par images, comme il faut parler aux hommes, et conclut ainsi :

« Je me sens profondément ému. Dans ce sol sacré, ce n'est pas en mon nom que je m'exprime. Je vous apporte l'admiration de mon pays et de ce grand empire dont je suis le représentant. Ils s'inclinent, avec moi, devant le sacrifice et devant la gloire. Soldats de France, le président de la République disait récemment, ici même, que vous aviez sauvé la France. Erreur! Ce n'est pas la France que vous avez sauvée, c'est le monde. Si nous, Anglais, nous avons pu mener à bien notre préparation et fabriquer une artillerie dont l'ennemi vous donnera des nouvelles, c'est que vous avez tenu bon devant Verdun. Sans vous nous étions perdus. Vous êtes les véritables vainqueurs du front anglais. Si les Russes ont refoulé les Allemands et fait 400000 prisonniers, c'est à votre héroïque résistance qu'ils le doivent. Vous êtes les véritables vainqueurs du front russe. Si les Italiens ont pu rentrer dans Gorizia comme vous rentrerez dans Strasbourg et dans Metz, c'est à vous qu'ils le doivent. Vous êtes les véritables vainqueurs du front italien. Votre résistance à Verdun, votre indomptable héroïsme qui arrache des cris d'admiration et de colère à l'ennemi, votre sang versé si généreusement, ont permis à tous les alliés de parfaire leur armement et leur instruction. A notre tour, maintenant! Comptez sur nous. C'est contre vous que l'Allemagne exerce son maximum d'efforts. Pendant que vous exposiez à sa ruée le rempart de vos poitrines, la Grande-Bretagne a pu assurer la liberté des océans et maintenir le blocus ; elle a pu créer des armées; elle a pu fabriquer des engins de guerre, des munitions en quantité telle que la provision des alliés dépasse celle des envahisseurs. Désormais les troupes britanniques rivaliseront de vaillance et de succès avec vous tous, soldats éprouvés de la République française. C'est nous désormais qui attaquerons. Nous forcerons l'ennemi à évacuer pas à pas les contrées qu'il a profanées et ravagées. Soldats de France, il fera bon vivre dans votre pays quand vous en aurez chassé l'envahisseur et quand vos vertus guerrières aux générations qui vous suivront, auront assuré la paix dans la liberté. »

Dans ce discours de Lloyd George se rencontraient, à la fois, la fermeté du grand homme d'État et la sincérité du franc joueur. Il ne dissimulait rien des coups reçus et des fautes commises par son pays.

« Nous avons été terriblement surpris par la guerre. Au début, nous n'avons pu mettre en ligne qu'une armée de 150 000 hommes, « une méprisable petite armée », a dit l'empereur d'Allemagne. « Méprisable », ce n'est pas juste. « Petite », c'est malheureusement exact. Mais savez-vous combien nous avons perdu d'hommes sur ces 150000? Nous en avons perdu 300 000, parce que nous comblions les vides. »

On continuait à applaudir Lloyd George. Pour notre part, nous ne l'applaudissions plus. Quand il énumérait les officiers et les soldats anglais tombés par milliers, sur le sol français, aux Dardanelles, à Gallipoli « sans avoir pu marquer un point », la fierté qu'il manifestait à la pensée que ses compatriotes savent mourir, nous rappelait les jours les plus poignants de notre enfance. Certes, savoir mourir, c'est très beau. Mais il y a quelque chose de plus beau encore. C'est savoir vaincre. « Gloire aux vaincus! » Telle fut la chanson qui berça notre enfance, à nous, Français qui avons des cheveux blancs. Nous n'en voulions plus, de cette chanson. Elle est pleine de sublime, mais pleine aussi de narcotique. Nous voulions qu'on pût dire: Gloire aux vainqueurs! Gloire aux soldats de Verdun! Gloire aux soldats de France! Gloire aux vainqueurs de la guerre du Droit!

« Vive Verdun! » répétaient tous nos alliés. L'Angleterre, qui avait, de tout temps, donné le nom de « Nancy » comme prénom à de jeunes filles, donnait à de jeunes garçons « Verdun » comme prénom de bon augure.

La défaite de l'Allemagne devant Verdun eut, dans le monde, un retentissement inouï. Le monde était enfin tiré de la pire illusion. A dire vrai, jusqu'à ce moment, malgré tout, il avait cru à la supériorité inébranlable de l'armée allemande. Depuis 1870, c'était pour lui article de foi.

Certes, la bataille de la Marne et la bataille de l'Yser auraient pu lui ouvrir les yeux. Mais l'Allemagne avait su masquer la vérité par une couche de mensonges si habiles! Quand vint la bataille de Verdun, les mensonges les plus irrésistibles demeurèrent impuissants. Elle avait dit: « Il nous faut Verdun à tout prix. Nous prendrons Verdun. » Et Verdun appartenait toujours à la France. Jamais bataille n'avait eu à un degré si net le caractère d'un duel. L'Allemagne était vaincue. Le monde constata cet insuccès avec un long cri de surprise. Ce cri eut un écho jusque dans les épaisseurs de la population allemande, laquelle, dès lors, sans croire encore à la possibilité d'une défaite décisive, sentit avec plus de trouble le poids d'une guerre sans précédent.

Verdun, pour le monde entier, devenait une personnalité sublime. Dans n'importe qu'elle assemblée d'hommes libres, quand le nom de Verdun était prononcé, l'assemblée entière se dressait. De notre vieille forteresse lorraine, contre laquelle échouait le plus redoutable choc de l'ennemi, semblait rayonner l'âme même de la France.

Autour de Verdun, il y a des plateaux entiers formés de rochers pareils à d'immenses dalles mortuaires. On dirait un cimetière cyclopéen. C'est là que, grâce à nos vertus françaises, la toute-puissance militaire de l'Allemagne a été broyée.

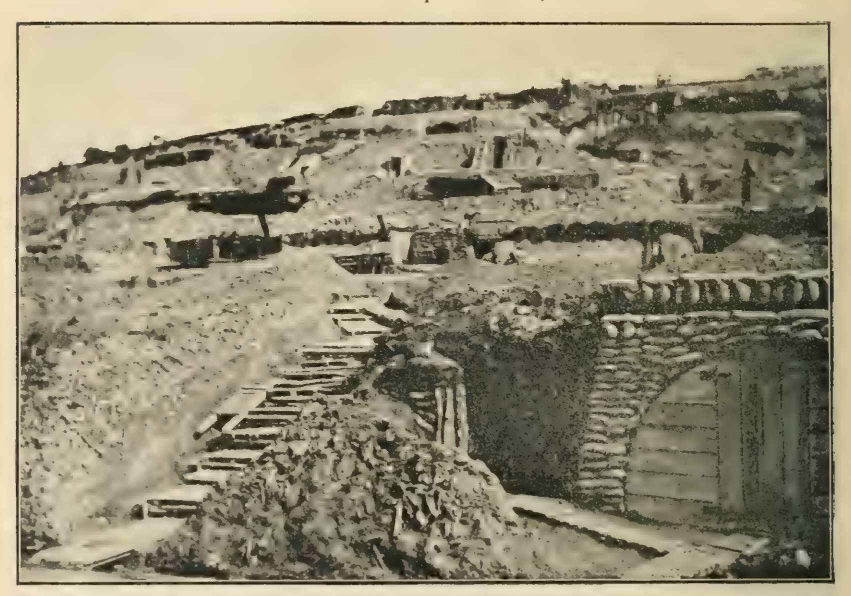
« Nous les aurons. »

Depuis le 1er juillet, une offensive menée sur la Somme par nos alliés britanniques et par nos troupes, avait pour premier effet de « soulager Verdun », suivant l'expression de son plus glorieux défenseur. L'initiative des opérations que, jusqu'alors, conservait l'ennemi, attaquant à son gré du côté de Charleroi, du côté de Calais, du côté de la Dunajec, du côté des Balkans, du côté de Verdun, cette initiative qui a une portée capitale en toute guerre, passait enfin à la France et à ses alliés. Pour que, de cette initiative, sortît plus vite la victoire décisive, on aurait dû plus tôt la compléter par l'unité de commandement sur tous les fronts!

Le général Nivelle résolut de reprendre définitivement Douaumont à l'ennemi. Une opération de ce genre, pour bien réussir devait être de très grande enver-

gure. Toute offensive de détail est destinée à échouer tôt ou tard, puisque l'ennemi, ayant gardé la plus grande partie de ses observatoires, finit par rendre intenable le terrain acquis.

Mais comment mener à bien une attaque de front, sur un terrain à découvert ?



ABRIS ÉTAGÉS DANS LES ENVIRONS DE VERDUN. (Photo Meurisse.)

C'est ici que commença une préparation magnifiquement méthodique, lumineuse et bien adaptée, c'est-à-dire toute française.

Nous connaissions exactement les forces et les positions de l'ennemi : 21 bataillons en première ligne, 7 en soutien, 10 en réserve. De même, nous savions d'où il pouvait tirer des troupes pour alimenter le combat.

Jadis, le grand capitaine, né à Verdun, Chevert, qui défendit Prague avec 1800 hommes, contre toute une armée, à cette question : « Savez-vous combien vous avez d'hommes devant vous? » répondait par ces mots devenus légendaires : « Un Français ne compte les ennemis qu'après les avoir battus. » Aujourd'hui, Chevert reconnaîtrait qu'on doit compter les ennemis pour les battre plus vite. A l'étincelante bravoure de notre race se sont jointes les qualités de précision qu'exige la guerre moderne.

Tout compte fait, nous décidâmes de ne mettre en ligne que trois divisions, renforcées de deux régiments et soutenues par des réserves. Du front furent retirés un certain nombre d'hommes qui avaient déjà servi dans le secteur Thiaumont-Vaux-Chapitre et, dans une zone tranquille, ils furent instruits, les uns pendant trois semaines, les autres pendant deux mois. Sur le terrain d'instruction, le terrain à conquérir avait été reproduit jusque dans ses meurtrissures, ses trous d'obus, ses moindres accidents. On y avait élevé un fort de Douaumont. A ce simulacre, ils donnèrent l'assaut, dix fois, vingt fois. « Pas encore bien su ! » Et ils recommen-

çaient. A la fin, ce fut irréprochable. A tel point que, le jour où on les eut transportés sur le véritable terrain de l'attaque, équipés à neuf, munis d'armes et d'outils de choix, ils allèrent tout droit *reprendre*, dans le fort, la place qui leur était assignée.

D'autre part, le véritable terrain de l'attaque avait été préparé avec soin. Nos



LE FORT DE DOUAUMONT. (Photo " l'Illustration".)

soldats, en marchant au combat, virent repasser, cuirassés de boue de la tête aux pieds, leurs camarades qui, depuis des semaines, creusaient des boyaux, des cheminements, construisaient des routes, des voies ferrées, des abris pour les renforts, installaient des postes de secours, des batteries, des dépôts et qui, bons ouvriers de la victoire future, saluaient ceux qui allaient la remporter.

La route de Bar à Verdun prenait un caractère nouveau. Reluisante sous les roues toujours en mouvement, ce n'était plus la route ordinaire, toute marquée par les empreintes des fers à cheval, mais une formidable piste d'autodrome. Sans interruption, à une distance de quarante pas, se suivaient les camions couverts d'une bâche : à droite, ceux qui allaient à Verdun, amenant des soldats, des munitions, des vivres; à gauche, ceux qui en revenaient, amenant des blessés ou évacuant les gens des villages. Ce flot continuel donnait l'impression d'un fleuve, par exemple du Rhin sous le pont de Bâle. Mais où trouver un fleuve qui soit double? Certaines armes imprévues contribuaient étrangement à la victoire : le marteau du casseur de pierre, la pelle du terrassier, l'arrosoir du cantonnier.

Une route mal empierrée, mal nivelée, mal arrosée, conduit à la défaite. La voie sacrée était une continuelle victoire. Le long de cette voie, la plus petite maison du plus petit village se muait en un magasin de ravitaillement : « harnais de gueule », comme disaient nos aïeux, ou harnais simplement. Combien de kilomètres a

cette route? Soixante environ. Involontairement, nous songions à la vieille inscription lue à l'entrée de Verdun : « Metz, 63 kilomètres. »

Le drame ainsi monté et répété comportait deux parties, avec un entr'acte. Première partie: occuper les carrières d'Haudromont, la croupe nord du ravin de la Dame, les retranchements au nord de la ferme de Thiaumont, l'éperon nord-est du bois de Vaux-Chapitre et les tranchées devant le fort de Vaux. Entr'acte. Après avoir réalisé leur progression, les troupes d'attaque consolideront leurs positions et y établiront d'autres troupes désignées pour les remplacer. Seconde partie : occuper la croupe nord du ravin de la Couleuvre, le village de Douaumont, le fort de Douaumont, la digue de l'étang de Vaux, les tranchées qui font face au ravin de Fumin.

La direction de l'instruction avait été confiée au général Pétain ; le commandement de l'attaque, au général Mangin.

Notre artillerie exécuta avec succès « l'ouverture du chef-d'œuvre ». Un grand homme de guerre disait : « C'est par le choc qu'on remporte les victoires, mais c'est par le feu qu'on les prépare. » Quel est cet homme de guerre? Joffre? Non pas. Pétain ou Nivelle? Non pas. C'est Napoléon Ier. Pour notre artillerie aussi, tout avait été soigneusement réglé, afin que son tir, barrage roulant, s'allongeât au rythme exactement prévu de la progression. En attendant, elle détruisait sans trêve tous les travaux de l'adversaire. Par centaines, nos gros canons enfonçaient dans la tête de l'ennemi cette vérité « que nous avions mis à profit ses leçons de martelage». Les carrières d'Haudromont, comme la batterie de Damloup, furent bouleversées à fond. Le 23, vers midi, un de nos obus de 400, judicieusement placé, alluma dans le fort de Douaumont un incendie très significatif. Le même jour, vers dix-sept heures, on captura un pigeon allemand porteur d'un message où les chefs des positions bombardées demandaient avec instance « la relève ». Des soldats allemands affolés vinrent se constituer prisonniers. Un officier qui les accompagnait avoua que notre tir était « prodigieux ». Mais il ajouta : « Pourtant, vous ne prendrez pas plus Douaumont que nous ne prendrons Verdun. » Un grand nombre de batteries allemandes étaient dissimulées avec tant d'art que nous n'avions pas pu les reparer. Le général Nivelle ordonna une fausse attaque. Sur les 160 batteries ennemies qui se démasquèrent immédiatement, plus de soixante furent réduites au silence.

Le lendemain 24 octobre, à 11 h. 46 du matin, le signal de l'attaque était donné.

Trois divisions françaises partaient à l'assaut contre les carrières d'Hardaumont et le fort de Douaumont. A gauche, la division Guyot de Salins, renforcée du 11e régiment d'infanterie ; au centre, entre le fort de Douaumont et le ravin des Fontaines, la division Passaga; à droite, en face du fort de Vaux, la division de Lardemelle.

Le commandant de l'attaque, Mangin, Lorrain de Sarrebourg, avait gagné au Maroc les galons de colonel et venait de gagner en France les étoiles de général. Le général Guyot d'Asnières de Salins, Breton d'Auray, était colonel à Madagascar au début de la guerre. Le général Passaga, né à Angers, était lieutenant-colonel du 41e au début de la guerre. Le général de Lardemelle, d'une vieille famille lorraine comme Mangin, s'était formé dans la guerre coloniale.

Le régiment colonial du Maroc avait mission d'enlever Douaumont. Un bataillon devait l'aborder de face et y pénétrer. Un autre bataillon devait le dépasser et s'installer en avant. Par bonheur, tout était étudié à fond : un brouillard épais remplit toute la matinée, brouillard de la Meuse qui transforme la vallée en un lac de

lait. Rien ne s'y distingue plus que de molles blancheurs. Qu'on se place sur un sommet, et l'on peut se croire pareil à ces personnages des vieux tableaux de sainteté qui sont portés par des anges et cheminent sur les nues. Dans la plaine, nos sections étaient obligées de marcher à la boussole. Le premier bataillon ayant ainsi subi un retard, le second bataillon n'en continua pas moins à avancer, contournant le fort comme un obstacle négligeable. L'ennemi s'était blotti sous terre.

Dans l'observatoire qui servait de poste de commandement au général Mangin, se trouvait le général Joffre, avec, à sa droite, le général Pétain et, à sa gauche, le général Nivelle. Jusqu'à quatorze heures et demie il ne put rien distinguer. Mais, à quatorze heures et demie, le vent du nord et le soleil d'octobre eurent raison de la brume. Alors, le général Joffre vit nos troupes qui marchaient vers Douaumont, qui dépassaient Douaumont, qui revenaient vers Douaumont, qui entraient à Douaumont. La victoire !

Nous avancions de vingt-cinq mètres à la minute. Le tir de l'artillerie nous pré-



LES MITRAILLEURS SUIVENT LES VAGUES D'ASSAUT. Photo Meurisse

cédait, en s'allongeant de même, par harmonie préétablie. Ce jour-là, nos fusils ne servirent guère. Nos mitrailleuses firent presque toute la besogne. Les Allemands cédaient en masse. Si nos soldats avaient eu besoin d'un réconfort et d'une récompense, ils auraient trouvé l'un et l'autre dans la vue d'une immense colonne, d'un gris de boue mal séchée, dirigée vers l'arrière : troupeau interminable de prisonniers allemands.

En cent endroits, d'héroïques assauts et d'opiniâtres corps-à-corps concoururent à développer notre avantage Les tranchées ennemies furent nettoyées une à une. Peu à peu, le fort apparaissait. C'était le but, le sommet sacré. En l'apercevant, nos hommes eurent un frisson presque religieux. Pendant un instant, ils s'arrêtèrent. Appréhension? Nullement. Sorte d'extase. Voilà, dans l'histoire militaire, un fait inouï. Mais les mitrailleuses allemandes, qui crépitaient du fond des casemates, ramenèrent vite les esprits à la réalité. Les pentes du rempart de gorge étaient escaladées. A nous, les ouvrages extérieurs! A gauche de la division Passaga, le lieutenant Leseux avec trois hommes : Jayr, Dumont et Meydon, avait



AUX ABORDS DU FORT DE VAUX. (Photo " l'Illustration ".)

franchi le fossé du fort et mis le pied sur la tourelle de l'Est. En même temps, à droite de la division Guyot de Salins, le caporal Barranger, du bataillon d'infanterie coloniale, sous les ordres du commandant Croll, entrait aussi dans le fort.

Une escadrille, dont le chef était le lieutenant René Doumer, avait inauguré une méthode spéciale de combats d'aéroplanes contre l'infanterie. Elle volait à cinquante mètres à peine des troupes ennemies que ses mitrailleuses de bord criblaient de balles.

Avec le fort de Douaumont tombaient entre nos mains le village de Douaumont, le bois de la Caillette, le bois de Vaux-Chapitre, le bois du Chênois, la batterie de Damloup. Dès 14 heures 30, la ligne ennemie était crevée sur une profondeur qui, au centre, atteignait trois kilomètres. Nous avions, entre nos mains, plus de 6000 prisonniers dont 138 officiers, et un immense matériel de guerre : 144 mitrailleuses, 51 canons de tranchées, 11 canons de campagne, 5 canons de gros calibre.

Notre ami le général Ancelin, qui commandait une brigade opérant sur la gauche, avait été mortellement atteint par un éclat d'obus, au moment où il dictait un rapport commençant ainsi : « L'enthousiasme des hommes est émouvant. » Simplicité de forme, mille fois plus riche que toutes les somptuosités oratoires! Qui pourrait relire ces mots si discrets, sans avoir une larme au bord de ses paupières? Ancelin est tombé, souriant à ses hommes et tout enveloppé par la victoire.

Le soir de ce beau jour devait être assez froid. La boue est plus pénétrante que la neige. Un officier qui regardait des chasseurs blottis les uns contre les autres, leur cria : « Il fait froid, les petits. — Un peu tout de même, mon lieutenant. Mais de penser qu'on a repris Douaumont, cela réchauffe. »

Vu de toutes parts, voyant de toutes parts, Douaumont semble un miraculeux belvédère. Désormais, nos regards plongeaient dans les lignes ennemies.

Le général Nivelle félicita dignement nos hommes : « En quelques heures d'assaut, vous avez enlevé à votre puissant ennemi ce qu'il avait mis huit mois à arracher, lambeau par lambeau. »

Le lendemain, nos hommes reçurent leur courrier. L'un d'eux, aux cheveux grisonnants, avait devant lui une enveloppe et un paquet. Avec un évident délice, il savourait la moindre ligne de la lettre et la moindre bouchée du colis. « C'est de ma femme », nous dit-il. Nous l'avions deviné. Il ajouta. « Elle me donne des nouvelles du petit. Lisez. » Nous lûmes : « André est arrivé dans la Somme. Il m'écrit que tout va bien là-bas, quoique ce soit assez dur. Je lui envoie naturellement un paquet, tout pareil au tien. »

Dans une batterie, au milieu du bombardement, nos hommes se rangèrent en carré. Les pièces furent pointées sur les positions ennemies. Un commandant entra dans le carré, sabre au clair : « Garde à vous ! Batteries, ouvrez le ban ! » Quadruple détonation ! Quadruple bouquet de flammes ! Là-dessus, le commandant lut d'une voix vibrante de glorieuses citations. Un lieutenant et un canonnier s'avancèrent pour recevoir la croix de guerre. Le commandant les embrassa : « Batteries, fermez le ban. » Les pièces obéirent. Le cœur des hommes débordait.

Cette bataille, gagnée par le général Mangin, devait être le premier grand retour offensif des Français, dans la seconde partie de la guerre. La bataille du Kronprinz était finie.

Restait à prendre le fort de Vaux. Le général von Hindenburg, au nom de l'armée allemande, avait affirmé dans une retentissante interview : « L'armée allemande ne reculera pas d'une semelle. » Tous les prisonniers allemands disaient : « Vous avez pris Douaumont. Vous ne prendrez pas Vaux. » Nous prîmes Vaux

Ce fort permettait à l'ennemi d'agir à sa guise dans les ravins de Fumin, des



LES ABORDS DU FORT DE VAUX APRÈS LE COMBAT. (Photo "l'Illustration".)

Fontaines, de la Gayette; de plonger ses regards dans Tavannes et dans Souville; de se couvrir du côté de la Woëvre.

Devant Vaux, il possédait des lignes de défense qu'il croyait inexpugnables. Notre artillerie commença à les ébranler. Puis, notre infanterie enleva le bois de Fumin. Puis, le feu de nos canons redoubla

Le 2 novembre, à dix heures trois minutes du matin, nos aviateurs annoncèrent que l'ennemi évacuait le fort de Vaux, où se succédaient des explosions. Était-ce possible?

Vers la nuit, une compagnie du 298e partit en reconnaissance. Dans le fort, tout était fermé hermétiquement. A force de chercher, on découvrit une étroite embrasure de mitrailleuse. Le sapeur Poulain, grâce à sa maigreur, put s'y glisser. Du dedans, il tira à lui le lieutenant Biot qui avait enlevé son équipement. Le sous-lieutenant Lefèvre prit le même chemin. Nos trois compagnons explorèrent l'intérieur du fort, à la lumière des incendies où grenades et cartouches éclataient. Tout était désert. A chaque pas, ils se heurtaient à un butin qui, par son désordre, révélait une panique : mitrailleuses empaquetées, monceaux de cartouches, de boites de conserves, de provisions diverses, de bouteilles d'eau minérale. Pourquoi ces bouteilles? Le commandant Raynal, qui avait défendu Vaux du 7 mars au 7 juin, ne l'avait rendu que parce que ses hommes mouraient de soif. A Vaux, ce ne fut pas la soif qui eut raison des Allemands.

Après la prise du fort, nous occupâmes tout de suite les villages de Vaux et de Damloup. Ainsi se passa, pour nous, la nuit des morts. Pendant toute cette nuit, dans tous les villages de Lorraine, les cloches sonnent en l'honneur des chers trépassés qui dorment aux cimetières voisins. Désormais, chaque année, les cloches du 2 novembre sonneront aussi en l'honneur de nos frères, morts vainqueurs devant Verdun. Dans les rues de la ville défilèrent plus de six mille prisonniers, en tête de qui marchaient 140 de leurs officiers, dont huit commandants de bataillon.

Aux forts de Douaumont et de Vaux, nos soldats conservèrent les inscriptions placées par l'ennemi. Tels mots barbares, multipliés à profusion, les amusaient au plus haut point. En abandonnant le fort de Vaux, l'arrogant et féroce ennemi confessait son impuissance.

Nos trophées matériels et moraux.

Nous avions repris toutes les fortifications permanentes de Verdun. Ce n'était pas assez. Le général Nivelle prépara une autre offensive, pour enlever les observatoires puissamment organisés par l'ennemi : la côte du Poivre, la cote 341, la cote 378, trois villages armés : Vacherauville, Louvemont, Bezonvaux. L'attaque fut menée par quatre divisions dont deux avaient pris part à l'offensive du 24 octobre : division Passaga, division Guyot de Salins.

Pour mettre en état un terrain labouré, ravagé, émietté par un bombardement de plus de neuf mois, il avait fallu un profond labeur. Une voie carrossable en madriers, vingt-cinq kilomètres de route et dix kilomètres de chemin de fer Decauville, permirent le transport de l'artillerie. Un soldat lorrain qui avait participé aux travaux et à l'attaque s'écriait, après l'avance : « Cela ne pouvait pas manquer. Notre division était *fin* prête. » Admirez ce mot où la Lorraine met son plus pur accent. Il exprime à ravir le fini dans la perfection.

La préparation d'artillerie avait duré de 11 au 14 décembre, sans interruption.

Quelques jours avant le 15 décembre, deux généraux avaient dit au général Nivelle :

« Le sol va devenir une mer de boue. Nos hommes seront-ils jamais capables d'avancer là-dedans? » Le général Nivelle avait répondu : « Nos hommes l'espèrent. Moi j'en suis sûr. » Quelques heures après le signal de l'attaque, nos hommes avaient avancé de six kilomètres en profondeur.

Ce signal fut donné le 15, à dix heures six minutes. L'attaque commença sur un front de 9 kilomètres, du ravin de Vaux à Vacherauville.

D'un seul élan, Vacherauville fut emporté en 11 minutes; le Poivre, en 29 minutes. La hauteur du Poivre, par son organisation, était considérée comme imprenable. Les carrières et le bois d'Haudromont, puis le camp du Heurias, furent occupés par la brigade du Maroc. Nous entrions au village de Louvemont, enlevions



LE BOIS DES CHAMBRETTES. (Photo " l'Illustration ".)

la cote 378 en moins de 45 minutes, parvenions jusqu'à la ferme des Chambrettes. Vers l'est, nous prenions en partie le bois de la Vauche, le bois d'Hardaumont, l'ouvrage d'Hardaumont. L'ennemi avait reçu l'ordre de résister jusqu'au bout. Certains officiers allemands essayèrent en vain de remplacer leurs mitrailleurs tués.

Trois jours plus tard, nous nous emparions du village de Bezonvaux, en faisant 600 prisonniers.

La ferme des Chambrettes, prise par nous le 15, avait dû être évacuée le même jour. Elle avait une réelle importance, parce qu'elle permettait d'observer non seulement le bois des Caurières et le bois du Chaufour, mais Douaumont. Le régiment de zouaves qui l'avait prise et perdue, voulut la reprendre définitivement. Au lieutenant-colonel Richaud qui le commandait, le colonel Priou disait : « Vos hommes sont horriblement fatigués. Je vais vous faire envoyer des troupes fraîches. — Non pas, s'il vous plaît. Nous suffirons à la besogne. — Prenez garde, Richaud. L'affaire

est grave. Réfléchissez encore. Vous avez cinq minutes. — Je n'ai pas besoin d'une seconde. Un régiment à fourragère ne se déshonore pas. Nous donnerons l'assaut à quinze heures tapant. » En vérité, les hommes étaient brisés de fatigue. La boue qui les couvrait, de la tête aux pieds, leur donnait une mine de déterrés en rupture de tombeau. Le commandant Pouzergue, qui marchait à dix pas devant eux, leur cria gaiement : « Allons donc! En avant, tas d'éclopés! » Les éclopés éclatèrent de rire et donnèrent l'assaut. Quelques-uns d'entre eux s'appuyaient sur deux fusils en guise de béquilles, mais avaient au dos un troisième fusil, le bon! La ferme des Chambrettes fut enlevée.

Aux pages de pure épopée se mêlent, suivant la tradition française, des traits héroï-comiques.

Voici un sergent du 4e zouaves qui revient avec un butin qu'il a fait à lui seul : il l'évalue à deux cent douze pièces, qu'il classe ainsi : deux cents soldats, six officiers, six mitrailleuses. Voilà un colonel allemand qui, surpris dans son abri « comme la pie au nid », sort en tenant, d'une main, sa culotte insuffisamment bouclée ; de l'autre, ses molletières, et répète à tue-tête ce mot qu'il croit un talisman : « Chef de corps! Chef de corps! » Voilà un commandant prussien qui dit, à un de nos capitaines en lui remettant ses armes : « Vos hommes sont les plus beaux soldats que j'aie vus de ma vie (*Mein Leben lang*) ». Et le capitaine de répondre, avec toute la correction possible : « *Das glaub' ich leicht* (Je le crois aisément) ». Le lieutenant-colonel du 4e régiment de zouaves nous décrit ainsi les premiers Allemands courant vers son poste pour se rendre : « Bras en l'air, bouche bée, yeux hagards! Un peu de calme leur revenait, quand ils apercevaient des visages blancs. Ils avaient été affolés par l'apparition des noirs. A nos bons noirs, ils tendaient leurs cigarettes, leur pipe, leur montre. D'un mot, j'ai fait cesser ce manège. Bien que très occupé par mon commandement, j'ai trouvé une minute pour interroger un chef de bataillon. Ce hobereau prussien, effondré sur un banc, suait à grosses gouttes. « Debout devant le lieu« tenant-colonel! » crièrent nos hommes. Il se leva en sursaut, demanda pardon et salua d'abord le lieutenant-colonel, puis tous les officiers, puis tous les soldats qui lui riaient au nez. Il soupirait : « Quelle guerre! » Pendant ce temps, deux médecins et un capitaine prussiens s'inclinaient très bas devant un de nos adjudants, et lui offraient leurs porte-cigares ornés de la croix de fer. Un autre officier, à qui revenait, avec la certitude d'avoir la vie sauve, un peu de l'impudence germanique, se plaignit d'être mal logé. Le général Mangin à qui ces doléances furent rapportées, répondit : « Que ces Messieurs veuillent bien m'excuser! Certainement, je les attendais. Mais, sur l'honneur, je ne les attendais pas si nombreux. »



VERDUN. — PRISONNIERS ALLEMANDS DIRIGÉS SUR L'ARRIÈRE.
(Photo Meurisse.)

Notre victoire du 15 et du 16 décembre se couronnait par maints trophées : 12.000 prisonniers dont 290 officiers, 115 canons, 107 mitrailleuses, 44 lance-bombes, trois villages, cinq villages fortifiés, le front ennemi crevé sur une longueur de 9 kilomètres 500 mètres.

La victoire d'octobre nous avait rendu la ligne des défenses permanentes de Verdun; celle de décembre nous portait au delà et nous faisait occuper les observatoires qui pouvaient faciliter à l'ennemi ses opérations.

Quatre divisions françaises, en cette journée du 15 décembre, avaient bousculé cinq divisions allemandes. Notre artillerie avait merveilleusement soutenu nos efforts.



PRISONNIERS ALLEMANDS SUR LA ROUTE DE SAINTE-MENEHOULD.
(Section Photographique de l'Armée.)

L'ennemi subissait de terribles pertes. De telle compagnie allemande, au fond d'une tranchée, il ne restait plus que sept vivants.

Inexprimable, la joie de nos hommes prenant possession de Bezonvaux et du Poivre ! Citons un seul fait. Sur le Poivre, le sous-lieutenant René Berte était tombé, la cuisse fracturée. Il écrivit à sa mère : « Suis blessé, mais pas trop grièvement. » Le lendemain, l'infirmière qui le soignait écrivit de son côté : « L'état du sous-lieutenant Berte prend une gravité exceptionnelle. » Mais le sous-lieutenant traça, d'une écriture fébrile, une nouvelle lettre pour rassurer sa famille. Il terminait ainsi : « C'était chic, sur le Poivre. » Beau cri de jeunesse, de joie et de triomphe, poussé par un glorieux mourant ! La famille du blessé apprit « qu'on lui avait coupé la jambe et donné la croix de la Légion d'honneur ». Mais, presque immédiatement, elle reçut cette dépêche : « Venir sans retard. » Le général Nivelle remit la croix de la Légion d'honneur au moribond qui, dans son agonie, trouva la force de lui sourire en lui disant : « Mon général, sur le Poivre, comme c'était chic ! »

Qu'il nous soit permis de rappeler, à ce propos, un souvenir personnel. Dans

une conférence de guerre, nous venions de citer le mot de l'héroïque sous-lieutenant. Tout à coup, un de nos auditeurs releva son visage inondé de larmes et murmura : « C'était mon fils. » Fils de M. Eugène Berte, économe de l'Ecole normale de Vesoul, le sous-lieutenant d'infanterie René Berte était un étudiant du plus grand mérite. Boursier à la Faculté des lettres de Lyon, également intéressé par la philosophie et par l'histoire, il préparait avec succès sa licence. Ses maîtres aimaient en lui un esprit droit et délicat. C'était aussi un grand cœur. L'attention de nos lecteurs ne s'arrêtera pas à ce que ses paroles peuvent avoir de trop familier. Ce mot *chic*, qui nous répugnait avant la guerre et qui nous répugne de nouveau aujourd'hui, était alors sanctifié.

On se plaisait alors à appeler nos soldats « des saints ! » A vrai dire, ce mot n'était pas nouveau. Il avait été écrit pour la première fois, en 1860, par notre grand Michelet. On lit, dans le premier volume de son *Histoire du* XIXe *siècle* : « Si l'histoire générale ne m'eût dévoré jour par jour, j'avais un beau projet : écrire la *Légende d'Or*, celle des *saints* de la guerre, des héros de la paix, des apôtres de l'Armée française. Oui, des saints ! Qui, dans l'histoire, mérita jamais mieux ce titre qu'un Desaix ou un La Tour d'Auvergne? Une chose bien remarquable, c'est que ce sont surtout les très grands militaires qui semblent les plus pacifiques : Kléber, Hoche, Desaix, Marceau, font penser à Marc-Aurèle. »

En vérité nos soldats de 1914, de 1915, de 1916, de 1917, de 1918 ont égalé ceux de l'An II, de l'An III, de l'An IV, de l'An V, de l'An VI. Ils les ont même surpassés. Mais combien le langage qui leur agréait différait de celui qui ravissait leurs aïeux ! Les grands mots ne leur faisaient plus grand plaisir. La grandeur ne les charmait que dans les actes. Pendant les mois les plus terribles de la guerre du Droit, quand nous les voyions « aller en permission », nous avions envie de faire dire à nos amis de l'arrière : — Prenez garde de les blesser par des expressions qui leur paraîtraient exagérées. Cette guerre a tué l'emphase, et ce n'est pas une grosse perte. Ne les appelez pas des héros. Ils vous répondraient que les héros doivent être héroïques à toutes les heures et que, au contraire, ils n'ont pas du tout cette prétention. Ne les appelez pas des martyrs. Ils vous répondraient que les martyrs avaient soif de tortures et que, au contraire, ils n'ont aucun goût particulier pour la souffrance. — Alors, comment les appeler ? C'est la question qu'un de nos plus grands chefs se posa, aux jours les plus formidables. Et un soldat qui l'entendit lui répondit tout bas : — Mon général, dites que nous sommes de « chics types ! » Nous n'en demandons pas davantage.

Du jour où nous avons occupé la côte du Poivre et Bezonvaux, l'ennemi ne pouvait plus bombarder Verdun que par ses canons à longue portée. Et nous, déjà, nous entrevoyions le bassin de Briey.

Les journaux allemands avaient sans cesse répété : « L'armée que l'Allemagne a devant elle à Verdun c'est le dernier débris des forces françaises ; quand ce débris aura été anéanti, la France sera entièrement désarmée ; alors l'Allemagne ne rencontrera plus sur sa route que des Anglais et des Belges, c'est-à-dire un million d'hommes n'ayant rien de militaire, sans instruction, sans organisation, sans commandement : misérable chair à canon dont le canon allemand aura raison en se jouant. »

A ces fanfaronnades de l'ennemi, il n'y avait eu qu'une réponse à faire, celle qui est inscrite sur le socle de la statue de Kléber, à Strasbourg : « Soldats, à de telles insolences, on ne répond que par des victoires. » La victoire de Verdun a dû illuminer d'un sourire triomphal la figure immortelle du héros strasbourgeois.

De quel espoir notre avance remplissait le cœur de nos compatriotes d'Alsace et de Lorraine ! Le canon de Verdun résonnait au cœur de Metz !



LA REPRISE DU FORT DE VAUX, par DIDIER TOURNÉ

Metz, en sa Cathédrale, adorable merveille
Que, depuis quarante ans, mutile l'ennemi,
A, pour cloche, la *Mute* à la voix sans pareille,
Dont toute son histoire héroïque a frémi.

Sur les flancs de la *Mute*, une phrase est inscrite :
« *Je suis là pour crier justice* ». Où donc trouver
Devise plus divine en une heure maudite ?
C'est celle que tout homme en son cœur doit graver.

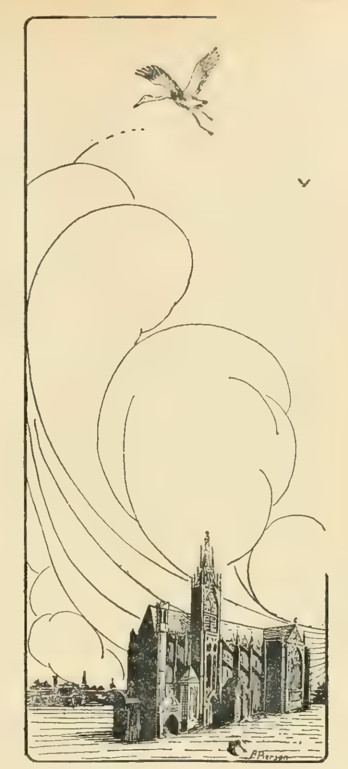
Quand l'ennemi menteur ose crier victoire :
« Je suis là », dit la Mute. Et, dans l'air plus serein,
S'élève, balayant tout bruit blasphématoire,
Un souffle d'espérance aussi fort que l'airain.

Quand sort, de tout un peuple innocent au supplice,
La plainte où sont mêlés tant de deuils inconnus,
La *Mute* dit : « Je suis là pour crier justice »,
Et déjà les captifs ne sont plus des vaincus.

Quand le canon français, ce fier briseur de chaînes,
Le compagnon que Metz nuit et jour appela,
Retentit à longs coups sur les marches lorraines,
La *Mute* dit : « Grand frère, approche, je suis là » :

Et, quand luira le jour sacré de délivrance,
Sur nos tilleuls trempés de pluie ou de soleil,
Et qu'enfin de retour, notre drapeau de France
Viendra dire à la *Mute* : « Allons, sonne au réveil ! »

Ce sera, dans notre air qui sait si bien répandre
Les ondes de la cloche en leurs douces ampleurs,
Un triomphe, à la fois, si sublime et si tendre
Que les astres auront l'éclat des yeux en pleurs.



En ce jour d'immortelle fête,
La cloche du beffroi messin
Annoncera : « Justice est faite
De tout un empire assassin. »
Il voulait, tourmenteur de femmes,
Bourreau de prêtres et d'enfants,
Avec la peur dompter les âmes
Comme avec des gaz étouffants.

Il rêvait d'asservir la terre
Par l'appui sanglant de son dieu :
De forcer les places de guerre
Aux lueurs des temples en feu,
De tout piller, de tout détruire,
De fouler aux pieds tout serment :
On l'a mis hors d'état de nuire,
Et c'est son premier châtiment.

Songez à Paris ! dit la Cloche.
Il risque trop d'être surpris,
La frontière en étant si proche.
On ne peut déplacer Paris,
On peut déplacer la frontière.
Prudence pleine de bienfaits !
Dès lors, la France reste entière
Et l'Europe entre dans la paix.

Ah ! si la justice a son heure
Et, si le triomphe du droit
Fonde enfin la paix qui demeure,
C'est à vos soldats qu'on le doit.
Les fleurs, toutes les fleurs du monde,
Sur tous leurs noms doivent s'unir,
Car leur gloire est la plus féconde
Que le monde puisse bénir.

De toutes ces fleurs qui, par gerbes,
Pour eux tous se multiplieront,
Les plus pures, les plus superbes,
C'est à nos morts qu'elles iront.
Les chers morts tombés sous les armes
Sont toujours jeunes dans les cœurs.
La rosée exquise des larmes
Rajeunira sans fin leurs fleurs.

Ce Poème de M. Émile Hinzelin a été récité par lui-même à la Comédie Française le 2 août 1916. (Cérémonie patriotique en l'honneur de Metz).
L.



FRONT ITALIEN. — TRAVAUX DANS LA MONTAGNE.

Chapitre XX

HORS DE FRANCE

L'offensive autrichienne dans le Trentin

Pendant que l'empereur allemand faisait attaquer avec un acharnement sans pareil l'armée française à Verdun, l'empereur d'Autriche dirigeait contre l'armée italienne, dans le Trentin, une offensive dont, lui aussi, attendait un triomphe.

Le 1er mai 1916, cette offensive fut déclenchée par une armée de plus de 400 000 hommes, dont les meilleurs éléments avaient été retirés du front russe, et qui disposait d'une artillerie où les plus puissantes pièces allemandes venaient s'ajouter aux gros mortiers dont l'Autriche s'enorgueillissait.

Le commandement en chef était confié à l'archiduc héritier, le futur Charles Ier.

Le gouvernement autrichien avait déclaré : « Nous obtiendrons ce double résultat d'empêcher les Alliés d'exécuter leur plan d'offensive générale, et de favoriser très efficacement l'attaque allemande sur le front français. La ruine du front

italien, de l'Adige à la Brenta, aura une telle répercussion, en France, que la chute de Verdun en sera hâtée, et que les conséquences de cette chute en deviendront magnifiques. »

Aux chocs répétés de l'ennemi, les Italiens résistèrent d'abord avec succès, mais, peu à peu, ils durent céder du terrain jusqu'au commencement de juin. Quand ils se furent établis, le 2 juin, au débouché des montagnes, dans la plaine de Vicence, sur les positions de défense que le général Cadorna avait fait organiser, ils purent se féliciter à bon droit de cette retraite, aussi remarquable par l'ordre qui avait régné dans leurs rangs, que par leurs contre-attaques qui avaient coûté si cher à l'ennemi.

Les masses autrichiennes lancées à plusieurs reprises contre les nouvelles positions de nos alliés étaient arrêtées, puis brisées. Enfin, le 17 juin, les troupes du général Cadorna, par une éclatante contre-offensive, rejetaient l'ennemi dans le Trentin en lui infligeant une défaite parfaitement caractérisée.

Dans leur contre-offensive, les Italiens avaient été aidés par la Russie attaquant en Volhynie et en Bukovine. L'Autriche s'était vue forcée de renvoyer au front russe les régiments et les batteries qu'elle lui avait empruntés.

Les communiqués autrichiens qui, par leurs lourds et systématiques mensonges, ressemblaient si fort aux communiqués allemands, annoncèrent ainsi la défaite sur le front italien : « Nous avons opéré un repli stratégique avec le plus constant succès. L'ennemi a bombardé longuement, puis enlevé sans peine des positions entièrement évacuées depuis quelques jours. »

Les Russes à Erzeroum et à Trébizonde.

Dans le Caucase, les troupes russes commandées par le grand-duc Nicolas revinrent au combat contre les Turcs. Ni les difficultés formidables du terrain, ni les neiges amoncelées, ni le froid qui faisait descendre le thermomètre à 26 degrés



ARTILLERIE RUSSE ALLANT PRENDRE POSITION.

(Photo Chusseau-Flaviens).

au-dessous de zéro, ni l'opiniâtreté de la résistance turque, ne purent arrêter l'armée confiée par le grand-duc au général Youdenitch.

Victorieuse à Kuprikeni elle s'élança vers la vaste forteresse d'Erzeroum. Le 15 février 1916, les fortifications centrales d'Erzeroum étaient prises. Le lendemain, après une lutte corps à corps qui fit couler des flots de sang dans les rues, la place entière tombait. Les Russes avaient enlevé d'abord les neuf forts de la ville; puis, ils y avaient pénétré sans l'investir. C'était la méthode employée par les Allemands à Liége et à Novogeorgievsk.

Erzeroum, *Arx-er-Roumi* (citadelle des Romains), clef superbe de l'Anatolie orientale, s'élève au croisement de deux grandes routes, celle qui va de la vallée de l'Araxe à la vallée de l'Euphrate occidental, et celle qui va du port de Trébizonde sur la mer Noire au grand centre persan Tabriz. Sa chute retentit profondément dans le monde entier! Le succès, dont elle était le gage, aurait pu, avec un gouvernement meilleur que le gouvernement russe, être extrêmement fécond.



MÉSOPOTAMIE. — RAVITAILLEMENT EN EAU.
(Photo Chusseau Flaviens.)

Après la chute de la grande forteresse, ce fut la chute du grand port de la mer Noire. Les troupes russes, appuyées par leur escadre de la mer Noire, entrèrent à Trébizonde, le 17 avril. Dès lors, rien n'empêchait plus la Russie d'envoyer des vivres, des munitions, des renforts à son armée d'Asie Mineure. Les détachements turcs qui s'étaient rués sur la Perse en furent bientôt chassés.

D'autre part, une tentative, malheureusement trop tardive, se fit pour dégager la division anglaise cernée en Mésopotamie. Cette division qui, par le golfe Persique, avait marché si vaillamment vers Bagdad, était assiégée à Kut-el-Amara par des forces très supérieures. En vain, un corps anglais, envoyé à son secours, entreprenait l'impossible pour la ravitailler. La tentative des Russes ne réussit pas mieux. Les assiégés durent se rendre, le 26 avril 1916.

En juillet, l'armée russe reprit son offensive. Elle eut alors à souffrir de la chaleur, autant qu'elle avait souffert du froid en février. Le 16 juillet, elle entrait à Baïbourd ; le 25 juillet, à Erzindjan. Ainsi, le haut plateau arménien lui appartenait tout entier. De là, elle pouvait mettre la main sur une importante partie du Kurdistan et du Lazistan.

Les Turcs, après avoir reculé sous une pression si violente, se ressaisirent et, le 13 août, s'engagèrent hardiment dans une contre-offensive. Mais les succès qu'ils remportèrent alors furent sans lendemain. En somme, au 1er septembre 1916, la situation militaire de la Russie était redevenue fort bonne. Partout elle obtenait l'avantage sur les vingt-sept divisions que la Turquie avait lancées contre ses troupes.

Les Turcs, bien que Guillaume II leur eût envoyé un renfort d'officiers allemands pour les commander, furent forcés d'évacuer leurs premières lignes de tranchées en avant d'Erzindjan. En même temps, ils étaient chassés des montagnes au sud de Mouch. Chose plus grave encore : dans la direction de Bagdad, ils se repliaient précipitamment en abandonnant leur matériel. Ce qui augmentait leur désarroi, c'était la menace toujours plus redoutable de Salonique. Dans un sursaut d'indignation, ils avaient assassiné von der Goltz, le vieux maréchal, qui pour eux avait été l'organisateur de la défaite.

La Turquie avait une tâche au-dessus de ses forces. Pour réprimer la grande révolte des Arabes qui s'étaient rendus maîtres de la Mecque, elle devait diriger contre eux neuf divisions. Elle devait en maintenir onze autres sur le front européen. Certes, elle possédait, en ses territoires d'Europe et d'Asie un vaste réser-



RECONNAISSANCE RUSSE AU CAUCASE. (Photo Rol.)

voir d'hommes. Mais la modicité de ses diverses ressources ne lui permettait d'instruire et d'armer qu'un nombre restreint de soldats. Malgré certains secours que lui fournissait son dur maître, l'empereur allemand, elle comprenait fort bien qu'elle risquait d'être broyée, le jour où, d'une part, les Anglais venant de l'Égypte et du golfe Persique, d'autre part, les Russes venant de l'Arménie et de la Perse, lui donneraient ensemble l'assaut en Asie.

Entrée en lice du Portugal.

L'entrée en lice du Portugal eut une importance que le tumulte des gros canons allemands devant Verdun n'aurait pas dû faire oublier.

C'était la treizième nation qui prenait les armes dans cette guerre, et la neuvième qui se rangeait du côté de la Triple Entente.

Le premier acte d'hostilité du Portugal fut de décréter la réquisition des navires allemands immobilisés dans ses ports.

Les Allemands prétendirent que le Portugal, avec ses cinq millions et demi d'habitants, avec ses colonies de l'Atlantique, de l'Afrique occidentale, de l'Afrique orientale et de l'Asie, débris d'un si magnifique empire colonial, « ne formait plus lui-même qu'une insignifiante colonie anglaise ».

En réalité, l'aide matérielle que le Portugal apportait aux Alliés n'était pas à dédaigner. L'artillerie portugaise comptait d'assez bons canons tout récents. Quant aux soldats, ils passaient pour patients et sobres. « Vous les verrez, nous disait-on à Lisbonne, vous les verrez tous, vivre dans la tranchée, avec un oignon et deux sardines par jour. »

Mais la décision du Portugal devait produire surtout un effet moral.

Pas de plus éloquente réponse à la déclaration faite le 25 février 1916, c'est-à-dire au quatrième jour de la bataille de Verdun, par le président du Conseil de Bulgarie, M. Radoslavoff : « La situation de l'Europe changera profondément, si l'offensive contre Verdun arrive au résultat que l'Allemagne annonce. C'est de cela que tout dépend pour les neutres. »

Cette déclaration, répétons-le, se résumait dans la vieille formule ironique : « Les neutres iront au secours de la victoire ». Et c'était la victoire du Droit.

Défaite diplomatique de l'Allemagne aux États-Unis.

La fortune de l'Allemagne n'était pas meilleure en Amérique qu'en Asie et en Europe. L'Allemagne avait le dessous dans une querelle avec les Etats-Unis au sujet de la guerre sous-marine.

Toutes ses ruses étaient déjouées, tous ses mensonges confondus. En vain, elle enveloppait sa défense d'un nuage de phrases où elle répétait :

— Les instructions que nous donnons à nos sous-marins ont toujours été irréprochables. Cependant, nous les rendrons encore meilleures, si vous obtenez de l'Angleterre la levée du blocus.

Le Président de la grande République américaine, M. Wilson, répondit :

— Vous vous engagez à changer vos instructions à vos sous-marins. Je prends acte de cet engagement. Bien entendu, je néglige votre tentative de subordonner le respect de la vie des neutres à une modification de la politique anglaise.

Ainsi d'un seul coup était anéantie l'étrange « forteresse de chantage » où prétendait s'enfermer l'Allemagne. Et de quel ton le président Wilson parlait à l'empereur allemand ! Déjà Guillaume II, qui, pendant plus d'un quart de siècle, avait tout bouleversé, dans l'univers, rien qu'en enflant sa voix, rien qu'en tendant son misérable poing crispé, tantôt dans une direction, tantôt dans une autre, devenait une sorte d'épouvantail déchu qui n'épouvantait plus personne.

Victoire française au Maroc.

La campagne d'Orient que l'Allemagne avait annoncée avec tant de fracas et par laquelle elle prétendait frapper à mort l'Angleterre, se trouvait suspendue par la défaite des Turcs en même temps que par notre établissement à Salonique.

La nouvelle que les derniers postes allemands, au Cameroun, allaient être enlevés par les Alliés porta au comble l'inquiétude de l'autre côté du Rhin.

Ainsi s'abîmait l'empire colonial pour lequel Guillaume II avait sacrifié tant d'or et de sang.

Au contraire, la France recevait de son empire colonial des nouvelles excellentes. En février 1916, le général Lyautey, l'éminent résident général au Maroc, qui était de passage à Paris, nous disait :

— Quelle faute la France aurait commise si elle avait mal gardé le Maroc!

Au début de la guerre, certains propos imprudents avaient été tenus à ce sujet. On avait même écrit : « Le sort du Maroc se décidera en Lorraine. Contentons-nous de laisser quelques troupes sur la côte marocaine. » Ainsi, pendant la guerre de Sept Ans, on avait répondu à Montcalm qui demandait des renforts pour le Canada : « Eh! monsieur, s'occupe-t-on des écuries, quand la maison brûle? » Cette réplique a coûté à la France la moitié de l'Amérique du Nord.

En août 1914, les Allemands, qui recueillaient précieusement l'écho de tous les mauvais bruits qui circulaient en France et dont ils étaient très souvent les inspirateurs, proclamèrent, dans toute l'Afrique : « L'empereur Guillaume II somme la France d'évacuer le Maroc : la France va obéir! »

C'est alors que, belle et vaillante initiative, le général Lyautey prit sur lui de diriger une partie des garnisons de la côte vers les postes avancés. Il sentait bien que le moindre mouvement d'évacuation serait le signal d'une révolte générale : « Le Maroc nous coûtera beaucoup moins de peine à garder qu'à abandonner. »

Dès lors, les Arabes commencèrent à mépriser les forfanteries allemandes. Bientôt, quand ils virent arriver en foule les prisonniers allemands, ils éprouvèrent du respect pour la noble force française. Dans toute cette période difficile du début, il n'y eut qu'un incident sérieux : la surprise de Kenira, crime immédiatement puni. Justice ayant été faite, tous les grands travaux reprirent avec une énergique continuité.

Le général Lyautey ajoutait :

— Les 1 200 kilomètres de route qui devaient être exécutés en cinq ans seront terminés presque entièrement en décembre de la présente année. Les chemins de fer militaires sont poussés, d'un côté, jusqu'à Taza et, de l'autre côté, jusqu'à Fez. Les voici même déjà parvenus à moitié chemin de Marrakech.

Pour résumer l'effet matériel et moral de si grands travaux, le résident général trouvait cette formule singulièrement expressive : « Un chantier vaut un bataillon. »

En pleine guerre, pendant les sept premiers mois de 1915, le commerce des ports marocains a été plus élevé qu'il ne l'avait été pendant les sept premiers mois de 1914, c'est-à-dire en pleine paix. Cependant le commerce allemand, qui constituait 12 pour 100 du total, avait été supprimé.

— Le Maroc expédie à la France un million de quintaux d'orge avec 200 000 quintaux de blé de plus qu'en 1913. L'impôt sur les récoltes et les troupeaux, le *terbib*, produira, cette année, 15 millions. Le déficit prévu sera ramené pour le Maroc à 3 millions et peut-être, grâce aux plus-values, disparaît-a-t-il tout à fait. L'administration du Maroc, pour perfectionner son outillage, demande un nouvel emprunt de 71 millions. La France accordera sa garantie à cet emprunt. La prospérité du Maroc est une victoire française.

L'honneur de cette victoire, concluait le général Lyautey, revient à nos soldats qui, au Maroc, déploient tant de courage, et à qui on ne pense peut-être pas assez. Certes, on a raison de glorifier leurs camarades qui, sur le front français, accomplissent une tâche aussi indispensable que stoïque. Mais la tâche accomplie par nos soldats du Maroc n'est ni moins nécessaire ni moins pénible. Tandis que tel blessé de France, tombé le matin devant les lignes ennemies, se retrouve, Dieu merci, le soir même dans un lit d'ambulance et voit une infirmière française à son

chevet, le blessé du Maroc est obligé de passer trois jours en cacolet sur le dos d'un mulet ou d'un chameau.

En réalité, nous ne serons jamais assez reconnaissants à l'égard de tous nos soldats sans exception. A la sanglante lueur de la bataille de la Marne, de la bataille de l'Aisne, de la bataille des Flandres, de la bataille de Verdun, est remise en évidence une vérité que le monde et surtout la France avaient oubliée : le Français est le premier soldat du monde. L'Allemagne a rencontré devant elle les dignes petits-fils de ceux qui, un siècle auparavant, ont parcouru toute l'Europe en triomphateurs. Le soldat français, au courage le plus varié, ajoute les exquises vertus de sa race : bon sens, bon cœur, bonne humeur. Rire gaulois, fleur héroïque ! Prenez quatre soldats dans la tranchée. Celui-ci, on dirait un grognard de Napoléon Ier; celui-là, un volontaire de l'an II ; celui-là, un chevalier de Fontenoy ; celui-là, un de ces hardis bombardiers que Jeanne d'Arc mettait au-dessus de tout !

Pendant que le général Lyautey nous parle, nous observons sa haute figure de cavalier lettré. Ses cheveux blancs, drus et courts, dessinent la raie en leur coquette épaisseur. Sous des sourcils noirs, ses yeux ont une étrange nuance violette. Sa moustache encore blonde dissimule une bouche un peu oblique. Sa voix légèrement voilée a beaucoup de force prenante. On y reconnaît notre Lorraine, à la façon de prolonger les *é* à la fin des mots. Il nous parle de Nancy, de Lunéville, de Saint-Clément, de Ménil-Flin, de Baccarat. Nous le félicitons de combattre l'Allemagne en si bon Lorrain.

— Oui, dit-il, l'Allemagne ! C'est bien l'Allemagne que je combats. Il n'y a qu'un front.

« Au Maroc non plus, la lutte ne s'interrompt pas ! Voici les chiffres du mois dernier. Ils sont des moins élevés : 52 morts, 180 blessés. Maintes fautes ont été commises par les Alliés en Orient, aux Balkans, en Egypte, en Syrie. Nous payons ces fautes. Les coups qui nous frappent sont des répercussions. Les Musulmans s'étaient peu à peu persuadés que partout, ils devaient vivre sous l'autorité chrétienne. En Asie comme en Afrique, ils avaient perdu toute indépendance. Il ne restait qu'un seul Etat musulman sur lequel les chrétiens ne pouvaient rien : la Turquie. En 1912, la guerre balkanique éclata. La Serbie, la Bulgarie et la Grèce attaquèrent la Turquie. Ces petits pays, les Musulmans les considéraient comme une poussière d'insurrection et s'attendaient à les voir écrasés une fois de plus. Ce fut la Turquie qui succomba. Dès lors, les Musulmans se répétèrent que c'était écrit. Aussi, en 1915, quand ils apprirent que la France et l'Angleterre marchaient vers Constantinople, ils pensèrent : « Constantinople est perdue. » Ce que les petits Balkaniques avaient presque réussi à faire, devait n'être qu'un jeu pour ces deux grandes puissances d'Europe. Or, l'attaque franco-britannique échoua. Certes, la situation n'était pas la même. En 1912, les pays balkaniques avaient lancé sur Constantinople des forces considérables. Au contraire, en 1915, les Français et Anglais, pour leur attaque, ne disposaient que de 40.000 hommes. Et la Turquie était extraordinairement soutenue par l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, les Musulmans relevèrent la tête. Ce qui les inquiète et les irrite le plus, c'est le projet de donner Constantinople à la Russie. Quoi ! les Russes à Constantinople, les Russes aux Lieux Saints ! Impossible de se représenter cela sans frémir. La domination russe est la plus autoritaire du monde. Rappelez-vous ce qu'elle a fait en Pologne. Aujourd'hui, le Gouvernement, à Paris, et le Grand-Quartier Général, à Chantilly, refusent d'examiner la question. « C'est tranché ! » dit-on. En tout cas, on est persuadé que seul le front français importe. Cependant, les événements les plus décisifs se produiront peut-être en Orient. »

Cela dit, le général Lyautey se rendit au ministère et au grand Quartier Géné-





Amiral SIR JOHN JELLICOË

ral à Chantilly. Alors, notre ami M. Henri Lichtenberger, professeur à la Sorbonne, dont on connaît les beaux travaux sur l'Allemagne, commenta les paroles du général et déplora les imprudences qui nous avaient brouillés avec la Turquie.

— Au bout du compte, les Turcs sont les plus loyaux des Balkaniques. N'oublions pas qu'Enver-Pacha lui-même a été contraint de s'opposer à l'entrée de Guillaume II à Constantinople. Les Musulmans ont pour les Français une sympathie admirable. En revanche, ils prétendent ne pas pouvoir souffrir les Anglais. Certes, les Anglais leur apportent une administration excellente et des travaux imposants. Mais les Musulmans les croient hautains et méprisants à leur égard. Les Français, au contraire, passent pour faire des travaux médiocres et pour avoir une administration insuffisante. Mais les Français, qui ont tant de cœur et de raison, réussissent toujours à se faire aimer, malgré tout.

Bataille navale du Jutland.

Contre la Grande-Bretagne, l'Allemagne employait les mêmes armes que contre la France et la Russie. Or, elle trouvait en Grande-Bretagne un terrain beaucoup



DUBLIN. — APRÈS LA RÉVOLTE. (Photo Chusseau-Flaviens.)

moins bon qu'en Russie, mais meilleur qu'en France. Aussi réussit-elle, au commencement de 1916, à soulever en Irlande une rébellion sanglante.

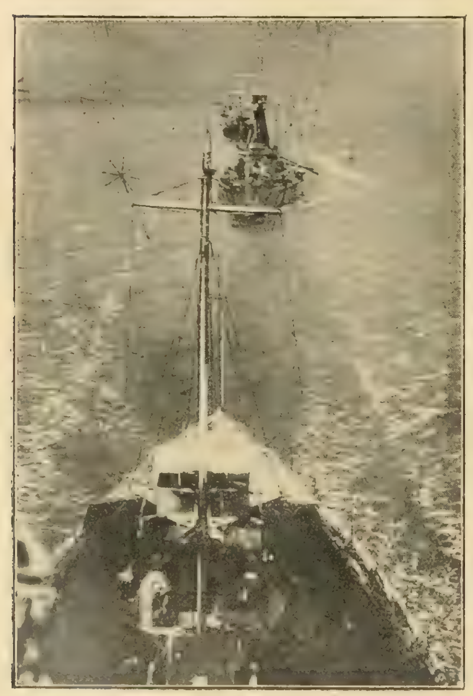
A peine l'ordre était-il rétabli en Irlande que la flotte allemande dirigea, contre la flotte britannique, une attaque qui permit un instant à Guillaume II de répéter la devise trop fameuse : « Notre avenir est sur les eaux. »

D'après les rapports de ses espions, l'Allemagne estima qu'elle avait le champ

libre. Sa flotte de haute mer quitta les rades où elle se tapissait, se déploya au nord de l'île d'Héligoland et glissa le long du Jutland.

Un groupe de dreadnoughts anglais, sous le commandement de l'amiral David Beatty, était posté à la hauteur de Scarborough.

Dès que l'amiral David Beatty eut vent de l'opération, il fit avertir son commandant en chef, l'amiral Jellicoë, puis, de son propre mouvement, se lança avec tous ses vaisseaux, à toute vapeur, dans la direction du Jutland. Son plan était simple et magnifique : gagner de vitesse la flotte ennemie, s'insinuer entre elle et la côte, la tourner, puis, par une lutte sans merci, l'empêcher de regagner les abris qu'elle avait eu l'impudence de quitter.



LA FLOTTE ANGLAISE ARRIVE SUR LE LIEU DU COMBAT.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

Déjà, avec succès, il engageait la bataille contre les premières unités allemandes à sa portée. Mais d'autres unités allemandes arrivèrent en toute hâte et l'attaquèrent violemment sur sa gauche. Il se trouvait cerné et voyait chacun de ses bateaux en butte à une furieuse canonnade. Tout à coup, quelques croiseurs anglais, plus légers que les dreadnoughts, vinrent au canon, attirèrent sur eux une partie des coups et sombrèrent avec tout leur équipage.

L'amiral David Beatty avait donné l'ordre de tenir jusqu'au dernier. « C'était, disait-il, le devoir et la victoire, puisque la grande flotte ne pouvait manquer d'arriver. »

L'arrivée de cette « grande flotte » fut annoncée par quatre grosses unités, à qui des appareils spéciaux donnaient une vitesse exceptionnelle. Bravement, les quatre se jetèrent dans l'action et, tout de suite, en changèrent l'aspect. L'ennemi, qui se croyait vainqueur, se troubla. Son trouble s'accrut soudain, quand, à l'horizon, apparut la « grande flotte ». Il s'enfuit. La nuit qui tombait lui permit de gagner l'ombre de la côte. En vain les bateaux anglais, malgré leurs blessures, s'épuisèrent à le poursuivre. Il réussit à ajouter aux ténèbres naissantes un voile épais de vapeurs et, par ce stratagème, atteignit ses repaires, où aucun coup ne pouvait le frapper et d'où aucun défi ne pouvait le faire sortir.

La flotte allemande avait subi des pertes plus importantes que la flotte anglaise et, de plus, s'était sans vergogne dérobée au combat. Mais, sur l'heure, l'Allemagne, conformément à ses méthodes de guerre, communiqua aux innombrables organes dont elle disposait dans le monde, l'ordre de crier victoire. Ce cri, pourtant si injustifiable

en sa plate témérité, produisit, dans l'univers, d'autant plus d'effet que la Grande-Bretagne n'annonçait rien de significatif au sujet du combat naval. Dans sa loyauté, elle attendait des renseignements complets et précis. Ce silence permit à l'Allemagne de triompher plus bruyamment que jamais. Quelques jours après, quand fut exposée, dans le détail, la victoire que la Grande-Bretagne avait remportée, il fallut que l'opinion publique, pour s'en rendre un compte exact, remportât une victoire sur elle-même. Mais c'est la consolation de l historien que les faits finissent toujours par l'emporter sur les mots.

Premièrement, la flotte allemande était forcée de renoncer à la mission qu'elle avait assumée pour rompre le blocus. Secondement, elle s'était enfuie, pour échapper à la destruction. Troisièmement, elle avait subi des pertes qui la diminuaient à jamais. Quatrièmement, la flotte britannique, malgré des pertes sérieuses, demeurait aussi redoutable qu'auparavant. Aussi la maîtrise de la mer, qui appartenait à la Grande-Bretagne, resta-t-elle assurée et consacrée par la bataille navale du Jutland.

L'Allemagne, sans reconnaître sa défaite, essaya de la réparer. Le combat sur la surface des mers ayant tourné contre elle, elle demanda une revanche aux torpilles de ses sous-marins.

Contre un de ses sous-marins, un capitaine au long cours, l'Anglais Friatt, osa se défendre, conformément à son droit. L'Allemagne, ayant réussi à s'emparer de lui, le fit exécuter. Cette exécution était un assassinat.

Impatience et inquiétude en Allemagne.

Tous les Etats allemands se plaignaient de la misère croissante, discutaient avec amertume sur les causes et sur les buts de la guerre, songeaient à leurs morts et à leurs blessés dont les combats devant Verdun augmentaient démesurément le nombre.

Quelques personnalités allemandes commencèrent à abdiquer toute espérance de conquête. Le socialiste Haase qui, depuis la mort de Bebel, était le chef le plus autorisé de la social-democratie, déclarait :

— On ne peut prévoir la fin du grand massacre humain. Tout permet de croire que, en dépit de tous les succès, il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus. Nous devrions donc offrir une paix avec le *statu quo* pour base.

Comme le Reichstag éclatait en protestations, Haase ajouta : « La guerre, nous socialistes, nous l'exécrons. Mais les capitalistes exigent l'extension de la puissance de l'Allemagne dans le monde. » La plupart des socialistes s'indignèrent contre le langage de Haase. Le socialiste Scheidemann lui cria : « Je ne vous connais plus. » Le socialiste David : « Votre politique prolonge la guerre. » Le ministre des finances Helfferich conclut : « Un tel homme est à jamais indigne du nom d'Allemand. » Pourtant, c'était le même homme qui, le 14 août 1914, comme président du groupe socialiste, avait déclaré, à la tribune, que son parti était résolu à voter les crédits pour la guerre. Ce jour-là, Haase fut applaudi frénétiquement par le Reichstag tout entier. Couvert d'outrages pour ce qu'on appelait sa trahison, il ne groupait plus autour de lui que quelques indépendants : dix-huit socialistes sur deux cents, parmi lesquels on remarquait Carl Liebknecht et Bernstein.

Helfferich, ministre des Finances, avait dit au Reichstag, pour justifier le troisième emprunt de dix milliards de marks : « L'Allemagne, pendant la première année de guerre, a dépensé trente milliards, deux milliards par mois, somme qui dépasse d'un tiers tout ce qu'a coûté la guerre de 1870-71. »

Mais Helfferich ne s'inquiétait pas des dépenses, quelles qu'elles fussent. Pour le règlement des comptes définitifs, il se déchargeait sur le traité de paix :

« L'avenir de notre peuple doit nécessairement dans la mesure du possible, s'affranchir de l'énorme fardeau que la guerre grossit sans cesse. Il est juste qu'à travers les routes de l'avenir, le boulet des milliards soit traîné par les fomentateurs de cette guerre et non par nous. »

Il concluait en mettant la Grande-Bretagne et la France au défi de tenter un emprunt régulier. Selon lui, la résistance économique de l'Allemagne était infiniment supérieure à celle de la France.

Le professeur Delbrück applaudit ce langage et ajouta: « La France est hors d'état de subvenir à ses besoins, sans le concours de l'Angleterre et de l'Amérique. »

La France a répondu. Au moment où la propagande allemande répandait partout ses plus habiles mensonges, quatorze milliards étaient apportés à la France, afin de hâter la victoire du Droit. Rappelons, pour faire apprécier l'énormité de cette somme, que la Banque de France n'avait en circulation que quatorze milliards de billets de banque et trois milliards de numéraire. La souscription de l'emprunt devait se faire en billets ou en numéraire, hormis pour la conversion de la rente 3 % et de bons ou obligations de la Défense nationale. Considérons aussi le nombre inouï des souscripteurs. Magnifique manifestation de confiance. Or, la confiance est une arme de guerre irrésistible. En vain, l'Allemagne accumulait ses forfanteries et ses menaces. Le boulet des milliards, on était en train de le river à ses pieds.

Le gouvernement de Berlin, pour affirmer son autorité et se venger des déceptions, frappa sans merci sur les populations de France et de Belgique qu'il tenait sous le joug.

Dans la malheureuse Belgique, envahie presque tout entière, la résolution de combattre jusqu'à la victoire n'était pas moins ferme qu'en France où les Conseils généraux exprimaient, à l'unanimité, leur foi absolue dans le dévouement patriotique et la victoire finale de nos soldats.

En avril 1916, le gouverneur général de la Belgique, von Bissing, fit amener dans son bureau, à Bruxelles, M. Henri Pirenne, professeur d'histoire à l'Université de Gand.

— Monsieur le Professeur, je vous nomme recteur de l'Université de Gand.

— Je ne puis accepter, monsieur. C'est du gouvernement belge que je relève. Je ne reconnais qu'à lui le droit de procéder à une pareille nomination.

— Vous refusez donc?

— Je refuse.

— C'est un refus définitif?

— Définitif!

— En ce cas, je donne des ordres pour votre déportation en Allemagne.

Pendant que M. Pirenne était conduit en Allemagne, von Bissing fit venir un autre professeur de Gand, M. Paul Frédéricq. Mêmes sollicitations. Même réponse. Même arrêt de déportation.

Mais les vexations de ce genre avaient beau être publiées avec éclat en Allemagne, elles n'apaisaient pas longtemps l'impatience publique. Le grand journal allemand le *Tag*, dans un article rédigé par des hommes de guerre, critiquait l'immobilité des troupes allemandes:

« Que la guerre de positions démesurément prolongée ne puisse pas obliger l'adversaire à s'avouer vaincu, c'est clair comme la lumière du jour! »

En même temps, dans un article visiblement inspiré par le gouvernement

de Berlin, la *Gazette de Francfort*, organe des intérêts industriels, affirmait :

« Le peuple allemand désire une décision. Il est résolu à combattre. Nous sommes convaincus de la supériorité de nos armes. L'heure est venue d'enfoncer cette conviction dans l'esprit de nos adversaires. »

— « En ce cas, répondait le *Tag*, pourquoi l'inertie de l'armée allemande sur le front français ? »

La *Gazette de Francfort* répliquait : « Notre renonciation temporaire à toute action de grande envergure indique simplement que nous préparons quelque chose de particulièrement sérieux et violent. »

— « Sur le front français! insistait le *Tag*. Bien. Mais ce serait peine perdue que de chercher la décision sur le front russe. Rappelons-nous l'exemple de Napoléon 1er et d'Alexandre le Grand. »

Les Allemands auraient pu ne pas remonter si haut. Certaines aventures non moins édifiantes étaient beaucoup plus près d'eux.

Le *Tag* exposait ainsi son plan de campagne :

— « Quand les Français auront épuisé leurs forces devant nos fils de fer, le moment viendra de transformer les dispositions qu'ont imposées à nos armes *des circonstances imprévues*. Ce sera l'épreuve suprême. Hommes et chevaux pousseront l'ennemi devant eux. Hommes et chevaux le forceront à combattre, *avant qu'il ait trouvé le temps de s'enterrer plus loin*. »

Dans ce plan de l'ennemi, on a remarqué le trait sur les *circonstances imprévues* qui avaient déterminé les positions des armées allemandes. Ces circonstances imprévues s'appellent de leur vrai nom : la victoire de la Marne. On a remarqué aussi le trait sur la prétendue tendance des Français « à s'enterrer ». En vérité, aucune tendance ne nous est plus étrangère. C'est l'ennemi qui avait introduit chez nous ces pratiques de « bêtes puantes » qui nous font horreur. Mais l'avenir devait démontrer que, si l'ennemi a eu tort d'entrer dans des trous, il a commis une faute plus grave encore en les quittant.

L'offensive russe arrêtée, en plein succès, par le gouvernement de Pétrograd.

L'ennemi avait été obligé d'enlever beaucoup d'hommes et de canons au front de Russie, pour soutenir ses attaques sur le front français et sur le front italien. Le roi d'Italie, toujours menacé dans le Trentin par de grandes forces autrichiennes, demanda au tsar Nicolas II d'opérer une diversion.

Trois groupes d'armées russes occupaient alors, en Europe, un front qui, de la Baltique à la Roumanie, s'étendait sur douze cents kilomètres. Le tsar, qui gardait la direction suprême de ses troupes, avait pris comme chef d'état-major général le général Alexeïef. Le groupe du Nord, établi depuis Riga à Dvinsk, fut confié au général Kouropatkine, ancien commandant en chef de la Mandchourie pendant la guerre russo-japonaise. Le groupe du Centre, depuis Dvinsk au Pripet, fut confié au général Evert. Venaient ensuite, du Pripet au Dniester, sous le commandement en chef du général Broussilof, l'armée du général Lœsch, l'armée du général Kalédine, l'armée du général Sakharof, l'armée du général Tcherbatchef. Une autre armée, dans la région du Dniester, opérait sous les ordres du général Letchitzki, qui avait pour mission d'attaquer en Bukovine.

Le haut commandement allemand, informé, comme toujours, de tout ce que préparait la Russie, avait établi ainsi les forces dont il disposait souverainement : au

sud, les troupes autrichiennes et allemandes confiées à l'archiduc Joseph-Ferdinand; au centre, les troupes allemandes confiées au prince Léopold de Bavière; au nord, les troupes allemandes confiées au maréchal von Hindenburg.

L'offensive générale des Russes se déclencha le 3 juin. Elle fut conduite avec une vigueur incontestable, particulièrement dans la région du sud où commandait le



ARTILLERIE RUSSE TRAVERSANT UN GUÉ.

(Photo Chusseau-Flaviens.)

général Broussilof. L'infanterie russe retrouva sa vaillance des meilleurs jours et, chose toute nouvelle, l'artillerie russe prouva qu'elle était en sérieux progrès. Les Autrichiens furent culbutés, une fois de plus, en dépit de leurs formidables travaux. Broussilof passa le Styr et entra, musique en tête, à Loutsk. Vingt et un jours après, il avait gagné 60 kilomètres. Ses troupes, disposées en superbe demi-cercle ayant Loutsk pour centre, semblaient prêtes à rompre le front ennemi et à séparer les troupes austro-allemandes du Nord des troupes austro allemandes de Galicie.

Malheureusement, au centre, près de Tarnopol, l'offensive russe avait eu moins de succès. La contre-offensive se produisit dans des conditions favorables à l'ennemi. Au général allemand von Linsingen étaient envoyées en renfort neuf divisions allemandes et une division autrichienne toutes fraîches. Ses premiers efforts refoulèrent les Russes vers Loutsk. Mais bientôt les Russes reprirent l'avantage. A gauche, ils bousculèrent l'ennemi sur le Stokhod, dans des combats acharnés; à droite, ils remportèrent d'importants succès, sur le Styr et la Lipa. Le 25 juillet, le général Sakharof faisait son entrée à Brody.

Des nouvelles meilleures encore arrivaient de l'armée russe confiée à Letchitzki. Elle avançait vers Czernovitz et franchissait le Danube. Presque tout de suite, les troupes autrichiennes de Bukovine étaient coupées et rejetées en désordre dans les Carpathes. Partout la victoire des Russes se complétait par l'élan de leurs hardis

cavaliers. Sur tel point ils pouvaient annoncer une avance de 100 kilomètres et, pour l'ensemble, une ample capture de guerre où le nombre des prisonniers s'élevait à 350000.

L'Autriche allait-elle donc être mise hors de cause? A tout prix, le haut commandement allemand dut la secourir. Comme il ne pouvait retirer ni un homme ni un canon du front français, il exigea que la Turquie envoyât deux divisions au front russe. L'ensemble des troupes, de Riga à Tarnopol, fut placé sous les ordres de von Hindenburg. Seul, le groupe du Sud resta confié à l'archiduc Frédéric.

Mais, sans attendre que l'ennemi eût achevé de prendre ses dispositions, Letchitski enleva Kolomea et arriva près de Stanislau, tandis que Broussilof refoulait les troupes austro-allemandes sur la Zlota-Lipa.

De nouveau, les bonnes nouvelles affluèrent. Les Russes entraient à Stanislau, le 11 août. Sakharof franchissait le Sereth et rejetait l'ennemi derrière la Stripa. Pour le 1er septembre, nos Alliés avaient détruit toute résistance en Volhynie, en Galicie, en Bukovine. Leurs troupes, installées dans le sud de la Galicie et en Bukovine, parvenaient à nouer un lien solide entre leur puissante aile gauche et cette Roumanie qui, elle aussi, allait entrer dans la lutte. Enfin, aux armées russes du Nord, Rousski, le vainqueur de 1915, revenu à la santé, remplaça Kouropatkine comme général en chef.

Mais, à ce moment même, l'offensive russe se termina brusquement. La principale cause d'un si déplorable arrêt fut l'influence allemande qui, peu à peu, insinuait dans l'esprit du gouvernement l'idée d'une paix séparée. On signala d'autres causes, par exemple les effroyables pertes d'hommes et l'insuffisance des munitions, voire des armes. Assurément, ces causes ne sont pas négligeables. Mais si les obus manquaient aux canons et les fusils aux hommes, n'était-ce pas parce que les partisans de l'Allemagne, par leurs intrigues inouïes, réussissaient à détourner les envois du front?

Hindenburg, avec ses meilleures troupes du Nord qu'il déplaçait suivant ses besoins, depuis le Pripet jusqu'aux Carpathes, livra de rudes combats. Ceux des environs de Lemberg furent les plus sanglants. Malgré tout, les Russes gardaient les régions qu'ils avaient conquises, et leur offensive coûtait à l'Autriche plus de 900000 hommes, dont 400000 prisonniers.

Cependant à Pétrograd, les intrigues politiques se compliquaient et le mécontentement populaire grandissait sans fin.

Le 24 juillet 1916, Sazonov, ministre des Affaires étrangères de Russie, donna sa démission pour raisons de santé. Depuis 1910, il avait dirigé la politique russe, parmi tant de traverses : accord de Potsdam, crise d'Agadir, guerre italo-turque, guerre balkanique de 1912, guerre balkanique de 1913! Sa seule erreur fut de se refuser longtemps à admettre que l'Allemagne, au milieu d'une Europe résolue à la paix, pût déchaîner une guerre européenne. Il fut remplacé par M. Sturmer, dévoué à tous les intérêts de l'Allemagne. Le nouveau ministre des Affaires étrangères travailla de toutes ses forces à faire conclure une paix séparée. Sa propagande secrète s'étendait non seulement à toute la Russie, mais à la Suisse, à l'Italie et même à la France. Partout grâce aux fonds dont disposait son ministère, il entretenait des émissaires, parmi lesquels se trouvaient des femmes en relations avec l'ambassadeur de Russie et avec les agents de l'Allemagne. Pour cet « office de la paix séparée », il avait choisi comme directeur un certain Manouïlov qui, avant la guerre, avait été à la fois au service de l'ambassadeur d'Allemagne et de la police de Pétrograd. En mars 1916, ce Manouïlov, accusé d'avoir touché de gros pots de vin, fut arrêté. Son arrestation fit scandale, mais elle ne dura que vingt-quatre heures. Le journal *Rousskoïe Slovo* déclara à ce propos : « Si Manouïlov a été si vite relâché et s'il continue à

exercer ses fonctions secrètes, c'est parce qu'il partage ses pots de vin avec le Président du Conseil. » Ces intrigues furent révélées à l'ambassadeur d'Angleterre à Pétrograd qui les signala à certains hommes d'Etat de Russie. Mais rien ne pouvait plus enrayer la chute du gouvernement russe.

Offensive italienne et déclaration de guerre de l'Italie à l'Allemagne.

Les Italiens, après avoir résisté aux attaques, prirent à leur tour l'offensive. Dès la fin de juillet, ils avaient gagné du terrain dans la vallée de l'Astico et dans la vallée de l'Adige, vers le Trentin.

Par une feinte habile, leurs efforts parurent, le 1er août, se concentrer vers



ARTILLERIE DANS UNE ROUTE DU CADORE.

Trieste, dans le bas Isonzo, près de Monfalcone. Mais, en réalité, ce qu'ils visaient, c'était, au nord, sur l'Isonzo, la ville de Gorizia.

But difficile à atteindre. Pour la défense de Gorizia, l'ennemi avait achevé de formidables travaux, à droite de l'Isonzo, sur le mont Sabotino ; à gauche, sur le San Michele. Ainsi, ses feux croisés devaient empêcher les Italiens de franchir l'Isonzo pour pénétrer à Gorizia.

Le 6 août, à 6 heures du matin, l'excellente artillerie italienne commença à marteler les défenses autrichiennes. Bientôt, rien n'en resta d'intact, depuis Monfalcone jusqu'au Sabotino. A 8 heures, l'infanterie italienne déferla en vagues d'assaut, depuis le Sabotino jusqu'au San Michele. Elle enlèva le San Michele, puis le Sabotino, malgré ses tranchées si bien fortifiées.

L'ennemi fléchit d'abord au sud, puis au nord. Il résista mieux au centre et même, en certains points de la rive droite, il montra une énergie rare. Cependant, vers 7 heures du soir, les assaillants arrivèrent en dix endroits, jusqu'à l'Isonzo, et finirent par mettre la main sur la tête de pont à Gorizia. En faisant le compte de leurs prisonniers, ils constataient avec surprise que les officiers y étaient, proportionnellement, en plus grand nombre que les soldats.

Le lendemain, ils occupèrent toute la rive droite. Le chiffre de leurs prisonniers s'élevait à 8000 et leur butin comprenait une douzaine de canons. Le surlendemain, ils passèrent le fleuve à gué et sur des ponts de fortune. Le 9, derrière les Autrichiens



TRANCHÉE ITALIENNE. (Photo Rol.)

en fuite, ils entraient en chantant à Gorizia. De là, ils gagnaient le plateau du Carso. C'était le chemin de Trieste.

Mais, pour atteindre Trieste, comme pour atteindre Trente, que d'obstacles à surmonter! Jusqu'à la fin de septembre, ils eurent à s'organiser dans le terrain conquis, en repoussant les contre-attaques. Le 3 octobre, ils reprirent leur offensive aux environs de Gorizia et sur le plateau du Carso. Trieste était toujours leur objectif. Ils s'emparèrent de Korada, puis de Plava.

L'ennemi s'était reformé. Il accepta le combat sur ses nouvelles lignes, à l'est de Gorizia, entre Solar et Vertoïba, et sur le plateau du Carso, entre le Vipacco et Oppachiascella. Battu, il abandonna aux vainqueurs 7200 prisonniers, parmi lesquels les officiers continuaient à abonder. Mêmes succès pour les Italiens le 1er, le 2, le 3 et le 4 novembre, dans la région de Gorizia et sur le plateau du Carso, à l'est de Vallona. Résultats : d'excellentes positions conquises, 9300 prisonniers, une trentaine de canons et de mitrailleuses en bon état.

En somme, l'Autriche, depuis le commencement d'août, perdait, sur le front italien, 200000 hommes dont 40000 prisonniers. Pourquoi l'offensive italienne s'interrompit-elle en si beau chemin? Assurément le général Hiver apporta à l'ennemi

son concours prévu. Comment avancer dans la montagne, lorsque les chemins disparaissaient sous six pieds de neige et que le thermomètre descendait à 20 degrés? Mais en Italie, il y eut, pour glacer certaines âmes, un autre élément mille fois plus dangereux, la propagande allemande. Elle se manifestait par les moyens les plus divers : publications de presse, démarches de diplomates, combinaisons politiques, intrigues religieuses, déclamations sociales, le tout aidé de l'argent allemand venu à flots à travers la Suisse.

Espérant couper court à cette propagande, le gouvernement italien, qui, jusqu'alors, n'avait déclaré la guerre qu'à l'Autriche, déclarait enfin la guerre à l'Allemagne, le 28 août 1916. On sait que l'Allemagne n'avait pas attendu cette déclaration de guerre, pour renforcer l'Autriche non seulement en matériel de guerre, mais en soldats plus ou moins travestis.



ARTILLERIE ITALIENNE DANS LA MONTAGNE. (Photo Rol.)

Sur tous les terrains à la fois, l'Allemagne perdait pied. En vain, elle cherchait à prouver, contre toute évidence, qu'elle se trouvait en cas de légitime défense, quand elle avait attaqué la France et la Russie. En vain, à donner le change sur les buts qu'elle se proposait au début de la guerre! En vain, à faire croire qu'elle gardait la supériorité sur les champs de bataille!

La Roumanie entre en lice. Nouvelles déceptions de l'Allemagne.

La date du 28 août 1916, dans l'histoire de la Guerre du Droit, restera doublement éclatante. Le jour où l'Italie déclarait enfin la guerre à l'Allemagne, la Roumanie déclarait la guerre aux Empires centraux.

Cette décision de la Roumanie était impatiemment attendue en France.

Au commencement de la guerre, le général Pau avait été envoyé par le gouvernement français à Bucarest et dans les principales villes des Balkans. Pas de mission spéciale. Il était simplement un missionnaire de France. Dans tous les pays qu'il traversait, il voyait le ministre de la Guerre, le ministre des Affaires étrangères, le président du Conseil, le souverain. A tous, il démontrait que l'intérêt des Etats balkaniques était de se mettre d'accord avec la Triple Entente.

Bucarest lui fit un accueil triomphal. La foule criait : « Vive la France ! Vive l'Alsace-Lorraine ! ». M Filipesco, ancien ministre de la Guerre, prononça ces mots applaudis : « Voyez ce peuple. Aujourd'hui il est debout. Demain, il sera sous les armes. » Quand les applaudissements frénétiques prirent fin, le général Pilat ajouta, au nom de l'Association latine : « Vous vous trouvez dans un pays éloigné de la France, mais où douze millions de cœurs battent pour elle. »

A propos de ce voyage, le général Pau nous a dit :

« Un grand repas me fut offert, à Bucarest. Après les toasts, au moment où la conservation reprenait, le chef du parti conservateur, M. Marghiloman, s'écria :

— Mon général, il y a deux nations qui sortiront de cette guerre étrangement grandies.

Je devinais de quelles nations il voulait parler. Aussi, pris-je les devants et déclarai-je :

— Certes, le monde reconnaîtra la grandeur héroïque de la Belgique et de la Serbie. »

— Oui, sans doute, reprit M. Marghiloman. La Serbie et la Belgique ont combattu de leur mieux. Mais ce n'est pas d'elles que je veux parler ici. Je veux parler de la France et de l'Allemagne. L'une et l'autre ont prouvé des qualités de premier ordre et montré quelle place elles méritent dans le monde. Elles devront se tendre la main et se partager l'hégémonie.

J'ai laissé M. Marghiloman exposer jusqu'au bout son étrange doctrine. Puis, je lui ai répondu, non pas sur le ton discret de la causerie, mais de ma voix la plus forte et qui devait remplir la salle :

— Ce qu'a révélé l'Allemagne au monde, c'est une barbarie sans pareille, barbarie de diplomatie et barbarie de guerre. L'Allemagne a déshonoré son épée. Jamais l'humanité n'oubliera tant d'atrocités monstrueuses. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'hégémonie. Que serait d'ailleurs une hégémonie partagée ? Il s'agit de justice et de liberté. Les Alliés ont juré de ne faire la paix qu'après avoir libéré le monde de la tyrannie germanique. Ils tiendront leur serment.

— Qu'a répondu M. Marghiloman ?

— Rien. Qu'aurait-il pu dire ? La salle entière, en m'approuvant sans réserve, ne lui permettait plus de placer un mot. Le lendemain, je partais pour la Russie. Il avait été convenu que les propos échangés à mon banquet de Bucarest ne seraient pas publiés. Cependant, les échos s'en répercutèrent dans tout le pays. Quand je repassai en Roumanie, M. Marghiloman me demanda de démentir ces échos. Un tel démenti était impossible. C'eût été un mensonge.

— Et notre alliée, la Russie, mon général, que dit-elle et que fait-elle ?

— La Russie ignore la France et encore plus l'effort français. Elle croit que Paris est en révolution. Qui avions-nous, en Russie, pour faire connaître la France ? D'abord, les professeurs français et les institutrices françaises. Aujourd'hui restent très peu de professeurs français en Russie. Tous ceux qui étaient en âge de porter les armes sont venus combattre sur le front français. Les Russes leur disaient : « Restez chez nous. Vous combattrez avec nous. » Ils ont préféré défendre la terre de France

en France, et ils sont partis au mépris de tout danger. Les institutrices françaises en Russie ont cruellement souffert. On devine les épreuves subies par celles qui résidaient en Pologne. Forcées de fuir avec les plus pauvres gens, elles sont arrivées sans ressources dans des villes où elles ne connaissaient personne. Tout de suite, elles se sont remises au travail. J'en ai vu venir à moi qui m'apportaient pour nos blessés vingt roubles, trente roubles : presque leur gain du mois.

Le général Pau a une figure de soldat ferme, intelligent et bon. Ses gros sour-



POSTE TÉLÉPHONIQUE ROUMAIN. (Photo Chusseau-Flaviens.)

cils gris, s'harmonisant avec sa grosse moustache grise, s'abaissent et se relèvent sur ses yeux bleus très clairs, très droits, très fins. Il a une grande autorité, et, ce qui est peut être encore plus efficace, une grande puissance de persuasion. En nous quittant, il ajouta :

— Peut-être prochainement, nous trouverons-nous en présence d'un péril nouveau. L'Allemagne nous fera offrir la paix, en nous proposant la rétrocession de l'Alsace-Lorraine et peut-être une indemnité. Nous devrons refuser. Une paix boiteuse ne serait qu'une trêve vite ensanglantée. C'est ce qu'on doit faire comprendre à la nation. On doit lui faire comprendre aussi qu'il faut se méfier des propositions que peut formuler une de ces nations pour qui les traités sont des chiffons de papier. »

Quand la Roumanie entra en lice, l'émotion fut grande chez les Alliés, particulièrement dans la France toujours si chevaleresque et qui se plaisait à considérer la Roumanie comme sa jeune sœur latine.

Les Alliés pensaient : La Roumanie nous apporte l'appoint d'un million de soldats : plus de 500000 hommes d'armée active, plus de 400000 hommes de réserve. Troupes fraîches qui vont se jeter sur un ennemi déjà ébranlé et fatigué. Certes, la

Roumanie a beaucoup tardé à venir combattre à notre côté. Mais, pour tardive qu'elle soit, sa décision est à la fois un gage et un signe de victoire. L'armée roumaine prendra à revers, par le sud, l'ennemi qui combat sur le Dniester et le Pruth. Un tel concours mérite récompense. On sait ce que souhaite la Roumanie, en invoquant le droit des nationalités que les Alliés reconnaissent, comme ils reconnaissent tous les droits! Elle voudrait reprendre les Roumains de Bessarabie qu'a donnés à la Russie le traité de Berlin. Œuvre de Bismarck, ce traité a eu des effets désastreux. Il a brouillé la Russie et la Roumanie, les deux Etats qui venaient de battre les Turcs. En ce moment, nos amis de Roumanie déclarent : Il y a entre la Russie et la Roumanie un vieux brandon de discorde. Enterrons-le vite. La civilisation tout entière y gagnera. Cette guerre, qui est la guerre du Droit, est aussi la guerre de l'Honneur. La Serbie a obéi à l'honneur en refusant de se soumettre à certaines conditions honteuses que l'Autriche-Hongrie, d'accord avec l'Allemagne, prétendait lui imposer. La Russie a obéi à l'honneur en défendant un petit peuple de même race qu'elle, et qui n'espérait qu'en elle. La France a obéi à l'honneur en refusant de se séparer de la Russie, comme l'Allemagne le lui demandait. D'ailleurs, la France se serait déshonorée inutilement. L'Allemagne, qui voulait la guerre à tout prix, aurait tout de suite imaginé quelque nouvelle exigence folle. Ne prétendait-elle pas, pour s'assurer la neutralité française, occuper Toul et Verdun! La Belgique a obéi à l'honneur,



FRONT ROUMAIN. — TRANCHÉE AVANCÉE.

(Photo Chusseau-Flaviens.)

en défendant la neutralité de son territoire et en tâchant de barrer la route aux armées allemandes qui se ruaient sur la France. L'Angleterre a obéi à l'honneur, en prenant les armes pour faire respecter un traité sur lequel elle avait apposé sa signature. L'Italie a obéi à l'honneur, en prenant parti pour le Droit dont Rome est l'antique capitale. Seule, dans le monde, l'Allemagne a osé déclarer que, suivant elle,

l'honneur n'est qu'un mot, et que les pactes où s'inscrit la parole d'honneur ne comptent pas. Tous les peuples d'honneur s'unissent, pour mettre définitivement hors d'état de nuire ce peuple à jamais disqualifié. Déjà l'aube de la victoire fait resplendir les drapeaux des Alliés, au premier rang desquels flotte le drapeau français qui porte dans ses plis le mot d'honneur avant même le mot de patrie.

L'entrée en lice de la Roumanie brouilla tout en Allemagne. L'Allemagne s'y attendait si peu ! Ne tenait-elle pas presque toute la presse roumaine ! Trois mois auparavant, sur les 25 journaux de Bucarest, 17 s'étaient prononcés sans aucune restriction en faveur de l'Alliance allemande « seule capable de réaliser les aspirations roumaines »

La brusque déception que l'Allemagne éprouvait dans les Balkans, lui fit pressentir les plus sinistres réalités. Aussi bien, la presse officielle d'outre-Rhin avait-elle commis des imprudences encore plus lourdes que de coutume. Jusqu'au dernier moment elle avait affirmé : « Les Roumains sont gens pratiques ; s'ils se décident à marcher, ce sera pour aller rejoindre le vainqueur. »

En France, M. Briand, dès son arrivée à la présidence du Conseil, s'était appliqué à faire, de l'Entente, une véritable unité. Tâche fort difficile ! Avec des éléments si divers, ressources, tempéraments, revendications de chacun, il devait forger une arme unique, à la fois souple et solide ! Ce devait être le résultat d'efforts sans cesse renouvelés : entrevue de Londres, entrevue de Rome, entrevue de Paris, réunions d'état-major, conférences de ministres, voyages de généraux. En attendant, le corps expéditionnaire de Salonique empêchait l'Allemagne de dominer les Balkans, de couvrir la Turquie, de menacer l'Egypte, de répandre des sous-marins dans toute la Méditerranée.

Mais notre jeune alliée se préoccupa tout d'abord de ses intérêts immédiats qu'elle jugeait essentiels. Au lieu de faire bloc avec nous contre l'ennemi, elle crut préférable de se lancer dans la Transylvanie, pour tendre la main à ses compatriotes sous le joug, et dans la Dobroudja, au sud du Danube, pour occuper un territoire qu'elle revendiquait.

Par les cols de la Transylvanie, les Roumains refoulèrent l'armée autrichienne vers Brasso, vers Fogaras, vers Hermannstat, et lui firent quelque 7 000 prisonniers.

En continuant ce mouvement, ils auraient enveloppé le groupe d'armées de l'archiduc Charles, menacé Buda-Pesth, coupé les communications de la Bulgarie et de la Turquie, collaboré puissamment à la fin glorieuse de la guerre.

Pour favoriser leur attaque, les Russes s'étaient avancés en force dans les Carpathes. Mais l'effort russe, qui seul pouvait soutenir l'effort roumain, s'épuisait. L'armée de Broussilof s'était arrêtée, sans avoir rien modifié aux conditions stratégiques de la guerre sur le front russe. Les 500 000 hommes de l'armée roumaine, très insuffisamment armés, entraînés et dirigés, étaient obligés de tenir un front de plus de onze cents kilomètres. Dans la Dobroudja, les Russes ne purent prêter qu'un médiocre appui. Pourtant, le danger le plus grave était là.

Le haut commandement allemand, sans que les Alliés s'en doutassent, avait placé les forces turques, bulgares et allemandes, en Bulgarie, sous la direction du maréchal Mackensen. Soutenu par une puissante artillerie, Mackensen occupa promptement Turtukaï et Silistrie sur le Danube; puis, d'un seul mouvement, rejeta les Roumains vers la voie ferrée du Danube à la mer Noire, c'est-à-dire de Cernavoda à Constanza.

En même temps, le haut commandement allemand envoyait en Transylvanie, pour organiser la défense par tous les moyens, le général Falkenhayn. Pangerma-

niste ardent, ministre de la Guerre pendant l'affaire de Saverne, célèbre au Reichstag pour la façon dont il frappait le plancher de son sabre, en parlant, connu également pour les conseils belliqueux que, en juillet 1914, il donnait à l'empereur durant l'affaire de Serbie, il avait remplacé Moltke comme chef du grand État-Major, le jour où Moltke fut rendu responsable de l'échec de l'Ourcq et de la Marne, devant Paris. Tout d'abord, il connut toute la faveur impériale. N'était-ce pas sur son avis que Mackensen, en 1915, avait organisé l'offensive sur la Dunajec et attaqué à fond le saillant russe? Mais, au commencement de 1916, pour plaire au Kronprinz qui désirait le bâton de maréchal, il organisa l'offensive la plus formidable, celle qui devait tout résoudre en écrasant la France, l'attaque contre Verdun. Alors, lui aussi, comme Moltke, comme Kluck, comme Bülow, comme le vieil Haeseler, connut la colère et l'ingratitude de Guillaume II. Or, voici qu'on lui offrait l'occasion de prendre une revanche. Il la prit sur l'inexpérience des Roumains qu'il contraignit vite à repasser les défilés des montagnes où ils étaient apparus en libérateurs.

Ainsi allait finir l'offensive roumaine qui, dirigée vers d'autres points, aurait pu produire de si utiles effets.

D'ailleurs, la Roumanie avait commis une erreur capitale, celle de croire à la sincérité des Bulgares qui lui promettaient de ne pas l'attaquer. Après avoir imprudemment engagé ses forces, elle dut trembler pour sa capitale. Les Allemands, sur la frontière roumaine, visaient Campoloung, afin de prendre pied sur une tête de voie ferrée menant à Bucarest. La Roumanie, en 1916, allait-elle donc avoir le sort de la Serbie en 1915? Le gouvernement roumain remplaça à la tête de ses armées, le général Maresco par le général Christesco, chef d'État-Major, et la France envoya à Bucarest, pour réorganiser l'armée roumaine, une mission militaire française sous les ordres du général Berthelot.



MACÉDOINE. — ARTILLERIE FRANCO-SERBE EN ACTION.
(Photo Rol.)

Les Alliés attaquent enfin devant Salonique.

Le point capital, dans toute la région des Balkans, c'était alors Salonique.

A ne regarder que les chiffres, les armées confiées au général Sarrail étaient plus que suffisantes : 80 000 Français, autant d'Anglais, 300 000 Serbes revenus au combat par la Dalmatie et Corfou, un assez bon nombre de Russes, un assez bon nombre d'Italiens. En somme, plus de 500 000 hommes, à qui, en principe, on ne marchandait rien de ce qui pouvait leur être utile comme armement, munitions, ravitaillement.

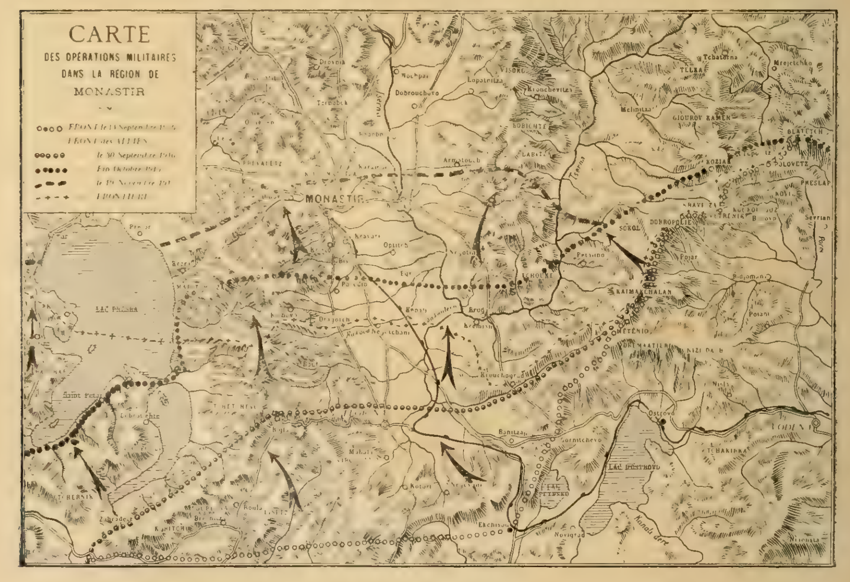
Mais, malgré l'argent qu'on dépensait sans compter, tout arrivait avec lenteur.



CANTONNEMENT A L'ENTRÉE DE MONASTIR. AU FOND LA COTE 1248.
(Photo Branger.)

D'ailleurs, que pouvait-on contre les dangers qui venaient du climat? Par les épidémies, surtout par la fièvre paludéenne, certains corps d'armée étaient, suivant l'expression terrible d'un rapport officiel, « réduits à l'état de squelette ».

Sur tout le front qui s'étendait autour de Salonique, les armées alliées se tenaient en contact avec les forces allemandes et bulgares qui ne les perdaient pas de vue une



minute. On pouvait compter sur leur vaillance pour une résistance inébranlable et même pour des attaques partielles, mais non pour une offensive.





FERDINAND Ier
Roi de Roumanie

Ce qui rendait la situation critique, c'était quelque chose de pis que le manque de réserves : c'était alors, la perfidie du gouvernement grec.

Nous avons reçu alors, sur le front français, la visite d'un chef de bataillon « hellène ». C'était un Grec au profil busqué, aux moustaches farouches, aux yeux bleus, à la voix douce et chantante, à l'esprit prompt et théâtral. Il était le grand ami du roi et de Venizelos. Il défendait l'un et l'autre. D'après lui, le roi détestait son beau-frère Guillaume II et adorait la France.

— Mais, sa conversation avec Guillaume II après la guerre balkanique !

— Elle a été mal comprise. La tactique impériale qu'il a louée, c'était celle de l'empereur Napoléon Ier.

— Si le roi s'oppose plus longtemps à l'intervention de la Grèce, ne risque-t-il pas sa couronne? N'y a-t-il pas un parti républicain en Grèce?

— Tout Grec est républicain. Mais la république que veut la Grèce, c'est une vaste cité où tout citoyen aurait la dignité d'un roi.

Ainsi, d'après ce chef de bataillon fertile en ruses, les petits-fils d'Ulysse sont à la fois républicains et royalistes.

Le roi plié à la soumission par sa femme, semblait d'ailleurs toujours prêt à endosser un uniforme de feld-maréchal allemand. Il était encore plus inquiétant, lorsqu'il s'inclinait sous les avertissements des diplomates alliés, que lorsqu'il feignait de ne pas comprendre leurs blâmes.

Cependant, M. Venizelos, ancien Président du Conseil, n'abandonnait pas la lutte. Sous sa direction, plusieurs généraux et un grand nombre d'officiers de l'armée hellénique, fidèles aux véritables intérêts de la Grèce, formèrent un groupe d'action qui établit son centre à Salonique. Ce fut le noyau d'une petite armée qui, pendant trop longtemps, fut seule digne de porter le drapeau national.



CONVOI DANS LA BOUCLE DE LA CERNA.
(Photo Branger.)

A cette scission, le roi, de plus en plus convaincu que son beau-frère était invincible, répondit en concentrant en Thessalie, aussi près que possible de notre gauche, les troupes sur lesquelles il croyait pouvoir compter.

En ce moment, les canons des Alliés tenaient sous leur feu les territoires où pouvaient se concentrer les soldats grecs dévoués au roi, c'est-à-dire à l'Allemagne.

Les Alliés envoyèrent au roi de Grèce un nouvel ultimatum, avec ordre de démobiliser. Le roi céda à l'ultimatum une fois de plus.

L'Italie se joignait aux puissances de la Triple Entente. Pour les Italiens qui occupaient Valona et l'Epire, l'abandon de Salonique aurait eu des conséquences fatales.

L'Allemagne avait imposé aux Bulgares un de ses meilleurs généraux, von Below, ancien commandant de l'armée du Niémen. Il leur apprenait surtout à organiser les positions et à s'y accrocher.

Combien Sarrail avait-il d'hommes? Près de 300.000, mais 150.000 seulement en état de combattre. Il lui aurait fallu 800.000 combattants.

Malgré tout, le 3 septembre 1916, les troupes de Sarrail commencèrent une attaque générale. Tout de suite les Britanniques avancèrent sur la Strouma ; les Serbes, au nord du lac d'Ostrovo ; les Français, unis aux Russes, vers Florina. Pour le 16 septembre, les Serbes rejetèrent les Bulgares de l'autre côté de la rivière



MACÉDOINE. — BATTERIE FRANÇAISE DÉFILÉE. (Photo Meurisse.)

Brod, leur enlevèrent une quarantaine de canons et s'engagèrent bravement dans la montagne. A leur gauche, dans un élan encore plus efficace, Français et Russes entraient à Florina, le 18 septembre.

Le but sacré qui attirait irrésistiblement les Serbes, c'était la délivrance de leur terre natale. Ils avaient déjà accompli une partie de leur tâche. On lit dan leur communiqué du 13 octobre : « Aujourd'hui la Serbie libérée mesure 231 kilomètres carrés, avec 7 villages et 45 kilomètres de frontière. »

Quelle récompense pour la sombre ardeur de ces patriotes que leur avance nouvelle vers Monastir, dans la boucle de la Cerna! Pluie et vent faisaient rage contre eux. Mais ils ne les sentaient pas : « Nous ne savons qu'une chose, disaient-ils, c'est que nos grands amis de France nous appuient fraternellement à notre gauche, c'est-à-dire du côté du cœur. »

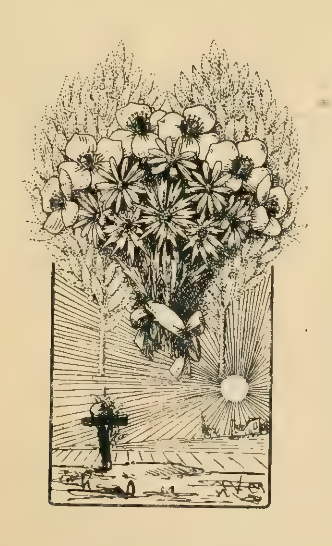
Pendant ce temps, un corps italien, sous les ordres du général Baudini, manœuvrait dans ce qu'on a appelé « l'arrière-pays de Vallona » et dans la Haute-Epire. L'Italie n'avait pas permis à l'ennemi d'occuper les ports de l'Albanie méri-

dionale. Elle s'était établie à Santi-Quaranta. La route dont ce port était la clef comptait parmi les rares bonnes routes de toute la région. Par cette route, les camions automobiles, les auto-mitrailleuses, les pièces d'artillerie lourde pouvaient aller en Macédoine, c'est-à-dire jusqu'à Monastir. Ainsi, les Italiens étaient en situation de dominer la Macédoine orientale et d'apporter leur concours aux opérations de notre armée de Salonique.

La cavalerie française rejoignit, le 25 octobre, près de Koritza, les Italiens qui arrivaient de Vallona à travers l'Albanie. En même temps, les Britanniques, qui eux aussi marchaient avec courage, occupaient la ville de Dorijan. Pendant les neuf premiers jours de novembre, les éléments conjurés paralysèrent les plus indomptables bravoures. Mais, le 10 novembre, à la première éclaircie, les Serbes se remirent en marche dans le massif de Kuck et délivrèrent le bourg d'Urbeni. Grâce à un nouveau progrès dans la boucle de la Cerna, ils débordèrent les forces allemandes et bulgares qu'attaquaient de front les Français, les Russes et les Italiens. Sous cette pression, l'ennemi était forcé d'abandonner Monastir, où les Français entrèrent le 19 novembre.

Le mauvais temps permit à l'ennemi de se fortifier sur les hauteurs du nord de la ville : cotes 1248 et 1050. Pour l'en déloger, nos troupes durent jusqu'en septembre 1918, faire de longs et cruels efforts. Il y a un cimetière très peuplé, au pied de ces hauteurs. Leurs noms ou plutôt leurs cotes : 1050, 1248, résonneront toujours aux oreilles des survivants, d'autant plus douloureusement que nos communiqués se contentaient de dire : « Activité intermittente de part et d'autre. »

En décembre 1916, l'Allemagne ayant sacrifié plusieurs de ses meilleurs bataillons pour soutenir les Bulgares démoralisés, nos opérations s'arrêtèrent, sans que la Roumanie eût pu intervenir dans la région de Salonique, et sans que nos vaillants soldats de Salonique, à leur grand regret, eussent pu intervenir efficacement pour la Roumanie.





LE BOIS DE COURCELLETTE PENDANT LE BOMBARDEMENT.
(Photo Chusseau Flaviens)

Chapitre XXI

LA SOMME

Avant que l'ennemi attaquât devant Verdun, les Alliés avaient résolu d'attaquer sur la Somme. L'attaque de l'ennemi, si furieuse qu'elle fût, et par cela même qu'elle était plus furieuse, ne changea rien à leur résolution, prise le 15 décembre 1915. Le général Joffre insista le premier pour le maintien de la date de l'attaque qu'ils avaient fixée au 1er juillet 1916.

Dès les premiers jours de juillet, cette offensive franco-britannique commença sur un front de 40 kilomètres, depuis Gommécourt, au nord-ouest de Bapaume, jusqu'aux environs de Chaulnes.

Au nord de la Somme, jusqu'à Maricourt, se trouvaient les Britanniques. Au sud, les Français, sous le commandement du général Foch qui disposait d'un groupe de trois armées, celle de Fayolle, celle de Micheler, celle d'Humbert.

Au commencement de l'offensive, l'armée de Fayolle était seule. L'armée de Micheler n'arriva que le 12 septembre. La bataille de Verdun nous avait forcés de réduire notre part de coopération sur la Somme.

Rappelons, à ce propos, que l'ennemi dirigeait toujours sur le front français ce qu'il avait de plus puissant comme troupes et comme matériel. Rappelons aussi quel avantage lui assurait la disposition incurvée du front français pour le va-et-vient de ses forces.

Dans la Somme, comme devant Verdun, il organisa et machina à fond le terrain



CHAPITRE XXI

LA SOMME

[illegible] l'attaque [illegible] et par cela même [illegible] décembre 1915 [illegible] date de l'attaque [illegible]

[illegible] commencement [illegible] depuis Gommecourt, au nord-ouest de Bapaume [illegible]

[illegible] jusqu'à Maricourt, se trouvaient les Britanniques. Au [illegible] le commandement du général Foch [illegible] de Fayolle, celle de Micheler, celle d'Humbert.

[illegible] de Péronne, l'armée de Fayolle [illegible] de Micheler [illegible] 4 septembre. La bataille de Verdun [illegible] sur la Somme.

[illegible]

[illegible] devant Verdun, il [illegible]



LA BATAILLE DE LA SOMME

par F. Ch. Baude

qui, d'ailleurs, se prêtait parfaitement à la défense. Grâce à ses savants travaux, les petits bois, les fermes et les villages, si nombreux dans toute cette région, constituèrent une suite ininterrompue de forteresses. Quant aux carrières anciennes et aux excavations récentes, elles devenaient des réduits capables de résister sans fin au tir de l'artillerie franco-britannique et d'abriter efficacement une artillerie toujours prête à tirer.

Le général Joffre, qui se rendait compte de ces difficultés, s'efforça de mettre en concordance, aussi parfaitement que possible, les opérations françaises et les opéra-



ARTILLERIE ANGLAISE EMBOURBÉE DANS LA SOMME. (Photo Meurisse.)

tions anglaises. Dans cette tâche si délicate, il fut aidé par le général Foch qui y avait déjà si bien réussi aux jours les plus tragiques de l'Yser.

A la tête des armées britanniques, le maréchal Haig avait remplacé le maréchal French comme généralissime.

Sir Douglas Haig était, avant tout, un soldat passionné pour son métier; un soldat à qui, depuis longtemps, rien n'échappait de ce qu'exige la guerre actuelle; enfin, un soldat heureux. De haute taille, à la fois robuste et souple, le visage barré d'une moustache grisonnante, ce cavalier d'une soixantaine d'années gardait un grand air de jeunesse. A Oxford, où il avait été élevé, on l'appelait « l'infatigable John ». Cette vigueur physique, il l'entretenait toujours, avec un soin méthodique et jaloux. Avant de se mettre en campagne, au Soudan, au Natal, au Sud africain, en France, il essayait son endurance, comme on essaie son arme au matin d'un combat. Pendant trois semaines, par exemple, il se nourrissait exclusivement de pain et de fruits,

sans avaler une gorgée de bière, de vin ou de boisson alcoolisée. Pendant trois semaines, il réduisait son sommeil à quatre heures par nuit. Pendant trois semaines, il passait à peu près toutes ses journées en selle. En somme, ces épreuves lui coûtaient peu et même devenaient pour lui des plaisirs. « Les Spartiates, avouait-il, étaient au fond des sybarites plus raffinés ». Parmi les raffinements de ce hardi cavalier, il faut placer une parfaite correction, voire une extrême sévérité de tenue. Ses officiers aimaient sa rigoureuse fermeté, pour ce qu'elle impliquait de patriotisme, de justice et de loyal dévouement. Jamais il n'avait cessé de se préparer à la guerre actuelle qu'il prévoyait jusque dans le détail. Il étudiait à fond l'armée allemande, dans la pensée bien arrêtée que l'armée de la Grande-Bretagne, unie à l'armée de la France, aurait un jour la noble tâche d'en venir à bout. Pendant chacun de ses voyages d'études en Allemagne, il écrivait à sa femme des lettres qui, si nous les publiions aujourd'hui, sembleraient retouchées pour les besoins de la cause. Certaines prophéties y sont d'une précision qui va jusqu'à l'invraisemblance. Il note ce qu'il y a de formidable dans l'organisation de l'armée allemande, « où tout est concerté pour toutes les entreprises, sur tous les terrains ». Il note aussi les points faibles de cette machine si énorme et si compliquée. « D'abord, c'est une machine. Jamais le gouvernement prussien n'a songé que le soldat pût avoir une âme. Discipliner c'est domestiquer ! L'inhumanité d'un pareil système se manifeste du haut en bas. Le soldat est traité avec un souverain mépris par ses officiers, torturé par ses sous-officiers, brimé sans pitié par les vétérans. Une armée si cruellement traitée est capable des pires cruautés en pays étranger. Elle marchera, tant que l'autorité de ses chefs lui paraîtra plus redoutable que le feu de l'ennemi. Mais elle est à la merci d'un revers. » Dans une de ses dernières lettres sur l'armée allemande (janvier 1914), sir Douglas Haig ajoutait : « Quel contraste entre cette armée et l'armée française où l'officier est, avant tout, pour le soldat, un grand frère, plus instruit, plus expérimenté, plus autorisé, et où l'expression : *On se ferait tuer pour lui*, jaillit spontanément des poitrines ! » Il conclut : « Nous possédons et nous posséderons toujours la maîtrise des mers. Mais la grande partie se jouera sur le continent. A notre armée, il faut un outillage perfectionné. Il lui faut des mitrailleuses à profusion. Il lui faut le nombre. Toutes choses dont l'Allemagne croit tenir le monopole ! Toutes choses que nous pouvons acquérir. » La guerre qu'il prévoyait éclata. Après avoir dirigé l'aile droite de l'armée anglaise, pendant la bataille des frontières ; forcé le passage du Petit-Morin, pendant la bataille de la Marne ; remporté de significatifs succès, pendant la bataille de l'Aisne il prit, de la Somme à Dixmude, un commandement d'une extrême importance. Sous


ARTILLERIE LOURDE ANGLAISE EN ACTION.
(Photo Meurisse.)

ses ordres se trouvèrent bientôt deux cent mille hommes, sans compter les contingents indiens. Il contribua puissamment à la victoire de Neuve-Chapelle et surtout à celle de Loos. A la satisfaction d'avoir fait tant de prisonniers et enlevé tant de canons, se joignit celle d'avoir aidé, par son effort en Artois, « l'héroïque armée française qui s'élançait merveilleusement à l'assaut en Champagne ». Voilà les journées que ce soldat heureux aimait à se rappeler. Il croyait, du fond du cœur, qu'un bonheur infiniment plus complet lui était réservé. On lui disait un jour : « Ne craignez vous pas que l'ennemi ne revienne en masse nous attaquer par le nord de la France ? — Je ne le crains pas, répondit-il. Je l'espère. »

La première phase de l'offensive de la Somme fut, pour les Alliés, un éclatant



LE BOIS D'HERBÉCOURT. Photo Rol.

succès. Partout, l'ennemi était refoulé de ses premières lignes. Partout, l'avance victorieuse se continuait.

Les troupes françaises, dans un élan superbe, s'emparaient de Becquincourt, de Dompierre, pénétraient largement dans la seconde ligne allemande et, pendant la nuit du 1er au 2 juillet, brisaient de violentes contre-attaques où l'ennemi se servait de flammes et de gaz asphyxiants.

Sans interruption, elles poursuivaient leur avance au nord et au sud de la Somme : au sud, en enlevant Feuillères, Buscourt, Herbécourt, Assevilliers, Belloy, une partie d'Estrées; au nord, en enlevant Curlu, Hem, Hardecourt.

Pour le matin du 6 juillet, le général Fayolle put annoncer ainsi les résultats obtenus par les nôtres : Cinq lignes de tranchées ennemies prises d'assaut ; 9500 prisonniers capturés en même temps que 78 canons et 300 mitrailleuses. Il félicitait donc sans réserve ses vaillantes troupes, en rendant hommage à « la valeur des officiers généraux, au travail consciencieux des états-majors, à la hardiesse des tirs de l'artillerie, au courage réfléchi de l'infanterie ».

Sur tout le reste du front d'attaque, nos alliés s'étaient montrés entièrement dignes de la cause sacrée pour laquelle ils combattaient. L'infanterie britannique, de formation si récente, et que l'ennemi affectait encore de dédaigner, fit preuve d'une admirable opiniâtreté. En vain l'ennemi avait entassé devant elle 31 divisions. Elle passa.

Du premier coup, elle s'empara des lignes allemandes depuis Gommécourt jusqu'à Montauban. C'est autour de Montauban, de Mametz, de Fricourt, de la Boisselle, qu'elle eut la tâche terrible. Après avoir progressé malgré tout, elle dut tenir malgré tout. Son avance des premiers jours et sa résistance aux contre-attaques jonchèrent le sol de cadavres allemands.

L'épais brouillard et le sol détrempé d'un pluvieux été l'arrêtèrent ensuite pendant quelques jours. Mais, à la première éclaircie, elle attaqua successivement vers Contalmaison et vers le bois des Trônes. Les troupes ennemies, parmi lesquelles se trouvait la garde prussienne, avaient l'ordre de défendre ces deux positions coûte que coûte. Ces deux positions, prises et reprises jusqu'à quatre fois, restèrent enfin au pouvoir de nos alliés.

Cependant nos alliés avaient en vue un succès encore plus caractéristique et d'un si chevaleresque symbole! *Le 14 juillet*, ils attaquèrent la seconde ligne allemande vers le village de Bazentin, à 3 kilomètres de Contalmaison, et le village de Longueval, à 2 kilomètres plus loin.

Pour enlever ces deux positions que l'ennemi proclamait inexpugnables, ils s'élancèrent à l'assaut, en chantant, non leurs chants, mais le nôtre : la *Marseillaise*. Quand ils s'établirent sur les positions de l'ennemi vaincu, ils purent se dire avec fierté que, en ce même moment, leurs camarades, réunis à Paris, chantaient comme eux la *Marseillaise*, et que c'était une double façon de célébrer le grand jour français, *France's Day*.

Le maréchal Douglas Haig put annoncer ainsi les résultats de la première quinzaine anglaise : Sept villages pris de haute lutte, 36 canons de campagne, 9 pièces d'artillerie lourde, plus de 1 200 mitrailleuses, une grande quantité d'engins de tranchée, 12 600 prisonniers. « Les troupes britanniques ont fait tout leur devoir avec une énergie sans égale dans leur propre histoire. »

Les troupes françaises, de leur côté, en une série d'admirables combats, du 7 au 11 juillet, avaient enlevé le village de Biaches et le château de la Maisonnette près de Biaches.

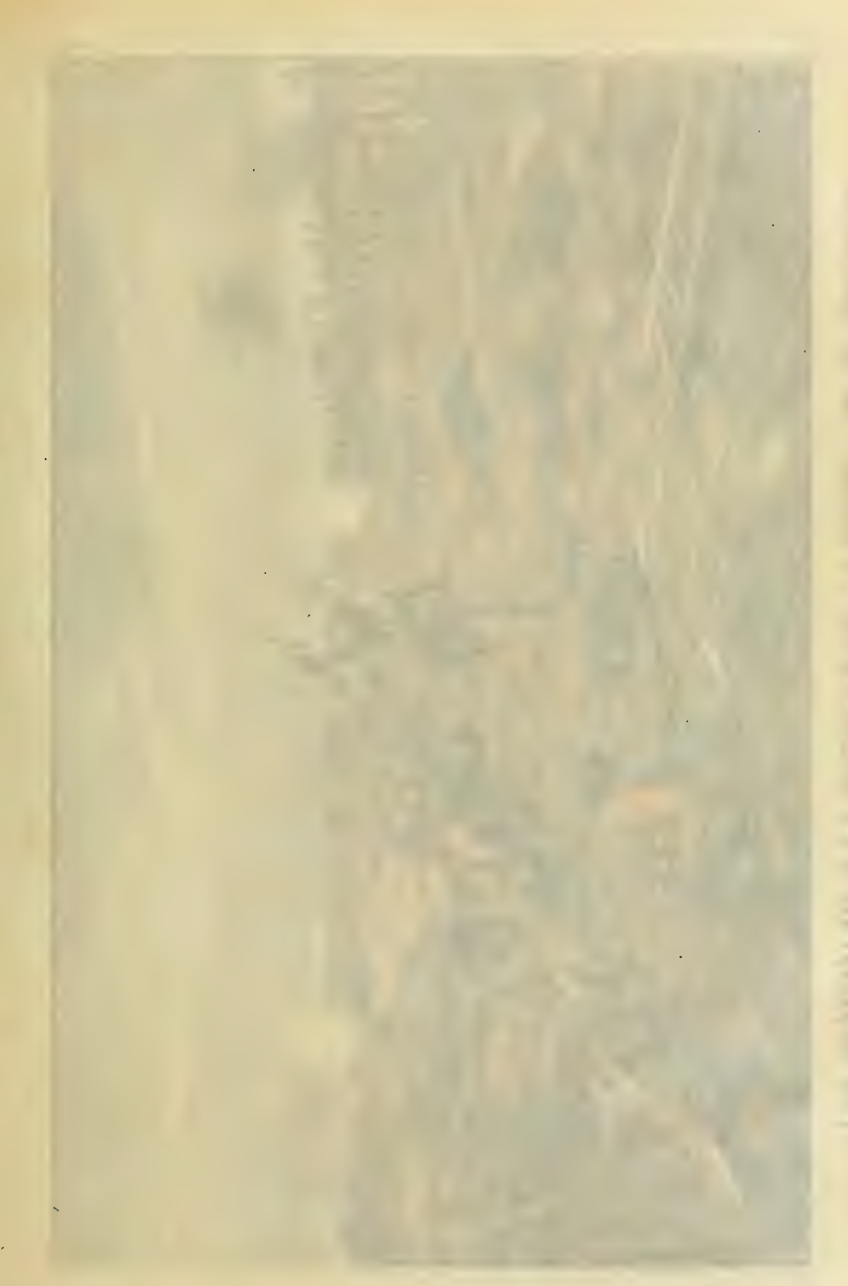
Ce village de Biaches, à quatre kilomètres de Péronne, était défendu par un fortin formidable. Ni le tir de notre artillerie, ni nos assauts les mieux préparés, n'avaient pu faire taire les mitrailleuses qui s'y abritaient. Restait un moyen : la mine. Le génie demanda au moins quatre jours. C'était beaucoup trop long. Alors le capitaine d'infanterie, le brave Vincendon, déclara en désignant le fortin :

— Si on voulait, j'essayerais d'en avoir raison avec mon sous-lieutenant et sept bonshommes.

— Essayez.

Tout seul, il pénétra dans l'ouvrage. Ses hommes, qu'il avait dissimulés aux abords, devaient attendre un signal de lui. D'abord, il n'aperçut personne. L'ennemi se terrait si profondément! Pour en finir, il cria de sa voix la plus rude : *Heraus* Dehors). Une tête d'Allemand apparut. Il la cassa d'un coup de revolver et lança l'appel français par excellence : En avant! Tout de suite, toute sa troupe si bien entraînée, sept bonshommes et un sous-lieutenant, se rua avec des clameurs de victoire. Les Allemands levèrent les bras Ils étaient 114, dont deux officiers.

L'ennemi voulut une revanche. Il reprit Biaches et la Maisonnette, mais nous





LES SÉNÉGALAIS A LA BATAILLE DE LA SOMME, par R. DESVARREUX

les lui arrachâmes de nouveau. Nous progressions au nord d'Hardecourt, vers la ferme de Monacu et vers le village d'Estrées.

Les Anglais, à partir du 15 juillet, avaient progressé vers la ferme de Waterlot, vers le bois Delviller, vers Pozières, à 7 kilomètres d'Albert. Après des luttes très sanglantes, ils vinrent à bout de Pozières pour le 26 juillet.

Pendant le mois d'août, l'avance des Alliés continua. Les troupes françaises gagnaient du terrain vers Maurepas, vers Guillemont, vers Cléry, vers Belloy-en-Santerre, vers Fleury, aussi bien que vers Estrées et vers Soyécourt.

Malgré les contre-attaques, où les Allemands usaient toujours de tous les



SOLDATS ANGLAIS MONTANT AUX TRANCHÉES PENDANT LA BATAILLE DE LA SOMME.
(Photo Meurisse.)

moyens, le terrain conquis par nous, au nord et au sud de la Somme, s'étendait sur 11 kilomètres et comprenait 31 villages.

Malgré le mauvais temps, si contraire au vol de nos aéroplanes et au tir de nos pièces, notre artillerie et notre aviation montraient une incontestable supériorité.

Tandis que l'ennemi était contraint de renoncer à son offensive sur Verdun, l'offensive franco-britannique dura jusqu'en novembre.

Parfois, les Alliés marchaient très lentement, parce qu'ils avaient à détruire des nids de mitrailleuses et de véritables forteresses. Parfois aussi, ils réalisaient des bonds prodigieux.

Au début de septembre, le temps devint plus clément. Au nord de la Somme, les troupes françaises enlevèrent Leforest et Cléry-sur-Somme; les troupes anglaises, Ginchy et Guillemont.

Au sud de la Somme, l'armée du général Micheler, intervenant enfin, engagea

l'action, le 4 septembre, sur un front d'une vingtaine de kilomètres, s'étendant de Barleux à Chilly, occupa Soyécourt, Chilly, Berny-en-Santerre, et fit 2000 prisonniers avec un important butin de guerre et 39 canons.

Au nord de la Somme, l'armée de Fayolle réalisait, elle aussi, pour le 13 septembre, une avance sensible vers la route de Péronne à Arras. Elle s'emparait de Bouchavesnes, du Bois-l'Abbé, de 2000 prisonniers, de 12 canons.

Quant aux troupes britanniques, elles brûlaient de faire connaître à l'ennemi leur nouvel engin de guerre, le char d'assaut, ce tank qui tout de suite devint légendaire.

Les premiers tanks qui apparurent pour la première fois, à Flers, en appuyant l'infanterie, étaient sans doute trop massifs et trop lourds. Chacun d'eux pesait 35 tonnes. Mais les canons et les mitrailleuses dont s'armaient leurs carapaces faisaient de bonne besogne, et leur roulement à chenilles, emprunté à des tracteurs agricoles d'Amérique, leur permettait de passer partout en écrasant tout ce qui se trouvait sur leur passage. Ajoutons qu'ils étaient nés perfectibles.

Pour le 16 septembre, les troupes britanniques avaient enlevé Courcelette, Martinpuich, Flers; réalisé une magnifique avance vers Thiepval; fait cinq mille prisonniers, et commencé à envelopper, par le nord, un des plus dangereux centres de la défense allemande, la ville de Combles, que nos troupes commençaient à envelopper par le sud.

Le 25, Britanniques et Français attaquèrent ensemble. Les Britanniques enlevèrent Morval et Lesbœufs, tandis que nous enlevions Rancourt et les environs de Frégicourt. Le 26, nous entrions ensemble dans Combles.

En même temps, les Britanniques s'emparaient de Gueudecourt et de ce village de Thiepval dont l'ennemi avait fait une extraordinaire forteresse. Dans leur butin de guerre figuraient 4200 prisonniers.

Le 7 octobre, nouvelle attaque des Britanniques et des Français, au nord de la Somme, sur un front s'étendant de Bouchavesnes à la route d'Albert à Bapaume. Les Alliés gagnèrent près d'un kilomètre et demi. Le surlendemain, les troupes françaises, au sud de la Somme, avancèrent entre Chaulnes et Berny-en-Santerre.

Les Britanniques, en même temps qu'ils organisaient le terrain conquis, exécutaient des coups de main heureux entre Arras et Ypres.

Quant aux troupes françaises, elles avançaient toujours au nord de la Somme, vers Sailly-Saillisel, et occupaient Sailly, ainsi que les importantes hauteurs du voisinage. Au sud de la Somme, elles marchaient vers Ablaincourt et Chaulnes. Le 30 octobre, elles perdirent la Maisonnette; mais, les jours suivants, elles s'emparèrent d'Ablaincourt, à 4 kilomètres de Chaulnes et à 12 kilomètres de Péronne, puis de Pressoire, à 13 kilomètres de Péronne, en faisant un millier de prisonniers.

Un des plus significatifs épisodes de la bataille de la Somme a été l'enlèvement de la position allemande qui, à l'est de Bovent, bordait le chemin d'Ablaincourt. Cette position, l'ennemi la proclamait « le chef-d'œuvre de la défense moderne » et l'avait baptisée, pour plaire à Guillaume II, « la tranchée de l'inoubliable grand-père ».

Notre ami M. Lebrun, ancien ministre des Colonies et de la Guerre, nous rapportant tous ces faits d'armes à la suite d'une visite au général Foch, sur le front, ajoutait :

— J'ai trouvé le général Foch toujours plein de la plus tranquille confiance, qu'il exprime avec tant de pittoresque ! Il résume ainsi son œuvre des derniers mois : « Je tire sur la ficelle. A chaque coup, je sens que le morceau peut venir, va venir, vient. »





Composition de L. Jonas

PRISE DE COMBLES

C'était exactement la même idée qu'exprimait le maréchal Haig, quand il répétait : « J'entends des craquements. »

A propos de cette bataille de la Somme, Ludendorff avouera : « Nul chef allemand n'avait deviné ce qu'elle coûterait, tant était grande l'usure physique et morale qu'elle causait. » Les munitions devenaient parfois si rares que Ludendorff en était réduit à les affecter, train par train, soit à l'armée de la Somme, soit a l'armée de Verdun. Il conclut : « On se battait à coups d'hommes. »

Pendant le mois de novembre, au nord de la Somme, nous détruisîmes, par un pénible travail, les nids de mitrailleuses restés près de Sailly-Saillisel et du bois de Saint-Pierre-Waast. Nos alliés, en une opération bien conçue et menée sur les deux rives de l'Ancre, s'emparèrent de Saint-Pierre-Divion, de Beaumont-Hamel, de Beaucourt-sur-Ancre et de 7 000 prisonniers.

Les sacrifices que multiplia l'ennemi pour ressaisir l'avantage n'aboutirent qu'à un succès sans lendemain, à Pressoire et à Saillisel : il ne put rattraper qu'une faible partie du bois Saint-Pierre-Waast.

Alors le gouvernement allemand tenta de donner le change à l'opinion publique en affirmant, pour la première fois, que ses troupes avaient eu à lutter « contre d'extraordinaires masses britanniques et françaises, armées d'un matériel que le monde entier leur fabriquait ».

Parole si imprudente, dont l'écho retentit lugubrement à travers toute l'Allemagne ! Dans un déchirement, le peuple de proie commençait à envisager la possibilité de sa défaite.

La France trouva naturel que les rigueurs de l'hiver arrêtassent définitivement l'offensive. L'avenir a montré que cette offensive aurait dû être continuée encore, comme le souhaitait le général Joffre. On aurait ainsi empêché l'ennemi de porter un coup fatal à la Roumanie.

Sur la Somme, les Alliés avaient employé, avec un succès croissant, une artillerie lourde et une aviation de combat qu'ils avaient créées de toutes pièces, dans les conditions les plus défavorables. L'ennemi les avait crus absolument incapables d'un tel effort.

Après avoir constaté le développement de l'artillerie et le recul de l'ennemi M. Asquith établit ce raisonnement qui alla au cœur du pays:

— Nous ne sommes séparés de la victoire finale que par une question de chiffres : d'une part, chiffres de canons et de projectiles; d'autre part, chiffres de kilomètres. Pour combler la différence entre le possible et le désirable, un nouvel effort suffit, et rien ne peut nous empêcher d'accomplir l'effort nouveau.

L'aviation française prend le dessus.

Quels progrès l'aviation française avait eu à faire, de son côté, pour égaler, puis pour surpasser l'aviation allemande, qui pourtant était née d'elle!

Dans les premiers mois de la guerre, les avions allemands étaient imités des avions français. Une seule exception remarquable : le modèle Rumpler Taube, d'origine autrichienne, dont on vantait la stabilité. Le génie allemand a pour originalité une opiniâtreté sans pareille dans l'imitation. Les aéroplanes allemands étaient des Blériot et des Farman, à moins qu'ils ne fussent des Wright et des Poler. Les Zeppelins auraient dû s'appeler des Renard ou des Santos-Dumont. Dans les autres domaines, même imitation acharnée : Koch et Behring doivent tout à Pasteur; Roëntgen doit tout à Crookes; la plupart des chimistes contempo-

rains, dont l'Allemagne s'enorgueillit tant et dont elle applique sans fin les découvertes, doivent tout à Berthelot.

En Allemagne les constructeurs d'avions se souciaient surtout de la solidité : ils multipliaient les tiges du fuselage et même les renforçaient de métal. Au moment de la déclaration de guerre, ils n'avaient pas encore pu construire de moteurs rotatifs : seuls, les Français possédaient les brevets de ces moteurs excellents. Mais les Allemands avaient perfectionné les moteurs fixes, lesquels d'ailleurs s'accordaient avec leur conception de l'aéronautique.

Avant la guerre, les commandes annuelles pour l'armée allemande étaient de 300 appareils. Des phares à feux tournants et à éclipses, pour guider les aviateurs pendant la nuit, étaient installés à Belgern sur l'Elbe, Berncastel, Bouss, Bonn, Dœberitz, Dresde, Eilvese (Hanovre), Gotha, Grosser-Feldberg (Taunus), Johannisthal, Kœnigsberg, Liegnitz, Lindenberg (Beeskow), Metz, Nauen, Posen-Lavika, Posen-Wimary, Reinickendorf près de Berlin, Schleissheim près de Munich, Strasbourg, Tegel près de Berlin, Weimar.



AVION ASSURANT LA LIAISON DE DEUX DIVISIONS D'INFANTERIE.
(Photo Rol.)

A côté des divers phares se trouvaient des stations d'aviation civile et militaire, disposées entre Berlin et les frontières ou les côtes. 1° *Service de la frontière française* : Fribourg (militaire), Mulhouse (civil), Strasbourg (militaire), Sarrebourg (en construction), Metz (militaire), Germersheim (militaire), Darmstadt (militaire), Saint-Arnual (civil), trois à Francfort (civils), Cologne (militaire), Düsseldorf (civil), Mayence (civil), Gelsenkirchen (civil), Wanne (civil), Holten (civil), Hanovre (militaire), Munich-Schleissheim (militaire), Munich-Wissenfeld (militaire), Munich-Neu-Freiman (civil), Sennelager (terrain d'atterrissage militaire, hangars), Constance (civil), Lechfeld (terrain d'atterrissage militaire, hangars), Ingolstadt (terrain d'atterrissage militaire, hangars). 2° *Service de la frontière russe* : Putzig (militaire), Kœnigsberg (militaire), Allenstein (militaire), Graudenz (civil), Posen (militaire), Breslau (terrain d'atterrissage), Ostrowo (en construction, terrain d'atterrissage), Kreuzburg (en construction, terrain d'atterrissage), Gleiwitz (en construction, terrain d atterrissage), Schneidemühl (en construction, terrain d'atterrissage). 3° *Centre de l'Allemagne* : Johannisthal (civil), Dœberitz (militaire), Bork (civil), Henningsdorf (civil), Schützendorf (civil), Brandenburg (terrain d'atterrissage), Halberstadt (civil), Juterbog (militaire), Zeithain (militaire), Dresde (civil), Leipzig (militaire), Erfurt (civil), Burg (civil), Gotha (civil), Gräfenwoehr (terrain d'atterrissage militaire). 4° *Service des côtes* : Heligoland (militaire), Wilhelmshafen (mili-




LIEUTENANT NUNGESSER
CAPITAINE FONCK
COMMANDANT LAURENS
COMMANDANT VUILLEMIN
LIEUTENANT LEMAITRE
CAPITAINE GUYNEMER

taire), Hambourg (civil), Schwerin (civil), Kiel (militaire), Warnemünde (civil), Putzig (militaire), Kiel (civil), Kiel (terrain d'atterrissage). Des terrains d'atterrissage étaient aussi disposés près des côtes, à Brême, à Bremervœrde, à Heide, à Flensburg, etc...

Ce qui préoccupait les directeurs de l'aviation militaire allemande, ce n'étaient pas les exploits sportifs, les « records », mais la formation des pilotes.

Dans ce sens, ils réalisèrent, en une année, de très avantageuses transformations. En juin 1913, lorsque l'aviateur Français Brindejonc des Moulinais était passé à Berlin, aucun des pilotes allemands n'avait osé s'élever en l'air pour le saluer, tant le vent leur paraissait redoutable. Cette infériorité saisissante fut pour les directeurs de l'aviation allemande un rude coup d'éperon. Tous les matins, à l'aérodrome de Johan-



ZEPPELIN ABATTU PRÈS DE SAINT-CLÉMENT. Photo Meurisse.

nisthal, nous voyions les pilotes s'exercer à des vols courts, mais précis, et qui rappelaient les épreuves de dressage. Cet aérodrome a été, de juillet 1913 à mai 1914, témoin de 36300 vols. Chaque aviateur exécutait 12 vols par jour en moyenne. Chaque vol durait huit minutes. Les appareils quittaient le sol, après un assez long parcours, et tournaient en cercle à 600 mètres de hauteur. Tout aviateur militaire devait prendre un passager à son bord. Grâce à cette « culture intensive », l'Allemagne, en 1914, comptait au moins un millier de pilotes capables de rendre d'appréciables services. Alors seulement, l'aviation allemande se préoccupa des « records », mais en leur donnant pour objets la hauteur et la durée. Le pilote allemand Linnekogel s'éleva, le 1er avril 1914, à 6300 mètres : record de la hauteur. Le même pilote s'était élevé, le 24 mars 1914, à 5500 mètres : record de la hauteur avec un passager. Le pilote Illner s'éleva à 5011 mètres : record de la hauteur avec deux passagers. Le pilote Thelen, le 20 mars 1914, s'était élevé à 3700 mètres : record de la hauteur avec trois passagers. L'aviateur Langer, le 3 février 1914, sur l'aérodrome de Johannisthal, était resté en l'air pendant 14 heures 7 minutes : record de durée en biplan.

L'aviateur militaire lieutenant Suren, le 9 avril 1914, vola sans interruption pendant 12 heures 14 minutes : record de durée en monoplan.

On reconnaissait alors les monoplans militaires allemands à un large trait de couleur foncée, traversant dans sa largeur le côté de l'aile qui est tourné sur le sol ; les biplans portaient cette bande de la même couleur sous le plan inférieur.

A vrai dire, malgré tant de travaux et de succès, l'Allemagne avait beaucoup plus de confiance en ses dirigeables qu'en ses avions, comme elle en avait beaucoup plus dans ses cuirassés que dans ses sous-marins. Pourtant, aux esprits que n'aveuglait aucune superstition, il apparaissait clairement que les monstres aériens étaient étrangement vulnérables. Même au repos, le Zeppelin s'usait. Pour l'employer, si impérieuse que fût la nécessité de son emploi, on devait le gonfler à nouveau : désastreuse perte de temps. Mais l'Allemagne réussissait à oublier jusqu'aux plus sinistres avertissements. Le *Zeppelin I*, en 1900, heurtait un poirier qui le mettait en pièces. Et l'Allemagne découpait ce poirier en menus morceaux, pour en faire des reliques. Le *Z. II* était détruit par la tempête, le 16 janvier 1905. Le *Z. IV*, anéanti à Echterdingen, le 4 août 1908. Le *Z. V*, écrasé, le 25 avril 1910, sur les collines de Weilburg. Le *Z VI*, déchiré dans les arbres de la forêt de Teutoburg, le 28 juin 1910. Le *Z. VII*, surnommé *Deutschland*, périssait de même. Quelques semaines après, un autre dirigeable encore plus puissant, le *Major Gros III*, jonchait le sol de ses débris. Après chaque échec, l'Allemagne, avec une confiance inébranlable, retournait au travail.

Les immenses progrès que l'aéronautique française devait faire, pour rattraper le temps perdu, elle les fit lentement, mais elle les fit.

Au commencement de 1915, elle n'avait encore pour ainsi dire pas d'avions de bombardement. Ses appareils les plus forts ne pouvaient pas transporter plus de six bombes de 90, que l'observateur tenait sur les genoux et qu'il laissait tomber, sans avoir d'instrument pour viser. Peu à peu, on réussit à emporter un plus grand nombre de bombes et à les lancer avec précision. Enfin, on comprit la nécessité absolue d'employer les avions non plus isolément, mais par escadrilles.

D'ailleurs, si, trop longtemps, le matériel de l'aviation française laissa à désirer, l'aviation française compta toujours des héros à qui restera attaché un splendide tribut d'admiration. Dès novembre 1916, le lieutenant Guynemer avait déjà remporté vingt-quatre victoires.

L'Allemagne, pour se venger, envoyait ses zeppelins bombarder les villes ouvertes. Mais ils étaient plus vulnérables que meurtriers. Le jour approchait où la France devait assister à l'effondrement de ces mastodontes volants où le comte Zeppelin avait réalisé le rêve de Guillaume II. En octobre 1917, toute une escadre de ces dirigeables furent canonnés, dispersés, abattus ou contraints d'atterrir, sans avoir pu causer de dégâts. L'un d'eux tomba en flammes près de Saint-Clément, à 10 kilomètres de Lunéville ; l'autre, pressé par nos avions, descendit intact, avec son équipage, près de Bourbonne-les-Bains.

L'Allemagne finit par remplacer les dirigeables par de très forts avions de bombardement. Mais, là aussi, la France devait l'emporter.

Guillaume II renonce au commandement en chef et le confie à Hindenburg.

A la Chambre prussienne, en 1916, l'empereur Guillaume II n'avait pas lu le discours du Trône. Manquer à cette cérémonie, terrible supplice pour un Hohenzollern! Que se passait-il donc? On examina avec attention les photographies de l'empereur *Le Lokal-Anzeiger* venait d'en publier une qui le représentait, accompagné du Kronprinz, passant en revue les troupes de l'Argonne. Les cheveux de l'empereur avaient blanchi, sa démarche s'était alourdie. Cependant, d'une façon générale, il gardait sa physionomie. Un mois et demi après, le même journal publia une autre photographie représentant Guillaume II visitant ses troupes en Galicie. Il y était tout à fait méconnaissable. Ce vieillard aux traits affaissés, aux yeux hagards, au cou enveloppé d'une étoffe épaisse, était-ce l'homme qu'on avait vu, dans l'été de 1914, si superbe, si sûr de vaincre, haranguant impétueusement les foules et, de son poing crispé, défiant l'univers ? L'empereur de la guerre universelle, *Weltkrieg*, devenait son « propre fantôme ». En même temps que s'éloignait la victoire, s'évanouissait sa popularité, surtout parmi ses troupes.



LA STATUE D'HINDENBURG.
(D'après le dessin satirique de Didier-Tourné.)

Le 26 août 1916, dans l'armée allemande se produisit un événement d'une gravité exceptionnelle. Guillaume II renonçait au commandement suprême et le confiait au maréchal von Hindenburg. Il avait eu successivement, sous ses ordres, Moltke qu'il écarta après l'échec de la Marne, et Falkenhayn qu'il écarta après l'échec de Verdun. En ce moment, l'Allemagne lui imposait Hindenburg en qui elle voyait son sauveur.

La foule vénérait le vieux maréchal jusque dans ses images où, pieusement, elle enfonçait des clous comme font les sauvages dans leurs idoles. Elle aimait en lui ses vulgarités barbares où elle reconnaissait le meilleur d'elle-même. Le trait d'esprit le plus admiré, de l'autre côté du Rhin, était une réponse de Hindenburg à un officier qui lui annonçait que les Russes, en se repliant, avaient arrosé de pétrole des provisions énormes de farine : « Hé! bien, puisque le pain au pétrole leur plait tant, je veux qu'on n'en donne pas d'autre à leurs camarades prisonniers. »

A vrai dire, le vieux soudard, sous son épaisse brutalité, cachait un flair de vieux chasseur. Il avait pressenti que « le coup de Verdun ne pourrait rien apporter de bon à l'Allemagne ». Et l'Allemagne savait qu'il s'y était opposé de tout son pouvoir.

D'ailleurs, depuis quelque temps, l'entourage de l'empereur insistait pour que l'Homme des Lacs Mazuriens devînt le chef suprême de l'armée : ainsi, le peuple serait satisfait; ainsi, peut-être, l'armée serait entraînée à la victoire ; ainsi, en tout cas, la dynastie des Hohenzollern échapperait à une responsabilité accablante.

Sans doute, ces considérations expliquaient la décision de Guillaume II. Mais elles ne lui enlevaient rien de son caractère essentiel d'abdication militaire. En réalité, l'idole aux clous d'or exerçait dès lors la dictature.

Bien entendu, pour l'exercice du commandement, Hindenburg s'en remettait à Ludendorff. En quelques semaines, le premier quartier maître général transforma les prescriptions concernant le combat défensif. Ses règlements sur l'organisation des positions, sur la conduite de la bataille, sur la construction des lignes, sur les engins de combat rapproché, sur le rôle des aviateurs, sur la liaison de l'infanterie par ballon, sur les minenwerfers, etc., constituèrent toute une bibliothèque technique.

Remaniement du Ministère et du Haut Commandement en Grande-Bretagne et en France.

En Grande-Bretagne, ce fut un homme énergique, un orateur émouvant, un patriote plein de confiance dans la victoire du Droit, le ministre de la Guerre, Lloyd George, que le Parlement mit à la tête du Conseil des Ministres.

L'amiral Jellicoë, nommé premier lord de l'amirauté, c'est-à-dire ministre de la Marine, fut remplacé, au commandement suprême de la flotte britannique, par l'amiral sir David Beatty qui avait remporté la belle et tragique victoire du Jutland. Quant au commandement suprême des armées britanniques, il restait confié au maréchal Douglas Haig.

En France, un remaniement gouvernemental s'accomplit dans la même intention de hâter la victoire. M. Briand conserva la présidence du Conseil. A l'exemple de Lloyd George, il réduisit le nombre des ministères.

Au général Roques, ministre de la Guerre, qui avait montré dans les conflits parlementaires moins de sang-froid et de présence d'esprit que sur les champs de bataille, succéda le général Lyautey. En quittant la résidence générale du Maroc où le général Gouraud le remplaçait, Lyautey trouva au ministère la tâche la plus délicate et la plus complexe. On comptait sur sa puissance d'organisation, sa séduction d'écrivain, son autorité et son tact.

PLACARD AFFICHÉ DANS LES LIEUX PUBLICS.
Cliché Meurisse.

M. Briand venait de faire à la Chambre, une déclaration qui avait obtenu le suffrage de presque tous les députés (421 voix contre 26 en demandèrent l'affichage), et qui avait touché profondément le cœur de la France, parce qu'elle en exprimait les sentiments les plus intimes :





Général NIVELLE

« La nation tout entière, unie dans la volonté de vaincre, donne sans compter son or et son sang. Cette guerre qu'elle fait avec tant de courage, elle ne l'a pas voulue. Elle la continuera jusqu'au bout parce que, si elle capitulait, elle se livrerait, pieds et poings liés, à l'Allemagne qui la dépècerait et la ruinerait à jamais. Certes, la France souhaite la fin de la guerre, mais elle sait que, pour la finir vite, elle doit mettre tout en œuvre, ressources matérielles et ressources morales, munitions et énergies. La Justice victorieuse fera seule tomber de nos mains les armes que nous a fait prendre la Justice menacée et violée. »

Au même moment, le chancelier Bethmann-Hollweg prononçait au Reichstag un discours d'une inspiration singulièrement différente. Tout d'abord, il couvrait de boue l'Italie et la Roumanie qui avaient osé déclarer la guerre à l'Allemagne. « Ce sont, dit-il, des Judas latins. » Puis, il se tournait vers l'Angleterre, et une sorte de vocifération féroce lui montait aux lèvres : « Ah ! s'écriait-il, peut-on imaginer un homme d'Etat allemand qui hésiterait à employer contre l'Angleterre n'importe quelle arme, n'importe quel moyen !... » Après ce cri de bandit, lequel fut applaudi par tout le Reichstag, vint un soupir de pleutre : « Contre nous l'Angleterre combat avec un total de forces sans exemple dans l'histoire. » Voilà comment s'exprimait un des fanfarons qui, en 1914, s'épuisaient en sarcasmes sur la « méprisable petite armée anglaise ». En concluant, le chancelier laissa échapper ces mots : « Contre nous s'est constituée une alliance des peuples de toute la terre. Les combats vont se poursuivre, mais *nous tiendrons.* »

Tenir avait été la devise de la France, au moment où l'Allemagne, avec la plus prodigieuse puissance militaire, se précipitait sur un adversaire presque désarmé. Les rôles étaient-ils renversés à ce point ?

Le discours du chancelier allemand rappela, une fois de plus, à nos alliés, la nécessité de se défendre, non seulement au dehors, mais chez eux. Les débats parlementaires de nos alliés révélaient, par exemple, que, dans toute la Grande-Bretagne, continuaient à résider des Allemands, et que les affaires avec l'Allemagne n'y étaient pas interrompues.

La *Deutsche Bank* n'avait même pas été fermée à Londres. Cette banque devait vingt millions de livres à la Grande-Bretagne, aux Alliés et aux neutres. On répondait : « Ne fallait-il pas solder à découvert? » Étrange imprudence ! La *Deutsche Bank* de Londres rendait à l'Allemagne toutes sortes de services, lui envoyant des renseignements, favorisant les attaques des sous-marins et des zeppelins, prolongeant la guerre. Or, la guerre coûtait à la Grande-Bretagne trois milliards par mois. L'économie du demi-milliard de la *Deutsche Bank* coûtait donc terriblement cher.

Bientôt la destruction du bateau grec, l'*Anghelik*, torpillé par un sous-marin allemand grâce aux signaux lumineux que lui faisaient des gens à la solde de l'Allemagne, vint « illustrer » d'une image saisissante cette démonstration un peu aride.

Les grandes firmes de navigation allemande, comme la *Hamburg America*, et les grandes banques allemandes, comme la *Deutsche Bank*, fournissaient des chefs à l'immense armée d'espions allemands opérant en Grande-Bretagne, en France, en Belgique, en Russie, en Grèce, aux Etats-Unis.

Le général Joffre, remplacé par le général Nivelle, reçoit le titre de maréchal.

Tout de suite, notre nouveau ministre de la Guerre eut à relever le général Joffre de son poste de généralissime.

Cette décision, qui surprit douloureusement la nation, résultait des débats, d'ailleurs si confus, qui avaient eu lieu, en comité secret, à la Chambre des députés, sur la conduite de la guerre et les effectifs.

Ce qu'une telle décision avait de dur, le général Lyautey sut l'atténuer par la grâce respectueuse avec laquelle il fit remettre le bâton de maréchal au vainqueur de la Marne.

Dans les discussions qui précédèrent la mise à la retraite, comme dans les séances secrètes de la Chambre, plus d'une fois la gloire de Joffre, le vainqueur de la Marne, avait été contestée. Mais, chaque fois, le bon sens français répondait par cette simple question : « Si la bataille de la Marne avait tourné contre la France, qui donc aurait été le vaincu de la Marne? »

Le commandement suprême des armées françaises fut confié au général Nivelle. Né en 1856, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École supérieure de Guerre, Nivelle, au début de la guerre, était colonel du 5e régiment d'artillerie. On se rappelle les services éclatants qu'il a rendus à la tête de son régiment, en Alsace et sur l'Ourcq. Général de brigade, puis général de division, il avait montré une promptitude de coup d'œil et une vigueur d'exécution également remarquables.

Placé à la tête du troisième corps d'armée devant Verdun, puis du groupe d'armées confié d'abord au général Pétain, il avait préparé les magnifiques attaques du 24 octobre et du 2 novembre, à Douaumont et à Vaux. Avant de quitter l'armée de Verdun, pour prendre la direction de toutes nos armées du Nord et de l'Est, il tint à compléter ces deux victoires. Ses vaillantes troupes enlevèrent la côte du Poivre, Louvemont, Vacherauville, Bezonvaux, les ouvrages des Chambrettes : trois kilomètres de profondeur sur un front de dix; l'opération, menée de 10 heures du matin à 6 heures du soir, eut pour butin 12000 prisonniers, 280 officiers, des centaines de canons et de mitrailleuses. On rendit pleine justice à la façon dont il avait tout organisé. Au lieu de laisser nos troupes d'assaut exposées, sur le terrain qu'elles venaient de conquérir, aux retours et aux surprises de l'ennemi, il faisait solidement occuper les lignes que nous pouvions garder, et nettoyer à fond les positions voisines par des détachements dont c'était l'unique besogne. Quelques officiers supérieurs, après avoir participé à ces opérations, disaient de ce qu'il faisait : « C'est du bon Pétain. » Ils ne savaient pas de plus bel éloge.

A vrai dire, les pouvoirs accordés à Nivelle étaient beaucoup plus restreints que ceux dont Joffre avait disposé. Au commencement de la guerre, Joffre avait exercé une autorité sans limite sur l'armée et même sur la nation : la censure obéissait pleinement à son Grand Quartier Général. Ensuite, il avait eu, sous son commandement suprême, toutes les armées françaises sans exception. Or, le décret du 13 décembre 1916 ne donnait à Nivelle que le commandement en chef des armées du Nord et du Nord-Est.

Ces transformations avaient un mauvais côté, puisque c'étaient des transformations et que tout changement, en pleine guerre, risque de devenir dangereux. Mais on devait leur reconnaître ce mérite de rétablir l'ordre dans les rapports du comman-

dement en chef et du gouvernement. Cet ordre avait été troublé par certains incidents, tels que l'échange de lettres entre le général Galliéni, ministre de la Guerre, et le général Joffre, généralissime (1).

Désormais, les attributions étaient déterminées assez nettement. Au commandement en chef appartenaient l'initiative, la conception, la préparation et la conduite tes opérations militaires. Le gouvernement se réservait la surveillance, la propagande, le soin de coordonner les efforts, d'indiquer les buts et de diriger la polipique de guerre. C'est ce rôle que le général Lyautey envisagea avec toute son intelligence et assuma avec tout son courage. En arrivant à Paris le 23 décembre 1916, il s'était tracé un programme de travail presque surhumain. Rien n'y était négligé de ce qui pouvait faire concorder les efforts des sous-secrétariats d'Etat chargés d'entretenir l'armée: service de santé, ravitaillement, munitions, aviation, inventions. En toute occasion le général Lyautey faisait sienne une des dernières paroles prononcées, au Parlement, par le général Galliéni : « Au moment où l'Allemagne préparait son agression, toute la France voulait la paix. Aujourd'hui, toute la France veut la guerre. »

La Roumanie succombe, mais la campagne de Roumanie ne finit pas au gré de l'Allemagne.

Le premier acte de von Hindenburg, le nouveau généralissime allemand, fut de remanier le commandement des armées.

Sur le front franco britannique, le groupe d'armées du Nord fut confié au prince de Wurtemberg; le groupe d'armées du Centre où se trouvait la région de la Somme, au Kronprinz Rupprecht de Bavière; le groupe d'armées du Sud-Est, où se trouvaient la Champagne et Verdun, au Kronprinz de Prusse. Sur le front russe, au nord, de Riga à la Galicie, commanda le prince Léopold de Bavière ; au sud, l'archiduc Charles d'Autriche; dans les régions balkaniques, le maréchal Mackensen. Sur six commandements en chef, cinq étaient donc attribués en hommage à des princes, voire à des princes héritiers.

Ainsi, Guillaume II, en cédant le commandement suprême à Hindenburg, semblait s'immoler au salut des monarchies allemandes.

Tout ayant été ainsi combiné, Hindenburg donna les instructions que l'Allemagne attendait: faire main basse sur les opulentes réserves de la Roumanie, pactole et grenier d'abondance, où s'unissaient les plus antiques richesses aux ressources les plus modernes : or, blé, maïs, pétrole ; occuper cette Roumanie si tentante; puis pousser, d'un côté, par la Valachie et la Bessarabie jusqu'à Odessa, « clef de la situation économique », et de l'autre côté, par les Balkans, jusqu'à Salonique, « clef de la situation militaire ».

Au fond, le plan suggéré à Hindenburg par les convoitises désespérées de l'Allemagne ne lui semblait nullement inexécutable, à la condition que ses troupes pussent se maintenir sur tous les fronts et, de plus, sur le front russe, exécuter des mouvements capables d'y retenir les troupes destinées à secourir la Roumanie.

Pour lui, l'essentiel était de ne pas perdre de temps. Le roi de Grèce Constantin suppliait son beau-frère Guillaume II d'agir au plus vite « pour atteindre Odessa et délivrer Athènes ».

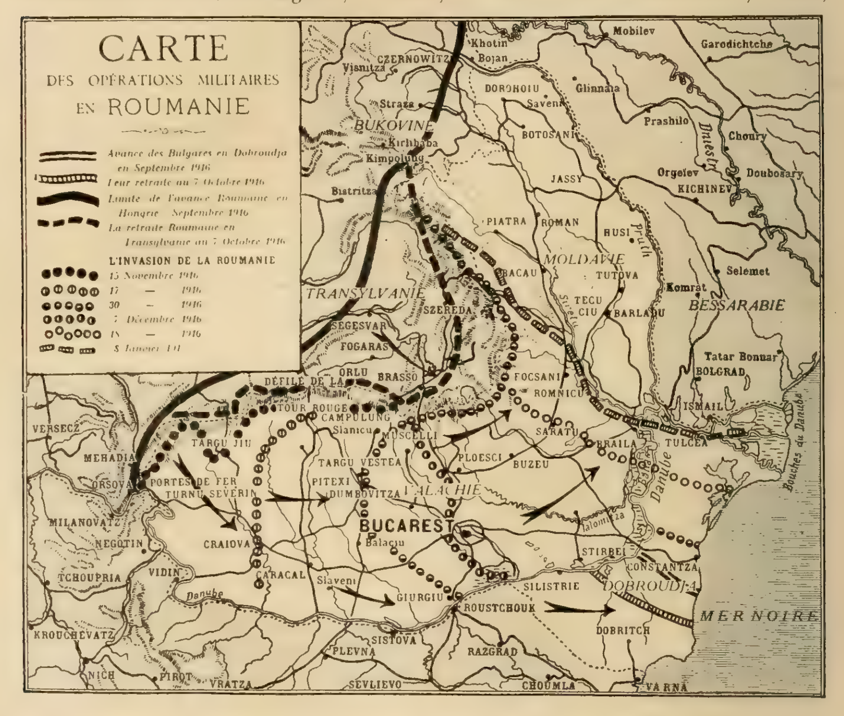
Ludendorff qui travaillait sous le couvert de Hindenburg, a avoué alors son

(1) Voir *La Guerre du Droit*, page 748.

mépris pour les Autrichiens, incapables de se défendre. « Ils périraient, si les Allemands ne se sacrifiaient pas pour eux ». A ces sacrifices, Ludendorff consentait, « le cœur déchiré ».

Si, au début de septembre, les Roumains avaient hâté leur marche, ils auraient anéanti les divisions que les piètres voies ferrées de Hongrie n'amenaient que goutte à goutte. « Mais les Roumains, s'écrie Ludendorff, marchaient comme des colimaçons. »

Bientôt, deux armées allemandes se concentraient, l'une, au sud du Danube, formée d'Allemands, de Bulgares, de Turcs, sous les ordres de Mackensen ; l'autre,



en Transylvanie, formée d'Allemands et d'Autrichiens pris un peu partout, et de neuf divisions entièrement fraîches, sous les ordres de Falkenhayn.

La presse allemande décrivait, avec un enthousiasme qui ne manquait pas de sincérité, « l'entrée en campagne de ces 600 000 hommes, avec une artillerie lourde, un matériel de siège, et surtout des équipages de ponts mobiles qui dépassaient tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. »

Sans doute, la presse allemande exagérait la force de ces armées, particulièrement de l'armée Mackensen. Ludendorff affirme que cette armée se réduisait à une flottille, opérant sur le Danube, à des groupes de vieux garde-frontières bulgares éparpillés le long du Danube, à une division bulgare près du Danube, à des détachements bulgares sur la voie ferrée de Tirnova à Varna, à une division turque et à des batteries allemandes arrivant à la vitesse de quatre trains par jour. Aussi le

haut commandement allemand craignait-il que les Roumains ne débouchassent de la Dobroudja et n'enlevassent l'armée bigarrée qu'on formait contre eux.

Lancé le premier en avant, Mackensen, dès le 15 septembre, enlevait Turtukaï et la Silistrie; s'enfonçait dans la Dobroudja; bousculait les troupes roumaines et russes jusqu'à la voie ferrée de Cernavoda à Constanza, puis jusqu'aux bouches du Danube; enfin se repliait habilement pour machiner dans l'ombre le passage du Danube.

Le 21 septembre, ce fut au tour de Falkenhayn. Il se ruait, en Transylvanie, sur l'aile gauche des Roumains, la culbutait à Hermannstadt, l'achevait à Kronstadt et en rejetait les débris hors de la Transylvanie, par ces cols où la Roumanie avait planté si fièrement son drapeau. Les Roumains avaient la supériorité du nombre. Mais ils ne savaient pas se battre contre de vieilles troupes exercées par deux ans d'une rude guerre. D'ailleurs, ils étaient toujours si inquiets pour leurs arrières!

Pour sauver la Roumanie, les Alliés firent tout ce qui dépendait d'eux. La France lui envoya le général Berthelot, avec d'excellents officiers à la fois jeunes et expérimentés; la Grande-Bretagne, une excellente artillerie lourde, avec des munitions en énormes quantités; la Russie, des troupes en Dobroudja, en Valachie, et par les Carpathes, jusqu'au sud de la Dornavatra. A vrai dire, les troupes russes arrivèrent très lentement et d'une façon très irrégulière.

Falkenhayn usa tout d'abord d'une feinte. Il fit mine d'attaquer furieusement vers les monts de la frontière moldave. Mais, brusquement, par une conversion de l'Est au Sud, il se glissa dans les cols de la Valachie. En somme, il cherchait les chemins directs vers Bucarest.

La résistance roumaine fut particulièrement courageuse près de Prédéal et de Campolungo. Elle eut même, dans la vallée de Jiu, une journée victorieuse où elle fit bon nombre de prisonniers bavarois.

Mais la vallée de Jiu était le chemin que Falkenhayn avait choisi pour son principal mouvement d'invasion. Il accumula de ce côté des forces suffisantes pour venir à bout de l'adversaire. En quelques jours, du 17 au 27 novembre, il gagna la bataille de Tirgu-Jiu, entra à Craïova et occupa la Valachie où il recueillit le plus riche butin.

Les Roumains reportaient en hâte leurs lignes en arrière, près de Bucarest. Ils étaient désormais sans liaison avec leurs troupes d'Orsova. Une partie de ces troupes roumaines échappa au filet tendu par l'envahisseur. Le reste essaya de tenir dans la montagne, mais fut enveloppé et pris sur l'Olt.

Alors, Falkenhayn se tourna de nouveau vers l'Est, traversa l'Olt, presque sans coup férir, et, par son aile droite, rejoignit l'armée de Mackensen. Cette armée avait traversé le Danube en plusieurs endroits, à la faveur d'un épais brouillard, du côté de Zimnitca.

A ce moment, le commandement des deux armées fut confié à Mackensen. Il était appuyé, au Nord, par une armée composée d'Allemands et d'Autrichiens qui s'avançaient vers les Carpathes boisées et le front moldave.

En décembre, les troupes roumaines et russes, qui tenaient encore au sud de Bucarest et tentaient de résister à l'armée du Danube, furent forcées d'abandonner la lutte. Le plus fort contingent de l'armée roumaine, qui faisait face à Falkenhayn, eut le même sort, après un combat sur l'Argès.

Restaient les troupes roumaines et russes qui, en Valachie, se repliaient vers l'Est. L'ennemi qui les suivait dessinait déjà sa classique manœuvre d'enveloppement, et la presse allemande annonçait « un Sedan ». Mais le haut commandement russe fut assez heureux pour ramener les troupes russes et roumaines vers ses posi-

tions du Sereth. Il n'y eut pas pour l'Allemagne de nouveau Sedan, même en Roumanie.

En revanche, les Allemands purent entrer à Bucarest, ville ouverte où les amis de M. Marghiloman les reçurent.

Guillaume II télégraphia au monde entier une victoire décisive et fit sonner les cloches dans toute l'Allemagne. Le pillage inouï auquel ses troupes se livraient ne justifiait que trop son allégresse.

Cependant, les troupes roumaines, accrochées dans l'est de la Valachie, continuèrent à combattre. L'ennemi dut, à l'ouest du Sereth, depuis les Carpathes boisées jusqu'aux environs de Braïla, livrer des combats qui lui coûtèrent beaucoup de sang.

En décembre 1916, il réussit à s'emparer de Rimnicu-Sarat. Mais, au commencement de janvier 1917, il fut encore en butte à de sanglantes contre-attaques dans la Dobroudja, à Braïla et à Focsani. Il sentait bien qu'il approchait de la ligne que les Russes et les Roumains avaient convenablement fortifiée, depuis les monts Moldaves jusqu'au Sereth et aux bouches du Danube. Arrivé là, il ne put pas faire un pas de plus.

Ainsi, même cette campagne de Roumanie où il avait fait tant de sacrifices, pour joindre à une entreprise d'exploitation une apparence de triomphe, finissait à sa honte. L'armée russe allongeait son front jusqu'aux bouches du Danube, et se renforçait de plus de 400 000 soldats roumains.

Guillaume II renonce à marcher vers Salonique. Le roi Constantin est mis à la raison.

En Grèce, depuis la première avance retentissante de Mackensen vers Bucarest, les partisans de l'Allemagne, qui formaient l'armée royale de Constantin en Thessalie, avaient attendu avec impatience l'arrivée du drapeau allemand, pour attaquer les troupes françaises par derrière.

Le gouvernement grec ne cessait pas de ravitailler les Bulgares. De plus, il leur livrait les forts construits par la Grèce pour se défendre contre eux. Les Bulgares avaient occupé les forts grecs près de la Strouma, franchi la Mesta et lancé des patrouilles vers Cavalla. Dans la région de Monastir, Bulgares et Allemands s'emparaient des villages de Banica, à l'est de Florina, et de Biklista, au sud du lac de Prespa, près de l'Albanie.

M. Skouloudis expliqua à la Chambre grecque comment le fort de Roupel avait pu être livré. « Les Bulgares se sont avancés. Ils ont tiré une salve de coups de canon qui n'a tué personne. Alors, un officier allemand nommé von Thient a déclaré : « Nous occuperons le fort par la force. » Le gouvernement a donné l'ordre d'éviter un conflit armé qui aurait fait sortir la Grèce de sa neutralité. Les troupes grecques se retirèrent. »

On a pu croire que la Grèce officielle allait s'émouvoir. Quelle erreur! Certains Grecs étaient si dégénérés que, lorsqu'un d'eux demandait de la poudre et des balles, c'était pour faire de la contrebande de guerre. La Grèce est toute pleine de la cendre des dieux. Cette cendre sacrée, si la Grèce avait laissé faire l'Allemagne, serait devenue de la boue.

Les bulletins allemands annoncèrent que les Bulgares avaient été attaqués au nord-ouest et au nord de Vodena, « en territoire avancé bulgare ». En réalité, on s'est battu en territoire grec, près de Sborsko. C'étaient les Serbes qui attaquaient, appuyés par l'armée franco-britannique. Mais, du communiqué allemand, il faut

retenir ce fait que déjà les Allemands annexaient à la Bulgarie un territoire appartenant à la Grèce.

La situation, pour la Grèce, se dégageait avec une précision claire qui aurait vivement frappé l'esprit logique des Grecs d'autrefois. Les Bulgares avaient occupé les parties de la Macédoine qu'ils convoitaient depuis si longtemps, particulièrement Cavalla. Or, l'Allemagne ne voulait pas et d'ailleurs ne pouvait pas forcer les Bulgares à restituer aux Grecs ces terres macédoniennes. La Grèce, en perdant la Macédoine, perdait son unité. Le roi de Grèce était donc placé dans l'alternative de renoncer à la couronne ou de s'unir aux ennemis de l'Allemagne.

La reddition de Cavalla, avec un matériel de guerre estimé 120 millions, fut la



VENIZELOS SOULÈVE L'ENTHOUSIASME DE LA FOULE DANS LES RUES DE SALONIQUE.
(Photo Meurisse.)

suprême provocation qui épuisa la patience des Alliés. Ils envoyèrent devant le Pirée une quarantaine de bateaux de guerre. Le roi de Grèce devait cesser d'agir en beau-frère de Guillaume II. Les Alliés allaient mettre fin à une situation intolérable pour leur dignité ! La Grèce ne pouvait pas rester plus longtemps le quartier général du pangermanisme dans les Balkans.

Le renvoi du chef d'état-major Dragoumis, la dissolution de la Chambre, la destitution des fonctionnaires trop compromis par leur dévouement à l'Allemagne, ne suffisaient pas. Le roi était toujours entouré des plus actifs agents allemands, qui correspondaient sans cesse avec Sofia, Vienne et Berlin, signalaient tous les mouvements de nos troupes et de nos vaisseaux, ravitaillaient les sous-marins allemands et leur assuraient des abris! La population de Macédoine s'exaspérait en voyant le gouvernement grec s'effacer devant l'invasion bulgare. Elle applaudissait Venizelos qui s'écriait : « L'intervention de la Roumanie dicte à la Grèce son devoir. »

Un Comité que présidait le colonel Zymbrakakis s'était formé sous le titre de « Commission de la défense nationale ». Comme le gouvernement ne voulut pas l'entendre, il agit. Des volontaires vinrent à lui. Une partie de la IIe division et plusieurs garnisons épirotes lui offrirent leur concours. Avec lui, était la gendarmerie de Salonique, composée en grande partie de Crétois venizelistes.

Mais en Grèce les démonstrations guerrières avaient plus de surface que de profondeur. Au début, Constantin, en disant : « Le peuple grec ne veut pas la guerre », avait menti. Plus tard, en répétant cette assertion, il disait vrai. Une mobilisation si longue, si coûteuse, si inutile, brisait tout ce que la Grèce avait pu



LE GÉNÉRAL ZYMBRAKAKIS HARANGUANT LES VOLONTAIRES PARTANT POUR LE FRONT.
(Photo Meurisse).

avoir d'enthousiasme. D'autre part, la propagande allemande achevait son œuvre néfaste.

Le général Sarrail réprima diverses manifestations pangermanistes. Il fit arrêter des officiers grecs qui avaient donné l'assaut à un journal dévoué à M. Venizelos.

Mais on ne peut par la force changer les âmes. Le roi redoublait de mauvaise foi à l'égard des Alliés. La Chambre que les Alliés lui demandaient de dissoudre, parce qu'elle avait été élue dans des conditions anormales, il se contentait de la proroger. Son état-major créait des associations militaires dévoués à la cause allemande, avec ce mot d'ordre : « Venizelos, c'est la guerre. » Les soldats, qui venaient de passer sous les drapeaux les mois les plus pénibles et les plus humiliants, obéissaient à ce mot d'ordre que leur donnaient leurs chefs.

L'entrée du drapeau allemand à Bucarest surexcita follement les partisans de Constantin.

Un jour vint où la confiance dans la victoire finale de Guillaume II et la colère

contre Venizelos, qui formait, à Salonique, une armée grecque vraiment nationale leur firent perdre la raison.

Le 1er décembre, les marins français qui allaient prendre possession d'une partie de l'artillerie grecque, en échange du matériel que la Grèce avait livré à l'Allemagne' furent traîtreusement assaillis. Cent cinquante d'entre eux moururent assassinés.

Un des marins, témoin de l'attentat (il débarquait de *l'Edgar Quinet*), nous disait :

« Au moment où, avec mes camarades, je montais vers Athènes, je vis, çà et là de la terre soulevée. Les Grecs, sous prétexte de réparer des conduites d'eau, avaient creusé des tranchées. Tout à coup, leurs mitrailleuses crépitèrent et leurs réservistes, armés de fusils Gras, firent feu sur nous. C'est une balle française qui m'a cassé l'épaule. Aux premières détonations, l'amiral Dartige du Fournet monta en automobile pour parler au roi. Dans le même moment, le ministre français, M. Guillemin, venait se joindre à nous. »



LES FUSILIERS MARINS VONT DÉBARQUER AU PIRÉE.
(Photo Meurisse)

Le roi se sentait protégé par la majesté même de l'incomparable ville, où sa dynastie s'était implantée. Jamais la France, héritière pieuse de l'antique civilisation, n'oserait tirer sur Athènes! Enfin un coup de canon partit du Pirée et un obus produisit, sur l'esprit du roi, l'effet moral nécessaire, sans pourtant causer le moindre dégât matériel.

Le gouvernement grec déclara que l'attentat contre nos marins était un incident fortuit. Cependant il laissa les assassins achever nos blessés et assommer dans les rues les partisans de Venizelos ; il rappela au pouvoir deux germanophiles, le général Dousmanis et le colonel Metaxas ; il écarta des postes, des télégraphes et des chemins de fer, les employés français, anglais et russes ; il rétablit les communications avec Constantinople et Berlin.

C'était un crime que Constantin avait commis, en abandonnant aux Allemands et aux Bulgares les forteresses macédoniennes : Sérès, Drama, Cavalla ; un crime qu'il avait commis, en leur livrant un corps d'armée ; un crime qu'il avait commis, en laissant massacrer tant des nôtres avec tant de ses propres sujets. Il n'avait plus désormais pour le soutenir que des gens aux gages ou à la dévotion de l'Allemagne. Néanmoins, il persistait secrètement à servir l'Allemagne avec cette opiniâtreté aveugle qui faisait le fond de son caractère. Quand il était jeune, ni son père, le roi George, si traîtreusement assassiné à Salonique, ni sa mère, la reine Olga, ne pouvaient lui faire quitter une idée fausse à laquelle il se butait.

Les vrais Grecs rappelaient alors tout haut l'histoire édifiante du prédécesseur de son père. Ce roi, Othon, d'origine purement allemande, régnait à Athènes en s'appuyant sur une garde composée de soldats bavarois, et sur un groupe de conseillers venus de tous les points de l'Allemagne, les Maurer, les Keidek, les Armansperg.

A la fin, la Grèce, irritée par les persécutions et la misère, se souleva. Canaris, un des héros de la Guerre d'Indépendance, constitua un gouvernement provisoire. Quant à Othon, honteusement chassé, il s'enfuit sur un bateau qui le ramena en cette Allemagne que son cœur ni son esprit n'avaient jamais quittée!

En décembre 1917, les Alliés commencèrent le blocus de la Grèce et mirent l'embargo sur les navires grecs. Après avoir donné à l'armée royale de Thessalie l'ordre de partir pour le Péloponèse, ils exigèrent de légitimes réparations et, le 14 décembre, adressèrent un ultimatum au roi.

Le roi s'empressa de répondre (17 décembre) qu'il professait pour les Alliés une sincère amitié, et que, par conséquent, il demandait la suppression du blocus.

Le gouvernement de Berlin lui avait conseillé de s'incliner devant l'Entente, afin de gagner du temps. La presse allemande répétait : « Athènes ne donnera pas à l'Entente le prétexte d'une intervention militaire immédiate. » Il fallait, en effet, que les Allemands en eussent fini avec les Roumains et avec les Russes, pour donner librement la main au roi de Grèce.

De là, les lenteurs calculées et la mauvaise foi flagrante de Constantin. Il ne fit d'excuses formelles que le jour où Guillaume II fut forcé de renoncer à tout effort vers Salonique.

L'Allemagne veut mobiliser la Pologne. Un dictateur du travail à Berlin.

Cette guerre que l'Allemagne faisait, avec toutes les armes, sur les champs de bataille, elle la faisait, par tous les moyens, dans tous les domaines de l'activité. Diplomatie, économie politique, finances, industrie, commerce, propagande de presse ou de parole, elle employait tout à la fois pour parvenir plus vite à son but.

Un jour, elle publia, dans l'univers entier, qu'elle allait réorganiser le royaume de Pologne, de la Sainte Pologne, conformément aux droits héréditaires violés par la Russie.

Le roi du nouvel État, qui comptait 22 millions d'habitants, fut Léopold de Bavière.

En réalité, cette réorganisation, à laquelle travaillèrent de conserve les deux Empires de proie, n'avait qu'un but : lever, instruire et mobiliser des troupes polonaises capables de renforcer l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Alors que rien encore n'était déterminé ni pour la constitution du nouveau royaume, ni pour ses libertés locales, ni pour le statut de ses habitants, ni même pour ses frontières, Guillaume II et François-Joseph réglèrent l'enrôlement de ses troupes.

A cette nouvelle, les Polonais de France se réunirent à l'église de l'Assomption de Paris, pour rendre un fervent hommage à leurs frères qui combattaient, à nos côtés, contre l'Allemagne. Sur l'autel, ils avaient placé, à côté du drapeau français, un drapeau polonais, sauvé des flammes à Louvain. Après la communion, ils étendirent la main et, d'une seule voix, jurèrent « de mettre l'Allemagne, ennemie du genre humain, hors d'état de nuire. »

Le gouvernement allemand prenait toutes les mesures pour pallier à la pénurie d'hommes et « assurer un meilleur rendement du travail ». Le général Grœner fut nommé dictateur de la fabrication des canons et des munitions. Sous ses ordres étaient réunis les services institués pour la fabrication du matériel de guerre et l'acquisition des matières premières ; la direction des ateliers ; le contrôle de la production ; le recrutement et la discipline des ouvriers militarisés ; l'office du ravitail-

lement civil et militaire; l'office des exportations et importations. Devenu le grand chef de tous les travailleurs allemands, il assignait leur tâche aux femmes comme aux hommes. Les femmes allemandes, trois ans avant la guerre, n'avaient-elles pas elles-mêmes réclamé le service féminin obligatoire dans les ateliers, les administrations, les hôpitaux?

Par une augmentation inouïe du matériel de guerre, l'Allemagne rêvait d'annihiler les efforts des Alliés et de s'opposer à l'entrée en campagne de la nouvelle armée anglaise. Le Dictateur allemand de la fabrication fit revenir du front les hommes nécessaires aux usines et renforça puissamment « l'armée Krupp ». Il employait les prisonniers français, anglais, belges ou russes, au mépris des conventions internationales; réquisitionnait les populations du nord de la France et de l Alsace-Lorraine; enrôlait de force les ouvriers de Belgique et de Pologne.

Ce général Grœner s'était fait connaître en organisant les transports militaires en chemin de fer. On l'appelait l'homme des rails, comme on avait appelé Hindenburg l'homme des lacs.

Par la nomination de Grœner ainsi que par celle de Helfferich, « le financier en vedette », au poste de vice-chancelier et celle de Walther Rathenau, « le magnat de l'industrie électrique », à l'office des achats de guerre, le gouvernement allemand prouvait sa volonté de remplacer, dans les administrations, les fonctionnaires de carrière par des hommes d'initiative.

Mort de François-Joseph.
La politique allemande à Vienne.

Au cours de la guerre, à mainte reprise le bruit courut que Guillaume II était très malade, qu'il était agonisant, qu'il était mort. Ce bruit trouvait toujours quelque créance, parce qu'on n'ajoutait pas : « mort au champ d'honneur ».



FUNÉRAILLES DE FRANÇOIS-JOSEPH. (Photo Rol.)

Assurément la disparition de l'empereur allemand, dont on connaissait la piètre santé physique et morale, n'aurait étonné personne. Au contraire, la disparition de l'empereur d'Autriche, pourtant si âgé, causa une sorte de surprise. En soixante-huit ans de règne, François-Joseph, mauvais souverain, mauvais fils, mauvais mari, mauvais frère, mauvais père, avait traversé impunément tant de drames! On s'était habitué à croire qu'il survivrait au drame sans pareil qui ensanglantait le monde et qui, sans pitié, immortalisera son nom.

Pendant cette guerre, le vaillant prélat alsacien Mgr. Herscher lui avait écrit une lettre ouverte qui commençait ainsi : « Vous, Sire, que j'ai vu, en 1913, prier avec tant de ferveur, à genoux dans la chapelle de Schœnbrunn, comment avez-vous pu mettre votre main dans la main sanglante de l'empereur allemand ? »

En un style différent, mais non avec plus de sévérité, M. Clemenceau, peu de temps avant cette guerre, apprenant que l'empereur d'Autriche avait envoyé à tous les chefs d'État une lettre autographe pour leur annoncer qu'il s'annexait la Bosnie et l'Herzégovine, s'était écrié : « C'est le coup du père François! » L'ultimatum à la Serbie fut un nouveau coup du même genre. A la mort du vieil empereur, M. Clemenceau murmura : « Emportera-t-il dans la tombe le secret de son coup? »


PRINCE SIXTE DE BOURBON.
(Photo Meurisse.)

François-Joseph fut remplacé, au trône impérial et royal, par l'archiduc Charles qui venait de commander en chef les armées, sur le front d'Italie, pendant l'offensive du Trentin.

Ce nouvel empereur, Charles Ier, marié à une princesse de Bourbon-Parme, prit le titre de « commandant en chef des armées de terre et de mer ».

Sans nul doute, Charles Ier aurait voulu rejeter, tout de suite, loin de lui, ce que son prédécesseur lui léguait, en héritage, de plus lourd et de plus monstrueux : la guerre. Mais, depuis 1866, des liens de toutes sortes, véritables chaînes de vasselage, attachaient les Habsbourg aux Hohenzollern. Aussi, Charles Ier resta-t-il dans l'ombre. Ce fut son beau-frère Sixte de Bourbon qui tenta d'amorcer des négociations avec l'Entente.

L'Autriche comptait encore en France, sinon des amitiés, du moins des sympathies. On recommençait à citer la phrase fameuse : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. » A quoi l'abbé Wetterlé répondait avec sa clairvoyance et sa vivacité si françaises :

— Cela pouvait être vrai avant 1866. Cela est faux maintenant. Pour revenir à la bonne tradition historique, il n'y a qu'un moyen : enlever à l'Autriche les nationalités slaves, qu'elle ne consent pas à libérer, et, en compensation, lui rendre sa situation prépondérante dans l'Allemagne du Sud.

Or, dans les négociations du prince Sixte de Bourbon, il ne s'agissait nullement de ce retour à la tradition. Charles Ier voulait que l'Autriche continuât à former un damier de nationalités asservies. Quant à lui, resté sur le trône, il serait demeuré l'exécuteur des volontés allemandes. Son empire, pour assurer la domination des Alle-

mands de Vienne, aurait, comme par le passé, eu recours à l'appui de la Prusse.

Du premier coup d'œil, le gouvernement français et le gouvernement britannique comprirent que, s'ils s'engageaient dans de tels pourparlers, ils rompraient avec l'Italie et les États-Unis.

Sans doute, à la France, Charles Ier faisait promettre la restitution de l'Alsace-Lorraine. Mais que valait sa promesse en pareille matière? En revanche, il exigeait que l'intégrité de son territoire lui fût formellement garantie, par une trahison à l'égard des Italiens, des Roumains, des Polonais, des Croates.

Tandis qu'il insistait pour que le secret fût gardé sur les conversations en cours, son ministre, le comte Czernin, révélait, jour par jour, au gouvernement de Berlin, ce qu'il savait de Vienne et de Paris. Il avait d'abord conseillé la restitution de l'Alsace-Lorraine, en échange de l'annexion de la Pologne. Mais Ludendorff lui avait durement répondu : « Tous les Allemands, y compris les socialistes, vous déclarent par ma voix qu'ils repoussent ce projet avec indignation. » Et Czernin s'en était allé, la tête basse.



CHARLES Ier A PRZEMYSL. (Photo Chusseau-Flaviens.)

Au fond, les pourparlers autrichiens étaient un prélude à la traditionnelle manœuvre prussienne de l'armistice. L'Allemagne espérait que Paris prêterait l'oreille aux propos de Vienne. Tout de suite, elle serait brutalement intervenue dans la conversation.

L'abbé Wetterlé, après avoir étudié, avec toute son expérience et toute sa conscience, les documents accumulés à ce sujet, conclut ainsi: « Charles Ier était-il de bonne foi? Cela n'est pas impossible. En tout cas, il restait l'instrument dont jouaient à leur gré Czernin et Guillaume II On pouvait lui permettre de dire un peu de mal des Allemands, parce qu'on était sûr de le rattraper et de le paralyser quand bon semblerait. »

La soumission de Charles Ier à l'Allemagne apparut lamentablement, le jour où furent révélés les pourparlers autrichiens au sujet de l'Alsace-Lorraine. Charles Ier envoya un télégramme à Guillaume II pour jurer qu'il avait toujours considéré l'Alsace-Lorraine « comme un territoire allemand et destiné à rester allemand ».

Mobilisation civile de l'Allemagne et "Carte de guerre".

L'Allemagne, qui voyait diminuer ses effectifs et s'épuiser ses ressources, frémissait à la pensée des efforts industriels et des sacrifices militaires que lui imposait la continuation de la guerre.

A la Diète prussienne, le député socialiste Strobel osa dire :

« La misère où la guerre a conduit la classe ouvrière allemande dépasse toute expression. La grande masse du peuple est à la veille de succomber aux privations. Sept Allemands sur dix ont faim quand ils se mettent au lit. Il y a des milliers de fonctionnaires d'Etat trop pauvres pour acheter leur ration de pain. Des milliers d'enfants arrivent à l'âge adulte dans le plus déplorable état, faute d'avoir reçu une nourriture suffisante à l'époque de leur croissance. Le peuple qui endure ces souffrances ne saurait entendre sans indignation les clameurs de guerre. Il maudit Hindenburg et tout le militarisme. »

L'Allemagne, pour ne pas s'effondrer, eut recours aux moyens suprêmes. Le gouvernement allemand obtint du Reichstag le droit de disposer du travail civil, comme il disposait du travail militaire. Cette décision ne fit que sanctionner des mesures qui, depuis quelque temps, étaient mises en pratique.

Voici un exemple de ces procédés. Dans un des plus riches quartiers de Berlin, à une dame qui dirigeait un des plus importants ateliers de couture, le Gouvernement faisait dire :

— Le manque des matières premières et le système des cartes de vêtements tuent votre industrie. Que comptez-vous faire de vos ouvrières?

— En congédier la moitié, ou leur donner demi-salaire.

— Mauvaise solution. Nous vous en proposons une meilleure. L'Etat reprend votre atelier. Votre personnel, au lieu de coudre des robes pour les femmes, coudra des uniformes pour les soldats. Quant à vous, vous surveillerez les travaux à titre de directrice. Vous consentez, n'est-ce pas?

Désormais, l'Etat n'avait plus à demander ce consentement que, d'ailleurs, personne ne savait lui refuser. Il déclarait inutiles les industries de luxe qui ne pouvaient pas être transformées en industries de guerre et il employait ailleurs leurs ouvriers.

Depuis longtemps, l'administration allemande avait dressé les listes de toutes les industries sans exception, en réglant d'avance le sort de chaque industriel. Celui-ci devait devenir contremaître chez celui-là. Celui-là devait « se sacrifier » complètement jusqu'à la fin de la guerre. Tous les ouvriers demeuraient assurés de gagner leur vie. Et les fonctionnaires disaient aux socialistes convaincus : « L'étatisme, même en armes, n'est-ce pas ce qui se rapproche le plus de votre idéal ? »

Quand fut décrétée la levée civile, l'Allemagne eut un nouveau mouvement d'anxiété. Alors, les groupements d'intellectuels et les grandes *Ligues*, *Ligue pangermaniste*, *Ligue militaire*, *Ligue navale*, travaillèrent à la maintenir debout en gravant dans son esprit cette formule : « La paix fondée sur la carte de guerre. »

La campagne de Roumanie ayant abouti à une nouvelle déception, Guillaume II comprenait la nécessité de changer brusquement de rôle. A toutes les cérémonies, à toutes les manifestations, à tous les anniversaires, il se répandait en sermons. Devant qui prêchait-il? Surtout devant des aumôniers militaires. N'était-il pas l'aumônier des aumôniers? Dans ses homélies, il pressait l'Allemagne d'apprendre « à se vaincre elle-même, au nom de l'Eternel, unique préoccupation de la vie éphémère ».

Le « Seigneur de la Guerre » devenait l'Apôtre de la paix. Agenouillé au seuil des cimetières militaires allemands, sous le souffle de défaite qui passait sur son pays, il répétait : « Je n'ai pas voulu ce a. » Il tâchait de faire croire que ce n'était pas lui qui avait voulu la guerre. S'il avait été sincère, il aurait dit : « Ce n'était pas cela que je voulais. »

La paix qu'il voulait alors, et qu'il aurait appelée de n'importe quel nom, il la voulait allemande. Il en fit parler chez les neutres, dès la fin de 1916. La Suisse, la Suède, les Etats-Unis acceptèrent tour à tour cette mission étrangement difficile : suggérer à l'Entente l'idée « d'ouvrir une conversation avec l'Allemagne ».

En même temps, les agents que l'Allemagne entretenait en Italie, en Grande-Bretagne, en France, commencèrent une campagne fort bien organisée et surtout fort bien payée.

L'Allemagne cherchait à mettre la main sur tel grand journal français des plus répandus. Elle réussissait à glisser des notes en telle petite feuille méprisée. Dans les lieux publics, dans les wagons, dans les tramways, elle faisait prononcer le mot de « paix blanche ».

Les vrais Français parèrent le coup. Cette campagne, entreprise par l'Allemagne, prouvait trop bien que l'Allemagne se sentait perdue et que la France, en menant énergiquement la guerre, ne tarderait pas à imposer la paix qui lui convenait.

Une vérité si évidente inspira la réponse des gouvernements alliés aux ouvertures indirectes de l'ennemi.

L'Allemagne fit alors un suprême effort sur tous les terrains. Pour renforcer ses armées, elle arracha au foyer maternel les jeunes gens de dix-huit, voire de dix-sept ans, rendit plus rigoureuse la mobilisation civile, et réussit, par des mesures impitoyables, à constituer de nouvelles divisions. Grâce aux ressources de son territoire et de sa science, elle multiplia les canons, les avions, les sous-marins, les projectiles, les gaz asphyxiants.

C'étaient là ses convulsions suprêmes et qui semblaient devoir rester impuissantes. N'était-elle pas, dans son ensemble, une vaste forteresse étroitement cernée, capable encore de sorties sanglantes, mais condamnée à la chute ? Les Alliés, pour avoir raison d'elle, n'avaient plus besoin d'opérations de grande envergure. Des attaques continues et mordantes, sur tous les fronts, devaient suffire avec l'aide du temps.

Mais, en 1917, le succès que l'Allemagne avait en vain demandé à l'effort militaire, à l'effort économique et à l'effort diplomatique, elle l'obtint, de sa propagande, en Russie.

Organisation du travail national en France.

Pour la cause du Droit, la France et la Grande-Bretagne redoublaient d'activité.

En France, le général Lyautey, ministre de la Guerre, prescrivit aux inspecteurs généraux d'armée, aux gouverneurs militaires de Paris et de Lyon, aux généraux commandant de région, etc. « d'organiser le travail national nécessaire à la victoire complète et définitive de nos soldats ».

— Jusqu'à présent, déclarait en substance le ministre de la Guerre, presque nulle part on n'a eu recours aux services que peuvent rendre les hommes dégagés d'obligations militaires, les mutilés, les jeunes gens non encore liés au service, les étrangers. Aujourd'hui, aucun de ces éléments ne doit être négligé. Que d'écono-

mies à réaliser en hommes, pour le service auxiliaire comme pour le service armé! On provoquera donc tous les concours, par tous les modes de propagande. Il n'est pas de collaboration utile qui ne doive être sollicitée ou qui puisse être refusée.

Par son initiative, le général Lyautey rendait plus large et plus pratique la mesure prise par le général Galliéni sur « les engagements spéciaux ». Tel homme de bonne volonté, dégagé des obligations militaires, avait des aptitudes que le tableau relatif aux engagements spéciaux ne prévoyait pas. Dès lors, on retenait sa demande, « soit à titre gracieux, soit contre rémunération, s'il remplissait les conditions de vigueur physique et de capacité professionnelle requises pour l'emploi qu'il souhaitait. » Tout de suite, affluèrent les demandes : d'anciens administrateurs s'offraient pour les postes de gestionnaires; d'anciens agents diplomatiques, pour le service des renseignements; des écrivains, pour les travaux de rédaction, d'information, de correspondance, de statistique. L'emploi de ce personnel rendait disponibles des hommes du service auxiliaire et du service armé. Jusqu'alors, les mutilés n'étaient employés que dans les établissements militaires. On en employa un certain nombre dans les états-majors, dans les dépôts de corps de troupes Ils furent excellents comme gardiens, surveillants, plantons, vaguemestres, gardes-magasins. Pour beaucoup de travaux, les hommes du service auxiliaire purent être remplacés par de jeunes garçons qui firent ainsi une œuvre virile dont la patrie restera reconnaissante. Les postulants devaient être âgés de treize ans au moins (douze, s'ils avaient le certificat d'études primaires avec un certificat d'aptitude physique) et être présentés par leurs parents. Quelle joie ressentirent les orphelins de la guerre, en travaillant tout de suite à venger leurs parents! Un certain nombre d'étrangers dévoués à la France furent accueillis également. Ainsi se constituait une Légion étrangère du Travail.



BUREAU DE RECRUTEMENT.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

A travers la Grande-Bretagne en armes.

On sait que, défendue par son admirable flotte, la Grande-Bretagne n'entretenait, comme armée de terre, que 250 000 soldats, dont 75 000 aux Indes. Presque toutes ses possessions d'outre-mer avaient organisé elles-mêmes leur défense, à l'exemple de la Métropole. La guerre éclata. Il fallut des hommes, encore des hommes. Lord Kitchener conseilla de remplacer le recrutement volontaire par la conscription. Mais, longtemps, la Grande-Bretagne persista à demander au recrutement volontaire les effectifs indispensables. Trois millions d'hommes


MER DE KARA
SIBÉRIE
IRE RUSSE
MER D'OKHOTSK
Kamtchatka
Mongolie.
CHINE
Turkestan
GHANISTAN
Kiao-Tchéou
JAPON
Thibet
INDES ANGLAISES
MER DE CHINE
OCÉAN PACIFIQUE
Iles Mariannes
Philippines
SIAM
ER D'OMAN
Indo-Chine
Iles Carolines
Iles Marshall
GOLFE DU BENGALE
Bornéo
Célèbes
Nouvelle Guinée
Archipel Bismarck
Sumatra
Emdem
OCÉAN INDIEN
Java
ILES SAMOA
AUSTRALIE
Tasmanie
Nouvelle Zélande



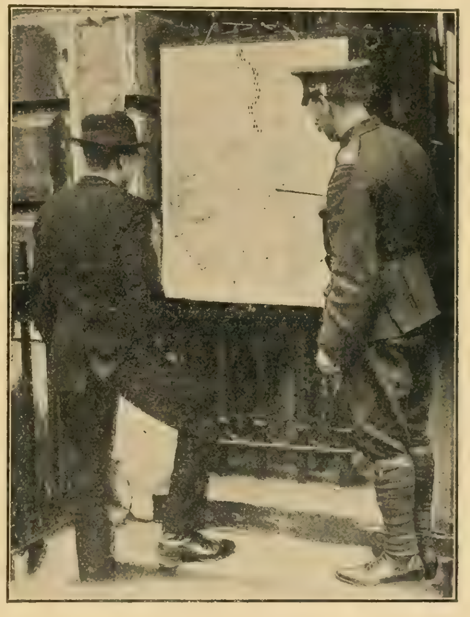
CARTE D'ENSEMBLE
DES OPÉRATIONS MILITAIRES
Peuples en état de guerre avec l'Allemagne.
Allemagne et ses alliés.
Lieux où se sont produits des faits de guerre.
Navires coulés par les alliés.
OCÉAN ARCTIQUE
OCÉAN ATLANTIQUE
OCÉAN PACIFIQUE
OCÉAN INDIEN
OCÉAN ANTARCTIQUE
GROENLAND
ALASKA
CANADA
ÉTATS-UNIS
MEXIQUE
BRÉSIL
EMPIRE RUSSE
SIBÉRIE
CHINE
AUSTRALIE
Kaiser Wilhelm der Grosse
Dresden
Navara
Kœnigsberg
Emdem

s'engagèrent. A la fin, M. Asquith put déclarer : « Il y a 1 200 000 soldats britanniques sur les champs de bataille. »

— « Et dessous, répondait-on, combien y en a-t-il ? » Les pertes subies par nos alliés étaient parfois d'un poids imprévu.

Le premier ministre, pour hâter la victoire, demanda à la Chambre des Communes de porter à quatre millions le chiffre du contingent. L'idée de la conscription répugnait au peuple britannique : il croyait y voir une atteinte à la liberté. Aussi approuva-t-il lord Derby dans l'essai qu'on a appelé « la dernière chance du recrutement volontaire ». Cet essai consistait à s'adresser, personnellement, à tous les hommes capables de servir « et à les enrôler, sans pourtant diminuer en rien la fabrication des armes et des projectiles. »

M. Asquith ajouta : « Si les célibataires ne se présentent pas en nombre suffisant, je demanderai au Parlement l'autorisation d'user de contrainte à leur égard Si le Parlement me refuse les moyens de coercition demandés, les hommes mariés sous les drapeaux seront dégagés de leurs engagements. »



AGENT DE RECRUTEMENT.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

Le mot d'ordre pour l'essai tenté par lord Derby jusqu'au 11 décembre fut : « Les célibataires d'abord ! » Le nombre des célibataires recrutés n'ayant pas suffi pour former l'armée nouvelle, M. Lloyd George rappela au Parlement « le devoir et la nécessité ».

La Chambre des Communes et la Chambre des Lords ne tardèrent pas à tomber d'accord sur le projet de conscription. La Grande-Bretagne sut consentir à tous les sacrifices indispensables pour sauver ce qui était en jeu dans cette guerre : son prestige, sa fortune, son existence.

Mais, en vérité, le seul fait d'imposer à la nation le service militaire obligatoire était, pour l'Angleterre, une nouveauté plus profonde et plus grave que n'importe quelle révolution.

Où commençait alors la Grande Bretagne ? En plein Paris, à la gare du Nord. En arrivant à Boulogne-sur-Mer, un Français se sentait déjà au beau milieu des forces britanniques. Tableau sans pareil. En tous sens défilaient les troupes, avec leurs chevaux superbes et leurs robustes mulets. Çà et là passait un Indou, face basanée, grands yeux nostalgiques, turban blanc, étrangement dépaysé dans les tourbillons de notre neige, que pourtant il ne paraissait pas apercevoir.

Ce n'étaient pas seulement ses jeunes hommes que la Grande-Bretagne envoyait en France, c'étaient aussi ses jeunes filles. Plusieurs fois par jour, la ville de Boulogne voyait passer une interminable légion d'Anglaises au grand feutre et au grand manteau militaire, qui se rendaient à leur travail.

A ce moment, je fus envoyé en mission chez nos alliés. J'étais attendu par la Société franco-écossaise et son dévoué trésorier, le noble Archibald Craig.

Sur le bateau, parmi les passagers, tous revêtus d'une ceinture de sauvetage comme d'un uniforme, se trouvait le plus étrange officier anglais. Petit, fluet, un peu bossu. Ses chevilles et ses poignets étaient d'un enfant, mais ses grands yeux clairs, d'un homme. Aux insignes de sa large casquette et de son manteau, je cherchais à reconnaître son arme, comme d'ailleurs il cherchait à reconnaître la mienne aux insignes de mon képi. Je le croyais affecté à quelque service de santé. Pour être bon médecin militaire, point n'est utile d'être un géant. Or c'était un aviateur. Mais quoi ! D'être un géant, c'est peut-être encore plus inutile pour un aviateur que pour un médecin. Tout à coup, la sirène du bateau poussa un hurlement rauque. Nous arrivions. Vers la sortie, les passagers se pressaient, bagages à la main. Mon voisin ne bougeait pas : ses deux grosses valises étaient visiblement trop lourdes pour ses frêles poignets. Il paraissait attendre qu'un avion vînt du ciel à son secours. L'avion fut remplacé très simplement par l'épaule inébranlable d'un officier français.



VOLONTAIRES ANGLAISES PARTANT POUR LA FRANCE COMME AUTOMOBILISTES.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

Fraternité d'armes qui unissait soldats et chefs de tous les pays alliés, pendant tout le cours de cette longue guerre !

En traversant la Grande-Bretagne, d'un bout à l'autre, je sentais sa ferme volonté de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire. A propos des menaces allemandes les plus forcenées, nos alliés disaient avec calme :

— La Grande-Bretagne a connu des dangers beaucoup plus grands ! Vous savez ce que Lloyd George vient de lui révéler. Si, en 1915, les Allemands l'avaient attaquée, au lieu d'attaquer les Russes, elle aurait succombé, faute de munitions. En mai 1915, pas un seul fusil neuf n'était encore sorti des fabriques anglaises. Les recrues de lord Kitchener faisaient l'exercice avec des fusils de bois.

Quel contraste entre les usines britanniques, en 1915, et ces mêmes usines, en 1917. On nous les faisait visiter et nous en voyions sortir sans cesse des avions, des dirigeables, des sous-marins, des cuirassés, voire des cuirassés portant des sous-marins dans leurs flancs, de l'artillerie de campagne, de l'artillerie lourde, des tanks. Un profane qui nous avait accompagné dans l'antre des cyclopes en plein labeur, contemplait le char d'assaut, énorme appareil roulant, blindé et armé de pied en cap. Il finit par demander : « Où sont donc les roues ? » Alors, le directeur de l'usine prit une des palettes éparses sur le sol et répondit avec un accent de triomphe : « Voilà ! »

Dans ces usines britanniques travaillaient, à côté des plus modestes ouvrières, les filles et les nièces des hommes d'État les plus riches ou les plus illustres. Honneur à ces femmes de Grande-Bretagne qui ont accompli si bravement le grand devoir envers la civilisation et la justice !

Plusieurs d'entre elles ont « servi » sur notre front. Elles y créaient de «*Gouttes de lait, de thé, de café.*» Là, ce n'étaient pas seulement des boissons hygiéniques qu'elles donnaient à nos soldats, c'étaient aussi certains mets dont nos soldats étaient friands, par exemple de la salade d'œufs et d'oignons. Nous entendrons toujours une de ces dames, tout près de la ligne de feu, à un endroit où tombait plus d'un obus, nous dire. « Depuis trois ans j'épluche des oignons pour vos soldats. Voyez, je n'ai plus d'ongles. » Elle n'avait plus d'ongles aux mains, mais elle avait toujours de très beaux diamants aux oreilles et un merveilleux camée au corsage : on est femme après tout. Elle ajouta : « Mes mains sentiront encore l'oignon trois ans après la guerre ! » Et nous pensions : « C'est une odeur de sainteté. Si en ce moment, un obus la tuait, elle irait tout droit au ciel. Les anges, en s'inclinant vers ses mains, lui choisiraient une place d'honneur au Paradis. »

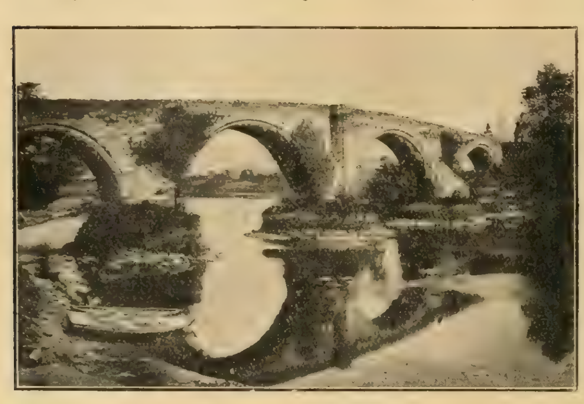


LE CHATEAU DE STIRLING.
(Photo Champagne.)

Pendant notre séjour en Grande-Bretagne, dans les vieilles universités de Glasgow, d'Edimbourg, de Saint-Andrews, d'Aberdeen, comme dans les salles de réunion publique, nous rappelions que, seule, la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France pouvait prouver « la victoire du droit sur la violence et l'oppression ». A ces mots, les étudiants de Glasgow se levèrent et, d'une commune voix, déclarèrent : « Nous le jurons sur l'honneur de l'Écosse. » Un des professeurs les plus admirés de l'université écossaise, le savant et délicat humaniste M. Phillimore, nous présenta sa fille et nous dit : « Cette jeune personne aspire à avoir ses dix-huit ans pour *servir* chez vous ! »

A Stirling, notre conférence eut lieu dans la caserne établie au château où Jacques V et Marie Stuart reçurent la couronne. Le commandant avait déployé, à la salle d'honneur, le drapeau du premier régiment débarqué en France pour

la guerre de 1914. Ce drapeau portait, suivant la coutume, les noms des victoires auxquelles le régiment avait contribué. Nous y lisions avec fierté les noms de Sébastopol et de l'Alma, qui sont aussi des victoires françaises. Sur cette soie jaune, pas l'ombre d'une bataille contre les Français! Dans le choix du régiment britannique qui arriva le premier en France, il y eut un tact chevaleresque. Du château de Stirling, on découvre la plaine où le Forth s'attarde en paresseux méandres, avant de devenir le fleuve immense qui aboutit à la mer près d'Edimbourg. Sur l'embouchure du Forth est jeté ce pont d'une admirable audace qui fut un des principaux objectifs proposés par l'Allemagne à ses sous-marins. Déjà, en 1917, bon nombre de ces requins avaient été détruits. Pourtant l'ennemi était renseigné à fond sur toute la contrée. Chaque année, sur les bateaux de plaisance qui, pendant la belle saison, remontaient le Forth par centaines, il y avait des concerts donnés par des musiciens nomades parmi lesquels se trouvaient des officiers allemands.



LE PONT DU FORTH. (Photo Champagne.)

Toute l'Ecosse a été cruellement éprouvée. Dès les débuts de la guerre, surtout aux combats de Lens, les Ecossais sont tombes par milliers. Les huit régiments de Gordon se montraient dignes de leur antique renom. Autrefois, la duchesse de Gordon donnait un baiser à chaque recrue. Pendant toute la guerre du Droit, chaque soldat britannique, en allant au combat, recevait le baiser de la gloire.

A notre dernier entretien, en Ecosse, la grande ville d'Edimbourg avait donné le caractère d'une ardente manifestation de sympathie pour la France. Les personnalités les plus estimées de l'université, de la magistrature et de l'industrie insistèrent pour avoir des détails sur les persécutions et les atrocités allemandes. A la fin de cet entretien, lord Stathclyde, président de la Cour suprême de l'Ecosse, nous dit :
— « Tout à l'heure vous verrez passer notre plus beau cuirassé. Nous l'avons lancé ce matin. C'est un navire de guerre supérieur à tout ce que les Allemands ont pu rêver de plus formidable. Devinez comment nous l'avons appelé ? »

Nous avions deviné, mais nous laissâmes à notre hôte le fier plaisir de dire le mot : *Verdun*.

La fin de la colonie "Ostafrika".

On a loué dignement nos soldats de Verdun comme ceux de la Marne, nos soldats de la Somme comme ceux du Grand-Couronné, nos soldats de Salonique comme ceux de l'Yser. Qu'on se garde bien de laisser dans l'ombre ceux de nos colonies! Avec les Anglais, les Belges et les Portugais, ils ont jeté bas l'empire colonial dont l'Allemagne s'enorgueillissait.

Un des buts principaux de la guerre que l'Allemagne a déclarée consistait à conquérir de nouvelles colonies. Son empire colonial, qui lui avait coûté tant de sang et d'or, s'effondrait. En Afrique orientale, sa capitale, Dar-es-Salaam, dernier rempart, tomba aux mains des Alliés. Double défaite pour l'Allemagne, puisque le chef qui s'emparait de Dar-es-Salaam était un Boer, le général J.-C. Smuts.

C'était aussi un Boer qui lui avait repris l'Afrique sud-occidentale. Ainsi apparaissait manifestement, une fois de plus, son aveuglement forcené. Au début de la guerre, elle avait déclaré : « Les Boers vont se révolter contre l'Angleterre. Je trouverai chez eux l'aide la plus efficace. Quand la guerre sera finie, le drapeau allemand



LE GÉNÉRAL SMUTS PASSE SES TROUPES EN REVUE. (Photo Rol.)

flottera sur toute l'Afrique du Sud ». Or, ses deux meilleures colonies lui étaient enlevées par deux fils du Transvaal.

Après la victoire, le général Smuts poursuivit les Allemands et les captura, en dépit des contingents noirs qu'ils avaient levés, en dépit des épreuves que la contrée réserve aux assaillants : la soif, la fièvre, la mouche tsétsé.

Ce fut la fin de la colonie *Ostafrika*, dont le nom, pendant tant d'années, avait rempli la presse allemande. Dans ce territoire, cinq fois plus grand que celui de l'Allemagne, prospéraient le chanvre sisat, le caoutchouc, le coton, les graines oléagineuses. En 1913, sur 31 355 000 marks représentant la valeur des exportations allemandes, près de vingt millions de marks étaient fournis par ces nouvelles plantations.

Le rêve avoué de l'Allemagne était de constituer un immense Empire dans l'Afrique centrale, en ajoutant à ses colonies le Congo français, le Congo belge, l'Angola et le Mozambique portugais, une large portion des terres anglaises de l'Union sud-africaine : plus de huit millions de kilomètres : en somme, un territoire presque aussi vaste que l'Europe. On reconnaît « la fringale germanique ». Depuis dix ans, exactement depuis juillet 1906, le sous-secrétaire d'Etat Dernburg

surexcitait ces convoitises. Peu à peu, tous les partis de l'Empire allemand s'étaient unis pour favoriser les projets du gouvernement. Les milliards ne leur coûtaient plus rien.

Quatre mille kilomètres de chemins de fer avaient été construits aux colonies africaines. Lorsque l'Allemagne eut réussi à nous enlever une partie de notre Congo, elle construisit la voie ferrée de Dar-es-Salaam à Kigoma, commença la voie ferrée du Cameroun et, par l'entremise d'un syndicat financier, mit la main sur la voie ferrée de l'Angola. Cette voie ferrée, grâce à des capitaux allemands, allait être continuée jusqu'à Ruwe, sur le Congo. Rejoignant Dar-es-Salaam, elle formait une ligne transafricaine de l'Atlantique au Pacifique.

L'Angola devenue la proie de l'Allemagne, c'était le triomphe de l'Allemand Karl Peters, fondateur de l'*Ostafrika*. C'eût été surtout le triomphe de la barbarie. Karl Peters n'est-il pas le théoric en de la cruauté, en matière de colonisation ? Il a pour devise : « Le nègre est une bête brute, *ein brutales Vieh* ». Ecoutez ses enseignements :

« — Mon expérience m'a prouvé que ces peuples ne s'en laissent imposer que par la virile énergie et à l'occasion par la violence aveugle. Si je m'avise de donner un bœuf à un chef nègre, il tentera de me voler tout un troupeau. Si je lui donne un coup de fouet, il m'offrira un troupeau de bœufs. Voilà la vérité sans phrases. »

Tel est sans phrases le secret de Karl Peters. Tel est le secret de toute l'Allemagne. Les pauvres noirs de l'Afrique orientale se félicitent de leur libération. C'est, sans phrases, le sentiment de l'humanité entière.

A ce propos, le Dr Wilhelm Solf qui, à Berlin, pendant la guerre, occupait le poste de sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, déclara, dans une de ses nombreuses brochures contre la France et l'Angleterre :

— Les Français et les Anglais, en portant la guerre aux colonies, ont réveillé les instincts des indigènes. Par leur faute, la situation de la race blanche en Afrique est ébranlée jusqu'en ses fondements. Les Alliés ont foulé aux pieds le principe de solidarité entre Européens.

Propos admirables chez un ministre de cette Allemagne qui ne cessait pas de prêcher à l'Islam la guerre sainte !

Calme relatif des deux premiers mois de 1917. Les Britanniques à Bagdad.

Pendant le mois de janvier et le mois de février, on put constater sur presque tous les fronts une sorte de trêve suspecte.

Les armées russes firent quelques petites opérations, assez vaillantes et assez heureuses, dans la région du Nord, près de Riga et dans la région du Sud, en Bukovine, près de Jacobeni.

En France, nous attaquâmes sur plusieurs points et nous eûmes à repousser des attaques allemandes particulièrement vives au Mort-Homme, au nord de Verdun, à Maisons-de-Champagne.

Les troupes britanniques étendirent énergiquement leur front, jusqu'à la Somme, puis jusqu'à Roye, et multiplièrent les coups de main pour aguerrir leurs recrues. Pour la fin de février, elles réalisèrent des progrès significatifs, sur les deux rives de l'Ancre du côté de Bapaume. En un mois, elles avaient capturé 3 000 Allemands dont 390 officiers. En mars, elles poussèrent jusqu'à Irles qu'elles enlevèrent brillamment.

L'ennemi déclara, à la suite de toute une pédantesque argumentation, que son

repli avait été volontaire et calculé. Au vrai, la nouvelle artillerie britannique, fort bien organisée, fort bien dirigée, lui causait de graves pertes. A tout prix, il voulait se dérober à une nouvelle bataille de la Somme. Pour le 14 février, il avait abandonné la crête qui domine Bapaume à l'ouest.

A ces succès que nos alliés remportaient sur le front français, s'ajouta t la joie d'une revanche en Mésopotamie. Le corps indien, commandé par le général Masson, infligea aux Turcs une sanglante défaite à Kut-el-Amara, s'accrocha à eux sans répit et les poursuivit sur la route de Bagdad. En ne les lâchant qu'après leur avoir arraché presque toute leur artillerie, il vengeait le général Thownshend et ses soldats qui, à Kut-el-Amara, avaient été vaincus par la famine.

Enfin, le 11 mars 1917, après un magnifique raid de cavalerie, sous un soleil de



ARTILLERIE ANGLAISE TRAVERSANT LE DÉSERT POUR SE RENDRE EN MÉSOPOTAMIE.
(Photo Branger.)

feu, à travers des tourbillons de sable, il occupa Bagdad. Son entrée dans la ville où convergeaient tant de convoitises allemandes, était une défaite personnelle pour Guillaume II. Ainsi s'abîmaient d'un seul coup les immenses projets élaborés, en Orient, par les industriels et les ingénieurs que l'Empereur traînait à sa suite.

Ajoutez que les effets militaires de cette victoire avaient leur importance. La Turquie, attaquée en Mésopotamie et en Syrie par les forces britanniques, en Perse et en Arménie par les forces russes, se sentait perdue.

Manœuvres allemandes pour une paix brusquée.

L'offensive de propagande pour la paix que déclenchait l'Allemagne avait été préparée et conduite avec la même méthode que l'attaque contre Verdun. Mais elle était d'une envergure infiniment plus vaste.

Il s'agissait de faire admettre au monde que la guerre pouvait finir « sans qu'il y eût de vainqueur, ni de vaincu », et de lui faire croire que, si la guerre continuait, c'était « parce que la France avait soif de conquêtes ».

L'Allemagne priait sans cesse les nations neutres de demander aux Alliés quels « buts de guerre » ils se proposaient. « Vos buts de guerre ! Dites-nous vos buts de guerre ? » Peu à peu, cette expression *Kriegsziel*, forgée par les Allemands et répétée par eux avec une persistance systématique, déterminait partout une sorte d'obsession dont l'Allemagne triomphait secrètement.

A la fin, le gouvernement des Etats-Unis consentit à poser la question aux belligérants : « Quels sont vos buts de guerre et vos conditions de paix ? » Il ajoutait que, « en écoutant parler les adversaires, il était frappé par l'analogie de leurs déclarations générales ». M. de Bethmann-Hollweg avait osé, en effet, s'exprimer, sur la paix, de la même façon que les ministres de l'Entente et prétendre, comme eux, lui, l'homme au chiffon de papier, « qu'il défendait *les droits des petits peuples* » !

Et pourtant le gouvernement des États-Unis savait bien que l'Allemagne et l'Autriche avaient foulé aux pieds les droits de la Belgique et de la Serbie; que l'Allemagne avait commis les plus monstrueux attentats; qu'elle avait réduit au pire esclavage les jeunes filles, les femmes, les vieillards du nord et du nord-est de la France.

Le gouvernement suisse imita celui des États-Unis. Mais sa note eut, à l'endroit des Alliés, un étrange caractère de froideur. En leur conseillant de faire la paix, il n'eut pas un mot de blâme pour les envahisseurs et les bourreaux de la Belgique. Gouvernement d'un pays neutre, il faisait silence sur la violation de la neutralité Une seule chose semblait le préoccuper : son commerce entravé par la guerre qui se prolongeait. Au bout du compte, il témoignait la même amitié aux assassins qu'aux victimes. Quoi ! les petits-neveux de Guillaume Tell qui avait refusé de saluer le chapeau de Gessler, se seraient inclinés devant le casque à pointe de Guillaume II !

Et quel moment ces neutres choisissaient-ils pour nous presser de faire la paix à tout prix ? Le moment où la France commençait à être prête à faire la guerre, et où l'Angleterre allait mettre en ligne cinq millions d'hommes, tandis que l'Allemagne, ayant donné tout son effort, s'épuisait.

Aussi bien, en entendant demander ainsi : « Vos buts de guerre ? » à la France et à la Belgique, on croyait entendre demander à un passant attaqué par un bandit et se débattant pour échapper à l'agression : « Pourquoi vous battez-vous ? » Des « buts de guerre » l'Allemagne seule en avait !

Les Alliés, surmontant leur légitime indignation, répondirent par une note collective pleine de noblesse et de dignité. Leur but de guerre, puisque « but de guerre » il y avait, était de mettre l'agresseur hors d'état de recommencer une agression si criminelle.

Tous les honnêtes gens du monde applaudirent la réponse adressée au président Wilson par les peuples unis dans la lutte contre la barbarie. Réponse rayonnante de bonne foi et de confiance. Avec la plus absolue clarté, les Alliés indiquaient leurs conditions : restitution de l'Alsace et de la Lorraine, ainsi que des territoires conquis par la force ou contre le vœu des populations ; libération des Italiens, des Slaves, des Roumains, des Tchéco-Slaves, opprimés par l'Autriche-Hongrie; reconstitution de la Pologne. En face de l'Allemagne qui refusait de révéler ses buts ailleurs que dans une conférence, les Alliés apparaissaient, une fois de plus, comme l'incarnation de la loyauté.

Comme réplique, l'Allemagne adressa aux neutres une nouvelle note, pleine de grossières calomnies. Elle affirmait que la Belgique avait violé elle-même sa neutralité; que la Russie aspirait à s'annexer l'Empire ottoman; que l'Italie, en proie à la passion des conquêtes, voulait mettre la main sur une partie de l'Afrique.

La presse allemande et tous les services de propagande aux gages de l'Alle-



G. MALFROY pinx.

TORPILLAGE DE LA «LUSITANIA»

magne accumulaient contre les Alliés des accusations de toutes sortes, sans le moindre souci de la vraisemblance.

Ils répétèrent, pour la millième fois, avec la même indignation feinte, le ridicule récit d'un avion français bombardant Nuremberg et d'une automobile pleine d'officiers français pénétrant en territoire allemand, avant toute déclaration de guerre.

Vinrent, de la même source, l'annonce de nouvelles offensives formidables contre l'Italie, contre la Russie, voire contre la France : une armée de cinq cent mille Allemands devait sous peu arriver à Lyon en traversant la Suisse.

Au milieu de tous ces propos embrouillés à dessein, revenait, comme un leitmotiv, l'éloge du peuple allemand, pour qui la paix est l'idéal, et de Guillaume II, béni de ses sujets « puisqu'il est *der Friedenskaiser*, *l'Empereur de la Paix.* »

« L'Empereur de la paix » fait la guerre sous-marine à outrance.

Pour bien prouver à quel point il méritait ce beau titre, Guillaume II donna à ses sous-marins l'ordre « de torpiller, sans avertissement préalable, les bateaux quels qu'ils fussent, même neutres, rencontrés à moins de vingt milles des côtes d'Angleterre, de France et d'Italie, pour lesquelles le blocus était prononcé (1) ».

Là-dessus Mackensen s'écria : « Guerre sous-marine à outrance, et dans quatre mois l'Angleterre sera à nos genoux. » Le peuple allemand, enivré à la pensée que l'Angleterre allait mourir de faim, répondait par un cri d'enthousiasme.

Ce peuple était pacifique à la manière de Bernhardi et de Hindenburg : « Pour que la paix se rétablisse plus vite et à notre profit, faisons la guerre aussi cruelle que possible. »

C'était la seconde fois que l'Allemagne lançait la menace d'une guerre sous-marine à outrance. Mais, même avant la première menace, elle avait toujours fait sur mer tout le mal qu'elle avait pu. Jamais les Allemands n'avaient hésité à jeter équipages et passagers dans de frêles embarcations abandonnées aux flots, loin des côtes, dans la tempête. La plupart de ces naufragés étaient morts de faim, de soif ou de froid.

« Je torpillerai les navires-hôpitaux, déclarait l'Allemagne, parce que j'ai eu la preuve qu'ils étaient utilisés pour le transport des troupes et des munitions. » En vain les Alliés démontrèrent la fausseté de cette assertion. En vain, ils ajoutèrent : « D'après les conventions de la Haye, les belligérants ont toujours le droit de visiter les navires-hôpitaux. Voilà un sûr moyen de contrôle. L'Allemagne peut en user. »

— « A la menace allemande, que faut-il répondre ? s'écria M. Roosevelt, l'ancien président des États Unis. Rien ! Absolument rien ! Les États-Unis ne doivent pas plus répondre à l'Allemagne qu'un honnête homme ne répond au cambrioleur qui lui donne l'ordre de ne pas bouger pour s'enfuir avec le produit de son vol. En quoi consiste la politique mondiale de l'Allemagne sur les mers ? A assassiner des non-combattants, femmes et enfants compris. Si le président Wilson a, sur la liberté des mers, une idée plus juste, il commencera par protéger les non-combattants contre l'assassinat et agira tout de suite contre l'Allemagne. »

---

(1) Un seul port français fut déclaré libre : le port de Cette, parce qu'il servait au ravitaillement de la Suisse et, indirectement, au ravitaillement de l'Allemagne.

Les Etats-Unis contre l'Allemagne.

Bloquer avec des sous-marins, des milliers de kilomètres de côtes, c'était en vérité, une entreprise irréalisable. Mais la cruauté et la rapacité inouïe des pirates allemands pouvait s'y donner libre cours.

Le commandant d'un de nos bateaux de guerre nous disait : « J'ai recueilli à mon bord des pêcheurs dont un sous-marin venait de couler la barque et qui erraient à l'aventure sur un canot. Les Allemands avaient arraché à ces pêcheurs les pauvres anneaux d'or qu'ils portaient à leurs oreilles. »

Ainsi, suivant la parole de M. Roosevelt, le moderne Attila prétendait « étendre son fléau dans les mers comme dans les cieux. »



M. ROOSEVELT.

Le président Wilson finit par s'en émouvoir. L'ambassadeur des États-Unis en Allemagne fut rappelé.

L'Allemagne, dont la mauvaise foi devenait chaque jour plus criminelle, faisait l'union en Amérique comme elle l'avait faite en France et en Angleterre. Aussi bien, elle semblait s'être appliquée à se montrer aux États-Unis telle qu'elle est. Au moment même où elle multipliait à leur égard ses plus flatteuses protestations de dévouement, elle n'hésitait pas à offrir au Mexique une part du domaine appartenant aux États-Unis, pour que le Mexique s'alliât à elle. Mieux encore : elle tentait de faire entrer notre allié, le Japon, dans le complot. Les Japonais repoussèrent ces offres en déclarant : « C'est une abomination. » Le Mexique, de son côté, promit de ne rien entreprendre contre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Russie.

Quand le complot machiné par l'Allemagne fut révélé aux États-Unis par la Grande-Bretagne, un sursaut d'indignation les mit debout, en face de la nation de proie qui ne reculait ni devant les perfidies les plus abjectes, ni devant les plus monstrueux attentats. Le monde entendit le président Wilson affirmer qu'il n'avait jamais douté du côté où était le Droit et qu'il avait simplement voulu que l'opinion américaine fût éclairée par des faits évidents. Elle l'était.

Tout d'abord ces événements, malgré leur gravité inouïe, n'émurent pas l'Allemagne. Aveuglée par sa sanglante idée fixe, elle pensait. « A quoi bon chercher sur qui retombe la responsabilité de la guerre ! C'est la carte de guerre qui importe seule. La responsabilité de la guerre retombera nécessairement sur le vaincu, la guerre étant le jugement de Dieu. D'ailleurs, l'Allemagne peut-elle avoir jamais aucune responsabilité ? Elle est un peuple de maîtres (*Herrenvolk*). Ce sont les autres peuples qui ont une responsabilité envers elle. Croyez-nous sur parole. *Glaubt uns* »

Au milieu des protestations universelles, l'Allemagne trouvait, dans les résultats

de la guerre sous-marine, c'est-à-dire dans la joie de nuire, le ressort nécessaire pour accomplir certaines tâches dont elle ne paraissait plus capable : fabrication d'un matériel perfectionné surtout pour l'aviation de bombardement ; reconstitution des réserves destinées à remplacer sur le front les unités trop fatiguées ; levée en masse de civils, destinés à remplacer les militaires « dans tous les emplois qui n'exigent pas que l'on tue. »

Pour tous ces efforts de la dernière heure, le gouvernement de Berlin exploitait sans merci la Pologne dont il se vantait d'avoir fait un royaume indépendant.

Démission du général Lyautey, ministre de la Guerre. Ministère Ribot-Painlevé.

Les complicités diverses dont l'Allemagne disposait en France étaient connues de certains Français qui avaient consacré leur vie à l'étude de la politique allemande. Ils voyaient, avec une impatience croissante, l'ennemi tirer profit de ce qui s'était révélé de plus significatif aux séances secrètes de la Chambre.

Le général Lyautey, ministre de la Guerre, dans un discours prononcé à la tribune, crut devoir flétrir les indiscrétions si préjudiciables au pays. Interrompu avec violence, il quitta la tribune et donna sa démission.

A relire sa phrase qui a déchaîné le tumulte, on est tenté de penser qu'il en a dit à la fois trop et trop peu. Il jetait sur tous une si vague suspicion, alors qu'il semblait posséder des renseignements si précis sur quelques-uns ! Sa parole, dans l'improvisation, avait-elle mal traduit sa pensée? Nullement. Il restait toujours maître de sa parole. D'ailleurs son discours, depuis la première jusqu'à la dernière phrase, avait été écrit par lui, qui est un maître de la plume.

On a donc le droit de supposer que ce chef énergique, cet administrateur habile, ce patriote scrupuleux, a quitté le ministère à l'heure qu'il a jugée la plus opportune et de la façon qu'il a considérée comme la plus utile au pays.

Sa démission entraîna celle du président du Conseil, M. Briand, qui sentait sa majorité prête à lui échapper.

Sans retard, le général Lyautey alla reprendre, au Maroc, son poste de résident général, et le général Gouraud, qui l'y avait remplacé, alla reprendre son poste de commandement sur le front de Champagne.

La présidence du Conseil fut confiée à M. Ribot qui, au ministère des Finances, avait rendu de grands services par la confiance que le caractère inspirait. M. Painlevé, le mathématicien connu, passa du ministère de l'Instruction publique au ministère de la Guerre. Au ministère de la Marine demeurait l'amiral Lacaze.

Ce nouveau cabinet comptait quatorze ministres avec de nombreux sous-secrétaires d'État, tous pris dans le Parlement. On put croire que le mathématicien Painlevé avait fait ses calculs pour résoudre le problème de la stabilité ministérielle.

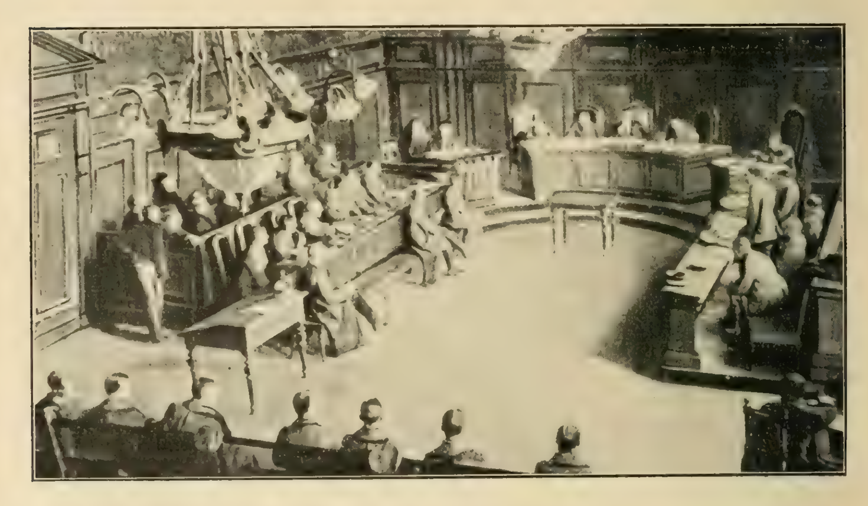
Défection de la Russie.

La France voyait avec plaisir M. Ribot à la tête du nouveau ministère, non pas seulement parce qu'il était l'homme des opérations financières heureuses dans les temps les plus durs, mais parce qu'il représentait l'alliance russe en son origine même. A une époque où la République française semblait condamnée à l'isolement,

il avait comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, noué, avec le Tsar, cette alliance sur laquelle, plus tard, devait se greffer l'amitié anglaise.

Tout à coup, la France apprit avec stupeur l'abdication du Tsar et la révolution russe.

L'aventure de Raspoutine avait contribué à enlever toute autorité à Nicolas II. Raspoutine, c'est-à-dire *le dévoyé*, de son vrai nom Grégoire Novych, fils de misérables paysans sibériens, après une enfance paresseuse et débauchée, prétendit avoir eu une vision : le saint thaumaturge Siméon lui aurait ordonné de s'enfermer, pendant deux ans, dans un monastère. Au sortir du monastère, il parcourut les sanctuaires fameux de Russie et acquit de l'ascendant sur les chefs du clergé. Il s'éleva bientôt jusqu'à la plus haute société et fut reçu chez l'Impératrice. Ses prophéties, ses



UNE SÉANCE DU CONSEIL DE GUERRE DES SOVIETS.

Photo Berthelomier.

pratiques bizarres et même ses brutalités le servaient. Il conduisait ses fidèles dans des établissements de bains où il appliquait au pied de la lettre le précepte évangélique : « Lavez-vous les uns les autres ». Dénoncé au Saint-Synode, il se défendit par un sophisme banal : « Je prouve ainsi mon empire sur moi-même. » Le tribunal ecclésiastique composé d'évêques l'acquitta.

Depuis 1913, ce faux moine s'était vendu à l'Allemagne. Depuis 1915, il avait écrit sur la porte de son cabinet : « Bureau de la paix ». Il se croyait au-dessus de toutes les lois. Dans une lettre, il se vantait d'avoir pour maîtresses la Tsarine et la fille aînée de la Tsarine. Cette lettre fut communiquée au gouvernement français. Mais le gouvernement français ne voulut pas user d'une telle arme, même contre un tel traître. Justice fut faite de lui par la vengeance d'un grand seigneur russe qui l'attira chez lui, le frappa mortellement et le jeta à la Néva.

Certes, les scandales et les troubles de Pétrograd avaient eu des échos en France. Mais pouvait-on croire qu'ils aboutiraient si vite à une si complète catastrophe ?

Le général Pau, qui avait accompli une si longue mission en Russie, avouait :

« Nous voyions l'agitation grandir. Pourtant, nous nous persuadions que le gouvernement russe durerait au moins jusqu'à la fin de la guerre. »

C'était ce que l'Allemagne ne voulait pas. On n'avait jamais vu autant d'Allemands à Pétersbourg que depuis que Pétersbourg s'était appelée Pétrograd. Les « Originaires d'Allemagne » s'y réunissaient en Congrès pour déclarer que désormais, ils discuteraient de leurs intérêts dans leur langue nationale. Pendant ce temps, les déserteurs circulaient gratuitement sur toutes les voies ferrées.

A ce propos, M. Gérard, ancien ambassadeur des États-Unis à Berlin, nous disait : « Dès le mois de juillet 1915, j'ai su que les Allemands choisissaient parmi les nombreux prisonniers russes des révolutionnaires ardents et leur remettaient de l'argent, de faux passeports, des papiers en règle, pour retourner en Russie et y fomenter la Révolution. »

A la cour de Russie, l'élément germanique était resté très puissant. Quand le Tsar alla au Caucase, les gens du pays, en voyant tant d'Allemands autour de lui, disaient : « Notre auguste maître a sans doute voulu nous montrer les prisonniers de marque que nos troupes ont faits. » La Tsarine entretenait une correspondance presque quotidienne avec son frère, le grand-duc de Hesse, et avec sa sœur, la femme du prince Henri de Prusse. Par tous les moyens, l'Allemagne a préparé, stimulé, étendu et précipité la Révolution dans le peuple et surtout dans l'armée russe. Les agitateurs les plus suivis étaient des agents allemands.



LÉNINE.
(Photo Manuel.)

Quant à la doctrine que la révolution russe prétendait appliquer, c'était le collectivisme poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences. Les mots : extrémistes, maximalistes, bolchevistes, ont au fond le même sens. Lénine est un disciple intransigeant, mais fidèle, de Karl Marx : il représente l'extrême gauche de la sociale démocratie.

Tout d'abord, les ouvriers, réunis en *Soviets*, c'est-à-dire en comités, avaient engagé l'action contre les forces de la police. Bientôt, aux soviets d'ouvriers se joignirent des soviets de soldats.

La Douma tenta de diriger le mouvement de façon à ne pas interrompre la vie de la nation. Elle constitua à Pétrograd un gouvernement qu'elle intitula « national ». Pour le maintien de l'ordre et l'exécution des décisions gouvernementales, elle demanda le concours des *Zemstvos*, conseils régionaux de propriétaires agricoles et de paysans.

Mais le *Soviet* central, en permanence en face de la Douma, n'admettait pas que sa révolution se terminât ainsi. D'ailleurs les agents de l'Allemagne exploitaient sans merci le succès dont ils avaient le droit d'être fiers.

A la Douma, qui déclarait sa volonté de continuer la guerre jusqu'à la victoire et qui tentait de réorganiser le commandement, le Soviet répondait en discutant sur « les buts de guerre ».

Lorsque le gouverneur militaire de Pétrograd, général Khabalov, ordonna à l'armée de rétablir l'ordre, les soldats répondirent : « Nous ne tirerons pas sur nos

frères qui demandent du pain. » Le régiment Volinski, qui faisait partie de la garde, arbora le premier le drapeau rouge. On envoya contre la caserne de Volinski le régiment Preobrajenski dont le chef est le Tsar. Avant de monter sur le trône, le Tsar portait l'uniforme de ce régiment. Les Préobrajenski firent cause commune avec les révolutionnaires.

Le Tsar, arrêté, fut transporté d'abord à Tsarskoïe-Selo, puis en Sibérie.

Les Alliés, dans l'espoir que le nouveau gouvernement russe resterait fidèle aux engagements de la Russie, n'hésitèrent pas à le reconnaître. Mais la révolution n'avait pas, en Russie, le caractère patriotique qu'ils lui attribuaient.

Dans toute l'armée russe, au matin du 1er mars, avait été distribué cet ordre du jour, imprimé en secret : « Désormais, les officiers seront élus par les soldats. Chaque régiment aura un comité, élu par les soldats, composé d'officiers et de soldats, qui réglera toutes les affaires concernant le régiment. »



KERENSKI.
(Photo Rol.)

D'autres ordres du jour encore plus précis suivirent coup sur coup. « Dans chaque compagnie, bataillon, régiment, dépôt, batterie, escadron, bureau d'administration, navire, un comité de délégués militaires sera élu. En même temps, les unités de l'armée enverront un délégué au Soviet. Les militaires doivent obéissance au Comité. Les Comités des bataillons doivent garder les armes en dépôt et, en aucun cas, ne les livrer aux officiers. L'obligation du salut est supprimée. Le tutoiement est interdit aux officiers. »

Cette « charte valable pour toute l'armée » fut promulguée, en mai, par Kerenski avec les articles suivants : « Droit de répandre oralement et par écrit des idées politiques et sociales. Droit au secret de la correspondance et à la lecture des journaux. Droit de s'habiller en civil, sauf sur le front. Droit de sortir librement en dehors des heures de service. Aucun militaire ne peut être puni sans être mis régulièrement en jugement. Abolition des punitions qui peuvent attenter à l'honneur et à la dignité ».

Ainsi, dès le premier jour, la révolution russe tombait dans l'erreur capitale que la Révolution française avait su éviter. En 1792, des « congrès militaires » ayant été formés dans les régiments par des soldats « affiliés à des sociétés », la discipline en avait paru ébranlée. Le 18 septembre 1792, au défilé de Grandpré, en Argonne, une panique faillit amener un désastre. Dumouriez, qui commandait en chef, rétablit l'ordre, arrêta les fuyards, fit raser les cheveux et les sourcils à une trentaine d'entre eux qu'il chassa de l'armée. Le surlendemain, 20 septembre, il remportait sur l'armée prussienne commandée par le duc de Brunswick, la victoire de Valmy. La Convention inscrivit dans la Constitution de 1793 cette formule admirable : « Nul corps armé ne peut délibérer. » Même pensée exprimée en Amérique par le libérateur Washington : « Dans une armée, le pouvoir absolu est de rigueur ».

Dans le premier gouvernement révolutionnaire russe, la majorité, qui pourtant voulait continuer la guerre, laissait l'armée se désorganiser. D'autre part, elle rencontrait une vive opposition chez les partisans de la « paix blanche ». Et toujours, autour du gouvernement, la propagande allemande redoublait d'efforts.

L'Amérique entre en lice.

En Russie, chez les ouvriers comme chez les soldats, l'anarchie se développa sans limite, dès le premier jour de la révolution.

Les journaux officieux de Berlin publiaient triomphalement cette proclamation des socialistes russes aux ouvriers : « Ne vous fiez pas aux promesses des bourgeois. Vous tenez dans vos mains le sort de l'armée. Soyez prêts à exécuter les ordres que vous donnera le Comité ouvrier. Nous réclamons l'ouverture immédiate des pourparlers de paix. »

Et les journaux officieux de Vienne concluaient : « Quel que soit le cours que prenne la révolution russe, la Russie n'existe plus comme facteur de guerre ».

Déjà les Empires centraux annonçaient que la Russie avait déchiré le pacte de Londres.

En France, le mot répugnant des agents allemands : « La Russie vous lâche » pénétrait jusqu'au cœur du peuple.

Par bonheur pour le Droit, dont la cause semblait compromise, l'impudence scélérate de l'Allemagne hâta l'entrée en lice des Etats-Unis. Le président Wilson prit une résolution qui l'honorera toujours dans l'histoire. Il réunit le Congrès de Washington et lui demanda de déclarer la guerre à l'Allemagne « qui violait toutes les lois de l'humanité ».

Il s'écriait en un très noble langage :

« Debout pour la justice et la liberté ! Comment hésiterions-nous à verser notre sang pour les principes mêmes d'où les Etats-Unis d'Amérique sont nés ? »

Par acclamation, le Congrès de Washington vota l'état de guerre. Quant au peuple américain, il allait répéter d'une commune voix, sous la foi du serment, la parole de son glorieux président, Lincoln :

« Les Etats-Unis d'Amérique ne tirent l'épée du fourreau que pour la justice et ne la remettent au fourreau que dans la victoire. »

Ce mouvement sublime eut sa répercussion dans tout le nouveau monde. Il devait peu à peu entraîner l'Amérique du Sud.

Le 6 avril 1917, M. Poincaré, président de la République, remercia par un télégramme, les États-Unis, au nom de la France. Tous les vrais Français se félicitaient de l'intervention américaine, sachant bien que, si cette intervention avait, pour cause occasionnelle, la barbarie déployée par l'Allemagne, elle avait, pour cause efficiente, les sentiments inspirés par les victoires françaises de la Marne, de l'Yser, de Verdun.

A la question de M. Wilson sur « les buts de guerre », le gouvernement français avait répondu si loyalement : « Il ne peut pas y avoir de paix juste et solide, sans réparations pour le passé et sans garantie pour l'avenir. »

En même temps, le Président de la République avait communiqué au peuple américain ce commentaire de la réponse française :

« Pour que les ententes internationales telles que la *Société des Nations* à laquelle aspire M. Wilson, puissent produire plus tard leur effet bienfaisant, il faut commencer par restaurer les droits et par prémunir l'Europe contre une paix qui contiendrait le germe de nouveaux attentats. Nous avons parlé de la restitution des provinces arrachées par la force, contre le gré des populations. Pendant quarante-quatre ans, la France a étouffé la douleur que lui causaient ses anciennes blessures. Quelque cuisant regret qu'elle en eût éprouvé, la France n'aurait jamais voulu faire une

guerre de revanche. Elle savait trop, hélas ! ce qu'une guerre coûterait à l'humanité. Elle s'est montrée patiente et résignée. Elle a supporté des provocations comme celles de Tanger, d'Agadir, et beaucoup d'autres. Mais aujourd'hui que, sans motifs, on lui a déclaré la guerre, aujourd'hui que son sang a coulé par la faute d'autrui, comment pourrait-elle ne pas élever une revendication fondée sur le Droit ? »

Ainsi, les États-Unis, en venant combattre aux côtés de la France, savaient parfaitement que la France ne cesserait la lutte que le jour où elle aurait obtenu, non seulement des réparations et des garanties, mais la restitution de ses deux provinces.

Recul allemand sur le front franco-britannique.

Les Alliés avaient achevé, en France, sur leur front, d'extraordinaires travaux. Par eux, tout était préparé, en vue d'une offensive, avec une méthode et des moyens



VERGERS DÉVASTÉS PAR LES ALLEMANDS PENDANT LEUR RETRAITE.
(Section photographique de l'armée.)

aussi parfaits que possible. Partout se trouvait en place une artillerie excellente, qu'alimentaient d'énormes réserves de projectiles. Pour le tir de leur artillerie comme pour l'assaut de leur infanterie, étaient gravées des cartes où l'adversaire put voir les chefs-d'œuvre du genre.

Il n'y avait plus qu'à choisir pour l'attaque un moment favorable.





Général ANTHOINE

Ce fut alors que l'ennemi, dans un secret très soigneusement gardé, évacua le terrain que les Alliés menaçaient le plus.

Recul brusqué, qui correspondait à l'attaque brusquée du début de la guerre.

Notre préparation, avec ses travaux, ses installations de pièces, ses montagnes de projectiles, ses cartes si parfaites, trouvait devant elle le vide.

L'ennemi, par un repli dissimulé, s'était réfugié derrière une nouvelle ligne, tracée à loisir, choisie avec soin, fortifiée en toute son étendue, et qui allait depuis Arras jusqu'à Vailly, par Saint-Quentin et La Fère.



DÉPART DES DÉPORTÉS. — MUSÉE DES ATROCITÉS ALLEMANDES.
(Photo Meurisse.)

A sa ligne nouvelle, il donnait le nom du chef à qui il attribuait l'idée de « la retraite élastique »: Hindenburg. De là, il espérait rebondir jusqu'à Paris.

Aux fortifications de cette ligne, Ludendorff avait employé des milliers de travailleurs. Pour la défendre, il exerçait des divisions de reserve, dans des camps de concentration, et faisait venir, par convois, tout ce que l'Allemagne pouvait lui fournir comme ressources de guerre.

Quand nos troupes pénétrèrent dans la zone profonde de quinze kilomètres que l'ennemi avait évacuée, elles eurent un frémissement d'horreur. Jamais dévastation plus systématique, plus opiniâtre, plus féroce, n'avait soulevé l'indignation du genre humain.

Non seulement l'Allemagne avait détruit les ponts, les travaux d'art, les routes, les canaux, mais, avec un acharnement encore pire, elle avait abattu, brisé, anéanti, les maisons, les églises, les monuments.

Ce qui semblait particulièrement odieux, c'était le massacre des arbres. Dans les vergers, comme sur les routes ou au milieu des champs, tous les arbres étaient coupés à un mètre du sol : leurs innombrables cadavres s'étendaient en tous sens, retenus parfois au tronc par un lambeau d'écorce.

On apprenait en même temps que l'ennemi avait emmené, par troupeaux, des femmes, des jeunes filles. Rien de pareil ne s'était vu depuis les Vandales et les Huns.

Pourtant, suivant la tradition française, les plus sombres tableaux s'éclairaient parfois des rayons les plus purs. Avant de quitter Noyon, les Allemands avaient enlevé quinze jeunes filles. Un officier prussien s'avança vers elles et

leur déclara : « Mesdemoiselles, vous allez être emmenées en Allemagne. Si vous travaillez bien, il ne vous sera fait aucun mal. Mais si vous n'êtes pas soumises en tout à l'Allemagne, vous serez fusillées. » A ces mots, l'officier s'arrêta, attendant l'effet de sa menace. Des quinze poitrines françaises jaillit un seul cri, tout spontané : « Vive la France ! »

Dans tous les territoires qu'il quittait, l'ennemi avait rétabli l'esclavage. En Belgique et en France, les chefs allemands faisait enlever, avec les jeunes filles et les femmes, de jeunes garçons et des vieillards, qu'ils contraignaient aux plus rudes et aux plus humiliants travaux. Des milliers de citoyens, ouvriers, cultivateurs, étaient déportés en Allemagne ou internés dans des usines et dans des exploitations agricoles. Là, ils remplaçaient les ouvriers allemands envoyés comme soldats sur le front. Ces malheureux Français furent forcés, sous peine de mort, d'aider l'ennemi à dévaster leur propre pays.



DANS LES RUINES DU CHATEAU DE COUCY.
(Photo Meurisse.)

L'Allemagne ne nia pas ses crimes. Elle essaya seulement d'en masquer l'horreur. A l'en croire, ses esclaves n'étaient pas trop mal traités : « Ils pouvaient envoyer, chaque semaine, une carte postale à leurs proches parents séjournant dans la commune où eux-mêmes étaient domiciliés. Leur salaire s'élevait à trente pfennigs par jour, et leur pension était bonne. » Impudence germanique, tellement grossière qu'elle paraît un défi à toute humanité. La « bonne pension », c'était de la bouillie de betteraves ; le bon salaire, c'était sept sous et demi par jour ; les bons traitements, c'était le camp de concentration d'où l'on ne pouvait envoyer que des cartes postales insignifiantes. En somme, ce régime, c'était celui des prisonniers de guerre imposé à des civils. Une fois de plus, l'Allemagne foulait aux pieds le droit des gens.

Les troupes britanniques s'élancèrent à la poursuite des Barbares.

Du même élan, nos trois armées commandées par le général Franchet d'Esperey allèrent occuper les ruines de Roye, de Lassigny, de Noyon.

Bientôt, entre l'Oise et Soissons tout l'espace fut à nous. Chaque jour, la France apprenait la libération d'une de ses villes.

Rivalisant d'ardeur avec nous, les troupes britanniques délivraient Bapaume, Péronne, Chaulnes, Nesles, avec soixante-trois villages.

Pour le 27 mars, elles étaient arrivées près de Cambrai, près de Saint-Quentin. De notre côté, nous approchions, nous aussi, de Saint-Quentin. Et, par le Nord-Est,

nous marchions vers La Fère, vers Saint-Gobain. Après avoir franchi l'Ailette et livré de violents combats, nous occupions la basse forêt de Coucy.

A Coucy, un spectacle inouï nous était réservé. L'ennemi avait essayé de faire périr les ruines grandioses du vieux donjon. Il aurait voulu abolir complètement une des plus fières images de la vieille France.

Notre grande offensive de mars et d'avril 1917.

A mesure que les Alliés approchaient de la grande ligne Hindenburg, les combats devenaient plus nombreux et plus sanglants.

Pour jeter le trouble chez nous, l'ennemi eut recours à l'un de ses procédés habituels. Il bombarda Reims, maison par maison, usine par usine, et s'acharna sur la Cathédrale, le Parthénon chrétien.

Au nord de Reims, près de Berry-au-Bac, à Sapigneul, le 4 avril, il lança une forte attaque qu'il annonça immédiatement comme un éclatant succès.

En même temps et avec le même éclat, il annonçait un succès sur le front russe : la prise d'une tête de pont, sur le Stokhod, à Toboly.

A de tels défis, les Alliés, conscients de leurs forces nouvelles, décidèrent de répondre de la bonne façon : par une offensive d'ensemble sur tous les fronts.

Bien entendu, cette offensive devait être particulièrement énergique sur le front français, lequel, dans la Guerre du Droit, est toujours resté le front principal, c'est-à-dire, suivant l'expression du général Foch, « le front décisif ».

D'ailleurs, l'offensive générale avait été décidée à la fin de l'année précédente, dans une conférence tenue à Chantilly sous la présidence du général Joffre, et à laquelle assistaient les généraux Douglas Haig et Robertson, ainsi que les représentants des autres armées alliées. Tous s'étaient mis d'accord sur les points capitaux. L'année 1917 devrait être l'année de la paix glorieuse. Pour faire tomber les armes des mains allemandes, il était nécessaire de substituer à la méthode « de la Somme », trop lente et plus tactique que stratégique, une offensive à longue portée, tendant non pas seulement au recul, mais à la retraite de l'ennemi.

A nos commandants de groupes d'armées, le général Joffre avait adressé, le 27 novembre 1916, une lettre où il leur indiquait le vaste plan auquel ils collaboreraient :

« J'ai décidé de poursuivre la recherche de la rupture du dispositif ennemi par une offensive d'ensemble exécutée entre la Somme et l'Oise, dans le même temps que les armées britanniques exécuteront une opération semblable entre Bapaume et Vimy. Cette offensive sera tenue prête pour le 1er février 1917. La date exacte en sera fixée d'après la situation militaire générale des Alliés. Le G. A. C. (groupe d'armées du Centre) (1) participera à l'offensive projetée par une opération exécutée sur le front de la Ve armée. Cette opération aura pour but, soit de coopérer à l'exploitation d'un succès complet des armées du G. A. N. (groupe d'armées du Nord), soit de chercher, elle-même la rupture du dispositif ennemi, dans le cas où ces mêmes armées, après des succès marqués, se trouveraient immobilisées ou ralenties par l'ennemi. Elle profitera, dans les deux cas, de l'amoindrissement des forces adverses résultant des prélèvements de toutes armes et de munitions que l'ennemi devra faire sur son

---

(1) La Ve armée tenait alors le front de Soissons à la Pompelle, à l'est de Reims.

front, comme en 1916, pour faire face aux attaques du G. A. N. et des armées britanniques. L'opération de la Ve armée sera donc postérieure d'au moins quinze jours à celle du G. A. N. Il est évidemment désirable, pour améliorer sa préparation, que l'exécution n'ait pas lieu à une date très rapprochée. Mais la situation générale pouvant amener le G. A. N. à attaquer le 1er février, la Ve armée doit envisager l'éventualité d'entrer en opérations à partir du 20 février ; elle doit activer en conséquence l'exécution des travaux de toute nature. »

Le 16 décembre 1916, le général Nivelle, qui avait remplacé le général Joffre au commandement suprême, envoyait aux mêmes commandants une lettre conçue dans le même esprit :

« Les attaques doivent être effectuées sur un front aussi large que possible, afin d'enlever a l'ennemi la possibilité de concentrer ses feux et de contrarier le jeu



VIMY. — GROUPE D'ALLEMANDS SORTANT DES TRANCHÉES POUR SE CONSTITUER PRISONNIERS. (Photo Rol.)

des éléments réserves. La continuité du front d'attaque doit toujours être réalisée en ce qui concerne la préparation d'artillerie. Les attaques viseront l'enlèvement de la ligne d'artillerie ennemie, afin de désorganiser la défense par la prise de ses canons. A cet effet, l'artillerie, contre-batterie et destruction, devra être poussée le plus avant possible et effectuer la préparation non pas seulement sur la première position ennemie, mais sur toutes les positions sur lesquelles elle peut agir. Les attaques à conduire au cours des opérations se succéderont dans le plus bref délai. »

Dans l'armée française, on se rappelait avec quelle maîtrise le général Nivelle avait contenu l'offensive allemande, près de Crouy, en 1915, et dirigé notre contre-offensive, près de Verdun, en 1916.

L'action commença, à l'est d'Arras, le 9 avril, à 6 heures du matin.

C'était le lundi de Pâques. Tout d'abord nos alliés britanniques, après un tir d'artillerie et des combats d'avions où se manifestait sans conteste une double supériorité, attaquèrent depuis Hénin jusqu'à Givenchy, sur un front de vingt kilomètres. Leur élan superbe les rendit, dès le premier jour, maitres des lignes ennemies, sur une profondeur variant de trois à six kilomètres.

De cette victoire, les Canadiens avaient leur large part. Ils s'étaient emparés de la crête de Vimy, qui constituait le meilleur point d'appui pour la ligne Hindenburg à son extrémité nord. Etablis là si vaillamment, ils refoulèrent les retours offensifs d'un ennemi qui n'épargnait rien pour reprendre une position si importante.

Les jours suivants, les troupes britanniques continuèrent avec ardeur leur avance qui débutait si magnifiquement. Au même moment, elles réalisaient aussi de très beaux progrès vers Saint-Quentin.

Pour le 13 avril, elles avaient capturé 13000 hommes, 166 canons, 250 mitrailleuses, 84 mortiers de tranchées.

Le 14, elles s'emparèrent de Liévin et poursuivirent leur marche vers Lens. Le lendemain, elles durent soutenir une contre-attaque singulièrement puissante par l'armement et le nombre. Près de la route de Bapaume à Cambrai, vers le soir elles virent le champ de bataille couvert de morts allemands, 1 000 au moins, et firent 500 prisonniers.

Ce fut alors aux troupes françaises de prendre l'offensive. D'après le plan concerté entre les Alliés, le général Nivelle donna le signal de l'attaque, le lundi 16 avril, à 6 heures du matin. Entre Soissons et Reims, après une préparation d'artillerie qu'il jugea suffisante, l'assaut commença sur un front de 40 kilomètres.

Préparation de l'attaque.

L'ordre de bataille énumère ainsi les corps d'armée et divisions :

GROUPE D'ARMÉES DE RÉSERVE : GÉNÉRAL MICHELER. — *Ire Armée : général Mazel.* 1er corps d'armée, général Muteau : 1re division d'infanterie, général Grégoire ; 2e D. I., général Guignabaudet; 51e D. I., général Boulangé; 162e D. I., général Rauscher. 5e corps d'armée, général Baucheron de Boissoudy : 9e D. I., général Gade ; 10e D. I., général Vaillant; 125e D. I., général Diebold; 7e corps d'armée, général de Bazelaire : 14e D. I., général Philipot; 37e D. I., général Garnier-Duplessis ; 41e D. I., général Mignot. 9e corps d'armée, sous les ordres du général Niessel : 17e D. I., général Lancienon ; 18e D. I., général Dillemann; 152e D. I., général Andrieu. 32e corps d'armée, général Passaga : 40e D. I., général Bernard ; 42e D. I., général Deville ; 69e D. I., général Monroë, dit Roë; 155e D. I. 38e corps d'armée général Piarron de Mondésir : 151e D. I., général Lanquetot ; 66e D. I., général Lacapelle ;89e D. I., général Baquet ; 6e D. I., général Mesple.

VIe Armée : général Mangin. — 1er corps d'armée colonial, général Berdoulat : 2e division d'infanterie coloniale, général Sadorge ; 3e D. I. C., général Puyperoux. 2e corps d'armée coloniale, général Blondat : 10e D. I. C., général Marchand ; 15e D. I. C., général Guérin ; 38e D. I., général de Salins. 6e corps d'armée, général de Mitry : 12e D. I., général Brissaud-Desmaillet; 56e D. I., général Hellot ; 127e D. I., général d'Anselme ; 166e D. I., général Cabaud. 11e corps d'armée, général de Maud'huy : 21e D. I., général Dauvin; 22e D. I., général Bouysson ; 133e D. I., général Valentin ; 168e D. I., général Magnan. 20e corps d'armée, général Mazillier : 11e D. I., général Vuillemot ; 39e D. I., général Massenet ; 153e D. I., général Pellé. 97e division de tanks, général Lejaille ; 5e division de cavalerie, général Brecard; 158e division d'infanterie, général Priou.

Xe Armée : général Duchêne. — 2e corps d'armée, général de Cadoudal : 3e division d'infanterie, général de Bourgon ; 4e D. I., général Pentel ; 46e D. I., général Gratier. 3e corps d'armée, général Lebrun : 5e D. I., général de Roig-Bourdeville; 6e D. I., général de Barescut ; 47e D. I., général de Pouydraguin. 18e corps d'armée, général

Hirschauer : 35e D. I., général Bonet ; 36e D. I., général Paquette ; 154e D. I., général Breton. 1er corps de cavalerie, général Feraud : 1re division de cavalerie, général Robillot ; 3e D. C., général de Boissieu. 2e corps de cavalerie, général de Buyer, 2e D. C., général Varin ; 4e D. C., général Prax.

A ces divisions offensives du G. A. R. (groupe d'armées de réserve), s'ajoutaient les 17 divisions de la IVe armée, sous les ordres du général Anthoine, laissées sous le commandement supérieur du général Pétain, chef du G. A. C. (groupe d'armées du Centre).

IVe Armée, général Anthoine. — 8e corps d'armée, général Hély d'Oissel : 16e D. I., général Le Gallais ; 34e D. I., général de Lobit ; 128e D. I., général Riberpray ;



CRAONNE AVANT L'OCCUPATION ALLEMANDE.
(Photo Meurisse.)

169e D. I., général Sérant. 10e corps d'armée, général Vandenberg : 19e D. I., général Gamelin ; 20e D. I., général Hennocque ; 131e D. I., général Brulard. 12e corps d'armée, général Nourrisson : 23e D. I., général Bonfait ; 24e D. I., général Mordacq ; 60e D. I., général Patey. 17e corps d'armée, général Dumas : 33e D. I., général Bon ; 45e D. I., général Naulin ; général Degoutte D. I., général Arbanère ; 74e D. I., général de Lardemelle ; 55e D. I., général Mangin ; 132e D. I., général Huguenot.

Jamais offensive n'avait inspiré de si larges et si ardentes espérances à la France. Une confiance sans réserve entraînait l'armée. Des officiers aux soldats, circulait un souffle de foi héroïque. La victoire semblait déjà étinceler dans tous les yeux. Plus d'un officier, pourtant très expérimenté, voire d'ordinaire un peu sceptique, renvoyait à sa famille sa malle, avec ces menus objets qui sont les grands souvenirs de la guerre. Que pensa la famille en ouvrant la malle ? Étaient-ce donc les souvenirs d'un mort ? Nullement. Si l'officier avait renvoyé sa malle, c'était parce qu'elle l'eût gêné dans la prodigieuse marche en avant où il s'engageait d'un pas si alerte et d'un cœur si allègre. Où comptait-il donc aller ainsi, « la valise à la main », selon le mot qui, avec un sourire, passait de bouche en bouche ? Où ? Il ne le savait

pas Mais il était sûr que c'était à la victoire. La Meuse d'abord, la Moselle ensuite, le Rhin toujours.

Sans doute, dans certaines âmes, il y avait parfois quelque moment, sinon d'angoisse, du moins de doute. A la veille de l'offensive, celui qui écrit ces lignes, monté en avion avec un de nos meilleurs officiers, l'entendait lui crier à l'oreille : — « Vous allez donc rentrer à Laon, rentrer à Coucy-le-Château, rentrer à Saint-Amand. Qu'est-ce que vous nous écrirez de nouveau là-dessus, demain ? » En vérité, Laon était bien près de nos lignes. Mais entre Laon et nos lignes, on dis-



CRAONNE APRÈS LE BOMBARDEMENT.

(Photo Polak.)

tinguait de formidables lignes allemandes. Ces lignes allemandes seraient-elles suffisamment bouleversées par notre artillerie ? L'ennemi n'avait-il pas des réserves imprévues pour rompre l'élan de nos troupes après nos premières victoires ? Pourtant, l'idée même de ces premières victoires que nous allions remporter, et de la force nouvelle qu'elles communiqueraient aux vainqueurs pour de nouvelles avances toujours plus efficaces, cette idée seule faisait rejeter l'angoisse comme une défaillance et le doute comme un blasphème.

Du premier coup, nos troupes s'emparèrent de la première ligne ennemie, depuis Soissons jusqu'aux positions voisines de Craonne. Avec une fougue non moins admirable, elles enlevèrent la seconde ligne, à l'est de Craonne, dans la direction de Juvincourt. En même temps, nous réalisions une importante avance entre Reims et Berry-au-Bac, en faisant près de 11 000 prisonniers.

A la vérité, jamais lutte n'avait été plus difficile. Il était trop évident que l'ennemi connaissait jusque dans les minutes et les détails des opérations, le plan de l'attaque que nous dirigions contre lui.

Ce plan lui avait été révélé par une communication sur les attaques au nord-ouest de Reims, trouvée à Sapigneul, dans la poche d'un sous-officier tué. Cette communication ne concernait pas seulement le bataillon et le régiment du mort, mais le corps d'armée destiné à être engagé dans la région Sapigneul-Brimont.

Le général Mazel, informé de ce fait si grave, en avertit le Grand Quartier Général comme le prouve la note suivante datée du 11 avril :

« Malgré les prescriptions formelles, interdisant d'emporter des documents secrets en première ligne, un chef de bataillon a remis à ses commandants d'unités de première ligne un plan d'engagement comprenant : la mission du corps d'armée et des corps d'armée voisins, c'est-à-dire de presque toute l'armée ; la manœuvre à exécuter par la division et les divisions voisines. Le général commandant en chef a infligé au général de division un blâme sévère qui sera mentionné à son dossier personnel. L'attention de tous est appelée sur la gravité de cette faute qui, pouvant dévoiler à temps à l'adversaire les grandes lignes de nos attaques, risque de les faire échouer. »

Malgré tout, notre attaque ne fut ni ajournée, ni modifiée. On ne crut pas pouvoir renoncer à une action où l'armée anglaise était engagée depuis une semaine. D'ailleurs, la France entière partageait le sentiment que M. Briand exprimait ainsi : « L'ennemi s'épuise. Notre armée est dans un état superbe. Elle regorge de munitions. Des milliers de canons sont en ligne. Nous sommes prêts à l'offensive. Ce qu'il faut craindre, c'est uniquement un nouveau recul de l'ennemi. »

Tout d'abord, la résistance de l'ennemi fut vaine et ses contre-attaques n'eurent pour résultat que de décimer ses unités les plus redoutables.

Le 17, à l'est de Reims, sur un front de 15 kilomètres, nous enlevions la première ligne, avec le village d'Auberive et 2 000 prisonniers.

Le lendemain, nouveaux progrès, sur le front d'Auberive à Soissons. Nous nous emparions, sur l'Aisne, de la tête de pont de Vailly, si longtemps disputée, et nous libérions neuf villages.

Pendant toute la journée, redoublèrent de violence la pluie et le vent glacial qui faisaient de ce printemps un retour offensif de l'hiver.

Notre avance devenait de plus en plus pénible. D'autre part, l'ennemi avait fait venir ses meilleures divisions de réserve et les poussait en masses contre nous, pour nous arrêter à tout prix. Cependant, nous augmentions encore le nombre de nos prisonniers. Dans les trois premiers jours, nous en avions eu 17 000 avec 75 canons. Pour le 29 avril, nous en eûmes 21 000 avec 175 canons.

En même temps, les troupes britanniques continuaient leurs progrès sur les deux rives de la Scarpe et sur la route de Bapaume à Cambrai. Au-dessus de leurs têtes, leurs avions remportaient des victoires sans précédent. Elles attaquèrent avec plus d'énergie encore, du 27 au 30 avril, au sud et au nord de la Scarpe, occupèrent Arleux-en-Gohelle et poussèrent jusqu'à Oppy, en faisant plusieurs milliers de prisonniers.

A peu près au même moment, les troupes françaises attaquèrent en Champagne. Pour le 30 avril, elles réalisèrent des progrès importants, à l'est et à l'ouest du mont Cornillet, en faisant près de 600 prisonniers.

Tant d'hommes et de canons enlevés à l'ennemi ; une si large part du territoire français délivré ; de si importantes positions acquises à nos troupes pour de nouvelles avances, n'était-ce pas une victoire ? Mais les pertes que cette victoire avait coûtées se trouvaient-elles compensées par les avantages qu'elle pouvait promettre ? A cette question que se posait la conscience française, la propagande allemande lança tout de suite mille réponses préparées d'avance, humiliantes, déprimantes, affolantes, et que répéta maint écho français. Rançon abominable de trop vastes et trop brillants espoirs !



LES ALLEMANDS CHASSÉS DE LA LIGNE HINDENBURG (près de St-Quentin), par CH. BAUDE

Situation de l'ennemi pendant notre offensive.

Au début du printemps de 1917, les espoirs de l'ennemi n'avaient été ni vastes, ni brillants. A tout homme de guerre que n'aveuglait pas l'orgueil le plus épais, la campagne de 1917 apparaissait sans issue militaire pour l'Allemagne.

Au reste, le gouvernement allemand comptait presque exclusivement sur la guerre sous-marine à outrance et sur la « carte de guerre » pour gagner « la paix blanche ». Il avait vu la France combler les vides de son armée par un fort recrutement colonial; la Grande-Bretagne tirer bon parti du service obligatoire qu'elle-même avait, jusqu'alors, jugé impossible ; la Roumanie, malgré ses revers, conserver une armée assez bien disciplinée et que les dévoués instructeurs français allaient, fraternellement, exercer à la guerre sans pareille ; la Grèce, rendue à la cause de la justice, appuyer de quelques troupes notre front de Salonique; les États-Unis ravitailler les armées de l'Entente, en attendant qu'ils fissent cause commune avec elles.

En Allemagne, au contraire, les usines soutenaient difficilement la lutte; les troupes levées, en Pologne, ne donnaient pas ce qu'on en avait espéré, et les treize divisions de création récente n'ajoutaient aucune force à l'armée, puisque, en réalité, elles étaient empruntées à l'armée même.

Les Alliés allaient attaquer. Aussi, Hindenburg et Ludendorff avaient-ils fait consolider, par des milliers d'ouvriers, prisonniers de guerre, civils des régions occupées, la ligne de repli d'Arras à Vailly par Saint-Quentin et la Fère. Aux divisions de réserve, Ludendorff faisait apprendre le combat défensif, dans des camps d'instruction disposés pour cet enseignement spécial. Il répétait sans hésiter cette formule catégorique : « L'Allemagne doit, pour un temps, recevoir les coups sans les rendre. »

On sait de quelle façon monstrueusement lâche et féroce s'est manifesté cet étrange stoïcisme germanique.

Ludendorff, en repliant l'armée allemande, détruisit sur le territoire français tout ce qui vivait ou faisait vivre: voies ferrées, canaux, routes, ouvrages d'art, maisons, arbres. A l'heure où nous écrivons (avril 1920) d'innombrables arbres, particulièrement des arbres fruitiers, jonchent encore le sol de leurs cadavres. « Nous nous sommes appliqués, déclarait Ludendorff, à enlever aux Français et aux Anglais tout ce qui les eût aidés à se faire un abri, à s'organiser un dépôt, à se construire un atelier, à s'aménager un parc, à se créer une base d'attaque. Mieux encore ! Nous avons retardé autant que possible leur ravitaillement, même par automobiles et par chevaux. C'est la guerre. »

Ainsi donc, en 1917, les Allemands, après avoir empoisonné les puits en Picardie, criaient : « C'est la guerre », comme ils l'avaient crié, en 1914, après avoir fait brûler vives des femmes à Gerbéviller!

Ce repli si bien machiné améliore sensiblement la situation pour l'Allemagne. Ludendorff sent qu'il peut tenir.

A l'extérieur, l'entrée des Anglais à Bagdad a été un coup, ou, plus exactement, un soufflet, chose moins grave pour un Allemand. Enver-pacha promet de reprendre cette ville si l'Allemagne lui envoie un corps d'armée. Ce misérable aventurier a toutes les prétentions. Le Grand État-Major allemand estime que c'est une entreprise à longue échéancce, et qu'il suffira de lui envoyer quelques bataillons avec un général connu. Falkenhayn ne semble-t-il pas désigné en cette affaire ? Sans

doute. l'Allemagne n'a pas trop de tous ses soldats pour les fronts d'Europe. Mais le plaisir de mettre l'Angleterre dans l'embarras vaut bien quelques bataillons et un Falkenhayn par-dessus le marché. D'ailleurs, sur le front italien, rien ne s'agite plus. En Macédoine, les troupes allemandes ont enrayé les dernières attaques.

Et en Russie, tout va au mieux des intérêts allemands.

Mieux que personne le sait Ludendorff. Rappelons ici que, comme premier quartier-maître général des armées allemandes, il a, sous ses ordres, non pas seulement l'État-Major, mais « la propagande ». Or, par « propagande », l'Allemagne entend n'importe quelle action à exercer en faveur de l'Allemagne. Propagande, l'espionnage, la pression ou la menace. Propagande, les documents recueillis sur la marche des bateaux de l'Entente, attendus par les sous-marins. Propagande, les petits détonateurs à mouvement d'horlogerie, glissés dans la cale des paquebots. Propagande, l'installation des dépôts de pétrole sur les côtes. Propagande, le concours prêté à la contrebande de guerre. Propagande surtout, l'achat des journaux et des consciences, l'organisation des troubles et des révolutions. La révolution russe demeurera le chef-d'œuvre de la propagande allemande.



UNE TRANCHÉE ALLEMANDE DÉMOLIE AU CHEMIN DES DAMES.
(Photo Polak.)

Pour Ludendorff, il y a un point noir à l'horizon: la déclaration de guerre des Etats-Unis. Mais, entre cette menace et l'Allemagne, s'étend tout l'Océan. Et les États-Unis n'ont rien de militaire. L'Allemagne peut les mépriser à cœur joie.

Reste l'offensive franco-britannique. Toutes les précautions sont prises contre elle.

Le hasard a voulu que l'État-Major allemand en connût d'avance l'essentiel, pour ainsi dire officiellement.

Ludendorff ne néglige rien pour parer le coup ainsi annoncé Par ses espions il se rend compte des préparatifs sur le front britanique : création de routes, accumulation de projectiles, formation de parcs. Il constate donc que rien n'est changé dans les résolutions des Alliés. Aussi écoute-t-il, avec un sourire, certaines nouvelles, dont il devine la source, insinuant que la grande offensive française va se déclencher en Lorraine et dans la Haute-Alsace. Le front allemand s'étant raccourci par le repli dévastateur, il peut sans inconvénient en extraire une armée qu'il établit, à gauche et à droite de Reims, en solide

réserve. Partout où il y aura danger, il placera les vieilles troupes qu'il a reçues de Roumanie, et qui ont l'expérience de la guerre en même temps que la chaleur de la victoire. Il rappelle de Russie les divisions passables qui s'y trouvent encore et il y renvoie les divisions récemment formées, encore trop médiocres pour le combat. Sur son ordre, les camps d'instruction défensive redoublent de zèle. Leur principal thème est ainsi conçu : *Contre un adversaire qui a forcé les lignes et enlevé les positions, intervenir aussi promptement que possible en partant de l'arrière.* Comme les ouvriers de la ligne Hindenburg ont complètement achevé leur travail, il leur fait construire de doubles retranchements à tous les endroits où l'offensive française doit se porter. Enfin, dans



LE CHEMIN DES DAMES. (Photo Meurisse.)

un effort de propagande tout nouveau, il envoie, par la Suisse, aux agents allemands habitant la France, la date des jours où ils devront annoncer partout l'échec de l'offensive française « et que la prolonger se ait pure barbarie ».

Malgré tant de précaution, il y eut aussi, pour l'Allemagne, des déceptions imprévues. Devant Arras, le 9 avril, les divisions d'intervention furent refoulées et décimées. Ludendorff avoue que, ce jour-là, il douta de sa méthode. Mais, après avoir questionné les principaux survivants, il découvre avec fierté que la faute venait, non du drame, mais des acteurs. Désormais, les rôles furent mieux tenus.

Vers le milieu de mai, l'armée allemande, après la bataille de Vimy, refoulée à dix kilomètres en arrière, finit par arrêter les Anglais.

Puis ce fut l'attaque des Français, le 16 avril, sur le Chemin des Dames et sur la basse Vesle. L'armée allemande, après avoir abandonné le saillant de Vailly, se cramponna sur les pentes de l'Aisne.

Sur la Vesle, la méthode de Ludendorff eut son succès le plus significatif. Les Français, bien qu'ayant presque entièrement enlevé les positions allemandes, furent forcés de battre en retraite.

Le 17 et le 19, Ludendorff avoua un nouvel échec. Il ne put faire reprendre

les positions si importantes de Moronvilliers par ses divisions d'intervention. « Elles se sont engagées avant le moment opportun », écrit-il simplement.

Sa note reste sans amertume. La grande offensive franco-britannique a échoué. Le front allemand paraît inébranlable.

De plus il est désormais tranquille du côté de la Russie. Puisque l'offensive russe ne s'est pas déclenchée au printemps, elle ne se déclenchera jamais. Là-dessus, il se remet à former partout des réserves et à rectifier, çà et là, le front qu'il a maintenu. Il conclut, par un mot où on croit lire un sentiment imprévu de reconnaissance : « La Révolution russe a sauvé l'Empire allemand ».

Ne croyons pas cependant qu'il ait jamais rien cédé aux révolutionnaires. Leurs exigences lui semblaient odieuses et répugnantes. Lorsque la révolution russe eut jeté dans l'armée allemande certains germes de désordre, le gouvernement de Berlin, pour calmer les soldats, lui demanda « de faire manger à l'ordinaire, les officiers de son État-Major. » — « Ainsi ferai-je, répondit-il, quand le Chancelier, les Ministres et tous les millionnaires de Berlin auront prêché d'exemple »

Pétain, chef d'état-major général.

En France, l'insuccès relatif de l'offensive d'avril 1917 provoqua une vive agitation politique.

La Chambre entendit alors des propos regrettables, voire de désespérantes récriminations A la Commission de l'Armée, un député s'écria, en présence du ministre : « *La défaite du 16 avril est pire que celle de Charleroi.* » Un autre député traita le général Mangin de « boucher ». D'autres prétendirent que plusieurs généraux devraient être « mis au poteau d'exécution ». Un dernier affirma « qu'un général avait été blessé grièvement par ses propres soldats ». Ces députés concluaient : « Il faut que la guerre soit conduite par nous, et non par des chefs militaires. Plus d'offensive! »

Ceux d'entre eux qui étaient allés aux armées en qualité de commissaires, demandèrent à interpeller le ministre de la Guerre et réclamèrent un nouveau Comité secret Le ministère, suivant la vieille tactique parlementaire, prit les devants. Un décret du 29 avril 1917 nomma « le général Pétain chef d'État-Major général de l'armée, pour aider le gouvernement à assurer la direction générale des opérations militaires et leur coordination ».

Dans ce décret, la nation salua d'abord le choix du général Pétain. De plus, elle se félicita de voir le gouvernement s'adjoindre un conseiller militaire chargé de suivre et de surveiller tout ce qui se passait sur le front. En somme, il y avait eu, jusqu'alors, une lacune dans les relations du commandement en chef avec le gouvernement. Elle était comblée, et sous d'heureux auspices.

Pétain, né le 13 avril 1856, à Cauchy-à-la-Tour, dans le Pas-de-Calais, à 14 kilomètres de Béthune, était fils d'un agriculteur. Sorti de Saint-Cyr, en 1878, il avait d'abord été officier de chasseurs à pied. A sa sortie de l'École supérieure de Guerre, il servit à l'État-Major du 15e corps, à Marseille ; puis, à l'État-Major du Gouvernement militaire de Paris. Il fut ensuite nommé professeur de tactique appliquée à l'École supérieure de Guerre, où il exerça sur ses élèves l'action excellente dont nous avons parlé. Nous le retrouvâmes commandant du 33e à Arras, enfin colonel commandant de la brigade d'infanterie à Saint-Omer. La guerre éclata. En septembre 1914, il commanda une division ; puis, en octobre de la même année, le 3e corps

d'armée. On connaît les services qu'il a rendus, en Artois, comme commandant de corps; en Champagne, comme commandant de la 2e armée; devant Verdun, comme commandant d'un groupe d'armées.

Ainsi que Nivelle, Pétain était colonel, au début de la guerre. Il ne se confondait donc pas avec les généraux qui reprochaient à Nivelle d'être trop « nouveau en grade ». Au fond, il avait toujours désapprouvé l'offensive d'avril. Mais, donnant le premier l'exemple de la discipline, il n'avait pas laissé deviner son sentiment.

Si, à la fin, il en fit l'aveu, ce fut parce qu'un devoir supérieur l'y contraignit. Le dimanche, 1er avril, M. Painlevé, ministre de la Guerre, vint le voir à Châlons et, en se rendant avec lui à Verdun, en automobile, il lui posa cette question :

— Quel est votre avis sur l'offensive projetée et sur les conditions créées par le repli allemand?

Pétain répondit :

— L'opération conçue par le général Nivelle pouvait se défendre avant le repli. Il était alors permis d'espérer que l'attaque britannique combinée avec la nôtre attirerait les réserves allemandes. Depuis un tel recul, toutes les réserves allemandes sont en mesure de faire face à l'attaque sur l'Aisne. Ainsi cette attaque, déjà mauvaise au point de vue tactique, le devient au point de vue stratégique.

— Conclusion?

— Aucune chance de succès et combien de pertes inutiles!

Le ministre demanda au général de venir voir, à Paris, le président du Conseil, M. Ribot. Dans l'entrevue, à laquelle assistaient M. Thomas, ministre de l'Armement, l'amiral Lacaze, ministre de la Marine et le général Franchet d'Espérey, le général Pétain, sur la prière de M. Painlevé, répéta ce qu'il avait dit au ministre de la guerre. Seuls, M. Thomas et l'amiral Lacaze restèrent partisans d'une action immédiate, parce qu'ils étaient obsédés par la menace de la guerre sous-marine. Mais, d'autre part, pouvait-on oublier le récent rapport de M. Abel Ferry à la Chambre, établissant, d'après les communications officielles, que « la dépense mensuelle d'hommes s'élevant à 67 000 par mois, l'armée, avant l'appel de la classe 1918, n'entretiendrait pas ses effectifs nécessaires au delà de mai 1917 »!

La conclusion de Pétain se résumait ainsi : Avons-nous des forces suffisantes pour faire une offensive destinée à enlever les premières lignes ennemies? Oui. Avons-nous des forces suffisantes pour pousser plus loin notre offensive? Non. Il vaudrait mieux, dans la situation actuelle, se borner à des actions limitées et s'abstenir d'une bataille à allures décisives (1).

Quand le ministre de la Guerre, à la suite des séances du Comité secret, lui demanda de formuler son opinion sur les responsabilités de l'offensive, il répondit :

« Je n'ai pas cru pouvoir établir le résumé des fautes commises aux différents échelons du commandement, pendant ces opérations, et des sanctions prises. Je ne puis, en effet, m'ériger en juge des actes de mon prédécesseur. Un pareil procédé aurait les plus graves inconvénients militaires et sortirait complètement de mes attributions. Vous possédez d'ailleurs tous documents nécessaires pour vous éclairer pleinement, si vous le jugez nécessaire. »

Pétain se tirait de la situation la plus délicate, sans transiger ni avec sa dignité ni avec son devoir.

---

(1) Le général Foch a dit : « Le Laonnais ne se prête pas aux attaques d'artillerie. Si en 1917, on avait continué la Somme, on aurait reconduit les Boches jusqu'à la Meuse. »

Le serment des États-Unis.

En mai, le Gouvernement eut la noble et patriotique idée d'envoyer aux États-Unis une mission à la tête de laquelle se trouvaient M. Viviani, ancien président du Conseil, et le maréchal Joffre.

Il comptait sur cette mission pour remercier dignement nos amis de leur intervention et pour leur indiquer avec précision les moyens de faire vite triompher la cause du Droit.

Toutes les grandes villes d'Amérique firent aux représentants de la nation et



DISCOURS DE M. VIVIANI DEVANT LE MONUMENT DE LA FAYETTE.
(Photo Rol.)

de l'armée françaises l'accueil le plus enthousiaste. Ce furent les grands jours de Washington, de Chicago, de Philadelphie, de New-York.

Partout, les représentants des États-Unis répétaient la magnifique parole de l'illustre président Lincoln : « Les États-Unis d'Amérique ne tirent l'épée du fourreau que pour la justice, et ne la remettent au fourreau que dans la victoire ».

— C'est juré, ajoutaient-ils.

A quoi M. Viviani, s'élevant au-dessus de lui-même, parce qu'il parlait au nom de la France, répondit :

— C'est juré aussi par nous, sur le tombeau de tous nos morts et sur le berceau de tous nos enfants.

Quéant-Vimy. — Le Chemin des Dames. Fin de l'offensive.

Malgré l'opposition de divers groupes politiques et l'anxiété qui se manifestait çà et là à l'arrière, l'offensive franco-britannique continuait. Nivelle et Douglas Haig n'avaient pas renoncé à accomplir entièrement le programme établi en commun.

Du 3 au 5 mai, les Britanniques attaquèrent à l'est d'Arras, sur un front de 19 kilomètres. Ce fut la grande bataille de Quéant-Vimy. Leur élan rompit la ligne Hindenburg à la hauteur de Bullecourt. L'ennemi, sentant le danger imminent,



LE PLATEAU DE VAUCLERC, VUE PRISE D'UN OBSERVATOIRE FRANÇAIS.
(Photo Polak.)

contre-attaquait jour et nuit. En vain! Il ne rattrapa qu'un point, près de Chérisy. Jusqu'au 8 mai, il recommença la lutte avec une égale violence. Le 8, il rattrapa un autre point, Fresnoy. Prix médiocre de si lourds sacrifices!

De notre côté, le 4 mai, nous gagnions la victoire de Craonne; nous enlevions, au nord-ouest de Reims, 5 kilomètres de tranchées, et, à l'est de Reims, nous engagions superbement la lutte autour du mont Cornillet. Le lendemain, nous prenions d'assaut 6 kilomètres de la ligne Hindenburg, au nord-est de Soissons, et, au Chemin des Dames, nous occupions l'est du plateau d'où le regard plonge sur la vallée de l'Ailette et s'étend presque jusqu'à Laon. De ce plateau, l'ennemi ne gardait plus qu'un lambeau de 18 kilomètres, entre le Moulin de Laffaux et Braye-en-Laonnois. Au butin, nous comptions, le 4 mai, 1 100 prisonniers; le lendemain, 4900, dont près de 200 officiers.

Entre Soissons et la plaine de Reims, l'Aisne coule sous un plateau crayeux aux brusques éminences. L'extrémité de ce plateau qui domine la plaine porte Craonne sur son flanc. Autour du village, que d'endroits dont les noms sont

entrés à jamais dans la plus haute gloire militaire! Cette hauteur qui le surplombe au nord, c'est la Californie; cette hauteur, à l'ouest, c'est Vauclerc; cet éperon, au sud-ouest, c'est Hurtebise; cette petite rivière, si blanche à l'ordinaire parmi ses rochers et, pendant tant de mois, rougie d'un sang héroïque, c'est l'Ailette. L'Ailette et l'Aisne semblaient les fossés de la mince levée de terre, longue de 20 kilomètres, qui va de Vauclerc à la Malmaison. A partir de la Malmaison, le paysage s'élargit pour se marier aux ondulations du Soissonnais. Sur cette levée de terre, véritable chemin de ronde, jadis un chemin avait été construit pour les filles de Louis XV qui aimaient à se rendre au château d'une de leurs demoiselles d'honneur. De là, ce nom : Chemin des Dames!

Quand Hindenburg eut reculé en nous livrant les abords de Soissons et la basse vallée de l'Ailette, il garda la tête de pont de Vailly, ainsi que les hauteurs jusqu'à Soupir et Berry-au-Bac. Notre offensive du 16 avril enleva la ferme Hurtebise et le moulin de Vauclerc. Le 24 avril, nous enlevions la tête de pont de Vailly et nous pénétrions jusqu'à Braye-en-Laonnois : le Chemin des Dames était atteint.

Le vendredi, 4 mai, la nouvelle attaque commença par une bonne préparation d'artillerie qui en avait, pour ainsi dire, soudé tous les éléments. Bientôt, le village de Craonne fut à nous. Nous pouvions donc, depuis Craonne, depuis Hurtebise, depuis le moulin de Vauclerc, diriger des attaques convergentes vers les hauteurs puissamment fortifiées de Californie et de Vauclerc. C'était une immense forteresse dont tous les bastions, à l'envi, s'armaient de mitrailleuses. A gauche, un saillant formait la charnière de l'ancienne ligne allemande et de la nouvelle. Le samedi, 5 mai, nous finîmes par rompre le gond de cette charnière et nous avançâmes jusqu'à la route qui conduit directement à Laon.

L'ennemi amena en hâte tous les renforts dont il disposait. Malgré leur nombre et cette méthode de défense que Ludendorff croyait infaillible, nous réalisâmes encore d'importantes avances, particulièrement vers Chevreux, en faisant un assez grand nombre de prisonniers. Mais un ordre du ministre de la Guerre, M. Painlevé, arrêta l'offensive.

Ce fut pour beaucoup de Français qui connaissaient à fond l'Allemagne une douloureuse surprise. Quoi! disaient-ils, le gouvernement français brise l'unité d'action qui commençait à s'établir, et il ne cherche plus à tirer parti de l'affaiblissement des effectifs allemands après la campagne de 1916!

Assurément, personne, même chez l'ennemi, ne pouvait considérer notre offensive comme une défaite pour les Alliés. M. Painlevé lui-même rappela à la tribune de la Chambre les résultats si caractéristiques de cet audacieux effort. Prise des premières lignes et d'une partie des secondes lignes; prise des plateaux de Craonne et de Vauclerc, où l'ennemi avait eu l'ordre de se faire tuer; prise des postes du Laonnais que l'ennemi croyait imprenables; prise de 12 kilomètres, le long de l'Aisne, de Soupir à Missy-sur-Aisne; prise du fort de Condé qui domine les vallées de l'Aisne et de la Vesle; délivrance de Chivy, de Braye-en-Laonnois, d'Ostel, de Chavonne, de Vailly, de Celles, de Condé-sur-Aisne, de Laffaux, de Nanteuil-la-Fosse, de Sancy, de Jouy, d'Aizy. En somme, libération d'un huitième du territoire, 35 000 prisonniers avec 800 canons et 1 000 mitrailleuses. Et nos pertes totales, 117 000 hommes, étaient inférieures à nos pertes de septembre 1915 en Champagne.

L'Allemagne éprouvait alors une déception beaucoup plus amère et surtout beaucoup plus légitime que la nôtre. Son haut commandement avait tant promis que d'éclatantes victoires suivraient « le recul élastique ». Et c'étaient les armées de l'Entente qui attaquaient et qui avançaient. Deux des meilleurs généraux allemands,



LA PRISE D'UNE REDOUTE ENNEMIE AU CHEMIN DES DAMES

par F. Ch. B[illegible]



LA PRISE D'UNE REDOUTE ENNEMIE AU CHEMIN DES DAMES

par F. Ch. Baude

von Schubert et von Pluskov, qui commandaient au front de Laffaux et du Chemin des Dames, étaient mis brutalement en disgrâce.

L'arrêt des troupes françaises n'empêcha pas les Britanniques de continuer leur avance, le 12 mai, en enlevant une partie de Bullecourt, deux kilomètres de la ligne Hindenburg et les abords de Rœux. Après deux jours employés à refouler les tentatives forcenées de l'ennemi, elles occupèrent Roeux, puis Bullecourt, puis deux autres kilomètres de la ligne Hindenburg. Alors, à leur tour, elles s'arrêtèrent. Au butin figuraient, pour elles, plus de 20000 prisonniers. Mais cet arrêt n'était qu'une halte.

Dès le 7 juin, elles entreprirent une grande œuvre militaire : la conquête des hauteurs qui, à l'est d'Ypres, vont de Messines jusqu'à Passchendaele, en passant par Hollebecke, Tower-Hamlet, le Polygone, Broodseinde : hauteurs qui donnent des vues sur l'étendue de la plaine belge.

Au plus efficace tir de l'artillerie, nos alliés ajoutèrent l'explosion simultanée de mines bien placées. Leur attaque, lancée, dès six heures du matin, au sud d'Ypres, sur un front de quinze kilomètres dans la direction sud des hauteurs, depuis Messines jusqu'à Wytschaete, enleva les lignes allemandes avec les deux villages. A deux heures de l'après-midi, la contre-attaque allemande commença, furieuse. Elle continua les jours suivants, sans d'ailleurs interrompre l'avance de nos alliés. Ils furent vainqueurs partout : en avant de Messines, entre Lens et La Bassée, sur les deux rives de la Souchez. Rarement la guerre de tranchées connut de si éclatants succès. Cependant l'ennemi, qui connaissait le moment et le plan de l'attaque, avait pu tout préparer pour sa défense.

Du 16 au 29 juin, nos alliés gagnèrent du terrain à l'est de Messines, à l'est d'Arras, vers Monchy-le-Preux, plus encore entre la Lys et la Warnave, où ils progressèrent de douze kilomètres. Nouvelle avance vers Bullecourt. Nouvelle avance sanglante mais significative au sud de Lens. Prise de la petite ville d'Avion, à quinze kilomètres d'Arras, sur la ligne d'Arras à Lens. Nouvelle avance vers Oppy. Au butin, 8900 prisonniers dont 170 officiers, 70 canons, 100 mortiers de tranchées, 350 mitrailleuses.

Douglas Haig félicita l'armée britannique. « Personne, dit-il, n'a jamais douté de son courage. Aujourd'hui tout le monde voit qu'elle a autant d'expérience que de solidité. »

Foch, chef d'état-major général ; Pétain, commandant en chef des armées. — Tentatives de mutineries militaires.

Pendant l'arrêt à peu près complet des opérations sur le front français, le gouvernement modifia le commandement en chef. Un décret détermina les attributions réservées au poste du chef d'État-Major général de l'armée et désigna pour ce poste le général Foch qui avait rendu tant de glorieux services sur la Marne, sur l'Yser, sur la Somme. Au général Pétain fut confié le commandement en chef des armées du Nord-Est qu'avait exercé le général Nivelle. Quant au général Nivelle, il devait être, plus tard, chargé du commandement en Algérie.

Le général Pétain n'avait rempli que pendant quelques semaines les fonctions de chef d'Etat-Major général. Au moment où il prenait le commandement en chef des armées, un souffle d'indiscipline passait sur elles, qui en ébranla et faillit en emporter certaines parties. L'ennemi, aidé par tant de complicités, mettait tout en

œuvre pour démoraliser et désorganiser les armées françaises, comme il avait démoralisé et désorganisé les armées russes: il put croire un moment qu'il atteignait son but.

Certains des trains qui transportaient à travers toute la France les soldats permissionnaires retentissaient de clameurs qui faisaient tressaillir de joie les cœurs allemands : « Vive la paix ! A bas la guerre ! ». Dans les gares où ces trains passaient, les clameurs redoublaient de violence. C'était la folle surenchère des vociférations paradoxales : « Vive l'Allemagne ! Vive Guillaume II ! » On devine la surprise et l'angoisse des Français qui avaient vu jusqu'alors ces mêmes trains transporter des troupes si noblement conscientes de leur devoir.

Quelles étaient les causes d'un tel changement ? La déception d'avril, la longueur de la guerre dans la boue, l'exemple de la révolution russe, la propagande allemande.

Insistons sur ces deux dernières causes.

Des journaux, pourtant très patriotes, vendus à profusion aux cantonnements du front, avaient donné des détails précis sur les effets de la révolution russe aux armées : « Les soldats russes ne saluent plus leurs officiers. Les soldats russes s'emparent des trains. Les soldats russes retournent dans leurs foyers de leur propre autorité. » Influence du plus mauvais exemple, même sur les meilleurs, dans la monotonie d'un pénible effort dont la fin ne s'entrevoyait pas.

Quant à la propagande allemande, à chaque instant on en découvrait quelque nouvelle preuve.

Autour de nos grandes gares, des hommes aux allures suspectes attendaient les soldats, les faisaient boire et leur glissaient des imprimés.

Ces imprimés, inspirés par l'Allemagne, étaient de longs factums répétant que « L'Allemagne, bien qu'invicible, propose la paix. La France ne doit se sacrifier ni à l'Angleterre ni aux Etats-Unis, qui bénéficieraient seuls du conflit abominable ». C'étaient aussi de violents réquisitoires « contre les chauvins français qui avaient voulu la guerre ». C'étaient surtout de petites pancartes avec ces trois mots : « Assez de tués » (1). Aux tracts anonymes ou pseudonymes, les émissaires de l'ennemi joignaient des journaux tels que le *Bonnet rouge*.

Nos permissionnaires avaient, en voyage, tout le temps d'absorber ce poison et de renouveler, aux stations, leur provision de vin. Les trains, mis à leur disposition, cheminaient si lentement, dans la dure chaleur des premiers beaux jours.

En certaines gares, des soldats descendirent, sommèrent les employés de faire machine arrière et, sur un refus formel, feignirent de se coucher à travers les rails. En d'autres gares, ils précipitèrent dans les souterrains les bagages et tout ce qu'ils trouvaient sur les quais.

Assurément, les soldats qui criaient et agissaient ainsi n'étaient qu'une minorité infime. Mais l'homme, en collectivité, redevient vite un enfant et, dans toute collectivité, la minorité turbulente donne l'illusion de l'unanimité.

Des scènes indignes se produisaient. Deux trains allant en sens contraire s'arrêtent. Dans l'un d'eux, parmi des civils, il y a un général à la moustache blanche et à la croix de guerre ornée de sept palmes. Dans l'autre train, il y a des soldats qui lui montrent le poing et hurlent : « A bas la guerre ! » Le général est impassible sous les cris, comme sous les obus. Plus loin, quelques soldats prennent d'assaut un wagon de première classe où se trouvent des jeunes filles. Ils veulent les

---

(1) Le chef de la conspiration allemande, qui travaillait, en même temps, à susciter des mutineries dans notre armée, des grèves dans nos villes industrielles et des émeutes dans nos usines de guerre, c'était M. Mathias Erzberger, leader du Centre allemand.

contraindre à boire avec eux et à crier comme eux : « A bas la guerre ! » Après avoir achevé leurs litres, ils les lancent à travers les vitres.

Dans plusieurs villes industrielles, au passage, certaines femmes excitent les plus mutins. On entend ces femmes dire aux soldats : « Ne vous battez plus. » Et quelques soldats leur répondre : « Révoltez-vous. »

En réalité, le mal était beaucoup plus apparent que réel. Celui qui écrit ces lignes a pu s'en rendre un compte exact. Après l'avoir étudié dans le détail, il avait soumis à ses chefs l'idée de faire convoyer les trains par des officiers.

— Idée difficilement exécutable. Iriez-vous?

— Volontiers.

Le soldat français a autant de bon sens que de courage. Il se rend à l'évidence. Evidemment, ce n'était pas à la France qu'on devait crier : « A bas la guerre », puisque la France avait tout subi pour l'éviter. Si elle se livrait à l'Allemagne, pieds et poings liés, elle irait à la pire misère comme à la pire humiliation.

Le trouble, jeté dans les masses par la propagande ennemie, avait fait perdre de vue, à plus d'un Français, les causes mêmes de la guerre. Cet oubli nous frappait plus que tout, dans les conférences que nous multipliions alors, surtout aux endroits du front où une mutinerie était à craindre.

Un jour, le Président de la République reçut une lettre signé de deux sous-officiers qui lui demandaient respectueusement « pourquoi nous nous battions ». Le général Pétain répondit lui-même à cette question, en démontrant une fois de plus aux soldats que l'Allemagne ne nous offrait qu'une paix de proie. « Les propositions allemandes ne visent qu'à nous attirer dans un grossier traquenard. Tandis qu'on négocierait, elle soulèverait toutes les chicanes, se réapprovisionnerait et referait son armée Nous ne faisons, nous, que nous défendre, au nom de la liberté, pour sauver notre existence. »

Enfin, l'organisation des trains militaires fut modifiée de la plus heureuse façon. Ils marchèrent plus vite, et les soldats passèrent par les gares régulatrices de la ceinture parisienne, au lieu de passer par Paris. La gare de l'Est ne fut plus, jour et nuit, encombrée de quelque trente mille hommes, en butte à toutes les sollicitations honteuses et, sans cesse, poussés à répéter en argot du bagne : « Nous en avons *marre* (assez) ! »

Les effets d'une propagande laissée trop longtemps impunie, n'avaient pas tardé à se faire sentir jusque sous le feu Il y eut là des manifestations auxquelles la présence de l'ennemi imprimait un caractère de trahison.

Sans doute, aucun régiment entier ne se mutina. Mais, dans quelques régiments, heureusement fort rares, les mutins furent nombreux. Un jeune caporal, qui, jusqu'alors, avait donné l'exemple de la discipline. prit le commandement des plus rebelles. Son premier ordre fut : « Videz vos bidons. » Cela signifiait : « Faites en sorte qu'on ne vous accuse pas d'avoir agi sans être en possession de vous-mêmes ! » Or, cet ordre étrange était la traduction exacte d'un ordre aux mutins de l'armée russe, fréquemment célébré par la propagande allemande.

Quelques « comités de soldats » se formèrent. Un général recevait la visite d'un des mutins qui, avec une correction affectée, lui exposait les revendications de ses camarades. Comme le général cherchait à rappeler l'homme au devoir, un coup de sifflet retentissait et le délégué disait, en faisant le salut militaire : « Excusez-moi, mon général, mes camarades s'impatientent: je vais les rejoindre. »

Des bataillons refusèrent de monter en ligne. Un de ces bataillons résista, pendant trois jours, dans le village de Missy-aux-Bois. Vers la fin de mai, une grande partie des soldats de deux régiments se dirigèrent, drapeau rouge en tête, vers la gare

de Soissons. Ils prétendaient monter dans les trains pour se rendre à Paris et porter leurs protestations devant la Chambre. Le corps de cavalerie du général Féraud, entièrement fidèle à la discipline comme tant d'autres corps, se mit en travers de leur chemin et les arrêta à la lisière de la forêt de Villers-Coterets. Ils avaient des armes et des munitions. Parfois même, ils faisaient crépiter les mitrailleuses. Mais ils tiraient en l'air. C'étaient des Français.

Les régiments ainsi contaminés ayant été dissous, on en éparpilla les éléments dans toute l'armée. Les meneurs furent jugés et condamnés. Sur un ordre du ministère de la Guerre, on procéda à leur exécution Sévérité nécessaire. Rigueur indispensable. Jamais la France n'avait couru pareil danger. L'Allemagne croyait déjà la tenir comme elle tenait la Russie. Pourtant, nous ne pouvons, sans avoir le cœur déchiré, penser à ces malheureux, tombés si près du front, victimes de la propagande ennemie.

L'armée française barre de nouveau la route à l'ennemi. — Craonne.

Sur des troupes qu'il croyait à peu près hors de cause, l'ennemi commença tout de suite de violentes attaques pour regagner le terrain précieux que notre offensive lui avait arraché.

Ce fut le Kronprinz qui présida à ces attaques. Il les dirigeait entre Verdun et l'Aisne, c'est-à-dire dans la région la plus voisine de Paris. La revanche de Verdun ne s'offrait-elle pas à lui !



INTÉRIEUR DU FORT DE LA MALMAISON.
(Section photographique de l'Armée.)

De Verdun jusqu'au moulin de Laffaux il multiplia ses sanglantes tentatives, avec ses effectifs les plus aguerris auxquels il ajoutait la Garde prussienne. Le choc fut particulièrement violent, le 15 mai, du côté de Laffaux ; le 20, au Chemin des Dames, du côté de Hurtebise au nord de Sancy.

Non seulement nos troupes résistent, mais elles ripostent. Le 21 vers Moronvilliers, à l'est de Reims, elles font 900 prisonniers et le surlendemain, près de Craonne, 390.

Inoubliables combats de Craonne ! Pendant de longues heures, les gros obus tombent si dru que le même entonnoir en reçoit trois, à chaque minute. Que devenait le vieux proverbe militaire : « Deux boulets ne passent pas par le même trou » ! L'ennemi lance contre nous ce qu'il a encore de troupes de choc, *Sturmtruppen*, *Stosstruppen.* Dans ces troupes nous reconnaissons des Thuringiens, des Saxons, des Poméraniens, tous préparés à toutes sortes d'attaques et vêtus en conséquence.

Sur leur uniforme verdâtre, des bandes de cuir sont cousues aux genoux, aux coudes, au derrière, pour leur permettre de ramper sur le sol. Viennent d'abord les pionniers porteurs de lance-flammes, puis les porteurs de grenades, puis les porteurs de bêches et de fusils, puis les porteurs de sacs à terre et les pourvoyeurs. A deux ou trois cents mètres de hauteur, volent les avions munis de mitrailleuses. Contre nos avions, encore trop rares, les générateurs de fumée (*nebeltœpfe*) développent leurs nuages artificiels. L'artillerie de tranchée a assumé une fonction nouvelle : elle est devenue organe de liaison. Ses canons lancent des projectiles à messages (*Nachrichtengeschosse*). Il s'agit de relier la première ligne aux commandants de bataillons : 600 mètres, et les commandants de bataillons au quartier général de la brigade : 1300 mètres. A 600 mètres, les *Granatenwerfer* ; à 1300 mètres, les *Minenwerfer*.



ORGANISATION DÉFENSIVE SUR LES RUINES DU FORT DE LA MALMAISON.
(Section photographique de l'Armée.)

L'ennemi n'a plus besoin de sacrifier les plus braves soldats en les employant comme coureurs. Pour l'émission des gaz asphyxiants et pour l'emploi des projectiles suffocants, il a formé une équipe d'officiers spéciaux, la *Chemische Abteilung*. Ces officiers sont transportés, de division en division, par des automobiles spéciales.

Nouvelles attaques allemandes, le 27 et le 28 mai, au Chemin des Dames et au massif de Moronvilliers. Rien que vers Moronvilliers, l'ennemi avoue avoir attaqué dix-sept fois, du 19 au 31 mai. Jusqu'au 7 juin, il attaque au Chemin des Dames, surtout aux abords du fort de la Malmaison qui nous appartiennent encore.

Brusquement, il se tient coi. Sans doute, il compte sur des événements politiques, grèves ou émeutes, qu'il a machinés en France, comme des mines. Rien n'éclate. Aussi, recommence-t-il ses attaques : le 16, près de Hurtebise, où il gagne et reperd du terrain ; le 20, plus violemment encore, près de Vauxaillon, où d'abord il enlève cinq cents mètres de tranchées qu'il doit abandonner le lendemain.

Le 24, au nord-ouest de Hurtebise, c'est nous qui donnons l'assaut à la forteresse

qu'il appelait le « Camp du Dragon ». Elle lui est enlevée, avec un énorme matériel de guerre et 350 hommes dont dix officiers.

Dans les derniers jours de juin, plus furieusement que jamais, il attaque au Chemin des Dames, du côté de Cerny ; il attaque sur la rive gauche de la Meuse, du côté du Mort-Homme ; il attaque au nord-ouest de Reims. A peine avance-t-il de quelques mètres en faisant quelques prisonniers.

Pour se venger des pertes que nous lui faisons subir, il s'acharne sur les ruines de Reims et sur le squelette divin de la Cathédrale.

Les Italiens progressent vers Trieste et Trente. Les Grecs sont débarrassés de Constantin.

L'offensive franco-britannique, au printemps de 1917, attirait sur la France toutes les meilleures réserves de l'ennemi. Nos alliés, sur les autres fronts, n'avaient pas d'offensives sérieuses à redouter.

Les Italiens organisèrent une attaque dans les Alpes juliennes, vers Trieste. Après une puissante préparation d'artillerie, dans la vallée de l'Isonzo, ils attaquèrent sur un front de 33 kilomètres, qui s'étendait de Tolmino à la mer. Leur infanterie réussit, le 14 mai, à s'emparer des hauteurs situées au nord et à l'est de Gorizia. De nombreuses contre-attaques n'eurent pour effet que d'accroitre le nombre des prisonniers autrichiens : 6 300, dont 250 officiers.

L'affaire continua, au même endroit, jusqu'au 21 mai. Brusquement, le 22 mai, l'effort italien se porta vers le sud de Gorizia, au Carso, en direction de Trieste, sur un front de 13 kilomètres, depuis Castagnavizza jusqu'à la mer. L'ennemi dut abandonner ses premières lignes, en laissant aux mains des Italiens 9 300 hommes et 310 officiers. Nouvelles attaques et mêmes succès, du 24 au 27. Puis, les vainqueurs organisèrent leurs positions en refoulant des contre-attaques.

Le 10 juin, ils dirigèrent une attaque vers le Trentin, depuis la haute vallée de la Chiese jusqu'au plateau d'Asiago. Cette attaque se couronna, le 19 juin, par un important succès qui leur valut 1 600 prisonniers, sur le plateau d'Asiago.

Cependant, pour toutes les régions méditerranéennes, la présence de Constantin sur le trône de Grèce était un perpétuel danger.

Les Alliés, plus libres depuis la disparition du tsar, défenseur aveugle et opiniâtre du roi Constantin, se décidèrent enfin à intervenir énergiquement en Grèce, pour y rétablir l'ordre constitutionnel « avec le respect de la parole donnée ».

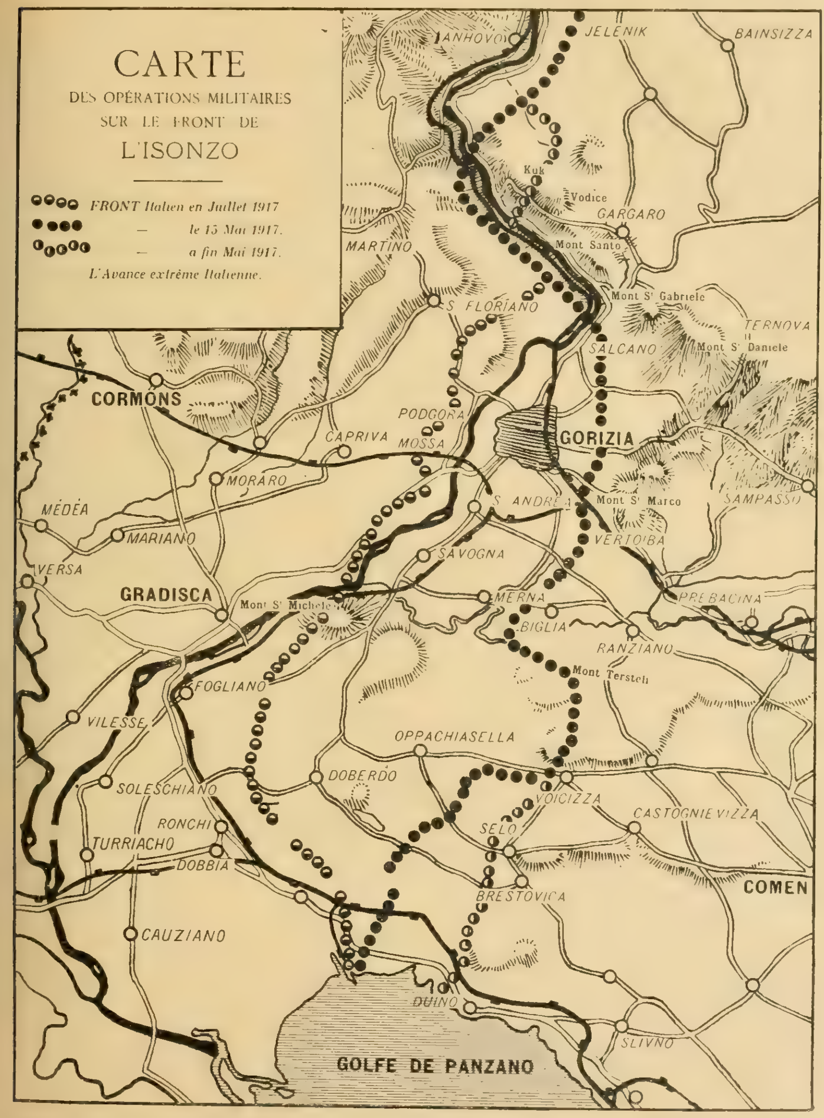
M. Jonnart, ancien gouverneur général de l'Algérie et ancien ministre, nommé Haut-Commissaire des puissances protectrices de Grèce, arriva, le 9 juin 1917, à l'île de Salamine, à jamais illustrée, 2 403 ans auparavant, par la victoire des Grecs sur les Barbares.

Appuyé par les forces militaires et navales qui convenaient, le Haut-Commissaire, en mettant le pied sur le sol grec, déclara au Président du Conseil, M. Zaïmis, que l'accomplissement de sa mission « nécessitait la démission du roi Constantin ».

Le 12 juin, cette démission était signée. Constantin fut remplacé sur le trône par son second fils, Alexandre, âgé de vingt-cinq ans, qui avait le grade de capitaine d'artillerie.

Déjà, les Alliés occupaient la Thessalie et les points importants de la Grèce. Le 13 juin, Constantin s'embarqua pour l'Italie, afin de gagner la Suisse. Le nouveau roi nomma Venizelos président du Conseil.

Désormais, l'armée de Salonique ne sentit plus, dans le dos, la pointe d'un poignard. Avons-nous besoin de rappeler que, dans toute la Grèce, dans tous les pays



balkaniques, dans toute l'Europe, les vrais Grecs, qui aiment tant la France et qui sont encore plus aimés d'elle, voyaient avec joie cette transformation à laquelle ils avaient loyalement travaillé.

Le général Pershing à Paris. Sa première entrevue avec le général Pétain.

La situation s'éclaircissait de tous côtés. Le jour où Constantin quitta la Grèce, avec sa femme Sophie de Prusse, le général Pershing arriva à Paris.

Quand le commandant en chef des troupes des États-Unis, accompagné du maréchal Joffre, se dirigea, en traversant la place de la Concorde, vers les bureaux de l'État-Major américain, la grande ville lui fit l'accueil à la fois noble et charmant qu'elle réserve à ses plus grands amis.

Le président du Conseil, M. Painlevé, le président de la Chambre, M. Deschanel



ARRIVÉE DU GÉNÉRAL PERSHING A PARIS.

(Photo Meurisse.)

et le président du Sénat, M. Dubost, saluèrent, au nom de la République française, la République américaine qui venait hâter le triomphe du Droit. « Pour les Alliés, la question se pose ainsi : vaincre ou se rendre. Les Alliés sont résolus à ne pas se rendre, c'est-à-dire à vaincre ! »

Le général Pershing, sorti premier de l'Académie militaire de West-Ponit, cavalier intrépide et infatigable, avait fait ses premières armes en soumettant, par la rapidité de ses manœuvres, les tribus indiennes insurgées. Pendant la guerre entre les États-Unis et l'Espagne, en 1898, il commanda le 10e régiment de cavalerie et fut cité comme « l'officier montrant le plus de sang-froid au feu ». Aux Philippines, il conduisit avec succès les plus difficiles attaques. Au Mexique, il dirigea l'ensemble des opérations décidées par les États-Unis à titre de représailles. En





24 jours, il pénétra sur une profondeur de 800 kilomètres dans un pays où le ravitaillement semblait impossible. Le détachement d'artillerie et de cavalerie à la tête duquel il s'était placé avait franchi 200 kilomètres en 42 heures.



AFFICHE AMÉRICAINE POUR LE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE AMÉRICAINE.
(Photo Meurisse.)

A Paris, le lendemain de son arrivée, Pershing était en plein travail, dans son bureau de la rue de Constantine, et rédigeait les plans d'ensemble pour l'organisation de sa future grande armée.

Il se tenait en relations avec nos bureaux du ministère de la Guerre et se rendait souvent à Compiègne où le général Pétain avait installé le Grand Quartier Général.

Dans le bureau de Pétain, Pershing regarda tout d'abord, en face de la fenêtre, une carte représentant le front allemand. Ses yeux et ceux de Pétain demeurèrent longtemps attachés sur les lignes ennemies où les forces s'accumulaient, depuis que la Russie se retirait de la lutte. Pershing pensait :

« Cette muraille que seul Pétain, à la tête du 33e corps, a percée à Carency le 9 mai 1915, cette immense muraille vivante ne va-t-elle pas se mettre en marche vers Paris ? Pétain sait fort bien que, pour la France, il n'y a de salut que dans l'attaque. Présentement, il n'a ni le nombre ni l'armement nécessaires pour l'offensive. Je lui rapporterai ce qui lui manque. »



AFFICHE AMÉRICAINE POUR LE RECRUTEMENT DE LA MARINE AMÉRICAINE.
(Photo Meurisse.)

Et le mot qui termina le premier entretien de ces deux chefs fut :

« La défensive, jusqu'à l'entrée en lice des troupes américaines ! »

La déclaration de guerre, au 6 avril 1917, avait surpris l'armée américaine rétablie complètement sur le pied de paix. Le corps expéditionnaire qui avait opéré au Mexique venait d'être dissous. Sur tout le territoire si vaste de l'Union, étaient répartis, par petits détachements, 190 000 hommes. Pour cette armée insignifiante et par surcroît séparée du champ de bataille par l'étendue de l'Océan qu'infestaient les sous-marins, l'ennemi professait quelque chose de plus que du mépris. Pouvait-il imaginer que, le 1er novembre 1918, cette armée compterait 3 483 444 hommes et 181 095 officiers, et que 2 100 000 de ses meilleurs soldats auraient été transportés en Europe ?

La loi instituant, en Amérique, le service obligatoire, fut promulguée le 18 mai 1917 sous le titre le plus discret du monde :

« Acte autorisant le Président à augmenter temporairement les institutions militaires des États-Unis ».

C'est le 30 juillet 1917 que le premier conscrit a été versé à l'armée nationale. M. Baker, le ministre à qui est dû le succès de la loi, nous disait avec une exquise modestie :

— Le mérite en revient au dévouement des gouverneurs d'État et à l'empressement des citoyens à s'inscrire sur les listes de recensement.

Encore paraissait-il plus facile de lever des millions d'hommes que de les encadrer

Les États-Unis décidèrent d'instituer, pour les futurs officiers, des cours de trois mois dans quinze centres d'entraînement. Ces camps s'ouvrirent le 15 mai 1917. Chacun d'eux contenait 2 500 élèves. Pendant les cinq premières semaines, tous les élèves devaient recevoir la même instruction. Puis, les candidats étaient classés suivant leurs aptitudes. Ceux qui devaient devenir officiers d'artillerie ou du génie partaient pour des écoles spéciales.

Aux premiers jours de juillet 1917, les premiers bataillons américains débarquèrent à Saint-Nazaire. Tout de suite s'improvisa une puissante organisation guerrière : immenses camps dans l'ouest, le sud, le centre et l'est de la France ; création d'une école d'artillerie dans les bâtiments de l'école de cavalerie de Saumur ; centre d'instruction à Gondrecourt, sous la direction d'officiers français. Nous y reviendrons !

Résistance victorieuse des troupes françaises. Leur incomparable " 14 JUILLET 1917 ".

Sur le front français, de Verdun à Soissons, l'ennemi avait continué ses manœuvres diverses.

Le 3 juillet, il attaqua furieusement depuis le fort de la Malmaison jusqu'à Craonne. Malgré les efforts furieux de ses troupes de choc, il ne gagna pas un pouce de terrain.

Le 4 juillet, il attaqua avec la même violence, les mêmes sacrifices et le même insuccès, à la cote 304, sur la rive gauche de la Meuse, au nord de Verdun.

Le 8, il parut d'abord remporter un avantage dans le secteur du moulin de Laffaux et de la ferme de Froidmont. Mais bientôt, il dut abandonner notre première ligne où il avait pénétré.

Au même moment, nous réalisions de notables progrès, en des opérations bien conduites vers le Mort-Homme et la cote 304.

Nos soldats, aussi bien dans leur résistance que dans leur avance, faisaient preuve de qualités militaires plus profondes que jamais.

Ainsi cette armée que l'ennemi prétendait gangrenée par l indiscipline et qui, pendant quelques jours, avait paru douter d'elle-même, montrait qu'elle méritait toujours pleinement l'admiration sans limite que lui vouait l'univers.

Pour elle, l'année 1917, qui avait compté quelques jours sombres, eut une fête du 14 juillet, dont la pure et austère splendeur ne sera jamais dépassée.

Le monde entier, qui observait cette fête sans précédent, disait : « La France va montrer à Paris les meilleurs soldats des meilleures armées qui aient jamais combattu sous le ciel ! Jamais le monde n'oubliera que la France, par sa vaillance seule, a battu l'Allemagne qu'il croyait invincible. »

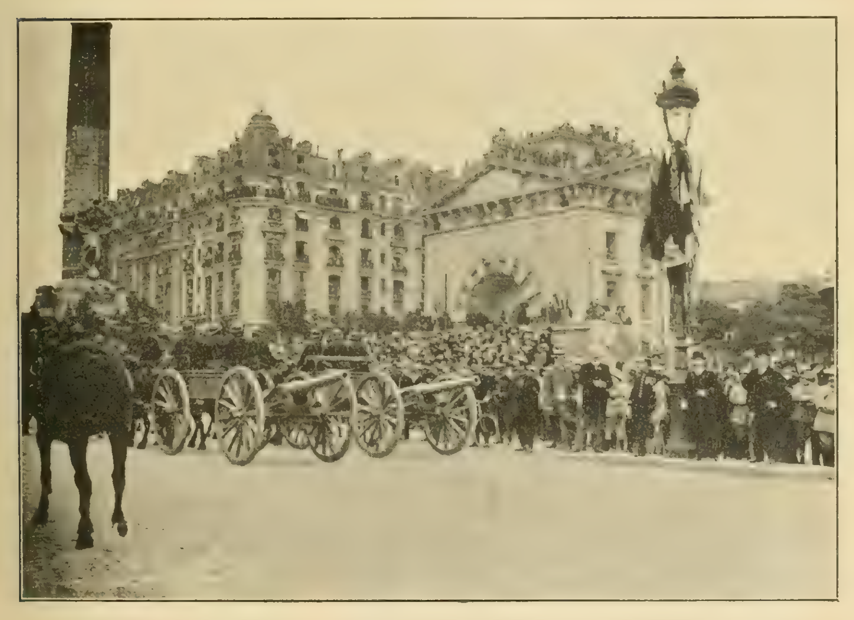
Paris vit alors, pour la première fois, passer les soldats du Grand Couronné de

Nancy, de la Marne, de l'Yser, de Verdun, de la Somme, de l'Aisne, c'est-à-dire ceux qui avaient sauvé la France et qui sauvaient l'humanité.

C'était aussi pour montrer au général Pershing, commandant des forces américaines, le cœur héroïque de la France, que Foch, chef d'état-major général, avait préparé cette fête incomparable. L'Allemagne ne représentait-elle pas alors la France comme « avide d'une paix à tout prix » !

Nos soldats défilèrent. Ils avaient tous si bonne et si belle mine! Trente hommes par régiment: l'embarras du choix! Gloire à ces hommes si corrects pour la revue, après avoir été sublimes dans la poussière et la boue des batailles!

Des canons passaient, habillés à neuf, comme les hommes. Leur peinture bleue



LE 14 JUILLET 1917. — DEPART DE L'ARTILLERIE PLACE DE LA NATION.
(Photo Meurisse.)

respirait une sorte d'innocente fraîcheur. D'ailleurs, presque tous étaient hors d'usage. Sur les 75, on lisait en lettres blanches: « Ne pas tirer ». Ils restaient parfaits pour l'exercice, mais leur tube s'était usé à la bataille. Double raison pour qu'ils prissent part à la Revue de gloire! Quant aux autres canons qui pouvaient tirer, ils restaient à leur poste de combat.

Sur la place de la Nation et dans les avenues voisines, les toits les plus élevés comme les plus modestes, arboraient d'épaisses grappes de spectateurs. Les moindres balcons des appartements inoccupés avaient été pris d'assaut.

Dans la tribune présidentielle, le généralissime Pershing, vêtu de l'uniforme kaki, coiffé de la large casquette de même couleur, moustache blanche et regard jeune, entra le premier.

Ce qui venait à nous avec Pershing, ce que Pershing remettait à Foch, Paris se le représentait de tout son cœur : c'était l'appui d'un peuple aussi nombreux que le

peuple de la France et le peuple de la Grande-Bretagne réunis; d'un peuple possédant un tiers de la richesse en or du monde entier; d'un peuple disposant d'une industrie hors de pair, entraîné à tous les hardis efforts et amoureux du danger; d'un peuple sachant à fond ce qu'exigeait la victoire du Droit, puisque, depuis le commencement de cette guerre, il avait étudié de près tout ce que faisait l'Allemagne sur tous les terrains; d'un peuple résolu à combattre l'Allemagne jusqu'à la victoire définitive.

De l'autre côté de l'Atlantique, une voix imprévue nous arrivait qui célébrait avec nous la fête de la délivrance humaine. Le président Wilson s'écriait:

« La leçon de la Bastille n'est pas perdue. Puisse le jour être proche où, sur les ruines de la sombre citadelle du pouvoir sans frein et de l'autocratie sans conscience, s'élèvera une construction édifiée, comme votre République, sur les éternels fondements du droit et de la paix, pour apporter la joie à un monde affranchi ! »

Pendant que nous parvenaient ces paroles, le *Chant du Départ*, entonné sur le passage des troupes par les musiques militaires, rappelait aux Français ces vers que le président Wilson savait bien :

> Les Français donneront au monde
> La paix avec la liberté !

Près du général Pershing se plaça le maréchal Joffre, choisi par l'armée américaine pour parrain.

La foule se disait :

— Quels sont les généraux que le Président a dans sa voiture ?

— Le général Duparge, secrétaire général de l'Élysée, et le général Foch.

— Foch de la Marne ! Foch de l'Yser !

— Au moment le plus angoissant de la bataille de la Marne, il a dit : « Tout va bien ». Maintenant, il peut dire : « Tout va de mieux en mieux » L'Amérique le connaît. Regardez comment Pershing salue Foch. On dirait qu'il retrouve un frère aîné.

Les propos de la foule parisienne ont une netteté d'eau-forte. La pointe aiguë d'un Callot se plairait à les recueillir pour les jeter, en légendes, au bas de ses dessins.

Devant le général Pershing, le chef d'état-major général de l'armée française faisait défiler, avec leurs 134 drapeaux, 8000 hommes représentant 18 régiments d'infanterie, 13 régiments d'infanterie coloniale, 16 régiments de troupes d'Afrique, 3 bataillons sénégalais, 35 bataillons de chasseurs à pied, un bataillon de fusiliers marins, 5 régiments de cavalerie, 47 compagnies du génie, 11 régiments d'artillerie, 24 batteries, 31 escadrilles d'aviation, un groupe de bombardiers.

— Ah ! les avions.

Nos yeux n'apercevaient que les appareils volant à moins de 1 500 mètres. Ceux qui volaient à 2 000 mètres demeuraient invisibles dans les nues. Mais nos cœurs les y devinaient.

La foule observait les avions planant au-dessus d'elle, à perte de vue.

— Ils s'assemblent comme des hirondelles, mais ce n'est pas pour émigrer. Bientôt, leurs escadrilles seront renforcées par les appareils que l'Amérique nous prépare. L'Amérique et l'Angleterre nous en donneront tant qu'il faudra pour nous assurer la maîtrise des airs.

— Ce doit être de cela que parlent Foch et Pershing. Ils ont levé les yeux au ciel.

— Soyez sûr que Foch calcule toujours toutes les chances.

— Ces cent cinquante avions qui planent au-dessus de nous, montent la garde en même temps qu'ils passent la revue. Une escadrille allemande ne pourrait-elle pas avoir l'idée de troubler la journée par quelques pétards meurtriers! Les Allemands aiment se mêler à nos fêtes. Pendant la guerre de 1870, ils ont commencé le bombardement de Strasbourg un 15 août, et c'est un 14 juillet qu'ils ont envoyé au-dessus de Strasbourg, leur premier dirigeable.

— Cela n'a pas porté bonheur aux mastodontes aériens de Guillaume II.

Tout à coup, un de nos légers biplans de chasse descendit presque a la hauteur des toits. Dans son bourdonnement, il apparut comme un frelon au corselet argenté. Un autre biplan s'avança, phare allumé. Cette étoile en un ciel matinal semblait diriger la marche des aviateurs qui, sur le sol, défilaient drapeau en tête.



14 JUILLET 1917.
LES FUSILIERS MARINS PLACE DE LA BASTILLE.
(Photo Rol.)

Tête nue sous une petite pluie piquante, le Président de la République décora le drapeau de la Légion étrangère :

« Au nom du peuple français et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés, Drapeau, je te décore de la fourragère aux couleurs de la médaille militaire. »

A la hampe du drapeau qui s'inclinait, le Président de la République attacha la fourragère; puis, jusqu'à deux fois, il baisa l'étoffe aux couleurs de France. Pour pleurer, la foule n'avait pas attendu ce geste passionné et pieux. Elle pleurait déjà aux mots si simples et si beaux : « Drapeau, je te décore ».

Le regard du Président de la République chercha le regard du chef d'état-major général, puis décora le drapeau du 152e, comme il avait décoré celui de la Légion. De toutes parts s'agitaient les chapeaux des hommes, se déployaient les mouchoirs des femmes, s'éparpillaient les fleurs. Les enfants, nos chers enfants de France, printemps au grand cœur, examinaient tout de ce regard intense et fixe qui a la valeur d'un serment.

Un frémissement d'extase passa dans la foule immense. La masse des drapeaux approchait.

En cette armée où tout était flambant neuf, les drapeaux seuls étaient usés, élimés, déchirés. Ce sont, eux aussi, des mutilés de la guerre, à qui la mutilation prête une splendeur et une puissance surnaturelles. Celui-ci est tout noirci par la fumée des batailles. Tel autre est troué, effiloché. Tel autre n'a plus de rouge. Tel autre ne conserve à sa hampe qu'un haillon bleu. Tel autre est ajouré comme une dentelle héroïque. Tel autre est devenu presque transparent. Tel autre a dû être

doublé d'une résille protectrice. Tel autre est marqué de taches sombres. Du sang! Seul, le sang vivant est rouge; en séchant, il ajoute aux trois couleurs une quatrième couleur encore plus sacrée. Cet autre est décoloré, rongé par les gaz asphyxiants. Les yeux en larmes contemplaient, sur la soie, la trace visible de ces gaz qui, en une minute, rendaient noirs comme le sang séché les poumons de nos pauvres soldats!

Au passage de ces drapeaux, la foule, soulevée par la foi, cherchait un geste qui eût encore plus de signification que les mouchoirs déployés ou les chapeaux agités. Quel geste? Alors, les mères qui portaient des enfants dans leurs bras eurent une idée sublime: vers le drapeau, emblème sacré pour lequel les pères se battaient, elles tendirent leurs enfants, comme un soldat présente les armes.

Le général Foch tressaillit. Penché en avant, il communiait avec les héros qui sont morts sous les plis de ces drapeaux, et dont il connaît les tombes. Son fils en est.

Voici l'École de Saint-Cyr et l'École polytechnique.

Les Saint-Cyriens, si jeunes qu'ils soient, sont déjà de vieux soldats et, parmi les glorieux vétérans, peuvent passer inaperçus. Pas de meilleur éloge pour eux. Quant aux Polytechniciens, ils ne semblent encore que de jeunes savants. Ils défilent d'un pas un peu inégal qu'explique l'extraordinaire inégalité de leurs tailles. Mais quoi! ces jeunes savants à lorgnon que l'étude acharnée a rendus maigres et pâles, deviennent vite des soldats dignes de Foch. Ainsi le veut la tradition de leur École.

Voici les pompiers. Ils ont gardé leur casque étincelant.

Voilà les zouaves. Ils ont repris pour un jour leur chéchia de pourpre.

En voyant les fusiliers marins, héros de Dixmude, la foule cria: « Vivent les pompons rouges! »

En voyant les brancardiers, la foule cria: « Ah! ceux-là, quel terrible métier ils ont!... »

— Bravo, les Marocains! » Parmi ces indigènes, combien de figures étrangement énergiques et ravagées, qu'on eût dit taillées dans de la lave: faces à large barbe d'apôtres guerriers, faces sombres et puissantes de nègres fiers de se soumettre à l'esclavage volontaire du devoir.

Les chasseurs à pied avaient obtenu la faveur de défiler, coiffés de leur béret. Foch avait-il quelque chose à leur refuser? Leur casque était attaché à leur sac, ce qui permettait à la foule de dire « qu'ils en avaient plein le dos ». Ils allaient de leur pas alerte vers le faubourg Saint-Antoine. Ce vieux faubourg a été leur parrain. C'est lui qui les a baptisés vitriers Pendant la Révolution de 1848, ils avaient reçu l'ordre de tirer sur le peuple. D'un seul geste, ils mirent en joue et firent feu. Mais le peuple n'eut ni un mort ni un blessé. En revanche, les carreaux des étages supérieurs furent criblés de balles. « Bravo! cria-t-on. Ils n'en veulent qu'aux vitres. Vivent les vitriers! » Aujourd hui, le vieux faubourg crie: « Vivent les vitriers! Ils n'en veulent qu'aux Boches et affranchissent les peuples. »

Derriere eux, défilaient noblement leurs mulets bien bâtés, compagnons aux oreilles interrogatives, aux pieds délicats et sûrs, aux longs yeux songeurs. « Ah! les bonnes bêtes », disait la foule qui a le sens des nuances.

« Bravo le 22! Bravo le 37! Bravo le 6-7! Bravo le 6-9! Bravo le 11-4! Bravo le 170! Bravo le 201! Bravo le 205! Bravo le 224! Bravo le 267! Bravo le 15-2: il défile avec la fourragère qu'il vient de recevoir! ».

Le 152e a une unité ardente, une âme, une volonté, une doctrine. « Premièrement, attaquer. Secondement, attaquer. Troisièmement attaquer. L'Allemand ne

cède que si l'on saute sur lui. Rien de plus court et par conséquent de moins coûteux ».

Cette doctrine, il la tient de Foch. Devant Nancy, ce régiment était composé presque exclusivement de Vosgiens. Peu à peu y entrèrent des hommes venus de presque tout le reste de la France. De grands vides s'étaient creusés dans ses rangs : en décembre 1915, au feu du Hartmannswillerkopf; en août, septembre et octobre 1916, au feu de la Somme.

— C'est son 3e bataillon, sous les ordres du commandant Lacroix, qui a enlevé la Caverne du Dragon en faisant 330 prisonniers.

— Comment s'appelle son colonel ?

— Il s'est appelé successivement de Colligny, de Poumayrac, Jacquemot, Semaire. Il s'appelle maintenant Barrard. Le voilà qui passe à cheval, à la tête de la 6e compagnie. Derrière lui, ses trois commandants. Lacroix, Toussaint, Thierry. Des officiers que comptait le 152e au début de la guerre, un seul reste, le capitaine Jenoudet, spécialiste de la mitrailleuse. Vive le 15-2, le régiment du diable, *Teufels Regiment*, comme disent les Boches.

Le général Foch, le général Pershing, le maréchal Joffre, saluaient de l'épée. Le salut de l'épée, levée vers le ciel pour attester le ciel de sa loyauté, puis abaissée largement vers la terre pour en prendre possession au nom de la France, c'est une belle chose. Le salut du drapeau qui s'incline un instant, c'est une chose sublime.

Dragons, chasseurs à pied, cuirassiers défilaient ensuite, tous coiffés du casque bleu des fantassins Ainsi se confondaient-ils, dans le torrent sacré de la guerre du Droit !

« Ah ! les beaux soldats, les beaux chevaux, les belles armes ! Carabine, revolver et sabre : tout cela au même homme. Il a de quoi faire ! »

De temps en temps, un nom lancé d'une voix retentissante traverse l'air. C'est un ouvrier qui salue un soldat, un père qui salue un fils. Pas de réponse, sinon dans le cœur qui palpite et dans les yeux qui brillent.

Jamais la foule n'avait plus profondément fraternisé avec l'armée Entre l'armée et la nation, jamais il n'y avait eu communion plus intime. Ainsi s'évanouissaient les mauvais bruits de démoralisation que l'Allemagne propageait pour ralentir l'effort américain. Les gens qui prêchaient une paix infâme n'appartenaient en rien à la France.

« Le 14 juillet qui suivra la Victoire ne pourra pas être plus beau que celui-ci. » Voilà le cri qui sortait de tous les cœurs. Et, dans toutes les âmes, se gravait une certitude.

« Mes *boys* en seront ! » disait avec fierté le général Pershing, en félicitant le Président de la République et le Chef d'état-major général.

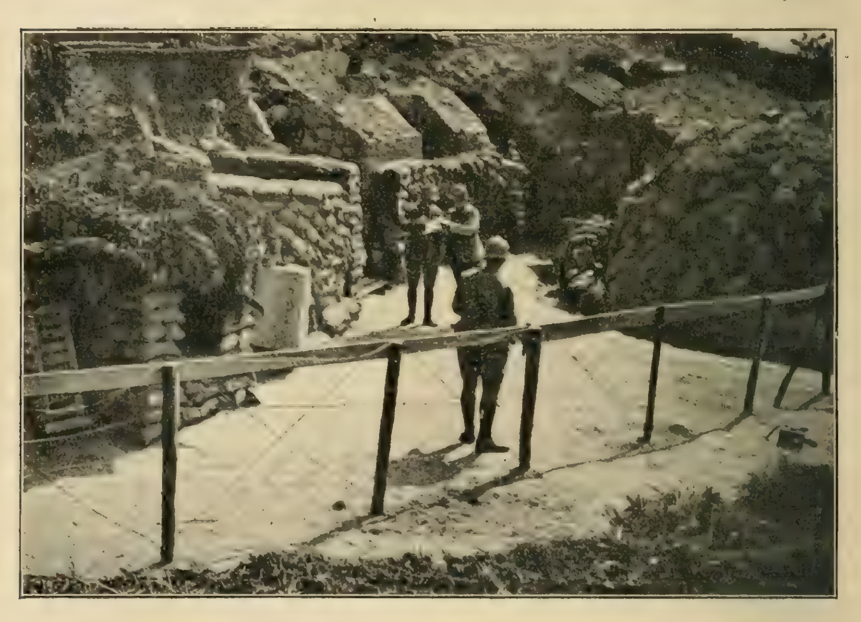
Résultats de notre campagne d'été, en 1917.

Le jour du 14 juillet, notre effort militaire ne s'était pas interrompu. Le 15, le 16 et le 17, nous continuions à progresser au nord de Verdun et en Champagne. L'ennemi sentit alors le besoin d'une apparence de succès à exploiter.

Il marchait de déceptions en déceptions. Déception, en ce qui concernait la guerre sous-marine ! Le gouvernement allemand avait déclaré : « La guerre sous-marine va amener l'Angleterre à faire la paix » Or, les liens franco-anglais s'étaient resserrés et l'Amérique venait à nos côtés à travers l'Océan. Les navires allemands étaient saisis aux États-Unis ; le Brésil, puis la Chine, rompaient avec l'Allemagne.

Déception alimentaire ! En juillet, Berlin avait lu cet avis officiel : « En échange de deux coupons blancs de la carte de pommes de terre, on pourra se faire délivrer, par semaine, une demi-livre par coupon, ou, à défaut de la livre de pommes de terre, 200 grammes d'articles de boulangerie ».

En vain, Guillaume II annonça, au même moment, que la Prusse allait enfin avoir une loi électorale « sur la base du droit de vote allemand » Son chancelier Bethmann-Hollweg devenait de plus en plus impopulaire. Les Allemands lui reprochaient le mot imprudent : *chiffon de papier*, que tous avaient applaudi du fond du cœur, et, dans ce vague personnage qu'ils traitaient de *Magere Spargel* (maigre asperge), il ne voyaient plus que le chancelier de la défaite. Il fut remplacé



HURTEBISE. — VUE GÉNÉRALE DU POSTE DE COMMANDEMENT.
(Section photographique de l'Armée.)

par Georg Michaëlis, autre fonctionnaire prussien qui, jusqu'au moment de la déclaration de guerre, pour se préparer à un rôle plus élevé, passait quelques jours, presque tous les mois, dans une villa près de Paris, à Villemomble. Depuis 1916, ce Michaëlis exerçait les fonctions de commissaire des vivres en Prusse. De naissance obscure, il affectait des sentiments démocratiques. Il avait même résisté assez violemment aux exigences du ministre de l'Agriculture von Schorlener, créature des grands propriétaires agricoles.

En prenant le pouvoir, il déclara que la guerre serait poussée à fond. La presse demanda des actes De là une offensive déclenchée, en même temps, sur le front russe, le front britannique et le front français.

Nos troupes furent attaquées près de Saint-Quentin, au plateau du Chemin des Dames, et, avec une opiniâtreté furieuse, entre Craonne et Hurtebise.

A ce combat qui dura quatre jours, prirent part deux des meilleures divisions allemandes ramenées de Roumanie et la Garde Impériale. Elles se heurtèrent au 64e et au 24e bataillons alpins de la division Brissaud-Desmaillets, au 5e et au 28e chasseurs, au 49e et au 18e régiments d'infanterie de la division Paquette. Les Allemands pénétrèrent un moment sur le plateau de Californie; mais notre artillerie les y décima; puis d'un élan, le 64e et le 28e bataillon rejetèrent pêle-mêle les survivants.

A la fin de juillet, la lutte se développa surtout à l'ouest de Hurtebise et près du Mont-Haut, en Champagne. Pendant les premiers jours d'août, le Kronprinz lança ses régiments d'élite sur tout le front de l'Aisne, particulièrement près de Cerny. Le combat reprit entre Avocourt et la cote 304; puis, en Champagne, dans le secteur du mont Cornillet; puis, dans le secteur du plateau de Californie; puis, au nord de Verdun, dans le bois des Caures. La Garde et les troupes de choc étaient soutenues par une grosse artillerie toute neuve et par des détachements exercés à lancer, tantôt des gaz asphyxiants, tantôt des liquides enflammés.

Et toujours nos troupes parvenaient à rattraper, morceau par morceau, le terrain que l'ennemi avait payé si cher.

Au front du Chemin des Dames, depuis Laffaux jusqu'à l'Aisne, le Kronprinz avait, pour le 5 mai 1917, réuni 14 divisions. Il dut bientôt en ramener les débris à l'arrière, et les remplacer par d'autres, puis par d'autres encore. Jusqu'au 20 août, rien que sur le front de l'Aisne, 49 divisions allemandes furent mises hors de combat.

Ainsi, grâce au courage indomptable de nos soldats, au dévouement de leurs officiers et à l'habileté de leur grand chef Pétain, notre campagne de l'été 1917, malgré tant de traverses, a obtenu le principal résultat que la France en attendait: elle usait largement les forces allemandes.

De Soissons à Craonne sous le vol des taubes.

Soissons a encore reçu, ce matin de juillet, quarante obus. Les habitants de la ville les ont comptés avec un calme dédaigneux. Compterons-nous les habitants de la ville? Ce serait beaucoup moins long que de compter les obus tombés sur Soissons en un mois. Avant la guerre, Soissons avait 15 000 âmes. Aujourd'hui, elle n'en a pas 1 400. Mais, comme dans toutes les villes du front, Dunkerque, Arras, Compiègne, Reims, Bar-le-Duc, Nancy, Lunéville, Saint-Dié, Thann, ce sont des âmes éprouvées et passées à la flamme.

Depuis longtemps, nous connaissions Soissons. Jamais nous ne l'avons trouvée plus digne d'amour et d'admiration. Impossible d'imaginer une ville arborant plus fièrement les stigmates d'une plus effroyable torture. Ses solides maisons de pierre ont toutes reçu des projectiles: fusants, percutants, shrapnels. Beaucoup d'entre elles, frappées à mort, sont des cadavres, des cendres, des fantômes de maisons. Variété prodigieuse et poignante des ruines! Voici des murailles perforées. Voilà des façades constellées. Voilà des loques de rideaux à des fenêtres sans vitres. Voilà, au-dessus des magasins défoncés, des stores pareils à des drapeaux en charpie. Voilà des toitures arrachées comme par une démoniaque curiosité. En voilà d'autres auxquelles on a appliqué un pansement provisoire en carton bitumé. Le bureau de la Poste et du Télégraphe, murs troués et lanterne bleue cassée, semble avoir soutenu un siège. Triomphalement, puisque des facteurs, au képi flambant neuf, en sortent avec leurs boîtes pleines!

Soissons est avant tout une ville de guerre. Ville très antique. Au temps de César, elle était la puissante capitale des Gaulois Suessions. C'est sous ses murs que notre Clovis battit le général romain Syagrius. Elle devint, vingt-cinq ans après, dans l'an de grâce 511, la capitale de la Neustrie, c'est-à-dire le berceau de la monarchie française. Que de légendes militaires sont nées ici, pour prendre leur vol à travers le monde ! L'homme du monde qui sait le moins l'histoire, connaît pourtant, jusqu'au moindre détail, l'anecdote de ce vase que brisa d'un coup de hache, sous les yeux de Clovis, un soldat de mauvaise humeur. Il y a toujours eu des soldats de mauvaise humeur, même dans les armées les plus disciplinées et les plus



TRANCHÉE DE PREMIÈRE LIGNE DANS SOISSONS.
(Section photographique de l'Armée.)

victorieuses. Quand on approche de Soissons, après avoir répondu aux innombrables interrogatoires des gendarmes vigilants, ce qu'on aperçoit tout d'abord, ce sont les ruines de Saint-Jean-des-Vignes, magnifique façade gothique qui se détache sur le vide. Les ruines de l'édifice semblent d'hier. En réalité, elles sont l'œuvre du temps et non des hommes. Cependant, Saint-Jean-des-Vignes a eu sa part du martyre actuel. Les deux merveilleuses tours du xve et du xvie siècle portent des cicatrices toutes fraîches. La tour du xvie siècle, la plus haute, 75 mètres, est à demi décapitée. Au milieu de la ville s'élève un monument en l'honneur de nos soldats morts en 1870-71. Quel monument assez pieux élèvera-t-on jamais aux soldats morts de 1914-15-16-17 ! Chers aînés déjà lointains de 1870-71, sur le monument de vos vengeurs, ce n'est plus « Gloire aux vaincus » qu'on lira, mais « Gloire aux vainqueurs ! » Saluons maintenant une grande morte de la guerre de 1914, la cathédrale. Elle a été suppliciée, crucifiée, achevée par l'ennemi. Tout d'abord

une de ses magnifiques colonnes, tranchée à la base par un obus comme un épi de seigle par une faux, tomba, brisée en tronçons dont la taille dépasse l'imagination humaine. Dans la nef principale, toiture et voûtes se sont anéanties. La pluie et le soleil entrent à flots. De là, sur des monceaux de décombres, de si lamentables taches vertes ! De là, sur les murs, un jour cru si douloureux ! Pauvre cathédrale violée, souillée, éventrée ! En vain, nous y cherchons le mystère émouvant de la demi-obscurité. En vain, cette enivrante odeur de moisissure, de salpêtre et d'encens qui est comme l'âme même de nos chères églises respectées. Le transept et le chœur de Soissons ont toujours été considérés comme des choses sans pareilles : ils forment



DANS LES RUINES DE CROUY.
(Section photographique de l'Armée.)

une église dans l'église, une merveille dans la merveille. Nous les retrouvions alors à peu près intacts, avec leur tribune, leur triforium, leur chapelle à deux étages, si vastes que toute une armée pourrait y entendre la messe. Dans cette partie de l'édifice, on a rangé ce qu'on a pu en sauver. Sur un autel de bois doré, des vases se serrent les uns contre les autres. Pauvres vases de Soissons qui avaient survécu ! Une partie des vitraux du chœur ont été mis en lieu sûr. Mais la partie supérieure, joyaux étincelants où se mêlent des verts d'algues et de vagues, des bleus de ciel et de prunelles, des rouges de flamme et de sang, demeure exposée aux coups. Pour l'enlever, il aurait fallu un échafaudage, et les ouvriers, en y travaillant, auraient servi de cibles aux barbares. Dans un coin de l'église est roulé un matelas. — Qui donc couche ici? — Un dessinateur venu pour un jour. Trouvant l'église si pittoresque et si pathétique, il a déclaré : « Je ne m'en vais plus ». Et on lui a prêté ce lit. — C'est une hospitalité vraiment sacrée. Du haut de la tour unique, pareille

à une des tours de Notre-Dame de Paris, on découvre la cote 134 On se rappelle que l'ennemi établi sur la hauteur gênait notre ravitaillement. Le général Berthelot la lui enleva. Ce fut un important succès qu'on voulut pousser davantage. Inquiet, l'ennemi prépara une attaque que la crue de l'Aisne favorisa, en empêchant l'arrivée de nos renforts. Le général Berthelot aurait voulu que l'on s'en tînt à la prise de la cote 134. Mais le général Maunoury, son chef, lui ordonna de pousser plus avant. Inutilement, le général Berthelot rappela ce qui nous manquait en hommes et en artillerie. Une discussion éclata entre les deux généraux, debout près de leurs automobiles. Berthelot dut obéir.

SAUCISSES SUR LE FRONT.
(Section photographique de l'Armée.)

Voilà le saillant de Saint-Paul. Voilà Crouy, Braye, Bucy-le-Long, Missy-sur-Aisne, Vailly, Soupir. Les noms de ces villages résonnent dans toutes les mémoires. Peu à peu, nous approchons de Craonne. Certains de ces noms sont prononcés par les gens du pays d'une façon si spéciale qu'on ne les reconnaît plus. Vailly, c'est *Vely*; Craonne, c'est *Cranne*. Le long de la route, une maison en ruines dresse sa façade intacte. L'inscription qui faisait connaître le nom de son propriétaire et la nature de ce qu'on y vendait a été enlevée par l'ennemi qui, à la place, avec une patience scrupuleuse, a inscrit en gigantesques lettres blanches : *Gott strafe England*, (Que Dieu punisse l'Angleterre!) Prière blasphématoire, obsession sacrilège, dont l'Angleterre doit sourire. Les nombreuses ambulances que nous rencontrons dans la région ont toutes leur caractère propre. Celle-ci est établie dans un château ancien qui porte, à son fronton, ce rappel à la modestie, un peu ironique en l'épreuve que nous subissons : *Careas ne quid nimis* (prends garde à tout excès). Cette autre est établie dans un château moderne qui a été occupé pendant quelques jours par l'ennemi. Les officiers allemands se sont amusés à découper des carrés de toile dans les tableaux qui décoraient les appartements. Ces découpures stupides semblent de sinistres cartes de visite. Cette autre ambulance campe au pied du mont Notre-Dame. Le mont se couronne d'une église gothique, sœur de la cathédrale de Soissons, qui, perdue en pleine campagne, doit son salut à son isolement. Cette autre se développe en pleine forêt. Sous ses blanches tentes, de blancs lits et de blanches tables d'opérations attendent les blessés. Ses services se perfectionnent sans cesse. On demande aux médecins ce qui peut leur être le plus utile. « — Des planches. — Quoi! Dans cette forêt? — Oui. Sans doute nous

avons des arbres. Mais ce sont des planches qu'il nous faut. Des planches, et surtout des clous. — Quels clous? — Des clous de toutes les dimensions, de toutes les formes. Des clous encore, toujours des clous. Quand nos soldats mettront la main sur une statue d'Hindenburg, ils savent ce qu'ils doivent en faire : la déclouer au profit de nos ambulances ».

En face des saucisses françaises, on distingue les saucisses allemandes. Entre les unes et les autres passent des avions autour desquels naît soudain la floraison cotonneuse des obus qui explosent. Les avions allemands cherchent sans cesse à faire quelque mauvais coup toujours plus imprévu et toujours plus lâche. Dans nos ambulances, sur la blancheur des plus grandes tentes, on a peint de grandes croix rouges. Mieux encore : une croix rouge se dessine, immense, à même le sol. « — Avec quoi l'avez-vous peinte ? demandons-nous à un des médecins. — Avec de la brique écrasée. Elle est visible à des centaines de mètres. Pas d'erreur possible pour les avions allemands Ces croix rouges sauteront aux yeux des aviateurs. De plus, apparaissant si nettement sur les photographies que les aviateurs prennent, elles nous préserveront de tout bombardement ». Candeur de l'esprit français prêtant toujours aux ennemis sa loyauté chevaleresque. Voici la réponse allemande. « Le 25 juillet 1917, un taube, vers cinq heures du matin, survola nos ambulances du front, descendit à deux cents mètres au-dessus de l'une d'elles et lança quatre bombes qui atteignirent les bâtiments que les croix rouges désignaient. Sur le coup, furent tués un médecin, un pharmacien et un infirmier. Un second médecin mourut de ses blessures ; un troisième médecin, un officier d'administration et six soldats hospitalisés furent blessés grièvement. » En lisant ces lignes, nous croyions entendre la voix du médecin nous disant : « Peinte avec de la brique rouge écrasée, cette croix reste visible à des centaines de mètres. Pas d'erreur possible ». Et, en vérité, il n'y eut pas d'erreur.



SAUCISSES RAMENÉES A LEUR EMPLACEMENT DE DÉFENSE.
(Section photographique de l'Armée.)

Devant nous, un détachement retourne vers le front. Malgré la chaleur accablante, les hommes ne plient pas sous le rude poids de leur sac, de leurs provisions, de leurs outils, de leurs armes. Leur pas reste alerte et régulier. Ce sont de bons et beaux soldats. Ils passent en silence. A quoi bon ajouter aux innombrables travaux de la guerre la fatigue des paroles vaines ? Dans leurs regards fixes et pensifs, il y a une résolution qui dit tout.

Nouvelle offensive française devant Verdun.

Le 20 août Pétain prit à son tour l'offensive. Pour la bataille qu'engagea alors l'armée de Verdun, sous les ordres du général Guillaumat, notre haut commandement avait, de la façon la plus précise, déterminé notre objectif. « Enlever à l'ennemi les derniers observatoires qui lui restent devant Verdun : sur la rive gauche de la Meuse, le Mort-Homme et la cote 304; sur la rive droite, la cote du Talou et la



L'ARMÉE DES CAMIONS.

(Section photographique de l'Armée.)

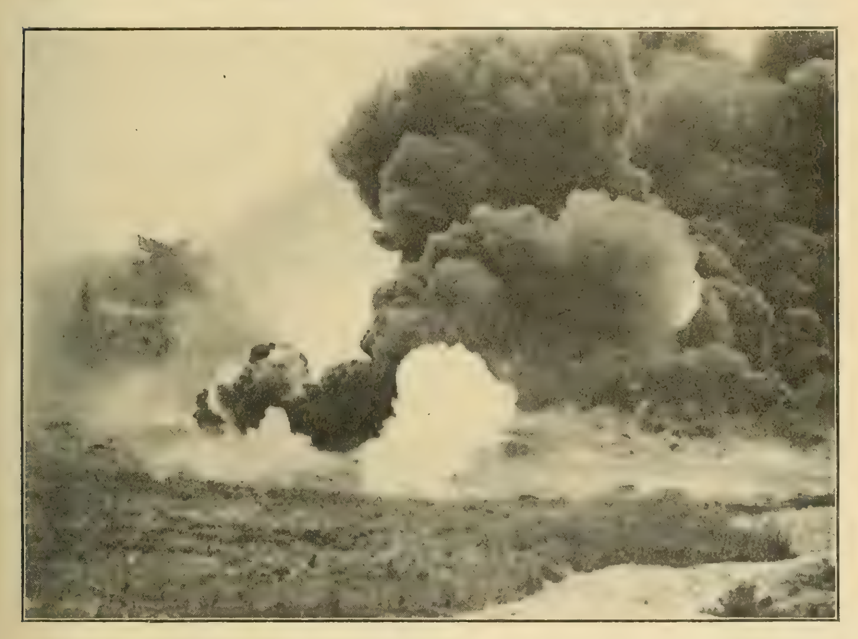
cote 344. » A cet objectif si nettement limité, s'ajoutait l'objectif des objectifs, lequel avait pour formule le mot d'un de nos généraux les plus aimés : « 1° tuer du Boche; 2° tuer du Boche; 3° tuer du Boche ».

Tout de suite, la route qui va de Bar à Verdun par Souilly reprit son activité des jours héroïques. Cette route était devenue, suivant l'expression de Lloyd George, « un des protagonistes de la divine tragédie ». Des camions, blancs de poussière, s'y suivant sans interruption, transportaient nos troupes.

Parfois, la chaleur étant accablante, dans la voiture, nos hommes passent les mains par les interstices de la bâche pour sentir un peu de fraicheur. Ils semblent ainsi saluer au passage la terre de Lorraine pour laquelle ils risquent leur vie.

Ceux d'entre eux qui se trouvent à l'arrière de la voiture rient aux agriculteurs qui, tout près du champ de bataille, accomplissent, eux aussi, leur tâche, sans défaillance, et amorcent le sillon de la charrue à l'entonnoir de l'obus.

Ces hommes qui vont au combat montrent un calme et parfois une gaieté que jamais on ne glorifiera assez En voici un qui, le torse moulé dans un chandail, s'assied sur le marchepied ; un autre qui, lentement, tire un beau couteau neuf de sa gaine; un autre qui caresse un joli melon doré qu'on lui a donné au dernier village. Arrêt d'une minute pour les camions. Nous revoyons assis sur son marchepied, l'homme au chandail : il croise noblement ses bras nus comme un lutteur de cirque. Nous revoyons l'homme au couteau : il en essaie le tranchant sur son ongle. Nous revoyons l'homme au melon : il le divise, avec le couteau du voisin, en tranches juteuses qu'il distribue paternellement autour de lui. Soudain, les yeux se



ATTAQUE PAR LIQUIDES ENFLAMMÉS.
(Section photographique de l'Armée.)

lèvent vers le ciel. Des fusées. Des gerbes de fusées multicolores! C'est, en plein jour, un feu d'artifice féerique. Sur le délicat azur lorrain se déroulent ou se nouent des zigzags verts, jaunes, rouges ou bleus. « Voilà la plus belle ! » On dirait la fusée légendaire qui, pendant les feux d'artifices du 14 juillet, sur la place Chevert de Verdun, arrachait aux enfants lorrains le traditionnel cri d'extase : « Oh ! la bleue ! » Ces bariolures lumineuses qui s'évanouissent lentement ont un langage que notre artillerie a tout de suite déchiffré. Elle le traduit par un concert de détonations qui fait trembler la terre et sourire nos hommes.

Alors, sur la Voie sacrée, les camions se mettent à chanter. Ils ne chantaient pas, l'année dernière, les camions qui ont aplani, poli, lustré cette Voie! En février, mars, avril, juin 1916, les soldats amenés à Verdun pour empêcher l'ennemi de passer, restaient silencieux et graves. Suprême, poignant espoir de la patrie ! Et voici que ceux d'août 1917 chantent, en allant à Verdun pour attaquer. Leurs camions retentissent de voix sonores, d'accordéons, de flûtes : musiques de fêtes

populaires. Ces Français, exaltés par le souffle étincelant de la victoire, pourquoi n'auraient-ils pas chanté ?

Tous sentent le changement accompli à leur bénéfice, dans l'art de la guerre.

Jusqu'à la fin de 1914, cet art avait consisté dans la manœuvre. Des deux parts, les chefs manœuvraient pour déborder l'adversaire. Ces grands mouvements stratégiques, conformes aux enseignements classiques, remplissent les quatre premiers mois. Mais, pour le cinquième mois, les deux adversaires avaient couvert leur front d'ouvrages défensifs, et chacun d'eux s'appuyait à une infranchissable barrière : vers l'ouest, la mer ; vers l'est, la Suisse. Dès lors, une seule entreprise semblait possible : enfoncer le front, malgré les défenses dont il se couvrait. Nous avons tenté cette entreprise en Artois et en Champagne. Tout d'abord nos succès furent magnifiques. Mais l'ennemi se replia à quelques kilomètres et nous arrêta devant des positions plus solides, établies à contre-pente des collines. Bientôt on s'avisa d'un procédé nouveau : écraser sous un bombardement prolongé les positions à conquérir. C'est ainsi qu'en usa l'ennemi, dans son offensive contre Verdun, en 1916. Ce procédé, perfectionné par la France et la Grande-Bretagne, fit ses preuves sur la Somme. Le 24 octobre 1916 et le 15 décembre 1916, nos vagues d'assaut progressèrent, précédées d'un barrage d'artillerie se déplaçant avec elles. C'est ce que nos hommes appellent le barrage roulant. En 1917, ce procédé se perfectionna encore, surtout en ce qui concerne à la fois le barrage roulant, l'artillerie d'accompagnement et l'intervention des avions comme éclaireurs, bombardiers ou mitrailleurs. De là, les victoires de Vimy, le 9 avril, et de Messines, le 7 juin. Dans ces victoires, les pertes subies par l'infanterie diminuaient de plus en plus. L'ennemi essaya d'opposer une parade nouvelle au nouveau genre d'attaque. Il abandonnait sa première position, disposait des noyaux de résistance entre sa première et sa seconde position, s'appliquait à rompre nos vagues d'assaut, et, quand elles semblaient rompues, lançait sur elles une masse de troupes fraîches. Pour déjouer cette combinaison, il nous suffit de nous arrêter aux premières lignes conquises et d'attendre que l'ennemi ait lancé ses troupes fraîches : notre tir de barrage en avait raison.

Désormais, dans le combat, nous faisons en sorte que sans cesse la science vienne en aide au courage. Jamais science française n'a été plus inventive; jamais courage français plus réfléchi. Chaque jour, la science met des armes plus redoutables et plus nombreuses aux mains de nos soldats. Chaque jour, leur courage s'adapte mieux aux nécessités de la guerre moderne.

Le combat se développe par les phases suivantes : *Phase de l'artillerie.* Nos pièces préparent l'attaque, en détruisant les tranchées, les ouvrages, les batteries de l'adversaire. *Phase de l'aviation.* Nos avions indiquent exactement à nos pièces ce qu'elles ont à détruire. Ils permettent de dresser des cartes révélant, jusque dans le détail, où en est notre préparation d'artillerie. Enfin, au moment de l'attaque, ils assurent la liaison soutenue de l'artillerie avec l'infanterie. *Phase de l'infanterie.* L'attaque commence. Tout est prévu pour que cette attaque se modifie conformément à tous les accidents du terrain et à toutes les péripéties de la lutte : plaine nue ou colline boisée, village avec ou sans caves, tirs de barrage, jets de flammes ou nappes de gaz. La vague d'assaut ne prend plus son élan que lorsqu'elle est précédée de la vague de feu. Dans notre offensive du 20 août 1917 devant Verdun, la proportion entre l'infanterie et l'artillerie a été de 60 pour 100 d'artilleurs pour 40 pour 100 de fantassins. La diminution des pertes est mise en lumière par certains faits sur lesquels insiste la Grande-Bretagne. Au commencement de 1917, un bombardement de cinq mois a forcé l'ennemi à abandonner sans coup férir le

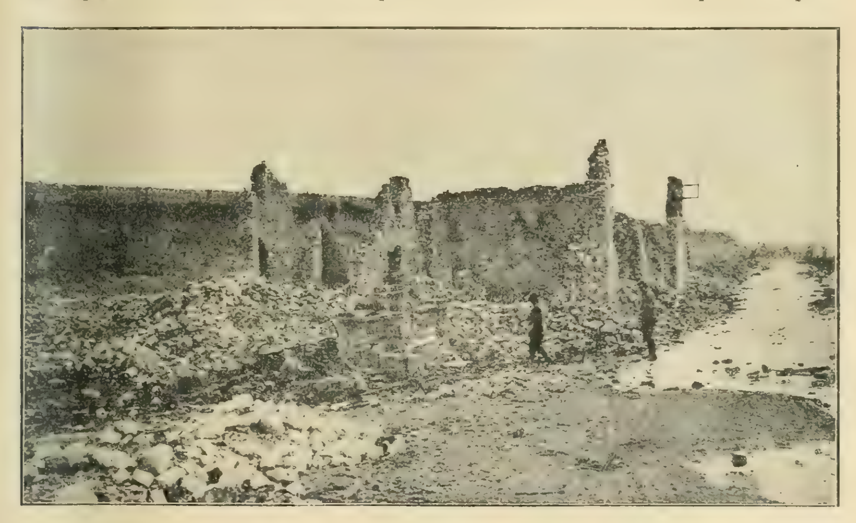




UN COMBAT AÉRIEN

UN ALBATROS DESCENDU PAR UN SPAD

front Bapaume-Péronne. En juillet 1917, à Hargicourt, les troupes britanniques n'ont subi presque aucune perte, en enlevant les premières lignes ennemies sur une profondeur de 700 mètres et sur une largeur de 1 500, pour s'emparer d'une colline formidablement défendue. Afin de rendre ces faits encore plus saisissants, nos alliés ont recours au cinématographe. Regardez d'abord l'assaut dirigé contre Beaumont-Hamel, en juillet 1916, c'est-à-dire à l'époque où les troupes britanniques attaquaient encore sans s'être assuré une parfaite protection d'artillerie. Vous voyez, au sortir des tranchées, les hommes fauchés par les mitrailleuses. Regardez maintenant l'offensive de novembre 1916. Sous une voûte d'obus, les hommes progressent sans qu'aucun d'eux tombe mort. Quelle transformation ! Vous n'apercevez plus



RUINES D'AVOCOURT.

(Section photographique de l'Armée.)

trace des villages, des fermes, des points d'appui. Reportez-vous maintenant aux films de 1915. Tous les points d'appui y sont à peu près intacts. Vous reconnaissiez les villages fameux de Carency et d'Ablain. Vous reconnaissiez l'église d'Ablain, dressée au pied de la colline de Notre-Dame de Lorette. Points d'appui qui coûtaient des flots de sang ! Désormais, nous n'attaquons que si l'emplacement d'un village ne se discerne plus guère que par le croisement de quelques chemins.

Devant Verdun, pour l'attaque du 20 août, depuis le bois d'Avocourt jusqu'à Bezonvaux, le terrain avait été étudié, scruté, préparé à fond. Le temps redevenu serein favorisa nos avions qui renseignèrent notre artillerie. Tout de suite, nos gros canons, dont plusieurs de 400, achevèrent la plus salutaire besogne. Le général Franiatte, commandant l'artillerie de l'armée, ne négligea rien pour détruire les organisations défensives de l'armée du Kronprinz, sur un espace de 25 kilomètres.

Par un travail de nuit, nos parallèles de départ avaient été soigneusement préparées, dans le terrain plein d'herbes et de broussailles qui séparait nos lignes des lignes ennemies. Jusqu'au jour, pour assurer la sécurité de nos travailleurs, nos patrouilles circulèrent sans bruit. Opérations difficiles et dangereuses, dans les-

quelles l'homme doit se glisser comme un serpent, l'oreille toujours aux aguets ; opérations pour lesquelles affluaient les volontaires.

Le jour se leva. A l'heure fixée, 4 h. 40, fut donné le signal de l'attaque. Dans les vallées flottait une brume que la fumée des explosions continuelles rendait plus épaisse. Des éclairs ininterrompus illuminaient les sinuosités du terrain Bientôt traversant le bleu nacré du matin, les fusées annoncèrent notre marche en avant. Des ballons captifs télégraphiaient au poste de commandement les renseignements complémentaires. Des nuées d'avions tourbillonnaient en tous sens. Déjà, un kilomètre et demi, puis 2 kilomètres, étaient conquis en profondeur, sur un front de plus de 20 kilomètres, Déjà 4500, puis 5 200 Allemands prisonniers, y compris 120 officiers, étaient conduits à l'arrière. De notre côté, quelques pertes. non pas insignifiantes, — la moindre goutte de sang français nous semble sortir de notre cœur déchiré, — mais des pertes très peu nombreuses.

Dans tous les premiers groupes de prisonniers, les soldats ont l'air déprimé ; les officiers, l'air anéanti.

Aucun de ces Allemands ne pouvait plus débiter la fameuse fanfaronnade en trois points dont beaucoup d'interprètes ont eu les oreilles rabattues : « L'Allemagne est absolument certaine de la victoire. Et cela, pour trois raisons. Premièrement, les Allemands sont plus nombreux que les Français ; tous les ans, les statistiques de la natalité témoignent que la France s'enfonce dans l'abîme. Secondement, l'armement et la puissance militaire de l'Allemagne lui assurent une incontestable supériorité ; sans doute, la France a beaucoup travaillé pour rattraper le temps perdu, mais l'avance de l'Allemagne est trop grande. Troisièmement, la France a les nerfs trop sensibles et le caractère versatile. L'Allemagne, au contraire, a les nerfs solides et le caractère inébranlable ; son moral, grâce à sa discipline, se maintiendra sans défaillance jusqu'à la victoire, laquelle, suivant votre Napoléon, appartient au plus opiniâtre ». Successivement, les deux premiers points de la fanfaronnade germanique avaient été démolis comme deux fortins par des 400. Avec le concours des alliés, la France a la supériorité du nombre et la supériorité de l'armement. Restait le troisième point : « Vos nerfs s'ébranlent. Vous perdez patience ». Or, voici que ce troisième point subit le sort des deux premiers. En voyant nos hommes aller si vaillamment au combat, la France entière, la grande France, rayonnante d'espoir et consciente de sa force, crie : « Vivent les vainqueurs ! »

Mais retournons à nos Boches. Pour beaucoup de leurs officiers l'avancement est visiblement anormal. Voici d'anciens sous-officiers de carrière qui, certes, même en leurs nuits de beuverie démesurée, n'avaient jamais rêvé de porter la dragonne. Voilà un assez grand nombre d'israélites nommés capitaines. Quelle nouveauté, ou, pour mieux dire, quelle révolution dans les traditions sacro-saintes du militarisme allemand ! « Nécessité n'a pas de loi », disait Bethmann-Hollweg. « Nécessité n'a pas de culte », dit Hindenburg.

Cependant, avouons-le, si aujourd'hui aucun de ses officiers ne croit plus à la victoire de l'Allemagne, aucun d'eux ne croit encore à sa défaite. Tous se disent : « L'Allemagne a tant de ressources et d'inventions en matière d'intrigues internationales, qu'elle se tirera d'affaire, fera une paix blanche et noire, c'est-à-dire une paix prussienne ; acquerra pour toujours la gloire d'avoir tenu en échec presque toute l'humanité ; profitera de cette situation sans précédent pour assurer le triomphe de son industrie ; enfin, à la prochaine belle occasion, recommencera une guerre où ni la Marne, ni l'Yser, ni Verdun ne seront pour elle des obstacles. »

Tout en se raccrochant à cette suprême illusion, les officiers prisonniers nous déclarent qu'ils admirent la France pour le sang magnifique qu'elle a versé et pour

certaines vertus qu'ils croyaient mortes en elle. L'un d'eux nous vante l'habileté avec laquelle nos ouvrages sont exécutés. «Les soldats allemands, dit-il, fournissent un travail plus consommé et d'une exécution plus complexe. Mais combien les Français sont plus lestes et plus pratiques! C'est aussi une grande surprise.»

Voilà, parmi les soldats prisonniers, un grand nombre de jeunes gens de la classe 17. En voilà encore davantage de la classe 18. De leur côté, nos alliés de la Grande-Bretagne nous communiquent les chiffres suivants: «Sur cent prisonniers allemands, il y en a plus de vingt qui n'ont pas vingt ans». Remarquons à ce propos que, dans l'armée allemande, cet âge n'a rien d'anormal. D'après la loi allemande, tout homme valide est soldat de 17 à 60 ans. Aussi en Allemagne, on n'a pas besoin d'*appeler* les classes. Ces lamentables petits drôles, face blême sans une ombre de moustache, yeux ronds derrière de grosses lunettes, inspirent de l'étonnement aux Français. Mais eux ils ne sont nullement étonnés d'être à l'armée. C'est leur place. Ils savent que, sur le sol natal, leurs camarades encore plus jeunes sont déjà désignés pour les remplacer et seront préparés à des batailles toujours plus formidables et impitoyables.

Un prisonnier allemand, homme à bésicles archidoctorales, nous parle d'une institution nouvelle, la *Reichsjugendwehrgesellschaft*, c'est-à-dire «l'association de la jeunesse pour la défense de la patrie». Dès l'âge de sept ans, le jeune Allemand est militarisé. Dans les villes et dans les villages, on voit les enfants traverser en rangs les places publiques, sous la conduite de sous-officiers ou de lieutenants de réserve. On les voit faire l'exercice avec des bâtons qui font le poids des fusils, et des brouettes qui ont le poids des mitrailleuses. Ils apprennent à creuser des tranchées, à ramper sur le sol, à s'infiltrer sous les taillis, à surprendre et à accabler l'adversaire. Ceux de ces enfants qui manifestent des dispositions particulières sont désignés pour les futures troupes de choc, *Stosstruppen*, et reçoivent une culture intensive à part. Cet apprentissage du métier de soldat devient obligatoire à partir de treize ans.

AFFICHE HUMORISTIQUE DANS UN VILLAGE PRÈS DU FRONT.
(Section photographique de l'Armée).

L'ennemi a affirmé qu'il savait le jour et l'heure de notre offensive (4,40-20-8). Comme il avait amené, dans ses retranchements renforcés, cinq divisions de réserve avec une puissante artillerie lourde, il pensait n'avoir rien à craindre. L'efficacité de notre artillerie, la clairvoyance de nos aviateurs et surtout l'incomparable bravoure de nos fantassins, l'ont détrompé. En vain, des nappes de gaz asphyxiants furent lancées contre nos vagues d'assaut. Nos soldats se contentèrent de mettre leurs masques. Prodigieuse endurance. Dès que ces braves gens avaient enlevé leur cagoule et déposé leur fusil, ils prenaient la pelle. C'était là, dans toute la force du terme, un travail de Romain.

Contre nous, le Kronprinz avait disposé cinq divisions de réserve avec 430 batteries.

Notre 13e corps (123e et 126e divisions) enleva, sur la rive droite, la côte de Talou, le hameau de Champ, le Village de Champneuville, les côtes 344 et 240 au nord de

Louvemont, une partie du bois des Fosses, du bois le Chaume et la ferme de Mormont. Nous parvenions à Beaumont et presque au bois des Caurières. Sous l'action croissante de notre bombardement, l'ennemi avait retiré la plus grande partie de ses forces. Au Talou, il ne laissait plus qu'un ou deux bataillons, mais avec un très grand nombre de mitrailleuses. La 6e division allemande, division de Brandebourg, perdait 3 000 prisonniers dont 70 officiers. Parmi les prisonniers on reconnaissait des musiciens et des cuisiniers. Tout ce qui se trouvait en état de marcher était poussé en avant.

Au Mort-Homme et à la cote 304, l'ennemi, si voisin de nous, n'aurait pas pu



COTE DU TALOU.

(Section photographique de l'Armée.)

se retirer sans s'exposer à un désastre. Impossible de faire jouer la combinaison Hindenburg. C'est pourquoi, sur la rive gauche, nous avons fait beaucoup plus de prisonniers que sur la rive droite : 6 000, ici ; 2 000, là.

Un des ouvrages les plus durs à enlever fut le tunnel des Corbeaux, lequel, passant sous la côte de l'Oie, amenait l'ennemi au ravin des Caurettes. Premièrement, les deux bouches principales du tunnel furent obstruées. Quelques hommes envoyés en reconnaissance apprirent que le tunnel avait d'autres orifices. Une compagnie qui s'élança à la découverte essuya un terrible feu de mitrailleuses. On resserra la surveillance autour de l'ouvrage tout entier. Le silence se refit et la nuit vint. Combien y avait-il d'Allemands dans ce tunnel ? N'allaient-ils pas tenter une sortie sur nos positions insuffisamment organisées ? Nous découvrîmes quelques-unes des cheminées qui servaient à l'aération du tunnel. Des grenades y furent jetées, pendant que nous préparions des mines. Devant tous les orifices, nous dressâmes des barricades de sacs à terre et de bois. L'aurore apparut. Un commandant, revenu de nos positions nouvelles, jeta un coup d'œil sur nos travaux et murmura : « On va bien voir ». Il courut à la principale bouche, celle du nord, et cria : « M'entendez-

vous? » Voyant s'avancer un officier allemand, il déclara : « Vous n'avez qu'à vous rendre. — Jamais. — On ne vous demande pas votre avis. Je vous fais connaître nos conditions. Si vous ne vous êtes pas tous rendus dans un quart d'heure, chefs en tête, le tunnel sautera. Les mines sont prêtes. — Soit. Je transmettrai au major ce que vous me communiquez. » Neuf minutes après, cet officier allemand reparut avec treize autres, dont le major. Ils déclarèrent avec une insigne prudence : « Nous demandons que nos troupes soient évacuées par la bouche du sud. Elles échapperont ainsi au bombardement. » Alors 795 prisonniers allemands défilèrent. Quelques-uns d'entre eux, plus ou moins blessés, étaient soutenus par leurs camarades. Tous avaient le visage défait par la fatigue et bouleversé par la peur. Nos hommes ouvraient leurs rangs pour les laisser passer et les dévisageaient en souriant. Si dédaigneux qu'il soit, un sourire est un sourire. L'un des Allemands, qui savait le français engagea la conversation : « Ma foi ! dit-il, il était moins cinq ». Nos hommes éclatèrent de rire Là-dessus, un autre soldat allemand qui portait au bras le brassard des brancardiers, hurla : « C'est la faute de l'empereur et de ses hobereaux. Nous espérons bien que tout cela va finir. L'Allemagne est à bout. » Apercevant un de nos officiers, il ajouta : « Voulez-vous que je vous mène dans tout le tunnel? — Bonne idée : mène-nous », répondit l'officier. Et, se tournant vers un des officiers allemands, il lui dit : « Vous nous accompagnerez, n'est-ce pas, monsieur? »

La crête du Talou domine Verdun. De cette hauteur, suivant un dicton du pays, « on voit la cathédrale de Verdun mieux que si l'on y était ». L'ennemi, qui prétendait s'être retiré volontairement d'un tel observatoire, aurait donc éprouvé subitement la fringale de la défaite !

Cependant il ne consentait pas à être vaincu. Pour dégager la cote 304 que cernait la 31e division Martin, il attaqua au bois d'Avocourt, dans la nuit du 20 au 21 ; puis, vers le Mort-Homme, dans la journée du 21. Il parvint jusqu'à notre première ligne improvisée en hâte. Quelques instants après, il en fut rejeté et, de nouveau, nous laissa des prisonniers.

Le 24 août, à 6 heures du matin, notre 26e division d'infanterie (général Pauffin de Saint-Morel) s'élança vers la cote 304 et l'enleva d'assaut. Une centaine de prisonniers restèrent entre nos mains. Puis, d'une part, nous prenions le bois Camard, et, d'autre part, nous atteignions, entre Haucourt et Béthincourt, le ruisseau de Forges. Deux kilomètres gagnés. Au même moment, nous gagnions un kilomètre au nord du Mort-Homme. Nos positions devenaient ainsi encore plus avantageuses.

Sur la rive gauche, devant le Mort-Homme et la cote 304, dans la vaste lande de hautes herbes et de buissons, l'ennemi préparait la combinaison Hindenburg, laquelle, répétons-le, consiste à céder la première ligne et à lancer, de la seconde, des attaques avec des troupes fraîches. Nous avons paré le coup en nous organisant fortement et en écrasant, sous le feu de notre artillerie, toutes les troupes fraîches lancées contre nous.

En quatre jours, nous reprenions, à peu de frais, ce qui nous avait été arraché, en quatre mois, avec d'énormes sacrifices.

A propos de la cote 304, un prisonnier rapporta le propos d'un général de division allemand : « Si les Français reprennent la cote 304, nous sommes plus qu'à moitié perdus. » Cette déclaration n'avait qu'une portée toute locale. La possession de la cote 304 ne pouvait exercer une influence décisive sur l'ensemble du front franco-britannique. Néanmoins, cette position était d'une extrême importance. Elle commandait au nord de la région, aussi loin que pouvaient porter les canons. Sous son feu immédiat, elle avait la vallée du ruisseau de Forges, depuis

Malancourt jusqu'à Béthincourt. A gauche, elle soutenait le bois d'Avocourt et à droite, le Mort-Homme. C'est le point principal de la ligne qui va du bois d'Avocourt à la côte de l'Oie par le Mort-Homme.

Contre la cote 304, l'ennemi dirigeait des attaques forcenées. Rien ne lui coûtait, ni les munitions ni les hommes. Cette cote 304 était redevenue un des cercles de l'enfer. « Et pourtant, nous dit un de ses anciens défenseurs, notre ami le commandant Beyler (de Reichshoffen), rien ne pourra jamais égaler ce que nous avons enduré là, en 1916 ! Un jour, tout ce qui se trouvait à notre droite et à notre gauche fléchissait. Alors, j'ai crié à mes hommes : « Nous tenons, n'est-ce pas ? » A la fin, j'ai été blessé grièvement. Je suis allé me faire panser, en enfonçant jusqu'au ventre dans les cadavres en putréfaction. En arrivant à l'ambulance, je sentais la peste. »

C'est la 42e division qui, le 20 août, enleva les positions ennemies, entre le saillant des Caurières et la croupe à l'est du ravin de la Fahelle. C'est elle qui, six jours après, s'avança, entre la tranchée du Chaume et la sortie sud-est de Beaumont, en recueillant 300 prisonniers, 14 canons et 48 mitrailleuses. C'est la 5e brigade qui enleva la cote 304, le 24 août. C'est la 165e division qui, le 20 août, enleva quatre lignes de tranchées, sur un front de 1600 mètres et une profondeur de 1500. C'est elle qui, cinq jours après, enleva le bois de Beaumont, en recueillant 1650 prisonniers, 4 canons et 50 mitrailleuses. C'est la 25e division qui, le 20 août, sur un front de deux kilomètres, enleva la partie sud du bois d'Avocourt, en recueillant 800 prisonniers, 30 mitrailleuses, 10 canons. C'est la 26e division qui, le 20 août, attaquant entre le bois de Malancourt et la Hayette, sur un front de 3 kilomètres, recueillit 500 prisonniers, 4 gros canons, 8 mitrailleuses. C'est la 128e division qui s'empara du plateau des Caurières, du bois le Chaume, en recueillant 800 prisonniers, 9 canons et 7 mitrailleuses. Le général Riberpray qui la commandait est tombé au milieu de ses hommes.

Honneur à ces divisions ! Honneur aux divisions qui ont héroïquement repoussé les contre-attaques ! Honneur à la division marocaine qui, à droite du Mort-Homme, a enlevé le bois des Corbeaux et Regnéville, jusqu'au ruisseau de Forges ! Honneur à l'aéronautique de l'armée de Verdun, qui a si bien mérité d'avoir la garde du drapeau de l'aérostation française !

En somme, nos troupes, qui attaquaient le long des deux rives de la Meuse, étaient en avance de deux jours sur le plan arrêté par le Haut Commandement. Elles avaient enlevé, le 20, sur la rive gauche, le Mort-Homme, le bois des Corbeaux, le bois de Cumières ; sur la rive droite, la cote 344, la cote 240 : lieux-dits à jamais illustres, au premier plan de l'histoire.

Le 21, elles enlevèrent la côte de l'Oie, Regnéville, Samogneux, le bois d'Avocourt, le Mort-Homme ; elles eurent raison des fortifications énormes construites par l'ennemi ; prirent la cote 304, le bois Camard, la longue suite d'ouvrages fermés qui se succédaient au nord de la cote 304, et parvinrent au ruisseau de Forges. C'était la limite de nos positions au moment de l'offensive allemande du 21 février 1916, la plus formidable offensive que l'histoire militaire eût jamais enregistrée. Le 26, sur la rive droite, elles avaient progressé vers le bois des Fosses et le bois de Beaumont.

Le 8 septembre, au matin, l'assaut fut dirigé contre le reste du bois des Caures et la crête des Caurières. L'ennemi put croire d'abord notre entreprise vouée à un échec. Le brouillard d'automne était encore plus intense qu'au 24 octobre 1916. Si blanc et si épais, il donnait la sensation d'une muraille neuve. Mais le commandement français faisait tout entrer en ligne de compte, même le brouillard.

Nos hommes avaient reçu des instructions spéciales et chaque chef de groupe portait sur lui une carte avec une boussole. L'objectif étant les positions ennemies de seconde ligne, les chefs de groupe avaient été exactement renseignés sur les tranchées et les réseaux de fils de fer à franchir. Tous devaient maintenir avec soin leur direction à 16 degrés vers le nord-est. Le brouillard rarement demeure hostile en tout. Grâce à son voile, nos hommes purent s'avancer, coude à coude, jusqu'à la tranchée ennemie. Là, brusquement, commença une lutte qui fut des plus



FORGES. — PONT CONSTRUIT AVEC DES VOITURES.

(Section photographique de l'Armée.)

violentes. Dans les trous du sol, les mitrailleuses, placées en flanquement, crachaient les balles. Une pluie de grenades à main arrosait les entonnoirs. Malgré tout, la côte de Chaume fut prise. La conquête de la crête des Caurières suivit. L'ennemi s'était défendu désespérément. Là aussi, tout ce qui pouvait lancer une grenade était envoyé au combat : les pionniers à côté des téléphonistes, les cuisiniers à côté des signaleurs. Les forces allemandes se repliaient, refoulées à gauche par la division Hennocque et à droite, par la division Philipot, qui avait contre-attaqué spontanément.

Le président de la République se rendit à Verdun où il remit la grand'croix

de la Légion d'honneur à « *Henri-Philippe-Benoni-Omer-Joseph Pétain*, qui a défendu et sauvé Verdun ».

Le général Guillaumat, commandant l'armée de Verdun, fut cité à l'ordre du jour. Né en 1863, sorti premier de Saint-Cyr, Guillaumat avait fait campagne au Tonkin et en Chine. Pendant les mois tragiques de 1916, le 1er corps qu'il commandait avait puissamment contribué, avec le 20e corps, à barrer la route à l'ennemi. Lorsque le général Nivelle, nommé généralissime, avait quitté le commandement de l'armée de Verdun, c'est à Guillaumat qu'il l'avait confié.

— « Verdun, citadelle idéale où s'est retranché le droit! Jamais l'armée française n'a montré plus de courage et plus d'entrain » Ces mots que tous les Français méditèrent avec fierté, le président de la République les a prononcés à Verdun même, et sur la place d'armes.

Le seul fait de les avoir prononcés là, en plein air, et non plus dans la profondeur d'une casemate, prouvait l'immense progrès accompli; mieux encore : l'éclatante victoire remportée.

Le vieux piège prussien des pourparlers de paix.

En même temps que sur le front de Verdun, nos troupes combattaient vaillamment sur le front de l'Aisne.

Le 27 septembre, l'ennemi attaqua au plateau des Casemates, au plateau de Californie et vers Cerny : le 30, au sud d'Ailles. Partout, nous le refoulions.

La France apprenait avec fierté que la grand'croix de la Légion d'honneur était décernée au général Pétain. Elle apprenait avec une cruelle émotion la mort de l'aviateur Guynemer, tant de fois victorieux, qui, par son abnégation, sa foi et sa modestie, représentait si bien la fleur héroïque de la jeunesse française. Tout entière elle redoublait d'admiration pour ses soldats et de confiance en leurs chefs.

Cependant, certains mouvements politiques continuaient à lui donner de l'inquiétude.

Des changements s'étaient produits dans le ministère. L'amiral Lacaze, ministre de la Marine, avait été remplacé par M. Chaumet, député de la Gironde. M. Malvy, ministre de l'Intérieur, fut contraint de donner sa démission, le jour où on arrêta, comme inculpés de haute trahison, les rédacteurs du *Bonnet Rouge* à qui le ministre semblait conserver, malgré tout, la sympathie que ce journal avait pu mériter, aux heures héroïques d'août 1914.

Bientôt se constitua un ministère nouveau. M. Ribot abandonna la présidence du conseil à M. Painlevé, ministre de la Guerre, et garda le ministère des Finances. Au ministère de l'Armement, M. Thomas fut remplacé par un industriel, M. Loucheur. Quatre ministres sans portefeuille furent nommés : MM. Bourgeois, Barthou, Doumer, Jean Dupuy, qui firent partie du Conseil de guerre.

Les nouvelles séances secrètes de la Chambre irritaient l'opinion par leurs échos grossis et souvent dénaturés.

Brusquement, se multiplièrent les scandales. A la Chambre, dans le vestiaire d'un député, Turmel, on trouva vingt-cinq billets de mille francs suisses. Les amis de ce député ne purent essayer de le défendre qu'en disant qu'il faisait, en Suisse, de la contrebande et non pas de l'espionnage. Après l'affaire du *Bonnet Rouge*, vinrent les procès Bolo, Malvy, Caillaux, Humbert.

L'ennemi réunissait toutes les forces de sa propagande, consentait à tous



Général GUILLAUMAT

les sacrifices d'argent, sur tous les terrains, comme il consentait à tous les sacrifices de sang, sur les champs de bataille, et employait tous les moyens pour faire tomber la France dans le piège de l'armistice.

C'est le vieux piège prussien, si célèbre dans toute l'histoire.

Dès que la Prusse a senti passer sur elle le vent de la défaite, elle a toujours tendu le même piège et toujours, dans ce même piège, sont tombés ses adversaires.

En 1813, après la retraite de Russie, Napoléon avait mis debout une admirable armée. Pénétrant au cœur de l'Allemagne, il remportait la victoire de Lutzen, le 2 mai, puis rejetait Prussiens et Russes en Silésie jusqu'à l'Oder. Sur le conseil de la Prusse, l'Autriche lui proposa son intervention pour un armistice. Gendre de l'empereur d'Autriche, Napoléon accepta cette intervention. L'armistice de Foischwitz fut conclu, le 4 juin. Un Congrès se réunit à Prague. Les plénipotentiaires français avouèrent leur désir d'en finir « avec une si horrible guerre ». La France occupait alors les deux tiers de l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne. Carte de guerre sans pareille. Mais la Prusse, par la bouche de Scharnhorst, le réorganisateur de l'armée prussienne, souleva toutes sortes de discussions. Quand, soudain, la volonté bien arrêtée de la Prusse rompit les pourparlers, tout était prêt contre Napoléon. Il succomba sous le nombre et la trahison à Leipzig. On se rappelle avec quel éclat l'Allemagne, à la veille de la guerre du Droit, a commémoré le centenaire de cette « bataille des Nations ».

Même piège tendu au Danemark, par l'Allemagne, en 1864. La Prusse et l'Autriche, ces deux puissances de proie que nous devions avoir contre nous en 1914, s'étaient ruées sur le pauvre petit Danemark qui résistait bravement dans l'île d'Alsen. L'Angleterre et la France étaient résolues à intervenir pour le sauver. Alors la Prusse entama des pourparlers de paix. Une conférence s'ouvrit à Londres, le 28 avril 1864. Là aucune insistance ne put amener ni l'Autriche ni la Prusse à réduire leurs exigences. Le 26 juin, se rompirent soudain les pourparlers. Mais, pendant la suspension d'armes, la Prusse avait accumulé, devant l'île d'Alsen, non seulement de l'artillerie lourde (déjà !), mais des pontons et des bateaux à fond plat. Onze bataillons y passèrent. Le Danemark fut écrasé. Bientôt, par le traité de Vienne, la Prusse s'annexait les Trois-Duchés, c'est-à dire un ensemble de côtes sur la Baltique et la mer du Nord, avec le port de Kiel. En l'esprit des pangermanistes, s'ébauchaient les vastes projets que précisera la formule de Guillaume II : « L'avenir de l'Allemagne est sur l'eau ». Rappelons que, dans le traité de Vienne, la Prusse déclarait : « L'annexion des provinces danoises sera subordonnée à un plébiscite. » Jamais ce plébiscite n'eut lieu tant que l'Allemagne resta la plus forte.

De même encore, en 1913, les pourparlers de paix, conseillés par l'Allemagne, interrompirent la guerre entre les confédérés balkaniques et la Turquie, pour sauver la Turquie dont l'Allemagne escomptait l'alliance. Les Turcs, vaincus à Kirk-Kilissé et à Lule-Burgas, allaient être condamnés à disparaître de l'Europe. Mais, guidés, soutenus et ravitaillés par l'Allemagne, ils demandèrent un armistice (1). Les confédérés balkaniques, appuyés par la Triple Entente, croyaient à une paix immédiate. Pendant près d'un mois, les Turcs mentirent comme peuvent mentir des Turcs que des Allemands inspirent. Quand se rompirent soudain les pourparlers de paix, la presqu'île de Tchatalja était barrée par des réseaux de fils de fer barbelés, la ville d'Andrinople, entourée de fils de fer barbelés et de tranchées bétonnées. L'Allemagne prit soin de révéler au monde sa ruse de guerre. Le maréchal von der Goltz écrivit : « On se figure que, au début, Andrinople était une forteresse redoutable.

(1) Voir *La Guerre du Droit*, 1er volume.

les sacrifices d'argent, sur tous les terrains, comme il consentait à tous les sacrifices de sang, sur les champs de bataille, et employait tous les moyens pour faire tomber la France dans le piège de l'armistice.

C'est le vieux piège prussien, si célèbre dans toute l'histoire.

Dès que la Prusse a senti passer sur elle le vent de la défaite, elle a toujours tendu le même piège et toujours, dans ce même piège, sont tombés ses adversaires.

En 1813, après la retraite de Russie, Napoléon avait mis debout une admirable armée. Pénétrant au cœur de l'Allemagne, il remportait la victoire de Lutzen, le 2 mai, puis rejetait Prussiens et Russes en Silésie jusqu'à l'Oder. Sur le conseil de la Prusse, l'Autriche lui proposa son intervention pour un armistice. Gendre de l'empereur d'Autriche, Napoléon accepta cette intervention. L'armistice de Poischwitz fut conclu, le 4 juin. Un Congrès se réunit à Prague. Les plénipotentiaires français avouèrent leur désir d'en finir « avec une si horrible guerre ». La France occupait alors les deux tiers de l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne. Carte de guerre sans pareille. Mais la Prusse, par la bouche de Scharnhorst, le réorganisateur de l'armée prussienne, souleva toutes sortes de discussions. Quand, soudain, la volonté bien arrêtée de la Prusse rompit les pourparlers, tout était prêt contre Napoléon. Il succomba sous le nombre et la trahison à Leipzig. On se rappelle avec quel éclat l'Allemagne, à la veille de la guerre du Droit, a commémoré le centenaire de cette « bataille des Nations ».

Même piège tendu au Danemark, par l'Allemagne, en 1864. La Prusse et l'Autriche, ces deux puissances de proie que nous devions avoir contre nous en 1914, s'étaient ruées sur le pauvre petit Danemark qui résistait bravement dans l'île d'Alsen. L'Angleterre et la France étaient résolues à intervenir pour le sauver. Alors la Prusse entama des pourparlers de paix. Une conférence s'ouvrit à Londres, le 28 avril 1864. Là aucune insistance ne put amener ni l'Autriche ni la Prusse à réduire leurs exigences. Le 26 juin, se rompirent soudain les pourparlers. Mais, pendant la suspension d'armes, la Prusse avait accumulé, devant l'île d'Alsen, non seulement de l'artillerie lourde (déjà !), mais des pontons et des bateaux à fond plat. Onze bataillons y passèrent. Le Danemark fut écrasé. Bientôt, par le traité de Vienne, la Prusse s'annexait les Trois-Duchés, c'est-à dire un ensemble de côtes sur la Baltique et la mer du Nord, avec le port de Kiel. En l'esprit des pangermanistes, s'ébauchaient les vastes projets que précisera la formule de Guillaume II : « L'avenir de l'Allemagne est sur l'eau ». Rappelons que, dans le traité de Vienne, la Prusse déclarait : « L'annexion des provinces danoises sera subordonnée à un plébiscite. » Jamais ce plébiscite n'eut lieu tant que l'Allemagne resta la plus forte.

De même encore, en 1913, les pourparlers de paix, conseillés par l'Allemagne, interrompirent la guerre entre les confédérés balkaniques et la Turquie pour sauver la Turquie dont l'Allemagne escomptait l'alliance. Les Turcs, vaincus à Kirk-Kilissé et à Lule-Burgas, allaient être condamnés à disparaître de l'Europe. Mais, guidés, soutenus et ravitaillés par l'Allemagne, ils demandèrent un armistice (1). Les confédérés balkaniques, appuyés par la Triple Entente, croyaient à une paix immédiate. Pendant près d'un mois, les Turcs mentirent comme peuvent mentir des Turcs que des Allemands inspirent. Quand se rompirent soudain les pourparlers de paix, la presqu'île de Tchatalja était barrée par des réseaux de fils de fer barbelés, la ville d'Andrinople, entourée de fils de fer barbelés et de tranchées bétonnées. L'Allemagne prit soin de révéler au monde sa ruse de guerre. Le maréchal von der Goltz écrivit : « On se figure que, au début, Andrinople était une forteresse redoutable.

(1) Voir *La Guerre du Droit*, 1er volume.

Quelle erreur ! Le système de défense demeurait des plus primitifs : tranchées ouvertes, batteries à ciel ouvert. L'unique amélioration a été notre rapide établissement de fils de fer, pendant les dernières semaines. » Parmi ces lianes meurtrières s'empêtra l'infanterie balkanique, et le feu des tranchées l'acheva. La Turquie était sauvée. Et ce fut elle qui, pendant la Guerre du Droit, favorisa le ravitaillement de l'Allemagne par l'Asie mineure.

En 1917, l'Allemagne, qui avait été battue devant Verdun comme sur la Somme, tendait à la France le vieux piège prussien. La France n'y tomba point. Avec son clair bon sens, elle se disait qu'une des premières règles de toute escrime, c'est de ne pas faire ce que l'ennemi souhaite.

Nous connaissons aujourd'hui les propositions auxquelles l'Allemagne avait résolu de s'en tenir. Ludendorff les indique formellement dans ses *Souvenirs de Guerre*.

L'Allemagne aurait voulu d'abord ouvrir une conférence pour la paix dans une ville neutre. Le 12 janvier 1917, les Alliés avaient répondu par un refus, lequel fut confirmé à la fin du même mois.

Or, le 29 janvier, au quartier général de la Direction de la guerre, à Pless, dans le bureau de Ludendorff, s'étaient réunis le chancelier et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. A la suite d'une discussion approfondie, Ludendorff et les ministres se rendirent chez l'Empereur et lui communiquèrent le texte suivant :

« Exiger avant tout la restitution de la partie de la Haute-Alsace que les Alliés occupent ; la rétrocession des colonies allemandes, augmentées de territoires proportionnés à l'étendue et aux intérêts économiques de l'Allemagne : une frontière orientale par laquelle l'Allemagne et la Pologne fussent mises à l'abri des attaques russes ; des traités de commerce plus avantageux ; la liberté des mers. N'accorder la restauration de la Belgique, que sous réserve de garanties à débattre avec les Belges seuls. Quand, sur cette base, les négociations auront été en partie menées à bien, l'Allemagne examinera si elle doit cesser la guerre sous-marine et évacuer la France. »

Après avoir commenté ces conditions qu'il jugeait « fort acceptables », Ludendorff, au nom du Haut Commandement, conclut ainsi :

« Que l'Entente négocie d'abord sur cette base ! Et si l'on n'arrive pas à s'entendre, l'Entente sera toujours à même de recommencer la guerre. »

Victoires britanniques et françaises dans les Flandres.

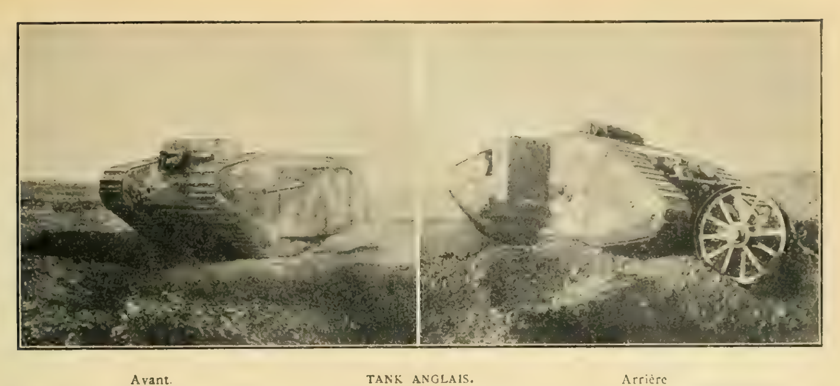
Sur le front britannique, la campagne d'été avait paru d'abord débuter d'une façon défavorable pour nos alliés. Ils durent abandonner le petit secteur qu'ils tenaient dans les dunes au nord des bouches de l'Yser, puis quelques éléments de tranchées aux environs de Monchy-le-Preux.

Cependant, avec leur plus belle ténacité, ils accumulèrent, aux principaux endroits, des forces et un matériel de guerre qui allaient leur permettre d'engager une immense bataille.

Sur un espace de vingt kilomètres, depuis la Basse-Ville, sur la Lys, jusqu'à Steenstraate, au sud de Dixmude, ils disposaient de deux armées britanniques et d'une armée française.

A droite, l'armée britannique que commandait le général Gough ; au centre l'armée britannique que commandait le général Plumer ; à gauche, au sud de Dixmude, l'armée française que commandait le général Anthoine.

Leur préparation d'artillerie, organisée avec un soin minutieux, produisit d'au-



Avant. TANK ANGLAIS. Arrière

(Photo Rol.)

tant plus d'effet qu'une très habile aviation la dirigeait. Au tir des canons de tous calibres s'ajoutèrent, pour les instants décisifs, des jets d'huile bouillante et de gaz que nos alliés n'hésitèrent pas à enregistrer dans leurs communiqués. Devant l'infanterie, tandis que les chars d'assaut s'avançaient en broyant tout, les avions, en abaissant leur vol, faisaient participer leurs mitrailleuses à l'action.

Le signal de l'assaut fut donné, le 31 juillet, à 6 heures 10 du matin. Tout de suite, les premières lignes de l'ennemi étaient enlevées.

Les troupes françaises du général Anthoine traversèrent l'Yser, sur vingt-neuf ponts que le génie venait d'établir en moins de six heures. Elles dépassèrent d'un seul élan les objectifs qui leur étaient assignés.

Même succès pour l'armée britannique commandée par le général Plumer : elle s'enfonça dans les positions ennemies sur une profondeur de quatre kilomètres et demi.

L'armée britannique de droite, sous les ordres du général Gough, malgré la résistance acharnée de l'ennemi, réalisa, elle aussi, une avance caractéristique. Au total, près de 6 000 prisonniers.

La nuit se passa à briser de furieuses contre-attaques. Dès le lever du jour, l'avance continua, surtout dans la direction de Langemarck et de Westhoeck.

La ournée du 15 août appartint aux Canadiens qui enlevèrent les fortifications de la cote 70, près de Loos, et refoulèrent la Garde prussienne qui tentait de les reprendre.

Les journées du 16 et du 17 appartinrent à l'armée Anthoine. Nos troupes passèrent le Steenbeck, s'emparèrent de quinze canons qui défendaient des positions très redoutables, puis occupèrent la tête de pont de Drie-Grachten.

Pendant ce temps, les troupes britanniques progressaient largement à l'est et au nord d'Ypres, s'emparaient de Langemarck et capturaient vingt-quatre canons.

L'ennemi, au prix de sacrifices terribles, ne put ressaisir qu'une assez faible partie du terrain perdu.

Le 18, malgré de violentes contre-attaques près de Lens et de Loos, les Britanniques avancèrent vers Lens.

Après une nouvelle préparation d'artillerie à l'est d'Ypres, ils attaquèrent, le 20 août, sur un espace de 13 kilomètres, depuis Hollebeke jusqu'à Langemarck. Leur effort fut couronné par la prise du plateau d'Inverness, position que l'ennemi déclarait « extrêmement importante » et qu'il ne réussit pas à reprendre.

A l'affaire de Langemarck, nos alliés avaient fait 2 000 prisonniers. Ils en firent 3 000, dont 130 officiers, à l'affaire d'Inverness

Le 26 septembre, ils recommencèrent leurs attaques en les dirigeant vers le nord et le nord-est d'Ypres. D'un côté, ils prirent les hauteurs de Tower-Hamlet, le bois du Polygone, Zonnebeke ; de l'autre, ils gagnèrent au moins deux kilomètres de terrain. A leur butin s'ajoutaient 1 500 prisonniers.

Depuis le 1er septembre, ils avaient capturé 333 canons et conquis la plupart des crêtes qui, entre Ypres et Roulers, regardent au loin la plaine.

Devant les avantages de toutes sortes remportés dans les Flandres, par les deux



LENS — L'ÉGLISE.

(Section photographique de l'Armée.)

armées britanniques et l'armée française, Ludendorff, à la suite de multiples et coûteuses expériences, adopta un nouveau procédé de combat : « La zone avancée, tenue par de simples éléments mobiles doit être abandonnée, au moment de l'assaut, pour démasquer la défense sérieuse, puissamment organisée et capable d'aider aux contre-attaques réparatrices ».

Il s'appliquait à garder plus longtemps l'adversaire sous le feu ; à le briser petit à petit, pour l'achever sur la position arrière ; à perfectionner l'observation de l'artillerie ; enfin à régler les concentrations de tirs, dont jusqu'alors les batteries allemandes n'avaient fait qu'un usage assez malencontreux.

Avant tout, il voulait ménager le matériel humain.

Dans une préoccupation analogue, les Alliés mettaient en œuvre des procédés tout nouveaux plus efficaces, sur mer comme sur terre. Ainsi, pour la guerre sous-marine, ils employaient des «chambres de fumées» qui, jetées à l'eau à l'approche

du danger, permettaient aux bâtiments de s'y dérober, et des appareils d'écoute grâce auxquels ils pouvaient soit éviter, soit découvrir, soit pourchasser le pirate.

La onzième bataille de l'Isonzo se termine par une victoire pour les Italiens.

Le 19 août, les Italiens déclenchèrent une offensive que, dans leur histoire de la Guerre du Droit, ils appellent la onzième bataille de l'Isonzo.

L'ennemi savait la date de cette offensive, mais il s'attendait à être attaqué vers le sud. Il fut attaqué vers le nord.

Deux armées italiennes s'ébranlèrent, sur un espace de 60 kilomètres, depuis Slava jusqu'à la mer.

Au soir du premier jour, elles avaient passé l'Isonzo sur des ponts improvisés, gagné du terrain partout, capturé dix mille hommes.

Pendant quelques jours, elles continuèrent à attaquer vers le sud, sur le Carso. Puis, leur effort se porta vers le nord et finit par se concentrer contre le plateau de Bainsizza.

L'ennemi avait entassé là une grosse artillerie qui tenait sous son feu la région de Gorizia.

Après cinq jours de violents combats, les Italiens pénétrèrent au nord du plateau et posèrent le pied sur le point vital de la défense.

De là, ils purent attaquer, de flanc et à revers, tout ce qui résistait encore. Le plateau imprenable était à eux.

Le 25 août, ils enlevèrent le Monte Santo. Ils avaient capturé 75 canons, un matériel énorme, 23 400 prisonniers, dont 594 officiers, et des approvisionnements de toutes sortes, si précieux en de telles montagnes.

Autre succès important. Vers le sud, ils bombardaient une grande partie de l'Hermada qui défend Trieste.

En septembre, la bataille se déploya aux extrémités du plateau de Bainsizza. Le San Gabriele fut pris, perdu et repris.

Sur le Carso, l'ennemi tenta de contre-attaquer entre Castagnavizza et la mer. Il se fit battre.

Dans les mains du vainqueur, il laissait 6 000 prisonniers dont 114 officiers. Ce butin s'accrut encore, le 27, le 28 et le 30 août, par des attaques habilement menées sur le bord sud-est du plateau de Bainsizza.

L'Autriche se tournant vers l'Allemagne, l'appela désespérément au secours, et Ludendorff éclata en cris de colère contre « les officiers autrichiens qui ne savent que fuir ».

Derniers efforts de nos alliés de Russie.

Sur le front russe, le désordre s'accroissait jusqu'à devenir irréparable.

Au gouvernement fondé par la Douma, que les Alliés avaient reconnu et qui passait pour régulier, se substituait complètement le Comité purement révolutionnaire.

Ce « Soviet » donnait à l'armée la sensation que toute discipline était à jamais supprimée.

Sûrs de n'encourir aucun châtiment, les soldats prenaient des congés suivant leurs caprices, envahissaient les trains, se débarrassaient de leurs officiers et, chose essentiellement criminelle, fraternisaient avec les troupes qu'ils avaient à combattre.

Au reste, les démonstrations de ce genre avaient été préparées depuis longtemps par l'ennemi, soit dans les camps de prisonniers russes, en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, soit dans les groupements révolutionnaires russes où il entretenait d'innombrables agents.

Aussi était-il persuadé que désormais, il ne trouverait plus, en face de lui, sur le front russe, que des hordes débandées dont il ferait ce qu'il voudrait.

Tout à coup, en face de lui, il trouva un homme, Kerenski.

Ministre de la Guerre, puis chef du gouvernement, Kerenski comprenait que la révolution russe, en se livrant à l'Allemagne, se déshonorait et se perdait. Il s'efforça de ramener les soldats au devoir, à l'honneur, à la patrie.

Dans certains chefs, par exemple dans le général Broussilof et surtout dans le général Kornilof, il trouva une collaboration vaillante et loyale.

L'offensive russe reprit, sur de vastes étendues, au nord et au sud du Dniester, dans la direction de Lemberg.

C'était le champ de bataille où les soldats du tsar s'étaient couverts de gloire en 1916. La Russie y connut encore des victoires en 1917.

Victoire, au nord, entre la Zlota-Lipa et la Haute-Strypa. Victoire, au sud, du côté de la Lomnica. Prise de Halics. Prise de Kalusz. Plus de 30 000 prisonniers.

Une division allemande envoyée au secours des Autrichiens, fut entraînée irrésistiblement dans leur débâcle.

L'ennemi qui, d'abord, n'avait pas voulu croire à un nouveau danger sur le front russe, constatait qu'une énergique intervention militaire y devenait indispensable.

Il profita, une fois de plus, de la supériorité que lui assurait son merveilleux système de voies ferrées, et lança des masses de troupes devant l'armée que Broussilof reconstituait et ranimait avec tant de peine. A son tour, il prit l'offensive. Sa ligne d'assaut s'étendit depuis Tarnopol jusqu'au Danube, en passant par les Carpathes boisées.

Avec cette attaque de si grande envergure, coïncida une propagande de démoralisation toujours plus active. Bientôt, autour de Kerenski, dans les unités sur lesquelles il comptait le plus, des défaillances se produisirent. L'ennemi eut la satisfaction de voir les troupes russes se replier du côté de la Galicie, se replier du côté de la Bukovine, puis évacuer totalement ces deux provinces.

Au sud, il rencontrait une résistance qui, en certains endroits, fut des plus honorable. A Broussilof avait succédé, comme commandant en chef, un général de quarante-sept ans, fils d'un simple Cosaque, cœur hardi et fidèle, Kornilof, qui avait échappé aux geôliers allemands et venait de conduire magnifiquement l'offensive russe sur la Lomnica.

Quand aux troupes roumaines, la mission française, commandée par le général Berthelot, leur donnait, en même temps qu'une continuelle leçon d'art militaire, un constant exemple d'héroïsme.

Ce fut une nouvelle déception pour l'ennemi. Guillaume II, à l'annonce du recul russe, était accouru vers le front pour célébrer avec éclat un triomphe définitif. Il assista à la fin médiocre de l'offensive allemande et autrichienne.

Mais, dans l'armée russe, la gangrène anarchique, introduite par l'Allemagne, accomplissait son œuvre d'anéantissement.

La Russie allait cesser de rendre à la France le suprême service de retenir, sinon d'user, un assez grand nombre de divisions allemandes.

Les efforts si émouvants de Kerenski devenaient impuissants. En vain il s'épuisait à barrer la route aux déserteurs. En vain, il les traitait de lâches et de traîtres. En vain, il pleurait de rage. Hélas! n'était-ce pas lui qui, en mai 1917, avait signé les premiers décrets où l'indiscipline s'érigeait en règle dans l'armée?

Les artilleurs français, envoyés sur le front russe, ne purent, ni par leurs appels, ni par leurs supplications, arrêter l'indigne débandade qui livrait leurs batteries.

Pour exploiter à fond cette situation créée par lui, l'ennemi recommença ses attaques. Il s'était porté en forces vers le nord, c'est-à-dire entre Dwinsk et Riga.

Le 1er septembre, les troupes allemandes, sous le commandement de von Hutier, avaient passé la Duna. Rien ne leur était plus facile que cette opération, à cause des conciliabules sans nombre entre les soldats de Russie et d'Allemagne.

Après la chute de Riga, événement dont le retentissement fut sans limite, l'ennemi progressa rapidement à l'est de la Duna.

Le 11 octobre, la flotte allemande, qui transportait une division d'artillerie et une brigade cycliste, s'empara des îles du golfe de Riga et assura ainsi la protection du flanc gauche de l'armée allemande.

Pétrograd se trouvait menacé à la fois par la terre et par la mer. Mais l'ennemi jugea opportun de ne pas avancer davantage.

Les troupes russes, après avoir encore cédé Jacobstadt, rétablirent une sorte de front, à 48 kilomètres de Riga, entre Dwinsk et la mer.

En voyant Riga tomber, Kornilof avait fait un suprême effort auprès du gouvernement russe pour ramener, dans l'armée, l'ordre et la cohésion nécessaires. Il demandait avant tout le rétablissement de la peine de mort pour les déserteurs, les lâches et les traîtres.

Comme ses réclamations les plus fondées restaient sans écho, le jeune commandant en chef prit une résolution désespérée. Avec ses meilleurs soldats, il marcha sur Pétrograd, pour contraindre le gouvernement « à sauver la nation de l'invasion, de la honte et de la ruine ».

Déjà, ses Cosaques arrivaient au galop en vue de la grande ville.

Qu'allait faire Kerenski? Certes le patriote ne pouvait pas, dans son cœur, donner tort à Kornilof. Mais l'homme politique pouvait-il donner raison à un généralissime révolté? Il se fit nommer généralissime-dictateur, et, avec ce titre, marcha contre Kornilof. Il recommandait à ses troupes de ne pas faire couler le sang de leurs frères. Mais il proclamait très haut que Kornilof serait puni avec toute la rigueur des lois qu'il avait enfreintes.

Kornilof se livra de lui-même au général Alexeïef, et Kerenski put aller à Pétrograd où les anarchistes acclamèrent en lui le défenseur de la loi.

La presse allemande saluait la chute de Kornilof comme une victoire encore plus féconde que la chute de Riga.

Dès lors, les trains commencèrent à transporter en France plus de la moitié des quatre-vingts divisions que l'Allemagne avait en Russie.

Il fallait que, pour le printemps de 1918, la totalité de l'armée allemande écrasât l'armée française.

Ludendorff rédigea à l'intention des Russes un projet d'armistice aux conditions particulièrement douces. Il obtint de l'empereur l'autorisation de conduire les négociations lui-même, car il craignait qu'une imprudence de la diplomatie les fît échouer.

Fin de la bataille des Flandres. — L'affaire de Cambrai.

La Grande-Bretagne avait résolu de ne pas interrompre son effort dans les Flandres.

Le 4 octobre, à l'est d'Ypres, les troupes britanniques attaquèrent, sur un front de 13 kilomètres, depuis le sud de Tower-Hamlet jusqu'au chemin de fer d'Ypres à Staden. Elles enlevèrent, près de Passchendaele, la crête de Broodseinde, excellent observatoire sur la plaine de Roulers à Menin, et firent 4 500 prisonniers.

Ce combat se caractérisa par les extraordinaires pertes que subit l'ennemi en morts et en blessés. Pour une contre-offensive qu'il préparait, il avait réuni, dans un petit espace, une masse d'hommes et de matériel : les projectiles anglais y firent des ravages inouïs.

Le 9 octobre, nouvelle attaque, menée à la fois par les Britanniques et les Français, sur une ligne qui s'étendait depuis le sud-est de Broodseinde jusqu'au nord-est de Bixschoote.

Double succès. Les Britanniques occupèrent la partie de Poelcappelle où l'ennemi se cramponnait et gagnèrent du terrain vers Passchendaele ainsi que vers le bois de Houthulst. Les Français parvinrent à la lisière sud de cette forêt, après avoir libéré trois villages et deux fermes importantes.

C'était la septième offensive de la bataille des Flandres. Elle porta à 57 100 le nombre des prisonniers faits par les Alliés dans cette bataille.

Huitième offensive, le 12 octobre. Malgré une pluie extrêmement gênante, les Britanniques, attaquant sur un front de 10 kilomètres, entre le chemin de fer d'Ypres à Roulers et la forêt de Houthulst, gagnaient du terrain vers Passchendaele et faisaient un millier de prisonniers

Dans les jours suivants, se succédèrent des attaques britanniques vers le bois de Poelcappelle, et des attaques franco-britanniques vers Passchendaele, le bois de Houthulst, la route d'Ypres à Dixmude.

Ce furent les Canadiens qui, le 6 novembre, prirent d'assaut le village de Passchendaele avec les positions si précieuses à l'est d'Ypres.

Ces diverses attaques avaient eu toutes le caractère d'un duel. Chaque fois, un bombardement avait prévenu l'ennemi et, chaque fois, l'ennemi s'était fait battre.

L'offensive du 20 novembre fut une surprise sans précédent. Pendant la nuit, les troupes britanniques, commandées par le général Byng, s'étaient disposées dans le plus profond silence, sur un vaste front allant de la Somme à la Scarpe. Elles avaient l'ordre de marcher en direction de Cambrai, entre la route de Péronne et celle de Bapaume.

A sept heures du matin, sans un coup de canon, elles s'élancèrent derrière les chars d'assaut. Alors seulement, un tir de barrage s'effectua, roulant au même rythme que les chars d'assaut qui lançaient leur mitraille.

L'ennemi, bousculé, abandonna les deux premiers systèmes de la ligne Hindenburg.

Les Britanniques passèrent l'Escaut, près de Masnières. Leur cavalerie franchit les lignes allemandes et occupa des positions en avant de leur infanterie. Comme trophées, ils comptèrent 9 700 prisonniers et neuf villages délivrés.

A propos de l'avance britannique vers Cambrai, M. Jules Hélot, président de la Chambre de commerce de Cambrai, qui a écrit un livre si précis sur l'occupation allemande dans le Cambrésis, nous disait :



Général MAISTRE

— « Devant une attaque si vive, les Allemands étaient éperdus. Quelle déception pour Cambrai que de ne pas voir les Britanniques continuer leur marche ! Ils n'auraient plus trouvé d'obstacle sérieux pour dépasser la ville. Ah ! si nous avions eu près de nous des troupes françaises, nous aurions été délivrés avant le quarantième mois d'occupation ! Mais les Allemands se ressaisirent et amenèrent des renforts. La bataille devint furieuse et le bombardement épouvantable pendant trois nuits : 27, 28 et 29 novembre. Les habitants s'étaient tapis dans les caves. Cent soixante-quatre maisons furent détruites plus ou moins complètement. Presque toutes eurent leurs vitres brisées. Le bombardement s'accompagnait de pillage. La commandantur, pour faire croire qu'elle avait la volonté de l'empêcher, avait fait placer des



CAMBRAI. — LA PETITE PLACE.
(Section photographique de l'Armée.)

sentinelles à de nombreux coins de rues, avec consigne d'apporter du secours à tous ceux qui en demanderaient. Mais ces fourbes, avec une scélérate complaisance, prêtaient des camions automobiles aux pillards, pour dévaliser les maisons abandonnées ou non. Le 21, j'avais été arrêté avec plusieurs notabilités, le maire et l'archevêque. »

Ajoutons que l'archevêque de Cambrai, Monseigneur Chollet, un Lorrain d'Avocourt qui a été évêque de Verdun, eut, lui aussi, en face de l'ennemi une éminente dignité patriotique. Jamais il n'hésita à défendre, par la plume et par la parole, la cause du droit dans la ville sous le joug.

Sans délai, l'ennemi voulut avoir sa revanche ou du moins sa vengeance. Contre le saillant que formait au nord de Cambrai le front britannique, il lança vingt corps d'armée. Six divisions attaquèrent au nord, dans la région de Mœuvres, en se portant vers le sud. Six autres divisions attaquèrent, au sud, dans la région de Vendhuile,

en se portant vers l'ouest, en direction de Gouzeaucourt. Le reste des forces allemandes attaquait de front, dans la région de Masnières.

Si les divisions du nord avaient pu rejoindre les divisions du sud, les Britanniques auraient été cernés sur le terrain glorieusement conquis par eux. Il n'en fut rien. Les divisions du nord rencontrèrent une résistance inébranlable. Seules les divisions du sud purent avancer.



CAPITULATION DE JÉRUSALEM. — PARLEMENTAIRES TURCS AUX AVANT-POSTES BRITANNIQUES.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

Un mouvement de panique qui se produisit chez nos alliés, comme il s'en produit parfois, sans raison, chez les plus vaillants, permit à l'ennemi de reprendre Gouzeaucourt et Gonnelieu.

Mais nos alliés s'étaient vite ressaisis. Le lendemain, avec leurs tanks, ils revinrent à la charge, reprirent Gouzeaucourt et reprirent Gonnelieu.

Nouvelles attaques acharnées de l'ennemi. Le 1er décembre, il essaya de percer le saillant britannique par le centre, en visant Masnières. Nos alliés, après avoir refoulé neuf assauts et infligé des pertes terribles à l'agresseur, abandonnèrent, à son insu, la position de Masnières, trop exposée. Il ne s'aperçut de ce repli que le 3 décembre. Alors, après avoir occupé Masnières, il s'avança vers Marcoing et vers la Vacquerie. Ainsi, il redevenait maître de l'Escaut.

Pendant quelques jours encore, autour de la Vacquerie, la lutte fut chaude. Mais, vers la fin de décembre, elle se réduisit à des coups de main et à des bombardements par avions.

Le Haut Commandement allemand qui, depuis un an et demi, n'avait eu aucun succès offensif sur le front franco-britannique, fit annoncer très haut son avantage relatif du 30 novembre. A en croire Ludendorff, « si les Britanniques avaient avancé vers Cambrai, c'était parce qu'ils n'avaient trouvé sur leur route qu'une division venant de Russie, très fatiguée et composée d'hommes de vieilles classes ».

En réalité, nos alliés, malgré l'énorme attaque allemande, gardaient un fort saillant vers Marcoing, avec une belle portion de la ligne Hindenburg, entre la route de Bapaume et la route de Péronne. Ils s'y établirent solidement.

Quoi qu'il en fût, la bataille de Cambrai était une nouvelle expérience qui prouvait l'impossibilité d'exploiter la rupture d'un front, quand l'adversaire est encore en possession de ses réserves.

L'année 1917 avait été par les Britanniques aussi noblement employée en Asie qu'en Europe.

En Mésopotamie, ils battirent les Turcs, leur firent plus de 10000 prisonniers et

progressèrent au nord comme à l'ouest de Bagdad. En Palestine, leur armée, que commandait le général Allenby et qu'appuyait un détachement français, s'empara successivement de Gaza, de Jaffa et de Jérusalem.

Le 8 décembre 1917, jour où les Britanniques et les Français entrèrent dans Jérusalem, restera une des dates les plus lumineuses de notre histoire. La Guerre du Droit, n'est-ce pas une suprême Croisade ?

Nouvelle victoire française au Chemin des Dames. Nous occupons la rive sud de l'Ailette.

Au commencement de l'automne 1917, l'ennemi dirigea de fortes attaques contre certaines de nos positions qui lui semblaient trop menaçantes, particulièrement dans les Côtes de Meuse, au nord du bois des Caurières.

Gains insignifiants. Pertes significatives. A ce propos, un de nos compatriotes



VAUDESSON. — UN COIN DU VILLAGE.
(Section photographique de l'Armée.)

d'Alsace nous cite ce mot d'un soldat français, blessé près du bois des Caurières, le 6 octobre : « Jamais nous n'avons vu tant de cadavres allemands. Tous habillés de neuf et presque tous avec des visages d'enfants. Cela nous faisait pitié. » Et ce blessé français qui nous parlait ainsi souffrait cruellement de sa main droite à demi broyée!

Bientôt, les troupes françaises reprirent leur offensive sur l'Aisne. L'armée du général Maistre reçut l'ordre d'occuper le reste du Chemin des Dames.

Là, près de la Malmaison et d'Allemant, l'ennemi avait organisé des défenses de tout genre et surtout des souterrains qu'il pouvait croire inexpugnables. Notre nouvelle artillerie, qui comprenait des canons de 400, bombarda longuement toutes ces positions.

Averti par un tel bombardement, l'ennemi avait fait venir ses meilleures réserves. Cependant notre infanterie, s'élançant à l'assaut, le 23 octobre, à six heures un quart du matin, enleva les carrières Fruty et Bohéry, enleva le fort de la Malmaison, enleva les carrières Montparnasse, enleva Allemant et Vaudesson, puis, comme couronnement de ce magnifique effort, occupa le village de Chavignon, sur la route de Soissons à Laon, centre des positions allemandes.

C'était une admirable avance, profonde de trois kilomètres et demi.



CHAVIGNON. — L'ENTRÉE DU VILLAGE.
(Section photographique de l'Armée.)

Le soir même, nous organisions notre ligne nouvelle, depuis le Mont des Singes jusqu'à Chavignon.

Suivirent plusieurs assauts non moins heureux. Nous nous emparâmes de Pinon et de Pargny-Filain, à trois kilomètres de Chavignon.

Ainsi, notre nouvelle ligne était avancée jusqu'au canal de l'Oise à l'Aisne.

L'ennemi ne pouvait plus, sans de grands risques, se tenir sur la rive sud de l'Ailette. Le 1er novembre, il nous abandonna toute cette rive avec Courtecon, Cerny-en-Laonnois, Ailles, Chevreux.

Comme trophées, nous avions, avec un important butin de guerre, près de 12 000 prisonniers dont 200 officiers où se distinguaient trois colonels et états-majors de régiments.

En tout le cours de l'opération, nos hommes avaient senti autour d'eux, outre la cordialité agissante de leurs officiers, l'attention assidue et paternelle du grand chef, le général Pétain. Ils aimaient à rappeler que, à la fin de chaque effort, en

parvenant au but, ils trouvaient, presque sous leur main, des provisions pour les réconforter.

Pétain avait, en effet, d'admirables qualités d'administrateur. Quand il était colonel du 33ᵉ, à Arras, les inspecteurs de l'intendance disaient de lui : « Il est digne d'être intendant. » L'un d'eux ajouta même : « L'histoire enseigne que Bonaparte a été vainqueur dans la campagne d'Italie, parce qu'il faisait preuve de ces qualités-là. » Or, la victoire de la Malmaison était aussi difficile à gagner que celle de Rivoli.

Ludendorff avoue, dans ses *Mémoires*, que l'évacuation d'une région dont la garde lui avait coûté si cher, lui fut fort pénible. Il aurait voulu éviter les conséquences de l'attaque française en ramenant ses lignes au nord de l'Ailette. Tout se gâta par l'obstination du chef qui avait fait fortifier la Malmaison ainsi que les positions voisines, et qui croyait pouvoir répondre de tout.

La perte de quelques nouvelles divisions sur le front franco-britannique était chose grave pour le Haut Commandement allemand. Les échanges d'unités avec le front russe avaient beau se multiplier, jamais n'arrivaient assez vite et assez nombreuses les troupes aptes à la bataille véritable.

Clemenceau prend le pouvoir.

Après la victoire de la Malmaison, M. Clemenceau, président de la commission sénatoriale de l'armée, se rendit auprès des vainqueurs. Cette visite le remplit d'un enthousiasme qu'il exprima avec la plus brûlante sincérité. A le lire, la France vit nos soldats partir pour l'assaut, pleins de confiance en leurs chefs; elle vit leurs prodiges de vaillance et de patience; elle vit aussi l'effet de leur héroïsme sur l'ennemi : une forêt de bras levés, et ces officiers de la Garde impériale qui criaient : « Vive la République ! »



CLEMENCEAU SUR LE FRONT.
(Section photographique de l'Armée.)

De telles pages ramenèrent à leur auteur la presque unanime sympathie que la France avait ressentie pour lui au début de la guerre.

L'ennemi, pour affoler le pays, bombardait alors les villes du front, particulièrement Nancy et Bar-le-Duc ; les villes des côtes, particulièrement Dunkerque, Calais et Boulogne. C'est dans une entreprise criminelle de ce genre qu'il avait perdu, le 20 octobre, cinq de ses meilleurs dirigeables.

Plus que jamais, la France avait besoin d'un gouvernement fermement résolu à hâter la victoire. La brusque démission de M. Ribot qui, au ministère des Affaires étrangères, apportait la même dignité et le même dévouement qu'au ministère des Finances, troubla l'opinion parce qu'elle paraissait inexplicable. On savait confusément que, dans les séances secrètes, plusieurs députés avaient reproché à M. Ribot de ne pas les avoir tenus au courant des offres de paix faites indirectement par l'Allemagne. M. Barthou remplaça M. Ribot.

Un mois après, le ministère présidé par M. Painlevé était renversé par la Chambre. On se disait : « Pour liquider les affaires scandaleuses de commerce ou d'intelligence avec l'ennemi, de découragement intéressé ou de trahison, c'est-à-dire pour assainir l'arrière comme a été assaini le front, il faut un homme capable d'assumer toutes les responsabilités ». Aussi, les yeux se tournaient-ils vers M. Clemenceau.

Il prit la présidence du Conseil avec le ministère de la Guerre. Le ministère des Affaires étrangères fut confié à M. Pichon; le ministère de l'Armement, auquel on rattacha l'Aviation, à M. Loucheur; le ministère de l'Intérieur à M. Pams, qui, en 1913, avait recueilli un si grand nombre de voix aux élections pour la présidence de la République; le ministère des Finances, à M. Klotz; le ministère de la Justice, à M. Nail; le ministère du Blocus, à M. Albert Lebrun.

Dès son arrivée au pouvoir, Clemenceau réunit, à Paris, les représentants des Alliés. Dans cette conférence fut enfin constitué, le 29 novembre 1917, l'organe nécessaire à la concordance de leurs efforts : le Comité de guerre militaire interallié, qui siégea à Versailles. La France y était représentée par le général Weygand, ancien chef d'état-major de Foch. Dans sa déclaration ministérielle, M. Clemenceau disait : « Toutes les nations civilisées sont engagées dans la même bataille contre les formations modernes des vieilles barbaries. En France, il y a eu des crimes contre la France : ils se sont soldés par un surplus de sang français. Nos armées ne seront pas prises entre deux feux. La justice passe ».

Le 12 décembre, la Chambre, ayant entendu la lecture d'un réquisitoire signé par le gouverneur militaire de Paris, autorisa des poursuites contre M. Caillaux, ancien président du Conseil, « pour crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'État ». Déjà, sur un discours véhément de M. Clemenceau au Sénat, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, avait été appelé « à s'expliquer sur ses actes devant la Haute-Cour ».

Dans tous les départements ministériels, dont M. Clemenceau avait choisi les titulaires, on retrouvait, aux moments critiques, l'énergie du grand chef civil.

Ce grand chef civil paraissait, depuis longtemps, destiné à travailler d'accord avec le grand chef militaire. C'était lui qui, président du Conseil en 1907, avait dit à Foch : « — Vous êtes nommé directeur de l'école de guerre — Impossible, monsieur le Président, avait répondu Foch. — Pourquoi donc? — Parce que j'ai un frère jésuite et que je vais à la messe. — Je m'en moque. D'ailleurs, général, je ne vous demande pas si vous acceptez : je vous annonce votre nomination ».

Authentiques ou non, les mots de Clemenceau circulaient partout, en réveillant les esprits par leur brusquerie et en les réconfortant par leur gaieté.

De cette gaminerie patriotique, toujours superbe sous les obus et qui alors séduisait tout le monde, le plus saisissant spécimen est assurément le premier entretien de Clemenceau avec Castelnau. Jamais Clemenceau n'avait rencontré Castelnau, mais il avait parfois parlé de lui. Un jour, par son humeur de polémiste, il s'était laissé entrainer à l'appeler : capucin botté. Quand Castelnau vit Clemenceau le chercher du regard, il lui dit : « — Le capucin botté, c'est moi. — Ah! répliqua

Clemenceau, je n'ai jamais embrassé de capucin. Il y a commencement à tout. »

La devise de Clemenceau était : « Je fais la guerre ». Parfois, pour ceux qui l'obsédaient de questions étrangères à ce sujet et par conséquent absolument vaines, il ajoutait : « Je fais la guerre : donnez-moi la paix! »

L'armée se répétait de tels mots, sans les analyser ni les contrôler. Ils étaient si bien faits pour elle! Les soldats les goûtaient d'autant mieux, qu'ils se sentaient profondément aimés par cet étrange ministre de la Guerre qui semblait ne se trouver bien qu'au milieu d'eux.

De loin, ils reconnaissaient son vieux chapeau mou, ses grosses moustaches blanches, son teint jaune, ses ardents yeux noirs. Un de ses meilleurs portraits ne tient-il pas en cinq petits mots : deux charbons sur une omelette! Tout près du front, s'arrêtait l'automobile. L'homme en descendait. Tout de suite, les soldats se pressaient autour de lui. « Cela va bien, les petits? » Et les soldats répondaient : « Oui, monsieur Clemenceau ». Ils ne disaient pas : « Monsieur le Ministre ». Encore moins : « Monsieur le Président ». Nos soldats n'ont guère plus que lui le sens du protocole.

Cette réponse : « Oui, monsieur Clemenceau », fut jusqu'à l'armistice, et même un peu plus longtemps, le mot d'ordre de la France.

L'anarchie russe sauve l'Allemagne en 1917.

Depuis le mois de novembre 1917, la Russie, malgré de nobles efforts trop isolés, s'abandonnait à une anarchie que l'Allemagne favorisait de tout son pouvoir.

Égarement monstrueux de la Révolution russe! La Révolution française, dont, en Russie, l'anarchie osait parfois se recommander, avait eu pour idéal le salut de la France, fille aînée de la Justice, de la France « soldat du Droit », de la France rayonnante vers qui se tournent les yeux de tous ceux qu'on opprime. Au contraire, les révolutionnaires russes prenaient leur inspiration en Allemagne. Ils mettaient, par conséquent, leurs forces neuves au service de la plus vieille puissance d'oppression, de conquête et de ténèbres.



HALTE DE SOLDATS ALLEMANDS DEVANT UN VILLAGE RUSSE EN FEU.
(Photo Trampus.)

Dans la seconde quinzaine d'octobre 1917, l'Allemagne, grâce à son influence croissante en Russie, occupait les îles d'Œsel, de Dago, de Molm, et par conséquent saisissait les clefs du golfe de Riga. Ce fut pour elle un jeu que de refouler les quelques vaisseaux russes et les quelques régiments russes où subsistait le sentiment de l'honneur, seule raison de vivre pour une armée et une marine.

Pétrograd se sentit perdue. Tout de suite les maximalistes, c'est à-dire les « bolchevistes », suivant l'expression russe, pavoisèrent les édifices qu'ils occupaient. Pour eux, la défaite de leur patrie était le triomphe de leur parti. C'est par eux qu'a été forgé le mot abject de « défaitisme ». Leur chef, Lénine, travaillait à faire signer la paix sans délai, la paix à tout prix.

Contre la conspiration organisée par Lénine et Trotsky, Kerenski employa en vain ce qui lui restait d'énergie verbale. Il fut forcé de quitter Pétrograd sous un déguisement. Lénine annonça à la Russie entière que « la paix démocratique » allait être conclue et que, grâce à cette « juste paix », les terres allaient être partagées entre les paysans.

Après quelques tentatives pour retourner à Pétrograd, Kerenski, impuissant à retenir sous les armes ses derniers partisans, se cacha, puis s'enfuit.



LES ALLEMANDS DANS RIGA.

(Photo Trampus)

Le chef des Cosaques, Kalédine, rêva d'organiser « une résistance patriotique » dans le Sud. L'Ukraine proclama son autonomie. Le généralissime Doukhonine, nommé par Kerenski, ne s'étant pas conformé à certains ordres de Lénine, périt assassiné. Le vaillant Kornilof, ayant réussi à s'échapper des prisons maximalistes comme il s'était échappé des prisons allemandes, courut au Caucase pour y lever une armée fidèle. Mais l'Allemagne le gagna de vitesse. Elle accepta avec éclat les propositions d'armistice qu'elle avait fait rédiger par Lénine. Quant à la signature de la paix, elle l'attendait d'une Assemblée constituante qui devait être élue sur-le-champ.

Ces élections auxquelles rien n'avait préparé le peuple russe, commencèrent le 25 novembre.

Les Français qui connaissaient le mieux la Russie pour l'avoir habitée pendant de longues années, nous disaient : « Sur cent électeurs russes, il y en a quatre-vingts qui ne savent pas lire et qui, en ce moment, n'aspirent qu'à jouir de tout sans rien faire. A peine si, sur les vingt électeurs qui savent lire, il y en a cinq qui, grâce à leur instruction ou à leur distinction naturelle, ont le sentiment de leurs devoirs et de leurs droits. — Et les quinze autres, que sont-ils ? — Des Boches ».

Pour le 20 décembre, l'immense front oriental, y compris le front roumain, était supprimé. L'Allemagne n'avait plus qu'un front, lequel allait de la mer du Nord à Salonique. Sur ce front unique, elle dirigea la masse de ses troupes qu'elle couvrait de fleurs, en les félicitant d'avoir « anéanti l'empire des Tsars ».

L'anarchie russe avait préservé l'Allemagne d'une défaite certaine, à la fin de 1917, et lui permettait de revenir à ses plus audacieux espoirs.

Les Allemands percent le front italien. — Les Alliés le restaurent.

Après avoir supprimé le front russe, l'Allemagne pensa supprimer le front italien.

Tout d'abord, elle employa tous les moyens pour démoraliser la nation. Ses innombrables agents qui restaient en Italie agissaient, à la fois, près des socialistes en leur affirmant que, par une paix séparée, ils assureraient le triomphe de leur doctrine, et près des catholiques, en leur promettant le rétablissement du pouvoir temporel du pape et en leur rappelant la récente note de Benoît XV où on lisait les mots : « Massacres inutiles! Les gouvernements doivent arriver à une paix juste. »

Quatre délégués du Soviet prêchèrent la paix allemande dans les grandes villes. Leur propagande, exploitant habilement « la crise des vivres », soulevait, à Turin, des émeutes où la foule se servait des mitrailleuses contre les soldats. Parmi les soldats, les propagandistes au service de l'Allemagne distribuaient des manifestes illustrés qui représentaient l'Italie comme « une colonie anglaise » et qui annonçaient que partout, la police au service de l'Angleterre tirait sur le peuple. Ajoutons que l'armée italienne était entrée en campagne avec 13 000 officiers, au lieu de 130 000 qu'elle aurait dû avoir, et que le plus grand nombre de ses soldats ne savaient pas lire.



LE ROI D'ITALIE A VERDUN.
(Section photographique de l'Armée.)

« Vive la paix de la sociale-démocratie! » « Vive la paix du pape ! » Tels étaient les cris que faisaient pousser, même sur le front, les agents allemands qui avaient su se mêler aux troupes italiennes.

En même temps, le Haut Commandement allemand préparait, contre l'Italie, une offensive qui rappela, dans ses grandes lignes, l'offensive de 1915 contre la Russie, sur la Dunajec.

Jusqu'alors, les armées autrichiennes n'avaient compté, sur le front italien, que 40 divisions à dix bataillons. Ludendorff y accumula 54 divisions à quinze bataillons, parmi lesquelles quelques-unes des meilleures divisions allemandes.

Un détachement du grand état-major allemand, chargé de diriger les opérations, avait pris toutes les précautions pour que l'adversaire ignorât l'endroit et surtout la puissance de l'attaque.

Le généralissime de l'armée italienne, Cadorna, pas plus que le roi d'Italie, n'en avait une idée exacte.

Le roi d'Italie vint, dans la seconde quinzaine d'octobre, faire visite au front

français. Il passa en revue nos soldats à Massevaux, à Verdun, à Coucy-le-Château. A Massevaux, en réponse au salut de M. Raymond Poincaré, président de la République, il dit : « Je salue la partie déjà libérée de l'Alsace ; en même temps, j'adresse le même salut au reste de l'Alsace et de la Lorraine à qui la même libération est réservée ». Le souverain qui prononçait ces nobles et loyales paroles devait, avec tout son peuple, connaître la pire des épreuves, dans la nuit du 24 au 25 octobre.

En grand secret, les forces austro-allemandes s'étaient ainsi disposées : à l'ouest, au débouché du Trentin, l'armée commandée par Hoetzendorf; devant les Alpes Carniques, l'armée commandée par Krobatin ; dans la région du Haut-Isonzo, l'armée commandée par Below; devant le plateau de Bainsizza et devant le Carso, l'armée commandée par l'archiduc Eugène.

Rappelons que les Italiens étaient postés : face au nord, depuis le Trentin jusqu'au crochet de l'Isonzo, près de Tolmino : face à l'est, sur le plateau de Bainsizza et sur le Carso.

Peu à peu, l'État-Major italien, établi à Udine, se persuada que l'attaque allemande se porterait surtout contre le plateau de Bainsizza et le Carso. Aussi y réunit-il ses troupes les plus solides. Au premier rang, sa 2e et sa 3e armées, illustrées par de récents succès.

Au nord, son flanc était défendu par des régiments échelonnés au bord de l'Isonzo, dont la vallée remonte brusquement, vers l'ouest, de Tolmino à Plezzo. Ce terrain rend la défense encore plus difficile que l'attaque, parce qu'il est extrêmement défavorable à la manœuvre des réserves.

L'attaque allemande dirigée par Below, le 24 novembre, au milieu d'un brouillard épais et d'une pluie mêlée de neige débuta, à deux heures du matin, par un bombardement sans pareil, auquel s'ajoutaient des liquides enflammés et des gaz suffocants. L'objectif de l'attaque était, depuis Tolmino jusqu'à Plezzo, le coude si long et si mince que dessinait le front italien.

La ruée allemande y produisit une panique qui s'élargit vite aux cris de « Vive la paix ! » et de « Sauve qui peut ! » Des torrents de fuyards roulaient vers Caporetto. Pendant ce temps, l'armée de Krobatin appuyait, de tout son poids, l'armée allemande de Below qui, crevant le front italien, s'enfonçait vers Cividale, à 16 kilomètres d'Udine, et vers Gemona, où s'embranche la ligne de Venise par Casarsa-Portogruaro.

Les deux armées ennemies prenaient ainsi à revers l'armée italienne établie sur le plateau de Bainsizza, tandis que l'armée autrichienne de l'archiduc Eugène l'attaquait de front. L'armée italienne dut battre en retraite précipitamment, en abandonnant sa magnifique artillerie. La 3e armée, établie du Carso à la mer, fut forcée de suivre le mouvement général, mais sa retraite, par les chemins de la côte, n'eut pas le caractère d'une fuite.

Quand on avait enfin averti les Italiens du point menacé, ils n'avaient pas cru à la gravité du péril. Quoi ! l'ennemi viserait la ligne des crêtes qui, le long de l'Isonzo, atteint jusqu'à 1 641 mètres d'altitude. Le 25 octobre au soir, ces sommets étaient pris. Les canons et les avions allemands accablaient de projectiles les masses éperdues où toutes les armes se confondaient et qui bientôt furent sans armes. Et pourtant l'ennemi, dans les proclamations envoyées aux soldats italiens, avait écrit : « Si les Italiens renoncent à se battre, leurs adversaires, au lieu de faire feu, fraterniseront avec eux pour arrêter la guerre ! »

Le 26 et le 27, la ruée allemande vers le haut Tagliamento faisait vaciller le front italien.

« Poussez ferme par les deux ailes. Capturez toutes les troupes italiennes qui restent sur la rive gauche de l'Isonzo ». Tel était l'ordre allemand. Pour le 10 novembre, l'ennemi avait fait 60000 prisonniers. Pour le 1er décembre, il avait atteint le Tagliamento sur tout son cours, en aval de Tolmezzo.

La presse allemande, en annonçant « l'effondrement de la résistance italienne », se répandit en descriptions grossièrement exagérées, auxquelles se mêlaient quelques détails malheureusement trop exacts.

Sur les routes d'Italie, une foule de soldats, parmi lesquels on distinguait des officiers en voiture, s'imaginant que la guerre se terminait ainsi, « rentraient chez eux ». Des groupes égarés allèrent, en fuyant, jusqu'aux portes de Rome.

Toutes les cloches d'Allemagne et d'Autriche avaient fêté la reprise de Gorizia; la prise de l'antique et gracieuse ville d'Udine; l'entrée des Prussiens, des Bavarois et des Wurtembergeois à Dignano et à Codroipo; la victoire des Brandebourgeois et des Silésiens à Latisana. « Je prie très humblement Votre Majesté, télégraphiait Hindenburg à Guillaume II, de faire pavoiser en Prusse et en Alsace-Lorraine ». Et Guillaume II répondait : « Notre ancien allié félon a appris ce dont est capable la colère allemande. En avant, et avec Dieu ! »



GÉNÉRAL DIAZ.

(Photo Rol.)

Aucun soldat, en aucun temps, ne lira sans une émotion douloureuse, le communiqué du généralissime italien, après la rupture du front : « Je désigne à l'éternel mépris de la nation et du monde entier les brigades Roma, Piacenza, Gaeta, qui ont ignominieusement abandonné à l'ennemi les armes qu'on leur avait données pour défendre le sol sacré de la patrie. Ces quatre brigades de l'Italie centrale, en faisant défection, assurèrent la victoire de l'ennemi ».

Cadorna ordonnait par décret à tous les soldats dispersés en Italie de se présenter dans les cinq jours, sous peine de mort. Les généraux Brusati, Zupelli, Marone, étaient disgraciés.

Il fallait, sans une minute de retard, restaurer le front et redresser les volontés.

C'est à quoi les Alliés consacrèrent leurs efforts. Français et Britanniques, avec une puissante artillerie, apparurent immédiatement dans la plaine du Pô. Cette superbe diligence fut une nouvelle prouesse de notre État-Major et de nos voies ferrées.

Le *Comité de guerre* s'était réuni le 28 octobre, à 16 heures. Deux heures après, tout un plan de campagne était arrêté : on enverrait 120.000 hommes en Italie, avec l'artillerie et le matériel nécessaires. Combien faut-il de temps pour le transporter ? La compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée répondit « Dix-huit heures. Et dans une demi-heure, les ordres seront donnés ».

A la tête des forces, venues ainsi à la rescousse, était le général Foch. Une fois de plus, Foch réalisait, dans le danger suprême, l'unité de commandement qui avait sauvé les Alliés sur l'Yser et sur la Somme.

M. Painlevé et M. Lloyd George se rendirent à Rome, pour cimenter cette

unité. En revenant de Rome, M. Lloyd George reconnaissait la nécessité d'une Haute Commission interalliée de la guerre.

L'Italie était sauvée. Les troupes italiennes se ressaisirent d'abord sur le Tagliamento, puis sur la Livenza. Leur nouveau front se jalonnait par le lac de Garde, le plateau des Sept-Communes, les sommets à l'est de la Brenta, le coude du Piave et le Piave jusqu'à l'Adriatique.

Au commandement en chef, le général Cadorna fut remplacé par le général Diaz qui eut sous ses ordres les forces franco-britanniques. L'armée française d'Italie, que quittait le général Foch, était confiée au général Fayolle.

L'ennemi aurait voulu exploiter son succès. A partir du 14 novembre, pour rompre le nouveau front italien, il attaqua sur le plateau des Sept-Communes, vers Asiago, et sur le massif montagneux entre la Brenta et le Piave. Il échoua, avec de cruelles pertes, devant les défenses du mont Grappa. La résistance qu'il rencontrait partout le surprenait étrangement. Les Italiens gardèrent les derniers contreforts des Alpes d'où l'on découvre la ravissante plaine, objet de toutes les convoitises des barbares.

Nouvelles attaques infructueuses sur le Piave. On ne pouvait guère, dans une attaque de front, traverser ces eaux torrentueuses. D'ailleurs, pour l'ennemi, la base de départ était si éloignée! Et les troupes franco-britanniques arrivaient toujours. Le Piave resta aux Italiens.

Les troupes qui s'épuisaient en ces infructueux assauts étaient presque uniquement composées d'Autrichiens. Below avait ramené son armée sur le front français. Sur le front italien, ne restait qu'une seule division allemande, celle que Ludendorff appelait « sa division alpine ».

A partir du 20 décembre, la neige et le froid, un froid qui faisait descendre le thermomètre à 29° au-dessous de zéro, entravèrent toute opération de quelque envergure.





LA DÉFAITE.
(Affiche d'Abel Faivre pour l'Emprunt de la Libération.)

Chapitre XXII

AU DÉBUT DE 1918

Préparatifs sur tous les fronts.

Chez les Alliés du Droit, tous ceux qui se rendaient un compte exact de la situation, parce qu'ils connaissaient à fond l'Allemagne, avaient ainsi résumé d'avance l'histoire de cette guerre :

Trois parties, qui dureront chacune au moins une année. *Première partie* : l'arrêt de l'ennemi. Une année suffira à peine. L'ennemi s'est préparé depuis un siècle ! *Seconde partie* : la préparation du refoulement. Les Alliés devront rattraper l'avance que l'ennemi a sur eux. *Troisième partie* : le refoulement de l'ennemi. Opération assurément fort difficile, mais dont le succès sera complet sitôt que les Alliés l'accompliront avec ensemble. Attaqué à la fois sur le front russe, sur le front roumain, sur le front de Salonique, sur le front italien, sur le front français et sur le front anglais, l'ennemi sera battu et chassé comme il doit l'être.

Ainsi, sans nul doute, tout se serait passé, si l'ennemi n'avait pas réussi à supprimer le front russe et à ébranler profondément le front italien.

La suppression du front russe devait être compensée par le concours des Américains. Mais les Américains ne pouvaient pas arriver si vite. En attendant, l'Allemagne, par sa propagande, faisait répéter, même par certains Français, que les

difficultés du transport étaient telles que ce concours resterait toujours illusoire. A quoi les Américains répondaient d'un mot, ou plutôt d'un chiffre, en élevant, pour 1919, leur budget à 63 milliards.

De plus, afin de pallier à la « défection russe », d'accord avec le Japon et la Chine, ils surveillaient étroitement la Sibérie, à cause du chemin de fer transsibérien.

De leur côté, les Britanniques redoublaient d'efforts en Palestine comme en Mésopotamie.

Enfin, l'armée alliée de Salonique, sûre de la fidélité et même de l'appui du nouveau gouvernement grec, se tenait prête à agir sous le commandement de son nouveau chef, le général Guillaumat, qui avait donné sa mesure à la tête de l'armée de Verdun.

D'autre part, l'ennemi comprenait bien que, pour mettre à profit l'avantage que lui apportait la défection russe, il devait agir sans retard. Suivant son habitude, il fit précéder son action militaire d'une action de propagande à grand fracas. Il annonça de nouveaux canons, de nouvelles mitrailleuses, de nouveaux gaz, une nouvelle méthode de combat, un nouvel effort sur le front franco-britannique par 210 divisions d'infanterie et par 150 000 hommes de réserve, exercés à l'arrière. Guillaume II, dans un sermon prononcé à Cambrai, prétendit même parler et agir « au nom de l'Éternel. »

Pour porter le grand coup, Ludendorff transportait son quartier général de Hambourg à Spa. Le Kronprinz, qui jusqu'alors n'avait commandé que devant Verdun, étendait son commandement vers l'ouest et visait la Picardie. Il avait, à sa droite, depuis la mer du Nord jusqu'à l'Oise, le prince Ruprecht de Bavière; à sa gauche, près de Verdun, le général von Gallwitz, et, en Lorraine comme en Alsace, le duc de Wurtemberg.

Les Alliés qui n'ignoraient pas ces préparatifs, installaient leurs réserves et fortifiaient leurs lignes. Des contingents américains prenaient place au milieu des nôtres et attendaient le « baptême du feu ». Les Britanniques, dont le nombre s'était encore accru, faisaient descendre jusqu'à l'Oise, du côté de la Fère, leurs lignes qui mesuraient exactement 207 kilomètres.

Partout, les Alliés organisaient leurs tranchées, multipliaient leurs avions, camouflaient leurs batteries, perfectionnaient leurs moyens de communication, créaient des « zones de repli », selon le plan si sage du général Pétain.

A côté du général Pétain et de ses collaborateurs, le général Anthoine, major général, et les commandants de groupes d'armées, de Castelnau, Franchet d'Esperey, Fayolle, travaillaient le maréchal Douglas Haig, généralissime des armées britanniques et ses collaborateurs, les commandants d'armées Horne, Plumer, Bing, Gough. Entre les forces françaises et les forces britanniques, il y avait intelligence, sympathie, dévouement réciproque. Mais l'unité de commandement, cette unité absolument indispensable à la complète victoire, faisait encore défaut.

Le *Conseil supérieur de Guerre interallié* se réunit le 27 janvier 1918, sous la présidence de M. Clemenceau. Mais ce n'était qu'un Conseil. Il fallait un homme. Le *Comité militaire permanent*, qui fonctionnait à Versailles, vit ses attributions précisées et développées Mais ce n'était qu'un Comité. Il fallait un chef.

A la tête de ce *Comité* fut alors placé le général Foch. En qualité de président du Comité militaire, il pouvait, si la situation devenait grave, assumer la tâche et prendre le titre de commandant suprême des forces alliées.

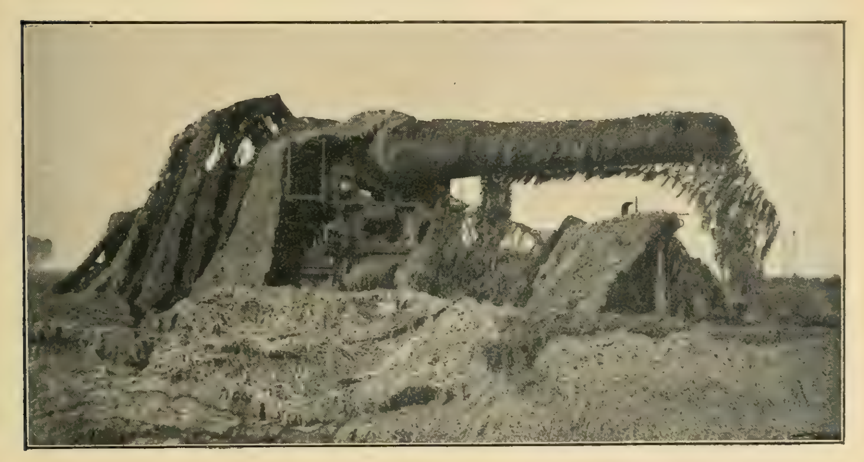
De toute évidence, un chef unique était devenu indispensable. Malgré la victoire de la Marne, après quatre ans de guerre, restait encore à livrer une bataille de

laquelle dépendait le sort du monde. Pour la bataille de la Marne, le front avait été de 198 kilomètres. Pour la bataille nouvelle, le front était de 603 kilomètres.

Pour ce front si vaste, l'ennemi avait sur les Alliés la supériorité du nombre. Au moins un demi-million d'hommes de plus que les Alliés. Aussi, les Alliés ne pouvaient pas songer à prendre l'offensive.

Seraient-ils forcés de laisser à l'ennemi, comme aux jours néfastes de cette guerre, l'initiative des opérations ? Tel était le suprême problème à résoudre. Les États-Unis parvinrent à envoyer en France, par semaine, 10 000 hommes armés et équipés. La flotte britannique, redoublant de zèle, surveillait leur transport et leur débarquement.

L'ennemi prépara donc une attaque du même genre, mais plus pressante encore,



CAMOUFLAGE D'UNE PIÈCE A LONGUE PORTÉE.
(Section photographique de l'Armée.)

que celles qui lui avaient donné la victoire au front russe, sur la Dunajec, au front italien, sur l'Isonzo.

De part et d'autre, s'engageaient des duels d'artillerie où s'essayaient les canons récemment fondus. De part et d'autre, des coups de main ramenaient des prisonniers qui étaient avidement interrogés.

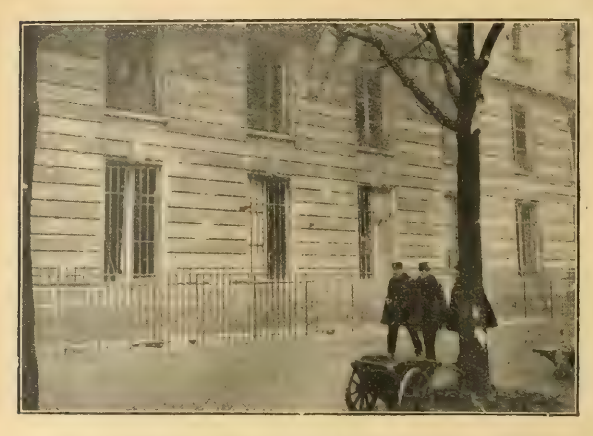
Fidèle à son système d'intimidation forcenée, l'ennemi bombarda toutes les villes anglaises et françaises que ses avions pouvaient survoler.

Dans la nuit du 17 au 18 février, Londres enregistra avec calme le centième bombardement par avions. 37 blessés et 16 morts. En manière de représailles, l'aviation britannique survola les villes du Rhin et lança des explosifs sur les bâtiments d'ordre militaire. Malgré ce bombardement, les villes du Rhin, dans leur ensemble, sont restées intactes.

Sur Paris, dans la nuit du 30 au 31 janvier, l'Allemagne fit l'essai de ses plus forts avions de bombardement : les « Gothas ». Pleine lune. Pas un nuage. Les aviateurs allemands apercevaient la ville comme en plein soleil. Ils purent se féliciter de n'avoir perdu qu'un seul appareil et d'avoir atteint 281 civils, dont 82 moururent sur le coup.

La France n'avait pas encore organisé sa défense contre le péril aérien. Encouragés par ce succès, les aviateurs allemands revinrent vers Paris, le 8 mars. Pas de

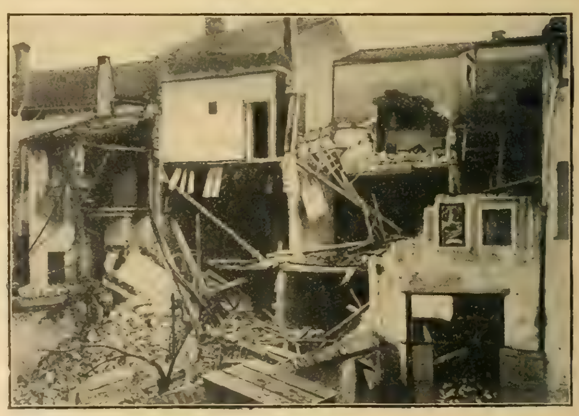
lune, mais pas de nuage et pas de vent. Ils y revinrent le 11 mars, avec 63 de leurs appareils les meilleurs, et, en abaissant leur vol au ras des toits, c'est-à-dire à l'endroit le moins périlleux, ils réussirent à lancer leurs obus en grappe sur le ministère de la Guerre. Il n'y eut à cet endroit qu'une seule victime. Mais une partie du bâtiment brûla et la façade fut criblée, comme si elle avait reçu à bout portant le feu de plusieurs mitrailleuses. Le lendemain, le peuple de Paris regardait ces blessures superbes et admirait, près d'un arbre écorché, un barreau de la grille, tranché net comme avec un rasoir. Jamais le ministère de la Guerre n'avait eu un air plus guerrier!



LE MINISTÈRE DE LA GUERRE APRÈS LE BOMBARDEMENT.
(Photo Rol.)

Peut-être était-ce à M. Clemenceau qu'en voulait l'ennemi, dans son ignorance de la vie parisienne. M. Clemenceau n'avait pas élu domicile au ministère. En revanche, par ses espions restés à Paris, l'ennemi apprit que, à 15 personnes tuées et à 76 blessées, s'ajoutaient 66 personnes écrasées, par un mouvement de panique, dans un souterrain du Métropolitain.

Mais il paya vite cette satisfaction. Nos canons anti-aériens barrèrent la route à beaucoup de ses appareils qui se déchargèrent de leurs bombes au hasard. Quatre de ses avions de grande taille tombèrent à nos pieds, et plusieurs autres s'abattirent dans le territoire occupé. C'était pour lui une défaite si caractérisée que, pendant quelques nuits, Paris fut tranquille.



BOMBARDEMENT DE PADOUE.
(Photo Rol.)

Aux nerfs des Parisiens était réservée une épreuve d'une autre espèce. Le 15 mars, à une heure et quart de l'après-midi, retentit une explosion inouïe qui secoua les maisons et en brisa les vitres. On crut à une machine infernale inventée par l'ennemi. Quand on sut que



G. MALFROY pinx.

VEDETTES AUTOMOBILES COULANT UN SOUS-MARIN A LA GRENADE

c'était un énorme dépôt de grenades qui avait sauté, à La Courneuve, on se demanda pourquoi tant de projectiles avaient été accumulés en un seul endroit, et comment si peu de précautions avaient été prises pour les protéger.

Sur le front italien, l'ennemi dirigeait ses attaques aériennes en visant surtout Venise et Padoue. Là aussi, il excitait contre lui la colère de la nation.

L'Italie enregistra un succès près du Mont-Asolone; un succès, sur le plateau d'Asiago. Au total, 3.000 prisonniers, dont 105 officiers. Glorieux butin, couronné par 18 avions abattus.

Au même moment, nos alliés de Grande-Bretagne avançaient en Palestine. Après être entrés à Jérusalem, ils entraient à Jéricho et marchaient vers le Jourdain.



ENTRÉE DES TROUPES ANGLAISES A JÉRICHO.

(Photo Chusseau-Flaviens.)

Pour se venger, l'ennemi ordonna à ses sous-marins de multiplier leurs crimes, qu'il saluait comme autant de victoires.

La Grande-Bretagne s'était promis de remplacer, tonne par tonne, tout ce que les sous-marins avaient coulé. Mais, malgré ses efforts inouïs pour construire des bateaux, elle ne parvenait pas encore à rétablir l'équilibre. Avec une sincérité de franc joueur, le gouvernement de Londres avouait, au 1er février 1918, un déficit de 100000 tonnes par mois, et il ajouta : « Nous pouvons affirmer que, dans quelques semaines, notre supériorité sera rétablie partout. »

Pendant que, sur tous les fronts, on se préparait ainsi, dans une immobilité apparente, la France eut l'occasion de rappeler solennellement au monde le devoir sacré auquel, sans réserve, elle s'attachait.

Le lendemain d'un des plus cruels bombardements par avions, dans l'immense amphithéâtre de la Sorbonne où était commémorée la protestation de l'Alsace et de la Lorraine contre l'annexion de 1871, s'entassait une foule innombrable, unissant

toutes les classes, tous les partis, toutes les religions, dans le culte de la patrie. Cette foule ardente et respectueuse eut un frémissement, quand entrèrent les Alsaciens arrivés, le matin même, de leur pays natal. Précédés de deux drapeaux français et d'une couronne en rameaux de sapin, tressée par des dames de Thann, s'avançaient les maires et les conseillers municipaux des communes reconquises. Leurs figures franches étaient brunies par le grand air vosgien secoué sans cesse par la canonnade. Les yeux de la foule, fixés sur l'écharpe des maires, se mouillaient de larmes. C'était l'écharpe tricolore de la France. Pendant plus de quarante ans, ces Français avaient été forcés de ceindre l'écharpe tricolore de l'Allemagne : noire, blanche, rouge, « le tricolore en deuil », comme ils disaient. Plus d'un avait gardé, sous le joug, l'écharpe française et s'était contenté de faire coudre par sa femme une bande de crêpe noir sur le bleu du bon temps. Maintenant, le crêpe noir avait disparu. Derrière eux, nous sentions, invisibles et présents, les maires des communes encore captives et qui n'attendaient que le moment d'arracher le crêpe noir des écharpes.

M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, présidait. Près de lui, à la table verte de l'estrade, étaient assis M. Paul Deschanel, président de la Chambre, M. Dubost, président du Sénat. MM. Siegfried et Barrès, députés. En face d'eux, au premier rang du public, MM. Poincaré, Clemenceau, les membres du cabinet, les ambassadeurs des nations alliées. Aux passages particulièrement significatifs, le visage de M. Poincaré rayonnait. Quant à M. Clemenceau, sourcils froncés et relevés, il semblait suivre, avec une étrange attention, les paroles prononcées devant lui, en même temps que le muet commentaire dont ses souvenirs personnels les accompagnaient. Tous les orateurs rappelaient que, à l'assemblée de Bordeaux, 107 députés avaient protesté contre la cession de nos deux provinces à l'Allemagne et que, de ces 107 patriotes clairvoyants, gloire de la France : Victor Hugo, Louis Blanc, Edgar Quinet, Henri Martin, Schœlcher, Carnot, Chanzy, Faidherbe..., un seul survivait : Clemenceau. Lui, il les revoyait tous. Il les entendait tous. Et tous lui disaient : « Toi qui, avec nous, as protesté, en 1871, contre la violation du Droit, tu travailles aujourd'hui, en notre nom, à la restauration du droit, et, plus heureux que nous, tu verras la revanche du Droit ».

Après les discours de MM. Deschanel, Dubost, Siegfried, Barrès, toute l'assistance, debout, écouta la déclaration que, en 1871, à l'assemblée de Bordeaux, Jules Grosjean, député du Haut-Rhin, avait lue au nom des provinces annexées : « Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés de la famille commune, conserveront à la France, absente de leurs foyers, une affection fidèle, jusqu'au jour où elle viendra y reprendre sa place ». M. Pichon parla le dernier. Il révéla le monstrueux télégramme adressé le 31 juillet 1914 par le gouvernement allemand au gouvernement français :

« Si le gouvernement français déclare rester neutre, nous lui déclarerons que nous devons, comme garantie pour la neutralité, exiger la remise des forteresses de Toul et de Verdun que nous occuperions et restituerions à l'achèvement de la guerre avec la Russie. »

Comme M. Clemenceau se levait pour féliciter M. Pichon de son discours, la salle cria : « Clemenceau ! » Elle voulait l'entendre. Les cris auraient continué sans fin. Clemenceau obéit. Il se tourna vers elle, s'adossa à la table verte et parla. Sa voix était adoucie, idéalisée, par une profonde émotion qu'il dominait à peine. Il dit : « Je n'ai pas une seule pensée dans mon cœur qui ne soit dans les vôtres. Des paroles très justes et très fortes viennent d'être prononcées ici. Mon devoir, à moi, c'est de les transformer en actes, de les vivre. Je viens du front. J'ai vu nos soldats. Eux

aussi m'ont parlé. Leurs graves paroles, à eux, se résument en un mot : *ils ne passeront pas.* Ce que vous saluez en moi, c'est la volonté d'une réalisation. Je ne suis qu'un soldat. Confiance. Travail. La victoire sera remportée par vous, par vous tous. »

Passionnément la salle écoutait. Tant de simplicité et de sincérité allait droit à son âme. Le lendemain, en lisant dans les journaux le texte de cette improvisation, on n'en a pas tout a fait retrouvé le caractère. Les mots y étaient devenus des phrases. La nécessité de rédiger un discours pour l'impression fait mettre de la rhétorique à la place de ce qui est mieux encore que de l'éloquence.

Les quelques mots de M. Clemenceau suscitèrent un enthousiasme sans pareil. Près de nous, un colonel de nos amis, à peine rétabli d'une terrible blessure, murmurait : « Je donnerais volontiers ce qui me reste à vivre, pour prolonger d'une année l'existence de cet homme. » La salle se vida lentement. La couronne de Thann repassa. Ce n'était plus qu'un squelette de couronne. Toutes les personnes qui avaient pu la frôler en avaient détaché un rameau pour le mettre sur leur cœur, comme un talisman.

La Paix indigne de Bucarest.
La Paix déshonorante de Brest-Litowsk.

Les Empires centraux avaient fini par éliminer la Russie, même de leurs plus insignifiantes préoccupations officielles.

La suppression du front russe fit oublier à Ludendorff les victoires anglaises dans les Flandres, la surprise de Cambrai, l'entrée des troupes britanniques à Jérusalem et à Jéricho, les superbes coups de boutoir français devant Verdun et à la Malmaison. Les colloques de ses soldats avec les soldats russes devant les fils de fer barbelés, et les discours passionnés de ses agents dans les Comités révolutionnaires, avaient donné les résultats qu'il en attendait.

Cependant, ce succès trop complet l'inquiétait un peu. Toute révolution est contagieuse, même pour l'Allemagne. L'idée de paix n'allait-elle pas gangrener le peuple allemand ? Le Reichstag, d'habitude si docile, avait eu le courage de voter une motion pacifique et le chancelier Bethmann-Hollweg, avec le même courage honteux, avait suivi le Reichstag.

Qu'est-ce donc que craignait tant le chancelier? Peut-être une révolution pareille à la révolution russe. Le gouvernement fit adopter *ex abrupto* le suffrage universel pour le royaume de Prusse et permit à quelques aventuriers sans mandat d'aller à Stockholm préconiser la paix russe au nom de l'Allemagne.

Le Kronprinz ne se montrait nullement hostile aux intrigues pacifiques. Il avait même voulu intriguer en personne. Ayant appris que, parmi les prisonniers de Montmédy, se trouvait un conseiller général, élu, dans le département de Meurthe-et-Moselle, comme radical-socialiste, il s'imagina que les radicaux-socialistes sont des socialistes intransigeants, se le fit présenter et, à brûle-pourpoint, et lui offrit l'autorisation d'aller à Stockholm pour y représenter le socialisme français (1).

Le haut commandement allemand estima que, sur une telle pente, le gouvernement risquait de glisser à l'abîme. Déjà, ce gouvernement n'avait pas eu assez

(1) Communication de M. Marie, conseiller général de Thiaucourt, recueillie par nous, à Montreux, dans une visite aux internés en mai 1918.

d'énergie pour réprimer les grèves qui s'étaient produites dans les équipages de la marine et de l'aéronautique. Il devait pourtant bien savoir que c'était par la marine que la révolution russe avait commencé.

Aussi, Ludendorff décida-t-il sans peine Hindenburg à refuser son appui au chancelier Bethmann-Hollweg, et à demander que ce maladroit fût remplacé par le prince de Bulow.

Demi-satisfaction! Bethmann-Hollweg fut congédié, mais ce fut, comme on sait, Michaëlis qui le remplaça. Les politiciens allemands ne pardonnèrent pas à Ludendorff cette intrusion dans leur domaine. Aussi le haut commandement faisait-il diligence afin de tout racheter par de fructueux succès militaires.

Pour signer la paix avec la malheureuse Roumanie, abandonnée de tous et même attaquée traîtreusement par les troupes russes devenues bolchevistes, Ludendorff plaça le maréchal Mackensen à la présidence des négociations. Il lui recommanda expressément d'avoir des ménagements à l'égard d'un adversaire si complètement abattu, avec qui l'Allemagne traitait, alors qu'elle était en guerre avec l'univers entier.

Tant qu'il put maintenir Mackensen comme chef de la conférence, Ludendorff s'opposa aux convoitises « les plus féroces » des Hongrois et des Bulgares. Mais les diplomates reprirent le dessus et obéirent au comte Czernin plus qu'à Ludendorff.

C'est pourquoi les préliminaires de paix, signés le 5 mars 1918, mécontentèrent à la fois l'Allemagne, la Hongrie et la Bulgarie.

Le traité de Bucarest, signé deux mois après, ne parut pas meilleur. Ce traité, qui ne réglait nullement l'attribution de la Dobroudja, abandonnait à la Hongrie un large espace du territoire roumain et laissait à la Roumanie une énorme quantité de matériel de guerre.

Bien que l'armée roumaine fût démobilisée « en principe », un certain nombre de divisions étaient maintenues pour l'occupation de la Bessarabie. Quant aux conditions économiques, elles étranglaient la production roumaine, sans contenter les appétits de l'Allemagne.

En vain, les Autrichiens firent remarquer que la Valachie restait occupée par six divisions dont quatre étaient allemandes. Ludendorff répondait : — Dans beaucoup de domaines non territoriaux, l'Allemagne pouvait exiger infiniment plus!

Pourtant, l'Allemagne installait en Valachie une administration militaire exclusivement allemande. N'était-ce pas l'Allemagne qui avait gagné la guerre? En somme, l'Autriche était réduite à une portion de famine.

Même humiliation pour l'Autriche dans la convention du Danube, dans la distribution des approvisionnements roumains, dans le partage des ressources de l'Ukraine. Une formule dominait : « Avant tout, respecter les intérêts allemands. »

Toujours, l'Autriche s'inclinait très bas, mais toujours aussi elle cherchait à nouer des intrigues de toutes sortes, indirectement avec l'Entente, directement avec la Bulgarie, encore plus mécontente qu'elle-même.

Ce n'était plus au comte Czernin que l'Allemagne avait affaire. M. Clemenceau venait de le réduire à néant par un mot : Le comte Czernin a menti. L'Allemagne avait affaire à Burian. Mais Burian continuait la perfide politique de son prédécesseur, particulièrement dans la question polonaise. L'Autriche aurait voulu que la Pologne fût autrichienne. L'Allemagne voulait qu'elle fût allemande. Si la Pologne n'était pas allemande entièrement, la Pologne autrichienne et la Pologne russe regarderaient, avec les mêmes yeux, la Pologne prussienne sous le joug.

Dès que les lettres imprudentes de Charles Ier au prince Sixte de Bourbon furent connues, il dut aller faire amende honorable devant le Grand Quartier Général,

à Spa. Autour de Guillaume II, Hertling, Kuhlmann, Hindenburg et Ludendorff eurent alors le plaisir de voir l'empereur Charles Ier, jusque-là juché sur ses prérogatives de chef de l'armée impériale et royale, traité « comme un sous-officier qui aurait sauté le mur ».

La question polonaise pouvait, ce jour-là, être résolue à fond, au moins pour un temps. Mais Burian, plus souple que Czernin, éluda cette formidable difficulté en donnant une signature qui n'engageait que son honneur, c'est-à-dire, dans l'espèce, fort peu de chose.

Depuis l'entrevue de Spa, chez les Alliés et même chez les Allemands, on sentit que l'Autriche se familiarisait avec l'idée d'une paix séparée. Les Autrichiens pouvaient méditer à satiété la parole de Ludendorff : « Pourquoi faut-il que l'Autriche soit l'indispensable lien entre la Bulgarie et la Turquie? Nous avons été forcés d'accoupler un peuple vigoureux comme le peuple allemand à un demi-cadavre. »



DÉBARQUEMENT ALLEMAND A MEMEL.
(Photo Trampus.)

Cependant, la Bulgarie était alors l'objet d'un mépris plus écrasant encore. Les grands chefs allemands se détournaient avec dégoût de ce Ferdinand « qui portait l'eau sur les deux épaules et avait toujours deux fers à sa forge ». A les en croire, un tel renégat était exactement le contraire d'un soldat. D'ailleurs, avait-on jamais vu un peuple plus pourri que le sien ? » Ludendorff ajoutait :

— La Bulgarie, puissance essentiellement agricole, ne peut pas se suffire, alors qu'elle devrait exporter. Son armée tremble tellement devant les Serbes que nous avons dû, pour qu'elle ne s'effondrât pas, la mettre sous la férule d'un général allemand. Et quelle perfidie! Depuis que l'Amérique est entrée en lice, cette Bulgarie conserve à Sofia un représentant des États-Unis Nous ne laisserons pas les Bulgares prendre pied dans la Dobroudja. Ils tiennent deux des routes qui conduisent vers l'Orient, la route de Salonique et la route de Constantinople. Jamais nous ne leur permettrons de tenir celle de Constanza.

Aussi, par le traité de Bucarest, les Allemands n'accordèrent à la Bulgarie que la mince langue de terrain cédée à la Roumanie après la guerre balkanique de 1913, et encore s'attribuèrent-ils à eux-mêmes le droit d'y acheter les matières premières à leur convenance. La Bulgarie n'obtint pas une parcelle des approvisionnements roumains. De là, chez elle, l'âpre désir de vengeance qui la poussait à favoriser les prétentions autrichiennes, en attendant mieux!

De son côté, la Turquie, sans protester, ou pour mieux dire sans publier de protestations, se confinait de plus en plus dans une politique exclusivement turque. Vainement, l'Allemagne la pressait de ne pas se montrer si violemment hostile à tout ce qui est arabe. Enver Pacha avait promis un changement d'attitude. Mais Enver Pacha oubliait ses promesses quand on ne lui mettait pas le poignard sur la gorge. D'ailleurs, il n'avait alors en tête qu'une chose : obtenir de l'Allemagne toujours plus d'argent, de charbon et de matériel de guerre.

Le Haut Commandement allemand répondait : Le peuple turc peut, en matière de combustible, se suffire par ses propres ressources, mais il montre, en toutes matières, cette indifférence inouïe dont la preuve la plus frappante est son agriculture préhistorique.

Après l'anéantissement du front russe, les Turcs étaient rentrés en Arménie, s'étaient enfoncés dans le Caucase et avaient pénétré jusqu'à la mer Caspienne. A qui se heurtèrent-ils ? Aux Britanniques, mais surtout aux Allemands. C'était l'Allemagne, leur alliée, qui leur arrachait toutes les richesses de la région, par la bonne raison qu'elle en avait le plus pressant besoin et qu'elle était la plus forte. Ils s'en plaignaient amèrement.

En entendant l'écho de ces plaintes, Ludendorff s'écriait avec une indignation qui n'était pas feinte : « Les Turcs n'ont pas le moindre souci de l'intérêt commun ». L'intérêt commun, pour Ludendorff, c'était l'intérêt de l'Allemagne.

Et il s'en prit au gouvernement allemand qu'il jugea trop débonnaire à l'endroit des Turcs. D'ailleurs, le Haut Commandement n'était d'accord avec le gouvernement, ni en ce qui concernait la région de Kiev et d'Odessa que l'Allemagne occupa en mars 1918, ni en ce qui concernait la Crimée que l'Allemagne occupa en avril. Il s'était même montré si dur dans ses récriminations que le chancelier avait télégraphié à Guillaume II : « Nous vous supplions de réagir contre les menées *militaristes* ». Et Ludendorff, au nom du Haut Commandement, avait répliqué : « La politique du chancelier est d'un *pacifisme* déraisonnable. Quant à l'esprit de Berlin, il s'imprègne non seulement de *bureaucratisme*, mais de *schématisme* ». Sans doute, ce dernier mot était la suprême injure.

En décembre 1917, dès que les négociations furent engagées à Brest-Litowsk avec les bolcheviks, Ludendorff indiqua les moyens les plus propres à résoudre tous les problèmes en faveur de l'Allemagne.

Trotsky, en apparence moins accommodant que Lénine, semblait vouloir traîner l'affaire en longueur. Aux plénipotentiaires allemands, qui étaient le ministre von Kuhlmann et le général Hoffmann, Ludendorff enjoignit de dénoncer l'armistice et d'annoncer que « les troupes allemandes étaient prêtes à marcher sur Pétrograd et sur Moscou ».

Hésitation du gouvernement allemand. Colère de Ludendorff. Dans un rapport à l'Empereur, il lui reprocha une excessive mansuétude, « si préjudiciable aux intérêts de la couronne ». Au général Hoffmann, il dicta ainsi la conduite à tenir : « Avec un Trotsky, on ne négocie pas. On lui impose sa volonté ». Et, respectueux de la consigne, Hoffmann donna sur la table de la conférence un tel coup de poing que la presse allemande en fut secouée. Les plus grands journaux de Berlin déclarèrent : Si l'Allemagne est ainsi bafouée par une poignée d'anarchistes, jamais un Clemenceau et un Lloyd George ne voudront traiter avec elle. Ludendorff était entendu.

D'abord, l'Allemagne traita directement avec l'Ukraine. Cette Ukraine n'était elle pas le grenier où l'Allemagne espérait puiser tout ce qui lui manquait?

Sur les instances de Ludendorff, les plénipotentiaires allemands reçurent l'ordre

de rompre l'armistice, vingt-quatre heures après la conclusion de la paix ukrainienne. D'ailleurs, Trotzky avait commis l'imprudence d'inviter, par la télégraphie sans fil, les soldats allemands à la désobéissance. Excellent prétexte pour reprendre les hostilités. Force à la loi d'airain !

L'Allemagne y gagna maint avantage nouveau : indépendance de l'Ukraine, indépendance de la Finlande, annexion de la Courlande, annexion de la Lithuanie, annexion de la Pologne, occupation prolongée, c'est-à dire annexion, de la Livonie et de l'Esthonie. Ludendorff avait le ferme propos de faire, dans ces territoires, de la colonisation à la prussienne, et d'y assurer ce qu'il appelait l'avenir du



AVANCE ALLEMANDE EN RUSSIE.

(Photo Trampus.)

germanisme (1). A la Lithuanie, Ludendorff donnait comme prince un Hohenzollern. De la Courlande, il faisait un duché dont il offrait la souveraineté à Guillaume II.

Devant des résolutions si arrêtées, Trotzky se rendit à merci.

L'Allemagne avait avancé d'un bond jusqu'à une ligne jalonnée par Narva, Pskov, Polotzk, Orcha, Mohilev. Elle recueillait un énorme butin de guerre et constituait « un solide cordon sanitaire contre le bolchevisme ».

Comme les révolutionnaires russes essayaient de lever une armée en Lithuanie, Ludendorff impitoyablement les dispersa. Il se précipita ensuite en Géorgie où il

(1) Tel était d'ailleurs le projet de Ludendorff en Alsace-Lorraine. Tous les biens appartenant à des Français ou à des amis de la France auraient passé à des Allemands loyaux, particulièrement à des soldats-colons. Avant tout, on aurait germanisé à fond le clergé et les fonctionnaires.

mit la main sur les pétroles, à la grande indignation des Turcs. Enfin, pour empêcher les Cosaques du Don de faire cause commune avec l'Entente, il leur promit toutes sortes de libertés, à la grande indignation du gouvernement de Berlin.

Les bolchevistes, qui avaient transporté à Moscou le siège de leur gouvernement, signèrent tout ce que voulut Ludendorff, en disant que cette paix était « déshonorante ». Et jamais ils n'avaient dit si juste.

Une délégation bolcheviste reçue à Berlin apporta, au nom des Soviets, une promesse de soumission, avec la liste officielle des pertes subies par la Russie : un million de morts, quatre millions de blessés, 2 700 000 prisonniers.

Guillaume II déclara, devant la cathédrale d'Aix-la Chapelle : « Nous avons ouvert l'Orient. Nous voyons arriver les premiers trains de denrées alimentaires. Nous avons capturé une flotte de commerce pesamment chargée. Nous rendons possible de nouveau le trafic sur la mer Noire. Tout va bien ». Ce fut son dernier discours applaudi.

Le prodigieux effort allemand. — Première ruée.
Le 21 Mars, la Ve armée britannique bat en retraite.

L'ennemi, par sa propagande de plus en plus active, s'efforçait de répandre chez les Alliés un incurable découragement. Il fit répéter sans cesse aux Français : « Vous vous battiez pour soutenir la Russie. Maintenant que la Russie a signé la paix, pourquoi continuez-vous la guerre ? »

Les principaux représentants politiques des Alliés répondirent par d'intrépides et loyales déclarations.

Lloyd George, devant les Trade-Unions, disait : « La Grande-Bretagne luttera jusqu'au bout, pour obtenir une paix durable. Elle soutiendra jusqu'à la mort les légitimes revendications de la France au sujet de l'Alsace-Lorraine. L'Allemagne, qui n'admet pas l'idée de terminer la guerre sans conquêtes, nous rappelle à tous le plus sacré des devoirs. »

Le président Wilson, comprenant bien que, si les États-Unis renonçaient à la lutte, ils seraient à jamais déshonorés, parla dans le même sens et presque dans les mêmes termes que Lloyd George.

Quant à M. Clemenceau, qui certes aurait pu, dans son cœur de patriote éprouvé, trouver les plus émouvantes paroles, il estimait que, ayant dit, une fois pour toutes : « Faire la guerre jusqu'à la victoire », il avait tout dit. Au lieu de parler, il agissait.

Le moment approchait du grand coup allemand. L'ennemi avait réuni 192 divisions. Il en attendait encore une vingtaine, pour une date très rapprochée, et venait d'incorporer, dans les divisions du front franco-britannique, tous les hommes jeunes des rares unités maintenues du côté de la Roumanie. Le 21 mars, premier jour du printemps, il se rua contre les troupes britanniques établies sur la Scarpe, près d'Arras, jusqu'à l'Oise, près de La Fère, c'est-à-dire sur un espace de 79 kilomètres.

C'était là que son coup devait produire le plus d'effet, puisque c'était l'endroit où les troupes britanniques se reliaient aux troupes françaises. S'il parvenait à écraser cette charnière par le bélier de ses effectifs, à déborder leur centre et leur droite, à couper leurs communications avec les troupes françaises établies près d'Amiens, il était certain de les achever à sa guise pour retomber soudain sur les troupes françaises de tout son poids irrésistible. En même temps, pour nous égarer et nous épuiser, il lançait de violentes attaques en Lorraine, près de Verdun, en Champagne.

Ses divisions d'assaut et de réserve avaient été tenues cachées entre Maubeuge, Hirson et Mézières, de même que, aux premiers jours de la guerre, ses troupes d'invasion avaient été accumulées dans l'ombre épaisse des Ardennes belges.

Convergeant vers Amiens, trois formidables armées allemandes, disposées en profondeur, s'avancèrent, de l'est à l'ouest, contre les Britanniques, avec l'appui d'une artillerie toute neuve et prodigieusement approvisionnée.

C'étaient : au nord, lancée de Cambrai vers Bapaume, l'armée de von Below; au centre, lancée de la ligne Cambrai-Saint-Quentin vers Péronne, l'armée de von Marwitz; au sud, lancée de la ligne Saint-Quentin-La Fère vers la ligne Noyon-Amiens, l'armée de von Hutier.

Toutes ces armées obéissaient au commandement de Hindenburg. Mais Hindenburg en laissait la direction à Ludendorff que toute l'Allemagne considérait comme le stratège infaillible.



LA GRANDE ROUTE DE ROYE A AMIENS.
(Section photographique de l'Armée.)

L'armée de von Below et l'armée de von Marwitz étaient placées sous les ordres du prince héritier de Bavière. L'armée de von Hutier, la plus nombreuse des trois et que renforçaient encore les réserves du Kronprinz, était placée sous les ordres du Kronprinz lui-même.

Les officiers allemands rappelaient sans cesse à leurs soldats que le général Otto von Below était le vainqueur de l'Italie à Caporetto, et que le général von Hutier était le vainqueur de la Russie à Riga.

Cette bataille, selon les indications de Ludendorff, devait s'engager ainsi : marches de nuit, en petits paquets, par les petits chemins et les endroits couverts; préparation d'artillerie très courte, contrairement à la méthode française, mais avec un très grand nombre d'obus toxiques; barrage d'artillerie très souple, contrairement à la méthode du barrage rigide pratiquée par les Britanniques; assauts continués, sans souci des pertes ; pluie de fer continuelle, lancée par les fusils et les mitrailleuses légères, à 2000 mètres.

Pour accentuer encore le caractère décisif de cette bataille, Guillaume II y assistait, à côté du kronprinz, qui répétait à ses troupes : « Les cloches de Pâques sonneront la paix » (1).

La bataille de l'Empereur (*Kaiserschlacht*) était, en somme, un assaut monstrueux, préparé par un entassement inouï de troupes longuement exercées. Assaut continuellement renouvelé par d'énormes vagues, que d'autres vagues encore plus

(1) Ce mot nous a été rapporté par un prisonnier.

puissantes remplaçaient et dépassaient, ainsi que soutenaient non seulement l'artillerie lourde, mais des mitrailleuses plus nombreuses que jamais, d'excellentes batteries légères de « canons d'accompagnement », et ces terribles engins qui, à côté des mortiers de tranchées (*minenwerfer*) sur roues, lançaient des liquides en feu, des gaz suffocants, des bombes asphyxiantes et des nuages destinés à dissimuler l'avance des assaillants !

Tout semblait conspirer avec l'ennemi : les vastes plis du terrain comme le vent du nord-ouest. L'attaque avait été, depuis longtemps, fixée au 20 mars. Les préparatifs en furent achevés en grand secret. Ludendorff attendait que le vent devînt favorable à l'emploi de ses gaz. Le 21, à quatre heures du matin, sa grosse artillerie écrasa les batteries de la défense, puis elle se reporta sur les tranchées à enlever. A neuf heures, fut donné le grand signal de l'assaut, que protégea un barrage roulant au rythme réglé avec une science parfaite.

Ce fut la Ve armée britannique qui reçut le choc le plus accablant. Les 42 divisions de von Hutier firent plier, bousculèrent et débordèrent ses 14 divisions qui s'appuyaient, à gauche, sur la IIIe armée britannique, près de Gouzeaucourt, et, à droite, sur les troupes françaises, près de Barisis, au sud de la Fère. Elle s'était d'abord repliée sur certaines positions préparées par elle. Illusoire tentative ! Bientôt elle fut forcée de continuer son repli vers le canal Crozat et la Somme.

L'artillerie allemande, avant l'assaut, avait tiré, en 78 minutes, autant d'obus que pendant toute la guerre de 1870-71 ; exactement 660 000. Le bouleversement atmosphérique, fumées et vapeurs mêlées à un brouillard intense, était tel que « les artilleurs apercevaient à peine la tête des chevaux traînant leurs pièces ». Les fantassins franchissaient les réseaux sur des ponts portatifs démontables en trois pièces.

L'ennemi s'était emparé de Tergnier, de Morchies, de Ham, position importante ; il avait franchi le canal Crozat, à la dix-septième tentative ; il s'était emparé de la hauteur de Sailly-Saillisel ; il avait franchi le canal de la Somme ; il s'était emparé de Guiscard et de Chauny. Partout, il recueillait des prisonniers par centaines et de magnifiques dépôts d'approvisionnement.

Ainsi, au début, son plan se réalisait point par point. La ruée allemande prenait une allure de curée. A peine si, de temps en temps, quelques petites fractions britanniques, en se dévouant, la ralentissaient un peu.

Certes, le repli ne se transforma pas en débâcle. La Ve armée ne cessa pas d'être en liaison avec la IIIe (général Bing). Cependant, l'effet de ce repli pouvait avoir des conséquences fatales. Dans la vallée de l'Oise, une trouée s'ouvrait sur le cœur même de la France. Il fallait à tout prix boucher la fissure qui, entre la droite des troupes britanniques et la gauche des troupes françaises, devenait plus profonde, à chaque pas que les Britanniques faisaient en arrière.

Le général Pétain y dirigea en hâte des troupes. Mais ces troupes arriveraient-elles assez vite ?

Alors, il fit ce qu'on fait, en un péril de naufrage, pour obstruer une voie d'eau : il prit tout ce qui tombait sous la main.

Nos aviateurs, par nuées, avec toutes leurs bombes et toutes leurs mitrailleuses, attaquèrent sur la ligne de la Somme. Une véritable charge, exécutée par soixante avions français, arrêta de gigantesques colonnes allemandes. Nos cavaliers accoururent au galop ; puis, sautant de cheval, combattirent avec l'acharnement des plus tenaces fantassins. « Magnifique exemple d'esprit de sacrifice », lit-on dans leur citation.

Enfin apparut notre infanterie. Ses canons n'avaient pas encore pu la suivre. Les hommes ne disposaient que des munitions qu'ils portaient sur eux. Allaient-ils

donc manquer de cartouches? Nos aviateurs leur en lancèrent des paquets. La route de Paris était défendue!

Le général Pellé avait dirigé ce premier effort de sauvetage. Vint ensuite le général Humbert, chef de notre IIIe armée. Vint enfin le général Debeney, avec notre Ire armée et des troupes de toutes sortes amenées de Lorraine, par camions et par wagons. Nos cheminots avaient, de nouveau, accompli la tâche surhumaine que la France attendait d'eux. Nous vîmes, sur la grande voie de Nancy à Paris, les trains se succéder sans interruption, de dix en dix minutes. C'était l'armée de Debeney que nous saluions. Ces troupes, dirigées à l'ouest de notre IIIe armée, vers la Somme, dès qu'elles avaient mis pied à terre, après le plus fatigant voyage, entraient dans la fournaise.

Bientôt l'œuvre de salut fut, en son ensemble, organisée par le général Fayolle.



INFANTERIE FRANÇAISE DÉFILANT DANS LES RUINES DE CHAUNY.

(Section photographique de l'Armée.)

Il confia les routes de Paris à l'armée commandée par Humbert, les routes d'Amiens à l'armée commandée par Debeney, et se chargea de maintenir la liaison de ces deux armées dans la région de Montdidier.

La ruée du Kronprinz était contenue. La soudure entre les forces françaises et les forces britanniques était refaite. Un nouveau miracle de vaillance, d'audace, de dévouement et de foi venait de s'accomplir.

A ce moment-là, nous avons eu l'honneur de saluer le chef des armées françaises qui arrêtaient la « réinvasion ».

Le choix de ce chef, si expérimenté et si ferme, plaisait à tous nos soldats. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien professeur à l'Ecole de Guerre, n'était-il pas lui-même soldat dans l'âme? Quand éclata la Guerre du Droit, Fayolle venait d'avoir sa retraite comme général de brigade. Il reprit du service. On lui confia le commandement de la 70e division d'infanterie, composée en majeure partie de Lorrains et de Parisiens, qui formait la réserve du 20e corps et combattit avec le 20e corps au Grand-Couronné de Nancy. La 70e division fut ensuite transportée avec le 20e corps dans l'Artois. C'était alors la course à la mer. Alors, pendant quinze jours, Fayolle arrêta un ennemi trois fois plus nombreux. Ses vertus militaires furent

dignement appréciées par Joffre, qui lui remit la troisième étoile et la cravate de commandeur. La 70e division combattit à Carency et à Ablain-Saint-Nazaire, dans l'attaque que dirigeait Pétain. Fayolle qui avait, une fois de plus, mené sa division à la victoire, remplaça, à la tête du 33e corps, Pétain nommé commandant d'armée. Après avoir commandé ce corps dans l'offensive de septembre 1915, en Artois, il avait été placé à la tête de la VIe armée. En cette qualité, il avait, en août 1916, remporté, sur la Somme, des succès aussi solides que brillants. En 1917, il avait commandé le groupe du centre dans l'armée du général Guillaumat, qui achevait de dégager Verdun. Puis, envoyé en Italie après la retraite de nos alliés, il avait rétabli leur front à force d'énergie, de méthode et de tact. Enfin, en Picardie, avec des troupes si inférieures en nombre, il parvenait, suivant son expression, à boucher la trouée de l'Oise.

Dans la ville de Clermont-Ferrand où il fut élevé, deux statues lui ont donné, depuis son enfance, la plus haute leçon d'histoire militaire : la statue de Vercingétorix et la statue de Desaix. La statue de Vercingétorix est celle d'un héroïque vaincu, mais d'un vaincu. Chef d'un peuple sans unité, Vercingétorix le grand Arverne, après des prouesses superbes, a été contraint de jeter aux pieds de César ses armes impuissantes. Desaix, au contraire, est un vainqueur. Quand Desaix est arrivé sur le champ de bataille de Marengo, on lui a dit : « La bataille est perdue. » Il a tiré sa montre et a répondu : « Nous avons le temps d'en gagner une autre ». Fayolle regardait l'heure à la montre de Desaix.

Le défaut du plan de Ludendorff.

Le principe de l'attaque par masses continues avait été tout de suite admis au Grand Quartier général allemand. Pour Ludendorff, il n'y avait eu d'hésitations que sur le choix du secteur où faire porter cette attaque.

Trois secteurs le tentaient : les deux rives de la Meuse, au-dessous de Verdun ; la région d'Arras-Saint-Quentin, prolongée vers La Fère ; la région Ypres-Arras.

La région de la Meuse a des hauteurs difficiles à franchir, mais faciles à défendre, et un retour offensif des Français y est toujours possible. La région Ypres-Arras a un terrain plus commode. Et quels avantages aurait conférés la prise de Calais et de Boulogne : le front réduit, la Grande-Bretagne menacée de près, le Pas-de-Calais à demi conquis, la Belgique anéantie entièrement ! Mais quels mauvais terrains, et où on ne peut manœuvrer qu'après le soleil d'avril !

Restait le secteur Arras-Saint-Quentin. On peut y manœuvrer en toute saison, et il était assez mal gardé. Son défaut, c'était de mener à des champs défoncés par les bombardements de la Somme. Mais ne menait-il pas aussi, à condition qu'on infléchit la marche vers l'ouest, à la soudure des forces britanniques avec les forces françaises, et à la ville d'Amiens d'où l'on pouvait rejeter les forces britanniques à la mer ?

A cette opération sans précédent, Ludendorff employa plus de la moitié de l'armée allemande. Il en lança la plus grande partie vers un front allant du sud de Saint-Quentin à Arras. Quant au reste, il le faisait partir de La Fère vers Chauny et Noyon, à mesure de l'avance. Il comptait élargir plus tard la plaie ainsi produite, en mordant sur le terrain conservé par les Alliés au sud d'Arras et au sud de l'Oise, vers Coucy.

Attaque vraiment superbe, démesurée et surhumaine, mais attaque unique. Quoi ! Ludendorff disposait de plus de deux cents divisions, et il jouait leur sort sur un seul dé !

Et pourtant, c'était le même homme qui avait si souvent répété que l'art de la guerre consistait, avant tout, à procéder toujours au moins par deux attaques et même par trois. C'était le même homme qui, en Russie, avait démontré avec tant d'éclat la vérité de cette doctrine militaire.

Aveuglé par l'orgueil prussien, négligeant les bienfaits de la doctrine et de l'expérience, il se fiait à la complicité du hasard, à la protection du Vieux Dieu impérial.

Les Journées terribles.
Enfin le commandement unique est constitué sur le front français.

On s'est demandé pourquoi nos réserves arrivèrent si tard pour protéger les routes de Paris.

Assurément, ni le nombre ni l'armement ne leur faisaient défaut. Mais elles avaient dû être placées en des endroits très éloignés les uns des autres, derrière le front. Il fallait bien qu'elles fussent prêtes à intervenir, au moment et à l'endroit où l'ennemi attaquerait. Or, la courbe du front nous mettait dans un état d'infériorité. L'ennemi, qui se trouvait à l'intérieur de cette courbe, pouvait envoyer beaucoup plus rapidement ses réserves, soit en Picardie, soit dans le Laonnais, soit en Champagne. De là, le retard de l'armée du général Humbert et surtout le retard de l'armée du général Debeney. Celui des deux adversaires qui attend l'attaque est obligé de



LASSIGNY. — L'ÉGLISE.
(Section photographique de l'Armée.)

disperser ses forces. Il a donc toujours grand'peine à les porter soudain au lieu le plus menacé.

Devant Amiens, en mars 1918, comme devant Verdun, en mars 1916, l'organisation de nos camions rendit de grands services. La vaillance de nos troupes compléta tout.

On peut dire que, en certains points, l'impossible a été réalisé. Comment, sous le feu de l'ennemi, avons-nous pu rétablir la liaison avec une armée qui se repliait



AU REPOS, EN ARGONNE.
(Croquis de route par R. Desvarreux.)

tout entière et dont notre armée ne parlait pas la langue? Des scènes terribles éclataient de toutes parts. En voici une entre cent. Nos soldats arrivaient près de soldats britanniques qui allaient faire sauter un pont : « Arrêtez! leur disaient-ils, tous les hommes n'ont pas encore passé ». Les Britanniques croyaient que nos soldats voulaient que le pont fût épargné. Les cris et les gestes augmentaient encore la confusion.

Journée terrible du 27 mars! Von Hutier, qui avait visé d'abord le massif de Lassigny, charnière de la plus grande importance, avait changé de but. Maître de Roye, si beau nœud de routes, il s'était précipité vers Montdidier d'où il aurait pu, en tournant le massif de Lassigny, pénétrer vers Paris. A son appel, des renforts en infanterie et en artillerie lui arrivaient continuellement de Saint-Quentin. Déjà, la ville d'Albert était prise. Le Kronprinz se croyait vainqueur.

Une brigade de nos dragons et deux de nos divisions avaient pris position le long de l'Avre, pour recueillir les Britanniques et arrêter l'ennemi. Debeney tenait un front allant de Bouchoir à Laucourt; Mitry était à sa droite, Mesple à sa gauche. Les masses allemandes, lancées de Roye, forcèrent Debeney à se replier des deux côtés de l'Avre. En vain notre 56ᵉ division, sous les ordres du général Demetz, et notre 5ᵉ division de cavalerie, sous les ordres du général de La Tour, firent des prodiges de ténacité. Humbert dut abandonner Grivillers. L'ennemi s'élança furieusement, enleva Faverolles, enleva Piennes, et, à 19 heures, enleva Montdidier.

Pendant les jours suivants, particulièrement le 29 et le 30 mars, la bataille fit rage contre les troupes françaises, depuis Lassigny jusqu'à Moreuil, c'est-à-dire sur un espace de 39 kilomètres, et contre les troupes britanniques, au nord de la Somme.

Ordre était donné aux armées allemandes de prendre Amiens et de couper les armées alliées, à tout prix. Elles prirent Hangard-en-Santerre. Mais cet effort si coûteux les épuisait. De ce côté, les Alliés organisèrent des positions solides.

Pendant qu'un mince cordon de troupes françaises refaisait si courageusement la liaison avec la malheureuse Vᵉ armée britannique, la IIIᵉ armée britannique, sous les ordres du général Bing, résistait, au nord, depuis Gouzeaucourt jusqu'aux environs d'Arras, et brisait les plus épaisses vagues d'assaut.

Elle fut cependant forcée de se replier, pour que sa droite ne perdît pas contact avec la Vᵉ armée en pleine retraite. Mais son repli volontaire, méthodique, multipliant les arrêts bien calculés en des endroits bien choisis, coûta effroyablement cher à l'ennemi.



CORVÉE DE RAVITAILLEMENT.
(Croquis de route par R. Desvarreux.)

Toutes les armes, artillerie, chars d'assaut, aviation, contribuèrent efficacement à la résistance. Nos alliés enregistrèrent, dans leur Livre d'or, la journée où ils ont abattu 69 appareils en ne perdant que 9 des leurs. Dans un des appareils allemands qui tombait en flammes, périssait le plus connu des pilotes d'outre-Rhin, le baron de Richthoffen.

En somme, l'ennemi avait mis dix jours pour occuper un terrain qui, dans son plan, devait être occupé à la fin du troisième jour.

La voie ferrée de Calais à Paris par Amiens, unique artère franco-britannique, n'était pas coupée, et le massif de Lassigny avait tenu bon. Devant Lassigny notre 77e division, sous les ordres du général d'Ambly, avait rejeté de la colline de Plessis-Plémont, trois divisions allemandes qui avaient réussi à en atteindre le sommet. Humbert put dire à nos soldats, avec une cordialité superbe : « Je vous avais donné la garde d'un des piliers qui ouvre un accès dangereux sur le cœur de la France, vous avez bien rempli votre mission : 800 prisonniers, 50 mitrailleuses, la 7e division allemande anéantie, la 163e sérieusement éprouvée : tel est le beau bilan. Vous leur avez fait claquer la porte au nez ! »

Les Britanniques rentrèrent dans Moreuil. Von Hutier envoya dans cette direction la première division de la Garde, avec ses plus solides bataillons. La Garde s'avança jusqu'au plateau de Grivesnes. Mais elle en fut refoulée, à coups de baïonnette dans le dos. C'était le 31 mars, jour de Pâques. Au lieu d'entendre les cloches du Kronprinz, l'ennemi aurait pu entendre la voix du général Debeney crier à ses hommes : « Nous tenons le bon bout ».

Les attaques lancées ensuite par l'ennemi, soit entre Grivesnes et la Luce, soit entre l'Avre et la Somme, ne donnèrent presque aucun résultat. Quelques suprêmes tentatives, particulièrement à Villers-Bretonneux, ne réussirent pas mieux. Foch avait raison de déclarer : « Les Boches sont arrêtés depuis le 25 mars : c'est le flot qui expire sur la grève ».

Que disait de ces événements le Haut Commandement de Spa et d'Avesnes ?

Une seule des armées allemandes, celle qui entourait Saint-Quentin, avait réalisé l'avance attendue. Les troupes du centre n'avaient pas donné ce qu'on espérait. Quant aux troupes de droite, elles avaient été bloquées au sud d'Arras. Depuis ce moment c'était autour de ce point fixe que pivotait toute l'opération allemande. Les troupes de la Fère étaient entraînées par les troupes de Saint-Quentin.

Ludendorff vit, le 25 mars, ses forces dépasser la ligne Péronne-Nesle-Chauny ; il les vit, le 27, atteindre, Albert, Montdidier, Noyon. La retraite des Britanniques

le satisfaisait pleinement. Mais les Français parurent sur le champ de bataille.

Amiens, il voulait Amiens! Mais quoi! la poussée allemande s'amortissait. Le ravitaillement ne fonctionnait qu'à grand' peine. Plus d'avance en direction d'Amiens. Plus même de progrès sérieux, dans l'attaque lancée, le 30 mars, entre Montdidier et Noyon.

Que devenait le magnifique projet d'élargissement régulier pour la zone d'invasion? Les combats qui s'engageaient encore n'étaient plus que des soubresauts.

Pourtant, au bout du compte, Ludendorff se crut en droit de crier victoire.

— « Voilà, déclarait-il, un fait d'armes qui vivra éternellement en l'histoire du monde! A la quatrième année de la plus terrible des guerres, les Allemands ont réussi à faire ce que n'ont pu faire ni les Français ni les Anglais. »

Ce qu'il n'ajoutait pas, c'est que les Allemands n'avaient pas pu prendre Amiens, et qu'ils s'enferraient.

Dans nos anciennes lignes, se creusait, du côté d'Amiens, une poche profonde de 60 kilomètres. Mais le front franco-britannique était solidement rétabli.

Nos lignes nouvelles s'étendaient depuis l'est d'Arras à l'ouest d'Albert, à Hamel, à Hangard-en-Santerre, à l'ouest de Moreuil, au sud-ouest de Montdidier, puis, vers l'est, à Rollot, à Plémont, à la rive droite de l'Oise, à Coucy et à l'Ailette. La France était sauvée.

Pour la France comme pour la Grande-Bretagne, l'alerte avait été chaude. Si une telle leçon ne leur avait pas profité, il eût fallu douter à jamais du bon sens des deux grandes nations où le bons sens est le plus en honneur.

Aussi les premiers ministres de ces deux nations, Lloyd George et Clemenceau, réussirent-ils à faire admettre à tous les Alliés le projet de constituer un commandement unique, sur le front de France, et de confier ce commandement au général Foch. La Grande-Bretagne chez qui la retraite de la Ve armée avait causé une émotion si cruelle surmontait enfin sa répugnance à remettre la vie de ses enfants entre les mains d'un chef étranger.

A cette décision si indispensable, les Américains, avec leur sens des réalités modernes, avaient énergiquement poussé. Le lendemain de la terrible journée du 27, le général Pershing s'était présenté au général Foch, en présence du général Pétain et de M. Clemenceau. Après avoir salué Foch, avec la plus parfaite correction militaire, il lui dit :

« Le peuple américain serait fier de s'engager dans la plus belle bataille de l'histoire. Tout ce que nous avons, infanterie, artillerie, aviation, est à vous. Nous sommes ici pour obéir ».

Un témoin de cette scène se rappela alors, avec une émotion religieuse, la première rencontre de Lafayette et de Washington. Lafayette avait quitté sa douce maison de Metz et sa jeune femme qui allait lui donner un premier enfant, pour se porter au secours des insurgents d'Amérique. Washington lui montra ses soldats et lui dit : « Voyez! Ils ont bien besoin de vos conseils ». Alors, Lafayette salua et répondit : « Je suis ici pour obéir et non pour commander ». Ainsi, en un des moments les plus tragiques de la guerre, le mot de Lafayette nous revenait à travers l'espace et le temps, pour le triomphe du Droit.

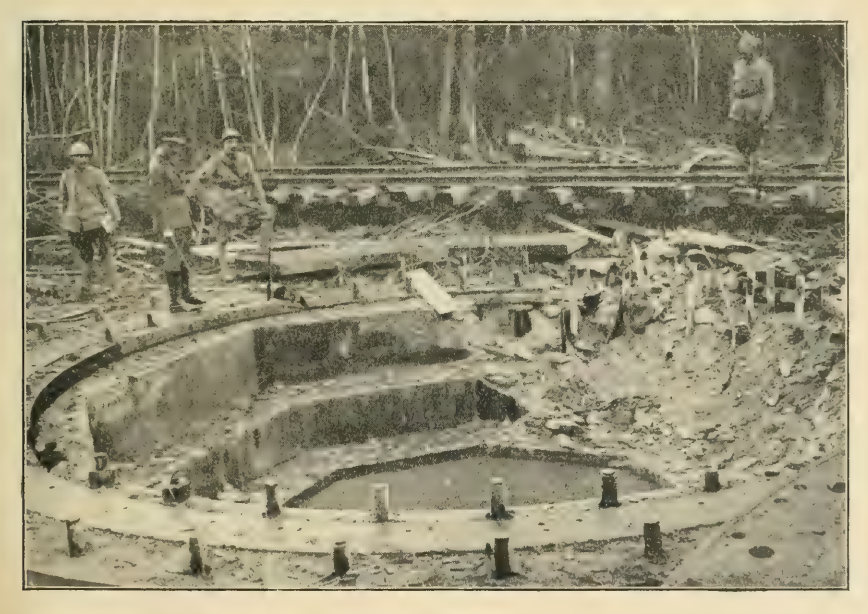
Le 13 avril 1918, lorsque la nomination de Foch au poste suprême, décidée le 28 mars, fut publiée, M. Poincaré dit au grand chef : « C'est surtout dans les journées du 25 et du 26 mars que vous avez donné la mesure de votre caractère, et que votre liberté d'esprit, votre clairvoyance, votre sang-froid, ont eu raison du péril. M. Clemenceau et moi, nous savons, à Doullens, devant la mairie, une allée de jardin où il fut aisé d'entrevoir votre bâton de maréchal ». En cette allée de jardin,

Foch avait expliqué comment il pensait endiguer le flot allemand. En passant devant une table de jardin peinte en vert, il traçait, en trois coups d'ongle, son plan de combat. Ces trois coups d'ongle, que l'on peut voir encore à l'heure où nous écrivons ces lignes, sont une des plus suggestives illustrations de notre histoire.

Paris bombardé. — Le martyre d'Amiens. — La réinvasion.

Comme toutes les grandes offensives de l'ennemi, celle du 21 mars était double. Elle se déclenchait, à la fois, contre l'armée et contre la nation. Paris surtout se trouvait visé.

Au matin du 23 mars, les Parisiens entendirent un obus éclater au milieu d'eux D'instinct, ils levèrent les yeux, pour découvrir l'avion qui les bombardait. Le



EMPLACEMENT D'UNE BERTHA.
(Section photographique de l'Armée.)

ciel était absolument désert. Ils se dirent que l'avion bombardeur fuyait à une hauteur inaccessible à leurs regards. Mais, au troisième ou quatrième, de même explosion brève et déchirante, ils durent se rendre à l'évidence. Ces projectiles ne venaient pas d'un appareil aérien, mais d'une pièce d'artillerie.

La première idée qui, alors, se présenta à leur esprit fut que l'ennemi avait avancé plus que ne l'avouait le communiqué. Par bonheur, ils se trompaient. L'ennemi ne s'était pas rapproché de la ville assez pour la bombarder avec les plus puissantes pièces connues. Mais il avait fabriqué des pièces qui pouvaient envoyer leurs projectiles à 120 kilomètres, et dont l'une était établie à Crépy-en-Laonnois, entre Laon et La Fère. Cette portée extraordinaire suscita des hypothèses extrava-

gantes. L'invention allemande était beaucoup plus simple qu'on ne croyait. Elle se bornait à faire atteindre au projectile une zone où la résistance de l'air s'affaiblissait suffisamment (1).

Sans nul doute, c'était non pas contre Paris, mais contre Londres, que l'Allemagne avait fabriqué ces canons à longue portée. Depuis assez longtemps, dans les lettres de Guillaume II à sa sœur la reine de Grèce, nous lisions des phrases comme celle-ci : « Je réserve à l'Angleterre une surprise qui fera trembler le monde ». Paris ne trembla nullement. Les vrais Parisiens répondaient : « C'est un tour de force balistique fait pour relever le moral des Allemands, et non pour abattre le nôtre ».

Pourtant, Paris eut des journées et des nuits où son supplice ne s'interrompit pas. Dès le matin, de quart d'heure en quart d'heure, un obus. Puis, la nuit venue, le bombardement par avions.



INTÉRIEUR DE L'ÉGLISE SAINT-GERVAIS.
(Section photographique de l'Armée.)

Neuf heures du soir. La *Bertha* s'est tue. Toutefois, on a l'appréhension de l'entendre, une fois de plus, à minuit, avec une précision de chronomètre. Et puis, il y a ces raids de *Gothas* qui, entre temps, viendront troubler le repos des travailleurs et faire frémir les mères.

« C'est un coup de canon ». Le coup est un peu sourd, mais on essaierait en vain de le nier, car un second le confirme presque immédiatement, puis un troisième. Voilà donc les trois coups de canon réglementaires annonçant le raid. Les clairons, sonnant au feu, se répandent dans les rues, pour avertir que l'on doit cacher toutes les lumières et descendre dans les caves-abris.

— Quoi ! un raid aussi rapproché des précédents. L'ennemi prétend-il ne pas nous laisser respirer ?

Dix, vingt autres coups de canon. D'abord, les forts du nord tirent seuls. Bientôt,

(1) Après l'armistice, nous avons voulu voir l'endroit où étaient fabriqués les canons qui bombardaient Paris, les *Berthas*, comme Paris disait. L'usine d'Essen nous a donné volontiers force renseignements sur l'ensemble de sa fabrication. Avant la guerre, elle occupait 42.000 ouvriers ; d'août 1914 à novembre 1918, elle en a occupé 72.000 ; ses ouvriers travaillaient dix heures par jour ; leur zèle ne s'est jamais interrompu ; une grève, qui se proclamait générale, ayant éclaté en 1917, ils ont refusé d'y prendre part ; sur 110.000 ouvriers, elle compta à peine 360 grévistes, et encore pendant une seule journée ; aussi put-elle produire, par mois, 2.550.000 obus et en 52 mois, fournir 40.000 canons de tous calibres, depuis le léger canon d'infanterie jusqu'à la grosse Bertha ! Mais, de ses canons monstres, l'usine monstre parlait avec une extrême discrétion. « Ce sont des canons comme tous les autres. Calibre 210. Ils sont seulement plus longs et plus résistants. Longueur, 21 mètres ; vitesse initiale, 1600. S'ils ont bien réussi, c'est parce que les matériaux en étaient bien choisis, les constructions bien conduites, les calculs bien exacts ; une équipe de mathématiciens, venus de Berlin, en réglait le tir ».

quelques bombes d'avions éclatent tout près. Les forts de l'est répliquent énergiquement. Leurs 75 font trembler les vitres et tressaillir les meubles. De toutes parts, le duel s'engage entre avions de bombardement et avions de chasse. La nuit étoilée est fouillée par le faisceau des projecteurs. Parmi les étoiles, vont et viennent les phares de nos avions, qui, en se groupant, forment des constellations imprévues. De temps en temps, une bouffée de flamme monte dans la nuit. Coup de canon ou explosion de bombe? La canonnade redouble. Un bourdonnement de moteurs remplit l'air. On m'appelle dans la nuit. Sans doute, à travers mes rideaux, pourtant si épais et si serrés, la lumière de ma lampe filtre un peu trop. J'éteins ma lampe et je m'endors. Que ce soit à Paris ou à Verdun, le bombardement contre lequel je ne peux rien, a pour moi une vertu soporifique. Une nouvelle bombe dont un éclat brise les vitres voisines me réveille. Que le diable emporte Guillaume II qui prétend tuer le sommeil des honnêtes gens ! Là-dessus, je ne puis pas m'empêcher de songer. Je me représente l'esprit de ces aviateurs allemands qui vont vers Paris, non pas pour détruire des bâtiments militaires ou atteindre des soldats, mais pour écraser des maisons à sept étages et assassiner des femmes, des vieillards, des enfants. Peu à peu, les coups de canon, plus rares, s'éloignent. La mort a passé. Au ciel, il n'y a plus que des étoiles fixes. Elles pâlissent. Le jour est venu. Dans les arbres où les bourgeons s'épanouissent, s'élève un chant d'oiseau, si tendre qu'un reste de sommeil semble y flotter. Ah ! comme ces mots : aurore, printemps, chansons, détonnent dans un bombardement! Voici les journaux du matin. Une soixantaine de gothas nous ont fait visite. « Il y a des dégâts et des victimes ». Huit heures. Un obus de la Bertha! Les assassinats recommencent.

Le 23 mars, à 8 heures du matin, Guillaume II s'était rendu à Crépy, pour présider au premier tir du canon qui devait bombarder Paris. Ses journaux officieux interprétèrent ainsi sa pensée : « Le bombardement de Paris, en provoquant une grande excitation dans la population, est un essai militaire et politique pour abréger la guerre. » C'était la bénédiction de la *Bertha !*

A son tableau de chasse Guillaume II a pu inscrire des coups particulièrement heureux. Le vendredi saint (29 mars), un obus, tombant sur l'église Saint-Gervais, a tué 75 personnes et en a blessé 90. Quelques jours après, un autre obus, tombant sur la Maternité, a tué une vingtaine d'enfants en bas âge, petits martyrs de la Grande Guerre, « doux fruits à peine éclos, déjà mûrs pour les cieux ! » A presque tous les coups, la Bertha atteignait une jeune fille ou une vieille dame. Quand on tire sur une agglomération de plusieurs millions d'habitants, on n'a pas grand mérite à ne pas dépenser sa poudre en pure perte.

Mais bientôt notre aviation du front, malgré les ruses de l'ennemi qui faisait tonner plusieurs pièces à la fois, repéra les Berthas et notre artillerie les détruisit une à une. D'ailleurs, elles-mêmes s'usaient toutes assez vite. A la fin d'août, leurs derniers obus se perdirent dans la banlieue est.

Pendant la bataille devant Amiens, ce que j'ai entendu de plus affreux, de plus sinistre, de plus poignant, ce n'est ni le crépitement des mitrailleuses, ni les détonations des gros obus, ni l'explosion des torpilles en grappes de trois : c'est le bruit des maisons qui s'effondraient. En écrivant ces lignes, j'ai toujours ce bruit dans les oreilles, dans les tempes.

L'ancienne capitale de la Picardie, avec sa grande allure de ville en plein développement, ses promenades, ses filatures, ses tissages, ses fabriques de velours, ses

ateliers de cordonnerie et de vêtements, dont quelques-uns occupaient quatre ou cinq mille ouvriers, Amiens apparaissait comme une image souriante de la prospérité moderne. Une des maisons les plus honorées était celle où, pendant tant d'années, a travaillé, rêvé, écrit, le conteur Jules Verne. L'ombre de Jules Verne dut tressaillir d'indignation, en voyant à quelle œuvre abjecte et féroce les Allemands ravalaient ses plus belles inventions : le *Nautilus*, de *Vingt mille lieues sous les mers*, s'employait à une lâche piraterie, et le canon prodigieux, au lieu de tirer *de la Terre à la Lune*, tirait de Crépy à la *rue de la Lune*, pour tuer des femmes et des enfants dans la grande ville.

Le sublime joyau d'Amiens, c'est la cathédrale. Sa voûte, haute de 43 mètres, soutenue par 126 piliers d'un seul jet qui s'amincissent à mesure qu'ils s'élèvent, paraît extraordinairement vaste, plus vaste même que le passé qui s'y abrite. Plusieurs de ses sculptures sont de purs chefs-d'œuvre. Au trumeau du grand portail, la statue qu'on appelle le *Beau Dieu*, n'est-ce pas la bonté dans la beauté? Tenant le livre dans sa main gauche, levant la droite pour bénir, il fixe sur nous ses yeux pleins de divine tendresse. Son pied droit foule le lion; son pied gauche, le dragon. Bonté victorieuse des monstres féroces et perfides. Perfidie et férocité s'étaient conjurées contre la ville du Beau Dieu. L'épée de France en a eu raison. Près du chœur, sur un tombeau, un ange s'est assis et pleure. C'est la très illustre statue de *l'Enfant en larmes*. Les pleurs d'un ange semblent doublement célestes. Hélas! aux bombardements de Reims, de Nancy, de Soissons, d'Arras, de Dunkerque, de Paris, d'Amiens, tous les anges du ciel ont dû pleurer.



CATHÉDRALE D'AMIENS. — « L'ANGE PLEUREUR »
(Photo Giraudon.)

Derrière le chevet de la cathédrale se dresse la statue d'un autre fils d'Amiens, Pierre l'Ermite, qui a prêché la première Croisade. Quel monument élèverons-nous aux soldats qui ont fait triompher la dernière croisade, la Croisade du Droit!

La masse ciselée de la cathédrale a toujours la même beauté fine et puissante, la même jeunesse immortelle. Pourtant, l'ennemi l'a prise pour cible. Autour d'elle, d'innombrables entonnoirs d'obus forment, dans le pavé, des excavations sacrilèges que l'on devrait toujours respecter, pour la honte de ceux qui ne respectent rien.

Au-dessus de ce merveilleux édifice volaient des pigeons. — Quoi! il y en avait encore? — Plus que jamais. La cathédrale était alors à eux seuls. Les champs des alentours leur fournissaient la pâture et ils venaient ici se reposer tranquillement. En ce qui les concerne, la guerre, c'est la paix. Pour protéger l'exquise décoration du portail, on y avait ajusté une gigantesque cuirasse de sacs à terre. Mais comment protéger l'intérieur? Plusieurs obus ont crevé la toiture et percé les voûtes. L'un d'eux s'est enfoncé dans le dallage et il y a dormi parmi les vénérables trépassés.

La cathédrale aux sept blessures survivra. Peut-être sa plus rude épreuve résulte-t-elle de certaines tentatives de sauvetage. Les pompiers de Paris y avaient été envoyés pour détacher les statues des boiseries et les tableaux des cadres. On devine les difficultés d'une telle besogne. Les toiles se crèvent. Les boiseries se

dégradent. Les statues se brisent. Derrière le chœur, l'illustre petite statue de marbre « l'Ange pleureur » fut transportée en lieu sûr et remplacée par un moulage. Mais une de ses jambes se cassa dans le déménagement.

Amiens paraissait une ville morte, une ville assassinée. A peine si on y découvrait quelques figures humaines, lesquelles étaient toujours figures de soldats. Les maisons encore debout avaient l'air d'autant plus abandonné qu'elles ne possédaient plus une vitre. Du théâtre ne restaient plus que les quatre murs tragiquement mutilés. Plusieurs pâtés de maisons n'étaient que gravats et poussières. Et toujours le désert des rues serrait le cœur. Et toujours, dans cette dévastation, quelque trait imprévu. Près de l'hôtel de ville, au milieu de grands magasins en ruines, l'étage supérieur d'une chapellerie demeurait intact avec ses chapeaux enveloppés dans du papier de soie. Aux carrefours de la ville, des soldats anglais surveillaient le passage des véhicules et complaisamment indiquaient la route. Leurs mains étaient vides, mais elles leur suffisaient pour les signaux. Gesticulation discrète, à laquelle on ne se méprenait jamais.



CATHÉDRALE D'AMIENS.
LE « BEAU DIEU ».
(Photo Giraudon.)

Ce drame immense où les scènes se succédaient si confusément, abondait en images qui subsisteront à jamais dans la mémoire. Près de nous, les artilleurs français allaient au feu, superbement équipés : uniformes neufs, harnais pimpants, beaux cuirs jaunes. Un peu plus loin, arrivaient des artilleurs américains, portant comme les Anglais un uniforme kaki, mais d'une nuance plus claire. Leur allure décidée et sérieuse plaisait beaucoup à nos hommes.

Sur une voie de garage, étaient arrêtés des wagons ayant chacun une petite fenêtre de toile grise et un tuyau de poêle. Par la porte d'un de ces wagons, on voyait des soldats qui cassaient la croûte. Ils appartenaient à une compagnie du génie affectée à la réfection des chemins de fer. Autour d'eux s'amassèrent les évacués que l'on expédiait dans le centre de la France. Une petite fille dit à sa mère : « Oh! le beau pain qu'ont nos soldats ». La mère, en grand deuil, regarda sa fille, toute pâlie par la fatigue, et les soldats qui se coupaient d'amples tranches savoureuses au travers de la miche. Après un moment d'hésitation elle prit dans sa bourse quelques gros sous et les tendit à sa fille en lui disant : « Demande à ces messieurs un peu de leur pain ». La petite fille entra en propos. « On a dû quitter brusquement la maison, les rares provisions de bouche sont épuisées, et ce pain militaire a une mine si friande ». Déjà, l'un des soldats avait donné à la petite fille une tranche superbe: croûte brune comme le four, mie blanche comme la neige. L'enfant présenta ses sous en échange. « Ah! mais non, ma petite demoiselle. — Prenez, messieurs, répétait la mère. Il faudra bien que vous achetiez quelque chose à la place de votre pain. — Bah! nous en avons plus qu'il ne nous en faut. — Et puis, ajouta l'un d'eux, si vous nous le payiez, vous nous ôteriez tout notre plaisir. » Là-dessus, la porte du wagon se referma. Dans sa générosité si franche, le soldat français est bon comme le bon pain.

Ce qu'il y a de plus grave, dans la réinvasion du nord de la France, c'est que l'industrie y renaissait. On avait dit aux industriels et aux agriculteurs : « Rien à craindre. Restez » Le lendemain, on leur dit : « Partez tout de suite ». On ne leur

permettait pas même d'aller prendre chez eux une chemise de rechange. A Corbie, une grande filature recommençait à travailler. Industriels et ouvriers durent tout abandonner sur l'heure.

Un médecin militaire nous disait: « Je devais rejoindre ma formation près de Montdidier, d'où je suis parti en permission, le 23 mars. « Tout ira bien », avait déclaré M. Clemenceau qui était venu nous voir le 22 mars. Comment les Allemands ont-ils pu faire tant de chemin en si peu de temps? Plus de douze kilomètres par jour! Nous avons dû abandonner nos grands blessés et nos tuberculeux. De même, à Moreuil, où nous avions construit de vastes ambulances si parfaitement outillées! A 40 kilomètres des lignes, nous nous considérions en complète sûreté! Dans cette guerre, tout est surprise. A bientôt notre tour de surprendre l'ennemi. »

Dans toute la Picardie, les populations, d'abord ébranlées par le repli des Britanniques, revenaient peu à peu à l'espoir. Elles pensaient: « Amiens ne peut pas tomber.



CORBIE. — LA CATHÉDRALE.
(Section photographique de l'Armée.)

Les Britanniques ont compris que la chute de la ville leur serait fatale. Ils perdraient, du même coup, leurs centres de ravitaillement, leurs bases d'action militaire, tout ce qui fait leur force. Quant aux Français, inutile de leur rappeler leur devoir. Si l'ennemi s'emparait du nœud de chemins de fer d'Amiens, ce qui reste du nord de la France : industrie, charbonnages, ressources de toutes sortes, serait coupé. »

Seconde ruée allemande. Bataille de la Lys. Bataille de Ludendorff.

L'ennemi qui « croyait ses adversaires à peu près hors de cause » tenta, le 4 avril, une nouvelle attaque avec vingt-cinq divisions.

Entre Grivesnes et la route d'Amiens à Roye, sur un front de 15 kilomètres, il se heurta à notre 1re armée commandée par le général Debeney. Nos douze divisions,

non seulement lui résistèrent avec une énergie indomptable, mais reprirent à leur tour l'offensive, lui infligèrent de lourdes pertes et ne lui laissèrent qu'une très faible partie du terrain disputé.

Il ne fut pas plus heureux dans une attaque contre les troupes britanniques, entre l'Avre et la Somme.

Le 6 avril, il porta son effort à l'est de l'Oise, au sud-ouest de la forêt de Coucy. Et, comme nous rectifiions volontairement notre front, ses communiqués crièrent : Victoire!

Par ces tentatives qui lui coûtaient fort cher, il pensait premièrement empêcher Foch d'envoyer des réserves au secours de nos alliés.

Ayant modifié son plan initial, il projetait de crever le front britannique au nord d'Arras, entre le canal de La Bassée et Ypres. Il avait accumulé de ce côté des forces importantes et, pour consacrer l'entreprise par une autorité vénérée dans toute l'Allemagne, il avait fait venir sur place von Bernhardi, le fameux théoricien de la guerre pangermaniste.

Entre le canal de la Bassée et Armentières, un secteur était tenu par 40 000 Portugais. Ce fut contre cette soudure précaire qu'il se rua.



TROUPES PORTUGAISES A L'ARRIÈRE DU FRONT.
(Photo Rol.)

L'armée de von Quast, forte de 120 000 hommes, attaqua, le 9 avril, à 7 heures du matin, sur un front de quinze kilomètres, après un bombardement de deux heures. De Givenchy au Bois-Grenier, les Portugais, surpris en pleine relève, reculèrent jusqu'à la Lys.

Une poche profonde de sept kilomètres se creusait dans le front britannique. L'ennemi parvenait à l'écluse de Bac-Saint-Maur, passait la Lys et touchait à Croix-du-Bac.

Mais les deux charnières, Bois-Grenier et Givenchy, avaient résisté. A Givenchy, la 55e division britannique prouva que « pour elle, le mot *tenir* a toujours tout son sens ». Cependant, l'ennemi pouvait annoncer des milliers de prisonniers et l'occupation de la vaste plaine !

Le lendemain, sur le front britannique, le combat se développa entre Armentières, la Lys et le canal d'Ypres à Comines. L'ennemi s'empara d'Armentières et de Messines.

Pendant quelques jours, il continua à avancer, au prix de grands sacrifices, vers le nord-est de Bailleul. Mais le front britannique ne se brisait pas dans son repli.

Le 16 avril, nos alliés saluèrent l'arrivée des premiers Français que le commandement unique envoyait au secours de leurs secteurs les plus menacés. En soixante heures, nos cavaliers avaient franchi deux cents kilomètres. Derrière eux venaient deux divisions d'infanterie : d'autres suivaient.

C'était l'admirable armée du général de Mitry, Lorrain vaillant, sagace et prompt. Le maréchal Haig lui adressa les plus chaudes félicitations et le chargea de

remercier ses soldats « de leur incomparable fraternité d'armes ». Puis, se tournant vers ceux qu'il commandait, il leur dit : « L'armée française accourt à votre aide avec de nombreuses divisions dont l'ennemi connait la valeur. Notre devoir à tous, c'est de défendre chaque position jusqu'à notre dernier soupir. »

La veille, 15 avril 1918, avait été publiée la nomination de Foch au poste suprême des Alliés. Sur l'ordre du chef unique, le général de Mitry alla s'établir à la ligne des monts de Flandre.

A la même heure, le Haut Commandement allemand donnait cet ordre à ses troupes : « L'adversaire est arrêté : vous devez l'encercler, en forçant le saillant d'Ypres. » Ainsi Ludendorff revenait au plan qui lui avait réussi à Tannenberg, en 1914, et qui avait fait de Hindenburg « l'égal d'Annibal ». Aussi bien, c'était le plan de la bataille de Cannes. Mais ni Ludendorff, à Tannenberg, ni même Annibal, à Cannes, n'avaient eu devant eux un Foch.

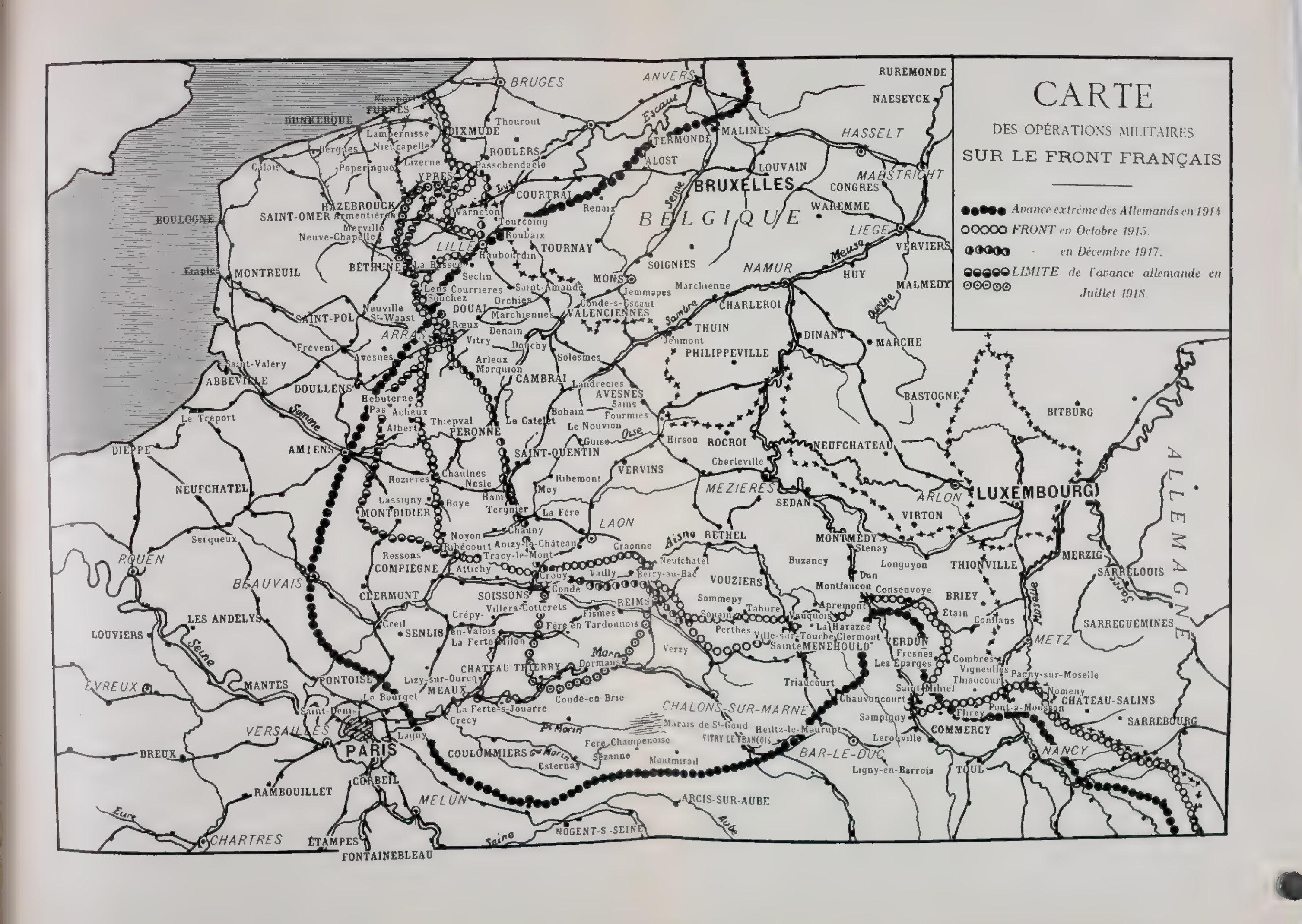
Sur un autre ordre du grand chef français, la II[e] armée britannique, commandée par le général Plumer, quitta, en un profond silence, le saillant d'Ypres où von Arnim prétendait la cerner. Elle évacuait les positions que la Grande-Bretagne avait enlevées l'année précédente avec tant d'éclat : Passchendaele, Poelcapelle, Langemarck, Zonnebeke, et se rangeait en arrière du Steenbach, pour y accomplir le devoir nouveau que les événements lui imposaient. L'année précédente, son devoir était de marcher vers Bruges et vers Ostende. Cette année, son devoir était de barrer la route à un ennemi qui, de toutes ses dernières forces réunies, essayait ses dernières chances.

Pendant ce temps, sur le front français, le combat avait redoublé de violence. Il parut un moment se concentrer autour de Hangard-en-Santerre, village à 23 kilomètres de Montdidier et à 6 de Villers-Bretonneux. Le 17 avril, Moreuil devenait le centre d'une action non moins sanglante, où nous réalisâmes une avance limitée mais caractéristique, en faisant près de 600 prisonniers.

La flotte britannique remplissait alors une tâche extrêmement difficile et laborieuse. Il s'agissait pour elle d'obstruer les ports d'Ostende et de Zeebrugge. La marine allemande, voire la partie de la marine allemande faite pour combattre « en surface », avait besoin d'une leçon. Le 21 mars, des destroyers et des torpilleurs allemands étaient allés bombarder Dunkerque. Ils ne s'enfuirent qu'à l'approche d'une patrouille franco-britannique, laquelle d'ailleurs coula trois de ces bâtiments.

Un mois après, le 23 avril, le vice-amiral Roger Keyes se dirigea vers Zeebrugge avec un vieux croiseur armé spécialement, le *Vindictive*, cinq autres croiseurs déclassés remplis de béton, des troupes de débarquement, de petits bateaux destinés à participer à l'action. Il débarqua d'abord 400 hommes qui jetèrent à l'eau les canons, détruisirent les chemins de fer, incendièrent les magasins. Puis, un sous-marin bourré d'explosifs fit sauter la jetée. Enfin, deux des croiseurs remplis de béton poussés jusqu'au port, s'engloutirent en bonne place. Cela fait, la sirène du *Vindictive* rappela à bord ce qui restait des 400 braves sur qui les mitrailleuses allemandes épuisaient leurs bandes de cartouches.

Contre Ostende, une opération analogue échoua presque entièrement. Les deux croiseurs chargés de bloquer le port s'étaient avancés au milieu d'un nuage artificiel. Mais un coup de vent écarta ce nuage. Ils furent brusquement coulés trop loin des jetées. L'opération coûta à la Grande-Bretagne 588 marins. Dans la nuit du 9 au 10 mai, elle la recommençait. Le *Vindictive*, sous les ordres du commodore Lynes, malgré une brume qui épaississait les ténèbres, pénétra dans le port. Une bordée de

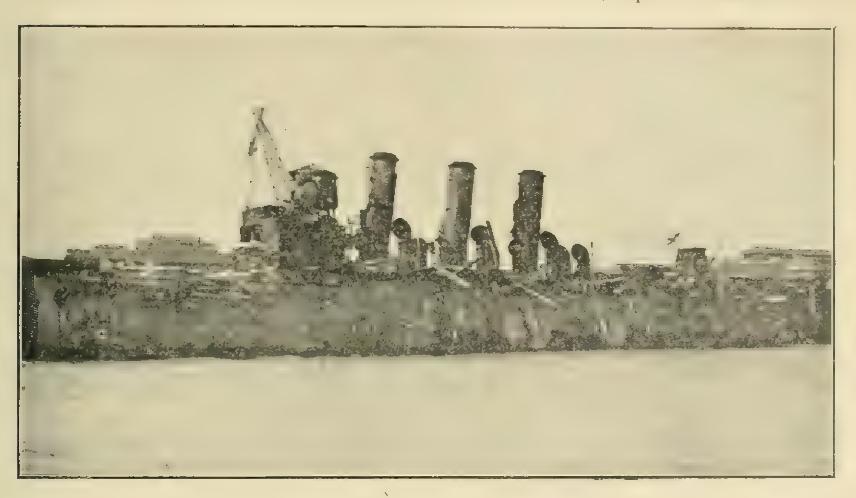

CARTE
DES OPÉRATIONS MILITAIRES
SUR LE FRONT FRANÇAIS
Avance extrême des Allemands en 1914
FRONT en Octobre 1915.
- en Décembre 1917.
LIMITE de l'avance allemande en Juillet 1918.
BRUGES
ANVERS
RUREMONDE
NAESEYCK
HASSELT
MAESTRICHT
DUNKERQUE
FURNES
DIXMUDE
Thourout
ROULERS
TERMONDE
MALINES
ALOST
LOUVAIN
BRUXELLES
CONGRES
WAREMME
Calais
Bergues
Lampernisse
Nieucapelle
Lizerne
Poperingue
YPRES
Passchendaele
Warneton
COURTRAI
Renaix
BELGIQUE
LIEGE
VERVIERS
BOULOGNE
SAINT-OMER
HAZEBROUCK
Armentières
Merville
Neuve-Chapelle
Tourcoing
Roubaix
LILLE
Haubourdin
TOURNAY
SOIGNIES
NAMUR
HUY
Meuse
MALMEDY
Etaples
MONTREUIL
BÉTHUNE
La Bassée
Seclin
Lens
Courrières
Souchez
Saint-Amand
MONS
Jemmapes
Marchienne
CHARLEROI
Orchies
DOUAI
Condé-s-Escaut
VALENCIENNES
SAINT-POL
Neuville
St-Waast
ARRAS
Rœux
Vitry
Marchiennes
Denain
Sambre
THUIN
Jeumont
PHILIPPEVILLE
DINANT
MARCHE
Frevent
Avesnes
Douchy
Arleux
Marquion
Solesmes
CAMBRAI
Saint-Valéry
ABBEVILLE
DOULLENS
Landrecies
AVESNES
Sains
Fourmies
BASTOGNE
BITBURG
Le Tréport
Hebuterne
Pas
Acheux
Albert
Thiepval
PERONNE
Le Catelet
Bohain
Le Nouvion
Guise
Oise
Hirson
ROCROI
NEUFCHATEAU
DIEPPE
AMIENS
Somme
SAINT-QUENTIN
VERVINS
Charleville
MEZIERES
SEDAN
ARLON
LUXEMBOURG
ALLEMAGNE
NEUFCHATEL
Rozières
Chaulnes
Nesle
Ribemont
Moy
Lassigny
Roye
Ham
MONTDIDIER
Tergnier
La Fère
LAON
VIRTON
Serqueux
Noyon
Chauny
Ribécourt
Anizy-le-Château
Craonne
Aisne
RETHEL
MONTMEDY
Stenay
ROUEN
Ressons
COMPIÈGNE
Tracy-le-Mont
Attichy
Neufchatel
Crouy
Vailly
Berry-au-Bac
Buzancy
Longuyon
THIONVILLE
MERZIG
SARRELOUIS
BEAUVAIS
VOUZIERS
Dun
CLERMONT
SOISSONS
Condé
Montfaucon
Consenvoye
BRIEY
Villers-Cotterets
REIMS
Sommepy
Apremont
Etain
LES ANDELYS
Crépy-en-Valois
Fismes
Tahure
Souain
Vauquois
Conflans
Moselle
SARREGUEMINES
Creil
LOUVIERS
SENLIS
Fère en Tardonnois
Perthes
La Harazee
La Ferté-Milon
Ville-sur-Tourbe
Clermont
Sainte MENEHOULD
VERDUN
METZ
Seine
Verzy
Fresnes
Les Eparges
Combres
Vigneulles
Thiaucourt
Pagny-sur-Moselle
CHATEAU THIERRY
Dormans
Marne
PONTOISE
Lizy-sur-Ourcq
MEAUX
EVREUX
MANTES
Triaucourt
Saint-Mihiel
Nomeny
Le Bourget
Condé-en-Brie
Chauvoncourt
CHATEAU-SALINS
Saint-Denis
La Ferté-s-Jouarre
CHALONS-SUR-MARNE
Sampigny
Flirey
Pont-à-Mousson
Crecy
Marais de St-Gond
Heiltz-le-Maurupt
COMMERCY
SARREBOURG
VERSAILLES
Lagny
Fere Champenoise
VITRY LE FRANÇOIS
Lerouville
DREUX
PARIS
COULOMMIERS
Sézanne
Esternay
Montmirail
BAR-LE-DUC
NANCY
Ligny-en-Barrois
TOUL
RAMBOUILLET
CORBEIL
MELUN
ARCIS-SUR-AUBE
Aube
Eure
CHARTRES
ÉTAMPES
NOGENT-S-SEINE
FONTAINEBLEAU

coups de canon le cribla et tua son commandant. Mais l'équipage manœuvra si bien le vieux bateau qu'il réussit à le couler au beau travers du chenal.

Dès lors, l'ennemi dut renoncer à prendre les ports de Zeebrugge et d'Ostende comme base d'attaque contre les lignes de communication des Alliés.

Contre le front franco-britannique, Ludendorff ordonna une nouvelle série d'attaques forcenées.

Attaque contre les Français. Entre la Somme et l'Avre, depuis Villers-Breton-



LE « VINDICTIVE » A SON RETOUR DE ZEEBRUGGE.

(Photo Rol.)

neux jusqu'à Hangard-en-Santerre, l'ennemi gagna du terrain près de Hangard-en-Santerre, mais subit un cruel échec près de Hailles et du bois de Sénécat.

Attaque contre les Britanniques. D'abord, il sembla se diriger vers Albert. Mais, soudain, après un bombardement par projectiles asphyxiants, il se lança par masses vers Villers-Bretonneux où il pénétra. Les Britanniques, ne lui ayant pas laissé un moment de repos pendant la nuit, rentrèrent le lendemain à Villers-Bretonneux.

Dans ce secteur aussi, la seconde ruée allemande était contenue. Elle se porta alors, avec fureur, aux environs d'Ypres. Toute l'armée de von Arnim eut l'ordre de crever le front britannique à Poperinghe.

D'un seul cri, l'Allemagne entière répéta ce mot de Poperinghe, comme elle avait répété, tour à tour, les noms de Nancy, de Paris, de Verdun, de Salonique, d'Ypres.

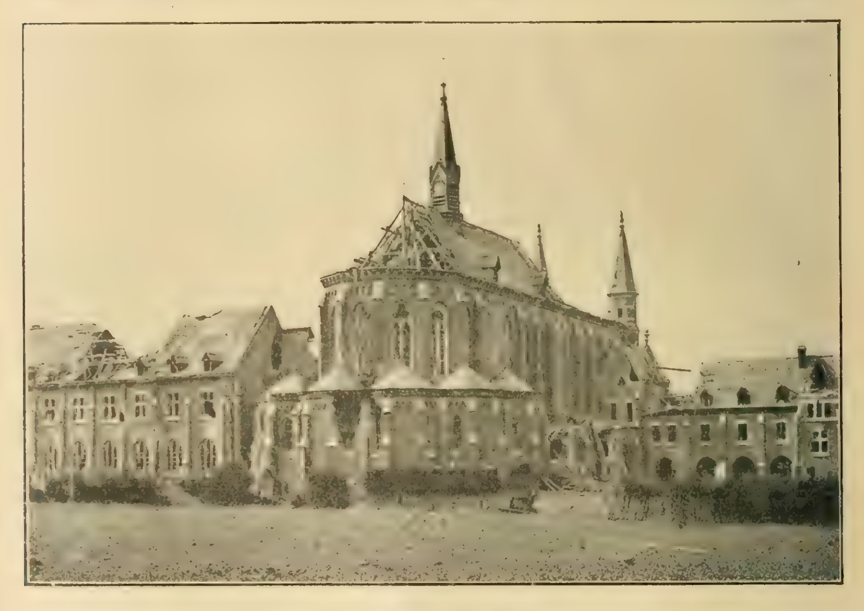
Avant tout, l'ennemi voulait achever l'armée belge. Il dirigea contre elle, à l'extrémité nord du saillant d'Ypres, 23 bataillons et 240 canons. Il pensait parvenir au canal de l'Yser, arriver à Poperinghe et y être rejoint par son armée qui marchait vers Bailleul.

Les Belges, une fois de plus, l'étonnèrent par l'énergie de leur résistance. Malgré de formidables assauts entre Kippe et Langemark, ils contre-attaquèrent en chantant la *Brabançonne* et en criant : « Vive le général Jacque ! » Comme trophées, ils eurent 42 mitrailleuses et 700 prisonniers.

Cette mésaventure humiliante n'arrêta nullement l'ennemi. Sa situation restait trop favorable, dans le terrain gagné par lui sur la Lys. De plus, il venait d'enlever aux Britanniques Neuve-Église, le mont de Lille, le Paversberg, Bailleul.

Depuis le 12 avril, il était arrivé près du mont Kemmel. Ce mont, d'une altitude pourtant si modeste, 150 mètres, est un observatoire de premier ordre qui domine la ligne des monts de Flandre, mont Rouge, mont Vidaigne, mont Noir, mont des Cats, et permet au regard de plonger au loin dans la plaine.

Le 25 avril, sur l'ordre de Ludendorff, cent vingt mille hommes, commandés par von Sieger et par von Eberhardt, donnèrent l'assaut à la position. Les troupes britanniques furent refoulées de Dranoutre, de Wytschaete, de Saint-



L'ABBAYE DU MONT DES CATS.

(Section photographique de l'Armée.)

Eloi. Notre 30e régiment, cerné au sommet, se défendit en vain avec une opiniâtreté superbe.

Cette nouvelle : la « prise du mont Kemmel, avec 6 000 prisonniers et 200 mitrailleuses », fut saluée dans toute l'Allemagne par une immense clameur d'enthousiasme. La « bataille de l'Empereur » allait donc aboutir à un vrai triomphe.

L'Empereur lui-même y assistait. Il attendait à Armentières le moment d'entrer à Poperinghe. A tout prix, ses armées devaient couronner la victoire du Kemmel.

Dès le lendemain, les troupes françaises contre-attaquèrent pour reprendre le mont. Elles n'y réussirent pas, mais l'ennemi ne put prendre ni Locre aux Français, ni Woormezeele aux Britanniques.

Cependant, le danger restait grand pour les Alliés. Le mont Kemmel au pouvoir de l'ennemi, c'était une pointe de fer dans leur flanc gauche.

D'autre part, les Britanniques, en se repliant, laissaient l'armée d'Arnim occuper

Hooge, Zillebeke, la cote 60. On pouvait craindre que l'armée de Mitry, établie sur la ligne des monts de Flandre, fût prise à revers.

Le Haut Commandement allemand, pour exploiter à fond ses avantages, précipita toute l'armée d'Arnim contre les troupes françaises, depuis Meteren à la Clytte, et contre les troupes britanniques, depuis le lac de Dickebusch jusqu'au lac de Zillebeke. Jamais vagues d'assaut ne furent plus épaisses. Densité : une division par kilomètre. Nos troupes empêchèrent l'ennemi de s'emparer de Scheerpeberg et reprirent Locre que le premier choc de l'énorme masse allemande leur avait fait perdre. Français, Britanniques et Belges rivalisèrent d'ardeur. La journée du 29 avril se termina pour l'ennemi par un échec horriblement coûteux.

Dès lors, la bataille de la Lys changea de nom en Allemagne. Elle cessa de s'appeler *Bataille de l'Empereur*, pour s'appeler *Bataille de Ludendorff*.

Depuis le 21 mars, Ludendorff avait, dans une lutte sans précédent, engagé au moins 1 700 000 hommes sur 2 100000. Près de 400 000 étaient hors de combat, morts ou blessés. Mais il lui en restait encore plus de 200 000 dans ses dépôts de l'arrière, plus de 500 000 dans ses dépôts de l'intérieur, sans compter 150000 blessés qui revenaient guéris et 450 000 jeunes soldats de la classe 1920, déjà appelée, et qui devait être suffisamment exercée à la fin de septembre.

Il s'agissait de faire prendre patience à l'Empereur et à la nation. Pour l'Empereur, rien de plus facile. Hindenburg lui adressa ce message : « Patience ! La bataille va porter des fruits sans pareils. Notre œuvre est maintenant assise sur une vaste et inébranlable base ».

Pour la nation, les motifs d'impatience étaient infiniment plus graves que pour l'Empereur. Ludendorff eut l'idée très allemande de placer sous ses yeux, à côté de la carte de guerre, la carte de butin : « Depuis le 15 novembre 1917, sur tous les théâtres de la guerre, les Puissances centrales ont pris à leurs adversaires 510000 soldats, sous-officiers et officiers, 7200 canons, 21 000 mitrailleuses, 300 tanks, 810 locomotives et 8 400 wagons. »

Quand le gouvernement de la Grande-Bretagne sut qu'une telle carte de butin était communiquée à l'Allemagne, il en détruisit l'effet par ces simples mots : « La Grande-Bretagne, depuis le 21 mars, a perdu 1 000 canons et 5 000 mitrailleuses. Mais tout cela a déjà été remplacé et au delà. »

L'aviation britannique se perfectionnait tous les jours. Du 20 mars au 20 mai, elle abattit mille appareils allemands et lança sur l'ennemi mille tonnes de bombes dans les lignes allemandes.

L'ennemi prenait sa revanche sur les villes ouvertes. Rien qu'à Paris, les bombes de ses avions et les obus de ses canons à longue portée tuèrent 402 personnes et en blessèrent 810. La grande ville, dès que danger avait commencé à planer sur elle, jour et nuit, avait vu partir beaucoup de ses habitants les plus accoutumés à se déplacer : au total 1 400000. Tous les autres, retenus à leurs foyers par leur devoir, leurs affections ou leurs goûts, montraient cette apparente insouciance qui est la forme la plus discrète et la plus élégante de l'héroïsme. Nos soldats revenant de permission, nous disaient dans les tranchées : « Quand un obus tombe à Paris, dès le matin, les gens qui lisent leur journal en traversant le boulevard, ce qui est terriblement dangereux, ne lèvent même pas les yeux. » Paris, qui sait si bien vivre, prouvait qu'il sait aussi bien mourir.

Troisième ruée. Au Chemin des Dames (Bataille du Kronprinz.)

De la fin d'avril à la fin de mai, l'ennemi demeura dans une sorte d'immobilité inquiétante. Qu'attendait-il ? Que préparait-il ? Les imaginations n'étaient pas à court d'hypothèses. On parlait d'un surmenage inouï, auquel s'ajoutait une épidémie inconnue qui tenait à la fois de la grippe et de la peste. On disait aussi que l'Allemagne attendait, pour attaquer de nouveau la France, le moment où l'Autriche serait prête pour attaquer de nouveau l'Italie.

Sous tous ces propos plus ou moins vagues, il y avait une conviction absolue, c'est que l'ennemi attaquerait encore une fois, et avec toutes ses forces disponibles. Où ? Soit dans les Flandres, vers Calais ; soit en Picardie, vers Amiens ; soit dans la vallée de l'Oise, directement vers Paris. Les préoccupations de la France ne s'attachaient pas au Chemin des Dames. On se disait, sans y insister, que le Chemin des Dames « ne mène à rien ». On ajoutait : « D'ailleurs, il est imprenable ».

Cependant, devant le Chemin des Dames, se trouvaient les troupes du Kronprinz. C'étaient les meilleures de l'ennemi et le Kronprinz était l'espoir de l'Empire allemand. Et puis, l'ennemi n'était-il pas en posture d'attaquer à sa guise, sur n'importe quel point ? Ses réserves, massées au centre du demi-cercle bizarre que dessinaient nos lignes, pouvaient, en quelques heures, se porter vers la Flandre, la Picardie ou la Champagne. Nos troupes, au contraire, devaient faire de longs circuits, et beaucoup de nos voies ferrées se trouvaient hors de service.

Quelles étaient, dans la seconde quinzaine de mai, les forces alliées qui gardaient le Chemin des Dames ? A gauche, un seul corps français. A droite, depuis Craonnelle jusqu'à l'Aisne, quatre divisions britanniques, retirées du secteur d'Amiens, parce que la formidable attaque du 21 mars avait laissé en elles des signes de fatigue et de dépression. Chose peut-être plus grave encore ! Ces quatre divisions britanniques étaient à cheval sur l'Aisne. Or, la région qu'elles avaient à défendre dans une situation si fâcheuse, c'est la porte qui s'ouvre entre l'Ile-de-France et les Ardennes.

L'ennemi, très habilement, détournait du Chemin des Dames l'attention de la France. Il construisait de faux hangars d'aviation et de fausses ambulances devant certains endroits de notre front. Enfin, il nous faisait surprendre, sur des prisonniers, sur des morts, une fausse proclamation du Kronprinz, pour nous égarer sur ses projets. Il alla même jusqu'à annoncer la vérité. La *Gazette de Francfort* déclara, le 17 mai : « Notre offensive sera dirigée vers le Chemin des Dames. » C'était l'artifice de Bismarck pour ne pas être cru.

Les préparatifs allemands se firent dans l'ombre la plus profonde et le silence le plus complet. Les troupes arrivaient de Mézières et de Hirson, marchaient depuis 9 heures du soir jusqu'à 4 heures du matin, sous bois, et se reposaient dans les villages sans sortir des maisons. La fusillade accoutumée avait peu à peu diminué jusqu'à s'éteindre. Tout le secteur paraissait dormir.

Tout à coup, dans la nuit du 26 au 27 mai, la « bataille du secret » éclata. A une heure du matin, une immense artillerie, avec d'innombrables obus de gros calibre, percutants ou asphyxiants, bouleversa toutes nos lignes, depuis le nord de Reims jusqu'à la forêt de Pinon. En quelques heures, nos postes d'observation étaient anéantis et toutes nos communications coupées.

A 3 heures 30, attaque. A 4 heures 15, le plateau de Californie, charnière de

tout le système défensif, était enlevé. L'ennemi réussissait à passer l'Ailette, dont nous n'avions pas eu le temps de faire sauter les ponts. Au point du jour, il atteignait nos positions.

Nos troupes se défendirent de leur mieux à l'ouest du plateau. Que pouvaient leurs fusils contre une telle ruée si puissamment soutenue ? Quelques groupes isolés se sacrifièrent. A plusieurs reprises, les bataillons de soutien refoulèrent l'ennemi du Chemin des Dames. Mais ils plièrent sous le nombre. Les divisions du général Duchêne, accablées par le nombre des troupes de choc, affolées par les gaz lacrymogènes et par l'ypérite, durent abandonner une à une les positions les meilleures jusqu'aux environs de Soissons.

A l'est du plateau, les troupes britanniques, aidées par leur artillerie et leur aviation également excellentes, ne résistèrent pas moins bravement. Les fantassins, avant de battre en retraite, déchargeaient leurs fusils presque à bout portant. L'ennemi affluait par masses nouvelles. La division britannique postée à Craonnelle, mal remise encore de ce qu'elle avait subi le 21 mars, lâcha pied. Le centre du plateau était perdu.



VILLE-EN-TARDENOIS.
(Section photographique de l'Armée.)

Bientôt l'ennemi, par une prompte infiltration, arriva à l'Aisne, près de Pont-Arcy : les forces franco-britanniques qui résistaient encore risquaient d'être prises à la fois de flanc et à revers.

A 11 heures 20, au moment où les forces allemandes parvenaient sur la ligne Vauxaillon-Craonnelle, Guillaume II arriva au nord du plateau de Californie. De là, grâce à une lumière très pure, il put suivre tous les mouvements de ses troupes, jusque dans les profondeurs des vallées.

A 6 heures du soir, ses troupes, augmentées de divisions toutes fraîches, passèrent l'Aisne près de Vailly. Aussi, à l'est, les Britanniques se retirèrent-ils sur l'autre rive, tandis que, à l'ouest, les troupes françaises s'accrochaient encore aux environs de Soissons. C'était, pour la ruée allemande, un résultat imprévu. Tout de suite, la bataille remonta en grade. La presse d'outre-Rhin l'appela « Bataille du Kronprinz ».

La ruée continua le lendemain et le surlendemain. L'ennemi s'emparait de la Vesle, occupait Fismes et marchait vers Fère-en-Tardenois. En même temps il enlevait, à droite, près de Reims, les crêtes du Mont-Thierry. A gauche, Soissons, qui avait reçu 1 300 obus dans la première journée et que l'incendie avait dévastée, était occupée, après un combat de rues, par les troupes brandebourgeoises.

Dans cette avance, l'ennemi faisait main basse sur toutes les richesses de la région et les ressources accumulées par les Alliés : monceaux de projectiles, stocks,

vivres et provisions de toutes sortes, ambulances pourvues d'un matériel très perfectionné, canons de campagne, canons sur rails, aérodrome de Magneux avec 13 hangars et 20 appareils en excellent état. Il annonçait plus de 35 000 prisonniers.

Pour couronner la *Bataille du Kronprinz*, il attaqua sans relâche pendant toute la journée du 30 et toute la nuit du 30 au 31 mai.

A gauche et à droite, nos troupes continuaient à résister. Elles s'étaient établies, à l'est, autour de Reims ; à l'ouest, près de Soissons et derrière la Crise, petite rivière qui coule entre l'Aisne et l'Ourcq. Mais, au centre, où l'ennemi faisait porter son effort le plus furieux, elles devaient abandonner Fère-en-Tardenois, pour tâcher de défendre Ville-en-Tardenois.

Le 31, vers midi, la cavalerie allemande arrivait de nouveau à la Marne. Enivré par son succès, surexcité par les hurlements de joie qui lui arrivaient de l'autre côté du Rhin, l'ennemi précipita ses masses le long de la rivière qui lui avait été défavorable en 1914. Cette fois, en y arrivant près de Jaulgonne, il comptait la tenir solidement.


LES ALLEMANDS TRAVERSANT LES RUES DE NOYON.
(Photo Trampus.)

Le 1er juin, il en occupa la rive droite, de Château-Thierry à Verneuil. Le même jour, pour étendre et assurer sa victoire, il avança vers l'ouest, afin de prendre pied dans les vastes forêts qui entourent Compiègne. Des combats acharnés s'engageaient entre l'Oise, l'Aisne et la Marne. Les plus sanglants furent livrés vers Château-Thierry, vers Soissons, vers Noyon. Mais c'était sur l'Ourcq, c'était et entre l'Ourcq et la Marne, que la bataille avait son principal théâtre.

Le lendemain, 2 juin, la bataille continua, de l'Aisne à la Marne, avec la même violence, mais non avec le même succès. A la fin de la journée, l'ennemi n'avait que très faiblement avancé.

Le lendemain, ayant reçu les renforts qu'il réclamait, il attaqua de nouveau. Mais, malgré ses efforts pleins de rage, il fut arrêté par nos troupes.

Arrêté net au nord de l'Aisne ; arrêté net au sud de l'Aisne, près de la forêt de Villers-Cotterets ; arrêté net sur l'Ourcq ; arrêté net devant nos positions situées plus au sud, où nous venions d'être rejoints par un contingent américain, qui, à peine arrivé, se jetait en pleine lutte.

Nos amis d'Amérique étaient légitimement fiers de l'effort qu'ils venaient d'accomplir près de Montdidier, dans la rude journée du 28 mai. Leur 1re division avait reçu du général Debeney la rude mission d'enlever le village de Cantigny et d'ouvrir une vue sur la vallée de l'Avre qui va jusqu'aux abords d'Amiens. Le 28e régiment américain, qui s'était particulièrement distingué dans cette attaque, avait mérité cette citation. « Sous les ordres du colonel H. E. Ely, s'est élancé avec

un élan irrésistible à l'attaque d'un village fortement organisé. A atteint tous ses objectifs et a conservé le terrain conquis, malgré des contre-attaques répétées. »
Les Américains qui prenaient part aux combats étaient des fusiliers marins (brigade des marines) appartenant à la 2e division, commandée par le brigadier général James G. Harbord. Ils reçurent la mission de se déployer au nord de la Marne et de barrer la route de Metz à Paris.

De ce jour, secondées en maint endroit par les Américains, nos troupes contre-attaquèrent pour rendre plus tenables leurs nouvelles positions.

Assurément, l'ennemi venait de remporter un succès imprévu et dont il



LES ALLEMANDS SUR LA PLACE A NOYON.

(Photo Trampus.)

pouvait être fier. Son avance dessinait, sur notre territoire, une nouvelle poche d'une largeur et d'une profondeur terribles.

S'enfonçant depuis Reims jusqu'à Château-Thierry, cette poche remontait vers les forêts compiégnoises jusqu'à l'Aisne, à l'ouest de Soissons, et jusqu'à l'Oise, près de Noyon.

Une seconde fois, l'ennemi était aux portes de la capitale.

Une seconde fois, notre ministère de la Guerre réorganisa, en hâte, tant bien que mal, le médiocre système défensif de la grande ville. Il rappela de Salonique le général Guillaumat, un des sauveurs de Verdun, pour lui confier le camp retranché de Paris.

Une seconde fois, la France entendait prononcer, avec une angoisse sacrée, les noms de la Marne et de l'Ourcq.

Une seconde fois, Paris voyait la foule douloureuse des évacués descendre de la gare de l'Est et de la gare du Nord : les camions américains conduisaient vers Saint-Sulpice ces pauvres gens dont l'arrivée était saluée, à Paris même, par les obus des canons à longue portée.

Les journaux payés et inspirés par l'Allemagne répétaient : « Puisque la France,

après quatre ans de guerre, n'a pas pu empêcher l'Allemagne de revenir sur la Marne, la France est perdue. »

Le gouvernement allait-il être forcé, une seconde fois, de se retirer en province? Rennes s'offrait à installer, dans les locaux dont elle disposait, tous les services du ministère de la Guerre. Ce second exode aurait produit dans le pays un effet funeste.

Le Directeur du Service géographique de l'armée voulut bien demander à celui qui écrit ces lignes son avis sur la situation. Cet avis se résumait ainsi :

— Il faut rester. Pas plus aujourd'hui qu'en 1914, l'Allemagne n'a mis hors de



DANS UN CAMP AMÉRICAIN.
(Section photographique de l'Armée.)

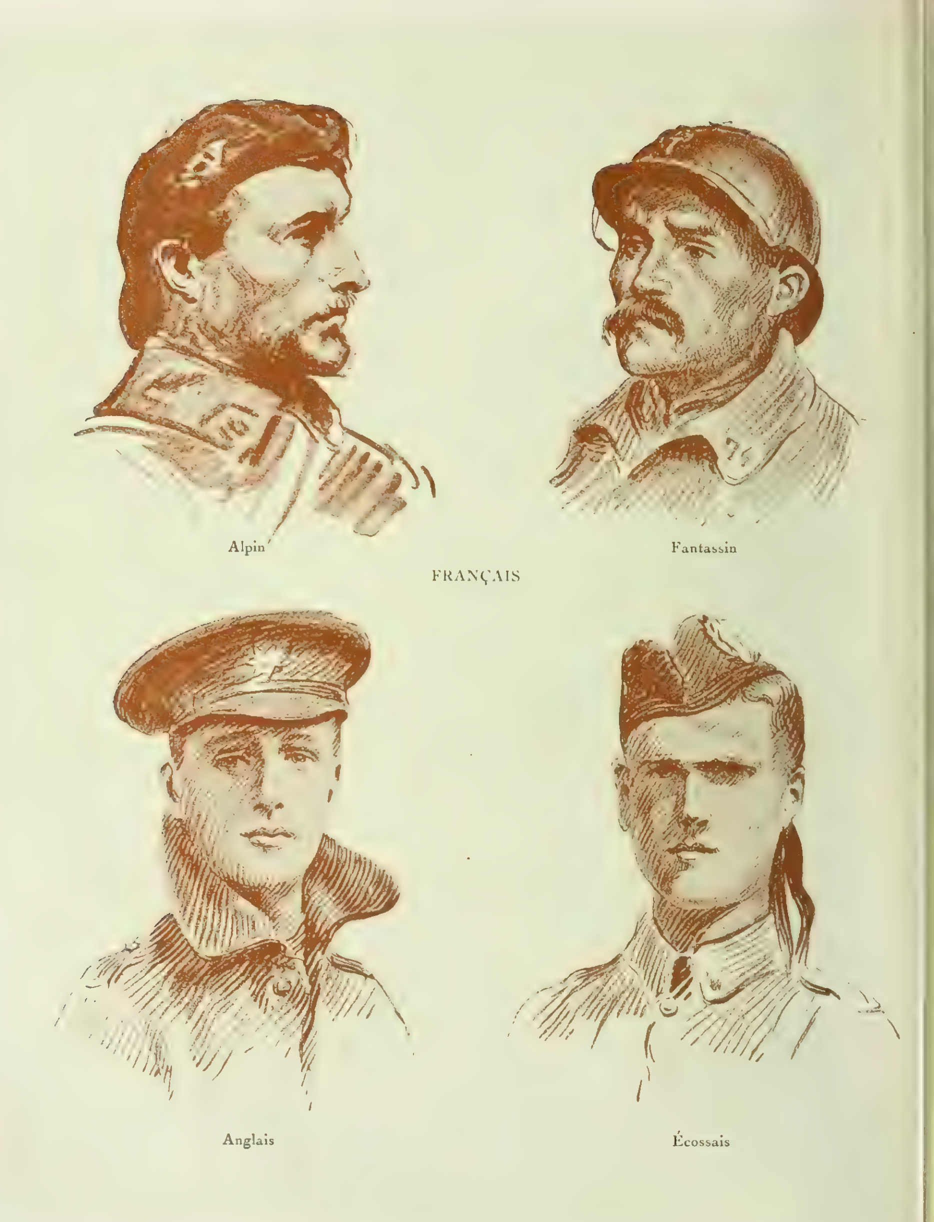
combat nos armées. Si, avec nous, nous n'avons plus les Russes, nous avons les Américains. Nous vaincrons, à la condition qu'on ne quitte pas la place. D'ailleurs, au Service géographique, il y a, nous le savons, plus d'un officier décidé à tenir jusqu'au bout et à tout faire sauter plutôt que de se rendre.

— A la bonne heure! répondit un des généraux présents à l'entretien. C'est une résolution excellente, mais à laquelle personne ne sera réduit.

La propagande allemande répandait à travers le monde d'énormes chiffres, écrits de la main de Ludendorff : « Depuis le 27 mai, les armées allemandes ont fait 57 000 prisonniers, pris 660 canons et 2 100 mitrailleuses ».

A quoi notre Conseil supérieur de la Guerre répliquait, avec une splendide simplicité :

— L'ennemi, grâce à sa position stratégique et à la supériorité des chemins de fer dont il dispose, a obtenu certains succès. Mais notre confiance demeure entière. Nous allons le mettre en échec et, le temps venu, nous le battrons.



QUELQUES TYPES DE SOLDATS DI



Italien

Belge

Américain

Indou

LA GUERRE DU DROIT par R. Desvarreux

Quant au ministre de la Guerre, M. Clemenceau, qui parcourait le front aux instants les plus tragiques, il n'avait pas craint de dire au Parlement toute la vérité :

— Le fléchissement s'est produit. Énorme pour l'armée anglaise, avec des pertes incroyables. Redoutable et dangereux pour l'armée française. Mais les Américains accourent pour la partie décisive. Regardons en face le péril et nous verrons que le salut dépend de nous. Il reste aux vivants de parachever l'œuvre magnifique des morts.

Nos frères d'armes les Américains, qui déjà, à la fin de mai, en Picardie, près de Cantigny, avaient fait leur coup d'essai vraiment magistral, montrèrent les plus belles qualités militaires, à partir du 3 juin, entre l'Ourcq et la Marne.



LE VILLAGE DE NOUVRON APRÈS LE BOMBARDEMENT.
(Section photographique de l'Armée.)

L'histoire n'oubliera jamais les noms des premiers endroits où leur sang a coulé à flots, dans la gloire, sur le sol de France : Veuilly-la-Poterie, Bussières, Torcy, Belleau, Bouresches.

Près du bois Belleau, les marins américains chargèrent avec une ardeur magnifique à laquelle nos hommes applaudirent en connaisseurs.

Dans cette charge, ils poussaient des cris superbes. Les peuples jeunes aiment à crier. Et on sait avec quelle promptitude sympathique les petits garçons de Champagne, de Lorraine et d'Alsace « attrapaient » ces cris. Après le combat du bois de Belleau, les Allemands, irrités jusqu'à la rage, à la pensée que les Américains commençaient à savoir se battre et que, par surcroît, ils leur avaient fait 1 200 prisonniers, annoncèrent dans leurs journaux : « Les Américains, que l'eau-de-vie française avait grisés, poussaient des cris d'anthropophages ». Là-dessus, les Améri-

cains simulèrent une grande indignation et déclarèrent : « Des anthropophages, nous! les Allemands se vantent. Nous les tuons, mais nous ne les mangeons pas; ils sentent trop mauvais ». Ce peuple jeune crie pendant l'attaque et après l'attaque, rit, comme un enfant.

Après un moment de ralentissement et une halte, la troisième ruée allemande rebondit.

Le service de propagande allemande, organisé par Ludendorff, présentait, de la situation militaire, cette image triomphale : « Grâce à une triple avance en Picardie et au Chemin des Dames, les forces allemandes dessinent, au cœur de la France, un immense croissant dont la pointe ouest est poussée à Montdidier; la pointe est, à Château-Thierry. Ce croissant va s'enfoncer jusqu'à Paris, après avoir fauché sans peine les armées françaises ».

Où les armées françaises se trouvaient-elles? Derrière les illustres rivières de France : Oise, Aisne, Ourcq, Marne; derrière les antiques forêts de France : forêt de Compiègne et forêt de Villers-Cotterets. L'invasion, pour s'étendre jusqu'à Paris, devait déboucher de ces forêts. L'ennemi cherchait donc à s'en rendre maître.

L'armée de von Hutier, qui formait l'aile droite des forces commandées par le Kronprinz, s'était établie devant nos lignes, depuis Montdidier jusqu'à Noyon.

Le 9 juin, à 4 h. 30 du matin, après un bombardement méthodique et complet, avec obus toxiques et vésicants, qui avait commencé à minuit précis, elle attaqua sur un front de 36 kilomètres dans la direction du sud.

Pour Ludendorff, Compiègne était l'objectif. Il pensait occuper cette ville le 10 juin au soir. Après Compiègne, Paris. Toute une incomparable perspective de pillage!

La méthode d'infiltration employée par l'ennemi, depuis l'offensive de Picardie, semblait favorisée par tous les détails du terrain, où une dépression centrale est encadrée, à l'est, par le massif de Lassigny et, à l'ouest, par le plateau de Méry.

Par la chute de Compiègne, le bois de Carlepont, la forêt de Laigue, le plateau de Nouvron, toutes les positions françaises, entre l'Oise et l'Aisne, seraient tombées au pouvoir de l'ennemi : tout de suite ses feux se seraient croisés de Compiègne et de Soissons, le long de l'Aisne. Il s'agissait donc, pour lui, premièrement d'enlever le plateau de Méry, secondement de contourner à l'ouest le plateau de Lassigny.

Von Hutier, sans tenir compte des pertes, poussait, dans la direction du sud, ses quatorze divisions, sur une ligne passant par le nord du Frétoy, le sud de Rollot, Orvillers-Sorel, Canny-sur-Matz, le nord de Plessis-de-Roye et du Plémont, le sud de Cuy et de Suzoy, le mont Renaud. Son avance continua sur tout le front, particulièrement au centre. Ses colonnes étaient encore plus nombreuses et plus massives vers la dépression du Matz que sur les bords des plateaux extrêmes.

Mais l'armée française n'avait pas été surprise. Le temps était passé où les attaques foudroyantes nous prenaient au dépourvu. Dans la nuit même du bombardement préparatoire, nous avions répondu sans retard en frappant à coups redoublés sur les rassemblements d'assaut.

A gauche, nous ne cédions qu'un peu de terrain vers Rubescourt, Le Frétoy et Mortemer. A droite, repli plus sensible, nous abandonnions les premières pentes du massif de Lassigny. Mais, au centre, la masse de 65 000 hommes de troupes de choc, parmi lesquels se trouvaient une division de chasseurs venue d'Italie et une division de la Garde, pénétrait jusqu'au sud de Ressons-sur-Matz, à 16 kilomètres de Compiègne et jusqu'au sud de Mareuil-la-Motte, à 4 kilomètres de Ressons.

L'ennemi comptait élargir en tous sens cette nouvelle poche formée du premier coup. Dans la nuit du 9 au 10, il s'empara du bois de Ressons, arriva au sud de Cuvilly, enleva le plateau de Bellinglise, se glissa dans le bois de Thiescourt.



BARRICADES ALLEMANDES A L'ENTRÉE DU VILLAGE DE RESSONS-SUR-MATZ.
(Section photographique de l'Armée.)

Le 10, avec des forces accrues, il attaqua, en même temps, au sud-est, le long du Matz, et, au sud-ouest, sur le plateau de Belloy. Il n'occupa le plateau de Méry-Belloy-Saint-Maur qu'après une lutte acharnée. Au centre, il ne parvint que jusqu'à Marquéglise et Elincourt. Mais, à droite, il mit à profit le double avantage du terrain et du nombre. Des couverts, des pentes à pic et des ravins entrecoupés lui permettaient de s'infiltrer dans nos lignes et de cerner, un à un, les îlots de notre défense.

Depuis la veille, il attaquait avec obstination le Plémont que gardaient nos cavaliers. Au quinzième assaut, il y entra. Bientôt, il occupa la cote 166, à l'est d'Elincourt, la ferme de Bellassise, la ferme d'Attiche, puis, sur les hauteurs qui dominent la route de l'Oise, Dreslincourt, Montigny, Antoval. Le massif de Lassigny était en son pouvoir.



MOULIN-SOUS-TOUVENT. — LE VILLAGE.
(Section photographique de l'Armée.)

Nous nous retirions sur le Matz inférieur. A huit heures et demie du soir, il entra à Ribécourt, à 14 kilomètres de Compiègne, sur la route de Saint-Quentin. Pour l'arrêter, nous engageâmes des corps-à-corps dans les rues de Machemont et de Béthancourt. Mais, dès lors, il put prendre à revers le saillant Carlepont-Mont de Choisy sur lequel, depuis quatre jours, il multipliait ses tentatives.

Nous dûmes abandonner ce saillant pour nous établir, devant la forêt de Laigue, vers Bailly et Tracy-le-Val, en nous appuyant, d'une part, sur l'Oise à Montmacq, d'autre part, sur le plateau de Moulin-sous-Touvent. Là, nous nous reformâmes attendant le moment de la contre-attaque.

Le lendemain 11, le général Fayolle jugea le moment venu de lancer un coup de boutoir dans le flanc droit de l'ennemi.

De ce côté aussi, l'ennemi avait réalisé de sérieux progrès. Dans la soirée du 10, il avait occupé Méry, pris une partie du plateau au nord-ouest de Monchy et refoulé nos troupes jusqu'à l'Aronde.

Le général Mangin, à qui était confiée la défense de l'Aronde et de la voie ferrée d'Estrées-Saint-Denis à Montdidier, aperçut l'imminence du danger. Le village de Méry, situé à 134 mètres d'altitude, était un observatoire d'où l'ennemi tenait sous son feu le couloir du Matz et assurait ainsi ses ravitaillements.



LE CHATEAU DE CŒUVRES (AISNE).
(Section photographique de l'Armée.)

A cinq heures de l'après-midi, nos chasseurs rampèrent à travers les blés et les avoines, bondirent d'arbre en arbre parmi les vergers et, dans un élan merveilleux, enlevèrent Méry. Le soir même, c'était nous qui, du haut de l'observatoire, dirigions le tir le plus efficace.

L'ennemi ne sembla pas se rendre compte de notre succès. Il s'obstinait dans sa ruée vers l'Aronde. Au matin du 11, Mangin, à qui Fayolle avait envoyé quatre divisions de renfort, exploita la conquête de Méry. Ses troupes noires, concentrées entre Rubescourt et Saint-Maur, attaquèrent sur un front de 12 kilomètres. Barrage roulant d'artillerie et chars d'assaut furent mis en œuvre à souhait. Bientôt nos Sénégalais arrivaient au sud du Frétoy, occupaient le plateau entre Courcelles et Mortemer, gagnaient 2 kilomètres de terrain au delà de Méry, ressaisissaient le bois de Genlis, le plateau de Belloy, rétablissaient notre ligne près de Saint-Maur, faisaient 1 200 prisonniers et capturaient 11 pièces de grosse artillerie, sans compter les canons légers et les mitrailleuses.

Von Hutier essaya en vain d'avancer au centre : il fut arrêté net à Antheuil. En vain, il tenta de franchir le Matz inférieur et prit pied au village de Mélicoq : il fut lestement, malgré tous ses sacrifices, rejeté de l'autre côté de la rivière.

Les bulletins allemands déguisèrent cet insuccès en grossissant les chiffres du butin précédent : « 15000 prisonniers, 1 500 mitrailleuses, 150 canons ».

Il y avait beaucoup plus de vérité dans les quelques mots que laissa échapper

un officier de la 4e division de la Garde, au moment où il tombait entre nos mains : « Ce que nous laissons derrière nous est effroyable; on dirait un hôpital construit sur un charnier ».

La route de Compiègne se fermait à l'ennemi.

Le Kronprinz ne voulut pas croire à un tel échec. Du 11 au 14 juin, il multiplia les assauts au sud de l'Aisne, vers la forêt de Villers-Cotterets. Sur son ordre, le 12, von Boehm attaqua à Vingré, à Corcy et, au même moment, sur un front de 12 kilomètres, entre la ferme de Vertefeuille et Fontenoy.

Bombardement par obus asphyxiants, vésicants et lacrymogènes, ruée par masses épaisses, l'ennemi employa tout pour arriver à Pierrefonds en quarante-huit heures.

En six heures, il était à Laversine et à Cutry; deux heures après, aux flancs de la cote 162, près de Dommiers; quatre heures après, au ravin de Cœuvres. Péniblement, il parvint aux villages de Cœuvres et de Saint-Pierre-Aigle où il subit des pertes fort lourdes. Puis, immobilisé pendant deux jours, il dut, pour le 15 juin, quitter Cœuvres presque sans combat. Pour le 28, nous l'avions chassé du plateau de Cutry, en lui détruisant deux divisions et en lui prenant 1 400 hommes.



MÉRY (OISE).
(Section photographique de l'Armée.

Pendant ce temps, nos braves Américains achevaient la conquête du bois Belleau et remportaient une véritable victoire sur le front de Belleau à Bouresches.

La bataille du Kronprinz était perdue.

L'effort violent tenté contre Reims, le 18 juin, par l'armée de Below, échouait, comme avaient échoué les efforts de von Hutier et de von Boehm. Pourtant l'ennemi tenait, à quelques pas de Reims, des positions sans pareilles. Par le sud de la Pompelle, par Nogent-l'Abbesse, par le sud de Bétheny, par le sud de Neuvillette, par Tinqueux, par Vrigny, par Sainte-Euphraise, par Bligny, il cernait, jusqu'à l'étouffer, la noble et malheureuse ville.

Il pensa l'achever par une attaque nocturne. Son bombardement de préparation commença, le 18, à 5 heures 30 du soir. Mais nos canons surent lui répondre de la bonne façon. A 9 heures du soir, trois de ses meilleures divisions se précipitèrent sur nos lignes. Mais le tir de notre artillerie et l'élan de nos coloniaux en refoulèrent bientôt les débris épars.

Ainsi se termina la campagne du printemps 1918.

Il n'y eut plus, pendant un assez long temps, que des combats limités où Français et Britanniques amélioraient leurs positions et occupaient des observatoires.

Sur cette bataille perdue par le Kronprinz ou plutôt par Ludendorff, nous avons les explications de Ludendorff lui-même.

Pourquoi l'a-t-il engagée au Chemin des Dames, au lieu de porter de nouveau ses efforts soit vers Cassel, soit vers Amiens, où il aurait pu espérer de si amples et si féconds avantages? Parce que, au Chemin des Dames, sur l'Ailette et au nord-ouest de Reims, le front de l'adversaire lui paraissait moins résistant. Il croyait que le Kronprinz bousculerait aisément des divisions anglaises, si déprimées, et des divisions françaises, étirées sur de si longs secteurs.

Le Haut Commandement allemand ne cherchait donc qu'à donner à ses troupes, par le plus facile succès, l'illusion que la victoire décisive leur était encore possible. Il décida l'attaque sur ce point, parce que, sur les autres points, il était hors d'état non seulement d'attaquer, mais même de se défendre.

Que dit Ludendorff des résultats obtenus? Un aveu lui échappe : « Stratégiquement, c'est chose fâcheuse que nous n'ayons pu prendre ni Reims, ni la montagne de Reims ».

Aveu plus grave encore. Il oppose, à l'énergie du gouvernement français, la mollesse du gouvernement allemand. « Le chancelier von Kuhlmann, avant de quitter le pouvoir, avait dit au Reichstag : Les armes, à elles seules, sont impuissantes à terminer la guerre ! Au contraire, la France montrait, dans la plus effroyable épreuve, une sublime ténacité. Clemenceau s'était écrié : Nous remporterons la victoire, si les pouvoirs publics sont à la hauteur de leur tâche. Je me bats devant Paris. Je me bats à Paris. Je me bats derrière Paris. »

Et Ludendorff songeait, avec amertume, à ce qu'il aurait fait, s'il avait été soutenu par un tel chef politique.

C'est dans le même esprit que le vieux maréchal de Moltke avait déclaré : « Si l'Allemagne devait un jour connaître les pires épreuves, je lui souhaiterais d'avoir un homme comme Gambetta ».

Tout en faisant ces réflexions poignantes, qu'il ne confessera qu'après la défaite consommée, Ludendorff, conformément à la tradition allemande de la fanfaronnade à outrance, affirmait très haut : « L'Entente a perdu tout espoir de faire intervenir ses armées de manœuvre. Ces superbes réserves dont parlait le Conseil de guerre de Versailles n'existent plus. »

La ruée autrichienne sur le Piave.

Le 15 juin, à l'heure où le Kronprinz perdait sa bataille, le nouvel empereur d'Autriche, Charles I[er] essayait de gagner la sienne.

Le généralissime autrichien, feld-maréchal Boroevic, pouvait, depuis les traités de Brest-Litowsk et de Bucarest, disposer de toutes les forces austro-hongroises.

Ses quatre meilleures armées attaquèrent en Italie, sur un front de cent cinquante kilomètres, qui s'étendait depuis les hauteurs d'Asiago jusqu'à la mer, en passant par le val Brenta, le mont Grappa et le Piave.

La première armée, sous les ordres du général Schenchenstuel, avec ses 21 divisions, était disposée dans la montagne et à cheval sur la Brenta. La seconde, sous les ordres de l'archiduc Joseph, avec ses 9 divisions, était derrière le Piave, du côté du Montello. La troisième, sous les ordres de von Wurm, avec ses 18 divisions, était sur le Bas-Piave jusqu'à la mer. La quatrième, dans le Frioul, était en réserve derrière la troisième.

L'ennemi visait surtout le Montello, rude massif hérissé de roches et de broussailles, devenu la charnière du front italien.

Le plan auquel s'était arrêté l'empereur d'Autriche, d'accord avec le Haut Commandement allemand, consistait à lancer en avant, avec toute la violence possible, l'armée de gauche et l'armée de droite, puis de les ramener l'une et l'autre brusquement sur le centre pour broyer les troupes italiennes. Ainsi, la Vénétie ne pouvait manquer d'être prise comme dans une tenaille, à la condition que Trévise fût enlevée dès le premier jour, et la voie ferrée de Trévise à Mestre, occupée dès le second jour.

Boroevic n'en doutait pas. Sa proclamation où, avec le geste qu'on devine, il montrait à ses soldats la plaine italienne, se termine par ces mots : « C'est là que vous attendent la gloire, de bons vivres, un abondant butin de guerre et, au-dessus de tout, la paix finale ». Misérable pastiche de la plus célèbre proclamation de Bonaparte!



ARTILLERIE ITALIENNE TRAVERSANT LA BRENTA.

Les quatre armées autrichiennes étaient pourvues abondamment de tous les engins nouveaux dont la liste figurait au programme d'Hindenburg : projectiles à gaz asphyxiants, en remplacement des tubes, dont l'usage répugnait aux Autrichiens plus encore qu'aux Allemands, obus fumigènes, mitrailleuses légères, lance-grenades, lance-bombes de tout calibre et de toute portée, avions de toute taille et de tout armement. Ces armées s'abritaient sous le feu de huit mille canons.

L'attaque préparée avec tant de soin et annoncée avec tant d'éclat ne donna que des résultats médiocres, même au début. A peine si, dans la montagne et sur la rive occidentale du Piave, les Autrichiens réalisèrent de vagues progrès. Il y eut là un échec sans précédent.

Les Italiens avaient renforcé leurs cadres, instruit la classe 20, amené au front la classe 19 et récupéré plus de 600000 hommes. Appuyés solidement par les Français et les Britanniques, ils tirèrent bon parti de leur artillerie en même temps que de leur aviation : leur infanterie conserva intact l'ensemble de leurs positions. A la fin de la journée, c'étaient eux qui avaient fait des milliers de prisonniers.

Malgré un bombardement commencé avant l'aube, à 3 heures, et des assauts

répétés depuis 7 heures 30 du matin, l'ennemi n'avait pas pu, sur le plateau d'Asiago, faire reculer les troupes franco-britanniques.

Le lendemain, la bataille reprit sur la Brenta, du côté du Montello, et en certains points de la rive occidentale du Piave. Les troupes de l'archiduc Joseph qui avaient franchi le Piave à Nervesa, s'efforçaient de grimper au Montello. En même temps, les troupes de von Wurm, qui avaient passé l'eau un peu plus loin, entraient à Fagare et à San-Dona di Piave.

L'empereur Charles Ier, qui assistait à la bataille, ne put pas exploiter cet avantage.

Partout ailleurs, surtout dans la montagne, l'attaque s'amollissait, s'épuisait.



LA ROUTE DE SANTI-QUARANTA.

(Photo Branger.)

Le 16, il ne se livra plus de véritables combats que près du Piave et au Montello.

Cependant, d'énergiques contre-attaques avaient été nécessaires pour défendre le Piave entre Saint-Andréa et Fossalta, pour reprendre les pentes du Montello, pour protéger l'entrée des lagunes, pour barrer la route de Trévise, pour repousser les avant-gardes de von Wurm qui s'infiltraient vers le canal Fossetta.

A partir du 19 au soir, la prétendue ruée autrichienne était brisée, depuis l'Adriatique jusqu'aux cimes de l'Asiago.

Le moment venait pour les Italiens de prendre à leur tour l'offensive. Le 23, avant le jour, vers 3 heures, ils commencèrent impétueusement la poursuite. Leur artillerie s'acharnait sur les barques qui traversaient le fleuve et sur les défilés où se pressaient les bataillons ennemis.

Des renforts, transfigurés par la victoire, étaient accourus par toutes les routes de la Vénétie. D'autre part, Boroevic n'avait pas réussi à ravitailler ses régiments qui se trouvaient sur l'autre rive.

Le général Diaz, commandant en chef, put, le 23 au soir, inscrire au communiqué : « Du Montello à la mer, les Autrichiens repassent le Piave en désordre ».

Le lendemain, son infanterie, son artillerie et son aviation ne négligèrent rien pour changer en débâcle la retraite autrichienne. Le fleuve lui-même semblait conspirer contre l'envahisseur. Des torrents, produits par la fonte des neiges et par des orages continuels, déchaînèrent une crue qui balaya les radeaux surchargés de soldats et les ponts encombrés d'équipages.

Le 25, sur la rive orientale du Piave, il ne restait plus un seul ennemi vivant et en armes. En revanche, les cadavres et le butin s'y accumulaient. Au pied du Grappa et du Montello, piliers de la plaine la plus ravissante, les Autrichiens, par milliers, avaient trouvé, à défaut de la gloire et du butin que leur promettait le généralissime, « la paix finale » dont il parlait dans un tout autre sens.

Pour élargir leur victoire, les Italiens entreprirent de brillantes actions locales au mont Val Bella, au col del Rosso, au mont Grappa et en plusieurs endroits du bas Piave. Le nombre de leurs prisonniers s'élevait a 25000, dont 500 officiers.

Fiers surtout d'avoir reconquis tout le matériel de guerre abandonné par eux dans les premiers jours, ils répondaient aux forfanteries de l'empereur Charles Ier : « Le Piave, c'est la Marne de l'Italie ».

De l'autre côté de l'Adriatique, leurs succès n'étaient pas moins significatifs.

En Albanie, ils avaient engagé l'affaire sur un front d'une centaine de kilomètres et ils rejetaient l'ennemi vers le nord

Bientôt, les Alliés réussirent à mettre Vallona et ses environs à l'abri de tout danger.

Dans ces opérations si utiles, le général Guillaumat améliorait fortement son front. Deux d'entre elles eurent de brillants résultats : celle du 16 mai 1918 où, de concert avec les troupes italiennes, il gagna vingt kilomètres dans la région de Koritsa; celle du 30 mai où, de concert avec les Grecs, au sud de Huma, il fit prisonniers 1 450 hommes et 40 officiers.

Les troupes austro-hongroises étaient battues sur tous les fronts. Le Parlement hongrois ne dissimula pas son désir d'abandonner la partie. L'Autriche tout entière reconnaissait qu'elle se trouvait désormais hors d'état de prendre une part active à la lutte.

Ludendorff, au nom du Haut Commandement allemand, profita de cette situation pour réclamer l'envoi sur le front français des divisions autrichiennes encore en état de combattre. Deux, puis quatre, puis huit des divisions ainsi réclamées lui permirent de mettre au repos autant de divisions allemandes.

Il préparait, pour juillet, une ruée qui devait couronner les grands efforts allemands du 21 mars et du 27 mai.

Les agents qu'il entretenait en France lui avaient répété que la France, sous un coup nouveau, ne pourrait que plier les genoux, en se rendant à merci.

Quatrième ruée allemande. — Seconde bataille de la Marne. Comment finit "*l'assaut de la paix*".

Les Alliés redoublaient d'activité pour consolider leurs positions sur tout le front franco-britannique. Entre l'Oise et la Marne, les Américains aidaient vaillamment les Français à rabattre des saillants dangereux.

Jusque dans les nuages les plus sombres, accumulés à l'orient de l'Europe, apparaissaient des lueurs d'espoir. Des forces britanniques et françaises débarquaient à l'ouest d'Arkhangel. Les prisonniers tchéco-slovaques, ayant pu se procurer des armes, donnaient la main à des groupements russes opposés à l'anarchie et s'emparaient d'une partie du chemin de fer transsibérien. Enfin, une armée japonaise semblait prête à agir efficacement à Vladivostok.

Ces bonnes nouvelles étaient grossies par l'enthousiasme patriotique qu'elles suscitaient. Quoi qu'il en fût, il y avait, en réalité, pour l'Allemagne, des embarras imprévus dont le bon sens français se rendait compte. L'Allemagne était obligée de ramener en Russie quelques-unes des troupes dont elle avait si grand besoin sur le front franco-britannique, et la Russie ne lui apportait pas les ressources qu'elle en espérait. Au contraire, en France, les camps américains augmentaient sans cesse leurs magnifiques approvisionnements et les soldats américains, de plus en plus nombreux, se préparaient de mieux en mieux au combat.

Au 14 juillet 1918, la France célébra sa Fête nationale en lui donnant le caractère d'un hommage à ses Alliés.

En vain, l'ennemi annonçait-il que sa prochaine offensive allait porter le coup mortel à la France; en vain, tenait-il Paris sous le feu de ses avions énormes et de ses monstrueux canons. Paris acclama, parmi les élégants ombrages du Bois de Boulogne, le défilé de nos frères d'armes.

Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, une des plus hautes figures de l'épiscopat français, écrivait : « Cardinaux, évêques, prêtres et religieux, protestants même, sur le sol américain, penseront à nous et prieront pour nous dans leurs églises et dans leurs temples, le 14 juillet 1918 ». Ainsi, le grand évêque cévenol, dans sa foi patriotique, bénissait en son cœur les prières catholiques et les prières protestantes unies pour la France.

Beaucoup de ces Américains que la France accueillait avec une si profonde tendresse avaient une conception presque mystique de leur rôle dans la Guerre du Droit. Un jour que nous avions rappelé devant eux le torpillage de la *Lusitania* et les intrigues allemandes au Mexique, un de leurs officiers nous dit : — Pourquoi insister là-dessus? L'Amérique, en prenant les armes, n'a nullement été guidée par son intérêt. Elle combat pour la justice, la justice seule. On l'offenserait en cherchant un autre mobile à son intervention.

Au premier rang de nos Alliés se trouvaient des Polonais. L'Aigle blanc était ressuscité. Quatre des plus héroïques villes de France : Paris, Nancy, Belfort, Verdun, villes si éprouvées, villes si confiantes, avaient offert des drapeaux aux troupes polonaises qui combattaient sur le front français. Le président de la République, en remettant aux régiments polonais ces drapeaux ornés de l'Aigle blanc, leur avait dit : « Ce n'est plus sous les enseignes de l'étranger que désormais les fils de la Pologne iront au combat. Ils auront leurs propres couleurs et formeront une armée distincte qui luttera aux côtés des Alliés non plus seulement pour l'idéal

commun, mais pour un idéal national ». La voix du Lorrain qui parlait ainsi au nom de la France devait retentir au cœur de la Pologne tout entière.

Le soir même du 14 juillet 1918, sur le bleu pâlissant du ciel parisien, passèrent, quatre par quatre, de superbes avions français. Ils se dirigeaient vers l'est. Sans nul doute, ils allaient se trouver bientôt en pleine bataille. Tous les Français clairvoyants, qui avaient étudié à fond l'Allemagne, savaient bien que sa nouvelle attaque, la plus furieuse de toutes, devenait imminente et que la date du 14 juillet était pour elle singulièrement tentante.

La nuit du 14 au 15 juillet n'avait pas encore pris fin que le bombardement faisait trembler les fenêtres de la banlieue parisienne. — Mais, je n'entends rien !



REMISE DE DRAPEAU A UN RÉGIMENT POLONAIS.
(Section photographique de l'Armée.)

s'écriait le père. — Pose ta main sur la vitre, répondait la mère. Et le père, frémissant comme la vitre, se taisait.

Préparation d'artillerie très violente, mais très brève. Depuis Château-Thierry jusqu'à la position de la Main-de-Massiges, à l'entrée de l'Argonne, la ruée allemande se précipitait, du nord au sud, sur un front de 80 kilomètres.

Les principaux représentants de la presse allemande, conviés à examiner les préparatifs, avaient proclamé à l'envi que tout y était concerté dans la perfection : accumulation du matériel, organisation de l'arrière-front et du front, installation de l'artillerie lourde, instruction et emplacement des troupes.

Pour l'entraînement de ces troupes, le haut commandement avait demandé à la presse une collaboration d'un genre tout nouveau. A côté du butin ordinaire et d'intérêt public : canons, munitions, approvisionnements divers, il avait fait publier le butin extraordinaire et d'intérêt privé, c'est-à-dire les résultats du pillage. L'Allemagne se délectait à parcourir la liste interminable des bijoux, montres, pendules,

médailles, objets précieux de toutes sortes, recueillis par les troupes allemandes « dans la région champenoise où, comme on sait, abondent les maisons de plaisance, les habitations somptueuses et les châteaux ». La fougue des guerriers s'en trouvait stimulée, comme par un éperon d'or.

La Marne était atteinte. Une nouvelle bataille allait compléter et corriger dans l'histoire la bataille de la Marne que l'Allemagne avait livrée, en 1914, et dont elle consentait enfin à parler plus ou moins vaguement.

Il s'agissait, premièrement, d'élargir, par une puissante poussée, la poche obtenue par l'attaque au Chemin des Dames ; secondement, de crever, dans la direction du sud, le front français de Champagne ; troisièmement, d'évoluer autour de Château-Thierry, pour s'enfoncer sur la rive gauche de la Marne ; quatrièmement, de couper les armées françaises, en y jetant un désordre irréparable ; cinquièmement, d'engager, en direction de l'ouest, une gigantesque bataille dont Paris lui-même devait être le trophée. Plan grandiose, chef-d'œuvre surhumain où se souderaient les plus fortes vertus germaniques, la méthode et l'audace.



VON EINEM.

Nos armées de l'est ayant été séparées de nos armées de l'ouest, Paris aurait été cueilli comme un éblouissant fruit d'or, par une manœuvre concentrique, exécutée depuis Montdidier, Villers-Cotterets, Esternay, jusqu'aux bords de la Seine.

Cette bataille suprême arborait le plus beau nom du monde : « L'assaut de la Paix » (*Friedensturm*).

Trois armées principales devaient conduire l'entreprise : les deux armées que commandait en chef le Kronprinz : celle de von Mudra, celle de von Einem, et l'armée de von Boehm qui s'était établie jusqu'à la Marne.

Les premiers résultats de l'offensive étaient, pour ainsi dire, chronométrés d'avance : Montmirail et Epernay devaient être occupés au soir du premier jour ; Châlons-sur-Marne, au soir du second jour. La division, destinée à occuper Châlons à 20 heures, devait arriver à Suippes à midi.

Pour cette bataille décisive, l'ennemi adoptait la tactique qui, dans le passé, lui avait parfois si bien réussi et dont la formule revenait sans cesse sur les lèvres et sous la plume de son empereur. Il avait organisé et renforcé de toute sa puissance son aile gauche, en y incorporant toutes les unités de choix que la Prusse gardait encore intactes. Cette aile gauche devait refouler à tout prix notre armée de Champagne, établie depuis le sud-est de Reims jusqu'à l'Argonne, sous le commandement du général Gouraud.

Comme d'habitude, il avait entouré ses préparatifs des plus grandes précautions, afin d'en assurer le secret. Pour tromper nos aviateurs, il faisait défiler d'interminables convois, dans une direction qui ne l'intéressait nullement. Avant de commencer le gigantesque travail nocturne qui consistait à réparer les routes, à construire des ponceaux, à mettre en place des batteries, il avait inventé le moyen d'amortir tous les bruits. Rien ne le tirait de son immobilité calculée ni de son

silence voulu. Il ne bougeait même pas, quand notre artillerie lui faisait sauter un énorme dépôt de munitions.

Mais, en matière de renseignements, comme en n'importe quelle autre matière, nous avions acquis une supériorité d'autant plus efficace que l'ennemi ne la croyait pas possible. Sur tous les points, par des reconnaissances bien poussées, par des coups de main, voire par de véritables combats, nous donnions des coups de sonde d'où nous retirions des indications sûres.

Ainsi, à partir du 16 juin, avaient opéré les Britanniques dans la région d'Hazebrouck, près de Merris et près de Nieppe; dans la région de Béthune, près de Locon;



BELLEAU. — LES RUINES DU VILLAGE.
(Section photographique de l'Armée.)

puis, entre le canal de la Bassée et l'Angre; les Français, dans la région de Vic-sur-Aisne; les Américains, sur la ligne du Clignon, affluent de l'Ourcq.

Quelques-unes de ces opérations avaient été menées brillamment. Le 28 juin, les Britanniques avaient fait près de 500 prisonniers, aux lisières la forêt de Nieppe; au début de juillet, les Australiens avaient, dans la région d'Albert, enlevé Hamel avec 1 300 prisonniers et 90 mitrailleuses; l'armée de Mangin avait, dans la région de Villers-Cotterets, entre Montgobert et Ambleny, occupé les fortes positions ennemies de Fosse-en-Haut, de Laversine, de Cutry. Autres succès français, non moins fructueux : sur la rive gauche de l'Ourcq, nous nous étions emparés de la crête entre Mosloy et Passy-en-Valois, en faisant 1 600 prisonniers; à Moulin-sous-Touvent et à Autrèches, nous avions gagné du terrain, en faisant 900 prisonniers.

C'était une opération de ce genre et des plus éclatantes que les Américains avaient accomplie en s'emparant du bois de Belleau. Cinq jours après, 1er juillet, ils avaient pris d'assaut le village de Vaux, ses collines et ses bois, avec 500 prisonniers. La nouvelle de ce fait d'armes réjouit le cœur d'un de nos meilleurs chefs, le commandant Raynal, qui s'était illustré par la défense héroïque du fort de Vaux,

près de Verdun. Il était alors interné en Suisse, dans le canton de Vaud, près de Montreux. La villa qu'il habitait près du lac s'appelait villa de Vaud. Nous avions passé quelques heures avec lui, en juin 1918, au cours d'une mission en Suisse, où nous avions fait des conférences aux internés, dans leurs principaux centres, pour montrer la France debout, dans sa volonté de vaincre. Le commandant Raynal, encore mal remis de ses blessures, nous écrivit, en apprenant l'affaire de Vaux : « Félicitez nos Américains et dites-leur combien je serais fier de combattre au milieu d'eux ».

Le fils de l'ancien président des États-Unis, le capitaine aviateur Quentin Roosevelt, tomba au champ d'honneur. Saluons le nom qu'il portait si noblement. Son père, qui a toujours servi, jusqu'au bout, toutes les causes justes, est resté jusqu'à la fin de sa vie, énergiquement fidèle à la France.

Le 11 juillet, les troupes françaises avaient enlevé, dans la région de Villers-Cotterets, Longpont et Corcy ; puis le lendemain, dans la région d'Amiens, Castel et la ferme Auchin. Un dernier renseignement recueilli par nous, sur un officier prisonnier, le 14 juillet, à six heures du matin, révélait que tous les soldats allemands avaient touché leurs vivres de réserve.

Avec l'approbation du maréchal Foch, le général en chef Pétain, le général Fayolle, commandant du groupe des armées engagées dans l'affaire, et le général Maistre, combinaient les préparatifs, donnaient leurs ordres et en surveillaient l'exécution.

Le général Gouraud, dont l'armée était visée entre toutes, rappela à ses soldats, français et américains, de la IVe armée, ce que leur dictait la voix du devoir et de l'honneur :

— Une ligne est tracée, leur disait-il, en arrière de laquelle je vous demande de ne pas faire un pas, et devant laquelle vous arrêterez l'ennemi, coûte que coûte. Vous sentez tous que jamais bataille défensive n'aura été engagée dans des conditions plus favorables. Nous sommes prévenus. Nous sommes sur nos gardes. Nous sommes puissamment renforcés en infanterie et en artillerie. Vous combattrez sur le terrain que vous avez transformé en une forteresse redoutable. Tous les passages en sont bien gardés. Le bombardement sera terrible. Vous le supporterez sans faiblir. L'assaut sera rude, dans un nuage de fumée, de poussière, de gaz. Mais votre position et votre armement sont formidables. Dans vos poitrines battent des cœurs braves et forts d'hommes libres. Personne ne regardera en arrière. Personne ne reculera d'un pas. Chacun n'aura qu'une pensée : en tuer beaucoup, jusqu'à ce qu'ils en aient assez. C'est pourquoi votre général vous dit : Cet assaut, vous le briserez, et ce sera un beau jour.

Sa ligne de résistance, Gouraud l'avait tracée assez loin de la ligne que nous avions tenue jusqu'alors. Dans l'espace intermédiaire, zone de couverture où devait s'épuiser l'armée allemande, il ne laissait que de faibles éléments, petits postes isolés dont les défenseurs, sacrifiés d'avance, devaient avertir l'armée. Derrière eux, un glacis, et derrière ce glacis, une chaîne de réduits solides et de réseaux barbelés : de quoi arrêter l'ennemi pendant quatre heures, c'est-à-dire le détruire!

L'attaque spéciale contre l'armée de Gouraud commença à minuit dix, dans la nuit du 16 juillet. Jamais peut-être Paris n'avait entendu plus nettement la canonnade du front. Mais ce qu'il percevait si bien, c'étaient surtout les coups de notre « réplique préventive », laquelle avait commencé à 10 h. 50.

Bientôt, les meilleures troupes allemandes, Bavarois, Poméraniens, Garde impériale, traversant les plaines nues et crayeuses de la Champagne, tombaient broyées par notre tir.

Tel était le spectacle que la Guerre du Droit avait réservé à Guillaume II qui, du haut du Blanc-Mont, à côté de Ludendorff, assistait à « l'assaut de la Paix ».

L'ennemi n'avait pu pénétrer que sur le massif de Moronvilliers, le mont Cornillet, le mont Haut, le Casque, le Téton. Après avoir un peu avancé vers Prunay et Saint-Hilaire-le-Grand, il buta contre la voie romaine qui s'étendait devant nos lignes d'où partait un feu sans pareil.

L'armée de von Einem avait perdu 42 000 hommes ; l'armée de Gouraud, 5000

Gouraud dit à ses soldats : « Vous avez le droit d'être fiers, vous, braves fantassins et mitrailleurs des avant-postes qui avez signalé l'attaque et qui l'avez dissociée; aviateurs qui l'avez survolée; bataillons et batteries qui l'avez rompue; état-major qui avez minutieusement préparé ce champ de bataille. »

A l'ouest de Reims, l'armée de Mudra, attaquant en face de notre Ve armée (général Berthelot), s'emparait des collines de Bligny et de Champlat, défendues par le 2e corps italien (général Albriggi). Notre Ve armée dut alors se replier sur une ligne allant de Châtillon-sur-Marne à Bouilly, par Cuchery et Marfaux.



VON MUDRA.

Dans la ville martyre de Reims, la cathédrale à l'agonie dominait l'immense champ de bataille. C'était le signal sacré qui séparait la France sous le joug de la France libre, et qui priait pour que la France libre délivrât le monde.

Au sud-ouest de Reims, l'armée de von Boehm, soutenue par ses canons lourds et ses minenwerfer innombrables, était parvenue à jeter des ponts sur la Marne. Notre artillerie lui en avait rompu deux chargés de troupes.

Au sud de Jaulgonne, après avoir résisté pendant des heures, les Américains durent se replier. L'ennemi entra à Reuilly et à Courthiézy. Mais il fut rejeté de Fossoy. Vers le soir, il se glissa jusqu'à une ligne allant de Condé-en-Brie à Mareuil-le-Port, par la Chapelle-Monthodon et Comblizy. Pendant cette avance, il avait subi des pertes de toutes sortes, la plupart terribles, quelques-unes ridicules, par exemple celle d'un état-major de brigade et de 1 500 hommes prisonniers. Il aurait voulu au moins arriver à Epernay dans la journée du 16. Malgré un orage prolongé, il tenta de s'avancer en même temps sur les deux rives de la Marne.

Von Boehm progressa vers Œuilly et vers Leuvrigny ; von Mudra, vers Reuil-sur-Marne, Belval, Cuchery et Marfaux. Tous deux prêtaient le flanc. Von Boehm, après un échec sanglant à Saint-Agnan, dut battre en retraite au delà de la Chapelle. A très grande peine, vers huit heures du soir, au prix de sacrifices continuels, il reprit le terrain perdu et arriva à 11 kilomètres d'Epernay.

L'armée de von Einem fut encore moins heureuse. Elle n'eut un léger succès qu'à Prunay, où elle parvenait jusqu'à la route.

Le 17, nous attaquâmes avec succès à Festigny, à Comblizy, à Saint-Agnan. Aux abords de la Montagne de Reims, l'armée de von Mudra avait réussi à s'infil-

trer dans la forêt de Courton. Les Italiens l'en chassèrent vers la vallée de l'Ardre, à Pourcy.

L'ennemi, arrêté sur la Marne, soulagea sa rage en continuant à bombarder Châlons. Dans la nuit du 14 au 15 juillet, l'offensive allemande avait été annoncée par un obus de 380, lancé sur cette ville ouverte. Du 15 au 17, les gros obus y étaient tombés, au rythme de douze par heure.

La seconde bataille de la Marne, loin d'être une victoire pour l'ennemi, devenait pour la France, grâce à la vaillance de nos soldats et à l'habileté de leurs chefs, le principe d'une délivrance triomphale.

Notre attaque du 18 juillet. — Victoire du Tardenois.

L'ennemi, en se ruant du nord au sud dans la direction de Château-Thierry, de Reims et de l'Argonne, avait laissé immobile son armée qui, établie vers l'ouest, depuis Château-Thierry jusque Soissons, constituait son flanc droit.

Disposées ainsi en équerre, les forces allemandes affichaient, une fois de plus, un mépris absolu de l'adversaire.

En attaquant à notre tour, de Soissons à Château-Thierry, d'une part, et de Château-Thierry à Reims d'autre part, ne pouvions-nous pas les prendre comme dans un étau? Il nous fallait tenter l'entreprise.

Ainsi, en 1918, l'ennemi retombait dans l'erreur qui lui avait coûté si cher, en 1914, et sur la Marne même.

Fier d'avoir refoulé les armées des Alliés jusqu'à Hazebrouck, jusqu'à Amiens



TIR DE BARRAGE ENNEMI AVANT LA DEUXIÈME VAGUE D'ASSAUT.
(Photo Meurisse.)

et jusqu'à Meaux, il se figurait que, privées de réserves, elles n'étaient plus capables que de se presser autour de Paris pour une défense désespérée. Il avait donc résolu de percer nos lignes à Châlons, c'est-à-dire en leur centre.

CHAR D'ASSAUT 18 HP.

A chaînes motrices
B galets de roulement
C poulies avant
D boggies
E fourches de poulie avant
F ressorts de tension de chaîne
G rouleaux supports de chaîne
H balanciers
I vis de tension de chaîne
J ressorts à lame
K longerons supports de chaîne
L barbotins
M ressorts de suspension
N axe arrière
O embrayages latéraux
P moteur

Q démultiplicateurs
R changement de vitesses
S embrayage principal
T réservoir à essence
U réservoir à eau
V Tourelle orientable
X chambre des machines
Y chambre du tireur
Z chambre du conducteur
W mitrailleuse

a longerons mobiles
b, c, d postes d'accés
e chapeau blindé mobile
f queue mobile
k caisse blindée

CARACTERISTIQUE.

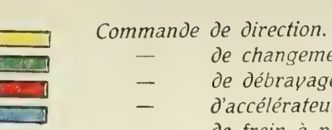
Longueur totale sans la queue: 4 m 10
Largeur totale: 1 m 74
Poids du char équipé avec une mitrailleuse: environ 6500 kg
Vitesse du char: 1 km 01 à 7 km 78

CHAR D'ASSAUT

18 HP

type RENAULT





Commande de direction.
— *de changement de vitesse.*
— *de débrayage par pédale.*
— *d'accélérateur.*
— *de frein à pédale.*

LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET, ÉDITEUR

Mais de même que, en 1914, Maunoury avait, sur l'Ourcq, attaqué de flanc l'armée de von Kluck, de même, en 1918, Mangin attaqua de flanc la poche allemande du Tardenois.

Cette poche était tenue par l'armée von Boehm et l'armée von Mudra.

Devant les forces allemandes, les forces françaises se répartissaient ainsi. A l'ouest, le groupe d'armées commandé par le général Fayolle et comprenant : la 1re armée (Debeney), la 3e armée (Humbert), la 10e armée (Mangin), la 6e armée (Degoutte) (1). Au centre, le groupe d'armées commandé par le général Maistre et comprenant : la 9e armée (de Mitry), la 5e armée (Berthelot qui remplaçait Buat, nommé chef d'état-major), la 4e armée (Gouraud). A l'est, le groupe d'armées



TORCY. — L'ÉGLISE ET UN COIN DU VILLAGE.
(Section photographique de l'Armée.)

commandé par le général de Castelnau et comprenant : la 2e armée (Hirschauer), la 8e armée (Gérard), et la 7e armée (de Boissoudy).

La poche allemande était étroitement serrée par quatre de nos armées : celle de Mangin, de Nouvron à l'Ourcq ; celle de Degoutte, de l'Ourcq à la Marne ; celle de Mitry, sur la rive gauche de la Marne ; celle de Berthelot, de l'autre côté de la poche, vers la vallée de l'Ardre.

Le maréchal Foch, avec le général Pétain, commandant en chef, et le général Fayolle, commandant le groupe des armées, avait étudié à fond l'opération à entreprendre. L'exécution principale en fut confiée au général Mangin.

La date de l'attaque était fixée au 12 juillet. Mais on avait dû la retarder, le

(1) Le général Degoutte avait succédé au général Duchene qui, après l'attaque du 27 mai, avait dû, en quatre jours, transporter son quartier général, du Chemin des Dames à Trilport, à trois kilomètres de Meaux. Repli terrible pour un soldat ! En quelques jours, le général Degoutte, aidé par le général Schmidt, reforma l'armée et la ramena au combat où, presque tout de suite, elle faisait des prisonniers.

jour où on avait appris que l'ennemi préparait une nouvelle offensive en Champagne et on avait dû procéder à une nouvelle disposition de nos forces. La date fut reportée au 18 juillet, à 4 h. 35 du matin.

Seul, à Paris, M. Clemenceau savait ce jour et cette heure. Seul, il connaissait le plan de Foch.

En écrivant ces lignes, nous songeons avec amertume aux offensives françaises des précédentes années, par exemple à la trop fameuse offensive du 16 avril 1917, dont la date était publiée et le plan discuté à haute voix, jusque dans les trains de la banlieue parisienne.

Depuis le 11 juillet, nos régiments d'attaque, avec leur artillerie et leurs chars d'assaut, avaient été réunis à l'abri du massif boisé. L'armée de Mangin, qui tenait le secteur allant de l'Aisne près de Fontenoy à l'Ourcq, près de Troesnes, et l'armée de Degoutte, qui tenait au sud le secteur allant de l'Ourcq à la Marne avaient reçu en renfort quatre divisions américaines.

Pendant la nuit du 17 au 18, des orages formidables prêtèrent à Mangin un concours imprévu : « A la bonne heure ! disait-il, voilà nos préparatifs camouflés par la tempête ». Les contingents américains furent placés au centre. Tout était prêt.

L'armée allemande, placée en face de Mangin, était celle de von Boehm qui, par son succès au Chemin des Dames, avait acquis en Allemagne une éclatante réputation. Le haut commandement allemand comptait sur elle comme sur une cuirasse sans défaut.

Ce fut contre elle que porta notre premier coup. Mangin attaqua au nord de l'Ourcq, Degoutte au sud de l'Ourcq. Le défaut de la cuirasse était trouvé : l'épée française s'y enfonçait.

A 4 h. 35, un formidable barrage d'artillerie avait servi de signal. Nos premières vagues d'assaut se développaient partout avec succès. Tout à coup, sur un signal de fusées, elles s'écartèrent pour laisser passer nos chars d'assaut, lesquels, avec une majesté farouche, se mirent à conduire la marche.

Cette marche fut d'une rapidité imprévue. Dans certaines positions allemandes, canons et mitrailleuses ne purent même pas tirer. Les Américains, transportés d'enthousiasme, quittaient leur vareuse pour se jeter plus vite dans la mêlée.

A 11 heures, nous avions enlevé Fontenoy, les hauteurs de Pernant, Vaux, la crête qui s'étend au sud de Mercin, Vierzy, Villers-Hélon, la forêt de Savières.

Au loin, les amples moissons déjà mûrissantes avaient été écrasées sous nos pieds. « Quel dommage ! » se disaient d'abord les fils de laboureurs, devenus soldats, mais restés laboureurs jusqu'au fond de l'âme. A quoi ils se répondaient bientôt avec leur bon sens si dru : « Tout de même, valait-il mieux qu'elles fussent mangées par l'ennemi ! » Réflexion parfaitement juste, comme en témoignaient les soldats allemands surpris la faulx en main, en train de couper les seigles.

Degoutte, entre l'Ourcq et la Marne, avançait dans la direction d'une ligne allant de Marizy à Belleau par Sainte-Geneviève-Hautevesnes Les Américains prenaient Torcy à la baïonnette. L'ennemi fut rejeté de Belleau, de Givry, de la cote 182.

Dans l'armée de Degoutte, comme dans celle de Mangin, les canons étaient chargés en hâte sur des camions pour qu'ils pussent suivre l'avance, et notre cavalerie reprenait enfin sa traditionnelle place de combat.

A la fin du premier jour de l'attaque, nos troupes avaient délivré vingt et un villages et capturé un puissant matériel de guerre. Le lendemain soir, Mangin et Degoutte comptaient, au butin, 360 canons et 18000 prisonniers. Ils enlevaient à l'armée de von Mudra les bois de Courton et le moulin de l'Ardre, en même temps qu'ils refoulaient l'armée de von Boehm vers Œuilly.

Ce fut dans les Flandres que Ludendorff apprit la nouvelle de notre attaque. Comme il voulait prendre sa revanche de ses échecs en Champagne, il s'était rendu au Grand Quartier Général du Kronprinz de Bavière, commandant en chef les armées du Nord, pour préparer une offensive vers la Bassée et Ypres. La fâcheuse dépêche le ramena précipitamment à Avesnes, où il établissait son poste de commandement, parce que le Grand Quartier Général, établi à Spa, lui paraissait trop loin des opérations. Avec la prudence extrême qui caractérise les chefs allemands, il avait fait creuser dans le jardin de la sous-préfecture d'Avesnes un souterrain à l'abri des bombes, et, suivant les traditions nationales, il l'avait fait garnir de beaux meubles avec pendules et pianos.

Dans ce réduit, il put se rendre compte, heure par heure, des progrès réalisés par Mangin enfonçant les lignes allemandes. Son offensive dans les Flandres devenait impossible. Les réserves destinées à cette opération devaient être toutes utilisées pour soutenir ses divisions si rudement atteintes dans la boucle de Château-Thierry. Sur son ordre, des trains et des camions transportèrent, nuit et jour, des troupes vers l'Aisne et la Vesle.



AVION ALLEMAND PHOTOGRAPHIÉ PAR UN AVION FRANÇAIS AU MOMENT OU L'OBSERVATEUR ALLEMAND TOURNE SA MITRAILLEUSE POUR TIRER SUR L'AVION FRANÇAIS.

(Photo Champagne.)

A peine arrivés, ces premiers renforts allemands furent bousculés par les troupes de Mangin qui, d'un si bel élan, progressaient vers les hauteurs au-dessus de Soissons, dépassaient Vierzy et prenaient Neuilly-Saint-Front, tandis que les troupes de Degoutte pénétraient à Licy-Clignon, à 10 kilomètres de Bezu-Saint-Germain et à 14 kilomètres de Château-Thierry.

L'étau allait se refermer. L'armée de Mitry, au sud de la Marne, gagnait du terrain vers la rivière. En même temps, entre la Marne et Reims, le général Berthelot attaquait avec une armée composée d'éléments français, britanniques, américains, italiens, et, en dépit de la résistance la plus acharnée, avançait en attaquant de flanc vers Pourcy-Marfaux.

L'ennemi ne pouvait pas rester une minute de plus sur la rive gauche de la Marne. Il n'avait, pour se ravitailler en munitions et en vivres, que l'unique route de Soissons à Château-Thierry, l'unique chemin de fer ne pouvant être exploité que jusqu'à Fère-en-Tardenois. Or, l'unique route était désormais sous notre feu. Déjà, il avait dû abandonner la Chapelle-Monthodon et Saint-Agnan.

Les passerelles qu'il jetait sur la Marne étaient détruites, une à une, par nos avions volant presque au ras de l'eau comme des hirondelles avant l'orage. Pour regagner l'autre rive, il eut recours aux nuages artificiels, favorables à la fuite sur

terre comme sur mer. Mais nos avions et nos canons redoublèrent d'activité. Telle division allemande perdit en route la moitié de ses effectifs.

Les nouveaux renforts envoyés à von Boehm lui permirent de résister un peu mieux entre la Marne et l'Aisne. Cependant nous continuions à progresser, d'une part, vers Ploisy, Parcy, Tigny, Blanzy, Rozet, Priez; d'autre part, dans la vallée de l'Ardre et vers Sainte-Euphraise.

Avant le lever du jour, von Boehm, qui venait d'apprendre l'arrivée des Américains aux plateaux d'Etrepilly, ainsi que la perte de Vaux et de la cote 204, clefs de Château-Thierry, avait fait évacuer la vieille cité. Dans la journée même, les troupes de Degoutte, opérant avec celles de Mitry, chassaient l'ennemi vers Bezu-Saint-Germain et Mont-Saint-Père.

Von Boehm, dont les renforts s'élevaient alors à plus de 200 000 hommes, organisa habilement la résistance à Villemontoire, à Hartennes-et-Taux, au Plessier-Huleu. Son artillerie lourde, qui n'avait pas pu passer sur la rive gauche de la Marne, se portait à son secours. Mais, pour lui, le ravitaillement devenait de plus en plus difficile.

Il voulait, à tout prix, garder Soissons et Oulchy-le-Château. Foch ne négligea rien pour lui arracher ces deux montants de la porte, par où les troupes allemandes pouvaient s'écouler.

Les troupes de Berthelot s'emparèrent de Sainte-Euphraise et de Bouilly. Bien que l'artillerie allemande eût réussi, çà et là, à prendre position, von Boehm avait perdu Berzy-le-Sec. Nos attaques redoublèrent vers Villemontoire, vers Cugny-les-Crouttes, vers Armentières, à 3 kilomètres d'Oulchy, vers le bois du Châtelet.

Les aviateurs franco-britanniques couronnaient dans l'air la besogne des soldats. Du 15 au 22 juillet, ils avaient abattu 273 avions allemands.

Le 24, nous enlevions Oulchy-la-Ville, Oulchy-le-Château, Cugny-les-Crouttes. Les derniers nids de mitrailleuses étaient anéantis à Oulchy. Nous tenions la grande route de Château-Thierry à Soissons. La poche allemande se trouvait méthodiquement retournée.

Le 24 au soir, de Mitry était arrivé dans la forêt de Ris; Berthelot, près de Vrigny, sur la cote 240; Degoutte, dans la forêt de Fère-en-Tardenois. Partout, en se retirant, l'ennemi laissait des monceaux de munitions et des tas de cadavres. La forêt de Ris était un macabre charnier. Près de Jaulgonne, nous recueillions d'un coup 57 canons de 150.

Quand Ludendorff n'avait plus pu se faire la moindre illusion sur le sort de cette poche qu'il avait remplie de plus de 400 000 hommes, il l'avait vidée des unités les moins solides. Il se persuadait que, avec la Garde, avec quelques troupes d'élite, avec sa bonne artillerie lourde et ses mitrailleuses à profusion, il arrêterait notre avance et reprendrait peut-être l'avantage un peu en arrière. Mais nous bouleversions sans cesse le système de ravitaillement et le système d'évacuation, qu'il avait tant de difficultés à organiser. Sans cesse, nous attaquions à revers ou de flanc ses troupes en retraite.

Le 26 juillet, l'armée de Berthelot atteignit Breuil, à 4 kilomètres de Port-à-Binson. Au même moment, l'armée de Gouraud avait pris la Main-de-Massiges en capturant 1 200 hommes et 270 mitrailleuses. Au même moment, l'armée de Mitry avait passé la Marne à Verneuil en face de Dormans, c'est-à-dire au seul endroit où l'ennemi tînt encore la rivière.

Nos troupes, dans leur avance magnifique, trouvaient encore tout chauds les gîtes des arrière-gardes allemandes, dans les villages de Passy, de Grigny, de Courmont et de Villeneuve-sur-Fère, à 5 kilomètres de Fère-en-Tardenois.

La ligne de résistance où Ludendorff établissait ses meilleures troupes, ses mitrailleuses et son artillerie lourde, allait du bois Meunière à Soissons, par Hartennes-et-Taux.

Que faisait alors Mangin ? Arrivé sur la Crise depuis le 19, il attendait que les troupes de Degoutte et celles de Mitry eussent progressé suffisamment pour dessiner un angle avec son front nord-sud.

Le 29, l'armée de Degoutte arriva aux sources de l'Ourcq, occupa Fère-en-Tardenois et dépassa la forêt de Ris, à Champvoisy, c'est-à-dire à 6 kilomètres de Dormans.

La lutte autour de Fère-en-Tardenois se prolongeait avec une extrême violence. Sous les ordres de Degoutte, nos braves Américains eurent raison de la 1re et de la 4e division de la Garde, comme de la 8e division bavaroise. Sergy fut pris et repris quatre fois. Le village de Seringes-et-Nesles, pris un soir, perdu dans la nuit, fut repris au point du jour. L'objectif était l'occupation des hauteurs qui dominent la rive gauche de l'Ourcq.

Nous réussissions, en contournant le bois Meunière, à nous poster sur une hauteur boisée, entre le nord de ce bois et Dravegny. Bientôt les autres crêtes nous appartinrent. L'ennemi, dans les chemins forestiers, nous abandonnait, en munitions, de quoi soutenir un siège de plusieurs mois.



HARTENNES. — LES RUINES DE L'ÉGLISE.
(Section photographique de l'Armée).

Nous enlevions Sergy, puis Ronchères, à 11 kilomètres de Fère-en-Tardenois. Dès lors, Mangin pouvait s'élancer sur le plateau d'Hartennes. La poursuite, commencée par nous depuis le 27 juillet, allait enfin produire tout son effet.

Le 30, la division écossaise prit d'assaut le château et le parc de Buzancy. Nos vaillants alliés nous avaient puissamment aidés à briser la charnière de Soissons que l'on apercevait à 7 kilomètres.

En même temps, au sud, Grand-Rozoy, à 4 kilomètres d'Oulchy-le-Château, tombait en notre pouvoir.

Le 1er août, à 6 heures du matin, toutes nos armées attaquaient de concert : celle de Berthelot s'enfonçait dans la vallée de l'Ardre ; celle de Mitry, vers Ville-en-Tardenois ; celle de Degoutte, dans la trouée de Coulonges, entre la forêt de Nesles et le bois Meunière. Quant à celle de Mangin, elle donnait l'assaut aux crêtes qui dominent la Crise.

Les collines qui séparaient la vallée de l'Ardre de la vallée de la Marne, ainsi que tout ce qui pouvait constituer une nouvelle ligne de résistance pour l'ennemi, devaient nous appartenir.

Notre élan ne fut arrêté par rien. Mangin enleva, au delà de Grand-Rozoy et de Beugneux, à 7 kilomètres d'Oulchy-Breny, le plateau de la cote 205. Ainsi, il atteignait la source de la Crise.

En même temps, Degoutte s'emparait de Cierges et du bois Meunière. Ainsi, il atteignait la source de l'Orillon.

En même temps, Mitry, après une sanglante journée, arrachait à l'ennemi Romigny, à 3 kilomètres de Ville-en-Tardenois.

L'ennemi dut renoncer à sa ligne d'Hartennes. Mangin descendait vers la Crise. Le 3 août, vers 19 heures, nos chasseurs à pied entraient à Soissons et bousculaient les arrière-gardes ennemies jusqu'aux ruines du faubourg Saint-Waast.

Vers 20 heures, Mangin franchissait la Crise. Degoutte occupait le bois de Dôle. Mitry s'emparait de Goussancourt, de Villers-Agron, de Ville-en-Tardenois. Nous tenions Vezilly. Nous tenions Lhery.

Berthelot jugea le moment favorable pour dégager un peu Reims : il enleva Thillois à 4 kilomètres, et Gueux à 10 kilomètres de la Cathédrale du Sacre.

Moment merveilleux. Poursuite superbe sur toute l'étendue du front. Les troupes américaines s'emparaient de Fismes. L'ennemi perdait la rive gauche de la Vesle. Et même, en certains endroits de la rive droite, vers Muizon, il était talonné par nous. Où pouvait-il essayer de résister ? Les positions qu'il organisait, avec l'Aisne dans le dos, n'étaient pas tenables.

Le Valois et le Tardenois délivrés, des centaines de canons recueillis de toutes parts, 42 000 prisonniers : n'était-ce pas la victoire incontestable ?

Les véritables hommes de guerre qui observaient alors, avec tant d'attention, cette période nouvelle de la Guerre du Droit, remarquèrent les progrès de toutes sortes accomplis par la France. En vérité, la victoire du Tardenois avait été gagnée sans que nos réserves stratégiques fussent diminuées en rien.

En deux semaines, la France avait non seulement arrêté un ennemi victorieux, mais l'avait refoulé au loin et, chose encore plus importante, lui avait ravi l'initiative des opérations.

Les autres armées alliées, par leur coopération, prenaient une large part à la victoire.

L'armée de Gouraud, en Champagne, améliorait les positions qu'elle avait sauvées le 15 juillet; puis, petit à petit, avançait sur un front de 21 kilomètres, en faisant 2 000 prisonniers.

L'armée de Debeney, au nord de Montdidier, faisait, elle aussi, 2 000 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient une cinquantaine d'officiers dont quatre commandants.

Le 6 août, le bâton de maréchal avait été remis à Foch par le président de la République, avec cet admirable et légitime éloge :

« Paris dégagé, Soissons et Château-Thierry reconquis de haute lutte, plus de 200 villages libérés, 35 000 prisonniers, 700 canons capturés, les espoirs, proclamés si fièrement par l'ennemi, écroulés; les armées alliées jetées, d'un seul élan, des bords de la Marne aux rives de l'Aisne, tels sont les résultats d'une manœuvre aussi habilement conçue par le haut commandement que vaillamment exécutée par des chefs incomparables. »

A cet éloge, une citation, signée de Clemenceau, ajoutait :

« Ce titre de maréchal consacrera encore mieux, dans l'avenir, l'autorité du grand homme de guerre appelé à conduire les armées de l'Entente à la victoire définitive. »

En même temps, Pétain, grand soldat et grand chef, reçut la médaille militaire, récompense du soldat à laquelle tout chef aspire comme à une suprême distinction.

Et Pétain, se tournant vers ses soldats, leur dit : « L'envahisseur recule. Son moral chancelle. Je vous disais naguère : *Abnégation. Patience. Vos camarades arrivent.* Je vous dis à présent : *Ténacité. Audace. Vous forcerez la victoire.* »

Nos camarades qui arrivaient, c'étaient les Américains. Chaque jour, 13 000 d'entre eux prenaient place près de ceux qui, à nos côtés, s'étaient déjà couverts de la plus pure gloire.

Ici se place une nouvelle erreur de Ludendorff, plus surprenante encore que les précédentes. Il crut fermement « que le front tout entier, à part les secteurs de



REMISE DE LA MÉDAILLE MILITAIRE AU MARÉCHAL PÉTAIN.
(Section photographique de l'Armée.)

Soissons à Reims, destinés à rester plus ou moins complètement en feu, allait jouir d'un assez long répit. » Avec une ingénuité singulière, il comptait sur un arrêt « pareil à l'arrêt qui avait suivi ses attaques du 21 mars et du 27 mai ». Personne autant que lui ne s'aveuglait sur le caractère des progrès accomplis par la France! Foch était résolu à ne pas lui accorder de répit.

On s'est demandé quelle sorte d'espoir Ludendorff pouvait conserver. Sans doute, il pensait résister encore assez longtemps pour prendre, en vue de la paix, des mesures adroites qui la rendraient moins défavorable à l'Allemagne. Cependant, de son propre aveu, l'Allemagne devait dès lors être prête à renoncer, ainsi que lui, à beaucoup d'espoirs bien chers! Bref, au fond, il regardait la partie comme perdue.

A l'instant où ces conclusions se formulaient dans son esprit, se leva, suivant son expression, « le jour sombre de l'armée allemande, le plus sombre jour de toute la guerre, exception faite du 15 septembre, qui éclaira la défection bulgare et scella les destinées de la Quadruplice ».

Ce « jour sombre », c'était le 8 août 1918, date que nous devons garder dans nos plus pieux souvenirs, à côté de la date du 15 juillet de la même année.

Les Alliés prennent l'initiative des opérations.

Les Alliés marchaient enfin, du même pas, à la victoire finale.

Depuis le 15 juillet, ils venaient de faire 128 304 prisonniers, dont 2 877 officiers. Leur butin comprenait : 2 067 canons, 1 734 minenwerfer, 13 785 mitrailleuses. Ils avaient repris à peu près tout le territoire dont l'ennemi s'était emparé en six mois d'efforts inouïs.

Le haut commandement allemand s'appliquait, avant tout, à sauver la réputation des héritiers des couronnes. Le Kronprinz de Bavière fut envoyé en permission pour un temps illimité. Le Kronprinz impérial quitta, pour les armées de l'Est, les armées du Centre, trop exposées.

Afin de hâter la victoire des Alliés, nos deux armes nouvelles, avions et chars d'assaut, s'étaient perfectionnées à l'envi.

Depuis le 1er janvier 1918, l'aviation française avait abattu 1 501 avions ennemis et n'en avait perdu que 352 des siens.

Quant à nos chars d'assaut, ils devenaient des machines de guerre d'une incontestable efficacité. Écrasant les défenses de l'ennemi, ils permettaient de le surprendre et remplaçaient une longue préparation d'artillerie. On avait eu raison de dire, au passage du premier tank : « Voilà ce qui tuera le faux dogme de l'inviolabilité des fronts ! »

En 1918, les chars d'assaut français étaient, les uns, du type demi-lourd ; les autres, du type léger.

Le *demi-lourd*, fabriqué par la puissante usine de Saint-Chamond, pesait 23 tonnes et portait, outre ses mitrailleuses, un canon de 75.

Le *léger*, fabriqué par la maison Renault, pesait 7 tonnes et portait, outre ses mitrailleuses, un canon de 37.

Une escadre de 70 *Saint-Chamond* permit à l'armée de Mangin d'avancer, en dépit des prodigieuses fortifications allemandes.

Vinrent ensuite les petits Renault. Leur souplesse et leur allure enchantaient nos hommes. Ils racontaient à ce propos mainte anecdote caractéristique :

— « Clemenceau assistait au premier essai. Renault avait dit : « Nous franchirons la berge de la Seine. — Est-ce possible ? s'était écrié Clemenceau. — Vous verrez ! » Le petit tank s'élança, gravit quelques mètres et retomba. « Recommençons ». A la seconde, à la troisième tentative, même insuccès : « On sera plus heureux un autre jour », murmura Clemenceau avec bonté. Et il se retirait. « Encore une minute, je vous prie ! » s'écria Renault. Il entra lui-même dans le tank, en prit la direction, lui releva la queue et, en quelques secondes, fut en haut de la berge, comme dans un fauteuil. »

Pour l'emploi comme pour la construction des tanks, les Alliés avaient mis à profit toutes les expériences des derniers mois.

Quelques-unes de ces expériences avaient été cruelles. A l'offensive du 16 avril 1917, les équipages de nos tanks se composaient presque exclusivement, soit de jeunes officiers de cavalerie ou d'artillerie, tous très braves, mais qui ne connaissaient pas suffisamment le combat d'infanterie ; soit de jeunes officiers d'infanterie, blessés au début de la guerre, tous très braves, mais qui ne connais-



Les Petits Tanks à la Seconde Bataille de la Marne

(Juillet 1918), par Ch. Baude

saient pas suffisamment la guerre actuelle. D'ailleurs, beaucoup de généraux, n'ayant pas étudié l'arme nouvelle, se refusaient à la considérer comme sérieuse.

Pourtant quelques-uns de nos tanks avaient déjà fait de bonne besogne, broyant des nids de mitrailleuses et jetant la panique. L'équipage d'un d'entre eux n'avait-il pas capturé 60 Poméraniens?

Mais, dans l'ensemble, quelles pertes pour nous! En 1917, sur les 132 mis en ligne, 57 étaient détruits, 67 enlisés ou en panne, abandonnés. Leurs blindages avaient bien résisté aux balles des mitrailleuses et aux éclats des obus de 77. Mais, trop gros et trop lents, ils formaient une cible trop commode. Ajoutons que les bidons d'essence, dont on les encombrait à l'extérieur comme à l'intérieur, les condamnaient à flamber à la moindre atteinte. Presque partout la liaison, entre



TANKS ANGLAIS AU REPOS DANS UN VILLAGE PRÈS DU FRONT.
(Photo Meurisse.)

eux et les autres armes, fonctionnait mal : l'infanterie les accompagnait sans méthode, sinon sans plan.

A partir de juillet 1918, pour les tanks, tout fut perfectionné, réglé, concerté. De toute évidence, cette arme nouvelle était une arme sûre.

Pourtant Ludendorff s'obstinait à le nier. Il répétait : « Les tanks resteront toujours fragiles et vulnérables ». Afin d'empêcher leur action immédiate, il se contenta de disposer, sur leur route, des barricades armées de tiges de fer, particulièrement de rails, des fosses ingénieusement dissimulées, des chapelets de mines automatiques, et de faire fabriquer des canons spéciaux, des fusils en forme de canardière, des balles durcies pour mitrailleuses.

Impatienté par les résultats détestables qu'il avait obtenus avec les chars d'assaut pris aux Britanniques, il se proclamait résolu « à ne sacrifier à cette arme la construction d'aucune autre ».

Aussi, l'apparition, sur le champ de bataille, d'un troupeau immense de chars légers le frappa d'une poignante surprise.

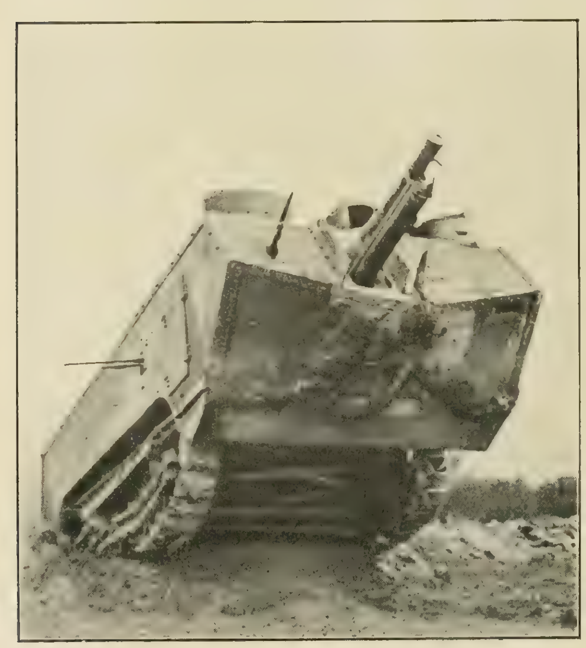
Un de ses officiers, pris le 25 juillet, nous disait :

— Le plu gros de vos tanks aurait passé sur son corps, que son âme n'aurait pas été plus déprimée.

Après la victoire du Tardenois, les victoires du Santerre, de l'Ailette et de l'Ancre.

Par la victoire du Tardenois, nous avions recouvré la libre disposition de la grande voie ferrée de Paris à Bar-le-Duc. Il nous fallait recouvrer la libre disposition de la grande voie ferrée de Paris à Amiens.

En trois semaines, l'ennemi, dans son offensive manquée, venait d'engager près de 900 000 hommes. Il ne cherchait plus qu'à se mettre à l'abri derrière la Vesle, l'Oise, la Somme et la Lys, jusqu'à l'arrivée des 450000 hommes de la classe 1920. Pour secourir l'armée du Kronprinz impérial, le Kronprinz de Bavière, qui commandait les armées du Nord, avait dû lui envoyer près de 200 000 hommes.



TANK EN ACTION. (Photo Meurisse.)

Autour de la poche de Montdidier, les forces en présence se disposaient ainsi :

A l'ouest de l'Avre, notre 1re armée (Debeney) était installée dans des positions solides. En face d'elle, l'armée allemande commandée par von Hutier avait à dos la rivière aux rives marécageuses. Mais, en s'accrochant au plateau de Rouvrel et de Grivesnes, elle conservait cet avantage si précieux de tenir, sous son canon, la voie ferrée de Paris à Calais, c'est-à-dire la grande artère franco-britannique.

Depuis trois mois, Debeney n'avait guère laissé de repos à son adversaire. Il lui avait enlevé, comme on sait, le bois de Sénécat, le parc de Grivesnes, le bois Billot, les villages de Mailly-Raineval, de Sauvillers, d'Aubvillers : opération du 23 juillet où nos chars d'assaut rendirent tant de services. Sous ces assauts répétés, von Hutier, se repliait derrière l'Avre.

L'autre armée allemande, commandée par von der Marwitz, en liaison avec von Hutier sur la Luce, dans une région aux nombreuses tourbières, avait été de même harcelée par l'armée britannique du général Rawlinson. Von Marwitz se

replia vers la rive orientale de l'Ancre et se posta sur les hauteurs qui la dominent.

Le 8 août, Foch qui avait résolu de ne laisser aucun répit à l'ennemi, recommença l'offensive entre la Somme et la Scarpe.

Une fois de plus, on put constater les avantages du commandement unique. Sur l'ordre de Foch, le maréchal Douglas Haig lança l'armée britannique, commandée par le général Rawlinson. En même temps, l'armée française, commandée par le général Debeney, attaqua sur un front qui s'étendait, depuis Braches sur l'Avre, à 12 kilomètres au nord de Montdidier, jusqu'à Morlancourt, à 3 kilomètres de Ville-sur-Ancre, au nord de la Somme.

Tout était préparé à l'insu de l'ennemi : les troupes de choc, françaises, canadiennes, australiennes, anglaises, avaient été réunies, dans la nuit du 7 au 8, sans qu'aucun avion allemand les eût aperçues.



FAVEROLLES (SOMME).
(Section photographique de l'Armée.)

Les Britanniques devaient attaquer à 4 h. 30, les Français à 5 h. 15.

Cette attaque fut, pour l'ennemi, la plus accablante des surprises. Bousculé au centre, d'un seul coup, il abandonna une douzaine de kilomètres.

La préparation d'artillerie n'avait duré que trois minutes. Sous la protection d'un barrage roulant par canons de campagne et mortiers de tranchées, nos vagues d'assaut avaient avancé, accompagnées de tanks légers. Puis étaient venus les gros chars d'assaut, suivis de tenders chargés du ravitaillement; puis la cavalerie; puis, d'autres tanks légers, dont la mission consistait à occuper promptement les points d'appui, pour en ouvrir l'accès à l'infanterie; puis, la grosse artillerie, destinée à assurer et à élargir la victoire.

Dans l'armée de Hutier comme dans l'armée Marwitz, il y eut plus d'un mouvement de panique. Çà et là, des centaines d'Allemands jetèrent bas les armes. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux s'absorbaient à la moisson, parmi les blés opulents du Santerre.

Nos fantassins franchissaient l'Avre au pas gymnastique, sur de frêles passerelles. Quant à nos tanks légers, après avoir passé les ponts, ils gagnaient le plateau, acclamés par nos fantassins dont les vagues leur faisaient escorte en débordant Moreuil.

Sur les ailes, l'ennemi opposa une résistance beaucoup plus forte. Cependant, d'un bout à l'autre du front attaqué, les objectifs indiqués furent atteints. A vingt heures, l'ennemi avait perdu Cerisy, Morcourt, Harbonnières, Caix, Mézières, Plessier, les abords de Vauvillers.

Notre victoire du Santerre se dessinait magnifiquement, aussi bien par les faits d'armes que par le terrain conquis. Une brigade de Rawlinson capturait un état-

major de division et un train de 400 permissionnaires; une division de Debeney capturait 2 000 hommes et 70 canons, sans avoir plus de 87 tués. Pour la première fois, depuis la bataille de la Marne en 1914, nos auto-mitrailleuses, à toute vitesse, faisaient, elles aussi, leur moisson.

Le lendemain, l'avance devint encore plus caractéristique. L'armée britannique poussa jusqu'à Morlancourt que l'ennemi défendait désespérément, et l'armée française poussa jusqu'au sud de Montdidier.

Le soir du 9 août, le maréchal Douglas Haig pouvait dresser ainsi le bilan de la victoire franco-britannique : « L'armée Debeney a pris Hangest et Arvillers; l'armée Rawlinson a pris Rainecourt, Rosières, Beaufort. Au total, comme butin, 291 canons, dont un à longue portée, et 24 000 prisonniers. »



TIR CONTRE AVION. — UN 75 EN ACTION.
(Photo Meurisse.)

Le surlendemain, l'avance se développa vers le sud-est.

Ludendorff, à ses armées violemment attaquées vers Chaulnes et Roye, avait envoyé 70 000 hommes de renfort. Cependant, les Britanniques parvinrent à s'emparer de Morlancourt. En même temps, dans une avance moins pénible, au sud de la Somme, ils s'établissaient sur une ligne allant de Proyart à Parvillers par Lihons, Chilly, Fouquescourt. De leur côté, les Français entraient à Guerbigny, à Erches, et s'établissaient sur une ligne allant d'Andechy à Etelfay.

Bientôt, la lutte se concentra autour des ruines de Montdidier où l'ennemi s'était incrusté.

Nous avions réussi à passer l'Avre, au nord de la malheureuse ville, malgré un feu d'enfer, sur un pont démoli, vingt-trois fois de suite, par les obus, et en nous engageant au milieu des plus sombres tourbières.

Au nord-est de Montdidier, l'aile droite de l'armée Debeney s'était avancée vers Faverolles, tandis que son aile gauche pénétrait vers Etelfay. Montdidier allait être cerné.

Dans cette même journée du 10 août, sur l'ordre de Foch, une autre armée française, l'armée de Humbert, avait attaqué tout à coup, à 4 heures du matin, à la

droite de l'armée Debeney, des deux côtés de la route de Saint-Just à Roye, sur un front de 20 kilomètres.

Humbert, posté entre Courcelles et Chevincourt, lançait ses vagues d'assaut, ses tanks, ses canons de campagne, ses camions chargés de ravitaillement. La préparation d'artillerie avait été remplacée par des tirs de barrage. L'ennemi, affolé, demandait en vain par des fusées l'appui d'une artillerie.

A 8 heures, l'armée de Humbert occupa Ressons-sur-Matz; à midi, elle occupa Mortemer, Orvillers, Lataule, Cuvilly, Marquéglise, Margny-sur-Matz. Elle marchait vers le massif de Boulogne-la-Grasse.

A la même heure, l'armée Debeney entourait les ruines de Montdidier et finissait par s'en emparer.

A aucun moment, nos avions ne donnaient la moindre trêve aux avions ennemis.



PLACEMENT DES BOMBES SUR LES AVIONS DE BOMBARDEMENT PENDANT L'OFFENSIVE DE 1918.

(Photo Meurisse.)

En un jour et une nuit, ils avaient abattu 72 avions allemands. Une escadrille de 120 de nos appareils faisait pleuvoir sur le massif de Lassigny une grêle de projectiles.

Trois journées de gloire! L'ennemi perdait un terrain qui lui avait paru le symbole d'un succès définitif et laissait entre nos mains 32 000 prisonniers, dont 8 commandants de régiment, 650 canons, 5 000 mitrailleuses, trois trains de ravitaillement, d'immenses dépôts du génie, un énorme matériel de guerre et des monceaux de cadavres. Sa retraite tenait de la débâcle.

Foch résuma très modestement la situation dans cette dépêche au roi des Belges : « L'ennemi semble ébranlé ».

Le 14 août, l'armée Humbert entra à Ribécourt. En combattant sans trêve, elle gagnait du terrain dans les hauteurs forestières entre le Matz et l'Oise. C'était

pour elle un premier pas vers Lassigny et Noyon. Succès d'autant plus précieux que les Britanniques en obtenaient un tout pareil dans la région d'Albert!

D'autre part, Français et Britanniques refoulaient toutes les contre-attaques dirigées, contre eux, par les nouveaux renforts que Ludendorff envoyait à Hutier et à Marwitz.

L'ennemi était revenu à ses anciennes fortifications de Roye et de Lassigny. En hâte, il travaillait à les rendre imprenables.

Suivant la méthode formulée par Ludendorff, il organisait deux lignes de résistance, répartissait en profondeur les troupes et le matériel, disposait devant la première ligne trois réseaux de fils de fer barbelés, ayant chacun une largeur de dix mètres, et remplissait de mitrailleuses les nids creusés au revers de toutes les pentes.

Humbert, pour conquérir le précieux centre de routes qu'est Roye, avait besoin de tenir d'abord le massif de Lassigny, position de souveraine importance que les gens du Santerre appellent leur montagne. Il entreprit donc à la fois de tourner et de gravir cet obstacle.

Le 18 août, Foch développa l'offensive aux deux ailes.

Ce fut l'armée de Mangin, la triomphatrice du 18 juillet, qui commença l'attaque à l'aile sud.

Mangin avait dit : « Le temps est venu de secouer tout à fait la boue des tranchées ». Il ajoutait : « Cette région entre Aisne et Oise sera toujours le pivot de la manœuvre. Que l'ennemi, pour se rétablir, utilise successivement les lignes de l'Aisne, du Chemin des Dames, de l'Ailette et de la Serre, la charnière de son mouvement sera toujours sur l'axe Soissons-Laon. Rompons cette charnière. Nous déterminerons ainsi, sur les deux branches adjacentes, des reculs d'une importance croissante. En avant! »

En trente-six heures, notre artillerie avait été avancée, de manière à pouvoir appuyer, le plus loin possible la marche de l'infanterie sans avoir à changer de position. Sans doute le général Fayolle n'avait pas voulu qu'on s'installât dans le fond des vallées, terrain marécageux, où tranchées et boyaux eussent été « intenables pendant l'hiver». A quoi Mangin répondit que l'heure de ces préoccupations était évidemment passée.

Devant lui, Mangin avait alors l'armée de von Eben, disposée en profondeur sur les plateaux entre l'Oise et l'Aisne. Après un puissant barrage d'artillerie, il donna l'assaut sur un front de 25 kilomètres, broya tous les noyaux de résistance, gagna deux kilomètres le premier jour, quatre kilomètres le second, et captura 10 000 hommes avec un ample butin de guerre.

Il balayait à fond le territoire compris entre l'Oise, l'Ailette et Soissons; occupait la rive sud de l'Oise; passait l'Ailette près de Coucy.

Sa splendide attaque, par ses phases successives, avait refoulé l'ennemi vers Ourscamp, enlevé le mont de Choisy qui commande la route de Noyon, enlevé Cuts, enlevé Blérancourt, enlevé les bois de Carlepont, enlevé le bois d'Ourscamp, et, sur l'autre rive de l'Oise, menaçait le massif de Lassigny.

Au même moment, l'armée de Humbert, en bordant la Divette, s'emparait enfin du massif de Lassigny, franchissait la Divette, s'avançait vers le canal du Nord et, d'un élan, le 29 août, pénétrait dans Noyon.

Succès sur tout le front. Le 26, l'armée Debeney avait fait 1 200 prisonniers, puis, de concert avec les Britanniques, délivrait Roye et Chaulnes.

Vers le nord, sur l'ordre de Foch, Douglas Haig avait engagé une action non moins importante L'armée du général Byng attaquait, le 21 août, à six heures du

matin, sur un front de 15 kilomètres, de l'Ancre à Moyenneville, près de la voie ferrée d'Arras à Amiens. A la faveur d'un épais brouillard, elle bouscula partout l'ennemi. Le 23, elle balayait le terrain compris entre la Somme et le sud-est d'Arras.

Aux efforts de Bing, Rawlinson joignit les siens. Les Britanniques, soutenus par leurs tanks, passèrent l'Ancre à gué. Les ruines d'Albert étaient délivrées.

Le 23, les Britanniques étendaient leur front d'attaque sur un espace de 50 kilomètres. L'armée de Byng, de concert avec l'armée de Rawlinson, brisa la résistance allemande dans l'illustre éperon de Thiepval et dans le secteur de Bapaume. Le village d'Avesnes-lès-Bapaume était atteint par la division néo-zélandaise.

Le 26 août, ces deux armées britanniques furent renforcées par une troisième, celle de Horne, qui opérait sur les deux rives de la Scarpe, depuis Croisilles jusqu'aux abords de Gavrelle. L'ennemi, malgré ses sacrifices, dut abandonner Bapaume, le 29 août.

Sa retraite ne s'interrompait plus. Aux mains du vainqueur, il laissait, depuis le 21 août, 26000 prisonniers.

Nos alliés passèrent la Somme en amont et en aval de Péronne. L'ennemi abandonnait Combles. Le 30 août, il abandonna Mont-Saint-Quentin ; le 1er septembre, Péronne.

Il avait de même abandonné le mont Kemmel, en vidant la poche creusée entre La Bassée et Ypres. Les soldats du général Plumer s'établirent sur la hauteur où les nôtres s'étaient si héroïquement défendus.

Le plan de Foch avait été exécuté avec une exactitude absolue. Premièrement, notre centre avait foncé sur l'extrémité de la poche allemande ; secondement, notre droite avait attaqué de flanc l'ennemi qui chancelait; troisièmement, notre gauche l'avait abattu ; quatrièmement, de notre extrême gauche était parti un coup imprévu par sa violence comme par sa direction, et qui l'avait achevé.

Toutes ces batailles du Santerre, de l'Ailette et de l'Ancre se trouvent récapitulées d'une façon saisissante dans les rapports du haut commandement allemand et surtout dans les « Souvenirs » de Ludendorff.

En réalité, Ludendorff considérait comme suffisamment fort ce front où il voulait désormais garder la défensive. Dans la nuit du 3 au 4, il avait fait évacuer les têtes de pont de l'Ancre et de l'Avre, qui ne lui servaient plus à rien, depuis qu'il avait renoncé à attaquer de ce côté, et il avait inspecté avec soin les organisations défensives depuis Albert jusqu'à Moreuil. Deux divisions lui ayant paru fatiguées, il les avait remplacées par des divisions fraîches. Tout lui semblait en parfait état : zones d'action favorables à la résistance ; bonne articulation de l'artillerie et de l'infanterie en profondeur ; artillerie puissante et abondamment approvisionnée.

Cependant, le 8 août, de l'Ancre à Montdidier, tout fut bouleversé. Sept divisions excellentes détruites. Les autres réduites à l'impuissance. Le 10 août, les Français étendirent leur offensive sur l'Oise. Il lui fallait reculer jusqu'aux anciennes lignes de 1916 : est d'Albert, ouest de Chaulnes, ouest et sud de Roye, Lassigny, Noyon.

Ses divisions fondaient. Plus de renforts. Nécessité absolue de raccourcir le front, en s'établissant sur la corde du grand arc de La Bassée, Merville, Bailleul.

Les Autrichiens, à qui Ludendorff demandait quelques divisions, répondirent, après avoir lu le communiqué du 8 août : « Nous sommes menacés du côté de l'Italie. D'ailleurs, nous ne pourrons même pas tenir jusqu'à l'hiver. » Quant aux Bulgares, ils avaient remplacé leur ministère dévoué à l'Allemagne par un ministère où les partisans de l'Entente formaient la majorité.

Faits plus significatifs encore! Certaines unités allemandes venaient de se rendre à une poignée de cavaliers ou à un équipage de tanks. En plusieurs endroits, des soldats qui revenaient de la bataille avaient crié aux soldats qui montaient en ligne : « Briseurs de grève, vous voulez donc prolonger la guerre ! »

Après avoir tout pesé, Ludendorff offrit sa démission. Mais le gouvernement, à la suite de longues conférences tenues le 13 et le 14 août, le décida à rester à son poste, en lui promettant « de recourir sans retard à des moyens diplomatiques ». Il n'aspirait plus qu'à la forme la mieux appropriée à une telle manœuvre. Le mieux, selon lui, était de choisir le moment où un succès partiel des armes allemandes rendrait plus certaine l'acceptation des pourparlers.

A travers la France en armes.

Le sentiment de la supériorité militaire à la fois morale et matérielle, la confiance dans la haute valeur du commandement unique, l'admiration pour



EMBARQUEMENT DES SOLDATS FRANÇAIS POUR UN CHANGEMENT DE SECTEUR.
(Photo Meurisse.)

l'héroïsme des soldats qui, depuis tant de mois, tant d'années, aux prix de tant de souffrances, soutenaient cette guerre sans pareille, élevaient les nations alliées au-dessus d'elles-mêmes. La France connut alors les jours les plus glorieux de son histoire.

On a le cœur d'autant plus vaillant, l'esprit d'autant plus tranquille, qu'on est plus près du danger. Tout ce qui se trouve à portée du canon offre le plus réconfortant des spectacles.

De la mer du Nord à Paris, de Paris aux Vosges, nous rencontrons de continuels et prodigieux préparatifs de guerre. Partout des usines au travail. Partout des convois en mouvement. Partout des canons en marche. Partout des soldats en manœuvres. Nos jolis villages si chers à La Fontaine et qui, avec leurs blanches



HOMMES D'ÉTAT ET GÉNÉRAUX ALLEMANDS AYANT PRIS PART A LA GUERRE

v. Mackensen. v. Moltke. Kronprinz Guillaume de Prusse. v. François. v. Ludendorff. v. Emmich. v. Falkenhayn. v. Beseler. v. Bethmann-Hollweg. v. Heeringen.

v. Bülow. Kronprinz Rupprecht de Bavière. Herzog Albert de Würtemberg. v. Kluck. Emp. Guillaume II. v. Elcolm. v. Haeseler. v. Hindenburg. v. Tirpitz.

(d'après une photographie allemande)

maisons basses, leurs grands toits gris, leur moulin et leurs bois, semblent une illustration de ses fables, sinon de ses contes, sont aujourd'hui tout bleus de soldats.

Superbes et charmants, ces soldats de la grande guerre. Leurs vêtements azurés sont de bon effet, et leur visage de bonne santé. Le premier régiment venu semble composé d'hommes d'élite. Saluons les regards droits qui illuminent des faces hâlées, larges et barbues.

Les chevaux, que l'on ne tond pas, ajoutent au tableau une note un peu farouche. Ces poilus à quatre pattes ont vaillante mine comme leurs maîtres.

Dans la zone des armées, nous ne rencontrons que de braves gens, ennoblis par la grandeur de leur tâche. Voici, par exemple, des mécaniciens et des chauffeurs des chemins de fer. Faut-il ramener en arrière les affûts montés sur des vagons plats? Deux machines iront les chercher. « — Quand ? — La nuit venue — Ce serait peut-être un peu tard ». Deux machines partent donc en plein jour. Les deux cheminées lancent des flocons noirs. L'ennemi les aperçoit. L'ennemi entend chacun des échappements. Les deux machines sont tout de suite « encadrées ». Mais le mécanicien et le chauffeur ont autre chose à faire qu'à regarder les marmites pleuvoir. L'un ne quitte pas son régulateur. L'autre veille à son feu. L'un et l'autre n'ont d'âme que pour leur tâche. Le lendemain, même opération dans la nuit. Autour des machines, dont les cheminées se signalent au loin par des étincelles, tombent des fusées, puis des obus. Bientôt, à la mitraille s'ajoutent des gaz asphyxiants. A cela non plus, nos braves cheminots ne prêtent pas la moindre attention. Un travail absorbant, c'est le vrai bouclier.

Un peu plus loin, des soldats montrent leur habileté d'ouvriers. Dans un immense parc d'automobiles, ils remettent en excellent état les véhicules blessés ou malades. C'est un dépôt d'éclopés à quatre roues : autobus pour le transport des viandes fraîches, limousines de tourisme, énormes camions pour le transport des projectiles, fines voitures de course, voitures d'ambulance, tracteurs de gros obusiers! Pour amener ici les voitures les plus lourdes, on glisse sous elles un léger truc. Tout de suite, le chef du parc a diagnostiqué le mal et formulé le traitement. Parfois, ce n'est qu'une simple réparation de détail. Parfois, une transformation totale est indispensable. Regardez plutôt ce malheureux camion qui a roulé dans un fossé où sa carrosserie a été broyée. Voilà tout de suite nos chirurgiens en besogne. D'abord, dans leurs ateliers bien outillés, ils polissent les pièces nécessaires, métal ou bois. Puis, sous de vastes hangars, ils rajustent le tout d'une main savante. Le miracle s'accomplit. Debout les morts, et en route pour la bataille !

Près du parc d'automobiles, un paysan qui travaille dans son champ nous dit : « Les soldats allemands reculent. C'est fort bien. Mais les agents de l'Allemagne sont toujours plus nombreux chez nous. Ce sont eux qui sèment les mauvaises nouvelles et font les mauvais coups. Vous avez vu, à la gare voisine, d'immenses hangars entièrement détruits. Il y avait là un dépôt de munitions. Un avion allemand y a jeté une bombe, une seule. Tout a sauté. Quelques secondes auparavant, une fusée venant de terre avait désigné, à l'avion allemand volant très bas, la bonne place à atteindre. A côté du dépôt de munitions se trouvait un dépôt de ravitaillement. Il a brûlé tout entier, quelques jours après. Le feu avait pris aux quatre coins. Qui l'avait allumé? On a accusé les prisonniers allemands. Plusieurs d'entre eux s'évadèrent. Ils étaient aidés par des complices.

Sur la route qui traverse des champs de plus en plus déserts, des cantonniers militaires remplissent de cailloux les trous d'obus. Ces ouvriers, qui ne semblent ni très prompts ni très experts, font cependant besogne très utile. Sans arrêt, les

énormes automobiles des Alliés passent sur cette route. Est-ce à dire que les automobilistes ne se plaignent pas? Un automobiliste grogne, mais passe.

Voici Corbie la très ancienne ville, illustrée par l'abbaye que fonda au VIIe siècle sainte Bathilde, femme de Clovis II, a été mainte fois envahie, aux époques les plus glorieuses de notre histoire. Pendant que Corneille composait *le Cid*, à Rouen, l'ennemi poussa jusqu'à Corbie. Sans doute, la magnifique ferveur guerrière dont est animé le récit du Cid a sa cause dans l'émotion patriotique du poète. Pour les combats livrés aujourd'hui non loin de Corbie, certains vers de Corneille semblent d'une justesse prophétique :

Oh! combien d'actions, combien d'exploits célèbres
Sont demeurés sans gloire, au milieu des ténèbres
Où chacun, seul témoin des grands coups qu'il donnait
Ne pouvait discerner où le sort inclinait...
— Sortir d'une bataille, et combattre à l'instant!
— Mon fils a pris haleine en vous la racontant

En ce moment, la plaine de Corbie est couverte de belles récoltes. Or, les villages voisins sont encore déserts. Nos soldats feront la moisson.

Voici ce qui fut Montdidier. Ville détruite. D'habitude, cette expression . « ville détruite », ne correspond pas exactement à la réalité. D'une ville détruite, beaucoup de choses restent encore debout ou peuvent être assez rapidement restaurées. Qui dit : ville détruite, ne dit pas : ville anéantie. Pour Montdidier, le mot anéanti serait encore trop faible. Cette ville que nous avons vue, en avril dernier. si vivante et si proprette, n'est plus qu'un monceau de décombres informes que la terre a déjà presque entièrement absorbés. C'est le chef-d'œuvre de la barbarie allemande. L'ennemi, en quelques jours, a fait ce que le temps, qu'on accuse si injustement d'être plus barbare que les hommes, n'aurait pas pu faire en quatre siècles.

Par sa situation sur l'éperon qui termine le plateau de Santerre et qui domine le Beauvaisis, la malheureuse petite ville attirait l'ennemi. Pour s'y mettre en sûreté, il l'a transformée en forteresse souterraine, creusant des caves dans les caves. Puis, en partant, il a tout bouleversé. Montdidier est doublement une nécropole.

La ville abonde en souvenirs. C'est ici qu'a été enfermé Didier, roi des Lombards. Le nom de Montdidier est donc un écho de Charlemagne. Souvenir moins lointain et moins vague : c'est ici qu'est né le propagateur de la pomme de terre, Parmentier. A ces souvenirs divers s'ajoute présentement une image si formidable que jamais rien ne pourra l'effacer ni même la recouvrir.

Voici devant nous Roye, qui avait été délivrée et que l'ennemi a reprise. Je me rappelle une conférence que j'y ai faite, pendant l'été de 1917, dans la vaste cour des écoles. Les officiers et les soldats avaient pris place sur les bancs des élèves. Le maire, M. Maindron, qui était resté sous le joug allemand avec ses administrés, ne pouvait pas maîtriser son émotion. Son visage fruste et sa barbe rude étaient trempés de larmes. On sentait que les nerfs de cet homme si vaillant avaient été rompus par d'indignes épreuves. Et voici que, de nouveau, Roye est sous le joug. Mais ce n'est plus pour longtemps.

De cette pauvre ville deux fois martyre, on disait avant la guerre : « C'est un manche d'éventail ». Ainsi l'on donnait l'idée des nombreuses routes qui en partent

dans tous les sens, comme des rayons. Aujourd'hui, le manche de l'éventail est brisé. Mais les rayons sont tous réparables. Voici la voie ferrée de Montdidier à Péronne et à Cambrai par Chaulnes. Voici la route de Péronne. Voici la route de Bray-sur-Somme et de Rosières-en-Santerre. Voilà la route de Montdidier et la route d'Amiens. Voilà la route d'Estrées-Saint-Denis. Voilà la route de Lassigny. Voilà la route de Noyon. Voilà la route de Nesle. Par toutes ces routes passera notre victoire.

Dans la plaine qui, de Beuvraignes à Lassigny, s'étend vers Roye, se dessine une seule éminence. Cette modeste cote 102 porte le nom, plus modeste encore, de Crapeaumont. Lassigny rappelle les durs combats si souvent inutiles de 1914. C'est un des noms toujours saignants de nos communiqués. Aux alentours de Lassigny se creusent des carrières, farouches casemates, pièges terribles.

Notre but était de dégager Compiègne et Amiens. Voilà qui est fait. Le général Debeney a refoulé l'ennemi par une série de mouvements, très souples et très habiles, qu'il faisait converger vers son but, en enveloppant, portion par portion, les positions qui, abordées de front, nous auraient coûté trop de sang.



DRAGONS MONTANT EN LIGNE.
(Section photographique de l'Armée.)

Les armées allemandes de von Hutier et de von Marwitz ont dû abandonner la place. Allaient-elles regagner un front éloigné pour y attendre des réserves, ou bien appelleraient-elles ces réserves sur un front rapproché ? Elles ont appelé tout de suite leurs réserves. Le sang des soldats ne coûte guère aux généraux de Guillaume II. De là résulta, dans notre avance, un arrêt relatif. Et quel était le front rapproché auquel l'ennemi se cramponnait? C'était le front de 1916. Mainte fois, en faisant le trajet de Montdidier à Roye, nous nous sommes arrêté sur ce front. Les pluies avaient effondré plus d'un abri. Les mauvaises herbes séchaient sur les pare-éclats. Mais les fils de fer restaient intacts. Ils se reconnaissaient à leur rouille couleur de sang, parmi les chardons moins barbelés qu'eux. Sans doute, l'ennemi ne tardera pas à regagner le front éloigné, c'est-à-dire la ligne Hindenburg, qu'il a fortifiée en 1917 et devant laquelle il a tout abattu avec une cruauté méthodique. Mais cette fameuse ligne, qui passe par l'est d'Arras, Havrincourt, Saint-Quentin. Anizy-le-Château, le Chemin des Dames, ne sera elle-même qu'une étape. Lloyd George disait naguère, avec un bon sens superbe : « La véritable ligne Hindenburg, c'est le Rhin ».

Jamais la magnifique sobriété de dessin qui caractérise les plaines de Champagne ne nous a plus profondément ému. Des champs à perte de vue, quelques bouquets

d'arbres, des croix, le ciel, tout le ciel, avec toutes ses beautés, sur une moisson d'âmes et d'épis. Plaines si vastes que là-bas, cet homme qui laboure avec un cheval semble, lui et l'attelage, une microscopique silhouette.

Près de Barcy, le long du chemin qui mène au bois de Vareddes, s'étend un des plus vastes cimetières du monde. Nécropole débordante de jeunesse, d'héroïsme et de gloire. « J'ordonne de nouveau l'offensive », avait dit Foch, commandant de la 9e armée, le 8 septembre 1914, à six heures du matin. A deux heures de l'après-midi, l'ennemi s'enfuyait. Domaine sacré des morts qui restent les véritables maîtres de cette belle région, puisque leur sang l'a rachetée. Une cocarde, c'est un Français. Une croix de bois noir, c'est un ennemi. L'ennemi, en tant que mort, a droit au respect. Mais comment oublier que cet ennemi, jusqu'à son dernier soupir, a été un assassin de femmes et d'enfants! Sur les tombes françaises, des drapeaux.



TOMBES FRANÇAISES EN PLEIN CHAMP.
(Section photographique de l'Armée.)

Quelques-uns de ces drapeaux ont la nouveauté des fleurs fraîches. D'autres pâlissent. D'autres sont des spectres de drapeau. Ils ressusciteront en toute splendeur, le jour de la victoire définitive. Près des tombes, voici des bouteilles où les parents des naufragés indiquent un nom, sur un papier, et demandent aux visiteurs s'ils savent quelque chose du cher disparu. Des tombes en pleins champs; des tombes à la lisière des bois, le long des haies; des tombes le long des chemins, près des jardins, contre les premières maisons des villages. Des tombes parmi les betteraves. Des tombes parmi les pommes de terre. Un écriteau porte ces mots : « Honorez les tombes, respectez les cultures ». Avis très simple, très digne, plein d'une justesse saisissante.

De très vieille France, la région qui s'étend de Reims vers Rethel, vers Vouziers vers Châlons, semble disposée pour les plus grandes batailles. Depuis Attila jusqu'à Guillaume II, elle n'a pas manqué à cette destination.

La pauvre Champagne nue et fine, un peu maigre, celle même qu'on appelle «la pouilleuse», est un pays aux vastes horizons. Elle s'orne, çà et là, de sapinières dont les pointes aiguës se dessinent en correctes légions. Terre si légère que le paysan enrichit et bonifie à l'aide d'engrais choisis, et où le moindre obus creuse un enton-

noir de craie! Les habitations sont établies le long des rivières, surtout à la source, c'est-à-dire, dans le langage du pays, à la *somme*. De là, les Somme-Vesle, Somme-Suippes, Somme Bionne, etc., qui se succèdent sur la route et reviennent si fréquemment dans les communiqués. A Somme-Suippes, la source jaillit à l'ombre de l'église; dans d'autres villages, sous le chœur même. La flamme du sanctuaire semble un hommage à l'eau, à l'eau pure qui abreuve l'homme et nourrit la terre nourricière. Après Somme-Bionne, Valmy, plateau nu sur lequel nous aurons un second monument à élever. Pays laborieux et probe! Pays respectueux des lois, même des lois fiscales! Un percepteur évacué nous dit : « Sur 200 000 francs, il y en avait à peine 83 d'irrécouvrables. Les contribuables sont aussi pour nous des amis ».

Vaste dans la vaste plaine, Reims, la ville du sacre, se signale au loin par sa haute cathédrale. Les deux tours, puissantes et gracieuses, semblaient le tout de la cité : de même, au loin, sur l'océan, la mâture semble le tout du navire. La cathédrale est l'irrésistible but de tous les regards. Il appartenait à la barbarie allemande de faire de ce but une cible. Cette cathédrale martyre était par essence un monument de fête. Elle fut conçue et exécutée dans la joie. En elle tout foisonne et resplendit de beauté. Des statues sans nombre la décoraient ou plutôt constituaient sa matière même. Polypier de sculptures, agrégat de chefs-d'œuvre, alleluia cristallisé. Lumineuse dès l'entrée, elle s'annonçait comme une œuvre d'irradiation, comme un temple de triomphe. On avait voulu que toutes les clartés du ciel tombassent sur le front du nouveau roi. Au lieu de placer des sculptures dans les tympans des portails, on y avait creusé des rosaces, grandes roses de pure flamme toutes parfumées d'encens. Combien nous aimions le Christ du portail nord! Tenant le globe dans la main droite, il levait deux doigts de la main gauche pour nous bénir. Il était drapé dans sa robe, si simplement. Les manches de sa tunique se serraient à ses poignets. Sa barbe, assez courte, laissait deviner la jeunesse de la face. Sous sa moustache, sa bouche semblait si clémente, un peu songeuse. Plissé de rides horizontales, son front était soucieux. Soucieux, ô Jésus, et cependant clément. Ah! ceci était la chose toute nouvelle, la beauté inconnue jusqu'alors, dans un art où les beautés étaient sans nombre! Ceci était la bonté. Le Christ de Reims a été décapité par un obus allemand. Combien nous aimions, sur la droite du grand portail, la belle et généreuse Dame de Reims? Ses chastes voiles l'enveloppaient,



L'ÉGLISE DE SOMME SUIPPES AVANT LE BOMBARDEMENT.
(Section photographique de l'Armée.)

avec une grâce tendre et discrète. Elle tenait un livre dans sa main droite. Sous son voile, ses cheveux aux fines ondulations encadraient son délicieux visage. Elle semblait nous considérer avec attention, avec noblesse, avec bonté, elle aussi! L'incendie allumé par l'ennemi l'a défigurée à jamais. Et l'ange au souvenir immortel, décapité comme le Christ. L'ennemi a voulu tuer le sourire de Reims, le sourire de France.

Ce que les Vandales contemporains détestaient dans Reims, c'est son incomparable passé. Reims a été une grande ville des Gaules, toute dévouée à César. Vinrent les premiers Vandales et les Huns. Clovis se fit baptiser par l'évêque de Reims, saint Remi. Faut-il rappeler que l'huile de l'ampoule, apportée alors par une colombe, servit désormais au sacre de nos rois? Au xe siècle, Reims eut de brillantes écoles: Gerbert qui y enseigna devint pape. Au xve siècle, Jeanne d'Arc rendit à Charles VII les clefs de la grande cité champenoise et, debout, tenant haut son étendard, assista au sacre qui achevait l'œuvre de rédemption française. En 1814, Reims eut cette gloire d'être assiégée sans avoir été fortifiée. Elle endura toutes les souffrances. Napoléon y gagna une des victoires suprêmes de la suprême campagne. Quand on entrait à Reims, il était impossible de ne pas être surpris par l'aspect d'une richesse si franche, d'un si fastueux bien-être, d'une vie si éprise d'elle-même. Le vin qu'on garde ici comme un trésor dans des caves qui sont de gigantesques écrins, c'est de l'or potable. Brillant, éthéré, presque immatériel, il pétille et ses globules forment comme des myriades de petites âmes qui frémissent, s'épanouissent et se répandent dans notre esprit. Il s'est, paraît-il, victorieusement défendu contre les gloutons d'outre-Rhin qui le maltraitaient. En leur indigne cerveau, son feu subtil s'est mué en fumées vengeresses. Le caractère rémois, à qui la guerre actuelle ajoutera un relief d'héroïsme symbolisé par son maire et son archevêque, offre des contours et un relief précis. On y distingue d'abord l'orgueil local : Reims, centre du monde; Reims, monde véritable! Ceci n'est pas du tout provincial. Au contraire, un Rémois ne se sent pas touché par le mot de province; Rémois n'est pas Champenois. Prompte, facile et gaie, son intelligence s'exalte aux choses d'art, d'industrie, d'argent. Ici naquirent le grand teinturier du xve siècle, Gobelin; le net et puissant graveur de Louis XIV, Nanteuil; enfin, notre grand Colbert. En face de la cathédrale, à deux pas de l'ancienne hôtellerie de l'*Ane rayé*, où la famille de Jeanne d'Arc avait été reçue par la municipalité, voilà, au ras du sol et, mêlée pour ainsi dire aux passants, exposée aux obus comme eux, puis évacuée avec le dernier habitant, en mai 1918, la statue de celle qu'on attendait : Jeanne la Rédemptrice. Paris connait bien cette statue.

C'est l'œuvre du sculpteur de Nogent-sur Seine, Paul Dubois. Sur son cheval carapaçonné, la bonne Lorraine tient en main son épée qui n'a jamais servi qu'à montrer le chemin.

L'idéal de l'âme allemande,
C'est une déesse d'en bas
A qui les guerriers font offrande
Du sanglant butin des combats.

C'est la tragique Walkyrie
Au service du sombre Odin,
Qui, dans une âpre rêverie,
Veille à la porte de l'Eden,

Ne laissant passer, horde fière,
Que les héros de cruauté,
Pour leur verser à flots la bière
Et l'hydromel d'éternité.

Mais l'idéal de l'âme humaine,
Français, notre idéal, à nous,
C'est la grande et bonne Lorraine
Au cœur inébranlable et doux,

Si simple en sa robe de serge,
Paysanne de Domrémy,
Gardant en son âme de vierge
L'horreur du sang de l'ennemi.

Toute de grâce enveloppée,
Quand elle va, l'épée en main,
Elle ne brandit cette épée
Que pour montrer le droit chemin.

Soucieuse du cher village,
Clémente à tout déshérité,
Elle ne hait que le pillage,
Le blasphème et l'indignité.

Aujourd'hui, Jeanne la sublime,
Rédemptrice au pur dévouement,
D'un geste repousse à l'abîme
Le hideux génie allemand.

Nuit et jour, toutes les merveilles de Reims ont subi les obus de l'ennemi : l'église Saint-Remy, la Maison des musiciens, l'arc de triomphe que les Romains ont dressé et qui revoit les Barbares. Les ruines s'accumulent, dans cette grande ville qui, au commencement du XIXe siècle, ne comptait pas 40 000 habitants et qui, à la veille de la guerre, en comptait près de 150 000. Le plus grand nombre des maisons anéanties ! Plus une seule maison intacte. Sur les murs de l'hôtel de ville à demi calciné, nous distinguons un lambeau d'affiche blanche. Elle a été placardée là par l'ennemi, en août 1914. « Si la population *oserait*, sous une forme quelconque, soit ouverte ou cachée, *de* prendre part aux hostilités contre nos troupes, les punitions les plus diverses *seront* infligées aux *réfractaires*. Les villes ou villages qui *prendront* part au combat contre nos troupes, *feront* feu sur nos bagages ou colonnes de ravitaillement, ou *mettront* entrave aux entreprises des soldats allemands, *seront* fusillées immédiatement. » Pitoyable syntaxe, grammaire plus pitoyable encore. *Oserait*, *seront*, *feront*, etc. Mais il s'agit bien de grammaire et de syntaxe ! Les Allemands estiment qu'un vainqueur parle toujours assez correctement. D'ailleurs, ces incorrections elles-mêmes ne semblent-elles pas accentuer les menaces ? Pour le commandant des troupes allemandes, les villes et les villages *prendront* part au combat, *feront* feu, *mettront* entraves aux *entreprises* des soldats allemands et *seront* fusillés. Pas de doute, pas de conditionnel possible ! Le futur fait loi. Soulignons encore une fois les mots : « *ceux qui mettront des entraves aux entreprises des soldats allemands, fusillés !* On sait quelles étaient ces entreprises : le pillage, l'incendie, le viol, le massacre. D'ailleurs, en août 1914, l'ennemi ne faisait que reproduire les proclamations qu'il avait déjà placardées sur nos murs quarante-quatre ans auparavant, en août 1870. En voici une de 1870 qui fait pendant à celle de 1914. « *Ordre*. Ayant pris possession de la ville et forteresse de Reims, j'ordonne ce qui suit : Les chemins de fer, les routes et les communications télégraphiques dans la ville de Reims même, ainsi que dans la proximité immédiate de la place, doivent être protégés contre toute possibilité de destruction ; il est surtout nécessaire de protéger, par une surveillance minutieuse, les bâtiments publics situés le long des lignes de communication. La ville *sera* tenue responsable de toute contravention contre cet ordre ; les coupables *seront* poursuivis et fusillés ; la ville *sera* frappée de contributions considérables. J'ajoute qu'il est, d'ailleurs, dans le propre intérêt de la population de se conformer aux prescriptions précédentes. Elle aura ainsi le moyen d'éviter de nouvelles graves pertes, en reprenant en même temps ses occupations ordinaires ».

A Reims, de toutes parts, apparaît la cathédrale martyre, cadavre divin à demi rongé par les flammes. La destruction de sa haute toiture l'a si cruellement diminuée ! Mais ses deux tours se dressent toujours, pleines de cicatrices, dans un geste d'imprécation.

Nous traversons les endroits où l'ennemi a fait ripaille et où ses chefs se sont enivrés si germaniquement que les soldats étaient forcés de les hisser dans leur

automobile comme des sacs débordants. De nos villages, bombardés sans trêve, il ne reste plus que quelques squelettes de maisons, soutenus par des sacs à terre et des tiges de bois. c'est-à-dire « organisés » en points d'appui. Plus loin, une forêt. Oui, c'était une forêt. Elle a succombé arbre par arbre. En voilà une autre que nos soldats ont abattue pour consolider leurs tranchées. Elle aussi a fait son devoir jusqu'à la mort. Avant la guerre, nous constations, ici même, non sans une mélancolique ironie, que le bois devenait bon à tout, puisqu'on en tirait même du papier pour les livres, du feutre pour les chapeaux, du cuir pour les souliers. Aux abatteurs d'arbres, nous disions : « Si vous détruisez les forêts, comment empêcherez-vous les inondations? » Après cette guerre, à nos prochaines fêtes de l'arbre, nous célébrerons les forêts tombées au champ d'honneur, pour arrêter l'inondation sanglante de la barbarie.

Malgré tant d'épreuves et de tortures, Châlons-sur-Marne n'a rien de changé, hormis les enseignes de certaines maisons. Presque partout, on vend des choses militaires et particulièrement la chose militaire la plus indispensable, laquelle arbore le nom technique de « Ravitaillement. » Les hôtels regorgent d'uniformes. Des restaurants se sont ouverts dans les maisons qui semblaient les moins destinées à à cet usage. Je passe devant la maison que j'ai habitée, à Châlons. Elle me regarde et je ne la connais plus. Au moment où nous arrivons devant la préfecture, un combat aérien s'engage. Dans le ciel d'un bleu léger éclosent des boules blanches qui peu à peu s'effilochent et s'évanouissent pour faire place à d'autres. « — C'est un taube sur lequel nous tirons. — Où est-il? — A droite de la dernière boule blanche. Le voyez-vous, tout blanc lui-même? On dirait un simple trait. Il ne sera donc pas touché, le bandit! » Le groupe de bons Français qui suivent les péripéties du combat s'appuie contre le buste du préfet de Jessains. Ce préfet a son monument en face de la préfecture où il a résidé pendant plus de trente années consécutives. Certes, après avoir servi tant de gouvernements et assisté à tant d'événements de toutes sortes, cet homme d'expérience pouvait penser avoir fait le tour des choses humaines. Lève les yeux, préfet : voilà du nouveau!

Au bureau de l'état-major, on nous amène un prisonnier. C'est un pauvre diable imberbe, hâve et hagard. Sa tunique couleur de boue semble mince comme une feuille de papier. Il explique qu'il est Mecklembourgeois, que trois fois de suite on l'avait réformé, mais qu'à la fin on l'a amené aux premières lignes et qu'il n'en pouvait plus. Qu'était-il dans la vie civile? Cordonnier. Ses hautes bottes vingt fois « remontées » sont dans le plus piteux état. On chercherait peut-être vainement, sur terre et sous terre, cordonnier plus mal chaussé.

Le Cirque de Châlons est devenu le temple du mimétisme. Dès l'entrée, nous frôlons d'énormes rouleaux de toiles peintes. De cette porte sont sortis, pour une seule opération, 460 kilomètres de toile couleur de Champagne, couleur d'Argonne, couleur de Woëvre. Par là encore, la guerre est un retour à la nature. Les animaux prennent la ressemblance du sol pour échapper aux regards de leurs ennemis. Les lièvres français sont couleur de glèbe; les lièvres du pôle, couleur de neige; les sauterelles, couleur des herbes; les crevettes, couleur du sable mouillé. De même, les costumes militaires d'aujourd hui, bleu horizon des Français, kaki des Anglais, gris vaseux des Allemands, rendent les troupes en présence moins visibles. De même, les navires des différentes puissances ont pris les nuances de la mer : les cuirassés allemands, gris clair; les torpilleurs allemands, noirs; les sous-marins allemands, vert-bouteille; les navires français, bleu-pâle.

Vaste atelier de décors militaires, ce cirque est plein de faux canons, de faux



REIMS EN FLAMMES

par G. Fraipont

arbres, de fausses sentinelles, de faux morts, des monceaux de faux morts, pour la plupart déchaussés, par respect pour la vraisemblance. Un des faux morts est du plus terrible effet. C'est un soldat français, tombé à genoux, le nez en terre et casque renversé non loin de lui. L'artiste a reproduit les moindres détails de la capote usée, de la nuque repliee, des mains exsangues Notre pauvre soldat avait été tué net tout près des tranchées ennemies. En hâte on a exécuté cette image exacte qui est creuse et forme un poste de guetteur. On devait la substituer au vrai mort la nuit suivante. Mais cette nuit-là, les Allemands enlevèrent le vrai mort. Voila un chef-d'œuvre perdu. Ce faux arbre près du faux mort est un autre chef-d'œuvre d'exactitude, mais qui aura son emploi. Il reproduit exactement un arbre de notre front. C'est un vieux chêne sec, décapité, ébranché, déchiqueté par les obus. Pour que tout en lui fût ressemblant, nos hommes sont allés la nuit prendre au modèle quelques morceaux d'écorce. Nous installerons la nuit prochaine, à la place de l'arbre vrai, l'arbre faux qui contient un périscope de tranchée. Instrument, doublement merveilleux, qui permet de voir au loin en restant à l'abri : immensité et immunité !



ROUTE CAMOUFLÉE.

(Photo Jacob)

Les ouvriers qui travaillent à ces chefs-d'œuvre sont pour la plupart des artistes célèbres. Nous serrons la main à nos trois derniers prix de Rome. Jamais on n'apportera trop de soin à de pareils trompe-l'œil. Les faux canons, les faux mortiers, les faux caissons d'obus sont examinés à la loupe par l'ennemi, sur les photographies qu'en prennent des aviateurs. Aussi, est-on forcé de donner aux fausses douilles d'obus un reflet métallique. Trompe-l'œil digne d'Apelle et de Zeuxis ! En quittant le cirque, nous trébuchons dans une taupinière si bien imitée que nous croyons en voir sortir des fourmis. Ce qui en sort, c'est une mitrailleuse.

Dans les villages des environs, les femmes ont délibérément remplacé leurs maris pour tous les travaux. Gloire à l'héroïsme agricole ! Depuis le premier jour de guerre, elles partent, chaque matin, avec un attelage, pour herser ou semer. En voici qui conduisent la charrue. Dure tâche. Le petit doigt de chacune de leurs mains, nerveusement crispé sur le mancheron, par un constant effort, restera ankylosé pendant toute leur vie. Les blessés de guerre, mes frères, peuvent leur ouvrir leurs rangs : elles en sont dignes.

Derrière le front, les femmes fauchent des foins, rentrent les blés, construisent les meules. Lourde besogne, sous le lourd soleil ! Pas un mot de récrimination. Ne vous hasardez pas à les plaindre. Elles disent : « Ce n'est rien, auprès de ce

qu'endurent nos hommes. » L'une d'elles ajoute : « Au fond, eux et nous, nous faisons la même chose. *Nous veillons au grain* ». Ce sourire n'est-il pas comme une ravissante fleur de France ! Jadis, dans le vieux langage lorrain, pour exprimer qu'un homme, à force de travail, obtenait un bon succès, on disait : « Il se défend ». Tous les bons Français et toutes les bonnes Françaises se défendent dans ce sens-là.

Miracle du labeur ! Les vieux ont rajeuni. Suivant la dure loi rustique, ils n'étaient plus rien depuis le jour où leurs fils avaient été quelque chose. Aujourd'hui, remplaçant leurs fils qui se battent ou qui sont tombés pour les défendre, ils se rendent au travail, redressés vers le ciel de toute leur taille, eux qui, avant la guerre, assis sur le banc, semblaient attirés irrésistiblement vers la terre.

Dans un des villages que nous traversons, un enfant qui conduisait des bœufs



ARTILLERIE LOURDE A GRANDE PORTÉE (A. L. G. P.) SUR VOIE FERRÉE.
(Section photographique de l'Armée.)

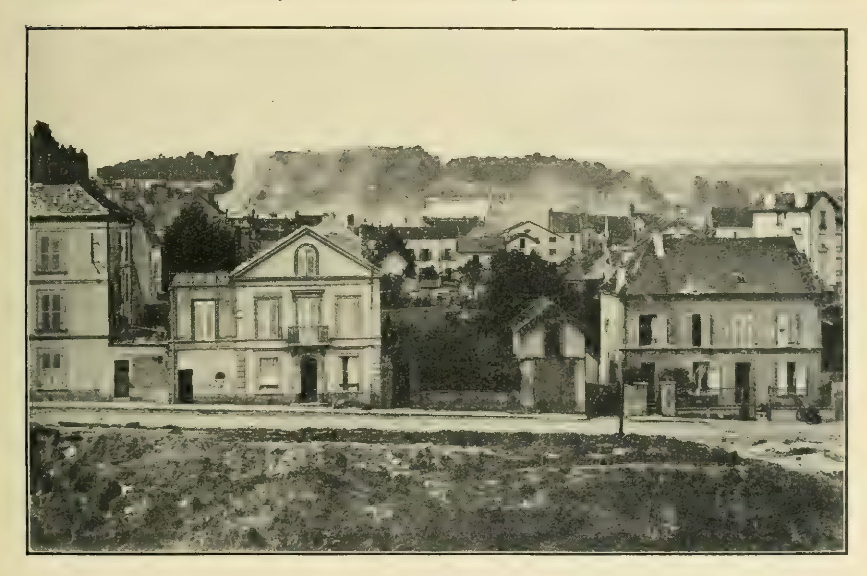
attelés à une moissonneuse-lieuse a été renversé et déchiré par sa machine. Nos soldats lui ont fait de belles funérailles, puisqu'il est tombé au champ d'honneur. De plus en plus nombreuses sont les machines au travail. Elles suppléent aux bras qui, un peu plus loin, accomplissent la grande œuvre de libération nationale. Ces machines ont grand air. Sur son élégante et grêle faucheuse que traîne un cheval, le vieux paysan a l'air d'un roi patriarche.

Au cours d'une mission, grâce à la bienveillance des généraux commandant de corps d'armée, nous avons pu faire, en pleine bataille, des conférences aux cantonnements de Château-Thierry, de Ville-en-Tardenois, de Fère-en-Tardenois, de Soissons.

Pour aller vers Château-Thierry, on quitte « la France », c'est-à-dire la région limitée par les collines de Penchard, de Monthyon, de Dammartin. Ce vieux nom de « France » n'est pas encore oublié ici : Saint-Denis est encore appelé par les paysans du voisinage : Saint-Denis en France. De même, nous disons : Mareil-en-France, Châtenay-en-France. L'île de « France » est une île en ce sens qu'elle

est entourée de cours d'eau : la Beuvronne, la Marne, la Seine, l'Oise, la Thève. Quand un paysan de Trilport passe la Marne, il dit : « Je vais en France. » Entre Trilport et Château-Thierry, la gare de la Ferté-sous-Jouarre, frappée par une torpille, semble une immense ruine en carton-pâte. La partie supérieure de l'édifice, bâti en matériaux si légers, s'est effondrée sur le rez-de-chaussée. Elle est réduite en poudre, comme si toutes les meules fabriquées à la Ferté-sous-Jouarre y avaient passé. Hélas! ce n'était nullement un camouflage : cinq personnes, dont le chef de gare, y ont été broyées du même coup.

Dans le beau parc du château voisin campent des cavaliers américains. Ils marchent en tenant à leur bras la bride de leurs chevaux, fines et fières bêtes de race encore à demi sauvage. Ces cavaliers aux larges étriers mexicains viennent des



CHATEAU-THIERRY. — VUE SUR LE CHATEAU PENDANT LE BOMBARDEMENT.
(Section photographique de l'Armée.)

grandes prairies mystérieuses de là-bas ; ils semblent une illustration de Fenimore Cooper ou du capitaine Mayne Reid, égarée dans la biographie de Mme de Pompadour, fille de La Ferté-sous-Jouarre. Autour de nous, de tous côtés, s'étendent des moissons. Dans la tragique région de la Marne, de la Vesle, de l'Aisne, elles n'ont pas trop souffert. Certes, il y a des champs qu'a bouleversés la bataille et des routes que les camions ont doublées de larges pistes, au détriment des blés ou des avoines. Cependant, partout en l'ensemble, les récoltes peuvent être très fructueuses. L'important, c'est toujours d'envoyer partout et à l'heure propice des moissonneurs.

A trois kilomètres de Château-Thierry, vers le sud-ouest, l'église d'Essommes, chef-d'œuvre de la plus pure époque ogivale, comptait parmi nos plus exquises images de France. La voici. Un vieux curé nous dit : « C'est elle et ce n'est plus elle ». En vérité, sa silhouette seule subsiste. Ruine sublime, au milieu des ruines modestes des maisons. Détruit, le château de Marigny-en-Orxois, à quatre lieues de Château-Thierry. C'était la résidence du frère de Mme de Pompadour, né Poisson,

marquis de Marigny, directeur général des bâtiments, jardins, arts et manufactures du Roi : sa sœur lui fit donner, en outre, le titre de marquis de Vandières, sous lequel nom il rendit de réels services au pays. Grâce à lui, on recommença à construire le Louvre et on construisit Sainte-Geneviève, notre futur Panthéon, l'avenue Gabriel, le Palais de la Place de la Concorde. Grâce à lui, Carle van Loo et Boucher devinrent les peintres du roi. Grâce à lui, Constant ajouta maint chef-d'œuvre à cet incomparable Paris que les Allemands arrivés à Château-Thierry rêvaient de détruire. Tout Français est né constructeur.

Château-Thierry primitivement n'était qu'un château. Sur ce château, la barbarie allemande s'est en vain acharnée, parce qu'il n'en restait que des ruines et que ces ruines défient la malignité des hommes aussi bien que l'épreuve des siècles. Le mamelon qui domine la contrée n'a conservé que les bases des tours cylindriques, les murs sombres et les mystérieux souterrains. Ruines impérissables auxquelles la verdure rendra chaque année une vie ironiquement souriante.

Assiégée par Charles-Quint au XVIe siècle, puis au XVIIe dans les guerres de la Fronde, la ville a été, en 1814, ensanglantée par deux violents combats : Macdonald y a battu les Autrichiens et les Prussiens; quelques jours après, Napoléon Ier, vainqueur à Champaubert et à Montmirail, y a battu les Prussiens. Ils ont perdu là 3200 hommes : 1200 tués, le reste prisonniers. En face du pont, la jolie tour du beffroi, qui date du XVIe siècle, est criblée de balles. Piètres chiffres! Miséricordieux projectiles de 1814 qui se contentaient d'étoiler les murs !

Aujourd'hui dans la ville, il n'y a presque plus un mur capable d'intercepter le maraudage, presque plus un toit capable d'intercepter la pluie, presque plus une fenêtre capable d'intercepter le vent Cependant la ville ainsi faite n'en est pas moins, pour nos soldats qui ont tant souffert, un asile délicieux. D'abord, ils se sentent chez eux, entièrement chez eux, ce qui est essentiellement reposant.

Les décombres auxquels on se heurte sont un chaos où tous les éléments de l'univers restent reconnaissables : moellons, plâtras, gravats, poutres, planches, lattes, ferrements, meubles, literie, vêtements, débris d'armes, cartouches, boîtes de conserves. Cela rappelle à la fois le marché aux puces et le tremblement de terre.

Cette maison était un « café ». Pas d'hésitation. On distingue, sous la poussière, des tables de marbre et, sous un monceau de débris sans nom, une tache verte qui fut évidemment un tapis de billard Par la porte aux gonds disjoints, entrent quelques soldats américains. Ils inspectent les lieux et soudain, au coin d'une armoire, aperçoivent deux ou trois balais. Armes irrésistibles. Les voilà aussitôt en besogne. Dans l'après-midi, en repassant par là, j'ai une surprise : le « Café » ressuscité. Les tables sont alléchantes et les banquettes hospitalières. Certes, beaucoup de choses manquent encore : par exemple, les glaces, les verres, les garçons, la dame du comptoir et les consommations Mais le décor ne laisse rien à désirer. Le billard sourit comme une prairie au soleil; ses billes et ses queues ont péri, mais son drap n'a pas un accroc. Contents de leur œuvre, les Américains se sont attablés et, gravement, écrivent des lettres. Ecrivons près d'eux. L'un d'eux nous présente son stylographe, avec le beau geste hospitalier dont son aïeul présentait le calumet.

En face de nous, des ouvriers militaires réparent le pont. Le pont de Château-Thierry était le modèle des illustres ponts à tabliers horizontaux, qui s'appellent pont de la Concorde, pont de Neuilly, pont de Nemours, Pont-Sainte-Maxence. Les arches du milieu ont sauté et leurs pierres forment dans la rivière un sinistre ilot. En attendant qu'une passerelle de fer soit installée sur ce qui reste de ce pont, on franchit la Marne sur deux ponts de bateaux improvisés en amont. Dans la rivière,

parmi les herbes du courant et les joncs de la rive, beaucoup de poissons flottent, ventre en l'air. Ils ont été tués par les obus qui ont explosé dans l'eau. Nous les reconnaissons. Voici des gardons, des brèmes, des chevesnes. Voici un brochet. Voici même une tanche. L'obus a pénétré jusque dans la profondeur qui était le domaine que dame tanche jugeait inaccessible. Cette guerre sans pareille promène dans l'eau comme dans l'air une dévastation à laquelle rien n'échappe.

Près du pont, une statue de marbre nous montre toujours La Fontaine debout, un manuscrit à la main. A ses pieds se blottit son favori, Jean Lapin. Désormais, le poète mérite de compter parmi nos mutilés de guerre. Sa jambe



PASSERELLE MÉTALLIQUE SUR LES RUINES DU PONT DE PIERRES DE CHATEAU-THIERRY.
(Section photographique de l'Armée.)

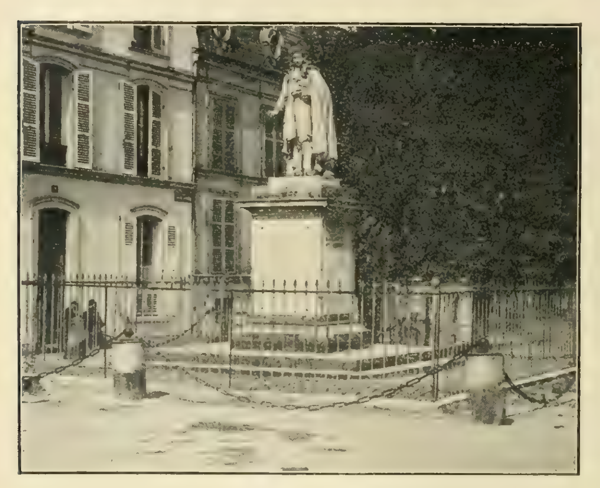
droite est fracturée par un éclat d'obus. Jean Lapin lui-même a eu sa part du bombardement : il a perdu l'oreille droite à la bataille.

Le long de la Marne, les ormes plusieurs fois centenaires ont des branches abattues et des fûts meurtris. Ils supportent cette épreuve en héros. Les projectiles, en pénétrant dans leurs fibres, ajoutent seulement quelques cicatrices aux nodosités des troncs. Sous leur ombre, sans cesse, passent d'énormes automobiles conduites par des Annamites. Attentifs au volant, ces petits êtres doux, aux yeux de diamant noir, aux frêles mains subtiles, semblent créés pour être mécaniciens. Les routes ont été réparées ou plutôt rapiécées à la vaille que vaille. Plus tard, on les réparera avec tout l'art du stoppage. L'important, aujourd'hui, c'est que les automobiles ne stoppent pas.

Dans cette ville en ruines, c'est pour nous une émotion étrangement charmante que de voir, quand vient le soir, quelques toits qui fument. Cette fumée des toits, ce

n'est donc plus celle de l'incendie, mais celle du repas. Fumée idyllique, fumée virgilienne, sois bénie !

L'église, construite à la fin de la période ogivale, dresse toujours sa haute tour quadrangulaire aux imposants contreforts. Elle demeure à peu près intacte, malgré les obus qui ont éclaté près de son autel et dans son chemin de croix. Mais quel fabuleux bric à brac abritent ses voûtes ! Les Allemands y ont entassé tout ce qui, dans la ville, leur paraissait bon pour prolonger leur guerre, surtout du cuivre et de l'étain. Voilà pourquoi, sous le buffet d'orgues aux tuyaux à demi arrachés, on voit un si bizarre étalage de vases sacerdotaux, de casques de pompiers, de suspensions, de sujets de pendules, de candélabres, de bougeoirs, de lampes, de bobèches, de douilles d'obus, de casseroles, de bassines, de tuyaux, de statuettes de toutes sortes, parmi lesquels surgit un lapin de bronze, presque aussi gros que le Jean Lapin de marbre à l'oreille cassée.



STATUE DE LA FONTAINE A CHATEAU-THIERRY.
(Section photographique de l'Armée.)

Ces bandits étaient excités au pillage par tout ce qu'ils trouvaient de plus précieux dans nos villes et même dans nos villages. On sait que la presse allemande publiait avec admiration le nombre incroyable de pendules, de montres et de bouteilles de vin fin qu'ils se partageaient.

La moindre maison de Champagne a, dans son grenier et sa cave, plus de trésors domestiques qu'un château de chez eux.

Sur les portes, un fourrier boche a écrit à la craie : « 19 Gotha ». Un de nos soldats, en passant, demande si c'est le chiffre des Gothas qui ont été abattus cette nuit. Un Américain qui comprend le français note cette plaisanterie comme excellente. Il est trop bon.

La maison de La Fontaine derrière sa large grille, la maison de La Fontaine demeure à peu près saine et sauve. Au rebord d'une fenêtre est placée une masse noire qui semble un engin de destruction : c'est un pain oublié par les Allemands. Son aspect répugnant écarte l'indiscret.

Devenue Musée, la maison du poète abritait force collections un peu mêlées et ingénues. On y avait réuni des portraits, des tableaux, des gravures, des autographes, des livres publiés sur la région, des armes préhistoriques trouvées dans les environs.

Un officier allemand a logé dans cette maison. L'inventaire qu'on établira à l'aide de quelques vagues catalogues ne révélera jamais ce que cet intrus a pu prendre de gravures et de pièces curieuses. On peut seulement constater les emprunts qu'il a faits à la bibliothèque et à la panoplie : une brochure sur le siège

de Soissons, et une hachette de pierre taillée. Obligé de partir à l'improviste, il a laissé sur la table de nuit la hachette et la brochure.

Les voici! La hachette, longue de trois pouces et large d'un pouce, est remarquable par son bulbe de percussion, ses arêtes vives et son tranchant. Visiblement, elle a une valeur marchande. Mais ce qui nous frappe en elle, c'est sa prodigieuse innocuité, quand nous la comparons aux engins destructeurs inventés par la civilisation moderne : obus percutants, asphyxiants et lacrymogènes, dont les Allemands nous envoient des collections sans prix. Cette hachette appartient à l'âge d'or; la brochure sur le siège de Soissons appartient déjà à l'âge de fer. Ecrite, en 1871, par Emile Collet, secrétaire de la mairie de Soissons, elle n'est qu'un journal intime ayant pour unique mérite la sincérité. L'officier allemand qui l'a lue, le crayon en main, doit tenir un journal semblable. Puisse-t-il être aussi sincère! Il a souligné d'abord le passage suivant, *daté du 17 juillet 1870 :*

« Notre victoire ne saurait être incertaine. L'excellent esprit qui anime notre armée, notre admirable armement, notre artillerie sans rivale, notre flotte cuirassée, nous rassurent pleinement. La grosse question pour nous n'est pas là. Elle est tout entière dans ce que nous aurons à faire de la victoire. Prendrons-nous les frontières du Rhin ou établirons-nous, de la Belgique à la Suisse, un rempart d'Etats neutres ? »

Autres passages soulignés du même crayon : « Le gouvernement français demande pour la défense de Soissons des artilleurs volontaires. » — « La place compte 120 pièces d'artillerie de diverses époques, de diverses formes, de divers calibres, et ces pièces sont servies par un nombre d'artilleurs insuffisant. » — « On cherche dans la ville s'il se trouve des officiers en retraite qui pourraient être employés dans les services administratifs de la guerre. Un seul offre ses services : M. Duplan. » — « Le 6 octobre 1870, le maire de Soissons s'adresse à la générosité publique. Il faut des chemises et des chaussures à nos troupes. » — « Le bombardement a commencé. Ici, c'est une maison meurtrie ; là, une devanture brisée ; là, un mur abattu ; là, un bâtiment effondré. Des cadavres sont conduits à l'Hôtel-Dieu. Les belles flèches de Saint Jean des Vignes sont mutilées. Ni l'évêché, ni l'hôtel-Dieu n'ont été épargnés. Le curé archiprêtre déplore le genre de guerre dont souffre la ville. La cathédrale est meurtrie en plusieurs points. Plus de 2 000 vitraux brisés! » — « Dans le mur d'enceinte de la ville s'ouvre une brèche longue de 30 mètres. La ville va être prise et pillée. Les pertes matérielles sont estimées à 1 700 000 francs. La mesure paraît comble. » — « Le 15 octobre, à 11 heures du soir, Soissons, investie depuis un mois, bombardée depuis quatre jours et trois nuits, capitule. La capitulation est signée par le colonel von Krenski, chef d'état-major du 13ᵉ corps d'armée, chargé des pleins pouvoirs de S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg et le lieutenant-colonel gouverneur de Noüe. » A côté de ces mots, l'officier allemand, en juillet 1918, a dessiné une croix de guerre. Nous croyons l'entendre rire, pendant qu'il soulignait ce texte et dessinait cette croix. Il se disait que, les villes de Château-Thierry et de Soissons étant prises comme en 1870, l'Allemagne dicterait de nouveau la paix à Versailles.

Or, il a été contraint de fuir en toute hâte. C'est la France qui, à Versailles, dictera la paix. Et Château-Thierry, comme Soissons, aura la croix de la Légion d'honneur.

Dans le jardin, nul obus n'a effleuré la magnifique aubépine que La Fontaine a plantée de ses mains. Le poète ne plantait des arbres que pour leurs fleurs. En ce moment, les aubépines n'ont plus de fleurs et leurs, fruits que les enfants du cru appellent « pochettes » sont à peine roses. Nous en détachons une

menue branche qui produit un effet charmant, entre l'innocente hachette préhistorique et la naïve brochure historique St-Candide.

Au moment de quitter la maison de La Fontaine, certaines recommandations très sages, que nos chefs font à nos soldats, nous reviennent à l'esprit brusquement et d'une façon poignante. L'ennemi a dû partir précipitamment, puisqu'il a abandonné une partie de son butin et laissé toutes les récoltes. Cependant, il a pris le temps de tendre des pièges très redoutables. Ce fil télégraphique qui, arraché, de son poteau, pend sur la route, gardez-vous d'y porter la main. Vous feriez éclater un explosif. De même, cette casquette jetée sur le sol. De même, cette pioche oubliée contre ce pan de mur. De même, cette branche d'arbre au travers de cette porte. De même, ce sac à terre au pied de cet escalier. De même, ce bel éclat d'obus sur cette marche d'escalier. De même, le tiroir entr'ouvert de cette commode. Autant d'appâts reliés à des détonateurs. Voilà un mort américain qui tient dans sa main une grenade. Examinez-le de près. La grenade qu'il tient n'est pas d'un modèle en usage chez les Alliés. Vous découvrez alors le fil qui la relie à la terre. Si vous aviez relevé ce mort sans songer à autre chose qu'à un pieux devoir, vous étiez pareil à lui. Or voici que, sur la grande table du salon, nous apercevons un livre qui, à travers le plâtras tombé du plafond, nous fait lire son titre tentateur : *La Guerre du Droit*. Si nous y touchons, serons-nous foudroyés ? La tentation est trop forte. Nous l'ouvrons, pour voir s'il est annoté par l'Allemand. En vérité, l'Allemand n'y a rien introduit. Aucun fil ne le relie ni au plancher ni au plafond. Il n'est pas condamné à un involontaire parricide.

En retraversant la ville où aucun habitant ne semble revenu, nous passons, pour couper au court, par un jardin aux murs ébréchés. Tout à coup, nous remarquons les traces récentes d'un travail horticole. Plus de doute.

Quelques pousses gourmandes ont été enlevées dans une treille ; quelques mauvaises herbes, enlevées autour des pieds de concombres. Notre étonnement est semblable à celui de Robinson découvrant, dans son île, la trace d'un pied humain. Ce jardin aurait-il gardé son jardinier ? Il l'a gardé. C'est un très vieux homme maigre, en bras de chemise et en tablier bleu Sa face ridée et tannée nourrit une longue barbe blanche. Sous un chapeau de paille tout déchiré, qui s'harmonise bien avec les ruines environnantes, ses yeux brillent d'un feu encore juvénile. Heureux de voir que nous connaissons Château-Thierry presque aussi bien que lui, il nous dit :

— Moi, je ne connais que ça. Je suis à Château-Thierry depuis 79 ans.

— Quoi ! Un tel âge ? De mémoire de jardin, on n'a jamais connu jardinier si solidement planté.

— Et pourtant, vous pouvez dire que j'ai vu les plus cruelles choses du monde.

— Vous êtes resté ici pendant l'occupation ?

— J'étais des 180 qui n'ont pas voulu partir. Les Allemands nous ont enfermés dans la même maison, pendant les deux dernières journées. Un obus est tombé dans la chambre où j'étais avec six autres. Nous avons été abattus sur le plancher et nous nous sommes crus morts. Pourtant, nous n'avions pas une égratignure. Que voulez-vous ! C'est la « fatalité ».

Le brave homme veut dire « la destinée », ou, mieux encore, « la Providence ». Seul mot impropre à noter dans ses propos qui coulent de source. Il parle la pure langue champenoise des paysans de La Fontaine, avec certaines formes qui semblent empruntées aux paysans de Molière. C'est plaisir de l'entendre dire : « *J'avions évu* » pour « J'avais eu ».

— *J'avions évu* la bonne idée de cacher un tonneau de vin et quelques lapins. Quand on pouvait être *seuls*, un moment, on buvait un coup au robinet et on faisait griller un morceau de lapin sur des charbons. Vous pensez que c'était vivre comme des sauvages. Peut être. Mais tout de même, les sauvages, ce n'étaient pas nous. Les Boches devinaient que nous cachions quelque chose. *Il n'y a pas plus voleurs*, sous la calotte des cieux. Je vous le jure, monsieur, *il n'y a pas plus voleurs* qu'eux. Ils flairent les moindres cachettes, dès qu'ils sortent, suivant leur habitude, à la tombée de la nuit, l'heure du renard. Toutes nos poules, ils les ont trouvées et leur ont tordu le cou. Puis, ç'a été le tour de nos chats. Oui, de nos chats. Ils approchaient à pas de loup et les tuaient à coup de fusil.

— Pour les manger ?

— Naturellement. Ils mangent tout ce qu'ils trouvent, d'abord parce qu'ils crèvent de faim, ensuite parce qu'ils sont des goinfres. Tenez, j'avais un chien, un pauvre chien à qui je disais : « C'est bon. Toi, tu mourras de ta belle mort. » Ils l'ont abattu à bout portant. Le pauvre animal était si âgé qu'il avait une maladie que nous appelons « le rouge-vieux ». Ça ne les a pas empêchés de le dépouiller, de le faire cuire et de s'en régaler. J'avais le cœur serré à cause de mon amitié pour le vieux compagnon, et pourtant je ne pouvais pas m'empêcher de rire, à cause de leur goinfrerie qui les met au-dessous de tout. Eux ne rient jamais. Ils ne pensent qu'à manger, à boire et à piller. Ce n'est pas à dire que, en face, ils soient méchants. Ils seraient plutôt trop polis. Mais toujours ils guettent quelque butin. C'est leur souci, leur honneur, leur vie. Si on ne les bat pas, une bonne fois, pour qu'ils perdent l'envie de recommencer, on est perdu. Mon fils le sait, comme nous tous. C'est pour cela qu'il a repris du service, malgré sa blessure.

— Quelle blessure ?

— Une balle lui a enlevé plusieurs doigts de la main gauche. Il ne peut plus tirer avec un fusil, mais il peut toujours tirer avec une mitrailleuse. On l'a mis parmi les mitrailleurs : il est content comme un roi. Aujourd'hui il se bat aux côtés des Américains. Ah ! les braves enfants.

En route ! Justement notre mission nous envoie vers la région où les Américains opèrent le plus hardiment. Nous traversons des champs de bataille encore chauds et fumants. Un officier français qui nous accompagne nous dit :

— Nous approchons des endroits où les obus pleuvaient le plus dru. Ici, ce n'est rien : vous verrez derrière la colline.

Sur le sol gisent des cadavres allemands. La chaleur les a déjà momifiés. Dans les faces racornies et noires, les yeux dilatés, les bouches ouvertes respirent une horreur sans nom. Plus loin, des chevaux morts se gonflent monstrueusement.

C'est la guerre de mouvement, avec toute son allure et tout son pittoresque. Un tronc d'arbre, foudroyé par le bombardement, porte cette inscription : Q. G. C. A. (lisez : quartier général d'un corps d'armée). Décor magnifique. Décor infiniment somptueux. Décor qui ferait tressaillir Shakespeare dans sa tombe.

A ce quartier général, nous sommes reçus par le grand chef qui, assis sur une grosse branche brisée, étudie une carte fixée à terre par quatre échardes. Nous avons l'honneur de partager son travail, puis son déjeuner. Travail et déjeuner sur l'herbe.

On fait des conférences au front et on a grand raison d'en faire. Les conférenciers doivent diviser leur tâche en deux grandes parties : expliquer aux Français ce que les Américains pensent d'eux ; expliquer aux Américains ce que pensent d'eux les Français. Expliquer pourquoi la victoire du Droit est certaine.

Le bon jardinier de La Fontaine avait trouvé pour les Américains le mot le plus exact. « Ah! les braves enfants! » Ils sont en effet très braves et très enfants.

L'un d'eux pousse soudain un grand cri d'écolier. Ses camarades accourent. Il leur montre, au milieu des ruines, un marchand ambulant qui vient de dresser un etalage de fruits et de fromage. C'est le seul commerce qui renaisse dans la région de Château-Thierry. Modeste, mais fructueuse renaissance. L'humble marchand, dont la boutonnière porte l'insigne de la Croix de guerre, vide caisse sur caisse. Un à un, les Américains quittent l'étalage en tenant fièrement, sur le plat de leur main, soit un melon gros comme leur poing, soit un cornet de pêches gros comme leur casque.



ARRIVÉE D'UN CONTINGENT AMÉRICAIN.
(Photo Meurisse)

Si un Français les regarde, ils lui tendent leur cornet, avec un empressement à la fois puéril et délicat.

Du même geste, les officiers américains tendent un paquet de cigarettes à leurs camarades de France, et sourient quand la cigarette est acceptée. Les officiers français n'ont de cesse que lorsqu'ils ont rendu la politesse. Mais les Américains, avec un sourire discret, s'excusent en disant : « Votre tabac, trop fort pour nous ».

Sans doute, leur tabac est plus doux, plus parfumé, plus blond, plus menu, plus féminin que le nôtre. Cependant ces athlètes n'ont pas, au fond, tant d'horreur pour ce qui est trop fort! S'ils refusent notre tabac, c'est parce qu'ils savent que la guerre nous impose une sévère restriction de fumée. Mais ce refus, ils l'enveloppent de leur bonne grâce, comme d'un encens.

Ceux d'entre eux qui font leurs cigarettes eux-mêmes puisent leur tabac dans un petit sac fermé de cordelettes rouges et jaunes. Sur la feuille de papier à cigarette ils font tomber la dose de tabac nécessaire, puis, de leurs dents, resserrent la cordelette. C'est un geste un peu simiesque, mais fort joli. Autre geste, plus joli encore. Un officier américain tire de sa poche un petit sac non entamé et le lance à un de nos soldats qui le happe, avec un merci qui part du cœur.

Un autre officier américain, après avoir partagé avec nous un grand cornet de

pêches nous dit en souriant : « Ça va bien. Ça ira bientôt tout à fait bien. Et, pour nous qui n'avons pas plus que vous voulu la guerre, ce sera vraiment la guerre fraîche et joyeuse, comme disait le Kronprinz, en 1914. » Là-dessus, notre Américain jeta vers le ciel le beau noyau pourpré de la dernière pêche et se mit à rire de toutes ses dents. Gaieté ingénue, opiniâtre, imperturbable, qui va droit au cœur de la France et qui parvient même à dérider le flegme britannique. Les Américains ont des yeux d'enfants heureux et non pas d'enfants gâtés. Ils sont à la fois gais et graves, rieurs et silencieux.

En savourant, lui aussi, les pêches de l'Ile-de-France, un autre officier américain nous dit :

— Rien n'est plus comique que la stupéfaction des Allemands prisonniers qui



CAMPEMENT AMÉRICAIN PRÈS DU FRONT.

(Photo Meurisse.)

travaillent dans les ports français, lorsqu'ils voient s'avancer, paisiblement, les plus grands transatlantiques des illustres compagnies allemandes : la Hambourg-Amerika ou le Norddeutscher Lloyd. Oui! Ce sont bien les bateaux dont l'Allemagne s'enorgueillissait tant. Voilà le *Vaterland*. Voilà le *Bismarck*. Voilà *l'Imperator*. Les soldats, qui en descendent en foule, sont des Américains qui vont combattre avec les Français et la France les acclame. Chacun de ces bateaux apporte, outre des canons et des munitions, les vivres nécessaires aux hommes. Les prisonniers allemands en restent écrasés.

— N'y a-t-il pas beaucoup d'Américains qui sont fils d'Allemands?

— Il y en a beaucoup moins que l'Allemagne le dit. Mais il y en a. Or ceux-là aussi combattent vaillamment l'Allemagne. Le détachement américain qui s'est couvert de gloire au bois de Belleau, compte un grand nombre de fils d'Allemands. D'ailleurs, les éléments divers dont se compose notre armée s'harmonisent dans une masse irrésistible. Je suis arrivé à bord d'un paquebot énorme que les Allemands

admirent entre tous. Ce paquebot débarque, à chaque voyage, 12000 soldats et son équipage compte 2000 marins. Le convoi dont je faisais partie transportait 45000 hommes, avec des quantités formidables de denrées et de matériel.... Savez-vous comment s'appelait la frégate qui a transporté La Fayette en Amérique, au mois de mai 1777, et que La Fayette avait affrétée de ses deniers?

— Elle s'appelait *la France*.

— Non elle s'appelait *la Victoire*. D'ailleurs, France, Victoire, est-ce que ces deux mots n'étaient pas synonymes? Aujourd'hui, pour nous Américains, tout bateau qui transporte chez vous des soldats, des provisions ou des machines, porte le nom de France, invisible, à côté du sien. Nous avons quitté notre usine, notre comptoir, notre bureau, notre laboratoire, notre mine, notre prairie, notre maison, notre femme, nos enfants, notre bien-être et notre bonheur. Pourquoi? Non pas certes pour conquérir un territoire, asservir un peuple, extorquer une rançon, exercer une vengeance. Mais pour faire triompher la justice sans laquelle il n'y a pas de paix, c'est-à-dire pas de bonheur et pas de bien-être durables. A quoi faisons-nous la guerre? A la guerre. Ceux qui disent que la guerre est un fléau invincible, un mal incurable, sont des rêveurs. La Société des Nations rendra la guerre impossible. Mais pour que cette Société se fonde, il faut que l'Allemagne, qui est la guerre incarnée, soit mise à jamais hors d'état de nuire. Elle le sera. Voilà pourquoi nous qui voyons pourtant combien cette guerre est dure, nous sommes heureux.



Un autre officier américain qui nous est présenté au même endroit s'appelle Myron Herrick, comme son parent, le diplomate qui représentait les États-Unis à Paris, en 1914. Comme le diplomate, l'officier est un géant au grand cœur. Comme le diplomate, il aime profondément la France. Il ouvre sa cantine et en tire une affiche blanche rédigée en français.

— Voici, nous dit-il, une affiche qui mérite de prendre place dans l'histoire. Je suis fier d'y voir, au bas, le nom que je porte. C'est l'affiche que notre ambassadeur avait fait imprimer au moment où les Allemands approchaient Paris. Lisez-la!

Si les Allemands étaient entrés à Paris, cette affiche aurait été placardée sur tous les édifices nationaux, particulièrement sur le Louvre.

Notre officier américain ajoute en riant : « C'est moi qui aurais été habiter au Louvre. Et je vous prie de croire que les Allemands n'auraient pas touché à la Joconde. »

— L'ambassadeur qui a signé cette affiche, où est-il maintenant?

— Depuis 1916, il est rentré aux Etats-Unis. Il a fait de bonne besogne pour la France. Ainsi il vient de déclarer, le 14 juillet 1918 : « Je vois, dans un avenir prochain, les armées alliées défiler sous l'Arc de Triomphe et passer devant la statue de Strasbourg délivrée de ses voiles noirs » (1).

A perte de vue s'étendent des camps américains. Devant les petites tentes pyramidales que décorent des armes et des équipements, cuisiniers et barbiers sont à l'ouvrage. L'homme ne vit pas seulement de pain et de *corned-beef*; il vit aussi d'eau pure. Les Américains, après la plus rude besogne, retrouvent toutes leurs forces en frottant d'eau tout leur corps, avec une énergique patience.



AMÉRICAINS DANS UN VILLAGE PRÈS DU FRONT.
(Section photographique de l'Armée.)

Interminablement, sur les routes, passent des convois américains : cavalerie, infanterie, artillerie de campagne, artillerie lourde, camions d'approvisionnements, et encore de l'infanterie, et toujours des camions. Harnachements couleur de bronze, vêtements neufs, armes neuves, voitures neuves, tout montre à la fois de la solidité et de l'élégance. Voici des groupes ou plutôt des grappes de chevaux ardents que tiennent « par la figure » des palefreniers. Les loyaux serviteurs, avec leur cuirasse de cuir souple, couleur d'or jaune, leurs grandes bottes de caoutchouc, couleur d'ébène, et leurs gants à crispin, ont l'air de mousquetaires en promenade. Un camion automobile arbore encore cette inscription qui lui a servi pour la fête anniversaire de l'indépendance : « De ceci, des millions sont en France; des milliers en route; des milliers sur les chantiers ».

Entre Marne et Vesle, des soldats français sont au repos. Ce sont de braves soldats à la barbe poivre et sel pleine de poussière, à la capote bleu horizon pleine de boue. Les Américains qui arrivent, si propres, si nets, si corrects, les regardent avec admiration et tout bas se disent entre eux : « Voilà comme on est, après quatre ans de guerre ». Nos vaillants amis admireraient-ils moins nos soldats, si nous

(1) Myron T. Herrick est revenu à Paris, en juillet 1920.

leur disions en confidence, que tel de ces héros au poil négligé a eu la barbe longue et poudreuse dès le lendemain de la déclaration de guerre !

Superbes les cavaliers, superbes aussi les blessés américains. Transportés sur de hautes et larges civières, ils sont déposés, en rangs bien alignés, sur le quai de la gare, pour être confiés au train sanitaire qui va les conduire à une ambulance modèle. Avant tout, on les a bien pansés, bien peignés ; on les a revêtus d'une chemise, blanche comme neige, et on les a entourés, jusqu'à mi-corps, d'une belle couverture de laine brune. Aussi, sur le quai, forment-ils déjà un spectacle correct et séduisant. Voici le train sanitaire. Train modèle, comme l'ambulance vers laquelle il va. Les trains marqués de la Croix Rouge et des magnifiques lettres U. S. A. (États-Unis d'Amérique) sont, eux-mêmes, des ambulances roulantes où s'harmonisent tous les perfectionnements modernes de l'hygiène : aération, ventilation, antisepsie. De vastes fenêtres éclairent des pharmacies, des cuisines, des resserres pleines de provisions. Les grosses miches de pain blanc et blond font venir l'eau à la bouche des plus malades. Quant aux wagons en eux-mêmes, immenses et bien suspendus, ils suggèrent des pensées d'un autre ordre, mais qui n'en sont pas moins savoureuses. La France se dit en les examinant : « Ces wagons d'un volume et d'un poids sans pareils ont traversé les mers par centaines, avec des locomotives plus volumineuses et plus pesantes encore. Donc, tout dans ce train proclame la banqueroute frauduleuse des sous-marins ! »

Un soldat américain a eu les deux jambes brisées à Fère-en-Tardenois. — « Ç'aurait pu être grave », nous dit-il avec un sourire. Quand nous le quittons, il nous sourit de nouveau et, montrant son voisin de civière : « C'est, dit-il, un petit Français de treize ans qui a eu l'épaule fracassée par une bombe d'avion ». Le petit blessé, qui est un grand blessé, lui aussi, nous sourit du même sourire.

L'Allemagne avait dit :

— Les États-Unis contre nous ? La belle affaire ! Ils enverront à l'Entente des provisions et des munitions. Ils parlent de lui envoyer un million de soldats. Bien ! Place à la réalité ! Avant que ce million de soldats américains soient instruits, encadrés et transportés en France, la France sera écrasée.

Lourde erreur germanique. En ce moment, il y a un million et demi de soldats américains dans la France victorieuse. Et, chaque mois, il en arrive trois cent mille de plus.

Des Américains. Encore des Américains. Toujours des Américains. Leurs troupes qui se succèdent continuellement se composent d'hommes jeunes, vigoureux, dociles, fiers et gais. Elle donnent l'impression d'une prodigieuse force, raisonnable et honnête, par conséquent essentiellement opposée à la force allemande et destinée à en avoir raison.

En traversant les camps et les cantonnements des Américains, nous éprouvons un seul regret. Ce regret, difficile à exprimer, mais que tout Français comprendra tout de suite, c'est que les écrivains allemands que nous connaissons ne puissent pas nous accompagner dans ce pèlerinage. Avec quelle diligence et quel zèle nous nous ferions leur cicerone ! Avec quelle joie nous lirions dans leurs yeux leur rage impuissante et leur incurable désespoir !

En juin dernier, quand les Allemands avançaient vers Soissons et Château-Thierry, un des principaux journaux, le *Berliner Tageblatt*, a publié cette phrase : « Nos troupes ont détruit un nouveau coin de la France. *C'est un spectacle bien consolant* ». L'ennemi ne détruit que ce qu'il ne peut pas dérober. Les forêts françaises ont été abattues, et les trains allemands, toujours sous pression, les ont emportées, arbre par arbre, au fond de l'Allemagne. Dans ces trains s'entassaient nos meubles,

notre literie, nos vêtements, nos objets d'art, tous nos métaux depuis les ferrures des cimetières jusqu'aux cloches des églises. En observant les traces de ces destructions et de ces pillages, les Américains répètent le mot qu'ils ont prononcé dès qu'ils ont vu leurs blessés achevés par l'ennemi, leurs prisonniers pendus la tête en bas et saignés comme des poulets : « La paix est impossible pour le monde, tant que le peuple qui a commis de tels crimes ne sera pas puni et n'aura pas réparé ».

L'amiral américain Wilson disait récemment : « C'est une erreur de croire que l'Américain et le Français s'aiment comme des frères, puisque des frères peuvent être tentés de se quereller. Ils s'aiment comme père et fils. L'Américain est le fils intellectuel du Français. »

Quant au président Wilson, ce juriste a enfin résumé d'un mot tout ce qui concerne l'Alsace-Lorraine : « L'Alsace et la Lorraine seront restituées à la France. Il n'y a plus de question d'Alsace-Lorraine. C'est une affaire réglée. (*There is no more any question of Alsace-Lorraine. It is setlled.*)

Après avoir cité ce mot à Boston, le 14 juillet 1918, dans une grande réunion populaire, le sénateur Loddes, membre de la commission des Affaires étrangères, ajoutait au nom des Etats-Unis : « Oui, l'Alsace et la Lorraine seront rendues à la France. Jamais nous n'admettrons qu'il y ait des *si*, des *mais*, ou des *quoique*. »

Devant tant de ruines, où la barbarie allemande continue à se répandre en pillages, en assassinats et en scélératesses sans nom, un officier américain vient à nous et nous dit en nous serrant les mains: «*Punition par nous deux.* — Entendu, frère ! » Il sait mon nom. Je ne sais pas le sien. Mais c'est mon frère et nous punirons ensemble le lâche bandit d'outre-Rhin. Voilà ce que je sais. Cela suffit. Punir ensemble! Cette sentence de justice, le peuple la formule en un mot. Au passage d'un train plein de soldats américains, j'entends une petite marchande de journaux toute frêle et bossue, crier en agitant ses feuilles comme des drapeaux : « Vengeurs ! » Cri du peuple, voix de Dieu !

Après avoir parlé à nos camarades sur la ligne de feu, nous avons reçu de nos chefs l'ordre de leur parler dans les cantonnements du voisinage, à Beauvais, à Grandvilliers, à Abancourt, dans la région du Tréport. Combien leur esprit a évolué depuis le début de la guerre ! Il est arrivé aujourd'hui au point qui doit le plus pleinement satisfaire la patrie. Ils se rendent compte de cette vérité absolue que toutes les hypothèses, optimistes ou pessimistes, échafaudées depuis le début de la guerre, se sont écroulées. Donc, plus d'hypothèses ! Une chose s'impose, indiscutable : résister et vaincre. La victoire est peut-être difficile, mais assurément la défaite est impossible. C'est pourquoi on résistera et on vaincra. Où ? Quand ? Comment ? Inutile de discuter là-dessus. Ce serait rouvrir la porte aux suppositions vaines. Faire son devoir. Voilà l'essentiel. Voilà tout.

La région du Tréport, d'Eu, d'Abbeville, semble toujours un peu indolente dans sa grâce. Là, ni le ciel ni le sol ne poussent l'homme à l'action. Pour vivre, certaines femmes se contentent de leur allocation et de ce qu'elles peuvent gagner avec les étrangers, Belges ou Anglais. Cependant, à la ligne de feu, les fils de cette région font leur devoir. Ceux du 3e corps ne se sont-ils pas battus en héros, et combien de marins énergiques sortent de ces maisons d'aspect si paisible !

Le Tréport, dont les maisons se rangent, pittoresques, en face de la mer, ne laisse que de calmes images. C'est, ici, une haute maison du meilleur style renaissance : pignons à rampants, poutres apparentes aux sculptures délicates, bandeaux décorés de médaillons, porte ciselée et hospitalière. C'est surtout, plus haut, la vieille église, naïve merveille de gothique flamboyant et de renaissance. Son grand portail étale une somptuosité ingénue, un peu meurtrie. Quant à son petit portail, on ne saurait

imaginer délice plus subtil. Une archivolte de pampres et de raisins est portée par des anges en prières, lesquels, dans leur extase, ne voient pas que, sous les grappes, se cachent des démons. Y a-t-il là un symbole? Mais quoi! La Renaissance n'avait pas l'humeur symbolique. Elle recherchait la beauté pour la beauté. A l'intérieur comme à l'extérieur, l'église nous offre toutes sortes de surprises. Pendentifs de plusieurs mètres suspendus aux voûtes, stalactites d'idéale orfèvrerie, vitraux splendides, tragique Mise au Tombeau. Çà et là, brûlent des cierges, pieusement. Aux murs, des inscriptions dorées attestent que les vœux formés ici s'accomplissent par la grâce de Dieu et que la Victoire des Victoires approche.

Avant le jour, pour nous rendre à la gare, nous passons de nouveau près de l'église. Sur le ciel que blêmit l'aurore, elle nous paraît démesurée. La falaise où elle est construite semble faire corps avec elle. On dirait un temple bâti par des géants pour des géants, le temple des vainqueurs dans la guerre du Droit.

En cette région, si près du front, voici des camps anglais qui étalent le plus fastueux entassement de ressources militaires : canons neufs, tout prêts à devenir de vieux grognards; monceaux de projectiles, protégés par un rempart de sacs à terre et couverts d'énormes toitures en gravier, interminable infanterie qui s'exerce; superbe cavalerie qui s'entretient. Sous les constructions improvisées et sous les tentes, le long des avenues et dans les champs de manœuvres, une force inouïe attend le moment de donner sa mesure.

Soudain, des troupes britanniques, récemment débarquées, descendent des camions automobiles. Casquettes plates, sacs gonflés, buffleteries épaisses, fusils courts à grosses mires, bandes molletières bien serrées, confortables vêtements kakis, copieux insignes de bronze aux collets, tout leur donne un air battant neuf. L'orgueil des troupes britanniques, quelles qu'elles soient, c'est de paraître « toujours fraîches ». Cet orgueil s'exalte aux accents de leur musique propre. Pendant que les automobiles trépident, fifres et tambours s'escriment à l'envi pour rythmer le pas des soldats qui défilent. Tout à coup un obus tombe près de nous. Quelques soldats sont atteints plus ou moins grièvement. Pendant qu'on les emporte à l'ambulance voisine, le défilé continue, du même pas régulier. Quant aux musiciens, bien campés sur leurs larges pieds, ils n'ont rien vu. Faisaient-ils attention à autre chose qu'à leur allègre musique si fortement cadencée? Le défilé fini, les uns rajustent les tambours sur leur dos, les autres replantent comme un poignard leur petite flûte dans sa gaine de cuir et défilent à leur tour, en se sifflant à eux-mêmes un air de leur choix.

Nous étions à Abbeville, lorsque s'y est tenue la première séance du Conseil supérieur interallié, sous la présidence de M. Clemenceau. Elle a duré deux jours. Toutes les questions militaires y furent examinées. A côté de Lloyd George, d'Orlando, président du Conseil des ministres italien, de lord Milner, ministre de la Guerre de Grande-Bretagne, et de Foch, « commandant en chef des armées alliées sur le front occidental », avaient pris place les représentants militaires du Conseil supérieur de guerre : général Sackwill-West (Grande-Bretagne), général Robilant (Italie), général Belin (France), général Wilson, chef d'état-major de l'armée britannique; maréchal Douglas Haig, commandant en chef de l'armée britannique; général Pershing, commandant en chef de l'armée américaine; général Pétain, commandant en chef de l'armée française; amiral Wimno, premier lord naval; amiral Debon, chef d'état-major de la marine française. Après la dernière séance, M. Clemenceau, que nous interrogions sur les décisions prises, nous a dit : « Je suis très content; ne me demandez rien de plus ». Après un moment de silence, il a ajouté : « Foch affirme que la pointe de l'épée



LE POILU

par R. Desvarreux

allemande est brisée. Peut-être l'Allemagne rêve-t-elle encore de refouler les Alliés à coups de plat de sabre. Elle rêve debout. Gare au réveil! »

A mesure qu'on s'éloigne du véritable danger, on entend plus de faux bruits sinistres. Nous avons déjà signalé le rôle, sonnant et trébuchant, de la propagande ennemie dans la propagation de ces bruits! Malgré tout, l'état moral de la France demeure excellent. Partout, se révèle un cœur héroïque.

A Rouen, nous avons fait une conférence dans la maison où est né Corneille, à quelques pas de la place où Jeanne d'Arc a été brûlée. Un peu plus loin, nous



ARTILLERIE ANGLAISE TRAVERSANT ROUEN.

(Photo Branger.)

avons salué l'endroit où les cendres de Jeanne d'Arc ont été jetées à l'eau, le 30 mai 1431, vers la mer, vers tous les rivages du monde. Quelques vieilles maisons subsistent encore, qui virent passer Jeanne allant au supplice et qui entendirent les cris des braves gens lui adressant un suprême adieu. Sur la place de la Pucelle, voici une statue symbolique élevée sous Louis XV, en l'honneur de Jeanne d'Arc. Le sculpteur Slodtz (1755) y a mis le style Dubarry au service de la chaste héroïne de Vaucouleurs. Devant cette statue défilent une troupe d'Anglais se dirigeant vers la gare. Leurs pas, leur voix, certains détails de leur accoutrement, rappellent le temps où ils défilaient ici en ennemis. Aujourd'hui, ce sont nos amis très fidèles. Ajoutons qu'ils ont pour Jeanne d'Arc la même admiration, la même dévotion que nous. Surexcités par tous les souvenirs de Jeanne d'Arc, ils aiment à répéter : « C'est nous qui aiderons la France à sauver le monde : rappelez-vous que si nous sommes très lents à nous engager à fond, nous finissons toujours par l'emporter. » Ce langage froisse parfois les nerfs de la population rouennaise.

Cependant elle se contraint et répond très sincèrement : « Vous montrerez donc que vous avez appris à combattre à l'école de nos soldats. Que Jeanne d'Arc vous protège ! »

Jamais ce qui touche à Jeanne d'Arc n'a été, plus qu'aujourd'hui, au grand courant de l'actualité. Elle nous a donné nos grands mots d'ordre, dans la Guerre du Droit : « Avant de traiter, bouter dehors les ennemis. Fussent-ils accrochés aux nues, nous les aurons. » Elle a même formulé, pour les pessimistes, une formule d'un magique effet : « Taisez-vous. Il ne tient qu'à vous que les ennemis soient plus vite déconfits : allez vite à la bataille. »

La maison natale de Corneille, complètement transformée au siècle dernier, est devenue, depuis le commencement de la guerre, un *Foyer du soldat.* Salle de



PATROUILLE HINDOUE.

(Photo Rol.)

jeux au premier étage; salle de réunion au rez-de-chaussée. On pourrait y jouer le *Cid.* Pour la conférence que nous eûmes l'honneur d'y faire, les auditeurs étaient venus en si grand nombre que la maison de Corneille parut trop petite. Pourtant, circonstances très défavorables, la variole sévissait, à Rouen, depuis quelques semaines; les troupes anglaises de la ville et de la région restaient consignées dans leurs casernes; dans la nuit précédente, un avion allemand avait jeté des bombes sur la ville. Rouen, ville du front ! Titre cornélien pour exalter le courage des arrière-petits-neveux de Corneille et des petits-neveux de Charlotte Corday.

Pendant la guerre, la prospérité de Rouen s'est extraordinairement développée. Sur la Seine, le trafic par bateaux dépasse toutes les prévisions. Les quais s'agrandissent de plusieurs kilomètres. Quelquefois même, dans l'encombrement du fleuve, maint bateau est déchargé en pleine Seine. Sur les quais s'amoncellent les marchandises les plus variées, ravitaillement de toutes sortes, depuis la biscuiterie destinée à l'armée jusqu'à la pâte de bois destinée à la presse. Au fond, à Rouen comme dans toute la Normandie, la population est très patriote. Les soldats, nés ici, sont de bons

soldats, courageux, résistants, soucieux de l'honneur et même du point d'honneur. Une retraite les enrage. Une avance les enivre. Nous avons constaté souvent, sur le front, qu'ils ressemblent aux soldats lorrains, par leur tenace et tranquille courage. Mais, à Rouen comme dans toute la Normandie, la population a besoin qu'on lui prouve que la France peut vaincre. Dès qu'elle aperçoit la possibilité de la victoire, elle redouble de vaillance et communique à ses soldats une flamme nouvelle. Dûment avertie, elle supportera toutes les épreuves, quelles qu'elles soient.

Voici Elbeuf. Le maire est mobilisé. Le premier adjoint vient d'apprendre que son fils a été nommé chevalier de la Légion d'honneur pour sa belle conduite au feu. Il préside notre conférence. A ceux qui le félicitent, il répond d'une façon modeste et charmante : « Mon fils est à la peine. Je suis à l'honneur. Ne serait-ce pas la division du travail? » Il a, près de lui, le lieutenant-colonel Bonnaire, du 39e régiment d'infanterie, commandant de place à Elbeuf, blessé devant Verdun, à Thiaumont, et resté paralysé à demi. La ville d'Elbeuf n'a pas seulement de belles constructions modernes, industrielles et commerciales. Elle a de curieuses églises : l'église Saint-Jean aux vitraux d'un faste émouvant, à la tour d'une délicatesse hautaine; l'église Saint-Etienne aux magnifiques baies du gothique le plus épanoui, au grand Christ, taillé dans un chêne, chef-d'œuvre de la menuiserie normande que toute la France a appris à goûter. Le long de la petite rivière, le Puchon, dont l'eau passe pour si bonne à la draperie, les fabriques aux milles fenêtres font songer à nos anciennes fabriques alsaciennes ou lorraines. En 1874, est venue s'établir ici toute une colonie d'Alsace, notamment les maisons Fraenckel, Blin, de Bischwiller. Nos manufactures de draps d'Elbeuf comptent parmi les plus illustres. Elles font travailler plus de 12000 ouvriers et produisent par an plus de 100 millions de marchandises. La spécialité constante d'Elbeuf, c'est ce qu'on appelle « les nouveautés ». De ses manufactures sortent, par jour, plus de 20000 mètres de drap bleu horizon; plus de 600 kilomètres par mois. Dans la manufacture que nous traversons, des sacs entassés montrent de quoi se compose essentiellement un uniforme militaire d'aujourd'hui. Ces sacs, dont l'un est crevé, contiennent une laine bleue, que l'on croirait issue d'un rouet idéal tournant en plein azur. Puisse cette laine résister à tous les accrocs et même, au nom du ciel, intercepter les balles!

Instinctivement, les mains de nos drapiers pétrissent d'un geste connaisseur le drap de notre uniforme : « Les draps de France sont toujours les meilleurs ». Elbeuf, qui parle des siens avec un légitime orgueil, les compare aux draps anglais, aux draps américains, aux draps espagnols, ces derniers « désagréables et pareils à un piètre amadou! »

La ville est, en ce moment, envahie par une foule d'évacués. Les deux principaux hôtels ont été pris d'assaut. Parmi les réfugiés se trouvent de grands industriels du Nord qui ne dissimulent ni leur douleur ni leur impatience, sous les coups qui les frappent, mais qui gardent leur confiance intacte. Pour les nouveaux venus, le maire doit, chaque jour, trouver des logements par centaines. On devine quelle tristesse émane de ces pauvres gens. Ce sont des déracinés, dont quelques-uns avaient déjà été déracinés une première fois et commençaient à reprendre racine. D'ailleurs, comment pourrait-on « évacuer » des êtres humains sans les blesser à fond? Dans cette angoissante disposition d'esprit, plus d'un se fait l'écho inconscient des mensonges allemands. Nous entendons dire, par exemple, que le Havre est bombardé; que des milliers de Parisiens sont tués, chaque semaine, par les obus allemands ; que Rouen ne tardera pas à être envahi comme Amiens.

Nous arrivons à Yvetot. La ville tire ses principales ressources de l'agriculture.

Cependant elle a deux industries qui travaillent pour la guerre : corderie et chapellerie. En temps de paix, les coiffures qui se fabriquaient à Yvetot, c'étaient les chapeaux de soie appelés gibus, que l'on aurait pu appeler royalement des Yvetots. La guerre a, dit-on, tué le chapeau haut de forme. Yvetot ne fabrique que des képis. Nous avons appris avec plaisir que notre képi venait d'Yvetot, comme le drap de notre uniforme, d'Elbeuf. Le nom d'Yvetot est très connu, mais son histoire l'est beaucoup moins. Le seigneur d'Yvetot ayant obtenu, par d'exceptionnels services, une indépendance réelle en des temps très lointains, devint maître chez lui. Son royaume, qui comprenait trois communes : Yvetot, Sainte-Marie, Saint-Clair, subsista jusqu'à la veille de la Révolution. Le dernier roi d'Yvetot, Camille III, mourut en 1787. Napoléon appréciait le courage des soldats d'Yvetot. Il y fit halte deux fois, comme premier consul, puis comme empereur. Son dernier passage, après son entrée à Berlin, laissa dans la ville un sillage de gloire. Une des plus belles rues s'appelle *rue des Victoires*. Elle est toute baptisée pour demain ! Dans la guerre actuelle, la ville d'Yvetot a perdu deux cents de ses fils, tombés au champ d'honneur. Les plus jeunes ne songent qu'à venger leurs aînés. Le maire, qui présidait notre conférence, exprima ces sentiments. Il avait près de lui, avec tous ses administrés, le sous-préfet, Boismarnier, dont le père est né à Sarrebourg et qui, bien que dégagé de toute obligation militaire, a fait son devoir sous les drapeaux ; le capitaine de Toulza, administrateur de l'hôpital, ancien commandant d'armes de Grandvilliers et, lui aussi, blessé de guerre.

Voici Domfront où se trouve un dépôt de volontaires polonais, Coutances et sa région d'élevage qui s'enorgueillit de produire assez de viande pour nourrir la moitié de la France. Voici Vire, dont l'indifférence était proverbiale, « Vire où l'on ne chante ni ne danse », mais que le souffle de la Guerre du Droit a transfigurée et rendue belle comme son église, son paysage et son ciel. Voici Mortain, qui, par son pittoresque et son patriotisme, paraîtrait une cité vosgienne, sans la luisante ardoise de ses toits et le sombre granit de ses murailles. Voici Bayeux et son école de sous-officiers belges. Voici Dinan et son imposante enceinte du XIVe siècle où se détache le donjon de la reine Anne que chante la Lorraine. Hier, le maire de Dinan a vu entrer chez lui un soldat américain qui lui a déclaré : « Je suis né dans votre ville. Ainsi l'a voulu le hasard. Aujourd'hui que le devoir m'y ramène, je veux y laisser une marque de mon passage. Voici cent dollars. Donnez-les à vos deux plus pauvres orphelins de la guerre. » Voici Josselin, écrin plein de merveilles. Vieilles maisons renaissance, d'une grâce un peu rustique et si profondément honnête. Eglise Notre-Dame du Roncier, dont la chaire en fer forgé rappelle les chefs-d'œuvre du grand ferronnier lorrain Jean Lamour. Tombeau du connétable Olivier de Clisson, digne frère d'armes de Duguesclin, étendu près de sa femme, Marguerite de Rohan, sur une dalle de marbre noir. Château des Rohan, admirable pour ses fondations qui ont épousé le roc vif, pour ses fenêtres, ses lucarnes et ses galeries d'une magie aérienne. Notons la décoration des galeries, formée de la devise des Rohan : *A plus*. C'est, à la fois, le cri du courage et l'expression du génie français. Le duc de Rohan, élu député de l'arrondissement en 1914, est mort au champ d'honneur, en 1916, justifiant l'orgueil de cette devise qui remonte vers le ciel. Quand la guerre éclata, son titre de député aurait pu le dispenser de servir. D'autre part, ancien officier de cavalerie, il aurait pu ne pas aller tout de suite aux tranchées. Il reprit du service et troqua son képi de hussard contre un béret de chasseur. A Hardecourt-aux-Bois, dans la Somme, près de Péronne, comme il explorait le terrain pour une attaque, une balle l'atteignit au front. C'est simplement la mort du plus brave. Mais là dessus se sont greffées des légendes. Les unes, pittoresques

et étincelantes, à la française; les autres, sinistres et abjectes, à l'allemande. On dit, par exemple, que le duc, grand fumeur, et qui gardait toujours à la bouche sa pipe même non allumée, eut la fantaisie de l'allumer ce soir-là. La lueur brève de son briquet guida le feu des mitrailleuses. N'hésitons pas à signaler une légende monstrueuse que les Allemands tentent de faire admettre. Le duc de Rohan aurait été victime d'un assassinat; un de ses hommes aurait tiré sur lui par derrière. Cette calomnie donne la mesure de ce que l'ennemi est capable d'inventer. En vérité, le duc de Rohan était aimé de tous ses hommes. Ils l'appelaient avec une familiarité tendre : *Rohan*, comme aux croisades. Dans la salle d'honneur du château, parmi



CHATEAU DE JOSSELIN.

(N. D. Photo.)

les armoiries, à côté du mot « Bretagne » est inscrit le mot « Lorraine ». Parenté entre les princes bretons et les princes lorrains. Parenté entre le peuple breton et le peuple lorrain. Ajoutons que le nom de Rohan, attaché ici à tant de monuments, se relie à deux villes d'Alsace : Strasbourg et Saverne. Au château de Saverne était gravée la devise des cardinaux de Rohan : *Suadere* (persuader). Exquise devise ! A cette devise, les Allemands (rappelons-nous l'affaire Forstner, à Saverne), ont rêvé d'en substituer une autre de leur cru : celle du vieux roi de Prusse, *nicht raisonnieren* (ne pas raisonner). A Josselin, pas une rue qui ne soit en deuil. Sublime défilé des morts josselinais, allant vers la gloire avec leur député en tête, le capitaine de Rohan ! Celui-là est tombé au champ d'honneur, en disant : « A plus ! » comme son collègue, Abel Ferry, neveu du grand Vosgien, y tombera en disant : « Ferry oblige ! »

Voici Ploërmel. Vieilles maisons, série d'inoubliables images. Cloître roman aux

écussons précieux. Eglise Saint-Armel, magnifique poème de pierre. Il faut pourtant se méfier de ses gargouilles. Pendant que, sous la pluie, nous déchiffrions le poème de pierre, une de ces gargouilles, représentant un porc aux pieds de devant hypocritement joints, nous inonda d'eau glacée. Avec ses murailles immatérielles et muées aux vitraux, l'église Saint-Armel donne, la nuit, la même impression que la cathédrale de Metz. Quand on l'éclaire à l'intérieur, elle apparaît comme « la lanterne du bon Dieu », suivant le mot des bonnes gens de chez nous. Metz verra bientôt des Américains. Ploërmel en voit déjà. Deux camps américains sont installés près d'ici : le camp de Meucon et le camp de Coëtquidan. Le champ de tir de Coëtquidan s'étend presque jusqu'au territoire de Ploërmel. A Ploërmel même se trouve un important dépôt du 102e lourd, classe 18, engagés volontaires et récupérés, sous les ordres du commandant Cauvel et du capitaine Brillon, blessés de guerre.

Un des spectacles les plus nobles, les plus émouvants et les plus charmants, nous dirions : les plus réconfortants, si la France, au seuil sacré de la victoire, avait besoin de réconfort, un des spectacles que nous voudrions montrer à tous les Français, pour les récompenser de leurs meilleurs efforts, est celui de la jeune classe 1918, dans sa vie militaire de tous les jours. Voici plusieurs milliers de nos « bleuets » en Bretagne, au petit séminaire de Sainte-Anne d'Auray. A la demande de leur commandant, nous avons eu l'honneur de leur parler, dans la grande chapelle où ils étaient réunis. La vision de cette assemblée demeure en nous comme une incomparable image de France. Les milliers de têtes si jeunes encore, mais déjà bronzées et viriles, ces regards droits et clairs, cet air de parfaite santé physique et morale, cette résolution profonde, exprimée non par des paroles et des gestes, mais par le rythme des mouvements et la correction de l'attitude, tout en eux prouve à quel point la France est digne de son glorieux passé et mérite l'admiration de l'univers. Entre ces jeunes soldats et leurs officiers règnent une sympathie et une confiance sans pareilles. Ecoutons les officiers parler des soldats : « Nos petits sont admirables. » Beaucoup de ces petits ont la tête de plus que leurs officiers. Mais les officiers ont pour leurs soldats un cœur de père, plein de tendresse et de fierté. — « Tous, répètent-ils, sont excellents, tous sont irréprochables. — Voilà un mot singulièrement fort. — Il est juste. — Ce n'est pas le grand mot « irréprochable », qui nous surprend, c'est le petit mot « tous ».

Refoulement de l'ennemi. — Les Alliés marchent vers les Ardennes.

Foch, dans son offensive, entre l'Aisne et la Marne, entre la Scarpe et l'Avre, avait remporté ses premiers grands avantages en tirant parti des poches que l'ennemi venait de creuser dans nos lignes, à si grand prix.

Les Allemands travaillaient ainsi, avec l'énergie du désespoir, à leur propre défaite. En 1914, ils avaient commis une faute grave quand ils s'étaient enfoncés dans des trous. En 1918, ils ont commis une faute plus grave encore, le jour où ils en sont sortis.

Dès lors, Foch qui les tenait ne leur laissa ni trêve ni merci. Il disait, avec sa pittoresque brièveté de grand soldat : « Nous allons enfin rendre tout son sens au mot accrochage » !

Depuis la mer du Nord jusqu'à la Moselle, il multiplia et développa ses attaques. Bataille immense qui, par ses péripéties sériées ou concomitantes, par ses éclatantes préparations ou ses surprises formidables, par ses amples mouvements

ou ses coups saccadés, en un mot par sa variété dans son unité, constitue un chef-d'œuvre de l'art militaire!

L'ensemble du plan était la logique et partant la simplicité même.

Premièrement : refouler l'ennemi sur la ligne Hindenburg, rempart immense, établi depuis Dixmude jusqu'à la Meuse, et dont les retranchements, les fortins, les reseaux de fils de fer barbelés, les ouvrages combinés savamment, s'appuyaient sur des bastions tels que Lens, Quéant, Cambrai, Saint-Quentin, La Fère, puis s'étendaient vers le nord de Reims, puis traversaient la Champagne et l'Argonne : prodigieux système de défense, consolidé, en arrière, par trois de nos plus illustres villes françaises que Hindenburg appelait ses piliers : Lille, Laon, Metz!

Secondement : inquiéter l'ennemi dans ses communications, le menacer d'encerclement, lui faire sans cesse sentir de près cette manœuvre de tenailles, qui avait si rapidement changé son avance tumultueuse en incontestable défaite.



CIMETIÈRE ALLEMAND A SAINT-MIHIEL.
Section photographique de l'Armée.)

Ainsi, devait-il nécessairement évacuer son inexpugnable rempart et s'offrir, en rase campagne, à un duel dont l'issue ne pouvait plus être douteuse.

Pour le 31 août, les armées allemandes étaient revenues aux positions d'où elles étaient sorties le 21 mars, « à la conquête de la paix ». Que de pertes, depuis lors, elles avaient subies, en prisonniers, en canons, en matériel de toute nature! Parcs et établissements de guerre avaient été abandonnés. Leurs effectifs « baissaient à faire peur ». Bataillons réduits à trois compagnies ne comptant pas même 500 fusils.

Ludendorff avait fait établir une position de repli, la position Hermann. Elle partait d'Ecloo, près de la frontière hollandaise, longeait la Lys entre Deinze et Courtrai, passait à Tournai, à Valenciennes, à l'ouest de Guise et à l'est de la Fère. Là, elle retrouvait la position que l'ennemi avait préparée, en 1917, sous le nom de position Hunding-Brunhilde, laquelle suivait la Serre, suivait l'Aisne, jusqu'au sud de Vouziers, et gagnait, à Consenvoye, sur la Meuse, les positions si puissantes construites en face de Verdun. Dans la pensée du Premier Quartier-Maitre Général, une troisième position de repli pouvait aller d'Anvers à Consenvoye par Bruxelles, Charleroi et la Meuse.

Assurément pour lui, le mieux aurait été de se replier tout de suite sur le front le plus facile à défendre, avec le moins possible d'unités. Ce front tout indiqué allait, de l'extrémité sud du Limbourg hollandais, à Luxembourg, au sud de Metz, et au front solidement construit en Lorraine. Quand Ludendorff se résoudra enfin à cette suprême détermination, la bataille suprême sera perdue.

D'ailleurs, depuis que que temps, il se noyait dans les demi-mesures. Ainsi,

avant de quitter la position Hindenburg, il cherchait à sauver le matériel entassé entre la position Hindenburg et la position de Spa. Les Alliés ne devaient pas lui en laisser le temps.

Pendant la première semaine de septembre, l'exécution du plan de Foch exigea la reprise des bandes de terrain que l'ennemi gardait encore, en avant de la ligne Hindenburg, en Picardie, entre l'Oise et l'Aisne, au sud de l'Aisne. Par des efforts



CONVOI AMÉRICAIN DANS SAINT-MIHIEL.

(Photo Chusseau-Flaviens.)

bien concertés, les troupes françaises, britanniques et américaines y réussirent à souhait.

A la préparation méthodique des combats futurs, Foch avait résolu de mêler quelques brusques attaques d'un déconcertant effet.

Ainsi, le 2 septembre, il lança l'armée britannique, commandée par le général Horne, contre un secteur de la ligne Hindenburg qui passait pour un des plus importants et qui n'avait jamais été même ébranlé. Les Britanniques avançant à l'est d'Arras, entre Drocourt et Quéant, firent tomber pièce par pièce tout le secteur proposé comme objectif. Ils y recueillirent 12 000 prisonniers.

L'ennemi comprit qu'il ne pourrait plus défendre la poche creusée, près de la Lys, dans le secteur de La Bassée. Il se replia promptement vers le nord. Cependant, les Britanniques ne perdaient le contact ni vers le nord, ni vers le sud, dans la région de Cambrai.

Au même moment, les troupes françaises réalisaient une semblable avance en



COMBAT DANS LA FORÊT DE COUCY, par Ch. Baude

Picardie. Les armées de Debeney, d'Humbert, de Mangin progressaient à l'envi. Nous entrions à Ham, a Chauny, à Tergnier. D'autre part, au nord de l'Ailette, nous occupions Coucy et la Basse-Forêt.

Dans son recul, l'ennemi arrivait aux points où tout était accumulé pour lui permettre de résister. Il dirigea contre nous des attaques de toutes sortes, sans d'ailleurs aboutir à rien de sérieux.

La vanité de ses efforts, dans la région du nord, lui apparaissait d'autant



LES AMÉRICAINS TRAVERSENT SAINT-MIHIEL.
(Photo Chusseau Flaviens.)

plus cruelle que, à l'autre extrémité du champ de bataille, dans la région du nord-est, il était battu, à l'instant même où il commençait son repli.

Une offensive franco-américaine venait d'être organisée vers Saint-Mihiel. On avait résolu de « vider la poche » ou, suivant l'expression en usage au début de la guerre, de « réduire la hernie ».

Le 12 septembre, après un bombardement intense de quatre heures, les Américains s'élançaient dans la direction du nord, en attaquant depuis le sud de Saint-Mihiel jusqu'aux environs de Pont-à-Mousson.

De concert avec les Américains, l'armée française, établie au pied des côtes de Meuse, sous le commandement du général Hirschauer, se portait violemment de l'ouest à l'est.

L'ennemi, qui se voyait cerné, à Saint-Mihiel, par la jonction des Américains et des Français dans la Woëvre, abandonna en hâte Saint-Mihiel et la région de Saint-Mihiel. Déjà, il en avait retiré presque toute son artillerie. Mais, si rapide que fût

sa fuite, il laissa 15 000 hommes aux mains des vainqueurs. Saint-Mihiel et Chauvoncourt étaient à nous.

Rectifié ainsi, notre front, traversant la Woëvre, allait de Viéville-sous-les-Côtes vers Thiaucourt et vers le Bois-le-Prêtre, au nord de Pont-à-Mousson.

Les Américains, lancés dans cette direction, arrivèrent en vue de Metz. Ils s'établirent à Vilcey et au nord de Norroy. La vieille et illustre forteresse mosellane se trouvait sous leur feu.

D'autre part, notre voie ferrée, de Paris à Nancy par Commercy, était dégagée.

Peu à peu, dans le génie de Foch, se précisa ce grand mouvement stratégique qu'on a pu appeler la marche concentrique sur Mézières.

A l'ordinaire, l'expression qui revient le plus souvent aux lèvres du généralissime, dans toute discussion et même dans toute démonstration un peu compliquée, c'est : « De quoi s'agit-il ? » Son souci capital est de bien déterminer la question pour bien la résoudre. Or, il s'agissait alors de faire exécuter une manœuvre sans précédent, par toutes les armées alliées : les Français et les Américains attaquant du sud au nord ; les Britanniques, appuyés par les Français, brisant la ligne Hindenburg en direction de Mézières et de Givet ; les Belges, les Britanniques et les Français du groupe des Flandres marchant vers Givet-Mézières par la Belgique !

Bien entendu, cette vaste pensée dominante n'empêchait nullement Foch de tenir d'autres idées prêtes à s'adapter à toutes les circonstances.

Si, par exemple, l'ennemi avait réussi à se maintenir sur la ligne Hindenburg, Foch, pour le forcer à la retraite, aurait rendu plus intense le mouvement débordant du groupe belge, britannique et français dans les Flandres.

Déjà, dans le nord, les Britanniques avaient recommencé à gagner du terrain. Ils réduisaient à l'impuissance l'ennemi qui contre-attaquait dans la région d'Havrincourt, dans la région de La Bassée, dans la région d'Ypres.

L'armée de Mangin, avec sa splendide promptitude, enlevait le moulin de Laffaux et progressait sur le Chemin des Dames, en y récoltant 5 000 prisonniers.

Le 18 septembre, Foch jugea l'heure venue de faire tomber un autre secteur extrêmement solide de la ligne Hindenburg, entre Cambrai et Saint-Quentin.

Dans ce secteur « capital », l'ennemi avait réuni des troupes en très grand nombre et en très bon état. Ce fut Douglas Haig en personne qui dirigea l'opération, avec l'armée britannique de Rawlinson et l'armée française de Debeney. Il attaqua à l'ouest et au nord-ouest de Saint-Quentin, d'Holmon à Gouzeaucourt, c'est-à-dire sur un front de 23 kilomètres. Le soir du 18, Douglas Haig avait gagné plusieurs kilomètres et fait plus de 6 000 prisonniers. Le 19, il refoula les contre-attaques et continua son avance.

De son côté, Debeney marchait vers Saint-Quentin et délivrait les villages voisins. En deux jours, pour notre offensive, le butin s'élevait à 12 000 prisonniers et à 66 canons. Bientôt les Alliés arrivaient à l'Oise et s'établissaient à Vendeuil.

Foch étendit alors cette offensive vers le nord. Sur son ordre, à la gauche, l'armée de Rawlinson, l'armée de Byng et l'armée de Horne déclenchèrent une attaque au sud de la Sensée. Leur objectif était Cambrai. Peu d'attaques furent menées avec plus de sûreté et de fougue. Les tanks conduisaient la marche. Quand le canal du Nord fut atteint et que les tanks s'arrêtèrent devant tous les ponts détruits par l'ennemi, on eut l'idée de précipiter dans l'eau les chars de modèle ancien, lesquels firent fascine aux chars de modèle nouveau.

Le 29, les Britanniques, après avoir passé le canal de l'Escaut à Marcoing, refoulé les contre-attaques de l'ennemi, capturé 12 000 hommes et 210 canons,

débordèrent Cambrai par le nord et par le sud. Des combats s'engagèrent dans les faubourgs de Cambrai.

Au même moment, l'armée britannique de Rawlinson et l'armée française de Debeney convergeaient vers Saint-Quentin, la première en progressant par le nord, la seconde en progressant par le sud. L'armée Debeney eut à supporter les plus violentes contre-attaques. Le 1er octobre 1918, elle réussissait à pénétrer à Saint-Quentin jusqu'au canal. Le 2 octobre, elle tenait la ville entière.

Près de Cambrai, les Britanniques s'acharnaient de même à la bataille et parvenaient au Catelet. Pas d'interruption dans ce double élan. Britanniques et Français avançaient, entre Cambrai et Saint-Quentin ainsi qu'à l'est de Saint-Quentin, au prix de terribles efforts, mais leurs progrès n'en étaient que plus significatifs.

Le commandement unique, ne perdant jamais de vue l'ensemble du front, développa l'offensive entre Cambrai et Saint-Quentin, tout en déclenchant une autre offensive entre Dixmude et Ypres.



DOUAI. — RUE DU CLOCHER-SAINT-PIERRE.
(Section photographique de l'Armée.)

Le 8 octobre, les troupes belges, commandées par Albert Ier, attaquèrent depuis Dixmude jusqu'au sud-est d'Ypres. Le roi des Belges avait demandé un ordre de service. On le lui avait donné. Il avait demandé aussi un général français « pour diriger, à côté de lui, les opérations ». On lui avait envoyé le général Degoutte. A la droite des Belges marchaient les troupes britanniques de Plumer ; à leur gauche, les troupes françaises, tandis que l'artillerie de la flotte britannique, en tenant l'ennemi sous son feu, les aidait à progresser. Ce groupe d'armées avait pour mission de rompre le front ennemi et de pousser jusqu'à la frontière hollandaise.

Au soir du 28 octobre, l'ennemi avait dû abandonner quelques-unes des positions qu'il fortifiait depuis 1914, par exemple la forêt d'Houthulst devenue légendaire. Bientôt après, il était successivement chassé de Dixmude, de Passchendaele, des hauteurs d'Ypres.

En même temps, les troupes françaises qui appuyaient les troupes britanniques, à gauche, enlevaient Stande. A droite, les troupes britanniques s'élançaient vers Menin. Elles menaçaient un des trois piliers d'arrière sur lesquels comptait Hindenburg pour résister à tout : Lille.

Les Belges, arrivés en vue de Roulers, annoncèrent la capture de 10 000 hommes et de 360 canons. Mais la pluie continuelle, en pénétrant dans le sol spongieux de toute la région, ralentit, puis, pour un temps, arrêta leur avance.

Succès des Alliés en Belgique. Succès des Alliés dans la région de Cambrai. L'ennemi se sentit hors d'état de résister dans ses secteurs du nord. Il hâta donc

sa retraite à Armentières et à Lens. Sur-le-champ, les Britanniques s'établirent dans ces deux villes. En sa rage impuissante, l'ennemi, avant de quitter Douai, mit le feu au centre de la ville. Il rêvait d'atteindre au cœur la cité où Guillaume II, en pleine église Saint-Pierre, avait prophétisé la défaite irréparable de la France et de la Grande-Bretagne. Dans le tableau général du refoulement décisif, nous verrons la portée et l'effet des opérations ainsi exécutées par les Alliés.

Foch estima le moment venu d'ordonner une offensive nouvelle, depuis la Meuse jusqu'à Reims, en direction du nord. Ses forces s'avancèrent, à la fois, à l'est et à l'ouest de l'Argonne. Le grand but visé par lui était toujours Mézières.

A l'est marchaient les troupes américaines. A l'ouest, en Champagne, marchaient, chargées de la plus lourde tâche, les troupes du général Gouraud que venaient appuyer les troupes du général Berthelot.



UN COIN DU VILLAGE DE MONTFAUCON.
(Section photographique de l'Armée.)

Les troupes américaines, commandées par le général Ligget, opéraient entre l'Argonne et la Meuse, sur un front de 33 kilomètres. Brillamment secondées par leur aviation qui, en trois jours, abattit 63 appareils allemands, elles combattaient au nord-ouest de Verdun.

Verdun ! Nos amis d'Amérique, en entrant en lice à nos côtés, nous avaient dit : « Toujours, nous avons aimé l'armée française. Mais, depuis la Marne, nous l'admirons sans réserve, et depuis Verdun, nous l'adorons. » Ce fut à eux qu'échut l'honneur d'achever le dégagement définitif de l'héroïque forteresse meusienne.

Le 26 septembre 1918, vers 2 h. 30, leur bombardement commença. Très violent, très bien conduit, il dura à peine trois heures. A 5 h. 30, leurs troupes s'élancèrent contre les positions que l'ennemi conservait sur la rive gauche et qu'il avait formidablement fortifiées : Malancourt, Béthincourt, Forges. Elles les enlevèrent.

Leur artillerie, rendue mobile à souhait, passa le ruisseau de Forges. L'ennemi fut chassé des bois où il se cramponnait au fond de ses abris, derrière ses réseaux de fils de fer. A midi, Gercourt, Cuisy, le sud de Montfaucon, Cheppy tombaient au pouvoir des assaillants. Ils engagèrent alors la lutte sur les positions que protégeait la hauteur de Montfaucon, la plus redoutable que tînt l'ennemi dans la région.

D'abord, ils contournèrent la hauteur. Par la droite, ils atteignirent Septsarges. A 18 heures, Montfaucon était cerné. Pendant deux jours, ils avancèrent en brisant les contre-attaques ; enlevèrent, à gauche de Montfaucon, Ivoiry, Epinonville ; enfin réunirent leurs forces pour porter le dernier coup.

Déjà, ils s'établissaient sur les crêtes au nord de Montfaucon, dépassaient

Varennes de trois kilomètres et descendaient la Meuse jusqu'à Dannevoux. Enfin, Montfaucon était arraché à l'ennemi ! Au butin figuraient 8 000 prisonniers et 100 pièces d'artillerie.

La prise de Montfaucon avait coûté cher à nos magnifiques compagnons d'armes. Ces soldats de haute stature, athlètes accomplis, oubliaient trop souvent, en gravissant les pentes les leçons qu'on leur avait données pour échapper aux projectiles. Ils étaient abattus par centaines, par milliers. Cette vision à la fois superbe et déchirante nous obsède, chaque fois que nous visitons le cimetière de Romagne, près de Montfaucon. Vingt-cinq mille croix blanches portent toutes des noms d'Américains. Une vaste cité de deuil, disposée en un ordre parfait que jamais rien ne troublera, escalade le coteau et le déborde.

Après la prise de Montfaucon, restait à nettoyer la rive droite de la Meuse, dans la région de Verdun. Les troupes françaises, unies aux troupes américaines, prirent Brabant, Haumont, le bois d'Haumont, le bois des Caures, et parvinrent à la ligne d'où, le 21 février 1916, l'ennemi avait commencé, contre Verdun, l'offensive sans pareille dans l'histoire.

Bientôt, cette ligne était dépassée.

Dès lors, l'ennemi ne devait plus interrompre son recul. Dans la région de Verdun, depuis le 26 septembre 1918, il avait dû abandonner, aux mains des vainqueurs, 21 000 prisonniers, 170 canons, 900 mortiers de tranchées et 3 000 mitrailleuses. La forteresse du Droit restait inviolée. En fuyant, il laissait, sur notre sol ravagé, le sang de ses meilleurs soldats et l'espoir brisé des Hohenzollern. Le général allemand von Ardenne écrivait alors une phrase qui a été souvent reproduite : « Quelle est donc cette force mystérieuse qui tire constamment en arrière les armées de l'Empereur ? » En vérité, les armées de Guillaume II étaient refoulées par la force la moins mystérieuse du monde : celle du courage le plus pur, au service du droit le plus incontestable.



FILS DE FER BARBELÉS.
(Section photographique de l'Armée.)

En Champagne, le 26 septembre, en même temps que les troupes américaines, les troupes de Gouraud avaient attaqué, de Reims à l'Argonne, sur un front de 36 kilomètres. Du premier coup, elles enlevèrent 5 kilomètres d'un terrain où, dans les tranchées les mieux fortifiées, résistaient les troupes prussiennes les plus glorieuses. Notre infanterie, notre artillerie, notre aviation et nos tanks en eurent raison. En quelques jours, l'ennemi refoulé nous abandonna 12 000 prisonniers.

Cependant, les réserves allemandes arrivaient. L'armée de Gouraud fut arrêtée, sur la gauche, dans un terrain marécageux.

Le 1er octobre, par des contre-attaques furieuses, l'ennemi essaya de rattraper

le terrain perdu. Les Américains tinrent bon, bien qu'ils fussent, suivant l'expression de Mangin, « un peu trop tassés entre l'Argonne et la Meuse », situation qui gênait fort leur ravitaillement.

Peut-être le double effort, entrepris le 26 septembre, n'avait-il pas eu, malgré l'éclat de son succès local, tout le résultat d'importance générale que Foch en attendait. Mais Foch possédait d'autres moyens avec d'autres ressources, et il savait mettre tout en œuvre au moment opportun.

Les troupes de Gouraud avancèrent, à la fois, vers Vouziers, au nord d'Auberive, au nord de Somme-Py.

Les troupes de Berthelot avancèrent, à la fois, sur la Vesle, à l'ouest de Reims, au nord de Reims.

Le 4 au soir, l'ennemi cessa brusquement de contre-attaquer. Il se résignait peu à peu à un repli général. Son front s'était écroulé sur un espace de 45 kilo-



PINON. — LES RUINES DU VILLAGE.
(Section photographique de l'Armée.)

mètres à l'est et à l'ouest de Reims. Il cherchait un appui sur la Suippe et sur l'Arnes.

Brimont et les hauteurs de Moronvillers, c'est-à-dire les observatoires d'où il avait martyrisé Reims, tombaient en notre pouvoir. Bientôt, nous cernions et nous enlevions Nogent-l'Abbesse. Sans cesser de talonner les fuyards, nous entrions, le 7 octobre, à Saint-Etienne et à Berry-au-Bac. Le second pilier d'arrière du système de défense auquel Hindenburg attachait son nom, allait céder : Laon.

Entre l'Oise et l'Aisne, Mangin avait attaqué, le 28 septembre. Il occupait la forêt de Pinon et le fort de la Malmaison. Même succès, au nord de Vailly. Même succès, entre la Vesle et l'Aisne, où nous capturions près de 2 000 hommes.

Mais quel spectacle offrait cette terre de France qui, jusqu'à la Guerre du Droit, avait été l'image du labeur le plus fécond et le plus heureux! Sur l'Ailette, comme sur l'Aisne, comme sur la Somme, les chemins étaient défoncés, les ponts détruits, les arbres abattus, les villages anéantis, le sol lui-même ravagé jusqu'en ses entrailles.

Région où le martyre avait pris toutes les formes ! En certain endroit du front,

l'ennemi avait transporté à l'avant la population des villages plus éloignés. Il voulait, de cette population, se faire un bouclier. Ainsi, à la fin de la guerre, il continuait à user des procédés effroyablement lâches qui avaient déshonoré son entrée en campagne. Les pauvres gens, évacués pour un supplice nouveau, continuaient à subir le supplice ancien : la faim. Tout à coup, nos troupes arrivèrent. C'était la délivrance sacrée. Ces pauvres gens crièrent : « Vive la France ! » et se retirèrent dans les maisons en ruines. Nos troupes se mirent en devoir de préparer leur repas. La flamme où bouillaient les marmites était-elle trop vive ? Les cuisiniers songeaient-ils à la victoire plus qu'à la cuisine ? Le fait est que quelques marmites de légumes reçurent un coup de feu de trop. Les provisions ne manquaient pas à



LA LIGNE HINDENBURG PRÈS DE REIMS.

(Photo Champagne.)

notre armée. On remplaça les légumes un peu brûlés par d'autres qu'on fit cuire plus doucement. Après le repas, comme nos soldats allaient jeter à terre le contenu des premières marmites, un officier dit :

— Peut-être cela pourrait-il servir à ces pauvres gens pour leurs bêtes ? Portez-leur cela.

Aux premiers mots de cette offre, on vit sortir de la maison voisine, puis de toutes les maisons du village, en un tragique silence, des enfants, des femmes, des vieillards, larves humaines, tendant leurs mains tremblantes vers la pâture imprévue. A ce spectacle déchirant, l'officier et les soldats détournaient leurs yeux pleins de larmes, en se disant :

— Ah ! si nous avions su...

Pauvres gens aux nerfs brisés, aujourd'hui la France sait. Elle n'oubliera jamais ce que vous avez souffert.

Chez les Français qui sont restés dans l'enfer jusqu'au bout, le moindre mot sur n'importe lequel de leurs tourments soulève des nuées de souvenirs. Ce sont des récits sans fin, et que, sans fin, on écouterait, parce qu'ils révèlent des meurtrissures sans précédent. En faisant ces récits, les personnes des régions les plus diverses prennent, sans le savoir, la même voix confidentielle, voilée, haletante :

— Oui, *ils* nous forçaient à travailler comme des esclaves. Les femmes, les hommes, les enfants étaient pour eux des bêtes, des choses. A chaque instant, s'opérait une rafle. Il y a eu des scènes si terribles qu'un des leurs en a pleuré. Mais il a dit qu'il n'y pouvait rien. On envoyait au travail le plus rude, des enfants hauts comme cela. Mais les enfants avaient plus de courage que nous. Quelques-uns d'entre eux souriaient même en partant. Une petite fille ajoutait : « La dernière fois, *ils* m'ont fait repiquer des betteraves. Mais ils n'ont pas dû en récolter beaucoup : je les cassais toutes avant de les mettre en terre. » En partant, entourés de soldats, ces braves enfants criaient : « Nous reviendrons. ». Et beaucoup d'entre eux, en effet, sont revenus. Mais dans quel état! *Ils* employaient les jeunes filles à couper des saules, encore des saules, car ils avaient toujours besoin de saules français pour leurs paniers a obus. Une de nos jeunes filles fut contrainte, pour couper des saules, à rester dans l'eau jusqu'aux genoux, en plein hiver, pendant un mois. Vous entendez, pendant tout un mois ! Elle a maintenant les membres inférieurs paralysés. Une autre... Ah ! mon Dieu ! en vous parlant, j'ai laissé passer la station à laquelle je devais descendre. Mais je descendrai à la suivante, et je rentrerai chez moi à pied. Il faut que je finisse ce que j'ai à vous dire. Une autre...

Nous ne pouvons pas reproduire ici ce qu'ils ont fait de l'autre jeune fille. Peut-être est-ce à cette occasion qu'un des Allemands a pleuré. Sans doute, celui-là était d'origine danoise ou polonaise.

Tous ces récits concordent absolument, dans l'ensemble comme dans le détail. Ils sont l'humble, tragique et interminable vérité. Ce qui a trait aux jeunes filles nous est raconté, dans les mêmes termes, par la femme d'un châtelain du Nord-Est et par un vieil ouvrier du Nord. Ce vieil ouvrier à la barbe blanche, aux yeux clairs, a conservé une vigueur de parole où les mots qu'il dénature mêlent du pittoresque.

— *Ils* prenaient nos pommes de terre pour leurs officiers et nous donnaient à la place des betteraves. Je veux dire des lisettes. Les betteraves, c'est ce que mangent les hommes. Les lisettes, c'est pour les bestiaux. J'ai mangé des lisettes, et comme je n'en avais qu'une par jour, j'avais toujours faim Quand je suis tombé malade, *ils* ont voulu m'évacuer. J'ai refusé. *Ils* me disaient : « Vous ne voulez donc pas aller en France. » J'ai répondu : « La France, c'est ici ». *Ils* m'auraient tout de même fait partir, parce que, dès que vous n'étiez plus bon à rien pour eux, *ils* ne pensaient qu'à se débarrasser de vous. Pour rester, j'ai fait semblant d'être guéri en revenant à mon travail. Et j'ai été guéri réellement. La volonté, c'est le meilleur des médicaments. Dommage que ce médicament-là ne se vende pas chez les pharmaciens. Celui qui la mettrait en pilules ferait vite fortune. En voyant que j'avais trouvé le moyen de rester malgré eux, *ils* se sont méfiés de moi et, pour m'empêcher d'aller voir des amis, *ils* m'ont retiré ma carte d'*antiquité*. Dès lors, je n'existais plus!

Rendons cette justice à l'Allemagne : elle excelle à déprimer tout ce qu'elle tient. Pour arriver à ce résultat, elle emploie une méthode qui porte bien sa marque. Tantôt elle frappe, tantôt elle caresse. Douches froides, douches chaudes, combinées non pas pour rendre la raison, mais pour donner la folie. Les chefs allemands se montraient tantôt tyranniques jusqu'à la brutalité, tantôt débonnaires jusqu'à la platitude, et, en même temps, toujours pillards au delà de toute expression française.

Dans le pillage, les Allemands ont prouvé partout une sagacité, un génie, voire une divination incomparables. D'instinct, ils employaient les artifices les plus subtils des bandits les plus expérimentés. Soupçonnaient-ils quelque dépôt précieux enfoui récemment dans un jardin ou un champ ? Ils prenaient un arrosoir et longuement examinaient comment la terre absorbait l'eau. Était-ce une cave qu'ils désiraient scruter à fond ? Ils arrivaient, armés de fleurets. O merveille ! Nos compatriotes des pays martyrs ont vu ce que nous aurions tant voulu voir, en face de nous, quand nous étions en Allemagne avant la guerre : un Allemand avec un fleuret démoucheté à la main. Il est vrai que, avec ces fleurets, ce n'était pas à la vie, mais à la bourse, que ces Allemands en voulaient. Une vieille dame, fille, femme et mère de



FORT DE LA POMPELLE.

(Photo Champagne.)

notaire, nous disait de ces damnés prospecteurs : « *Ils* trouvaient les cachettes comme si Dieu lui-même les y menait. Leurs chefs veillaient impitoyablement à ce que la plus minime parcelle de nourriture ne fût pas détournée. Un jardinier avait donné à ses poules quelques grains d'avoine. Fusillé! Autant de balles que de grains. »

En saccageant tout sur le territoire français, l'ennemi avait deux buts qu'il ne perdait jamais de vue : ruiner la France et l'humilier. Si, par exception, il était forcé de choisir entre ces deux buts, il cessait de détruire ou de piller pour que l'humiliation fût plus forte. Ainsi, lui qui enlevait, pour les fondre, tous les monuments de bronze, jusqu'aux plus modestes bustes, buste de Taine à Vouziers, buste de Rimbaud à Charleville, il a laissé intact à Sedan le monument qui rappelle la bataille, c'est-à-dire notre grande défaite de 1870. Le régime d'exploitation auquel les campagnes étaient soumises est un chef-d'œuvre du genre. L'Allemagne avait laissé aux agriculteurs les instruments et les animaux nécessaires à la culture des champs. Elle ne

négligeait rien pour que les champs fussent bien cultivés. Avec le même soin, elle tâchait que la récolte se fit dans les meilleures conditions. Puis, cette récolte, elle se l'appropriait, jusqu'au dernier épi de blé, jusqu'à la dernière pomme de terre, jusqu'à la dernière grappe de raisin. De quoi vivaient nos agriculteurs? Du ravitaillement américain. L'Allemagne ne l'empêchait pas. Elle n'avait donc rien à se reprocher. Et même, miséricordieuse Allemagne! à chaque personne qui travaillait pour elle, elle comptait trente-deux sous par jour : sommes prises, bien entendu, sur les impôts qu'elle levait.

En revenant des pays martyrs que nous venions de traverser avec l'armée de Mangin, nous avions les yeux si brouillés de larmes, l'âme si brûlante de haine, le cœur si serré d'angoisse, la mémoire si obsédée de visions funèbres, que nous croyions entendre autour de nous le murmure qu'a entendu Dante : « Voilà celui qui revient de l'enfer ». C'est l'enfer, en réalité, et un enfer dont les tortures n'ont été méritées en rien. Si nous étions tenté de craindre que nos descriptions parussent exagérées, nous n'aurions qu'à regarder nos chaussures. Elles sont toutes blanches d'une poussière faite des plus humbles foyers et des chefs-d'œuvre les plus sublimes, tous atrocement broyés par l'infernale barbarie allemande.

Partout, au jour de la libération, les hommes et les femmes, ranimés par la joie, levaient vers nos soldats leurs bras exténués. A Laon, la sublime cathédrale, demeurée intacte, arborait notre drapeau. Mangin était porté en triomphe par les 6000 habitants restés à leurs foyers, qui, de toutes leurs forces revenues, chantaient la *Marseillaise* en pleurant de joie.

Foch pouvait annoncer, comme butin des troupes franco-britanniques, depuis le 18 juillet jusqu'au 30 septembre, 1 500 canons et 260 000 prisonniers, dont 3 000 officiers.

Les quatorze propositions du Président Wilson et le Grand Quartier Général allemand.

En présence de tant de revers, au milieu de ses troupes où le découragement et la démoralisation se propageaient, Ludendorff, en apprenant les événements de Macédoine, sembla perdre soudain toute volonté de combattre. Il pria le ministre des Affaires étrangères de venir immédiatement à Spa. Pourquoi attendre que la Turquie et l'Autriche tombent comme la Bulgarie? Les conditions de la France et de l'Angleterre seraient alors beaucoup plus dures. D'ailleurs, n'y avait-il pas M. Wilson?

Le 28 octobre, il décida Hindenburg à demander qu'une démarche fût faite auprès du président des États-Unis, pour lui rappeler sa promesse de traiter « sur la base de ses quatorze articles ».

Nuit et jour il relisait, soulignait, annotait, commentait, non seulement le texte des quatorze articles, mais le discours qui les encadre et les explique.

Ce discours, trop peu connu en France, avait été prononcé, le 8 janvier 1918, devant le Congrès, c'est-à-dire devant les deux chambres des États-Unis. Il importe de rappeler en quelle occasion. Les quatorze propositions se rattachent directement à la révolution russe. Le tsar avait abdiqué, le 15 mars 1917; le grand-duc Michel, son frère, désigné par lui comme son successeur, avait renoncé au pouvoir, le 17 mars; un gouvernement provisoire qui s'était organisé ensuite, et qui avait été reconnu par les États-Unis, le 22 mars, battu en brèche par les partis de droite

et de gauche, avait été renversé, le 7 novembre 1917, par les bolchevistes à la tête desquels était Lénine. Ce nouveau gouvernement demanda à l'Allemagne un armistice qu'il signa, le 15 décembre.

Les bolchevistes, réunis à Brest-Litovsk avec les Allemands pour discuter les conditions de la paix, invitèrent l'Entente « à dire à quelles conditions la paix lui semblerait possible ». On sait la réponse de l'Entente. Le président des États-Unis répondit dans son discours au Congrès. Tout en adhérant loyalement à la déclaration de l'Entente, il exprima « une profonde sympathie pour le peuple russe » et développa, sur les conditions de la paix, des idées qui lui étaient entièrement personnelles.

Dans la première partie de ce discours, on lit : « Les représentants de la Russie



TANK ALLEMAND PRÈS DE REIMS.
(Photo Champagne.)

ont apporté à Brest-Litovsk, un exposé parfaitement précis des principes sur lesquels ils seraient prêts à conclure la paix ; mieux encore : un programme également précis pour l'application concrète de ces principes ». Au contraire, le programme des puissances centrales « ne prenait aucunement en considération les droits souverains de la Russie ou les préférences des populations dont le sort était en jeu : il signifiait tout simplement que les empires centraux entendaient garder chaque pouce du territoire occupé par leurs armées, chaque province, chaque ville, chaque point d'appui avantageux, comme autant d'accroissements définitifs de leurs territoires et de leur puissance ». Là-dessus, M. Wilson posait la question essentielle : « Avec qui les représentants de la Russie sont-ils en train de traiter ? Au nom de qui les représentants des empires centraux parlent-ils ? Parlent-ils au nom des majorités de

leurs parlements respectifs ou bien au nom de minorités, *de cette minorité militaire et impérialiste qui a jusqu'ici dominé toute leur politique*, *mis la main sur les affaires de la Turquie et des États balkaniques*? Suivait un nouvel éloge des représentants de la Russie soviétique : « Ils ont insisté, fort justement, fort sagement, dans le véritable esprit de la démocratie moderne, pour que les conférences avec les hommes d'État germaniques et turcs eussent lieu toutes portes ouvertes, non à huis clos : le monde entier, comme ils le désiraient, a constitué leur auditoire ». D'autre part, M. Wilson rendait pleine justice à la loyauté de l'Entente : « M. Lloyd George a parlé avec une sincérité et dans un esprit également admirables, au nom du peuple et du gouvernement de la Grande-Bretagne. Ce n'est point chez les adversaires des puissances centrales que se remarquent la contradiction entre les intentions, l'incertitude des principes, le flottement quant aux détails. Les desseins ténébreux, le manque de courageuse franchise, l'incapacité de définir nettement les buts de la guerre, tout cela est exclusivement le fait de l'Allemagne et de ses alliés. Ce sont pourtant des questions de vie et de mort qui dépendent de ces définitions. Aucun homme d'État, ayant la moindre notion de sa responsabilité, ne devrait se permettre un seul instant de prolonger ce tragique et effroyable gaspillage de sang et de richesses, sans être assuré, de cette assurance qui exclut toute crainte d'erreur, que ces sacrifices essentiels sont consentis pour sauver une partie intégrante de ce qui est vital dans la société, et que le peuple dont il est le porte-parole les juge comme lui légitimes et indispensables. » Cependant la voix de la Russie touchait M. Wilson autant, sinon plus, que la voix des autres nations envahies par les hordes allemandes en 1914 : « Voix plus émouvante et plus persuasive que toutes les autres voix touchantes qui emplissent en ce moment l'atmosphère troublée du monde! Le peuple russe est abattu, apparemment sans secours, en face de la force sinistre de l'Allemagne qui n'a connu jusqu'à présent ni indulgence ni pitié. Sa puissance, semble-t-il, est brisée, et cependant son âme n'est pas asservie. Il ne veut céder ni en principe ni en fait. Ses convictions sur ce qu'il est juste, sur ce qu'il est humain et honorable pour lui d'accepter, ont été exposées avec une loyauté, une largeur de vues, une élévation, un sens de la solidarité universelle qui doivent forcer l'admiration de tout ami de l'humanité. Il a refusé de transiger avec son idéal ou d'abandonner autrui pour se sauver lui-même. Il nous adjure de déclarer ce que nous voulons, de dire si nos desseins et nos intentions diffèrent en quoi que ce soit des siens. Le peuple des États-Unis souhaite que je réponde en toute simplicité, en toute franchise. Que les dirigeants du peuple russe le croient ou non, c'est notre ardent désir et c'est notre espérance qu'une route s'ouvre à nous qui nous donne l'honneur d'aider le peuple russe à atteindre son idéal de liberté et de paix dans l'ordre. » M. Wilson exprimait enfin l'ardent désir de voir la paix future être une paix de lumière, dictée par la conscience du genre humain : « C'est notre ferme intention que les négociations de la paix, dès qu'elles seront entamées, soient conduites au grand jour, qu'elles n'enveloppent ni ne permettent aucune entente secrète d'aucune sorte. Le temps des conquêtes et des agrandissements est passé; passé aussi, le temps des traités secrets, conclus dans l'intérêt de quelques gouvernements particuliers et le plus souvent destinés à bouleverser inopinément la paix du monde. C'est ce fait heureux, aujourd'hui patent aux yeux de tous les hommes d'État dont les idées ne s'attardent pas en un passé définitivement révolu, qui permet, à toute nation dont les desseins s'accordent avec la justice et la paix du monde, de proclamer les objets qu'elle a en vue. Nous sommes entrés dans cette guerre, parce que des violations du droit se sont produites qui nous touchaient au vif et qui rendaient la vie de notre peuple impossible à moins qu'elles ne fussent réparées et que le monde

ne fût, *une fois pour toutes*, assuré contre leur retour. Ce que nous exigeons, dans cette guerre, ce n'est donc rien de particulier pour nous-mêmes. C'est que le monde devienne un lieu où tous puissent vivre, et spécialement qu'il soit rendu sûr pour toute nation éprise de paix, qui désire vivre de la vie qui lui convient, qui veut pouvoir compter qu'elle sera traitée avec justice et loyauté par les autres peuples du monde et non pas exposée à la brutalité des agressions égoïstes. A cet égard, tous les peuples du monde sont solidaires et, en ce qui nous concerne, nous voyons très clairement que nous ne devons pas attendre la justice des autres, si elle ne leur est pas rendue à eux-mêmes. »

Après ces explications préliminaires, que Ludendorff a scrutées et analysées, la



CIMETIÈRE AMÉRICAIN DU BOIS-BELLEAU.
(Photo Champagne.)

plume à la main, jusque dans le moindre détail, M. Wilson arrivait à ce qu'il appelait « le seul programme possible », c'est-à-dire aux « quatorze points ». En les reproduisant textuellement, nous soulignons les termes sur lesquels, en octobre 1918, portait l'attention angoissée du Haut Commandement ennemi.

1° Des conventions de paix connues de tous, préparées au grand jour, *après lesquelles il n'y aura plus d'ententes particulières d'aucune sorte entre nations*, mais seulement une diplomatie qui procédera toujours franchement et en vue de tous;

2° L'absolue liberté de navigation sur mer en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, *excepté dans le cas où les mers seraient fermées totalement ou partiellement par une action internationale* pour imposer le respect des conventions internationales;

3° La suppression, *dans toute la mesure du possible*, des barrières économiques et égalité de traitement en matière commerciale pour toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir;

4° L'échange de garanties efficaces pour que les armements de chaque nation soientréduits au mininum *compatible avec la sécurité intérieure;*

5° Un règlement librement débattu, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales, fondé sur ce principe rigoureusement observé que, pour résoudre les problèmes de souveraineté, *les intérêts des populations en cause* pèseront d'un même poids que les revendications équitables du gouvernement dont les titres sont examinés ;

6° *L'évacuation du territoire russe tout entier* et un règlement de toutes questions concernant la Russie, qui assure la meilleure et la plus libre coopération de toutes les autres nations du monde, en vue de donner à la Russie toute latitude de déterminer, sans entraves ni obstacles, en pleine indépendance, son propre développement politique et son organisation nationale ; qui lui prépare aussi un accueil sincèrement bienveillant dans la société des nations libres, où elle entrera avec les institutions qu'elle aura elle-même choisies; qui même lui procure mieux qu'un accueil bienveillant, qui lui vaille l'aide de toute sorte dont elle pourra avoir besoin et qu'elle pourra souhaiter. Le traitement accordé à la Russie par ses sœurs les nations, au cours des mois qui vont suivre, sera *la pierre de touche* de leur bonne volonté, de leur compréhension des besoins de la Russie, abstraction faite de leurs propres intérêts, la preuve de leur sympathie intelligente et généreuse !


FUSIL CONTRE TANKS.

7° La Belgique, il n'y aura qu'un avis dans le monde sur ce point, doit être évacuée et restaurée, sans aucune tentative pour limiter l'indépendance dont elle jouit au même titre que toutes les autres nations libres. *Aucun acte pris à part ne servira autant que celui-ci à rendre aux nations leur confiance dans les lois qu'elles ont elles-mêmes établies et fixées*, pour présider à leurs mutuelles relations. Sans cet acte réparateur, tout l'édifice du droit international est à jamais ébranlé ;

8° Le territoire de la France devra être totalement libéré et les portions envahies devront être restaurées; LE TORT FAIT A LA FRANCE PAR LA PRUSSE, EN 1871, EN CE QUI CONCERNE L'ALSACE-LORRAINE, tort qui a compromis la paix du monde pendant près de cinquante ans, DOIT ÊTRE RÉPARÉ, afin que la paix puisse être de nouveau assurée dans l'intérêt de tous ;

9° Une rectification des frontières de l'Italie devra être opérée selon les lignes de démarcation clairement reconnaissables *entre nationalités;*

10° Aux peuples de l'Autriche-Hongrie, dont nous désirons sauvegarder et assurer la place parmi les nations, doit être accordée *la plus grande latitude* pour leur développement autonome;

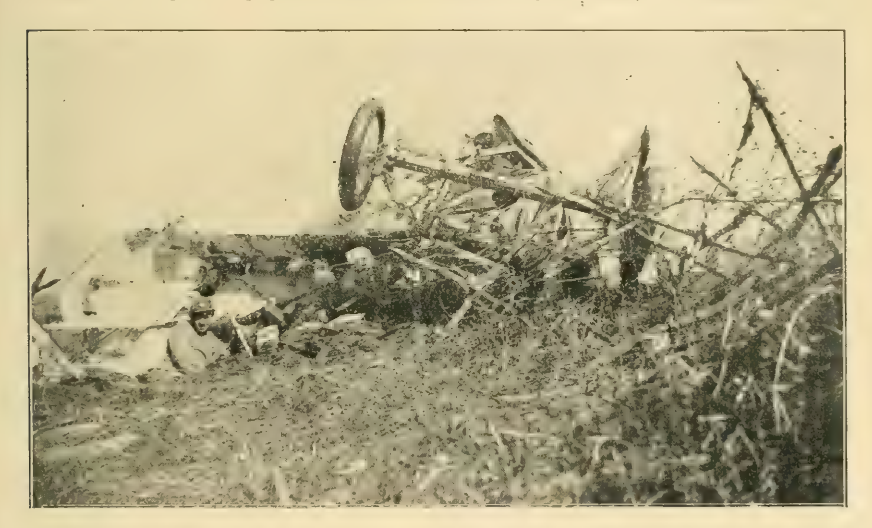
11° La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués, les territoires occupés devront être restaurés; à la Serbie devra être assuré un libre accès à la mer ; les relations mutuelles des divers États balkaniques devront être déterminées *par un amical échange de vues en tenant compte des liens d'allégeance* (1) *et des diffé-*

(1) Le lien d'allégeance (*alligare*), c'était le serment de soumission et d'obéissance que les Anglais

rences de nationalité que l'histoire a créés; des garanties internationales d'indépendance politique et économique et d'intégrité territoriale seront instituées en faveur de ces États ;

12° Aux régions turques de l'Empire ottoman actuel devra être assurée une souveraineté non contestée ; mais aux autres nationalités présentement soumises au joug turc, on devra garantir une sécurité absolue d'existence, la pleine possibilité d'un développement autonome et sans entraves ; les Dardanelles devront rester ouvertes au libre passage des navires de commerce *de toutes les nations, sous la protection de garanties internationales* ;

13° Un État polonais indépendant devra être créé qui s'étendra sur les territoires habités par les populations *indiscutablement polonaises* ; on lui assurera un



AVION ALLEMAND ABATTU DANS LES LIGNES FRANÇAISES.
(Photo Meurisse.)

libre accès à la mer ; son indépendance politique et économique, son intégralité territoriale devront être *garanties par des conventions internationales* ;

14° Il faut qu'une association générale soit formée entre les nations, en vertu de conventions formelles, *aux fins de procurer à tous les États*, grands et petits également, *des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégralité territoriale.*

Les propositions de M. Wilson, trop nombreuses et trop longues, avaient premièrement ce grave inconvénient d'offrir une ample matière à la sophistique de l'ennemi. De plus, par leur imprudente candeur, elles lui suggéraient les artifices et les stratagèmes propres à le soustraire à la responsabilité de ses crimes. C'étaient

prêtaient à leur roi par cette phrase : « Je jure d'être fidèle et de porter une sincère allégeance à Sa Majesté. » Ce serment a été introduit en Angleterre par Jacques Ier, en 1606. Dans le temps des troubles religieux, on y ajoutait un second serment qui avait pour but « de condamner comme impie la doctrine que les princes excommuniés peuvent être déposés ou tués par leurs sujets ». Une telle expression, empruntée à l'Histoire du Droit par le savant professeur qu'est M. Wilson, donne assurément plus de prestige que de clarté à sa proposition.

surtout ces passages que soulignait Ludendorff. Leur ensemble a servi de base aux Allemands pour toutes les discussions qui ont précédé et suivi non seulement l'armistice, mais la signature de la paix.

Ces quatorze propositions étaient développées, sinon tout à fait élucidées, dans la seconde partie du discours. M. Wilson s'écriait : « Nous nous sentons étroitement solidaires de tous les gouvernements et de tous les peuples ligués ensemble contre l'impérialisme. On ne pourra faire que nos intérêts divergent ou que nos desseins se contrarient. Nous demeurerons fermement unis jusqu'à la fin. Pour de tels arrangements et de telles conventions, nous sommes prêts à combattre et nous continuerons de combattre jusqu'à ce qu'ils soient réalisés. Notre unique mobile, c'est le désir de voir le droit l'emporter, le désir de fonder une paix juste et durable, celle qu'on ne pourra obtenir qu'en supprimant les principales causes de conflit, comme notre programme les supprime ». En ce qui concernait l'Allemagne, il prononçait ces mots sur lesquels Ludendorff devait sans cesse revenir, dans sa correspondance avec le gouvernement de Berlin : « *Nous ne sommes point jaloux de la grandeur allemande. Il n'y a rien dans ce programme qui tende à la ruiner ; nous ne dénigrons pas l'œuvre réalisée par elle, sa haute culture scientifique, la prospérité qu'elle doit aux travaux de la paix, tout ce qui donne à son histoire un éclat brillant et enviable ; nous ne désirons ni la léser, ni entraver en aucune manière son influence et sa jouissance légitimes* ; nous ne désirons pas la combattre par les armes ou par des combinaisons économiques hostiles, *si elle est prête à s'associer avec nous et avec les autres nations pacifiques du monde par des conventions justes, légales et loyales* ; nous désirons seulement qu'elle se résigne à n'être que *l'égale des autres nations du monde*, du monde nouveau dans lequel nous vivons maintenant, au lieu de prétendre les dominer ; *pas davantage nous ne songeons à lui demander de changer ou de transformer quoi que ce soit dans ses institutions.* » Mais M. Wilson concluait en des termes étrangement énergiques et qui contrastaient avec l'indulgence affichée à l'endroit des institutions allemandes : « Il est nécessaire, nous devons le dire franchement, nécessaire *comme condition préalable à toute négociation* qui pourrait se produire, entre l'Allemagne et nous, sans risque de malentendu, que nous sachions au nom de qui nous parlent ses représentants : si c'est au nom de la majorité du Reichstag *ou bien au nom du parti militaire et des hommes qui ont pour programme l'impérialisme et la tyrannie.* Un principe évident domine tout. C'est le principe qui assure la justice à tous les peuples et à toutes les nationalités, *qui proclame leur droit à vivre sur pied d'égalité dans la liberté et la sécurité*, à côté des autres nations, qu'ils soient forts ou faibles. Si ce principe n'en devient pas le fondement, l'édifice de la justice internationale s'effrondrera de toute part ».

Tel est le programme dont la paix du Droit est sortie, avec tout ce qu'elle a d'obscur et de lumineux, de confus et de précis, de précaire et de solide.

L'avenir, sans nul doute, admirera les sentiments qui ont inspiré le président Wilson, lorsqu'il a écrit : « Le peuple des États-Unis est prêt à consacrer, à la défense de ces principes, sa vie, *son honneur* et tout ce qu'il possède. » Et pourtant, même dans ces dernières lignes si pathétiques, l'obscurité reparaît soudain. Les États-Unis engageaient assurément, dans la lutte, tout ce qu'ils possédaient et même leur vie. Mais leur *honneur* n'était-il pas absolument hors de cause, puisque les États-Unis combattaient pour le Droit, avec nous ?

Dans le texte des quatorze propositions, certaines formules ont, dès la première minute, donné lieu à des controverses inextricables. Que signifiaient exactement, dans la première proposition, ces mots : « plus d'ententes particulières » ; dans la troisième « toute la mesure du possible » ; dans la quatrième, « le minimum com-

patible avec la sécurité intérieure » (tout de suite, l'Allemagne y a vu le moyen de rester armée); dans la cinquième, « les intérêts des populations en cause »; dans la huitième, « le tort fait à la France par la Prusse, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, doit être *réparé* »? Déjà les Allemands s'apprêtaient à épiloguer sur les modalités de cette *réparation*. Les Alsaciens-Lorrains ont aperçu le danger et, d'une commune voix, ils ont déclaré : « La seule réparation possible, c'est la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France. » Leur voix a été entendue par M. Wilson, qui a approuvé sans réserve cette interprétation, en un mouvement d'enthousiasme qui l'honore grandement.

Ce qui, en octobre 1918, dans les propositions de M. Wilson, inspirait le plus d'espoir à l'Allemagne, ce n'étaient pas les obscurités, dont elle ne tirera parti que plus tard, mais la promesse trop claire de traiter avec elle. M. Wilson avait dit : « On ne cherchera plus à entraver l'influence de l'Allemagne, dès qu'elle aura rompu avec le militarisme et l'impérialisme ». Les chefs du militarisme allemand, par la bouche de Ludendorff, affirmèrent donc, sur-le-champ, que cette rupture était consommée.



HANGAR D'AVIATION INCENDIÉ PAR LES ALLEMANDS PENDANT LEUR RETRAITE.

(Photo Jacob.)

L'Allemagne, grâce à une miraculeuse métamorphose, devenait immédiatement une démocratie, voire une république. Les Alsaciens ajoutaient, avec leur humour si pleine de sagacité : « L'Empereur est prêt à jurer que cette conversion est aussi générale que profonde. Volontiers, il se proclamerait le citoyen Guillaume, syndicaliste conscient et organisé. Simple travestissement de plus, dans sa garde-robe aux mille et un costumes! »

Quant à Ludendorff, avec toute l'autorité que lui conférait son titre de Premier Quartier-Maître Général des armées allemandes, il se ralliait à la doctrine que le président Wilson résumait ainsi « Volonté commune de l'humanité se substituant à celle des États, droits égaux de tous les peuples, pas d'accord particulier dans la Ligue des nations, pas de combinaison économique préjudiciable à un État, publication des traités secrets ». En somme, l'âge d'or, succédant sans transition aux pires épreuves de l'âge de fer.



ARTILLERIE SERBE MONTANT EN LIGNE DE YELAK A USKUB.
(Section photographique de l'Armée.)

CHAPITRE XXIII

LE FRONT ORIENTAL S'EFFONDRE

Défaite des armées turques. — Chute de Saint-Jean d'Acre, de Beyrouth, de Damas, de Mossoul. — Victoire des Alliés en Macédoine. Prise d'Uskub. — Capitulation de la Bulgarie. — Entrée des Serbes et des Français à Belgrade.

La victoire des Alliés devait avoir, sur le front oriental, un caractère encore plus prompt et plus décisif que sur le front français (1). Foch, en possession du commandement unique, soutenu par le Conseil de guerre de Versailles, travailla « à détacher des empires de proie la Turquie et la Bulgarie ». Pour les détacher, il devait d'abord les battre.

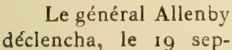
En Palestine, sous le commandement du général Allenby, le brillant cavalier

(1) En Russie, il n'y avait pas grand changement. Les Alliés, Français, Britanniques, Japonais, multipliaient leurs tentatives pour rétablir l'ordre, en débarquant à Arkhangel et à Vladivostok. Ils encourageaient les Tchéco-Slovaques, dans l'Oural, et les gouvernements sibériens, fondés soit à Omsk soit à Kharbin. Cependant, le sang continuait à couler en Russie. En juillet, le comte Mirbach et von Eichhorn étaient assassinés; le Tsar était exécuté à Katerinenbourg, sans jugement. Le 27 août, le gouvernement de Lénine signait, avec l'Allemagne, un traité complémentaire, par lequel il lui abandonnait la Livonie, l'Esthonie, la Courlande, lui payait une indemnité de 6 milliards et demi de marks et s'engageait à expulser de la Russie tous les soldats de l'Entente. Mais, au même moment, la Sibérie se débarrassait du joug bolcheviste et assurait l'Entente de son dévouement.

qui, en 1914, avait sauvé, depuis Mons jusqu'à la Marne, la retraite du maréchal French, les troupes britanniques étaient établies, depuis le 6 septembre, au nord de Jérusalem et de Jéricho, sur un front de 96 kilomètres, entre le Jourdain et la Méditerranée. Leurs lignes passaient au nord de Jaffa. Elles tenaient les fraîches vallées de cette ville, les plaines mélancoliques de la Mer Morte, les hauteurs pierreuses de la rive droite du Jourdain. En face d'elles, étaient disposées deux des meilleures armées turques commandées par le général Liman von Sanders



MÉSOPOTAMIE. — PRISONNIERS TURCS.
(Photo Meurisse.)



Le général Allenby déclencha, le 19 septembre, avant le jour, une offensive vers le Jourdain. Au même moment, la partie la plus importante de ses troupes, précédée d'une admirable cavalerie, s'avançait le long de la Méditerranée pour tourner et envelopper les deux armées turques.

Cette manœuvre, à la fois très logique et très hardie, exigeait un succès auquel



EN MÉSOPOTAMIE. — PARC DE MITRAILLEUSES.
(Photo Meurisse.)

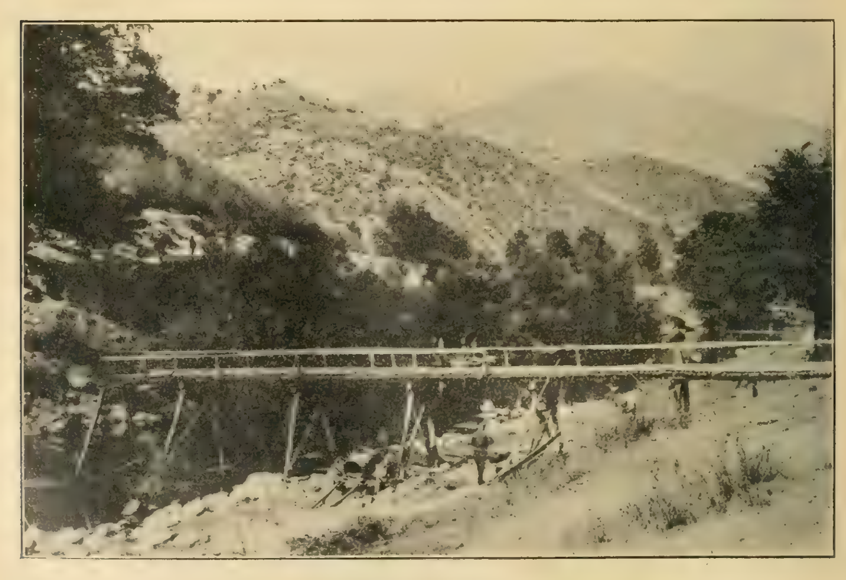
rien ne manquât. Rien n'y a manqué. Le lendemain même, avant la nuit, les cavaliers britanniques étaient arrivés, en foudre, sur les derrières de l'ennemi. Ils

s'emparèrent tout de suite de la voie ferrée Caïfa-Deraat. Le 20, à cinq heures et demie du matin, nos Alliés pénétraient à Nazareth, capturaient les troupes turques et faisaient main basse sur les services techniques de von Sanders. Le général prussien s'était enfui. Un détachement français, arrivé à la rescousse, entra à Naplouse et rendit irrésistible la poussée britannique. Elle était, d'autre part, puissamment soutenue sur sa droite par les forces arabes que commandait le sultan du Hedjaz.



DÉFILÉ DES TROUPES A BEYROUTH.
(Section photographique de l'Armée.)

Face à l'est, les Britanniques refoulaient les Turcs sur le Jourdain et devenaient maîtres des principaux passages. Les armées ottomanes avaient, suivant l'expression d'Allenby, « cessé d'exister », puisque tous leurs transports appartenaient au vainqueur, qui, à son butin, ajoutait déjà 250 000 prisonniers et 260 canons. La retraite de l'ennemi se trans-



PASSERELLE SUR LA CERNA.
(Section photographique de l'Armée.)

forma vite en débâcle. Allenby put annoncer à Douglas Haig : « Notre cavalerie a fait d'un bond 30 kilomètres. Soutenus par les braves Français, nous avons remporté de bons succès à Beisan, à Afouleh, à Nazareth Les derniers gués du Jourdain ont été occupés par nos cavaliers au sud du lac de Tibériade. La moisson est abattue ; il ne reste plus qu'à l'engranger. »

En moins d'un mois, par opérations successives, les Britanniques récoltèrent plus de 80000 prisonniers et un matériel de guerre d'autant plus important que, dans sa masse, se trouvaient nombre de canons allemands tout nouveaux.

L'occupation de la Syrie commençait. Les Britanniques et les Français s'emparèrent de Caïfa et de Saint-Jean d'Acre, l'antique Ptolémaïs dont Bonaparte n'avait pas pu s'emparer en 1799 ; dépassèrent la ligne du Mont Carmel et du Mont Thabor ; dépassèrent le lac de Tibériade, enfin Allenby, le 1er octobre, entra à Damas, l'ancienne résidence des Califes Ommiades qui compte à présent 180 000 habitants. Cinq jours après, la cavalerie britannique s'empara de la voie ferrée de Beyrouth. Au même moment, apparaissait, en rade de Beyrouth, la division navale française commandée par le contre-amiral Varney. La population de la ville l'acclamait de toutes ses forces, et, le lendemain, acclamait de même l'infanterie britannique, qui, avec l'infanterie indienne, entrait en bel équipage dans la ville. La cavalerie et les automobiles blindées, n'ayant pas interrompu leur poursuite, passaient, le 13, à Tripoli, le 15, à Homs. Le nombre des prisonniers s'augmentait démesurément. Alep, la grande ville commerciale de 150000 habitants, tomba, elle aussi, le 25 octobre.



PRISONNIERS BULGARES AU PIED DU SOKOL.
(Section photographique de l'Armée.)

D'autre part, l'armée de Mésopotamie avait avancé sur la route de Mossoul et arrivait à Kerkouk. Sur le Tigre, elle cernait les troupes turques et, après une lutte de six jours, les forçait à capituler. Mossoul fut atteinte Mossoul fut prise.

La chute de ces villes eut le retentissement le plus sinistre dans tout l'empire turc. A Contsantinople, on n'hésita plus à dire tout haut : « C'est la fin ». En vérité, c'était la fin, pour tout le front oriental de l'ennemi.

Sur ce front, le commandant en chef de l'armée de Salonique, le général Franchet d'Esperey, succédant au général Guillaumat et mettant à profit ce que ce chef excellent avait préparé pour l'offensive, retrouvait en lui-même cette énergie, cette clairvoyance et cette ardeur, qui, en septembre 1914, contribuèrent si puissamment à la victoire de la Marne.

Autour de Salonique, le calme n'avait guère été troublé, depuis la prise de Monastir et l'occupation de Skra-di-Legen. Mais le front de Macédoine conservait, dans la Guerre du Droit, une importance telle que tout le monde attendait l'heure où Foch l'engagerait dans une action décisive.

Notre armée était établie, au nord de Salonique, sur un front de 145 kilomètres allant depuis le lac Doiran jusqu'au nord de Monastir. A gauche, elle avait dépassé Monastir; à droite, elle se heurtait aux pentes hérissées du Sokol, du Dobropolie et du Vetrenik.

En face d'elle, l'armée bulgare achevait de s'organiser. Aidée par plusieurs divi-



CHASSEURS FRANÇAIS TRAVERSANT LE VARDAR A GUÉ.
(Section photographique de l'Armée.)

sions autrichiennes et allemandes, elle avait fortifié de toutes les façons ses deux ailes. Quant à son centre, adossé à des montagnes abruptes et consolidé encore par des retranchements inexpugnables elle pouvait croire qu'on n'oserait jamais l'attaquer.

Franchet d'Esperey prit ce centre pour objectif. Son plan était d'une simplicité magnifique. Enfoncer l'armée ennemie, assez rapidement pour la couper en deux, et assez profondément pour y faire pénétrer une armée.

Le commandement français avait recueilli des renseignements très complets sur la situation. Le général bulgare Todorof disposait de 45 000 hommes et de 1 290 canons, sans compter les 51 bataillons autrichiens postés entre le Devoli et l'Adriatique. Mais les troupes bulgares, comme les troupes autrichiennes, s'abandonnaient au découragement. Les déserteurs, de plus en plus nombreux, nous révélaient l'impatience et l'indiscipline de leurs camarades. La chute du ministère

Radoslavof, partisan de l'Allemagne, avait eu une violente répercussion sur le front. Beaucoup d'officiers bulgares approuvaient la politique du nouveau président du Conseil Malinof, qui réclamait la paix.

L'heure paraissait favorable. Foch ne devait pas la laisser échapper. L'automne approchait avec ses brouillards et ses pluies. Une seule difficulté surgissait. A notre aile gauche, le général italien Ferrero, qui commandait en Albanie, ne se croyait pas suffisamment prêt. Mais sur le reste du front, les Britanniques, les Serbes, les



PRILEP. — VUE GÉNÉRALE.

(Section photographique de l'Armée.)

Grecs, les Italiens commandés par le général Mombelli, partageaient la confiance de Franchet d'Esperey.

Les admirables forces françaises, à la tête desquelles était le général Henrys, étaient mêlées aux forces serbes et grecques.

Pendant une semaine, des attaques assez vives furent dirigées vers différents secteurs, pour couvrir les derniers préparatifs de notre grand effort. Ce grand effort consistait à percer le secteur Sokol-Dobropolie-Vetrenik ; à pénétrer entre le Vardar et le lac Doiran ; enfin, à foncer vers Velès et Uskub.

La 2e armée serbe, en avant de laquelle marchaient quelques divisions françaises, avait mission d'escalader la formidable barrière formée du Sokol haut de 1 383, du Dobropolie haut de 1 710 et du Vetrenik haut de 1 440 mètres.

Le 15 septembre, à cinq heures du matin, l'attaque commença à l'est de la Cerna, dans le massif de Dobropolie, réputé « inaccessible à tout assaut ». Du premier coup, les Français et les Serbes bousculèrent l'ennemi, malgré les défenses naturelles les plus redoutables et les plus savants ouvrages militaires. Le soir même, ils

avaient gagné quatre kilomètres de ce terrain inexpugnable, en capturant 4000 hommes et 35 canons.

La position bulgare du Dobropolie-Kravitza avait été, du premier coup, prise d'assaut par la 122e division (général Topart) et la 17e division coloniale (général Pruneau).

Le 16, notre centre atteignait le Kosyak et se préparait à descendre vers la Cerna. Le 17, notre gauche pénétrait à Zovik et à Steravina; notre centre arrivait à Kotchkov-Kamen. Le 18, nous nous glissions jusqu'à la Cerna, à 21 kilomètres de Prilep, où les Bulgares avaient organisé leur base avancée devant Monastir.



VELÈS. — LE PONT ROMAIN QUE LES BULGARES ONT FAIT SAUTER.

La 2e armée serbe, mettant à profit la mauvaise disposition des réserves ennemies, s'était enfoncée par la brèche, jusqu'au dernier homme.

Pendant quatre jours, l'assaut continua sans interruption. Un contingent grec s'était joint à nous. L'ennemi, qui recevait d'importants renforts, multiplia en vain les contre-attaques Le 19, la montagne était gravie. Les Serbes passaient la Cerna et progressaient hardiment sur la rive gauche. Les troupes françaises obtenaient des resultats semblables avec un semblable élan En même temps, les troupes britanniques et grecques dirigeaient une vigoureuse attaque au nord du lac Doiran.

L'ardeur des Français et des Serbes les amena promptement sur le Vardar moyen. Ainsi, toute l'aile droite de l'armée bulgare voyait sa retraite terriblement menacée.

Le plan de Franchet d'Esperey s'exécutait. Son principal objectif, la ligne Kavadar-Demir-Kapou, était atteint. Plus de communications pour la 1re armée



Général HENRYS

bulgare du Vardar, ni pour la 2e armée bulgaro-allemande qui s'étendait au nord de Monastir. Les forces ennemies allaient être coupées.

Dans l'attaque qui avait pour but l'occupation de l'espace compris entre le Vardar et le lac Doiran, les Britanniques avaient été, un moment, arrêtés à l'est du lac. Mais, partout ailleurs ils restaient victorieux et cet échec partiel était amplement réparé.

En leur repli, les Bulgares, mitraillés par nos aviateurs, incendiaient les énormes dépôts de provisions fournies par l'Allemagne. Nous ramassions partout des prisonniers et des canons. Notre cavalerie montrait une activité superbe. Au nord-ouest de Monastir s'avançaient les troupes italiennes. Vers la Bulgarie, par la Stroumitsa, s'avançaient les troupes britanniques et grecques. Quant aux Serbes



OFFICIERS FRANÇAIS ET SERBES DANS UNE RUE D'USKUB.

qui avaient franchi le Vardar près de Krivolak, ivres de joie en replantant leur drapeau sur chaque secteur de leur pays libéré, ils faisaient des merveilles.

La journée culminante fut celle du 22 septembre. L'avance des Alliés devenait rapide comme la foudre. Une division serbe « glanait en un jour cinq mille fusils ». Le prince Boris et le général allemand von Scholtz faillirent être pris au collet. Partout, la tâche paraissait surhumaine. Plus d'eau potable. Plus de nourriture pour les chevaux. Impossible pour les hommes de se ravitailler. Le ravitaillement devenait impossible. Mais il y avait pour eux quelque chose de plus impossible encore, c'était de renoncer à la poursuite.

Prilep fut enlevé par nos cavaliers. Istip et la barrière du Belès furent occupés.

Coupée net, l'aile droite de l'armée bulgare que talonnaient nos cavaliers et

même nos fantassins, s'efforçait de gagner l'Albanie. Les Serbes prirent possession de Kotchanna et de Velès.

Pour la défense de Velès, le 12e bataillon de chasseurs allemands avait été sacrifié en vain. L'armée serbe, à marches forcées, longeait le Vardar, vers Uskub et Kumanovo, d'où partent la route de Belgrade et la route de Bulgarie. Du même élan, elle se précipitait vers Egrée Palanka et la route de Sofia. A Uskub, elle fut devancée par nos cavaliers. Le général Jouinot-Gambetta, qui les commandait, entra dans la ville, le 29 septembre au soir. A la même heure, le général Henrys capturait 72 000 hommes. C'était le moment exact où la Bulgarie signait l'armistice.

Le général Franchet d'Esperey avait reçu du général bulgare Todorof une demande de suspension d'armes. Le 29, à 17 heures, il vit arriver à Salonique les deux plénipotentiaires bulgares, le général Loukof et le ministre Liaptchef. Les conditions qu'il dicta, au nom des Alliés, ne furent discutées que pour la forme. Le roi Ferdinand de Bulgarie abdiquait en faveur de son fils Boris. Toute l'aile droite de l'armée bulgare se constituait prisonnière : 90 000 hommes capturés, avec 2 000 canons. La Serbie ressuscitait.

Les hostilités étaient finies à l'endroit de la Bulgarie. Mais elles continuaient nécessairement à l'endroit des divisions allemandes et autrichiennes, lesquelles d'ailleurs ne cherchaient plus leur salut que dans la fuite.

La nouvelle de la capitulation bulgare fut un coup mortel pour la coalition dont l'Allemagne était l'âme. Le principal journal socialiste d'Allemagne, le *Vorwärts*, déclara : « Ainsi, la Bulgarie fait la paix. Et nous, Allemands, nous restons seuls en face des Français, des Britanniques et des Américains, le dos au mur et la mort près de notre visage. »

Tout de suite, l'univers entier devina les conséquences que devait avoir, pour la Guerre du Droit, cet événement auquel restera glorieusement attaché le nom de Franchet d'Esperey.

Le général allemand Scholtz, malgré son expérience et son opiniâtreté, n'avait pas réussi, avec ses trois divisions, à endiguer le torrent qui dévalait vers le Danube ou se répandait vers Sofia. Il a écrit à ce sujet, non sans quelque finesse : « La percée stratégique n'était possible que dans un pays dépourvu de voies de communications. »

Ludendorff esquissa alors en Orient des plans désespérés. Il projetait *d'exécuter militairement les Roumains*, avant qu'ils eussent entrepris le moindre acte d'hostilité. Mais l'Autriche, qui n'avait nulle envie de se mettre un adversaire de plus sur les bras, refusait avec une netteté dont elle n'était pas coutumière.

Pour mettre obstacle à la défection autrichienne qui le menaçait, Ludendorff s'appliquait à constituer un front nouveau qui devait s'appuyer sur le Danube. Il faisait venir des troupes de l'Ukraine et du Caucase ; il envoyait vers les Balkans un certain nombre des divisions en route vers la France; il stimulait, en Autriche, les derniers partisans de l'Allemagne; il détachait un corps alpin du front ouest, pour le lancer vers la Serbie ; enfin, aux trois divisions de Scholtz, il ajoutait sept divisions qu'il voulait masser à Sofia et à Nich. Mais le front balkanique n'était plus qu'un rêve de fiévreux. Au lendemain de l'armistice bulgare, les troupes austro-allemandes avaient dû refluer vers le Danube. Un immense effondrement s'annonçait.

Le prince Alexandre voyait s'ouvrir la route de la Vieille Serbie! Français et Serbes, s'élançant d'Uskub vers Vranja, passaient, le 5 octobre, sur le ventre des Autrichiens. En Albanie, le général italien Ferrero s'emparait de Bérat, traversait le Devoli et entrait à El Bassan. D'autre part, l'armée grecque enlevait Cavalla et

Drama. Bientôt l'infanterie serbe, précédée de la cavalerie française, occupa avec elle Nich et la route de Nich à Pirot. L'infanterie française occupa Prizrend et Mitrovitza. Les vainqueurs s'avançaient vers le Danube. L'avant-garde française l'atteignit, le 19 octobre, près de Vidin et de Lom-Palanka. Les Yougo-Slaves occupaient le Monténégro et les Italiens pénétraient à Scutari. Enfin, le 1er novembre, après quarante-quatre jours d'une marche triomphale, la délivrance de la Serbie se couronnait par l'entrée de la 1re armée serbe à Belgrade.

A la Chambre française des députés, cette entrée des Serbes à Belgrade eut le



ENTRÉE DES SERBES A VELÈS.

(Section photographique de l'Armée.)

plus noble écho. « Nous sommes fiers, s'écria M. Paul Deschanel, d'avoir été aux côtés de ces héros, pendant leurs trois ans d'exil. Pas une heure ils n'ont douté. Pas une heure ils n'ont fléchi. Ni le vénéré roi Pierre, notre Saint-Cyrien, notre combattant de 1870, ni le prince Alexandre, digne de sa vaillante armée, ni cette armée elle même, digne d'un si grand passé. »

Dans le Banat, en Croatie, en Bosnie, les Alliés chassaient les Autrichiens débandés. Une acclamation unanime saluait notre victoire. Première étape de la revanche du Droit!

L'offensive du front de Macédoine avait duré du 15 au 29 septembre. Quatorze jours!



APRÈS L'ARMISTICE, LA FLOTTE ALLIÉE ENTRE DANS LES DARDANELLES.

Chapitre XXIV

CHUTE DE LA TURQUIE

Armistice de Moudros (nuit du 30 au 31 octobre). — Le dernier conseil de guerre de Guillaume II. — L'Allemagne n'a plus d'espoir que dans l'intervention du Président Wilson.

A la faveur d'un tel désastre militaire, les troubles intérieurs avaient démesurément grandi dans les Empires centraux. La révolution triomphait à Prague où se fondait l'État tchéco-slovaque. D'autre part, l'État yougo-slave, l'État allemand, la Pologne, la Hongrie, se déclaraient indépendants. Tisza était assassiné. Charles Ier parvenait à grand'peine à s'enfuir de Vienne. M. Clemenceau avait donc le droit de dire : « Voilà l'Empire de Metternich qui s'écroule. Demain s'écroulera l'Empire de Bismarck. »

L'exemple de la Bulgarie devait être suivi par la Turquie en même temps que par l'Autriche. Comment la Turquie aurait-elle pu continuer la guerre, puisque, par la défaillance de la Bulgarie, elle voyait ses communications coupées avec l'Allemagne dont elle tirait tout ce que la guerre nécessitait !

Depuis quelques jours, elle avait fait remettre en liberté le général anglais Townshend, pris, à Kut-el-Amara, le 28 avril 1916, après cent quarante-trois jours de siège, et l'avait envoyé auprès du vice-amiral anglais Calthorpe qui commandait la flotte alliée de la mer Egée. Elle voulait obtenir, à tout prix, « l'ouverture de négociations immédiates pour la conclusion d'un armistice ».

Le vice-amiral Calthorpe répondit : « Que la Turquie envoie des plénipotentiaires accrédités régulièrement : j'ai les pouvoirs nécessaires pour leur dicter les conditions de l'Entente. »

Le 30 octobre, les plénipotentiaires turcs se présentèrent à Moudros et, dans la nuit du 30 au 31, l'armistice fut signé.

Il comportait le libre passage, pour les flottes alliées, jusqu'à la mer Noire ; l'indication des champs de mines et des tubes lance-torpilles, ainsi que l'aide nécessaire pour draguer ces obstacles; la démobilisation immédiate de l'armée turque, sauf les troupes de frontière et de police intérieure; la reddition de tous les bâtiments de guerre; l'occupation éventuelle de tous les points stratégiques; le libre usage de tous les ports turcs pour les navires alliés; l'occupation des tunnels du Taurus; l'évacuation du nord-ouest de la Perse et de la Transcaucasie; le contrôle des stations de télégraphie sans fil; l'interdiction de détruire aucun matériel naval, militaire, commercial; le contrôle de tous les chemins de fer turcs; l'occupation de Batoum et de Bakou ; la reddition de toutes les troupes en Hedjaz, Assir, Yemen, Syrie, Mésopotamie, Cilicie; la reddition de tous les officiers turcs en Tripolitaine et en Cyrénaïque ; l'évacuation, en un mois, de tous les sujets allemands et autrichiens, militaires ou civils; le rapatriement immédiat de tous les prisonniers de guerre alliés et de tous les Arméniens internés ; des facilités aux Alliés pour l'achat des charbons, des huiles, du matériel naval ; l'obligation de cesser toutes relations avec les puissances centrales.

Ainsi était puni le crime que la Turquie avait commis, le 4 août 1914, en donnant l'hospitalité aux navires allemands qui venaient de bombarder des villes ouvertes et en s'alliant avec l'Allemagne. Ainsi était réparée l'erreur que les Alliés avaient commise en perdant trois mois avant de traiter en ennemie la Turquie alliée à leurs ennemis.

La Turquie se soumettait à la justice de l'Entente, qui assumait la tâche de « remanier la carte de l'Orient d'après d'incontestables principes ».

Les Alliés, par la promptitude imprévue de leurs dernières opérations, délivraient la Syrie, le Liban, la Mésopotamie, l'Arabie. Mais ces régions délivrées étaient couvertes de ruines et comptaient 400000 jeunes gens tués à la guerre avec un million de personnes massacrées.

Le grand-état major allemand avait prévu l'écroulement de la Bulgarie, de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie, et devinait bien, lui aussi, les conséquences d'une telle catastrophe.

Aussi, dans les documents militaires, publiés par l'Allemagne, en 1919, avons-nous trouvé plusieurs scènes d'un étrange caractère dramatique.

Citons, par exemple, celle où la fortune de Guillaume II sombra comme avait sombré la *Lusitania*. La sécheresse de la relation officielle en rend les péripéties encore plus saisissantes.

Au Grand Quartier Général (août 1918) sont présents : S. M. l'Empereur et Roi; S. A. R. le Kronprinz; le chancelier von Hertling; le général feld-maréchal von Hindenburg; le premier quartier-maître général Ludendorff; le secrétaire d'état aux affaires étrangères von Hintze; l'adjudant général von Plessen ; le chef du cabinet civil von Berg; le chef du cabinet militaire von Marschall.

Le chancelier von Hertling expose la situation intérieure. Elle se résume ainsi : Opinion publique déprimée. Alimentation insuffisante. Pénurie d'habillement insupportable. Réforme électorale exigée sur l'heure.

Le premier quartier-maître général Ludendorff expose la situation militaire. Nécessité d'une discipline plus stricte. Concentration énergique des forces patriotiques à l'intérieur du pays. Punition impitoyable à ceux qui, comme Lichnowsky, poussent l'Allemagne à douter de son gouvernement.

Le secrétaire d'état aux affaires étrangères von Hintze expose la situation extérieure. Chez les adversaires de l'Allemagne, surtout en France, la volonté de combattre est plus forte, la certitude de vaincre,

plus inébranlable que jamais. A quoi cela tient-il ? En grande partie aux succès militaires remportés par les adversaires de l'Allemagne sur le front franco-britannique. En grande partie aussi, à la conviction croissante de voir, tôt ou tard, les adversaires de l'Allemagne, avec leurs réserves si apparemment inépuisables en hommes, en matières premières, et en articles fabriqués, écraser les puissances centrales. De l'avis des adversaires de l'Allemagne, le temps travaille pour eux. En eux, d'ailleurs, est venu se joindre l'espoir d'aider puissamment le facteur temps par le facteur victoire. Quand aux neutres, ils sont absolument fatigués de la guerre. Chez eux aussi, se renforce l'opinion que les puissances centrales seront, à la longue, condamnées à la défaite. Sans nul doute, ils préféreraient, pour l'un ou pour l'autre des parties, une paix sans victoire. Mais, il faut l'avouer, en ce moment, la plupart des neutres, se plaçant au point de vue sentimental, aimeraient mieux la victoire de la France. Quoi qu'il en soit, avant tout, ils veulent, aussi prompte que possible, la fin de la guerre, quelle que soit cette fin. Dans ces conditions, ils sont prêts à contribuer à la défaite de l'Allemagne. La preuve en est l'intervention de l'Espagne laquelle place l'Allemagne en face de ce dilemme : limitation de la guerre sous-marine, ou déclaration de guerre. Fait très important, puisque, le jour où il sera connu, d'autres neutres suivront la même voie. Pour les alliés de l'Allemagne, les dernières nouvelles qui nous en viennent sont très graves. L'Autriche annonce qu'elle est à bout de force et qu'elle ne peut tenir au delà de l'hiver. Elle considère même comme très douteuse une nouvelle campagne d'hiver. La Bulgarie émet d'énormes exigences au sujet des subsides et des marchandises à lui fournir. Elle affirme qu'elle est « incapable d'un effort sérieux, à cause de son épuisement militaire ». Quant à la Turquie, *lancée dans une guerre d'assassinats et de rapines au Caucase*, elle n'est bonne qu'à gêner les plans de l'Allemagne. Aux avertissements et aux blâmes de Berlin, elle oppose la résistance sournoise et continue de la faiblesse orientale.

S. A. R. le Kronprinz se déclare prêt à contresigner ce qu'ont dit le général Ludendorff et le secrétaire d'état von Hintze. En ce qui concerne le « front intérieur », il croit que, là plus que n'importe où, doit être rétablie la discipline la plus rigoureuse.

Sa Majesté l'Empereur Guillaume II estime que les généraux suppléants de corps d'armée et le ministre de la guerre doivent veiller à restaurer, par tous les moyens, l'ordre à l'intérieur. Des instructions seront données par lui-même à tous les généraux. D'autres instructions seront données aux autorités civiles, pour qu'elles exécutent plus fidèlement ce qu'on attend d'elles. En ce qui concerne les réserves, il faudra « racler » à fond. L'Empereur sait, par exemple, que, à Berlin, circulent encore une quantité de jeunes gens qui devraient être à la ligne de feu. Sa Majesté approuve pleinement ce qui a été dit de la situation extérieure. Cependant, l'Allemagne ne doit pas perdre de vue ce que souffrent ses ennemis. On leur tue beaucoup de monde. Leur industrie commence à chômer faute de matières premières. Plusieurs denrées alimentaires leur font défaut. La récolte de 1917 a été mauvaise en Angleterre. Le tonnage britannique diminue sans cesse. On peut même espérer que, par là, l'Angleterre arrivera à se convertir à la paix. Aux yeux de Sa Majesté, la situation actuelle se précise donc ainsi, en ses traits les plus caractéristiques : guetter, avec une attention extrême, la minute opportune où on aura à s'entendre avec l'adversaire. On peut compter sur plusieurs états neutres (Sa Majesté donne des noms), pour constituer des intermédiaires convenables. En attendant, il s'agit de relever la confiance du peuple allemand et d'affaiblir la confiance de l'adversaire dans la victoire. Pas une minute à perdre ! Il faut créer une excellente commission de propagande. Des discours enflammés devront être prononcés dans tout l'Empire, par des personnalités considérées (Ballin, Neckscher), ou par des hommes d'Etat connus. A cette Commission de propagande seront appelés, non pas uniquement des fonctionnaires, mais des hommes possédant les aptitudes nécessaires. L'Office des Affaires étrangères leur fournira les grandes lignes de leur discours.

Le chancelier von Hertling juge, lui aussi, que le premier devoir, c'est de maintenir énergiquement l'autorité à l'intérieur. En ce qui touche la propagande, il se permet de rappeler qu'on a déjà tracé un programme très copieux et qu'on n'a plus qu'à le réaliser. En ce qui touche les relations diplomatiques, on recherchera, à l'instant favorable, des contacts avec l'ennemi. Cet instant favorable pourra venir après les prochains succès sur le front franco-britannique.

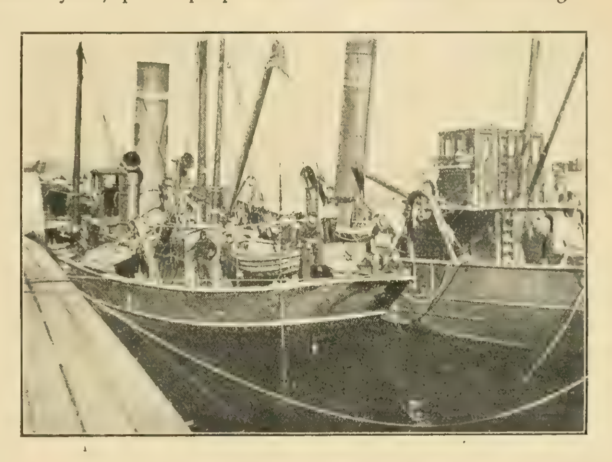
Le général feld-maréchal von Hindenburg pense qu'il sera possible de rester sur une certaine étendue du territoire français et d'arriver ainsi, finalement, à imposer la volonté de l'Allemagne à l'ennemi.

En vérité, cette scène, reproduite textuellement, avec la signature de tous les personnages, dans un compte rendu officiel, ne contient-elle pas, en une sorte de substance brute, ce qu'il y a de plus passionnant dans les chefs-d'œuvre de Shakespeare ? Tous les éléments du drame s'y rencontrent, mêlés à souhait : l'angoisse, le désespoir, la haine, l'affolement, l'accablement, l'injure, l'ironie, voire la bouffonnerie.

Peut-on, en effet, trouver ironie plus sanglante que la phrase du chancelier von Hertling, prenant la parole le dernier pour dire : « *L'instant favorable aux entreprises diplomatiques pourra venir après les prochains succès sur le front franco-britannique* ». Et cela, pendant que les troupes allemandes sont refoulées, sans trêve ni merci, par les troupes françaises qui, avec les troupes anglaises et américaines, grâce à l'unité de commandement, constituent une irrésistible masse d'armes.

Peut-on imaginer bouffonnerie plus misérable que cette idée de l'Empereur : « *Pour ramener la victoire aux drapeaux allemands, il suffira de donner des ordres sévères aux généraux commandant à l'arrière et de faire prononcer des discours par des personnalités considérées!* »

Et y a-t-il, dans aucun drame shakespearien, quelque chose de plus farouche, de plus sombre, de plus effrayant, que ce propos atone du maréchal Hindenburg : « *Je pense qu'il sera possible de rester en France et d'arriver à imposer la volonté de l'Allemagne à l'ennemi* ». Verbiage de maniaque d'où semble absente toute véritable pensée.



BATEAU RELEVEUR DE MINES DANS LES DARDANELLES.

Comparé à ce langage d'un Hindenburg, le langage du Kronprinz, héritier dégénéré d'un dégénéré, fantoche à demi-fou qu'achèvent la débauche et l'épouvante, paraît le bon sens même.

Sur les instances du haut commandement, le nouveau chancelier de l'Empire allemand, prince Max de Bade, avait, de la façon la plus pressante, demandé au président Wilson d'intervenir « pour qu'une suspension d'armes fût accordée à l'Allemagne ».

La réponse du président faisait l'unique préoccupation des Allemands. Toutes les nuits, dans les villes, on voyait la foule se presser devant les bureaux des journaux, attendant une dépêche d'Amérique. La foule allemande montrait alors autant d'impatience et d'espoir qu'elle en avait montré au moment de la déclaration de guerre, quand elle attendait les nouvelles de l'invasion et du pillage en Belgique et en France! Une seule chose lui faisait peur : l'invasion de l'Allemagne. Tout ce qui pouvait empêcher cette invasion lui apparaissait comme une victoire.

En vain, le chancelier, pour sauver l'Empereur, annonçait-il des réformes politiques dans les États confédérés de l'Empire et même en Prusse. L'Allemagne n'avait cure de ce prétendu libéralisme.

Le 9 octobre arrivait la réponse du président Wilson à l'Allemagne. C'était à l'Allemagne qu'il entendait parler tout d'abord. L'Autriche et la Turquie, s'étant mises sous la domination allemande, devaient ensuite avoir leur tour.

— Oui ou non, demandait le président Wilson, l'Allemagne accepte-t-elle mes

conditions de paix? Tout armistice restera impossible, tant que les Empires centraux auront le pied sur une parcelle quelconque du sol appartenant aux Alliés. Oui ou non, le gouvernement allemand parle-t-il uniquement au nom des autorités constituées qui ont conduit la guerre?

Cette dernière question visait Guillaume II, le seigneur de la guerre, le *Cæsar gloriosus*, comme l'avait appelé le Tsar de Bulgarie qui venait de le trahir.

Sur-le-champ, l'Allemagne répondit qu'elle acceptait sans réserve les conditions du président Wilson et qu'elle était prête à évacuer le sol des Alliés pour obtenir l'armistice. Elle demandait la réunion d'une commission mixte. Enfin, elle affirmait que « le gouvernement actuel s'appuyait sur la majorité du Reichstag ». Dans cette réponse, il y avait même une petite phrase où il était question du « peuple allemand ».

Miraculeuse nouveauté. L'antique constitution qui refusait au Reichstag tout droit, même celui de *veto*, se trouvait abrogée, et le « peuple allemand » naissait à l'indépendance.

A chaque mot de cette déclaration, les États-Unis devaient sentir une intention d'ergotage et de camouflage. Pour arriver à son but, l'Allemagne était prête à accepter tous les rôles, à revêtir tous les déguisements et à signer tous les engagements que le vainqueur pouvait désirer.

Un seul fait restait parfaitement clair et sûr : *l'Allemagne demandait un armistice.*

Le 21 octobre 1918, après mûre réflexion, le président Wilson transmit cette demande aux gouvernements alliés. En même temps, il croyait devoir leur rappeler la nécessité absolue d'exiger des conditions « capables d'empêcher l'Allemagne de reprendre les hostilités », et il insistait sur l'impossibilité, non moins absolue, d'accorder au gouvernement allemand actuel la moindre confiance.

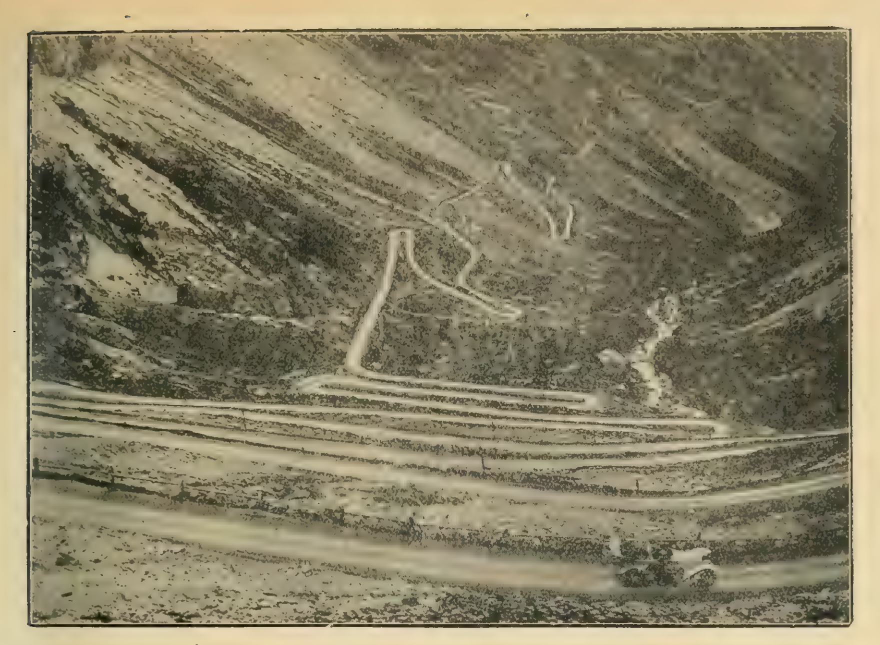


cher l'Allemagne à





Woodrow Wilson



ROUTE DU STELVIO A LA FRONTIÈRE ITALIENNE.

(Photo Meurisse.)

CHAPITRE XXV

LA CHUTE DE L'AUTRICHE-HONGRIE

Défaite de l'ennemi sur tout le front des Alpes. — Le drapeau italien à Trente et à Trieste. — Armistice de Padoue (30 octobre).

Les victoires éclatantes des Alliés, en Palestine, en Syrie et dans les Balkans achevèrent d'abattre le gouvernement austro-hongrois, si fortement ébranlé par des troubles intérieurs et, plus encore, par les défaites de l'Allemagne sur le front français, c'est-à-dire sur le front principal.

Le 6 octobre 1918, l'empereur Charles adressa une requête à la République des Etats-Unis. Il la priait d'intervenir « pour faire conclure un armistice et faire ouvrir des négociations de paix, fondées sur les déclarations du président Wilson ».

Déjà, le mois précédent, l'Autriche-Hongrie avait tenté, en France, une démarche pour obtenir que, dans un pays neutre, il y eût une réunion préparatoire en vue de la paix. Entretien secret. Manœuvre clandestine. M. Clemenceau se contenta de répondre d'un mot, à la tribune du Sénat : « Pas de transaction possible entre le Crime et le Droit ».

Pour hâter le dénouement par les armes, le général Diaz, commandant en chef des forces italiennes, était allé à Senlis où se trouvait le grand quartier général français, et avait préparé, avec Foch, une offensive sur le front des Alpes.

Il avait, sous ses ordres, 51 divisions italiennes, 3 divisions britanniques, 2 divisions françaises, une division tchéco-slovaque.

Le 24 octobre, il attaqua. Après de violents efforts, l'île de Grave di Papadopoli fut occupée en partie. La 4e armée italienne donna vigoureusement l'assaut, dans la région du mont Grappa, et s'empara du mont Pertica.

Le 25, les combats recommencèrent. La brigade d'Aoste s'empara du mont Valderca.

L'ennemi, malgré les pertes que lui infligeaient l'infanterie et l'artillerie italiennes, aidées de l'aviation britannique bombardant les baraquements, les chemins de fer et les routes, essayait de contre-attaquer. Tentatives impuissantes. Une armée composée de troupes italiennes et de troupes britanniques, sous les ordres du général anglais lord Cavan, achevant d'occuper l'île de Grave di Papadopoli, élargissait l'offensive.

Bientôt, entre l'embouchure du Soligo et les crêtes rocheuses de Valdobbiadene, la 12e armée, composée de troupes françaises et de troupes italiennes, sous les ordres du général français Graziani, et la 8e armée italienne, sous les ordres du général italien Caviglia, se portèrent en avant.

Durant la nuit du 26 au 27 octobre, ces deux vaillantes armées traversèrent le Piave, malgré la crue des eaux et la violence du bombardement. Au point du jour, elles progressèrent sur la rive orientale.

Pendant ce temps, l'armée de lord Cavan gagnait du terrain en faisant 9 000 prisonniers.

Les armées Graziani et Caviglia réalisèrent une avance semblable. Mêmes succès pour le 14e corps britannique, commandé par le général Babington ; pour le 11e corps italien, commandé par le général Paolini ; pour le 18e corps italien, commandé par le général Basso. En moins de trois jours, l'ennemi fut contraint de céder la rive orientale du Piave, depuis le chemin de fer Trévise-Oderzo jusqu'aux hauteurs de Valdobbiadene.

Graziani pénétra dans la plaine de Sernaglia. Caviglia s'empara de Susegana, près de la route de Trévise à Conegliano. Lord Cavan s'empara de Conegliano.

« Toutes les armes italiennes doivent collaborer à la victoire suprême », ordonna le généralissime.

La 3e armée, qui formait l'aile droite, se joignit en hâte à l'armée de lord Cavan. Le lendemain, depuis la mer jusqu'à la Brenta, presque toutes les forces italiennes, la 23e division française, le 14e corps britannique et le hardi 332e régiment américain rivalisèrent d'ardeur.

Graziani s'empara du mont Cesen ; Caviglia, de Vittorio ; lord Cavan, d'Oderzo. A son tour, la 3e armée italienne, dans un impétueux élan, passa le Piave.

Ces succès, attestés par un butin de guerre où se comptaient plus de 33 000 prisonniers, remplit l'Italie d'un enthousiasme que les villes et les villages délivrés rendaient toujours plus ardent, par l'écho de leurs acclamations.

Les têtes de colonnes arrivaient à la Livenza. La 6e armée battait l'ennemi devant Asiago, où pénétraient les troupes britanniques.

Poursuite inouïe ! Flux irrésistible, depuis la Suisse jusqu'à la mer ! Les vainqueurs sont à Rovereto. La retraite de l'ennemi étant enfin coupée, ils sont à Trente, ils débarquent à Trieste et à Lissa, ils pénètrent à Udine, ils occupent les côtes de l'Istrie et les ports de la Moyenne Adriatique, ils s'établissent à Fiume. Depuis le

24 octobre, l'ennemi leur a livré « 416 115 soldats, 10659 officiers et 6819 canons ».

L'unité italienne est consacrée. Plus une ombre d'*Italia irredenta*.

Le 30 octobre, l'Autriche envoyait, à Padoue, le général von Weber demander un armistice. Le général Diaz se mit, sur l'heure, en relations avec M. Orlando qui se trouvait à Paris.

Les clauses de l'armistice de Padoue, qui devait entrer en vigueur le 4 novembre, furent, au nom des Alliés, dictées à von Weber, ayant mandat des Conseils nationaux de Vienne et de Pesth. Les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves s'étaient, par avance, placés aux côtés de l'Entente.



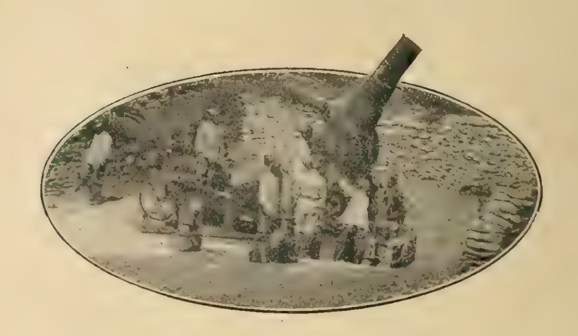
ITALIENS SE RAVITAILLANT DANS UN VILLAGE RÉCEMMENT CONQUIS EN TRENTIN

(Photo Meurisse.)

Voici les plus importantes de ces clauses : retrait immédiat des troupes austro-hongroises hors des territoires italiens; démobilisation totale des troupes austro-hongroises, à l'exception d'un maximum de 20 divisions; remise aux Alliés de la moitié de l'artillerie austro-hongroise; occupation d'une zone que déterminait une ligne passant par le nord du Stelvio, les sources de l'Adige et de l'Eisach, le Brenner, le col du Predil, l'est du col de Fiume; maintien sur place et livraison aux Alliés du matériel militaire et du matériel de chemin de fer de cette zone; occupation de toutes les voies de communication et de tous les points stratégiques jugés nécessaires; utilisation par les Alliés des moyens de transports; droit de réquisition contre paiement; rapatriement immédiat, sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre internés ou civils; livraison de 15 sous-marins et de tous les sous-marins allemands se trouvant dans les eaux territoriales; livraison de 3 cuirassés, de 3 croiseurs légers, de 9 destroyers, de 12 torpilleurs, de 8 monitors du Danube; démo-

bilisation et désarmement de tous les autres bâtiments de guerre; liberté de navigation pour tous les bâtiments alliés (de guerre ou de commerce) dans l'Adriatique et le bassin du Danube, avec liberté d'occupation ou de démantèlement des ouvrages fortifiés du Danube; occupation des fortifications et des chantiers de Pola, restitution de tous les navires de commerce.

Aux cloches de toute l'Italie, qui célébraient le désastre sans égal de l'ennemi, le Parlement français, par la voix de M. Paul Deschanel, répondit : « Rome, la cité sainte des héros, des poètes et des dieux, vient d'ajouter à toutes les splendeurs qui ravissent le cœur des hommes, une beauté suprême : le triomphe de la liberté et du droit. »



OBUSIER DE 280 ITALIEN.



LA DÉBACLE, 1918. — TABLEAU DE H.-G. CHARTIER.

(Salon de 1919.)

CHAPITRE XXVI

LA POUSSÉE TRIOMPHALE JUSQU'AU RHIN

Libération de Cambrai.

Pour enrayer la marche du vainqueur, les Allemands recouraient à toutes les intrigues, à toutes les tergiversations, à toutes les ruses. Foch, qui devinait leur jeu, poussait à fond son offensive.

L'attaque qu'il lança, le 8 octobre 1918, sur un front de plus de 40 kilomètres, entre Cambrai et Saint-Quentin, eut un plein succès. La bataille ainsi engagée devait, le 4 novembre, se rallumer d'elle-même entre Escaut, Sambre et Meuse, et devenir la bataille suprême de la Guerre du Droit.

Le 8, le 9 et le 10 octobre, les troupes commandées par le maréchal Douglas Haig réussirent à percer les défenses, si puissamment renforcées par l'ennemi, entre Beaurevoir et Masnières. Elles s'établirent sur les grands plateaux du Cam-

brésis, s'emparèrent de Cambrai, entrèrent au Cateau, enlevèrent plus de 200 canons et firent plus de 10 000 prisonniers.

Le maréchal Douglas Haig annonça, avec une légitime fierté, que, depuis le 21 août, les troupes britanniques avaient, d'Arras à Saint-Quentin, enfoncé le système défensif d'Hindenburg et gagné 40 kilomètres en direction de l'Est, en faisant un butin de 110 000 prisonniers et de 1 200 canons.

En même temps, il remerciait l'armée française du général Debeney de l'appui si efficace qu'elle lui avait prêté, au sud, entre la Somme et l'Oise.

Cette armée venait de donner l'assaut en pleine ligne Hindenburg, à travers un redoutable terrain, sillonné de tranchées, hérissé de réseaux barbelés, troué d'entonnoirs, sans cesse fouillé de balles par les mitrailleuses. Et pourtant, dès le premier jour, elle avait enlevé Lesdins, Remaucourt, Omissy, Harly, Fontaine-Uterte.

Le général Debeney pouvait ainsi résumer le compte rendu de ses opérations : Du 8 au 10 octobre une avance de 8 kilomètres, 2 000 prisonniers et 120 canons.

Chaque péripétie de cette grande bataille contenait de précieux enseignements.

D'abord elle se livrait en rase campagne. L'ennemi, constatant qu'il perdait la supériorité du nombre et de l'armement, était, çà et là, agité par l'indiscipline et emporté par la panique. Là-dessus, les meilleurs témoins, c'est-à-dire les habitants des régions, abondaient en dépositions unanimes. Cambrai, entièrement évacuée, avait été prise, le 9, sans coup férir. A 4 heures du matin, les Canadiens de l'armée commandée par le général Horne y pénétraient par le nord et, à cinq heures, les Anglais de l'armée commandée par le général Byng y pénétraient par le sud. Plusieurs maisons brûlaient. Dans sa fuite l'ennemi y avait placé des bombes à retardement.

Un des premiers habitants qui rentrerent à Cambrai, après la libération, fut l'archevêque. Mgr Chollet, un vaillant Lorrain d'Avocourt, ancien évêque de Verdun. Nous l'entendons toujours nous dire son émotion, en voyant les ruines de la noble ville :

« Monuments, maisons, rues, n'étaient que décombres. Je ne retrouvais plus mon chemin. Personne pour me donner une indication. Je vis passer un soldat canadien. Que lui demander ? Je ne reconnaissais pas ma ville et il ne l'avait jamais connue. Il remarqua mes yeux pleins de larmes et me salua en silence. »

L'ennemi a perdu le massif de Saint-Gobain.

On sait que, au même moment, les attaques lancées par Foch dans l'Est refoulaient également l'ennemi de chaque côté de l'Argonne.

Le 8 octobre, sur la rive orientale de la Meuse, l'armée américaine, soutenue par les troupes françaises, avançait en délivrant le bois des Caures, le bois de Haumont, le village de Consenvoye, le village de Brabant, tandis que l'armée de Gouraud réalisait d'importants progrès sur le front de la Suippe. L'avance française et l'avance américaine se poursuivirent le 9 et le 10, vers Grandpré, en Argonne — et sur les deux rives de la Meuse.

Toutes ces actions, si bien combinées, eurent, à partir du 11 octobre, l'effet le plus caractéristique et le plus éclatant.

La date du 11 octobre doit rester gravée dans les cœurs. Elle est vraiment la date du salut définitif pour tout le territoire belge et pour tout le territoire français, y compris nos provinces de l'Est occupées depuis 1870.

Au centre, les armées de Berthelot et de Mangin achevaient de libérer la région

de Laon. Par leurs succès au nord de l'Aisne, elles avaient libéré Craonne, la Fère, les environs du camp de Sissonne. L'ennemi se retirait derrière la Serre, vers laquelle les alliés se dirigeaient par Chéry-les-Pouilly et Monceau-le-Wasf. Le général Albricci dépassait le camp de Sissonne, avec ses unités italiennes. Notre 5e armée, l'armée de Berthelot, devenue l'armée de Guillaumat par le nouveau départ de Berthelot pour la Roumanie, s'établissait sur une ligne allant du nord de le Thour à Blanzy.

C'est sur cet endroit de notre avance que certains grands journaux allemands, pour décider le gouvernement de Berlin à agir vite, insistaient le plus. Ils sentaient à quel point une retraite ainsi imposée, fragmentée et sanglante, démoralisait les troupes. Le Haut Commandement allemand avait juré de ne jamais abandonner le



CANON QUI BOMBARDAIT DUNKERQUE.
(Section photographique de l'Armée.)

massif de Saint-Gobain, enveloppé par l'Oise, par la forêt de Saint-Gobain, par le plateau de la Malmaison, par le Chemin des Dames, par les pentes du plateau de Craonne, par l'Aisne : position formidable que ce Haut Commandement fortifiait sans cesse depuis cinquante mois et qu'il appelait « son grand bastion en terre française ». Les Alliés menaçaient de trop près ses communications vers Rethel et vers Guise. « Le grand bastion français » fut abandonné.

De son côté, le Kronprinz, à qui Gouraud avait arraché le plateau de Montcheutin et les abords de Grandpré, s'était retiré derrière la Retourne. Le 11 octobre, Gouraud était arrivé sur la route de Vouziers à Rethel, et, le 12, la 120e division, commandée par le général Mordacq, était entrée dans les ruines de Vouziers. L'infortunée ville, tant de fois prise pour objectif parce qu'elle formait le principal nœud de communications entre la Meuse et la Champagne, était libérée enfin, avec toute la boucle de l'Aisne.

Cette libération de Vouziers et la défaite complète de l'armée de von Einem avaient, pour la première fois, permis à Reims, la grande Martyre, de respirer librement.

Attaque du plateau de Thielt.

« Toujours plus avant et toujours plus vite, jusqu'au Rhin ! » Ce mot d'ordre de Foch s'exécutait partout. Le champ s'ouvrait devant notre cavalerie, heureuse de voir ses entraves brisées.

Dans les Flandres, le 14 octobre, le groupe des armées belges et françaises que commandait le roi Albert, guidé par le général Degoutte, recommença son offensive avec une énergie nouvelle.

Rappelons que le plan général était le refoulement de l'ennemi, au delà de la Lys et de l'Escaut, en trois étapes : 1° Thourout-Roulers-Menin ; 2° Bruges-Thielt-Courtrai ; 3° région de Gand et frontière hollandaise.

Le 13 octobre, le général Degoutte, dont l'armée était devenue autonome, lança cet appel : « Soldats de l'armée des Flandres, après tant d'héroïsme, la France vous demande un nouvel effort. Il ne s'agit pas seulement de libérer du joug allemand une nouvelle partie du territoire de la noble Belgique. Si vous enlevez le plateau de Thielt, si vous ouvrez les portes aux vingt mille chevaux de nos divisions de cavalerie, vous forcerez l'ennemi, au sud, à se replier sur l'Escaut et même au delà. Votre avance victorieuse aura chassé l'Allemand des départements du Nord dont nos compatriotes et nos parents subissent depuis quatre ans l'esclavage. L'aurore de la victoire définitive embrase l'horizon. »

Mais à l'horizon apparaissait, comme une barrière, le plateau de Thielt.

— La route du Rhin passe par ce plateau, disait le roi des Belges.

— Oui, Sire, répondait Degoutte. D'ailleurs, aujourd'hui, c'est au Rhin que toutes les routes nous mènent.

La parole du bon chef eut son écho dans tous les cœurs. L'obstacle allait être surmonté. Aussi bien, tout était prêt. Le maréchal Foch connaissait les difficultés inouïes qu'avait rencontrées l'armée des Flandres : plaines transformées en marécages, routes transformées en fondrières, voies ferrées entièrement détruites; ravitaillements à peu près impossibles. Il venait d'envoyer au général Degoutte des renforts et des armes nouvelles : trois divisions du 30e corps, un bataillon d'artillerie d'assaut, un groupe de trente chars Saint-Chamond. Notre 30e corps avait relevé les divisions belges trop fatiguées. Les sapeurs, français, britanniques et belges, réparaient des routes, des voies ferrées, construisaient des abris, des garages, et même établissaient, avec des madriers assemblés, des pistes de plusieurs kilomètres.

Le général von Arnim, qui commandait les forces ennemies, avait d'abord reçu un ordre de retraite générale. Mais, pour l'exécuter, le temps lui avait manqué : il cherchait donc à improviser un repli par échelons. Pour soutenir le choc, il mit en ligne huit divisions et appela, en toute hâte, les sept divisions de réserve dont il disposait.

Chaque jour, il procédait à des reconnaissances ; chaque nuit, à des tirs de contre-préparation.

Le signal de l'attaque fut donné par le général Degoutte, le lundi, 14 octobre, à 5 heures 35 minutes. Pas de préparation d'artillerie. Ce furent nos avions qui, par des bombardements de barrage, préparèrent l'attaque.

Le soleil se leva dans un ciel assez pur. Secours imprévu des éléments : depuis près de trois jours, la pluie était tombée sans interruption !

Au centre de l'attaque, l'armée Degoutte, lançait, en première ligne, quatre divisions : la 5e et la 41e du 7e corps, commandé par le général Massenet ; la 70e et la

77ᵉ du 34ᵉ corps, commandé par le général Nudant. Elle avait l'ordre d'avancer, entre Roulers et Nichtervelde, vers le plateau de Thielt.

Au nord, trois divisions belges, commandées par le général Biebuyck, avaient l'ordre d'avancer vers Thourout.

Au sud, trois divisions belges, commandées par le général Michel, avaient l'ordre d'avancer vers Courtrai. Plus au sud, la 2ᵉ armée britannique, commandée par le général Plumer, avait l'ordre de marcher vers la Lys.

Derrière les unités de première ligne, le corps de cavalerie français et une division de cavalerie belge attendaient l'instant de se précipiter à la poursuite de l'ennemi.

Enfin, trois divisions françaises, que Foch avait placées sous les ordres directs



BATTERIE ALLEMANDE SUR LA DIGUE D'OSTENDE.
(Section photographique de l'Armée belge.)

d'Albert Iᵉʳ, se tenaient prêtes à se porter partout où il y aurait un danger à écarter ou un succès à élargir.

Les trois divisions belges du général Michel avancèrent, sans trouver grande résistance. L'effort principal de l'ennemi, pour briser notre attaque, s'était porté au centre, dans les environs de Roulers. Nous en eûmes raison. Avant 9 heures, nous avions enlevé Handzaeme-Hooglede, le fort de Roulers et la partie orientale de Werwick. A 11 heures, nous entrions à Roulers.

Alors, Degoutte fit signe à sa cavalerie. La première tâche de quelques-uns de nos cavaliers fut de conduire lestement à l'arrière douze mille prisonniers. Les autres galopaient déjà à la poursuite glorieuse. Pendant ce temps, les divisions belges du général Michel s'emparaient de Cortemarck et arrivaient près de Thourout. Quant à l'armée britannique du général Plumer, elle pénétrait dans les faubourgs de Menin.

Dans l'après-midi, les averses recommencèrent et durèrent toute la nuit suivante. Cependant, le 15, avant le jour, Degoutte donna l'ordre de reprendre l'attaque. L'ennemi, qui nous croyait arrêtés, avait regroupé ses forces et dissimulé ses mitrailleuses.

Nos troupes, commandées par le général Nudant, s'enfoncèrent jusqu'aux abords de Lichtervelde. De leur côté, les troupes belges du général Biebuyck débordaient Thourout et gagnaient le bois de Wijnendaele; les troupes belges du général Michel entraient à Lendelede; les troupes britanniques du général Plumer arrivaient à la Lys et, tout de suite, la traversaient.

La violence égale de cette attaque vers tous les points désignés produisit l'effet sur lequel comptait le général Degoutte. Le lendemain matin, l'ennemi, défait et désorienté, laissa s'ouvrir la brèche. Notre cavalerie chargea.

Le succès des Alliés se développait sur tout le front. Les troupes belges entraient à Thourout et passaient l'Yser au-dessous de Dixmude. Les troupes françaises enlevaient Lichtervelde et Ardoye Les troupes britanniques pénétraient à Menin, à Courtrai et dans les faubourgs d'Halluin.

La libération de Thourout annonçait la libération d'Ostende. La libération de Menin et de Courtrai annonçait la libération de Lille.

Libération de Lille et de Douai.

Par suite de cette avance et de l'avance britannique dans tout le Cambrésis, Ludendorff se voyait en grand péril d'encerclement dans la région de Lille et de Douai.

Au moment où le général Plumer, avec la 2e armée britannique, s'approchait de Courtrai, le général Birdwood, qui commandait la 5e armée, comprit comment il pourrait exploiter, à la fois, le succès remporté dans le nord et la démoralisation croissante de l'ennemi. Avec l'approbation du chef unique, il entreprit une série d'opérations qui, le 16 octobre, lui permirent d'occuper Estevelles et Meurchin, Santes, les lisières d'Ennetières.

A sa droite, la 1re armée britannique, commandée par le général Horne, était embarrassée dans sa marche par les inondations tendues au canal de la Scarpe. Mais il apprit soudain que l'ennemi, devant les progrès nouveaux des Alliés au nord de la Lys et au sud de la Sensée, lâchait pied. La ligne de la Haute-Deule se trouvait sans défense.

Il occupa Oignies, Carvin, Allennes, Capinghem.

Le 17 octobre, il entra à Lille.

L'ennemi avait quitté la ville avant 4 heures du matin. Depuis quelques jours, les Lillois avaient vu passer sans répit des voitures pleines de butin, signes précurseurs du repli définitif vers l'Allemagne. Dans la nuit, quelques-uns d'entre eux entendirent le bruit des lourdes bottes qui s'éloignaient pour toujours. L'un d'eux nous dit : « Vers cinq heures, mû par un pressentiment, j'ouvrais ma fenêtre. Tout à coup, un agent de police qui passait me cria : « *Ils* sont partis ». Moment de joie sans pareille : le plus délicieux moment de ma vie. » La foule, en apercevant dans l'air un avion britannique, agita tous les linges blancs qui lui tombaient sous la main. Birdwood fut prévenu. Une patrouille du 11e corps britannique arriva dans la ville. Bientôt, un détachement de notre 1er corps accourut. Le maire de Lille, M. Delasalle, dit aux libérateurs : « Merci. Le terrible cauchemar est étouffé. Le cri si longtemps étouffé sur nos lèvres peut sortir. Vive la France! »

Le même jour, une division de l'armée de Horne pénétrait à Douai, puis, le lende-

main, achevait d'occuper la ville. C'était une ville déserte. L'ennemi, après en avoir fait évacuer tou les habitants, l'avait entièrement pillée et en avait détruit entièrement le partie centrale, en y mettant le feu.

Le même jour, l'armée de Horne et l'armée de Birdwood poussèrent leur avance jusqu'à une ligne qui allait de Marquette-en-Ostrevent à Ascq, en passant par Fretin et Sainghin. Au nord d'Ascq, l'armée de Plumer, comme nous le verrons, venait de délivrer Roubaix et Tourcoing.

Événement militaire d'une importance extrême! Avec la place de Lille, le pilier nord du monstrueux rempart que l'ennemi s'était construit en terre française s'écroulait d'un seul coup. Mais ce n'étaient pas les conséquences stratégiques de cet événement qui frappaient le plus la France. Toute la France était transportée de joie à la pensée que, après quatre horribles années, Lille, l'illustre et puissante cité industrielle du Nord, avec ses 230 000 habitants et toute l'incomparable région de la Flandre qui reconnaît toujours en elle sa capitale, échappait enfin à un joug sans nom.

A Paris, sur la place de la Concorde, où trônent les statues des plus grandes villes de France, la statue de Lille disparut sous des gerbes de fleurs. Le peuple se pressait devant le monument. Chaque fois qu'une couronne nouvelle s'ajoutait aux autres, il prenait soin de remettre en évidence la couronne offerte par lord Derby, ambassadeur de Grande-Bretagne, couronne aux couleurs françaises où se détachait cette inscription : « A Lille, délivrée pour toujours ». Et, tout de suite, les regards se tournaient vers la statue de Strasbourg, où une inscription toute pareille devait bientôt rayonner. Personne n'en doutait. Tout en faisait foi.

Aux pieds de chacune des statues, comme sur la place entière et le long de l'avenue des Champs-Élysées, le ministère de la Guerre avait fait placer des milliers de canons de tous calibres enlevés à l'ennemi. Parfois, des enfants s'attelaient aux plus légers et les traînaient, de rue en rue, jusqu'aux plus lointains faubourgs.

— Comment les retrouvera-t-on ? dit à M. Clemenceau M. Pams, ministre de l'Intérieur.

— Bon ! répondit M. Clemenceau, pour un de perdu à Paris, nos soldats nous en feront retrouver cent sur le front.

Libération d'Ostende, de Bruges et de Zeebrugge.

Le même jour que Lille, Ostende était libérée. Le 17 octobre, au lever du jour, notre aviation annonça qu'il n'y avait plus aucun Allemand sur les chemins et que les habitants d'Ostende, grimpés sur leurs toits, brandissaient des drapeaux. Un de nos aviateurs, attiré par les clameurs de joie, atterrit dans la ville même et fut porté en triomphe à l'hôtel de ville. Quelques heures après, un bateau amenait l'amiral Keyes, commandant de la flotte britannique. Bientôt, un bataillon belge arrivait, musique en tête, en chantant la *Brabançonne*: il avait traversé une région sans route et des rivières sans ponts. Enfin, dans la soirée, le roi, la reine et l'amiral Ronarc'h, grand chef de nos fusiliers marins qui avaient sauvé la Belgique sur l'Yser, faisaient leur entrée, au milieu d'un enthousiasme délirant.

Le même jour, les troupes françaises délivraient Pitthem et Meulebeke ; les troupes britanniques marchaient vers Tourcoing ; les troupes belges, vers Bruges.

C'en était fait de l'immense camp retranché que l'ennemi avait établi dans les Flandres. « Nous possédons là, répétait Guillaume II, une forteresse imprenable

où flotte le drapeau invincible de l'Empire et d'où partira l'ordre suprême qui transformera la carte de l'Europe. » Cette forteresse imprenable était anéantie.

Ainsi, malgré tout, la première étape de la grande offensive dans les Flandres s'accomplissait à souhait.

Ce 17 octobre, les forces françaises, en raison de leur importance, furent groupées en armée des Flandres et placées sous les ordres du général de Boissoudy. Le général Degoutte restait, chargé de la direction d'ensemble. A l'armée française des Flandres se joignirent deux belles divisions américaines.

L'opération de si large envergure continuait, suivant le plan initial : la 4e armée



RENTRÉE TRIOMPHALE DU ROI ET DE LA REINE DES BELGES A BRUGES.
(Section photographique de l'Armée belge.)

britannique à droite, les armées belges à gauche, l'armée française au centre.

Le 18, von Arnim tenta un dernier effort, non pas pour nous barrer la route, mais pour protéger sa retraite.

Notre avance n'en fut pas sensiblement ralentie Les troupes britanniques délivraient les nobles et laborieuses cités de Roubaix et de Tourcoing. Les troupes belges traversaient le canal d'Ostende à Bruges et arrivaient aux portes de Bruges, dont elles saluaient pieusement l'antique beffroi, symbole des libertés municipales.

Von Arnim, pris entre la mer et la frontière hollandaise, n'eut que le temps de fuir.

Le 19 octobre, les Belges entraient à Bruges et à Zeebrugge.

A chaque pas que nous faisions dans le port de Zeebrugge, véritable port de Bruges, se posait la question poignante que l'on a appelée l'énigme de Zeebrugge : » Comment l'Angleterre a-t-elle pu laisser l'Allemagne s'installer ici avec ses sous-

marins? Comment, ayant commis une erreur si grave, l'Angleterre ne l'a-t-elle pas immédiatement réparée, à tout prix, en mettant le pied sur le repaire de pirates? » A cette question, c'est peut-être l'histoire qui fournira la meilleure réponse : « L'Angleterre, dans toutes les guerres auxquelles elle prend part, s'engage avec des ressources si insuffisantes et un tel défaut de préparation que le monde se dit : Il n'y a donc plus d'Angleterre! Mais, peu à peu, elle se forge des armes, se crée des appuis, s'acharne à la lutte et finit par s'emparer si bien de la victoire qu'elle fait oublier à tous ses hésitations et ses défaillances du début. »

Le 18 octobre, en dépit des forces allemandes qui, sur le plateau de Thielt



CROISEURS ANGLAIS COULÉS A ZEEBRUGE.

(Photo Champagne.)

défendaient opiniâtrement l'accès de la vallée de la Lys, nos troupes prirent possession du plateau et de la ville de Thielt. Notre 2e corps de cavalerie eut le champ libre. Il en profita magnifiquement. Pour la nuit, nous nous trouvions sur une ligne qui allait de Lootenhulle à Wielsbeke, par Wynck et Gotthem sur la Lys. D'autre part, les troupes britanniques, dépassant Courtrai, approchaient de l'Escaut.

— La Belgique est ressuscitée ! s'écria Albert Ier.

Et M. Raymond Poincaré lui écrivit : « Voici venir les jours de victoire et de joie dont nous avons si souvent parlé, avec une foi commune, dans nos conversations des longues heures sombres. »

Le 20 octobre, notre 30e corps et notre 34e corps passèrent la Lys, près de Deynse, et réussirent, malgré les inondations, dernier obstacle préparé par l'ennemi, à y établir une tête de pont.

Le même jour, les armées britanniques, commandées par le général Plumer, arrivèrent sur l'Escaut, près de Peck.

Le même jour, les troupes belges entrèrent à Adegem, puis, d'un seul élan, s'élancèrent au-delà d'Ursel et au delà de Bellem. Elles forçaient 15 000 Allemands à passer la frontière et à se faire désarmer par les Hollandais.

Notre armée des Flandres terminait alors ce que le général Degoutte appelait « son beau pivotement sur la droite ». Au début, elle avait fait face au nord-est. Le 20 octobre, face au sud-est, elle occupait la ligne de l'Escaut depuis Gand jusqu'à Oudenarde et jusqu'à Tournai.

La nouvelle ligne de retraite, où l'ennemi tentait de se cramponner, allait de Valenciennes jusqu'à la Meuse, en passant par le Quesnoy, la forêt de Mormal, les plateaux situés entre Sambre et Oise, la fameuse ligne Hunding, la Haute Aisne protégée par des inondations, l'Argonne, la région de Dun-sur-Meuse.

Libération de Denain et du pays noir.

Suivant le plan de Foch, les armées britanniques durent se mettre en marche vers Valenciennes, bien qu'elles fussent contre-attaquées très énergiquement. Sur-le-champ, elles refoulèrent plus à fond la dernière contre-attaque et déclenchèrent leur offensive à l'est de Denain. Du premier coup, elles parvinrent jusqu'aux abords de Valenciennes, leur objectif.

Denain, Somain, Marchiennes, Orchies étaient libérées. En chacune de ces villes, les traces d'un long martyre excitaient l'indignation des libérateurs. A Denain, par exemple, l'ennemi avait fait sauter la grande usine métallurgique. Le directeur de cette usine, M. Werth, prisonnier dans son bureau, avait appris, par les explosions successives, les progrès de la destruction systématique. C'était, pour l'ennemi, une double satisfaction de supprimer une des plus belles usines de France et de tourmenter un Français qui refusait de diriger le travail de ses ouvriers au profit de l'envahisseur.

A quoi bon insister sur la joie des régions libérées ? Elle dépasse tout ce que l'imagination peut concevoir en temps de paix. Les bonnes gens de ces pays au supplice nous disaient : « Quand les premiers soldats anglais sont arrivés, on leur a sauté au cou. On a aussi embrassé leurs chevaux. C'étaient des chevaux si superbes, si bien portants, si différents des misérables chevaux allemands ! »

Cependant l'ennemi, bien qu'il manquât de tant de choses et que l'espoir de vaincre fût brisé en lui, se défendait encore obstinément, en certains points bien choisis. Ainsi, l'armée de Horne, en marchant vers Valenciennes, et l'armée de Birdwood, en marchant vers Tournai, eurent de durs efforts à fournir.

Enfin, le 22, à 18 heures, les Britanniques approchèrent de l'Escaut, s'établirent aux abords de Tournai et pénétrèrent dans la partie occidentale de Valenciennes. Ils venaient de déborder Valenciennes au nord-ouest, par une marche extrêmement rapide à travers la forêt de Raismes.

Le 23, ils enlevèrent Bruay où la ligne de Valenciennes se raccorde avec la ligne de Peruwelz, traversèrent les forêts de Raismes et de Saint-Amand et parvinrent sur l'Escaut à Thun. La tâche que Foch leur avait donnée était accomplie.

Les forces britanniques occupaient la rive de l'Escaut jusqu'aux portes de Valenciennes. Les forces françaises s'avançaient vers Audenarde. Les armées belges commandées par le roi Albert réorganisaient en hâte leur ravitaillement.

Sans doute, la bataille des Flandres avait, au début, suscité de vastes espoirs

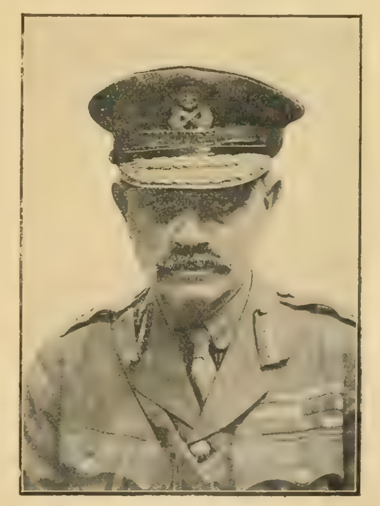
qu'elle n'a pas réalisés. Par là, elle ressemblait à la bataille franco-américaine de l'Argonne. Toutes deux furent ralenties par les plus détestables conditions climatériques, dont l'ennemi sut fort bien tirer parti.

Ludendorff, sans nul doute, comprenait parfaitement la manœuvre de Foch en Belgique et sur la Meuse : double coup de filet jeté sur les deux ailes. Or, le Haut Commandement allemand pouvait toujours compter sur la plupart des troupes qui composaient alors l'arrière-garde, et qui étaient précisément l'élite des anciennes troupes d'assaut, *Sturmtruppen*. Il entreprenait donc, par tous les moyens, de ralentir l'avance des Alliés, pour avoir le temps de ramener en Allemagne son meilleur matériel de guerre et le magnifique butin fait par lui en terre de France. Le mauvais temps favorisa sa tactique de résistance, que soutenaient les mitrailleuses et quelques batteries mobiles à longue portée. Il put même, suivant sa formule, « tenir assez pour que, au fur et à mesure de la retraite, tout fût détruit ».

Victoires sur la Selle et dans la forêt d'Andigny.

Foch, devenu chef unique, n'avait pas cessé de répéter, à ses commandants d'armée, l'ordre qu'il avait donné, en 1914, comme commandant d'armée, à ses généraux, pendant la première bataille de la Marne : « Bourrez ! »

Dès que, par l'effort de son aile gauche, il vit le nord de la France libéré et l'ennemi refoulé de l'autre côté de l'Escaut, il s'appliqua à libérer la région de la Sambre.


GÉNÉRAL BYNG.
(Photo H. Manuel.)

Avec ce bon sens qui, selon Napoléon Ier, est la première qualité de tout grand capitaine, il disait : « Le chemin de Charleroi, c'est celui que les Allemands ont jugé le plus commode pour nous envahir. Je le juge donc tout aussi commode pour les refouler. »

Et, en réalité, le chemin de l'invasion devait, dans les plus grands jours du refoulement, conduire l'ennemi droit à la capitulation.

Pour cette région, l'obstacle à surmonter, c'était la ligne de hauteurs qui court depuis la vallée de la Sambre jusqu'à la vallée de l'Oise, par Solesme et Le Cateau.

Il y avait là, comme au plateau de Thielt, une formidable barrière à abattre.

Les armées britanniques du général Byng et du général Rawlinson s'étaient établies, le 10 octobre, sur la rivière de la Selle. L'armée française du général Debeney, toujours en liaison avec les Britanniques, étendait sa droite jusqu'à l'Oise.

Des combats isolés s'engagèrent sur divers points, pour l'élargissement des têtes de pont vers Solesme, pour la prise d'Haussy, pour la prise de Saulzoir.

En attaquant à Haussy et à Saulzoir, entre Solesme et Valenciennes, on donnait un coup de sonde afin de connaître les dispositions de l'ennemi et sa force de résistance. On constata qu'il gardait encore une réelle puissance de réaction. Le 13, il dirigea une contre-attaque vigoureuse vers Haussy et Haspres. Le 16, il s'empara d'Haussy.

Dès le lendemain, notre offensive se déclencha.

Lancée à l'assaut, le 4 octobre, à 5 h. 15 du matin, l'armée Debeney enleva, à droite, sur la rive orientale de l'Oise, la tête de pont de Mont-d'Origny, où elle captura 2 100 hommes. A gauche, elle s'empara de Petit-Verly et de Marchavenne. Au centre, elle poussa vers Grougis, Aisonville, Hauteville. Opérations difficiles, exécutées avec un merveilleux entrain.

L'armée de Rawlinson avait, en face d'elle, sept divisions allemandes, solidement fortifiées sur des hauteurs et dans des forêts. Elle prit Andigny-les-Fermes et, avec l'aide des troupes américaines du 2e corps, après une lutte acharnée, enleva la ligne allemande de la Haute Selle, la Vallée Mulâtre et l'Arbre de Guise. D'autre part, au même moment, elle pénétra dans la partie orientale du Cateau. Elle venait de faire plus de 4 000 prisonniers.

Le 18, l'armée Debeney, d'un effort non moins violent, enlevait, d'une part Mennevret et le bois d'Andigny ; d'autre part, Aisonville, Grougis, Bernoville.



GÉNÉRAL DEBENEY.
(Photo H. Manuel.)

Au soir du même jour, l'armée Rawlinson avait pris Wassigny, Ribeauville, Bazuel, Mazinghien.

Sans un instant de repos, l'armée Debeney se remit en marche, en pleine nuit, vers le canal de la Sambre à l'Oise. Elle abordait ainsi la ligne de hauteurs qui formait le premier enjeu de la bataille.

Au point du jour, elle occupa, sur le canal de la Sambre à l'Oise, Hanapes, Grand-Verly, Noyal. Pour le soir, elle avait refoulé l'ennemi à l'est de l'Oise et du canal, depuis Vénérolles jusqu'à Hauteville. Ce fut le 15e corps, sous les ordres du général de Fonclare, qui s'empara de Vénérolles, et le 34e corps, sous les ordres du général Nudant, qui poussa vers Hauteville. En deux jours, l'armée Debeney avait capturé 3 600 hommes, 81 canons et 720 mitrailleuses. Elle progressait de la façon la plus efficace sur sa droite, en occupant les hauteurs de Villers-le-Sec, de Fay-le-Noyer, de Catillon-du-Temple.

La journée du 18 octobre a, dans l'histoire, une importance singulière. Jamais notre offensive ne s'est plus victorieusement dessinée, au cœur même de l'ennemi.

Par la victoire du bassin de la Sambre, il se sentait débordé au sud comme au nord. Il devait abandonner, au sud, les hauteurs de Marles ; au nord, l'Escaut depuis Valenciennes jusqu'à Tournai.

Libération de Valenciennes et du Cateau.

Pour élargir le front d'offensive, les troupes britanniques rivalisèrent avec les nôtres d'audace et d'endurance.

Dans la nuit du 19 au 20, sous une tempête de pluie, entre le Cateau, Solesme et Denain, elles attaquèrent les passages de la Selle que l'ennemi n'avait





Août 1918. — Artillerie traversant un Village de la Somme

par R. Desvarreux

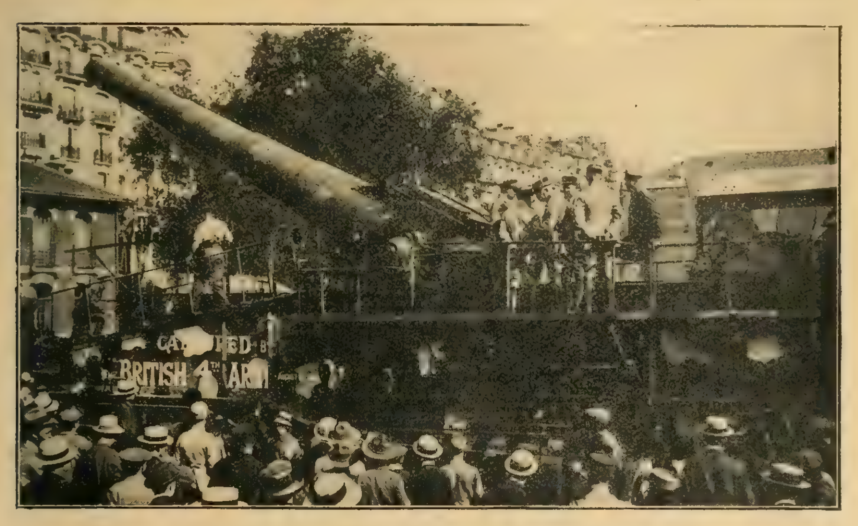
pas cessé de fortifier. Elles s'emparèrent de Solesmes, puis atteignirent la vallée de la Harpies.

Le 22, l'armée de Byng, par une nouvelle et très sanglante attaque de nuit, arrivait sur la rive gauche de l'Ecaillon et occupait le bourg de Thiant.

L'ordre de Foch était d'enlever les obstacles formés par les rivières coulant de la forêt de Mormal qui longe la Sambre. L'ennemi, dans cette forêt de 9 200 hectares, ravagée et aménagée par lui en tout sens, avait entassé de l'artillerie, des munitions, une masse énorme d'approvisionnements.

Là, neuf des meilleures divisions allemandes, avec leurs mitrailleuses toujours si nombreuses, et leurs obus chargés de nouveaux gaz asphyxiants, résistèrent pendant de longues heures.

Cependant, le 23 octobre, avant 4 heures du matin, les Britanniques enlevaient



CANON DE 280 PRIS AUX ALLEMANDS PAR LA 4e ARMÉE BRITANNIQUE.
(Photo Meurisse.)

Pommereuil, Forest, Romeries, la ferme Gimbremont, près de Catillon, à dix kilomètres à l'est du Cateau.

Bientôt, une attaque, habilement soutenue par les tanks, les rendit maîtres de Beaurain. Dans la matinée ils passèrent la Harpies et entrèrent à Vertain. Dans l'après-midi, ils prirent Bousies et Vendegies; dans la soirée, Neuville, Salesches, Baudignies, et, enfin, passèrent l'Ecaillon.

Le 24 au point du jour, l'assaut fut largement donné à tous les passages fortifiés de l'Ecaillon et aux positions qui défendaient la Sambre. Ors était pris. La forêt de Mormal était abordée à Poix-du-Nord et à Robersart.

Après de nouveaux succès à Ruesnes et à Monchaux, les trois armées britanniques de Rawlinson, de Byng et de Horne dénombraient plus de 10 000 prisonniers. Les jours suivants, leur avance continua par Sepmeries, le Mont-Carmel, Englefontaine.

L'armée Debeney, pendant la nuit du 27 au 28, s'avançait vers Guise. Elle en occupa les premières maisons, l'hôpital provisoire et la gare.

Au nord de la Sambre, les Britanniques avaient à refouler de très fortes contre-attaques, particulièrement à Artres et à Englefontaine. L'objectif des Alliés était la Rhonelle. Quant à l'ennemi, à l'abri de sa *Hermann Stellung*, il travaillait à sauver le plus possible de ses approvisionnements et de son matériel.

Le 1er novembre, à 6 heures du matin, l'offensive rebondissait. Foch avait prononcé un seul mot: Valenciennes.

Les armées de Horne et de Byng enlevèrent les passages de la Rhonelle, prirent d'assaut Maresches et Aulnoy, combattirent jusque dans la nuit en direction du chemin de fer de Valenciennes à Bavai.

Le lendemain, 2 novembre, les Britanniques occupaient les crêtes au sud-est de Valenciennes et de Preseau. Au même moment, les Canadiens, commandés par le général Currie, s'élançaient à travers Valenciennes, Marly et Saint-Saulve.

Du coup, l'ennemi lâcha pied. Les Britanniques pénétraient à Villers-Pol, à Curgies, puis à Onnaing, entre Valenciennes et Blanc-Misseron, dernière station française sur la ligne de Bruxelles.

En entrant à Valenciennes, ils avaient poussé un cri de colère et d'indignation devant les dévastations systématiques des admirables usines et de la gare. En entrant au Cateau, ville en partie ruinée, ils découvrirent, sous l'hôtel de ville, une masse de cordite qui n'avait pas explosé. L'ennemi, en abandonnant le Cateau, dont le nom marque une de ses plus cruelles défaites, avait voulu détruire ce vieil hôtel de ville, véritable bijou de la Renaissance, avec beffroi et carillon, qui est l'âme exquise de la vaillante cité industrielle.

Où en est le haut commandement allemand.

Chaque jour, en France, débarquaient près de 13000 Américains. Ils nous assuraient ce qui est particulièrement indispensable à la fin d'une guerre: des réserves.

Chaque jour, notre matériel de guerre s'enrichissait d'avions, de canons, d'obus, de chars d'assaut plus rapides et plus résistants. Ces chars d'assaut et ces avions, mis en œuvre toujours plus habilement, supprimaient les longues préparations d'attaque.

Au contraire, chaque jour, le matériel allemand s'amoindrissait de toutes les façons. Sur les 21000 bouches à feu que Ludendorff possédait en juillet 1918, près de 7000 lui avaient été enlevées. Les munitions commençaient à lui faire défaut. Il était forcé de rappeler, dans ses ordres, «la nécessité de diminuer et même de supprimer les tirs de barrage».

Son «matériel humain» n'avait pas moins souffert. Depuis juillet 1918, il avait eu 600000 hommes hors de combat. Sur ses 50 divisions en réserve, plus une seule de fraîche! Chacune de ses divisions qui, l'année précédente, comptait 6750 fusils, n'en comptait plus qu'un millier. Et c'était toujours les plus sûres de ses divisions qu'il envoyait sur la brèche. Il les sacrifiait ainsi parce qu'il craignait trop que de moins sûres, par leur défaillance, ne donnassent le signal de la débâcle. Mais elles-mêmes, en voyant revenir sans cesse leur tour de combat, se démoralisaient et devenaient aussi peu sûres que les autres. Beaucoup de soldats permissionnaires refusaient de rentrer dans la bagarre. Presque tous les soldats venus du front oriental offraient les pires exemples de démoralisation et d'indiscipline. Les officiers eux-mêmes arrivaient presque tous à un degré de tension nerveuse qui, Ludendorff le sentait, «ne pouvait pas se prolonger».

Refusant encore de s'avouer personnellement vaincu, le Premier Quartier-

Maître général revenait obstinément à sa fameuse proposition de la levée en masse. « Appelons la nation aux armes », répétait-il. Et, dans cette terrible crise, Hindenburg, qui, en somme, était sa créature, l'appuyait avec fidélité, sinon avec confiance.

Le 20 octobre, au matin, Guillaume II lui fit connaître sa décision souveraine. « Le projet de la levée en masse n'est pas seulement dangereux, mais inexécutable : je le repousse absolument. »

A quoi Ludendorff répliqua par la menace de sa démission. En même temps, il murmurait à Hindenburg :

« L'Empereur nous fait connaître son avis. Eh bien ! mon avis, à moi, c'est que dans quinze jours, nous n'aurons plus d'Empereur. »

A propos de cette suprême proposition, le général Buat, le distingué collaborateur du maréchal Pétain, en nous parlant de Ludendorff, avec un constant souci d'impartialité, faisait cette pénétrante remarque : « Ludendorff ne pouvait pas admettre la disparition de la foi dans le peuple allemand. Il croyait cette foi seulement en sommeil, toujours prête à se réveiller avec exaltation quand résonnerait la voix divine. Pour Ludendorff, ceux qui avaient charge de faire entendre la voix divine trahissaient leur devoir le plus saint. Lui continuait à agir comme si ceux-là accomplissaient entièrement leur tâche. Au fond, il gardait l'espérance d'être entendu quand même. Le peuple, qui ne le comprenait plus, lui obéit, parce qu'il était le maître, jusqu'au jour où ce peuple, sentant que ses prêtres le trompaient et que l'abîme était proche, se révolta. Cependant, la foi d'un Ludendorff reste illimitée. Toujours il comptera sur le temps pour faire violence à la réalité. Sa conviction profonde est que l'Allemagne se ressaisira et qu'elle ne permettra jamais à des Polonais ou à des Lithuaniens de faire reculer la culture germanique. « Jamais d'ailleurs, se dit un Ludendorff, le peuple allemand ne voudra abandonner son armée qui, pendant quatre ans, a tenu tête au monde entier. Ce serait pour ce peuple un suicide. »



GÉNÉRAL BUAT.
(Photo H. Manuel.)

Après l'évacuation de Lille et de Douai, Ludendorff avait ordonné à ses 6e et 17e armées de tenir bon sur le front Avelghem, Tournai, Valenciennes. Depuis le 20, elles y étaient vigoureusement attaquées. Tournées par le nord, elles se replièrent vers la nouvelle ligne Anvers-Meuse. Pour expliquer ce recul, Ludendorff affirma que les habitants du pays « recommençaient à prendre part aux actions des troupes régulières ». Explication d'une absurdité misérable. En admettant même l'affirmation dénuée de toute preuve, qu'est-ce que de pauvres fusils, maniés çà et là par des civils, auraient ajouté à l'irrésistible poussée de nos armées victorieuses ?

En vérité, jusqu'à ce moment de la Guerre du Droit, Ludendorff n'avait voulu écouter aucun avis. Tout le monde avait tort, sauf lui. Certes, il constatait, comme tout le monde, la démoralisation croissante de l'armée et les progrès de la propagande bolcheviste, sur le front comme à l'intérieur, mais il refusait d'y apercevoir un péril mortel. C'étaient, suivant lui, de simples accidents dont une direction ferme

devait avoir raison. En vain lui montrait-on à quel point le principe d'autorité était ébranlé. Un jour vint où la défaite lui ouvrit les yeux. Ce jour là, il perdit la tête

Alors, de toutes parts, tout ajouta à son égarement. L'immense et incomparable machine d'espionnage qu'il avait fait fonctionner dans l'univers entier, pays alliés, pays neutres, pays ennemis, se retournait contre lui brusquement, l'affolait et l'écrasait.

On l'a vu s'adresser, avec une insistance fébrile, au nouveau chancelier, le prince Max de Bade, choisi par le Reichstag (révolution monstrueuse aux yeux du Haut Commandement), pour le supplier d'envoyer d'urgence une note au président Wilson. Il expédiait coup sur coup des lettres, des messages télégraphiques, des messages téléphoniques.



GÉNÉRAL DEGOUTTE.
(Photo H. Manuel.)

« A tout prix il faut que la note parte tout de suite. — Mais le gouvernement n'est pas encore constitué. — Qu'importe ! La note doit partir cette nuit même. »

Et il prononçait même ces irréparables paroles d'angoisse :

« Notre front tient encore aujourd'hui. Mais on ne peut prévoir ce qui arrivera demain. »

Comme le nouveau chancelier paraissait incrédule, le Premier Quartier-Maître général répéta :

« L'armée ne peut plus attendre quarante-huit heures. »

Pour hâter l'envoi de la note au président Wilson, il allait jusqu'a dire :

« Je constitue une Commission d'armistice. M. le président Wilson fixera, dans sa réponse, le point du front où cette Commission pourra rencontrer les commissaires des Alliés. »

Enfin, dans un dernier coup de téléphone, pour que le président des États-Unis fût plus tôt en possession de la note, il s'écria : « Donnons à la Suisse, qui représente les intérêts allemands en Amérique, l'usage du poste de télégraphie sans fil de Nauen. »

Or, le lendemain même, cette agitation désespérée avait fait place à une agitation d'essence fort différente. Ludendorff exigeait qu'on lui soumît le texte exact de la note au président et il déclarait formellement :

— « Il faut que je prenne position à cet égard, car, si j'adopte les quatorze points de Wilson, *c'est sous réserve qu'ils ne seront pas considérés comme des conditions imposées par l'ennemi.* »

Que voulait-il dire ? Souhaitait-il que les quatorze points fussent présentés sous le voile du camouflage ? S'imaginait-il que l'on pourrait, à force de mensonges, faire passer M. le président Wilson pour un neutre ? Tout cela était à la fois incohérent et incompréhensible. Aussi, le représentant du ministère des Affaires étrangères au Grand Quartier Général écrivit-il à Berlin : « J'ai l'impression qu'on a perdu ici tout sang-froid. »

Le nouveau chancelier envoya au Grand Quartier Général un questionnaire sur

la situation militaire. A ce texte, il ajoutait l'indication des principales conséquences probables de la demande qui allait être adressée au président Wilson : « les colonies, l'Alsace-Lorraine et les provinces polonaises de la Prusse, perdues ». Il reçut alors le télégramme suivant, signé Hindenburg et daté du 3 octobre : « Je m'en tiens à mon offre de paix immédiate. » Sans retard, il fit partir la note pour l'Amérique. Néanmoins il insista, auprès du Grand Quartier Général, pour avoir une réponse au questionnaire. De ce que pouvait encore valoir l'armée, dépendait l'étendue des sacrifices auxquels devait consentir le gouvernement de Berlin. Mais ce n'était plus uniquement à Ludendorff qu'il s'adressait pour être éclairé. Il demandait l'opinion des chefs de l'armée les plus compétents.

« Suspicion indigne ! Injure personnelle ! » Ludendorff indigné voulut répondre lui-même aux questions posées, dans une séance ministérielle du 9 octobre. De là ce dialogue : — L'armée peut-elle tenir longtemps, en défendant le terrain pied à pied, jusqu'à la frontière allemande ? — Oui. Cependant les Alliés peuvent, à tout moment, percer les lignes — Peut-on s'établir et s'organiser fortement sur un front plus court ? — Oui. Cependant, il est à craindre que ce répit ne soit pas accordé. — Que doit-on attendre de la levée en masse ?

Cette dernière question visait le projet suprême de Ludendorff.

— *Plus rien maintenant.* — Que faire, alors ? — Trouver un moyen de ressusciter l'élan national.

Quelques jours après, le projet de réponse à la première note du président Wilson fut soumis à Ludendorff. Il ergota sur différentes phrases ; exigea des délais pour l'évacuation de la Belgique et de la France ; refusa de céder quoi que ce fût dans l'Est, excepté la Roumanie.

Le gouvernement de Berlin, qui ne pouvait plus attendre, demanda : « Oui ou non, acceptez-vous en principe l'évacuation ? » A quoi Hindenburg repondit « Moi et le général Ludendorff, nous donnons notre approbation. »

Le 14 octobre, seconde note du président Wilson. « L'évacuation devra être réglée par des experts militaires. Des garanties seront exigées par les Alliés, pour que la guerre ne puisse plus recommencer. L'Allemagne devra se débarrasser de tout pouvoir capable de troubler, par lui seul et secrètement, la paix du monde. »

Le gouvernement de Berlin, au moment où lui arrivait cette note, apprenait, d'autre part, que les conditions des Alliés seraient tout au moins « l'occupation de Metz et de plusieurs têtes de pont sur le Rhin ».

N'importe quelle solution différente était-elle possible ? Au Parlement et même au ministère, on réclama violemment « la comparution d'autres généraux ». Scheidemann déclara : « Ce n'est pas d'hier que les centres ouvriers n'ont plus confiance en Ludendorff. »

Alors, Ludendorff, une fois de plus, menaça de donner sa démission et assura que le maréchal Hindenburg ferait de même.

Ludendorff remplacé par Grœner.

L'idée d'une telle crise dans le Haut Commandement fit reculer le chancelier.

Au Conseil des Ministres qui se tint le 17 octobre, des questions plus précises furent posées à Ludendorff : « La situation militaire de l'Ouest peut-elle être rétablie, en faisant appel aux forces demeurées dans l'Est et à tous les renforts de l'intérieur ? » Après mainte réponse évasive, Ludendorff se confina dans sa conclusion :

«Un seul moyen de salut: remonter le moral du peuple». Par quel moyen cette résurrection pouvait-elle être opérée? Ludendorff ne le disait pas.

Après l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, il continua à tergiverser. Il conseillait de parler ferme au président Wilson. Mais les ministres savaient bien que, seuls, les journaux payés par le Grand Quartier Général approuvaient un tel conseil. Le peuple allemand se disait: «Plutôt la fin avec la désolation que la désolation sans la fin.»

Le 23 octobre, arriva la troisième note de M. Wilson. Le président acceptait de traiter de l'armistice. Dans sa loyauté, il appelait l'attention de l'Allemagne sur la sévérité de certaines conditions: «L'Allemagne allait être réduite à l'impossibilité de reprendre les armes; l'abdication de l'Empereur et celle du Kronprinz devenaient des nécessités.» — «Propositions déshonorantes! Nous devons les rejeter sans discussion», s'écria Ludendorff. Mais il n'indiquait rien qui pût faire espérer une meilleure situation militaire.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères au Grand Quartier Général écrivit à Berlin: «Ne pas ajouter foi aux promesses du général Ludendorff. La situation est aussi désespérée qu'il y a trois semaines.»

Alors, Ludendorff envoya, directement, aux grands journaux d'Allemagne des télégrammes où il affirmait, contre toute vérité, que «Hindenburg n'avait pas exigé l'offre de paix immédiate», et où il déclarait inacceptables les conditions de M. Wilson. En même temps, les commandants des régions militaires recevaient de lui des dépêches analogues, avec ordre de les communiquer aux journaux de leur province. Enfin, le 24, un peu avant minuit, il adressait aux troupes un ordre, signé Hindenburg, où il répétait: «La Direction de la Guerre n'a pas la première demandé la paix; ceux qui le prétendent, en ont menti.» Cet ordre se terminait ainsi: «Ce que Wilson exige, c'est que l'Allemagne se soumette sans condition et qu'elle capitule militairement. Nous ne pouvons accepter. L'ennemi qui a déchaîné la guerre en 1914 veut nous anéantir. Les mots «paix de conciliation», qu'il a à la bouche, ne sont faits que pour nous abuser et avoir raison de notre résistance. Poursuivons cette résistance jusqu'à la dernière limite de nos forces, jusqu'à la mort! Quand notre adversaire verra que, malgré tous ses sacrifices, il ne peut pas rompre notre front, il se résoudra à la paix, et cette paix assurera l'avenir de l'Allemagne, c'est-à-dire l'avenir de toutes les classes de notre nation.»

Dès que le gouvernement eut connaissance de cet ordre, il le fit retirer en toute hâte. Mais, beaucoup de régiments en avaient été touchés. Le Reichstag, indigné, pesa de tout son poids sur le gouvernement, qui, pour en finir avec un tel conflit, obtint de l'Empereur le départ de Ludendorff. Le 26, ce vaincu quitta le Grand Quartier Général où il fut remplacé par le général Grœner.

Divers grands journaux allemands n'avaient plus hésité à annoncer (25 octobre 1918): «L'Entente, par un énorme effort, a obtenu des succès considérables au centre, entre l'Escaut et la Sambre.»

Quand ces journaux parvinrent à Ludendorff, il venait de quitter le poste de Premier Quartier-Maître Général. Son successeur fit signer par Hindenburg ce nouvel ordre aux troupes: «Soldats allemands, pesez vos mots! On a entendu le mot d'armistice courir dans vos tranchées. Beaucoup d'entre vous semblent considérer leur tâche comme terminée. Gardez-vous de vous relâcher de vos devoirs.» Ainsi le langage du Grand Quartier Général restait incohérent et incompréhensible jusqu'à la fin.

Désastre allemand entre l'Oise et la Sambre.

Le maréchal Foch, dès le 10 octobre, avait donné les indications les plus claires et les plus logiques :

1° Le groupe d'armées des Flandres poussera droit devant lui en Belgique. 2° L'armée britannique débouchera sur le front Solesmes-Wassigny et poussera vers l'est, en faisant sentir son action, à la fois, sur Mons et sur Avesnes ; en liaison avec elle, la 1re armée l'étaiera en remontant l'Oise. 3° Les armées franco-américaines, entre l'Aisne et la Meuse, s'avanceront dans la direction du nord.

Ces trois attaques convergeaient. Le résultat final, que voulait en obtenir le grand chef, était le refoulement complet et définitif de l'ennemi vers le massif forestier des Ardennes où, la circulation étant impossible, les armées modernes, nous ne le savions que trop, ne peuvent pas tenir.

En de nouvelles indications, non moins lumineuses et pratiques, le maréchal Foch rappelait que les troupes, lancées ainsi en avant, ne devaient connaître qu'une direction d'attaque. « En réalité, écrivait Foch, elles opèrent non pas sur des lignes indiquées *a priori* d'après le terrain, mais bien contre un ennemi qu'elles ne lâcheront plus une fois qu'elles l'auront saisi. »

Pendant que Foch indiquait si nettement les objectifs, Pétain, d'accord avec Foch, organisait méthodiquement la poursuite et en réglait l'allure. Il répétait aux commandants des armées : « Dès que la poursuite commence, la vitesse devient le facteur principal du succès. L'idée de direction doit primer toute autre notion dans l'esprit du chef. L'ennemi étant saisi, il ne faut pas lâcher prise. A ce moment, chaque unité n'a plus à connaître que la direction d'exploitation qui lui est assignée et sur laquelle il importe de pousser hardiment. »

Dans tous ces ordres de Foch et de Pétain, passe un pur reflet de la pensée napoléonienne, cette pensée que le Haut Commandement allemand avait prétendu s'annexer en 1870.

Le 14 octobre 1918, un des replis les mieux dirigés par Ludendorff avait ramené les armées allemandes vers une nouvelle ligne entre l'Oise et l'Aisne.

Les points principaux de cette nouvelle ligne étaient le plateau de Renansart, les positions qui protégeaient la Serre, les marais de la Souche et la *Hunding Stellung*, que le général Guillaumat appelait : une longue et puissante fortification formant éperon, sur l'Aisne, jusqu'à Blanzy.

Le général Debeney, dont la gauche progressait sur le canal de la Sambre à l'Oise, en liaison avec les Britanniques, reçut l'ordre de faire manœuvrer son aile droite vers le plateau de Renansart.

Le général Mangin reçut l'ordre de retenir, par des attaques continuelles, le plus possible des forces ennemies.

Le général Guillaumat reçut l'ordre d'enlever la *Hunding Stellung*, vers la région du Porcien.

Le 16 octobre au soir, l'armée de Guillaumat s'était déjà emparée de Liesse. Le 18 au matin, elle s'empara d'Anguilcourt.

A ce moment, l'armée Debeney parvenait au canal de la Sambre à l'Oise.

Le 19 au matin, l'armée de Mangin donna l'assaut à la *Hunding* par le sud. Elle enleva Verneuil, Fay-le-Sec, Missy.

De son côté, l'armée de Guillaumat gagnait la route de Sissonne à la Selve et

s'établissait à Bethancourt. Elle put alors donner l'assaut à la *Hunding* et s'emparer de la hauteur si redoutable, au nord de Saint-Germainmont

Le 22, l'armée de Mangin enlevait Chalandry et Grandlup. Le feu continuel des nombreuses mitrailleuses allemandes l'empêcha de passer la Serre et la Souche. Mais le surlendemain, elle réussit à avancer entre Froidmont et Pierrepont. Le 24, elle passa la Serre entre Crécy et Mortiers, passa la Souche entre Vesles et Pierrepont, puis, par un superbe effort, pendant la nuit du 25 au 26, enleva Mortiers.

Le 25 au soir, l'armée de Guillaumat avait remporté un succès éclatant. Soutenue par les chars d'assaut, elle gagnait un terrain de 7 kilomètres de long et de 3 kilomètres de large, dans les positions ennemies les plus formidablement organisées depuis Banogne-Recouvrance jusqu'au moulin de Herpy : là, elle capturait 600 mitrailleuses, 12 canons, 2 700 hommes.



SAINT-GOBAIN. (Photo Meurisse.)

Dès lors, nous pouvions attaquer de flanc et à revers, au nord de l'Aisne et de Rethel, les défenses du Porcien qui barraient la route à l'armée de Gouraud.

L'ennemi vit quel danger nouveau le menaçait. Le 26, il tenta une opération assez habile pour se dégager. Mais nos récents avantages le dominaient et le serraient trop.

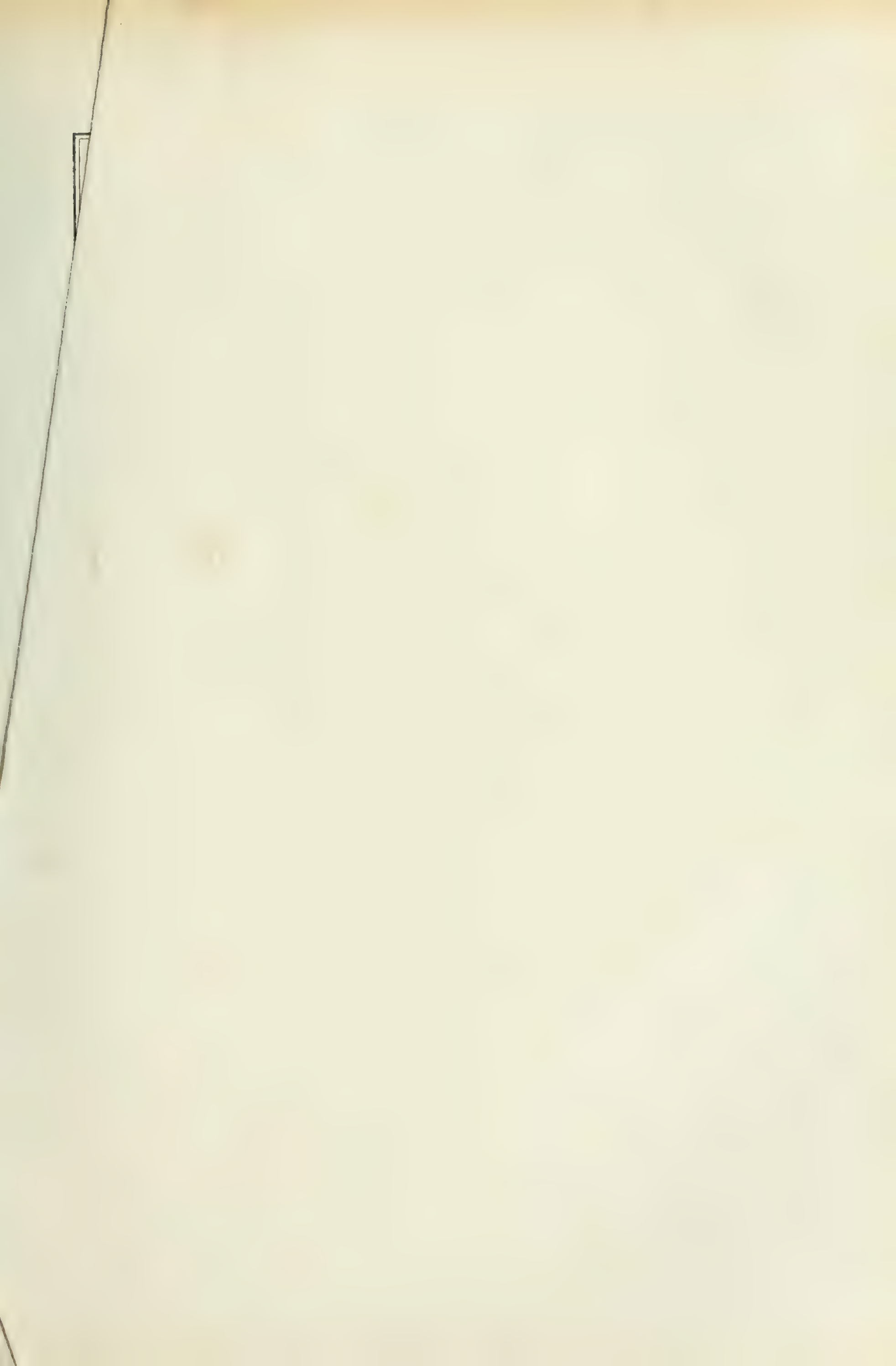
D'ailleurs, l'armée Debeney s'était remise en marche, avec ses meilleurs chars d'assaut. Elle enleva, le 26 et le 27, Pleine-Selve, Parpeville, Chevresis-les-Dames, Mont-d'Origny, Origny-Sainte-Benoite, Courjumelles, Chevresis-Monceau. Ces quatre dernières positions furent emportées dans des combats nocturnes.

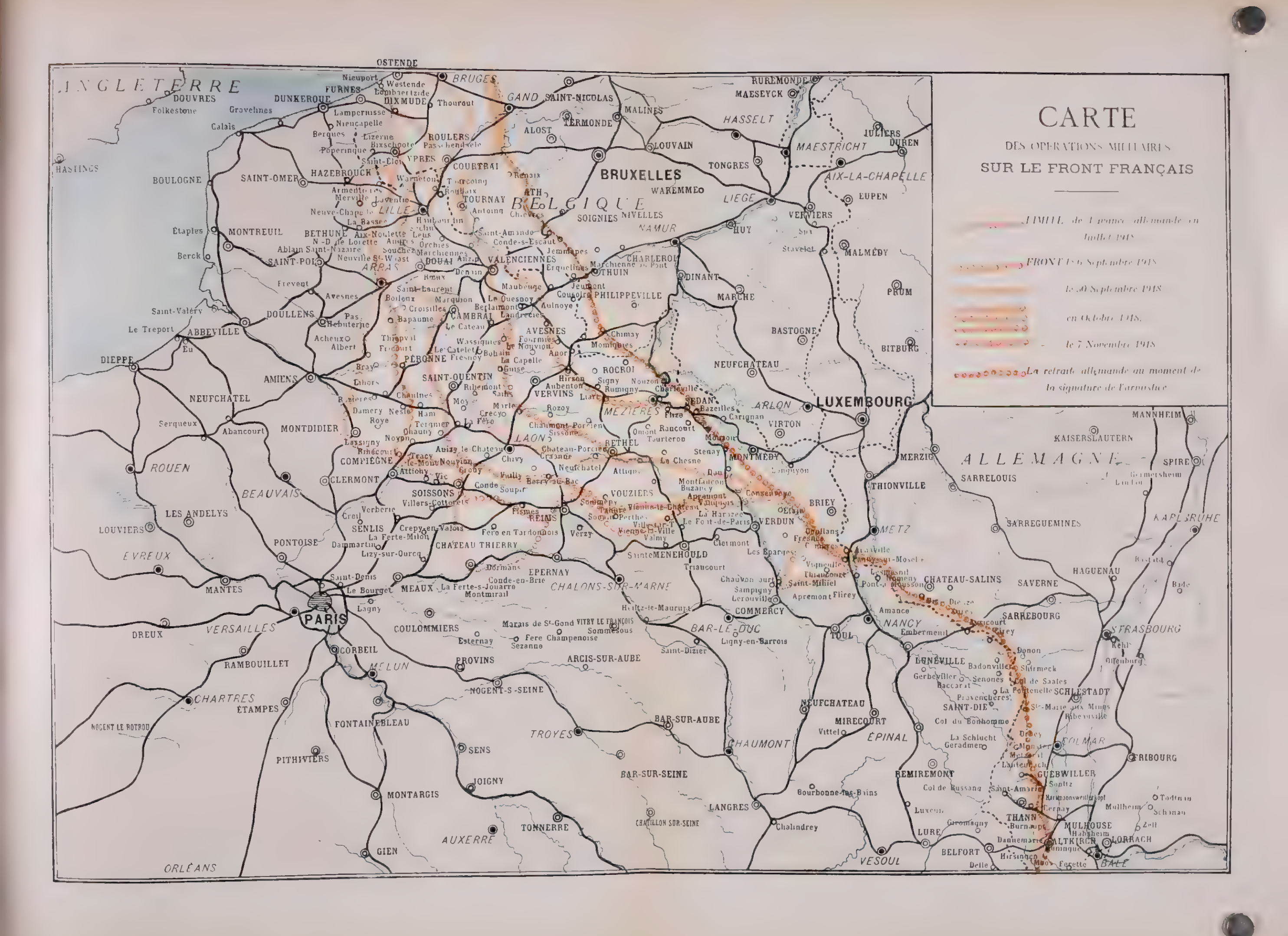
Au matin, Debeney passa le Féron, en liaison avec Mangin qui passait la Serre près d'Assis.

Désastre pour l'ennemi ! Désastre singulièrement caractéristique. Depuis le commencement de la guerre, il avait toujours tenu, enfoncée en pleine France, une énorme pointe qui visait Paris. C'est sur Noyon qu'avait le plus longtemps porté cette pointe. « Les Allemands sont à Noyon », répétait Clemenceau à ceux qui s'endormaient dans la guerre. Cette pointe avait porté ensuite sur Montdidier, sur Saint-Gobain, sur Craonne. En dernier lieu, très ébréchée et très émoussée, elle portait sur Marle. Restait à la briser là, pour couronner la délivrance du pays.

Pendant la journée du 27 octobre, le front de l'ennemi s'était replié sur un espace de près de 28 kilomètres. L'armée Guillaumat s'acharnait à la poursuite. Dans la région de Guise, elle enlevait Boheries, Proix, Macquigny, le bois de Bertaignemont, et s'établissait, sur des hauteurs, à Landifay, à Monceau-le-Neuf, à Montigny-sur-Crécy. Au même moment, l'armée de Mangin, par une même avance rapide, pénétrait à Crécy-sur-Serre.

Pour nos armées, la victoire de l'une semblait un signal à la victoire de l'autre,





CARTE
DES OPÉRATIONS MILITAIRES
SUR LE FRONT FRANÇAIS
le 30 Septembre 1918
en Octobre 1918.
le 7 Novembre 1918
La retraite allemande au moment de la signature de l'armistice
ANGLETERRE
BELGIQUE
ALLEMAGNE
OSTENDE
BRUGES
GAND
SAINT-NICOLAS
MALINES
DOUVRES
Folkestone
DUNKERQUE
FURNES
DIXMUDE
Calais
HASTINGS
BOULOGNE
SAINT-OMER
HAZEBROUCK
ROULERS
YPRES
COURTRAI
BRUXELLES
LOUVAIN
TONGRES
LIÈGE
MAESTRICHT
AIX-LA-CHAPELLE
EUPEN
VERVIERS
HUY
NAMUR
CHARLEROI
DINANT
MARCHE
BASTOGNE
MALMÉDY
PRUM
BITBURG
LILLE
TOURNAY
LA BASSÉE
BETHUNE
MONTREUIL
SAINT-POL
ARRAS
DOUAI
VALENCIENNES
CAMBRAI
PÉRONNE
SAINT-QUENTIN
ABBEVILLE
DOULLENS
DIEPPE
AMIENS
NEUFCHATEL
MONTDIDIER
ROUEN
BEAUVAIS
COMPIÈGNE
CLERMONT
SOISSONS
LAON
VERVINS
AVESNES
ROCROI
MÉZIÈRES
SEDAN
RETHEL
REIMS
VOUZIERS
MONTMÉDY
VERDUN
LUXEMBOURG
ARLON
VIRTON
THIONVILLE
METZ
BRIEY
SAINT-MIHIEL
NANCY
TOUL
COMMERCY
BAR-LE-DUC
CHALONS-SUR-MARNE
EPERNAY
CHATEAU THIERRY
MEAUX
PARIS
VERSAILLES
MANTES
PONTOISE
EVREUX
LES ANDELYS
LOUVIERS
DREUX
RAMBOUILLET
CHARTRES
ÉTAMPES
CORBEIL
MELUN
FONTAINEBLEAU
COULOMMIERS
PROVINS
NOGENT-S-SEINE
ARCIS-SUR-AUBE
TROYES
BAR-SUR-AUBE
BAR-SUR-SEINE
CHAUMONT
LANGRES
SENS
JOIGNY
MONTARGIS
PITHIVIERS
TONNERRE
AUXERRE
GIEN
ORLÉANS
NOGENT LE ROTROU
NEUFCHATEAU
MIRECOURT
ÉPINAL
REMIREMONT
LUNÉVILLE
SAINT-DIÉ
COLMAR
GUEBWILLER
THANN
MULHOUSE
ALTKIRCH
BELFORT
LURE
VESOUL
BALE
LORRACH
FRIBOURG
SCHLESTADT
STRASBOURG
SARREBOURG
SAVERNE
HAGUENAU
CHATEAU-SALINS
SARREGUEMINES
SARRELOUIS
MERZIG
KAISERSLAUTERN
MANNHEIM
SPIRE
KARLSRUHE

tant le plan de Foch était bien conçu et bien exécuté. L'armée de Guillaumat exploitait largement le repli de l'ennemi, en attaquant, sur la droite, entre Saint-Quentin (Ardennes) et Herpy.

Afin de parer le coup, le Haut Commandement allemand envoya en première ligne un grand nombre de mitrailleuses nouvelles, avec injonction de résister à tout prix. Malgré tout, le 29 au soir, nous avions progressé sur un front de 13 kilomètres et nous dépassions la route de Recouvrance à Saint-Fergeux.



SAINT-GOBAIN. (Photo Meurisse.)

Jamais nos hommes n'avaient montré pareille ardeur. Dans leur élan, on sentait la joie héroïque des jours les plus sublimes de notre histoire. Plus d'obstacles pour eux, ni sur le sol ravagé par les mines et les obus, ni parmi les rivières débordées, ni dans les airs où étaient abattus par douzaines les plus formidables avions allemands.

Le 27 octobre, notre aviation déclencha une véritable offensive contre la réserve générale ennemie qui, pour centre, avait Seraincourt : 123 avions de bombardement et 90 avions de chasse s'y portèrent en vagues successives. Et, sans cesse, sur tous les points du territoire français encore occupé, les aviateurs français et britanniques allaient jeter le désordre chez l'ennemi et semer la confiance chez nos compatriotes dont le joug se brisait.

Libération de l'Argonne. — La Toussaint de la Victoire.

Par l'ensemble de ses manœuvres, Foch dicta t à l'ennemi un suprême plan de résistance. Hindenburg employa tout ce qui lui restait de forces militaires à barrer les routes qui conduisent au massif des Ardennes.

Pour avoir raison de cette barrière, Foch décida trois dernières offensives : l'une, contre l'aile gauche allemande, en Argonne ; l'autre, contre l'aile droite allemande, dans le Brabant; la troisième, coup mortel, au cœur même des armées allemandes, dans la Thiérache et dans la vallée de la Sambre.

Nos armées de Champagne, d'Argonne et de Meuse, depuis la libération de Vouziers, le 12 octobre, n'avaient pas entrepris d'opérations de première importance. Cependant, elles n'étaient pas restées inactives. L'armée de Gouraud avait libéré, le 16, Acy près de Rethel. Elle avait, à l'est de Vouziers et sur les deux rives de la Meuse, refoulé l'ennemi qui essayait de contre-attaquer. A ses côtés, les Tchéco-Slovaques avaient brillamment enlevé le village de Terron. Quant aux Américains commandés par le général Liggett, ils avaient pu inscrire avec fierté dans leurs bulletins :

« Après avoir, par des attaques opiniâtres, occupé successivement les quatre premières lignes allemandes, la 1re armée américaine a libéré 48 villages, capturé 132 canons et 21 000 hommes, abattu 240 avions; elle s'est établie sur un front qui s'étend, depuis le nord de Grandpré jusqu'au nord de Brieulles, en passant par le bois des Loges, Champigneulle, Landres-Saint-Georges. »

L'ennemi s'attendait au premier choc. Le général von Marwitz disait, dans un de ses ordres du jour : « Notre cinquieme position, la *Freia Stellung*, va être atteinte. Si elle était emportée, ce serait une menace grave pour la voie ferrée de Mézières à Metz par Montmédy, laquelle est notre artère vitale. »

— En avant, sur tout le front ! ordonna Foch.

Le 1er novembre, à 5 heures du matin, l'armée de Gouraud attaqua entre Attigny et Olizy, sur un espace de 24 kilomètres. Elle s'empara de Rilly-aux-Oies, passa l'Aisne et enleva Semuy, Voncq, le bois de Voncq, l'extrémité du plateau des Alleux, Falaise.



GÉNÉRAL LIGGETT.
(Photo Manuel.)

Au même moment, la 1re armée américaine, en attaquant entre Grandpré et la Meuse, donnait l'assaut à la *Freia Stellung* que défendaient alors dix des meilleures divisions allemandes. Grâce à ses tanks et surtout à ses baïonnettes, elle emporta tous les obstacles, libéra Imécourt, Bayonville, Cléry-le-Grand, plusieurs autres villages, et captura plus de 36000 hommes.

Les divisions allemandes, en se repliant, décimées et exténuées, étaient forcées de travailler à sauver leur matériel et surtout leur artillerie. Pendant qu'elles subissaient ces accablantes épreuves, elles voyaient les divisions austro-hongroises, envoyées pour faire campagne avec elles, leur tourner le dos et reprendre tranquillement le chemin du pays natal, en disant : « Pour nous, l'armistice est signé : la guerre est finie. »

Le lendemain, 2 novembre, l'ennemi, dans sa fuite, avait abandonné la forêt de l'Argonne. L'armée de Gouraud, qui le talonnait sans relâche, longeait le canal des Ardennes, depuis Semuy jusqu'à Neuville-et-Day. Elle s'établissait à la hauteur de la Croix-aux-Bois et de Longwé, après une journée toute de victoire, malgré les furieuses contre-attaques des arrière-gardes allemandes.

Les armées de Gouraud et de Liggett formaient, suivant l'expression de Liggett, « un vaste filet triangulaire rabattant l'ennemi, en une battue que rien n'interrompait ».

La 1re armée américaine s'avançait en libérant Briquenay, Thénorgues, enfin Buzancy. Elle arrivait, sur la Meuse, vers Villers-devant-Dun et à Cléry-le-Petit. Le front allemand était profondément percé. Des bataillons entiers et des batteries intactes tombaient aux mains des vainqueurs.

Formant l'autre branche du filet triangulaire à angle droit, l'armée de Gouraud parvenait, le 3 novembre, aux environs du Chesne et à la rivière de la Bar. Au même moment, la 1re armée américaine se heurtait à huit nouvelles divisions allemandes jetées en hâte dans l'action. Cependant, elle réussissait à s'installer sur une ligne

allant de Châtillon-sur-Bar à Halles, par Saint-Pierremont et Sommauthe.

C'était la libération de l'Argonne entière. Les vainqueurs tenaient sous leur feu la voie ferrée de Montmédy à Conflans-Jarny par Longuyon.

Sur l'ordre de Foch, au matin du 1er novembre, les armées des Flandres reprirent l'offensive.

Pour assurer le succès de l'attaque, l'armée britannique, commandée par le général Plumer, avait, le 31 octobre, élargi ses positions et permis aux unités américaines de se déployer à sa gauche.

L'attaque commença à 5 h. 45 du matin. Au centre, l'armée du général



MATÉRIEL ALLEMAND EXPOSÉ A LA PLAINE DES MANŒUVRES D'ETTERBECK (BRUXELLES).

Degoutte libéra, d'un seul élan, tout le terrain entre la Lys et l'Escaut. L'armée de von Arnim, entièrement défaite, était refoulée sur l'Escaut entre Melsen et Eecke.

Jours de fête sans pareille pour la Belgique. A Deynse, à Nazareth, à Cruyshautem, dans les bourgs et les villages, d'interminables acclamations saluaient les libérateurs. La noble ville d'Audenarde, en un mouvement de gratitude pieuse, bénit le drapeau de France.

Le même jour, vers la droite, l'armée britannique de Plumer rejetait l'ennemi sur l'Escaut jusqu'à Melsen.

Dès le lendemain, l'avance du centre et de l'aile droite entraîna l'avance de l'aile gauche. Les troupes belges, appuyées par les troupes françaises, chassèrent l'ennemi vers Gand, puis, au soir du 2 novembre, finirent par atteindre Eccloo, Waerschoott, le canal de la Lieve, les faubourgs de Gand, Severghem.

En quatre jours, le quart de la Belgique était reconquis.

Le lendemain, les troupes belges arrivaient à Ertvelde, et commençaient, près de Welden et de Pottes, les travaux nécessaires pour passer l'Escaut.

Les bulletins des vainqueurs s'illuminaient de chiffres que les historiens du passé auraient jugés fantastiques. « Depuis le 15 juillet jusqu'au 1er novembre, 362 346 prisonniers dont 7 992 officiers, 6 219 canons, 3 906 lance-mines, 38 622 mitrailleuses ».

Journée ravissante de la Toussaint, en 1918 ! Sur le ciel d'un bleu léger, où le soleil retrouvait une grâce de printemps, nous voyions s'ouvrir les grandes ailes de la victoire qui devait libérer le monde.

Dans la trouée de la Sambre.

Non seulement les Alliés vainqueurs passaient, en 1918, par la route que l'ennemi avait prise, quatre ans auparavant, pour envahir la France, mais les Français et les Britanniques, qui refoulaient l'ennemi, se retrouvaient ensemble aux endroits même où ils avaient le plus souffert, pendant leur retraite de 1914.



GÉNÉRAL BONNIN.
(Photo Manuel.)

Le 4 novembre, ils attaquèrent. Leur nouveau front était alors jalonné par Valenciennes, Landrecies et Guise.

Aux armées britanniques, commandées par Horne, Byng et Rawlinson, ainsi qu'à l'armée commandée par Debeney, Foch avait donné, pour objectif, « la trouée de la Sambre ».

L'entourage du Kronprinz voyait venir le coup. Le Kronprinz, dans un des derniers ordres signés de sa main, recommanda de renforcer le front du canal avec des mitrailleuses et de résister à tout prix.

L'armée Debeney bordait le canal de la Sambre entre Oisy-Étreux et Vadencourt. Les vaillantes troupes du 15e corps (général de Fonclare) et du 36e corps (général Nollet): 66e division (général Brissaud-Desmaillet), 46e division (général Gratier), 123e division (général de Saint-Just), 152e division (général Bonnin), 64e division (général Colin), avaient en face d'elles six divisions allemandes.

A six heures et demie du matin, le signal de l'assaut ! Tout de suite, nos chasseurs, sous le feu continuel des mitrailleuses allemandes, furent sur l'autre rive.

A ce propos, les rapports officiels constatent que les chasseurs français, à cet endroit terrible, étaient aux prises avec les chasseurs allemands les plus réputés. Malgré une grêle de grenades qui s'ajoutait au feu des mitrailleuses, plusieurs passerelles étaient jetées sur le canal. Détruites six fois, sept fois reconstruites.

Le canal ayant été traversé entre Boué et Étreux, nos bataillons s'élancèrent avec une splendide ardeur, entrèrent à Bergues, s'emparèrent de plusieurs défenses allemandes sur le canal de l'ancienne Sambre, occupèrent la Caurette, la Neuville, Iron. Partout, elles récoltaient des canons, des mitrailleuses, des prisonniers.

Au nord de notre 1re armée, les trois armées britanniques de Rawlinson de Byng et de Horne avaient à combattre 24 divisions et des détachements d'élite.

Tout de suite, l'armée de Rawlinson, appuyée et entraînée par nos troupes, traversa le canal de la Sambre à l'Oise sur des passerelles improvisées. Après de très durs efforts, elle triompha de toutes les résistances et pénétra à Catillon

Même succès entre Catillon et Oisy. Le canal avait été franchi en moins de dix minutes. Les Britanniques enlevèrent Fesmy, Hautrèpe, La Groise. Plus au nord, ils entraient à Ors et à Sambrelon.

Au centre des armées britanniques, l'assaut était donné à l'extrémité occidentale de la forêt de Mormal. L'infanterie, soutenue par les tanks, enlevait Soyères, Preux-aux-Bois, Hecq, Louvignies.

En même temps, une division allait couper la forêt de Mormal, par le sud, bousculait l'ennemi aux passages du canal et entrait à Landrecies, l'antique place forte, déclassée depuis tant d'années, que la Sambre canalisée divise en deux parties.

Cette victoire était ainsi annoncée à Londres : « L'armée a franchi la Sambre, près Landrecies, 20 000 prisonniers, 450 canons. *General sir Henry Rawlinson.* »



GÉNÉRAL NOLLET.
(Photo Manuel.)

D'autres divisions s'enfonçaient au cœur de la vaste forêt : l'une pénétra jusqu'aux Grandes-Pâtures ; l'autre enleva Locquignol.

L'ennemi, puissamment renforcé, essaya de briser la tenaille par un choc furieux, dirigé sur le Quesnoy.

Mais une division néo-zélandaise accourut et, par un mouvement tournant, enleva le Quesnoy, où plus de mille Allemands restèrent pris.

En même temps, la ligne de l'Aunelle, malgré toutes ses défenses, cédait. Les Britanniques s'emparèrent de Preux-au-Sart, de Wargnies, de Sebourg, de Sebourgniaux, enfin dépassèrent deux de leurs principaux objectifs : Estreux et Onnaing.

Pendant toute la bataille, grâce à un soleil d'automne particulièrement clair, l'aviation britannique avait accompli des opérations imprévues. Dès qu'elle apercevait un convoi d'artillerie en marche, elle le poursuivait de ses bombes, jusqu'à ce que les chevaux affolés eussent culbuté pièces et caissons.

Ces prouesses nous ont été racontées, sur place, avec maint détail émouvant, par le général Rawlinson, dans une visite qu'il fit aux champs de bataille, un an après la victoire. Au milieu de son récit, il s'arrêta soudain, devant de longs débris de passerelles qui gisaient dans un vaste marécage à demi desséché :

— Saluons aussi cela, nous dit-il. Jamais on ne célébrera assez le courage des braves gens de chez vous et de chez nous qui ont construit ces passerelles ou qui ont couru, à l'aventure, sur les planches fléchissantes aux frêles pilotis. Parmi les suprêmes instruments de la victoire, à côté du tank et de l'avion, il faut mettre à l'honneur une de ces pauvres passerelles que voici.

Guise, Marle et Château-Porcien.

La plus grande victoire était en marche.

L'ennemi battait en retraite de l'Escaut à l'Argonne.

Ce n'étaient plus nos seuls avions qui constataient ce repli, c'étaient aussi nos patrouilles.

De là, le 5 novembre, avant l'aube, un élan magnifique des troupes françaises, acharnées à la poursuite de l'ennemi, ardentes à la délivrance de nos pauvres compatriotes.

Pour six heures du matin, elles étaient entrées à Guise, où l'ennemi était forc d'abandonner canons et munitions. Dans cette région, il n'avait pas même eu le temps de faire sauter tous les ponts.

L'armée Debeney avançait sur toute la ligne. Chemin faisant, elle cueillait des trophées inouïs. Par exemple, à Boué, en un tour de main, elle capturait le train de combat de quatre régiments et affranchissait une soixantaine d'otages que l'ennem se préparait à emmener.

— Vous sentiez bien, disait Debeney à ses soldats, que nos camarades, tombés en 1914, sur le champ de bataille de Guise, tressailliraient d'orgueil en voyant passer leurs vengeurs.

Pour le matin du 6 novembre, l'armée Debeney se trouvait sur une ligne allant de Barzy à l'est de Colonfay, en passant par Esquéhéries, Lavaqueresse, Crupilly, Malzy, Romery.



GÉNÉRAL DE FONCLARE.
Photo Manuel.

Au même moment, les Britanniques se trouvaient sur une ligne allant de Barzy à Fresnes, en passant par Grand-Fayt, Berlaimont et l'ouest de Bavai.

L'immense forêt de Mormal, dont l'ennemi avait fait tout un bastion et tout un arsenal, était enlevée.

Les Alliés, s'engageant dans la trouée de la Sambre, continuaient à exécuter point par point le plan de Foch.

Notre 1re armée, tout en attaquant à sa gauche les défenses allemandes du canal de la Sambre, attaquait à sa droite, au sud de Guise, les plateaux du Marlois. Le 5, vers sept heures du soir, elle avait atteint Sains-Richaumont et Housset.

Notre 10e armée, que commandait le général Humbert, depuis le départ du général Mangin pour la Lorraine, avait quitté les positions où elle se trouvait, sur une ligne allant de l'ouest d'Autremencourt à Goudelancourt, en passant par Cuirieux. Elle s'avança en serrant de près l'ennemi et enleva Marle.

Vers la droite, elle s'établit sur une ligne allant de la Neuville-Bosmont à Dizy-le-Gros.

Notre 5e armée, commandée par le général Guillaumat, ébranlait à coups répétés les éléments de la ligne *Hunding Stellung* où l'ennemi se cramponnait encore.

Le 5 novembre, une âpre besogne de nettoyage étant accomplie, elle enlevait Herpy et Château-Porcien, puis commençait à franchir l'Aisne à Nanteuil.

Notre 4e armée, commandée par le général Gouraud, d'un brusque mouvement parfaitement conduit, avait passé le canal des Ardennes et de l'Aisne, en enlevant Montgon et Le Chesne.

L'armée américaine du général Liggett, qui s'était portée entre la Bar et la Meuse, avait, le 4 novembre, traversé les bois de Dieulet. D'une part, elle tenait Laneuville devant Stenay et les collines qui s'élèvent au-dessus de Beaumont; d'autre part, vers sa gauche, elle arrivait aux Grandes Armoises.

Montmédy et Beaumont.

L'aviation remportait, près de Montmédy, une sorte de victoire.

La, par toutes les voies, soit d'Hirson et de Rethel, par Charleville, soit de Stenay, par Chauvency, soit de toute la Belgique, par Arlon et Virton, refluaient une masse de troupes, de canons, de munitions, d'approvisionnements, d'*impedimenta* sans nombre, qui déjà sentaient la débâcle. Une centaine d'avions de chasse et 45 grands avions de bombardement, malgré le tir bien dirigé et bien nourri d'une artillerie spéciale, firent, dans cette masse, une superbe besogne.

La petite ville de Montmédy ne fut presque pas atteinte. Avant la guerre, Montmédy-Haut, dominée par son église à la Vauban, toute pareille aux églises de Thionville et de Belfort, était déjà une vieille petite ville morte. Montmédy-Bas, la ville neuve, où, depuis vingt ans, toutes les administrations étaient descendues, avait, pendant toute la guerre, servi de centre à l'ennemi pour de continuelles opérations. Une voie ferrée, ouverte à travers les maisons, suppléait au tunnel voisin que nos troupes avait fait sauter. La gare avait été élargie et transformée. Pour les troupes, qui se succédaient sans cesse dans la région, avait été construit un vaste « foyer du soldat »: sur les murailles de cette prétentieuse bâtisse, étaient peintes à fresque des scènes où on voyait, majestueusement, défiler l'invincible armée allemande et s'enfuir, dans un honteux désordre, les armées alliées avec leur artillerie impuissante et leur aviation inoffensive.

Quand nos troupes, dans ce même mois de novembre 1918, arrivèrent à Montmédy, nous prîmes soin de ces fresques. Nos soldats devaient les voir! Si elles offrent un très médiocre spécimen d'art, elles donnent une très bonne leçon d'histoire.

Le 5 novembre, à 8 heures du matin, sous une pluie qui ne devait cesser que le lendemain à la même heure, les Américains venaient à bout d'une arrière-garde très fortement encadrée. Ils passaient la Meuse à Brieulles et à Cléry-le-Petit.

Vers midi, deux de leurs belles divisions, commandées par le général Hinnes, montèrent, d'un seul élan, au sommet des collines de la rive orientale.

A 15 heures, elles entrèrent à Dun et à Milly. La brusque libération du vieux bourg de Dun, dont la pittoresque silhouette est si caractéristique, apparut comme le plus réconfortant symbole.

Plus au nord, même succès. Les divisions du général Summerall avaient traversé le bois de Jaulnay. Elles arrivèrent sur la Meuse près de Cesse et près de Luzy.

Plus à l'ouest, Beaumont et Letanne furent enlevés.

Beaumont est un important nœud de voies qui, dans la guerre de 1870, avait donné son nom à une défaite particulièrement douloureuse, « véritable préface de Sedan ». Mais 1918 devenait la date de toutes les revanches, Sedan y compris!

Plus à l'ouest encore, les divisions du général Dickmann entraient à Yoncq, à la Besace, à Stonne.

Ce jour-là, les Américains notèrent dans leur communiqué qu'ils recueillaient une soixantaine d'excellents canons abandonnés, et que l'ennemi ne montrait plus le moindre souci de l'illustre faculté d'organisation dont il s'était tant targué.

La pluie du 5 n'avait pas nui à la victoire ; le soleil du 6 la favorisa.

Dans un entretien du maréchal Foch avec le maréchal Douglas Haig, commandant en chef des armées britanniques, avaient été réglées certaines opérations de détail qui devaient être fécondes en résultats.

L'armée Horne enleva Baisieux et Quiévrechain. A Baisieux, dernière station française sur la ligne de Lille à Tournai, la population fit un accueil particulièrement fraternel à ses libérateurs, les Canadiens, qui lui répondaient dans sa langue et même avec son accent.

Libération de Vervins et de Rethel

L'armée de Byng engagea un combat acharné aux portes de l'antique petite ville de Bavay, où jadis huit voies romaines se réunissaient.

Vers le soir, après avoir enlevé Berlaimont, elle occupa Aulnoye, où se croisent les voies ferrées vers Mons, vers Paris, vers Valenciennes, vers Hirson.

Le même jour, 6 novembre, l'armée de Rawlinson s'emparait de Cartignies et de Marbaix, puis, à 16 heures, entrait à Dompierre.

Même avance pour les troupes françaises.

L'armée Debeney avait progressé jusqu'aux forêts de Nouvion et de Régneval. Le 16ᵉ corps, commandé par le général Deville, était entré à Vervins et continuait à gagner du terrain, en direction du nord. Plus au sud, nous bordions la rivière de la Brune, à Hary.



GÉNÉRAL ALBRICCI.
(Photo Manuel.)

Le groupe d'armées placé sous le commandement de Fayolle, méritait les félicitations de Foch, « pour avoir contraint les troupes du Kronprinz à se replier pêle-mêle et s'être emparé de vastes installations à peu près intactes ».

L'armée de Guillaumat, après avoir passé la Serre, avait, le 6 novembre, occupé Montcornet et atteint Renneval.

Les Italiens, commandés par le général Albricci, arrivaient à Rozoy-sur-Serre.

En même temps, nous parvenions au sud de Chaumont-Porcien et nous entrions à Herbigny.

En même temps, l'armée de Gouraud progressait d'une admirable façon. Elle libérait Rethel qui, au début de la guerre, avait vu les nobles efforts de nos troupes, sûr présage de leur victoire finale. Dans son élan vers le Nord, elle accomplissait alors des exploits dignes des temps épiques. Ses cavaliers mettaient la main sur une batterie de 77 et sur une batterie





Maréchal FOCH

par R. Desvarreux

de 105. Pendant la nuit du 6 au 7 novembre, elle exécuta, depuis Rethel jusqu'à Attigny, un prodigieux travail de préparation. Ses soldats du génie, retrouvant l'héroïque promptitude des pontonniers de 1812, construisaient quinze passerelles, tandis que, rivalisant d'ardeur avec eux, nos fantassins fabriquaient une centaine de grands radeaux. A 10 heures du matin, elle avait passé l'Aisne.

Ce fut, pour l'ennemi, une nouvelle et accablante surprise. L'avance réalisée, par la droite de l'armée de Gouraud, sur la rive septentrionale du canal des Ardennes le mettait en grand péril vers l'Est : il accéléra brusquement son repli sur tout le front.

Nous entrions à Sorcy. Nous entrions à Ecordal. Nous entrions à Jonval. Nous entrions à Vendresse. Nous entrions à Omicourt-sur-la Bar.

Nos opérations, dans la région de la Bar, se développaient en liaison étroite avec la 1re armée américaine que commandait le général Liggett.

La Revanche de Sedan.

Les Américains arrivaient à Connage-sur-la-Bar; s'emparaient des crêtes, entre la Bar et la Meuse; enlevaient les hauteurs de Raucourt, de Bulson, de Haraucourt; pénétraient jusqu'aux abords de Mouzon.

Vers la droite, un combat mettait aux prises les divisions qui venaient de passer



LE VILLAGE DE DOMPIERRE.

(Photo Rol.)

la Meuse avec deux divisions poméraniennes très réputées, auxquelles l'ennemi avait confié la défense des positions de la côte Saint-Germain et de Murvaux. L'ennemi fut battu.

Le secteur de la Meuse avait pris une importance capitale.

Le plan de Foch consistait à dégager entièrement la trouée de Stenay-

Montmédy; à longer la Meuse; à passer l'eau; enfin, à rejeter, sur l'inextricable massif des Ardennes, les armées allemandes, avec leurs unités rompues et l'encombrement de leurs convois.

Ici encore, nous allions revoir, dans la splendeur de la victoire finale, un terrain qui, en 1914, avait été pour nous un calvaire.

Le 6 novembre, à la suite d'un bref entretien, le général Maistre et le général Pershing frappèrent avec ensemble un coup décisif.

Pour 18 heures, les Américains du général Liggett pénétraient à Sedan. Ils occupaient la partie neuve de la ville, qui se trouve sur la rive occidentale de la Meuse, et la gare ou, pour mieux dire, les ruines informes de la gare.

Résultat extrêmement important! La grande voie ferrée de l'ennemi, entre la Belgique et l'Allemagne, était tranchée net. Victoire à laquelle le nom seul de Sedan ajoutait, dans tous les cœurs français, un retentissement triomphal.

Désormais, ce n'est plus seulement par jour, mais par heure que se comptent pour les Alliés les victoires de ce genre.

Le 7 novembre, dès 6 heures du matin, les armées britanniques s'élancèrent à l'assaut, avec leurs chars et leurs escadrons. Avant midi, elles avaient pénétré jusqu'au canal de Mons à Condé.

Elles occupèrent Bavay, se glissèrent le long de la Sambre, pénétrèrent à Hautmont, parmi les décombres des hauts fourneaux et des laminoirs.

Plus au sud, elles s'avançaient jusqu'aux environs d'Avesnes.

En liaison avec elles, les armées du général Fayolle avaient traversé la route d'Avesnes à La Capelle. Elles libéraient Effry et Origny-en-Thiérache, puis, longeant le Thon, arrivaient jusqu'à Leuze.

Au même moment, les armées du général Maistre avaient atteint les lisières méridionales de la forêt de Signy. Elles occupaient Wagnon, Mazerny, Saint-Aignan-sur-Bar. Enfin, elles s'établissaient sur les hauteurs illustres de la Meuse, au-dessus des ponts de Sedan et de Donchery.

Nos regards plongeaient, près des ruines de Donchery, dans la maison de l'ouvrier tisserand où, le 2 septembre 1870, Napoléon III était venu traiter de la capitulation avec Bismarck. Pour la première fois, nous pouvions regarder cette maison, sans avoir le cœur broyé de honte et de colère.

Le long de la Meuse dont les inondations s'étendaient à perte de vue, les autres collines étaient bientôt occupées, une à une, par les Américains. Ils tenaient déjà les faubourgs de Sedan.

D'autre part, sur la rive orientale de la rivière, le 7 novembre, ils libéraient le nord de la Woëvre, en s'avançant jusqu'à Lion-devant-Dun et jusqu'à Brandeville.

Leur butin se caractérisait par le nombre extraordinaire des mitrailleuses. Dans les six premiers jours de novembre, ils en prirent aux Allemands beaucoup plus que l'armée française n'en possédait pour son entrée en campagne.

Le 8 novembre, malgré la pluie, l'avance des Alliés continua. La boue argileuse, d'ordinaire si fatale à la marche, ralentissait à peine l'élan des libérateurs. Cependant l'ennemi, dans sa fuite, trouvait encore le temps de vider les maisons et surtout de piller les étables.

Dans la journée du 8 novembre, les armées britanniques occupaient les faubourgs occidentaux de Tournai; franchissaient sur des passerelles le canal de l'Escaut, près d'Antoing; s'établissaient à Condé, à Thulin, à Malplaquet. Le nom de Malplaquet, illustré par un échec de Villars, en 1709, et par une victoire de Pichegru, en 1794, reparaissait dans l'histoire en une lumière toute neuve.

Libération d'Avesnes, de Maubeuge et d'Hirson.

Au soir du 8 novembre 1918, nos alliés de Grande-Bretagne entraient à Dour (Belgique), pénétraient jusqu'aux portes de Maubeuge et libéraient Avesnes.

Un message par lequel ils donnaient le compte rendu de cette journée, fut rédigé à l'endroit d'où Ludendorff avait lancé ses derniers ordres de résistance à tout prix.

Au même moment, les armées américaines continuaient à libérer la Woëvre et s'installaient à Damvillers, à Peuvillers, à Flabas.

Au même moment, les armées françaises parvenaient au pied du fort d'Hirson, qui protégeait l'admirable nœud de voies ferrées dont les Allemands avaient tiré tant de profit. Elles poussaient jusqu'à la rive méridionale du Thon, entre Origny-en-Thiérarche et Liart, puis, après un très voilent combat, réussissaient à jeter une tête de pont sur la rive septentrionale du Thon.

A leur droite, le même jour, nos troupes s'étendirent le long de la Meuse jusqu'à Bazeilles. Là, elles saluèrent pieusement la *Maison des Dernières Cartouches* et l'ossuaire où dorment nos morts héroïques de 1870.

La journée du 9 novembre fut encore plus remplie d'éclatants succès.

Les Britanniques libéraient Tournai, Antoing, Peruwelz, Maubeuge, où ils entraient avec nous.

Les Belges atteignaient le canal de Gand et s'établissaient à Terneuzen.

Nos troupes franchissaient l'Escaut, puis, du même bond, libéraient Welden et Melden.

Notre cavalerie harcelait furieusement l'ennemi en fuite.

Nous entrions à Glageon. Nous entrions à Fourmies, où tout le quartier de la gare était anéanti. Nous entrions à Hirson, dont l'ennemi avait fait un de ses repaires les plus pratiques et où il s'était efforcé de ne plus laisser que des ruines. Nous entrions à Anor, à travers nos pauvres forêts dévastées. A la nuit tombante, nous entrions à Saint-Michel.

Notre front se jalonnait par Momignies, Macquenoise, Forge-Philippe. Nous occupions Signy-le-Petit et Blombay. Nous atteignions la Sormonne. Nous cernions Mohon et son faisceau de voies ferrées. Nous cernions Mézieres, le grand but de Foch.

La belle journée du 10 novembre.

En traversant la Meuse à Lumes, nous avions rendu notre victoire entièrement définitive.

Foch qui se trouvait alors à Rethondes, près de Compiègne, dans son train où le wagon-restaurant était transformé en cabinet de travail, écrivit cette dépêche :

« L'ennemi est désorganisé par nos attaques continuelles. Il cède sur toute la ligne. Nous devons donc, sans relâche, entretenir et précipiter nos actions. Je fais appel à l'énergie et à l'initiative des commandants en chef et de leurs armées, pour rendre décisifs tous les résultats obtenus. »

Sur la table de Foch affluèrent tout de suite des rapports qui prouvaient combien son appel était entendu.

Nos aviateurs observaient de près, de tout près, l'ennemi en déroute. Aussi décrivaient-ils les routes encombrées, à la fois, par le matériel de guerre et par le butin que l'ennemi traînait pêle-mêle vers l'Allemagne; le lugubre défilé des jeunes Français emmenés en otages; la frénétique agitation qui bouleversait les renforts allemands

accumulés dans les dépôts ; les magasins d'approvisionnement pillés par les mutins, les officiers menacés, frappés, dégradés ; enfin, la désertion achevant partout l'œuvre de l'indiscipline.

A quoi se réduisaient les réserves de l'ennemi? A 18 maigres divisions au plus.

Quant aux 185 divisions, que le nouveau Premier Quartier-Maître Général Grœner prétendait avoir encore en ligne, elles s'épuisaient et se disloquaient à vue d'œil.

Quelle joie, au matin du 10 novembre, éprouva Foch en faisant le compte exact des forces qu'il avait réellement en réserve : 105 divisions alliées sur 207. Soit, pour le détail, 2 divisions italiennes, 12 belges, 30 américaines, 60 britanniques, 103 françaises!

Confirmant et complétant les rapports de nos aviateurs, les commandants d'armées signalaient certains faits nouveaux. Par exemple, entre Anor et Momignies, nous avions recueilli une masse de canons, de voitures, de trains, dont l'abandon devenait de plus en plus significatif.

Dans la soirée du même jour, les armées que commandait le roi Albert Ier, arrivées à l'Escaut, avaient foncé au centre et à droite; elles gagnaient, à droite, 9 kilomètres et au centre 15.

Les Britanniques avaient libéré Renaix. Ils entraient à Leuze et parvenaient aux portes d'Ath. Enfin, ils avaient cerné Mons. Leurs bulletins notaient « la prise d'une vingtaine de trains entiers, sur les voies ferrées au nord-est de Maubeuge ».



LAON. — LE MOULIN DE CHIVRY.
(Photo Champagne.)

Les Italiens avaient enlevé le Tremblois et Rimogne. Ils avançaient vers Bourg-Fidèle.

Les Américains continuaient à s'établir dans la plaine de Woëvre. Leurs bulletins signalaient l'occupation de Gibercy, d'Abaucourt, de Grimaucourt, de Marcheville, de Saint-Hilaire.

Quant aux troupes françaises, elles avaient dépassé Eppe-Sauvage, et avaient eu de durs combats à livrer dans les bois de Signy-le-Petit. Elles remportaient de glorieux succès à Maubert et sur les collines de Sévigny-la-Forêt.

Belle journée du 10 novembre! L'armée de Gouraud s'installait à Mézières; l'armée de Guillaumat, à Charleville. Français et Américains occupaient Sedan. L'armée Debeney, qui, fière des obstacles rompus, « avait couvert 24 kilomètres depuis le 9 à 8 heures jusqu'au 10 à 20 heures », passait la frontière belge et occupait Chimay.

Les Belges, en plein délire, libéraient à fond Gand et la région gantoise.

Enfin le maréchal Douglas Haig, en installant ses troupes britanniques à Mons, saluait, « en ami, le terrible Mons de 1914 ». Et ce simple mot disait tout.

L'offensive en Lorraine.

Depuis le 20 octobre, le maréchal Foch, pour rompre définitivement toute résistance de l'ennemi sur la Meuse, organisait une grande offensive de part et d'autre de la Moselle : d'une part, en direction de Longwy-Luxembourg ; d'autre part, en direction générale de la Sarre.

Les voies ferrées, qui permettaient à l'ennemi de transporter ses réserves parallèlement au front, tombaient toutes entre nos mains.

La proportion de ses forces était beaucoup trop grande à l'ouest des Ardennes,



RENTRÉE TRIOMPHALE DU ROI ET DE LA REINE DES BELGES A GAND.

par rapport aux forces qui lui restaient à l'est. Cette proportion, l'ennemi ne pouvait plus la modifier que très lentement : une division à peine par jour !

Nous avions donc tout à espérer d'une concentration sur le front Nancy-Avricourt et d'une irruption en Lorraine.

Dans ses lettres à Pétain, Foch répétait : « L'attaque doit être préparée le plus rapidement possible et s'effectuer avec un nombre très important de divisions. »

Le 25 octobre, il apporta au plan d'attaque quelques nouvelles indications :

— C'est surtout à l'est de la Moselle qu'il faut agir. L'instant le plus favorable est venu. L'essentiel n'est plus d'attendre que toutes les troupes soient prêtes. C'est d'agir vite. Coup de massue en Lorraine, catastrophe en Allemagne.

L'état-major de Foch, qui travaillait, à Senlis, jour et nuit, sous la direction du major général Weygand, si expérimenté, si ferme et si modeste, se tenait en relation

continue avec Provins, où le Grand Quartier de Pétain travaillait de même sous la direction également excellente du général Buat.

Le 27 octobre, le général Mangin, avec son état-major de la Xe armée, avait quitté Laon. En secret, il préparait la trouée vers la Sarre, tandis que le général Bullard, commandant la IIe armée américaine, préparait l'attaque vers Longwy-Luxembourg. Metz devait ainsi être débordée à la fois par l'ouest et par l'est.

Le commandement de l'offensive en Lorraine était confié au général de Castelnau. Sous ses ordres, Castelnau avait, à gauche, la Xe armée qui comprenait quatorze divisions (général Mangin); à droite, la VIIIe armée qui comprenait six divisions (général Gérard).

— Nous allons donc pouvoir venger les morts de Sarrebourg et de Morhange, disait à son Grand Quartier de Champigneulles, près de Nancy, le général Mangin, le Sarrebourgeois.

Pour alimenter l'attaque, particulièrement vers Sarrebrück, Foch disposait, comme on sait, de 200 divisions en ligne et de 105 divisions en réserve.

L'ennemi n'avait plus, entre Metz et Belfort, que 18 divisions en ligne et 18 en réserve. Or, ses 18 divisions en réserve ne pouvaient plus arriver à temps sur le front menacé.

Déjà, le Haut Commandement allemand avait abandonné Thionville. Il abandonna de même le camp retranché de Metz, forteresse sans pareille, parce qu'il sentait qu'il n'y pourrait plus combattre.

Pour lui, aucun moyen de nous arrêter avec un matériel délabré et des divisions de secteur, sans secours, sans cohésion, sans ressort, vaincues d'avance!

La retraite elle-même lui devenait impossible. L'énorme et prodigieuse machine de guerre qu'avait été l'armée allemande, si violemment serrée entre la pointe sud de la Hollande et les rives de la Sarre, s'effondrait.

Effondrement, encombrement, désordre désormais irréparables. Après l'armistice du 11 novembre, le Haut Commandement allemand, bien qu'il ne fût plus talonné par nos troupes, bien qu'il disposât de tous les chemins depuis la Suisse jusqu'à la Hollande, bien qu'il laissât sur place tout son matériel, se vit obligé de se jeter dans le Limbourg hollandais.

Si l'offensive de Lorraine, fixée à la date du 14 novembre, n'avait pas été empêchée par l'armistice, quel n'eût pas été son effet!

Au même moment, toutes les forces britanniques s'élançaient vers l'Est.

Au même moment, Degoutte, avec sa puissante armée des Flandres, se rabattait en foudre sur Bruxelles, sur Tirlemont, sur Liége.

Au même moment, les avions britanniques et français qui, depuis un mois, s'exerçaient à faire, en circuit, la traversée de Nancy à Berlin, allaient apprendre à Berlin ce que valait enfin notre aviation de bombardement. Le chef de l'expédition avait une carte indiquant les points de Berlin à bombarder. Chacun des avions, muni d'un viseur, portait des bombes de 1600 livres. Au même moment, une seconde expédition aérienne également prête, également pourvue, partait de Bulgarie et franchissait la frontière allemande près de Prague (1).

Le signal de la grande offensive fut en vain attendu par l'aviation franco-britannique; en vain, par la nouvelle armée américaine, qui venait d'être constituée sous les ordres du général Dickmann; en vain, par toutes les admirables troupes de Castelnau : 600 000 hommes avec plus de 3000 pièces d'artillerie et plus de 300 tanks.

(1) Au *Musée national de la Guerre*, à Londres, est exposée une des bombes destinées à Berlin elle pèse 3300 livres. C'est la plus forte bombe qui ait jamais été fabriquée.

Foch, dans son cours de l'*Ecole de guerre*, avait dit :

« L'attaque décisive, c'est l'argument suprême de la bataille moderne. La réserve chargée de l'exécuter est ménagée avec la plus extrême parcimonie, afin que le coup puisse être aussi violent que possible. La poursuite, par laquelle le vainqueur taille en pièces et annihile les troupes dispersées qui ne peuvent plus être commandées, c'est *l'acte central* de la guerre. »

Le meilleur commentaire de cette théorie a été noté, sur les lèvres de Foch, par le colonel Repington, critique militaire anglais : « Je les attaque. Bon. Je dis : Allez à la bataille ! Tout le monde va à la bataille. Bon. Je ne les lâche pas. Ils ne savent que faire. Moi, je sais. J'attends les événements. Bon. Vient l'événement. Je l'exploite. Ils sont poursuivis, l'épée dans les reins. Bon. Ils cèdent. Le champ de bataille s'élargit. Bon. Ils sont attaqués partout. Ça chauffe. Je continue. Je les pousse. Partout on tape. C'est le moment de l'effort maximum. Allons-y. » Notation excellente. Phrases laconiques, hachées de gestes brefs. Nous croyons entendre la voix même du grand chef, sûr de son fait.

Ce que Foch appelait l'acte central de la guerre allait être accompli avec une ampleur et une efficacité que l'histoire n'avait jamais connues.

« Tout était prêt pour l'offensive infaillible », ont pu affirmer Foch et Pétain.

L'Allemagne ne le savait que trop bien. Aussi, après avoir, en 1914, tout mis en œuvre pour une attaque brusquée, elle mit tout en œuvre, en 1918, pour une paix brusquée.



Chapitre XXVII

LES ARMES TOMBENT, LES TRONES S'ÉCROULENT

Au matin du 11 novembre.

Le 11 novembre s'annonçait comme une journée d'incomparables victoires.

Ce jour-là, les Belges faisaient leur entrée à Gand, à Grammont, à Lessines, à Chièvres, à Givry, à Jeumont. Les Britanniques s'établissaient à Mons et saluaient la place où, à la veille de la guerre, nous avions inauguré le monument de Jemmapes. Les Italiens arrivaient à Rocroi, et le nom de Rocroi reprenait tout son lustre. Quant aux armées françaises et américaines, d'une part, en Lorraine, elles n'avaient qu'un bond à faire pour écraser les maigres unités découragées du duc de Wurtemberg; d'autre part, dans les Ardennes, elles réussissaient à forcer le passage de la Meuse entre Lumes et Vrigne.

Toutes les armées alliées semblaient soudées par la bravoure des hommes, comme elles l'étaient par l'autorité du commandement unique. Quand les Belges, dans leur avance, rencontraient une résistance imprévue, ils voyaient arriver les soldats « en bleu horizon », et l'horizon se dégageait. On marchait, d'un élan irrésistible, vers Waterloo. Un Waterloo attendait l'Allemagne battue à Sedan

Les généraux Gouraud, Ligget, Guillaumat, Humbert, Debeney, Rawlinson, Byng, Horne, chassaient devant eux, vaincus et désespérés, les von Einem les von der Marwitz, les von Mudra, les von Carlowitz, les von Hutier, les von Below, c'est-à-dire les chefs allemands les meilleurs, distingués par le flair de Hindenburg et la science de Ludendorff.

Nos pertes étaient assurément beaucoup moindres que les pertes allemandes. Cependant nos divisions qui, depuis deux mois, ne cessaient ni d'attaquer, ni de progresser, diminuaient à vue d'œil : quelques-unes n'avaient plus que l'effectif d une brigade, voire d'un régiment. Jamais on ne dira quelle ardeur et quelle endurance montrèrent alors nos « bonshommes ». Chacun d'eux, capote en loques, casque bosselé, joues creuses, dans sa fièvre de martyr triomphant, représentait la valeur des camarades qu'il avait vu tomber près de lui.

L'ennemi, au bord de l'abîme, usait ses derniers efforts à assouvir sa haine désormais impuissante : il tuait.

Dans la matinée du 11, ses obus les plus toxiques, dirigés particulièrement sur l'hôpital, accablèrent Mézières.

Nous avons salué le premier soldat tué dans la guerre du Droit. Saluons le dernier dont on sache le nom. C'est un chasseur du 20e bataillon, Timothée Brussière, « domestique de culture », né à Forest-Moutiers, hameau de Neuville, canton de Nouvion. Il est tombé tout près de Mézières, à Etion, frappé d'une balle dans la tête Le vaillant petit village d'Etion entretient sa tombe pieusement.

Tout à coup, un peu avant 11 heures du matin, le silence se fit sur tout le front. Armistice!

La préparation de l'armistice.

Les négociations entreprises par l'Allemagne ne s'étaient pas interrompues depuis le 29 septembre, jour où, après un conseil tenu au Grand Quartier Général, l'amiral von Hintze, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, télégraphiait à Berlin : « Faites savoir confidentiellement à Vienne et à Constantinople que le gouvernement allemand propose d'offrir la paix au président Wilson. »

Le 30 septembre, la Bulgarie capitulait. « Notre situation est effroyable », s'écriait Ludendorff. Le chancelier Hertling démissionnait. Hintze le suivait dans la retraite.

Le prince Max de Bade, à qui, le 3 octobre, Guillaume II confiait le pouvoir, déclarait au Reichstag : « Notre programme s'appuiera sur ces données : résolution de paix prise par le Reichstag, le 19 juillet 1917; réponse au pape, le 1er août 1917; restauration de l'indépendance de la Belgique; recherche d'une entente au sujet des indemnités. »

Le président Wilson fit demander à l'Allemagne « si les quatorze propositions formulées par lui étaient acceptées pleinement, ou si ces propositions devaient seulement servir de base aux négociations ». Avant de rien transmettre à l'Entente, il exigeait le retrait immédiat des armées allemandes hors des territoires envahis.

— Nous évacuerons, répondit le chancelier Max de Bade.

Et il affirmait, le 12 octobre : « C'est au nom du peuple allemand que nous parlons ».

Mais quelle autorité avait Max de Bade pour résoudre cette question capitale? On venait de publier une lettre de lui, adressée au prince de Hohenlohe, dans laquelle il se proclamait le plus fervent pangermaniste!

En une nouvelle note, M. Wilson insista sur les deux points suivants : « Les détails de l'évacuation seront réglés militairement par les Alliés qui ont la suprématie. L'Allemagne cessera immédiatement ses destructions effrénées et systématiques. »

En le même esprit, la France ajoutait, par la voix de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères : « Les crimes allemands seront châtiés. »

L'Autriche s'étant adressée directement à l'Entente, les Etats-Unis lui firent savoir, le 18 octobre, que l'Entente avait reconnu la constitution du nouvel Etat tchéco-slovaque.

A quoi, l'Empereur Charles Ier répondit « que l'Autriche devenait un Etat confédéré où chaque nationalité aurait sa constitution ». Ainsi, la défaite ouvrait très largement l'ère des concessions!

A Berlin, Solf, qui remplaçait Hintze comme secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, annonça, le 21 octobre, que l'Allemagne « renonçait à la commission mixte d'armistice ».

— La question de l'armistice, répondirent les Etats-Unis, sera étudiée avec les gouvernements de l'Entente. Ces gouvernements doivent avoir le droit sans limite d'imposer les détails de la paix. Ils devront exiger des garanties extraordinaires, parce que les responsables de la guerre sont toujours là.

De là, cette déclaration de l'Allemagne, en date du 27 octobre : « Aujourd'hui, le gouvernement du peuple allemand est maître du pouvoir militaire. »

Cependant à la fin de sa déclaration, l'Allemagne glissait cette phrase : « Nous attendons les propositions de l'armistice ». Le mot de « propositions » était déjà un piège tendu aux vainqueurs.

L'Autriche n'avait plus la force de songer à rien de pareil. Elle ne demandait qu'une paix séparée. En son nom, Andrassy, qui succédait à Burian, reconnut en hâte les droits des Tchéco-Slovaques et les droits des Yougo-Slaves. Là-dessus, il réclama très humblement des pourparlers, « sans attendre le résultat d'autres négociations ».

Dans l'Empire des Habsbourg, tout croulait ensemble. Une Assemblée nationale se constituait à Vienne, pour proclamer l'autonomie. De même, se constituait un Comité national magyar; de même, un Comité national de Croates, de Slovènes, de Serbes. Ces assemblées s'écriaient : « L'empereur Charles Ier rêvait d'Etats autonomes indépendants. Ce que nous voulons, nous, ce sont des Etats nationaux indépendants. » L'insurrection éclatait dans les grandes villes. A Prague, l'indépendance de la Bohême fut proclamée par le Narodni Vybor, qui mit la main sur le pouvoir qu'avaient abandonné les officiers et les fonctionnaires de Charles Ier. A Agram, l'Etat yougo-slave se forma, avec la Croatie, la Dalmatie, la Slovénie et Fiume. A Budapest, le Conseil national hongrois entra en exercice, le 1er novembre, sous la présidence de Karolyi. Le même jour, le comte Tisza, le théoricien du pouvoir absolu, le diplomate perfide et cruel qui avait rédigé, en 1914, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie d'où était sortie la Guerre du Droit, tombait sous les coups de ses soldats. La Commission exécutive représentant l'Assemblée nationale fut saluée, en ces termes, par les journaux populaires d'Autriche : « La politique bismarckienne a fait enfin banqueroute. Ce qu'il nous faut, c'est de l'ordre, du pain et l'armistice. »

Les divers incidents qui se sont produits dans la préparation de l'armistice doivent être étudiés de près. Peut-être quelques-uns d'entre eux, au premier abord, paraissent-ils négligeables. En réalité, ils ont tous une grande importance. En les rapprochant, on fait jaillir la lumière indispensable pour éclairer, non seulement les discussions qui ont suivi l'armistice lui-même, mais aussi les discussions plus confuses encore qui ont précédé et suivi le traité de paix.

Chez les Alliés, les conditions de l'armistice avaient été, depuis le commencement d'octobre 1918, l'objet de multiples examens et de discussions approfondies.

Déjà, le 8 octobre, Foch remettait à Clemenceau ces indications d'une précision saisissante :

1° Libération de tous les pays encore occupés par l'ennemi, y compris, naturellement, l'Alsace-Lorraine ; 2° Occupation des pays rhénans; 3° De solides têtes de pont sur la rive droite.

Le 9 octobre, les chefs des gouvernements alliés se réunirent au ministère des Affaires étrangères, pour examiner chacun de ces points.

Sur une observation de Lloyd George, Foch et Clemenceau répétèrent avec force : « L'évacuation des pays envahis est une condition nécessaire, mais nullement suffisante. »

Cependant Lloyd George semblait préoccupé par les impressions de certains généraux anglais qui lui avaient dit : « La saison devient très mauvaise et nos troupes sont très lasses. Peut-être ne réussirions-nous pas à briser le front allemand et à finir la guerre pour la fin de cette année. A quoi bon pousser l'ennemi à bout? »

Le 23 octobre, le président Wilson communiqua officiellement aux gouvernements français, britannique, belge et italien, l'ensemble des notes que, depuis le 5 octobre, il avait échangées avec le chancelier de l'Empire allemand, corres-

pondance qui, d'ailleurs, avait été publiée, au jour le jour, fragment par fragment.

Cette communication intégrale de M. Wilson était suivie de ces deux questions :

1° Après les assurances fournies par le chancelier, les gouvernements associés sont-ils disposés à conclure la paix aux conditions et suivant les principes déjà connus?

2° Si la réponse à la première question est affirmative, les gouvernements associés sont-ils disposés à demander à leurs conseillers militaires et à ceux des Etats-Unis de leur soumettre les conditions nécessaires que doit remplir un armistice de nature à protéger, d'une manière absolue, les intérêts des peuples en cause, et à assurer, aux gouvernements associés, le pouvoir illimité de sauvegarder et d'imposer les détails de la paix à laquelle le gouvernement allemand a consenti, pourvu toute-



L'ARMISTICE DANS LES TRANCHÉES.
(D'après un dessin original de G. de Champ.)

fois que les conseillers militaires jugent un pareil armistice possible du point de vue militaire?

En somme, et beaucoup plus simplement, M. Wilson demandait : « Les généraux en chef jugent-ils l'armistice possible et désirable? Si oui, qu'ils indiquent les conditions militaires d'un armistice capable de protéger, d'une manière absolue, les intérêts des peuples en cause, et d'assurer aux gouvernements alliés le pouvoir sans limite de sauvegarder et d'imposer les détails de la paix à laquelle le gouvernement allemand a consenti. »

C'était donc une véritable expertise militaire que devaient entreprendre les gouvernements associés.

M. Clemenceau, absolument d'accord avec M. Wilson et avec le Conseil suprême des Alliés qu'il présidait, transmit le dossier au maréchal Foch. L'expert militaire ainsi désigné s'acquitta de sa tâche en toute conscience.

Le 25 octobre, le maréchal Foch convoqua, à Senlis, le général Pétain, le maréchal Haig, le général Pershing et le général Gillain, chef d'état-major de l'armée belge. Seul, le général Gillain, par suite d'un retard involontaire, ne put pas assister à ce Conseil de guerre.

Après avoir donné lecture du dossier, le maréchal Foch invita les membres du Conseil à exprimer leur opinion.

Le maréchal Haig, qui parla le premier, reproduisit les observations faites par Lloyd George, le 9 octobre, à Paris. Il insista même sur certains points particulièrement graves. Selon lui, les armées franco-britanniques fournissaient des efforts épuisants, presque surhumains, et leurs unités avaient besoin d'être reconstituées. L'armée américaine n'avait pas encore pu s'organiser entièrement. D'autre part, l'armée allemande n'était pas rompue. Elle pouvait continuer la lutte.

Il ajoutait :

— Dans les semaines qui viennent de s'écouler, les troupes allemandes se sont retirées, mais non sans combattre et, presque partout, en assez bon ordre. Si on veut réellement que l'armistice soit possible (et il est désirable !), on doit s'en tenir à des clauses acceptables pour l'Allemagne : évacuation de la Belgique et des territoires français, y compris l'Alsace-Lorraine ; restitution du matériel roulant enlevé à la France et à la Belgique. Si on réclamait davantage, on risquerait de prolonger la guerre et de surexciter le sentiment national de l'ennemi pour un résultat douteux. Est-ce que l'évacuation des territoires envahis et de l'Alsace-Lorraine n'est pas la parfaite consécration de la victoire ?

La parole fut donnée ensuite au général Pershing.

— Je préférerais, répondit-il, entendre d'abord l'avis du général Pétain.

— Si on conclut un armistice, dit le général Pétain, il faut que ce soit un armistice complet, un armistice qui corresponde intégralement à la définition qu'en donne le président Wilson, dans la note qui nous est communiquée, c'est-à-dire un armistice qui empêche l'ennemi de recommencer la guerre et qui permette aux Alliés de dicter la paix. Deux conditions sont donc indispensables. Première condition. Il faut que l'armée allemande rentre en Allemagne sans un canon, sans un char d'assaut, et n'ayant comme armes que ses armes portatives. Pour cela, nous devons lui fixer des délais d'évacuation assez courts pour qu'il lui soit matériellement impossible d'emmener son matériel. Seconde condition. A l'évacuation par l'armée allemande des territoires envahis et de l'Alsace-Lorraine, il faut ajouter l'occupation, par les armées alliées, non seulement de la rive gauche du Rhin, mais encore d'une zone de 50 kilomètres sur la rive droite. En même temps, on exigera la livraison, en quinze jours, de 5 000 locomotives et de 100 000 wagons. Voilà, je le répète, les conditions que je considère comme tout à fait nécessaires. Mais, entre nous, je dois avouer qu'il me semble peu probable que les Allemands les acceptent.

Le général Pershing déclara alors simplement :

— Les conditions formulées par le général Pétain sont celles que je voulais formuler moi-même.

Foch parla le dernier, avec une précision et une logique irrésistibles :

— L'armée allemande est battue partout, matériellement et moralement. En quelques semaines, elle a perdu plus de 270 000 hommes et plus de 4 500 canons. Certes, les vainqueurs sont fatigués. Comment ne le seraient-ils pas ? C'est le soir de la grande bataille. Raison de plus pour imposer à l'ennemi des conditions sévères.

Pendant cette discussion, Foch avait sur lui le projet d'offensive en Lorraine qu'il venait de communiquer à M. Clemenceau et que M. Clemenceau avait approuvé avec enthousiasme.

Après la séance, il dit à Pétain :

— Ainsi, pour l'offensive, le front de Lorraine est aussi convenablement équipé que le front d'Alsace ? Tout marche, là-bas?

— A fond, comme vous le vouliez.

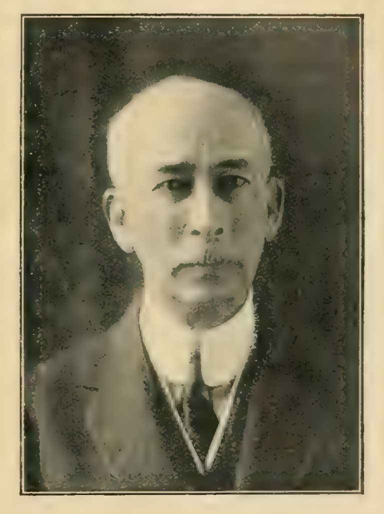
Le lendemain, à Paris, Foch présentait à Clemenceau et à Poincaré le projet de conditions pour l'armistice. Sa note commençait ainsi :

« Après avoir consulté les commandants en chef des armées américaine, britannique et française (le chef d'état-major de l'armée belge n'ayant pu arriver encore au Grand Quartier Général), j'ai l'honneur de vous faire connaître les conditions militaires auxquelles peut être accordé l'armistice capable de protéger, d'une manière absolue, les intérêts des peuples intéressés, et d'assurer aux gouvernements associés le pouvoir sans limites de sauvegarder et d'imposer les détails de la paix, à laquelle le gouvernement allemand a consenti. »

Suivaient les conditions que l'on connaît : évacuation immédiate des pays envahis; évacuation, dans un très court délai, de l'Alsace-Lorraine; occupation de la rive gauche du Rhin, des têtes de pont sur la rive droite, remise du matériel de guerre, des locomotives, des wagons.

« L'armistice, ajoutait Foch, ne doit être conclu que pour une durée d'un mois. Si un renouvellement est nécessaire, ce renouvellement permettra d'exiger des conditions nouvelles. »

A partir du 24 octobre, tous les chefs des gouvernements alliés étaient arrivés à Paris. Le colonel House, représentant de M. Wilson, se joignit à eux.


COLONEL HOUSE.
(Photo Manuel.

Le projet d'armistice, rédigé par le maréchal Foch, fut soumis au Conseil supérieur de guerre des Alliés, qu'on appelait Conférence de Versailles.

Cette Conférence se composait de Clemenceau, Pichon, Klotz, Leygues, maréchal Foch, généraux Belin, Weygand, Mordacq, amiral de Bon, Berthelot, pour la France ; de Lloyd George, Bonar Law, Balfour, lord Milner, sir Eric Geddes, maréchal Douglas Haig, amiral Wemys, généraux Sackville, West et Wilson, pour la Grande-Bretagne; du colonel House, de l'amiral Benson, des généraux Pershing et Bliss, pour les Etats-Unis; de Orlando, Sonnino, amiral Grassi, général di Robilant, pour l'Italie; de Hymans, pour la Belgique; de Vesnitch, pour la Serbie; de Venizelos pour la Grèce.

A Versailles, les propositions du maréchal Foch furent, à diverses reprises, examinées en sa présence.

Plusieurs voix s'élevèrent d'abord pour leur reprocher de n'être pas assez dures.

Le général Bliss, un des représentants des Etats-Unis, s'écriait :

— Je désirerais un texte plus court et surtout plus rigoureux en certains points. Par exemple, ces deux clauses : désarmement total, démobilisation complète.

De son côté, un des représentants de la Grande-Bretagne, l'amiral Wemys, demandait que l'Allemagne fût forcée de livrer, en outre de ses sous-marins, sa flotte de haute mer.

La discussion prit un caractère singulièrement émouvant, au moment où le colonel House posa au maréchal Foch cette question :

— Monsieur le maréchal, pouvons-nous vous demander si, au point de vue militaire, et toute autre considération étant mise à part, vous aimeriez mieux voir l'ennemi rejeter ou accepter cet armistice dont nous rédigeons le texte ?

Le maréchal Foch, avec tout son bon sens et toute sa bonne foi, sans chercher ses mots, sans même paraître apercevoir ce qu'il y avait de tragique dans une telle question, répondit de sa voix brève et pénétrante :

— On ne fait la guerre que pour ses résultats, rien que pour ses résultats. Les Allemands vont connaître les conditions générales de l'armistice. S'ils les signent, nous aurons obtenu les résultats en vue desquels nous faisons la guerre. Le but étant atteint, personne d'entre nous n'a le droit de faire couler une goutte de sang de plus.

Quand le maréchal Foch eut terminé cette admirable déclaration, il baissa la tête. On sentait qu'un nuage passait dans son esprit. Il se disait : « Nos conditions, les Allemands les accepteront-ils? Au fond la question est là ! »

Brusquement, il releva le front et conclut :

— Nos conditions étant acceptées, pas d'hésitation possible : conclure, arrêter net la guerre.

Comme le général américain Bliss et M Lloyd George persistaient à réclamer certaines additions, et que leurs réclamations trouvaient des échos dans le Conseil suprême, le maréchal répliqua :

— En ce moment, ce que nous faisons, c'est la chose du monde la plus facile. Proposer, même imposer sur le papier. Mais nous devons, avant tout, nous mettre en face des réalités. Réclamer le désarmement de l'armée allemande en campagne? C'est simple. C'est légitime. Mais comment vérifier une telle opération? Traverserez-vous cette armée, de part en part, pour vous poster, avant elle, aux points de passage, et la surveiller? On a prononcé le mot de démobilisation. Ah! je veux bien qu'on la démobilise. Mais, encore une fois, comment? Est-ce que vous comptez occuper l'Allemagne entière? Or, si nous n'occupons pas l'Allemagne entière, par quel moyen aurons-nous jamais la certitude que la démobilisation ne soit pas un leurre ? Passons maintenant à la flotte allemande de surface. Je ne vois pas clairement ce que vous pouvez en redouter. A peine si, durant cinquante-deux mois de guerre, quelques-uns de ses bâtiments se sont aventurés hors de leurs trous. La livraison de tous ces bâtiments-là sera une manifestation qui fera plaisir au public. Mais ce ne sera rien de plus. A quoi bon alourdir de ces additions un armistice qui n'a qu'un objet, un seul objet : mettre l'Allemagne hors d'état de nuire? Et puis, dites-moi ce que vous ferez si les Allemands, après avoir accepté les conditions sévères mais suffisantes que je propose, refusent de souscrire aux conditions humiliantes que vous suggérez ? Pour maintenir ces conditions nouvelles, allez-vous risquer la reprise des hostilités et le sacrifice de plusieurs milliers d'existences en pure perte?

Ce langage du maréchal Foch avait fortement frappé M. Clemenceau. Il frappa de même M. Lloyd George et le colonel House.

Une dernière question fut posée :

— Si des clauses plus dures n'étaient pas acceptées tout de suite, dites-nous, monsieur le Maréchal, combien de temps la guerre serait-elle prolongée et quels seraient les risques de cette prolongation?

Le maréchal se récria d'abord :

— Une prévision exacte, en cette matière ! Je ne suis pas en mesure, personne n'est en mesure de vous la fournir. Trois mois, quatre mois, cinq mois. Qui sait ce que cela peut durer!

Enfin, il ajouta, d'une voix très calme :

— S'il m'est impossible de fixer une date, il est facile de vous répondre sur le fond. Voici, sur le fond, la réponse de vos conseillers militaires. Les conditions auxquelles nous nous sommes arrêtés sont précisément celles-là mêmes que, après le succès complet de prochaines opérations, nous devrions et pourrions imposer. Conclusion. Si les Allemands acceptent ces conditions-là, inutile de continuer la bataille. »

En terminant, le maréchal Foch peignit, une fois de plus, en quelques traits saisissants, la situation militaire de l'Allemagne :

— Une armée qui, pendant trois mois, est forcée à la retraite ; qui, pendant trois



COMITÉ INTERALLIÉ A VERSAILLES.
(Section photographique de l'Armée.)

mois, subit de terribles pertes; qui, pendant trois mois, est hors d'état d'effectuer un redressement, c'est une armée battue. Cependant, elle accepte la bataille presque partout et partout elle s'acharne à une destruction systématique. La désorganisation militaire est un fait acquis. D'autre part, voici un autre fait : la lutte se prolonge.

Restait à résoudre la question des clauses navales.

Le Conseil des amiraux persistait à demander la livraison et l'internement de la plus grande partie de la flotte allemande de surface.

Ici, M. Lloyd George intervint d'une façon imprévue.

Lui qui n'avait élevé aucune objection contre les clauses les plus sévères en ce qui concernait les armées de terre, exprima la crainte que les exigences des experts navals ne prolongeassent la guerre sans raison. Il n'hésitait pas à dire :

— Ajournons au moins les décisions jusqu'à ce qu'on sache si l'Autriche capitule vraiment. D'ailleurs, oui ou non, voulons-nous conclure vite la paix ou continuer

la guerre pendant un an? Prendre des bateaux, c'est sans doute chose tentante. Mais ce n'est pas là qu'est la question. Je vais vous rappeler où est la question des questions! Au moment où nous discutons, chacune de nos armées perd, par semaine, plus d'hommes qu'elle n'en a perdus dans n'importe quelle semaine depuis quatre ans d'une guerre sans pareille. Cette question-là doit rester toujours présente à notre pensée.

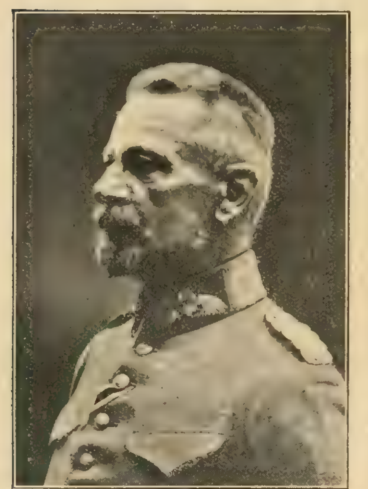
Une autre question, moins sanglante mais non moins grave, fut posée et résolue, le 2 novembre, par Clemenceau. Sur sa demande, dans le texte de l'armistice, on inscrivit les mots : « Réparation des dommages ».

Au même moment, la Conférence de Versailles fixait les termes des armistices demandés par la Turquie et par l'Autriche-Hongrie.

Quand les gouvernements de l'Entente se trouvèrent pleinement d'accord sur le texte de l'armistice qu'allait demander l'Allemagne, ils chargèrent le colonel House de le communiquer au président Wilson, en le priant « d'aviser le gouvernement allemand qu'un parlementaire mandaté pouvait être envoyé au maréchal Foch, le maréchal Foch, assisté d'un amiral anglais, ayant qualité pour agir ».

Le 5 novembre, à la tribune de la Chambre, M. Clemenceau, après avoir lu lentement le texte de l'armistice autrichien, annonça que les clauses de l'armistice allemand étaient transmises au président Wilson. Les applaudissements de toute l'Assemblée redoublèrent, quand il ajouta :

« Le président Wilson fera savoir au gouvernement impérial et... démocratique de l'Allemagne que, pour connaître les conditions de cet armistice, il lui suffit de s'adresser au maréchal Foch. »


GALLWITZ.

La ferme résolution de capituler s'était, peu à peu, en dépit de mainte contradiction, imposée au gouvernement allemand.

On sait que, après le départ de Ludendorff, le chancelier avait pressé de questions les généraux von Mudra et von Gallwitz. Tous deux semblaient encore garder une lueur d'espoir. Mais, dès qu'ils apprirent la capitulation de l'Autriche-Hongrie, ils reconnurent tous deux que la continuation de la lutte devenait impossible.

Le 5 novembre, le général Grœner, qui succédait à Ludendorff, dut avouer au Conseil des ministres :

« La résistance opposée par l'armée allemande aux assauts de l'ennemi ne peut plus être que de courte durée. La démoralisation s'accroît dans nos rangs. Nous devons nous replier jusqu'à la frontière. Combien de temps pourrons-nous y tenir? Personne ne le sait. Tout dépend de ceci : l'ennemi qui nous presse utilisera-t-il ou n'utilisera-t-il pas tous ses moyens d'attaque? »

Cependant Grœner concluait, en diplomate plutôt qu'en homme de guerre :

« Malgré tout, nous gagnerons le temps nécessaire aux négociations. Patientons quelques jours! »

On voyait trop que le Commandement allemand ne pouvait pas se résigner à la

chute des Hohenzollern, encore moins au désarmement de l'Allemagne, c'est-à-dire à sa propre chute.

De son côté, Guillaume II ne songeait aucunement à abdiquer, même pour sauver sa dynastie. Il proposa au gouvernement « de continuer des négociations en vue de la paix, mais en les rendant indépendantes des pourparlers en vue de l'armistice». Il expliquait longuement que l'armistice, considéré en lui-même, ne conduisait pas directement à la paix, mais que les négociations en vue de la paix, dirigées d'une façon plus habile, assureraient, pour l'armistice, des conditions meilleures. A l'en croire, « si le front allemand se consolidait, si le mauvais temps ralentissait les succès de l'Entente, si les négociations en vue de la paix faisaient de sérieux progrès, on verrait l'autorité de M Wilson et l'influence de certains éléments de l'Entente très favorables à la paix prendre un ascendant décisif ».

En somme, la conclusion de Guillaume II était celle du général Grœner : « Patientons ».

Quand le général Mangin apprit que l'armistice avait failli être ainsi reculé, lui qui, le 18 juillet, près de la forêt de Villers-Cotterets, donnait le premier coup dans le flanc de la bête et qui était désigné pour l'achever, le 14 novembre, en Lorraine, s'écria : « Puisse le monde n'avoir pas trop à regretter que les vues de Guillaume II et du général Grœner n'aient pas prévalu dans les conseils du gouvernement allemand ! »

Mais quoi ! A la fin d'otobre 1918, l'Allemagne était hors d'état de patienter.

Le drapeau blanc de la capitulation traverse nos lignes.

Le vice-président du Reichstag, M. Friedberg, résumait ainsi la situation : « Aucun Allemand ne sait plus où il en est. Tous se frappent la tête, sans pouvoir deviner comment ils se trouvent subitement devant l'abîme. »

Le 6 novembre, le Chancelier, prince Max de Bade, se décida à faire partir les plénipotentiaires chargés de négocier l'armistice. A propos de cette décision, un des plénipotentiaires, M. Erzberger, déclara : « L'ordre de lever le drapeau blanc, c'est-à-dire de capituler, nous a été donné, le 6 novembre, avec le consentement formel de la suprême direction militaire. Quand j'ai passé près du front, un de nos généraux m'a confessé que, de ses deux divisions, l'une n'avait plus que 437 hommes; l'autre, que 341. L'écroulement de l'Allemagne n'est pas dû à la révolution, mais au mensonge constant des militaires. »

Dans la nuit du 6 au 7 novembre, Foch fut touché de ce radiotélégramme du gouvernement allemand :

« Le gouvernement allemand, informé par le Président des États-Unis que le maréchal Foch a été investi du pouvoir de recevoir ses représentants accrédités et de leur communiquer les conditions de l'armistice, fait connaître les noms des plénipotentiaires : secrétaire d'État Erzberger, ambassadeur comte von Oberndorf, général von Gundell, capitaine de vaisseau Vanselow, capitaine de cavalerie von Helldorf, et voudrait savoir l'endroit où ils pourront traverser les lignes françaises. En même temps, il demande une suspension d'armes *dans l'intérêt de l'humanité* »

Ces derniers mots du Haut Commandement allemand : *Dans l'intérêt de l'humanité*, respirent une hypocrisie tellement inattendue et tellement impudente qu'elle donne l'impression d'une ironie macabre.

Moins d'une heure après la réception de la dépêche, le maréchal Foch répondit : « novembre, 1 heure 25. Les plénipotentiaires allemands devront se présenter aux avant-postes français sur la route de Chimay-La Capelle-Guise, à 13 heures 30. »

Le général Debeney, qui commandait ce secteur, avait été prévenu. Il se fit représenter par le commandant de Bourbon-Busset et quelques officiers, qui attendirent les Allemands dans une villa, à La Capelle.

Nos soldats du 171ᵉ demeuraient immobiles à leurs postes de combat; tous se rendaient compte de ce qui allait se passer.

L'ennemi eut un long retard. Il avait si profondément ravagé la route! Ses sapeurs travaillaient en hâte à la réparer tant bien que mal! Tout à coup, à 21 heures, dans la nuit qu'épaississait un brouillard d'automne déjà glacial, s'avança un phare d'automobile qui, de tout son feu, illuminait un large drapeau blanc, emblème de la capitulation.

Sur le marchepied de la première voiture, un trompette, debout, lança dans l'ombre quatre notes déchirantes et prolongées. Comme un écho joyeux, éclatèrent alors et se répondirent en sonneries, dans tout le secteur, les clairons de notre 166ᵉ division.

Les automobiles allemandes s'arrêtèrent à Haudroy, petit village à deux kilomètres de La Capelle.

De la première voiture, descendirent Erzberger et le général von Winterfeldt qui remplaçait le général von Gundell.

Les plénipotentiaires furent conduits par nos officiers au Quartier Général de la Iʳᵉ armée, établi au presbytère d'Homblières, à cinq kilomètres de Saint-Quentin. De là, après un repas, ils remontèrent en voiture jusqu'à Tergnier. Un train les y attendait, pour les transporter à la gare de Rethondes.

Les plénipotentiaires allemands devant le maréchal Foch à Rethondes.

A sept kilomètres de Compiègne, dans la direction de Soissons, la petite gare de Rethondes semble perdue, dans un des plus nobles paysages forestiers du monde. De grands arbres, de belles avenues, d'amples et harmonieux horizons, lui donnent, même aux jours les plus sombres de l'année, une sorte de sérénité souveraine. Aujourd'hui, sur un des grands arbres, on lit : « Ici était arrêté le train du maréchal Foch pour la signature de l'armistice, en novembre 1918 ». Écriteau qui, dans ce paysage de féerie, évoque le dénouement d'un drame sans pareil.

Arrivé le 7 novembre à 18 h. 27, le train spécial de Foch avait été garé sur une voie récemment construite pour l'A. L. G. P. (artillerie lourde à grande puissance).

Au point du jour, le train des Allemands apparut, refoulé lentement par l'arrière sur une autre voie de garage. Dans la forêt, entre les deux trains, on dut, à cause de la boue, établir une passerie en caillebotis.

« A quelle heure pourrons-nous être reçus? » demandèrent les Allemands.

Le maréchal Foch leur fit répondre par le général Weygand : « A neuf heures ».

Là-dessus, on leur servit à déjeuner. La façon dont on garnissait leur table, pour le café au lait, leur arracha des cris de radieuse surprise. Erzberger répétait : « *Butter! Butter! Das ist nicht möglich* ». (Du beurre, du beurre! Cela n'est pas possible!)

Au premier coup de neuf heures, ils furent introduits dans le wagon dont le maréchal avait fait son bureau. Erzberger, vêtu d'un très vulgaire costume de voyage, avait une liberté de mouvements et de propos qui contrastait avec l'accablante mission dont il était chargé. Sa large face de vieil étudiant ressemblait de plus en plus au portrait que l'abbé Wetterlé, son ancien collègue du Reichstag, en trace de

deux coups de crayon : une pleine lune barrée d'une brosse à dents. Ancien instituteur wurtembergeois, devenu chef du Centre à force de basses intrigues, et millionnaire à force d'affaires louches, Erzberger s'était montré, au début de la guerre, un acharné partisan des plus vastes annexions. Chargé de la propagande à l'étranger, il rémunérait abondamment tous les efforts, sans oublier aucun de ceux qu'il multipliait en personne. Dès que le régime impérial commença à s'effondrer, il offrit ses services à n'importe quel régime nouveau.

Le général von Winterfeldt était loin d'avoir l'aplomb jovial de ce financier. Les Français qui l'avaient connu attaché militaire à Paris, s'étonnaient de le voir si affaissé et si vieilli. En 1912, pendant qu'il suivait nos grandes manœuvres dans le Sud-Ouest, il avait été victime d'un accident d'automobile. La France, la bonne France, pour panser sa blessure, lui avait donné la croix de la Légion d'honneur. Il s'en était montré reconnaissant à la manière prussienne : tout de suite, il avait fondé, près de la frontière espagnole, un centre d'espionnage et de désertion. A Rethondes, pour se présenter devant le maréchal Foch, il mettait son ruban rouge. Le maréchal lui fit dire : « Je vous autorise à enlever cette décoration .» Il l'enleva. Mais pourquoi la mettait-il? Toujours la manière prussienne! Le Prussien a toujours deux plans : flatter et blesser. Il vous marche sur le pied parce qu'il est empressé et maladroit; il appuie parce qu'il est méchant.


AMIRAL WEMYSS.
(Photo Manuel.)

La délégation allemande, Erzberger président, Winterfeldt, Oberndorf, les capitaines Vanselow et Geyer, fut introduite, dans le wagon-bureau du maréchal Foch, par le général Weygand. Chacun de ses membres prit place devant la table, à l'endroit où son nom était inscrit. Alors, le maréchal Foch entra, vêtu de son uniforme gris de fer, avec deux rangs de décorations en ruban, et coiffé de son képi à feuilles d'or. L'amiral anglais Wemyss était à sa gauche; le général Weygand, à sa droite.

— Messieurs, dit-il, à qui ai-je l'honneur de m'adresser? De la part de qui venez-vous?

Dans cette question, il y avait tout un monde ou, plus exactement, la ruine de tout un monde qui s'était cru inébranlable!

« De la part de qui venez-vous? »

Au nom de qui les plénipotentiaires allemands allaient-ils parler?

En même temps que le trône des Habsbourg, le trône des Hohenzollern s'était écroulé.

L'Allemagne, dans l'épouvante de l'invasion, s'abandonnait au désordre. L'anarchie, prêchée par les bolchevistes, avait éclaté d'abord dans les ports, à Hambourg et à Kiel. Marins et ouvriers, arborant le drapeau rouge, y formaient des Soviets.

Le prince Henri de Prusse, grand-maître de la Marine, oncle de l'Empereur, s'était enfui. Des insurrections suivirent, à Leipzig et à Stuttgart.

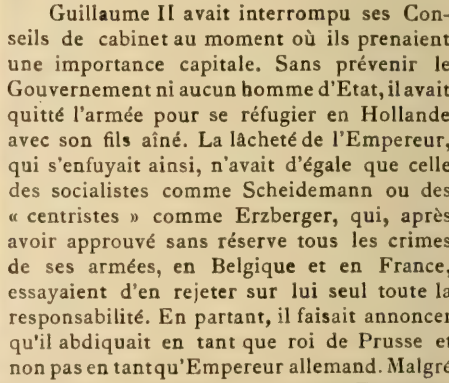
Le 7 novembre, à Munich, une assemblée vota « l'abdication du roi et l'acceptation de l'armistice ». Le lendemain, cette assemblée publiait, en l'honneur de la République bavaroise, un manifeste, signé par le socialiste Kurt Eisner, sorti de prison depuis la veille.

Dans plusieurs grandes villes, les prisons s'étaient ouvertes. Les trains cessaient de circuler. Des Comités d'ouvriers, de soldats et de paysans avaient pris la place des autorités militaires, particulièrement à Augsbourg, à Cologne, à Hanovre, à Magdebourg, à Dresde, à Dusseldorf, à Essen. Sur le front, un Soviet imposait sa volonté à Hindenburg.



HENRI DE PRUSSE.

Le 9, à Berlin, Fehrenbach, président du Reichstag, proclama la « République allemande ». Ce fut le fameux *samedi rouge*, que certains Allemands rêvent d'inscrire parmi les grandes journées émancipatrices de l'humanité.



Guillaume II avait interrompu ses Conseils de cabinet au moment où ils prenaient une importance capitale. Sans prévenir le Gouvernement ni aucun homme d'Etat, il avait quitté l'armée pour se réfugier en Hollande avec son fils aîné. La lâcheté de l'Empereur, qui s'enfuyait ainsi, n'avait d'égale que celle des socialistes comme Scheidemann ou des « centristes » comme Erzberger, qui, après avoir approuvé sans réserve tous les crimes de ses armées, en Belgique et en France, essayaient d'en rejeter sur lui seul toute la responsabilité. En partant, il faisait annoncer qu'il abdiquait en tant que roi de Prusse et non pas en tant qu'Empereur allemand. Malgré l'ultimatum des socialistes, il ne devait signer son abdication en tant qu'Empereur que le 28 novembre, au fond de sa retraite, à Amerongen. Quant au chancelier Max de Bade, tout de suite il avait remis ses pouvoirs au socialiste Ebert, ancien ouvrier bourrelier.

Ainsi disparaissait l'éphémère successeur du chancelier Hertling, lequel avait succédé au chancelier Michaëlis, lequel avait succédé au chancelier Bethmann-Hollweg, dont leur était venue leur devise, à tous : « Nécessité fait loi ».

Quel était cet homme qui remplaçait ainsi brusquement le prince Max de Bade? Ebert, né à Heidelberg en 1871, à peine sorti de l'école primaire était entré en apprentissage. Bientôt, la lecture des publications socialistes l'occupa plus que la confection des selles et des harnais. Grâce à son humeur à la fois engageante et docile, il devint secrétaire d'un groupement social-démocrate, puis membre du Comité central de la sociale-démocratie. Au Reichstag, où il entra en 1912, il afficha une modération voisine de la neutralité. On ne lui connaissait même pas d'ennemi. De petite taille, de forte corpulence, cheveux bouclés, barbiche en pointe, ce révolutionnaire de profession réalisait le type du *besserer Handwerker*, artisan bonasse sur qui vient de tomber un gros héritage.

En somme, sa nomination au poste de Chancelier, puis de Président de la République, constitua toute la Révolution allemande. A peine si Berlin assista à quelques incidents un peu vifs, soit à la caserne des fusiliers de la Garde, dans la *Friedrichstrasse*, artère centrale, soit au Marstall, écuries du roi. Ce Fritz Ebert, que la malice berlinoise appelait Fritz-le-Petit, en feignant de l'opposer à *Fritz-der-Grosse*, Frédéric-le-Grand, restait le plus effacé des hommes. Mieux que personne, il convenait donc pour jouer le premier rôle dans cette ample mystification qui s'appelle la Révolution allemande.

En même temps que le roi Louis III de Bavière, abdiquaient le roi de Wurtemberg, le grand-duc de Saxe-Weimar, le duc de Brunswick, le prince Henri de Reuss, le prince Léopold de Lippe. Toutes les couronnes tombaient, mais pas une tête couronnée. Les deux grandes révolutions de l'histoire, celle d'Angleterre et celle de France, s'étaient caractérisées par l'exécution capitale d'un roi : Charles Ier en 1648 ; Louis XVI, en 1793. Or, l'Allemagne comptait une vingtaine de souverains qui, par leur inconscience et leur déloyauté, venaient de lui faire tuer un million et demi d'hommes et de conduire ses États à la ruine. Et tous ces souverains, avec tous leurs héritiers, jouissaient d'une parfaite immunité et pouvaient, dans une retraite dorée, à quelques pas de leurs palais, devant les statues intactes de leurs aïeux, attendre paisiblement le rétablissement de leur trône.



EBERT. (Photo Rol.)

D'ailleurs, dès le début, la révolution allemande manqua de ce qui faisait l'honneur et la vie même des révolutions véritables : la foi dans les principes et la générosité dans les aspirations. A Berlin, le Comité d'ouvriers et de soldats, que représentait Ebert, avait contre lui Karl Liebknecht et le Comité Spartacus, qui réclamaient « une révolution vraiment révolutionnaire ». A côté d'eux, le plus ardent pamphlétaire de l'Allemagne, Maximilien Harden, foulant aux pieds tout ce qu'il avait écrit, en 1914, à la gloire de la guerre impériale, fulminait un réquisitoire impitoyable non seulement contre l'impérialisme allemand, mais contre les prétendus démocrates qui laissaient cet impérialisme impuni. Il s'écriait : « Cinquante-deux mois de domination en Belgique, avec rapt des matières premières, des machines, des marchandises de toutes sortes, des milliards en argent comptant et en billets de banque, avec violation du droit, travail forcé, déportation, et, en dernière heure encore, avec destruction de villes industrielles et pillage ! Cinquante-deux mois de domination dans la France du Nord, avec pillage, dévastation, destruction des cathédrales, des châteaux, des usines, des fabriques, des arbres fruitiers ! Cinquante-deux mois de guerre universelle, avec bombardements aériens, contraires à tous les usages reconnus, torpillages de paquebots et de navires-hôpitaux, pactes clandestins unissant l'Allemagne aux Irlandais et aux Flamands ; introduction de bombes et de bacilles dans les pays neutres ! Ajoutez, à tant d'atrocités, des massacres immenses en Arménie et, partout, la corruption, la fraude, le vol, la violation secrète ou publique du Droit ! Voilà

des forfaits sans précédent, dont on aurait dû sur l'heure arrêter et juger les auteurs les plus haut placés. »

Au réquisitoire de Maximilien Harden, comme aux menaces « spartacistes », Ebert répondait : « Voyons le danger où il est. En ce moment, nous devons écarter l'invasion, éviter la famine, décider les fonctionnaires de tous les degrés à demeurer à leur poste et, avant tout, signer l'armistice. »

Quarante-huit ans avant, la France qui venait de perdre toutes ses armées régulières à Sedan et à Metz, avait continué la lutte pour sauver l'honneur. L'Allemagne ne songeait qu'à l'intérêt.

Le 10 novembre, à 20 heures, Ebert et Scheidemann convoquèrent le Président et les membres les plus autorisés du Reichstag. Après un rapide exposé des faits nouveaux, Ebert demanda : « Quelqu'un d'entre vous se prononce-t-il contre l'armistice ? » Pas un mot. Après quelques minutes du plus tragique silence, Ebert donna lecture de ce télégramme, qu'il expédia à 21 heures : « Le gouvernement allemand accepte les conditions qui ont été formulées, le 8 novembre. »

Rien n'était plus vague que cette formule : « le gouvernement allemand ». En revanche, rien ne fut plus précis que les conditions posées.

Les conditions de l'armistice.

A la question posée, le 8 novembre, par le maréchal Foch aux plénipotentiaires allemands : « Qui êtes-vous ? De la part de qui venez-vous ? », Erzberger avait répondu : « Nous sommes les plénipotentiaires envoyés par le gouvernement allemand. Voici nos lettres de crédit. »

— Je vais lire cela, dit le maréchal.

Et, suivi de l'amiral Wemyss, il rentra dans son wagon particulier.

Les lettres de crédit, signées Prince Max de Bade, désignaient, comme chef de la mission militaire, le général von Winterfeldt, à la place du général von Gundell. Ce von Gundell, commandant un détachement d'armée en Alsace, était parvenu à esquiver l'infâme honneur qu'on lui réservait !

Quelques minutes après, Foch retourna au wagon-bureau et, sans s'asseoir, demanda :

— Quel est l'objet de votre visite ?

Erzberger répondit :

— Recevoir les propositions des Alliés, pour arriver à un armistice sur terre, sur mer...

Foch l'interrompit :

— Je n'ai pas de propositions à faire.

Tout de suite, le diplomate Oberndorf se porta au secours d'Erzberger.

— Si Monsieur le Maréchal aime mieux, nous dirons que nous venons pour avoir communication des conditions auxquelles pourrait se signer l'armistice...

Le piège restait trop visible.

— Je n'ai à vous faire aucune communication, interrompit Foch.

Alors, Erzberger tira de sa poche un papier et lut le passage de la note où le président Wilson annonçait que le maréchal Foch était « autorisé à faire connaître les conditions de l'armistice ».

— L'armistice ! s'écria Foch. Soit ! Oui ou non, le demandez-vous ?

— Nous le demandons, répondirent vivement ensemble Erzberger et Oberndorf.

— En ce cas, je vais vous faire connaître à quelles conditions les gouvernements alliés, par mon intermédiaire, consentent à vous l'accorder.

Cela dit, le maréchal s'assit. Tous l'imitèrent. Le général Weygand lut les conditions.

A mesure que les clauses militaires se succédaient, Winterfeldt pâlissait et baissait la tête. Erzberger, à qui on venait de remettre une copie du document, en suivait la lecture, des yeux et du doigt, avec l'attention dégagée d'un procédurier. Les principaux passages étaient, au fur et à mesure, traduits en allemand pour tous les plénipotentiaires.

Quand on arriva aux clauses navales : livraison de toute la flotte de guerre allemande, Winterfeldt eut un sursaut :

— Livrer notre flotte sans qu'elle ait combattu !

— Elle n'a qu'à sortir, répliqua l'amiral Wemyss.

Après la lecture qui, avec les traductions, dura plus de cinquante minutes, Foch conclut :

— Messieurs, je vous laisse ce texte. Vous avez soixante-douze heures pour y répondre. D'ici là, vous pouvez me présenter des observations de détail.

— De grâce, Monsieur le Maréchal, s'écria Erzberger, n'attendez pas ces soixante-douze heures. Dès aujourd'hui même, vous devez arrêter les hostilités. Nos armées sont en proie à l'anarchie. Le bolchevisme, qui gagne l'Allemagne, menace toute l'Europe et la France elle-même !

— Je ne sais pas, répondit Foch, dans quel état sont vos armées. Mais je sais dans quelle situation sont les miennes. Non seulement je n'arrêterai pas l'offensive, mais je vais donner l'ordre de redoubler d'énergie en la continuant.

A ces mots, Winterfeldt s'était levé. Étalant, d'une main tremblante, les feuillets de la communication écrite au nom de « la délégation allemande », il débutait ainsi :



ERZBERGER. (Photo Rol.)

— Bien que le gouvernement allemand soit absolument décidé à étudier le plus vite possible les clauses de l'armistice, un délai sera indispensable. Il faut que nos Etats-Majors se concertent sur les détails de l'exécution. Or, comment pourraient-ils communiquer et discuter ensemble, si les hostilités n'étaient pas interrompues ? Je vous demande donc une suspension d'armes pour plusieurs raisons techniques...

Foch l'arrêta.

— Sans doute, les discussions techniques seront tout à fait opportunes dans soixante-douze heures. Mais pas avant ! D'ailleurs, ce chiffre de soixante-douze heures a été fixé par les gouvernements alliés dont je suis le mandataire. D'ici là, l'offensive continue.

— Un mot encore, reprit Erzberger. Pourrons-nous avoir des entretiens particuliers avec la délégation alliée ?

— Oui. Le général Weygand et l'amiral Hope sont autorisés, pour les discussions de détail, à s'aboucher avec vous.

Les trois jours, fixés pour le délai, couraient à partir du 8 novembre, 11 heures du matin, heure française.

Le capitaine allemand Helldorf fut chargé de porter au gouvernement de l'Allemagne le texte officiel des clauses de l'armistice. On lui remit un repas froid, serré dans un panier. Au même moment, l'ordre lui vint d'attendre que quelques lignes fussent ajoutées à son message. C'était justement l'heure du déjeuner. Il se mit à table et mangea chaud. A la fin de cette aubaine, sur laquelle il n'avait pas compté, le message complété lui fut rendu. « Vite, en route ! — Bien », répondit-il avec un empressement correct. Mais, sur le seuil, il joignit les talons et demanda respectueusement le panier contenant le repas froid. Le général Guillaumat, à qui on signala ce menu fait, se contenta de sourire : « Bah ! ce doit être un vrai soldat, puisqu'il ne s'embarque pas sans biscuit. »

A vrai dire, la précaution prise par le capitaine Helldorf ne fut pas de trop. Les multiples épreuves qui l'attendaient prouvèrent, une fois de plus, la désorganisation, le désordre et le désarroi de l'armée allemande. Au moment où, pour se rendre au Grand Quartier Général de Spa, dûment prévenu de son retour, il se présenta aux avant-postes allemands, il eut beau agiter son drapeau blanc : il fut accueilli par des coups de fusil. La nuit tombait. Il fit sonner le clairon. La fusillade redoubla.

Pendant de longues heures, entre les fusils et le clairon, se continua le duo. Notre Etat-Major, averti de ce fâcheux malentendu, prépara en hâte un avion muni de deux flammes blanches à la carlingue. Mais, au point du jour, Helldorf, porteur de la réponse que l'Allemagne implorait, réussit à poursuivre sa route en automobile.

Pendant tout ce temps, à Rethondes, Erzberger et ses collaborateurs, dans leurs entretiens avec le général Weygand et l'amiral Hope, travaillaient à démontrer que l'armée allemande était la seule force capable de maintenir un peu d'ordre en Allemagne et de protéger la France contre le bolchevisme. A les en croire, la France avait tout intérêt à ne pas détruire l'armée allemande en lui enlevant ses mitrailleuses et ses locomotives. Le 9, ils reçurent un renfort précieux dans la personne du major von Bapst qui, au Grand Quartier Général de Ludendorff, avait été à la tête du service des communications et des transports. Bapst annonçait que les spartacistes occupaient tous les ponts du Rhin.

— Pas un train de ravitaillement ne peut plus passer le fleuve. L'armée allemande est embouteillée en Belgique. L'an dernier, à pareille époque, à Brest-Litovsk, nous dictions la paix aux bolchevistes. Aujourd'hui, le bolchevisme pénètre chez nous en maître.

D'autre part, Foch venait d'apprendre la démission du chancelier Max de Bade et les troubles qui bouleversaient l'Allemagne. D'heure en heure, les plénipotentiaires allemands lui faisaient remettre de nouvelles observations écrites.

— Un déluge de papier ! disait-il. L'Allemagne essaie sur moi le procédé de la submersion.

Le 10, à 9 heures du matin, il leur fit porter sa réponse, laquelle était négative sur presque tous les points. Le même jour, à 17 heures, il leur rappela que tout devait être terminé pour le lendemain, à 11 heures. Leur signature ne pouvant être donnée qu'avec l'autorisation du gouvernement allemand, ce gouvernement devait donc répondre sans le moindre retard.

— Un retard ? déclara Winterfeldt à Weygand. Il n'y en aura pas. Que le nouveau chancelier s'appelle Ebert, Haase ou Liebknecht, soyez sûr que, en ce moment, il signe l'armistice.

Winterfeldt ne se trompait pas. A 19 heures, le maréchal Foch reçut communication d'un radiotélégramme, capté par notre télégraphie sans fil :

« Gouvernement allemand à plénipotentiaires allemands.

« Vous êtes autorisés à signer l'armistice. Signé : Le chancelier de l'Empire. »

Cette signature était accompagnée du chiffre 606, convenu d'avance pour confirmer les pouvoirs.

Suivaient un long message de Hindenburg et une longue note du gouvernement. C'était une double protestation contre les exigences des Alliés « qui n'hésitaient pas à condamner à la famine un peuple entier, y compris les femmes et les enfants ».

— Êtes-vous prêts à signer? demanda-t-on à Erzberger.

— Oui. Qu'il nous soit seulement permis de déchiffrer entièrement le texte qui suit la dépêche du chancelier.

A minuit, les plénipotentiaires prévinrent le maréchal qu'ils étaient à ses ordres.

Dès qu'ils furent introduits dans le wagon-bureau, le maréchal leur fit donner lecture des conditions définitives, texte complet avec deux annexes.

Lecture faite, ils insistèrent pour obtenir de nombreuses modifications. Le maréchal, « pour raisons techniques », leur accorda trois atténuations : 25 000 mitrailleuses à livrer au lieu de 30 000; 1 700 avions, au lieu de 2 000; 5 000 camions au lieu de 10 000 En outre, il leur promit « de promptes mesures pour le ravitaillement de l'Allemagne ».

A 5 heures, tout se trouva réglé. Les Français et les Anglais signèrent, puis les Allemands. Le porte-plume qui avait servi aux vainqueurs fut gardé par Foch; celui qui avait servi aux vaincus fut offert, en trophée, à Clemenceau; plus tard, le wagon lui-même devait être remis au Musée de la guerre.

Le train des Allemands partit de Rethondes, à midi, pour Tergnier. De là ils regagnèrent Spa en automobile.



L'ARMISTICE. — LA FOULE PLACE DE LA MADELEINE.
(Photo Meurisse.)

A 7 heures, Foch s'était rendu à Paris. A 9 heures, il était chez Clemenceau. Le premier mot de Clemenceau fut :

— Quelles concessions *leur* avez-vous faites?

Après avoir répondu à cette question, Foch demanda que, pour annoncer officiellement l'armistice, le canon fût tiré à 11 heures. Clemenceau préférait que l'on attendît jusqu'à 4 heures de l'après midi.

— Nous ne devons lire les clauses de l'armistice au Parlement qu'à l'heure où la Chambre des Communes pourra en être informée.

Foch répliqua :

— Les armées alliées sont alertées depuis la nuit. Le dernier coup de fusil sera tiré à 11 heures. Tout le monde le saura.

— Hé bien! à 11 heures, le canon.

En quittant Clemenceau, Foch lui dit :

— Mon travail est fini. Le vôtre commence.

L'Assemblée, en attendant le premier coup de quatre heures, expédiait son travail habituel, suivant l'ordre du jour. Tout à coup, une immense clameur remplit la salle. Clemenceau arrivait. Paris, débordant d'allégresse, acclamait le Ministre de la Guerre du Droit.

Clemenceau monta à la tribune et posa devant lui un cahier à couverture verte, plié en deux.

L'Assemblée entière l'applaudissait, dans un mouvement d'unanimité irrésistible. Le socialiste Jean Bon et l'abbé Lemire, du même geste, tendaient les mains vers lui. Et Clemenceau songeait aux 107 députés de l'Assemblée nationale de Bordeaux qui, le 1er mars 1871, avaient signé, avec lui, une si poignante et si prophétique protestation contre le traité de paix livrant l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne.

Ce cahier à couverture verte qu'il apportait à l'Assemblée, le 11 novembre 1918, contenait la réparation du droit et la restitution à la France de ses deux provinces inébranlables.

Mais, d'abord, son patriotisme éprouvé lui ordonna de mettre à profit l'émotion sublime de l'Assemblée.

D'une voix assourdie par des larmes de joie, il dit :

— Faisons-nous les uns aux autres, en ce moment sans pareil, le serment de toujours travailler, de toutes les forces de notre cœur, au bien public.

Tous les cœurs sans doute firent ce serment.

Alors il lut lentement les clauses de l'armistice.

« Evacuation, en quinze jours, de la Belgique, de la France, du Luxembourg, de l'Alsace et de la Lorraine. Rapatriement de tous les habitants. Les troupes allemandes qui n'auraient pas évacué ces territoires seraient faites prisonnières de guerre.

Livraison de 2 500 canons de campagne et de 2 500 canons lourds, de 25 000 mitrailleuses, de 3 000 minenwerfer, de 1 700 avions de chasse et de bombardement, de tous les avions de bombardement de nuit.

Evacuation, en trente et un jours, des pays de la rive gauche du Rhin.

Garnisons alliées aux points stratégiques, ainsi qu'à Mayence, à Coblentz, à Cologne, avec têtes de pont de trente kilomètres de rayon et zone neutre de dix kilomètres parallèle soit au Rhin soit aux têtes de pont.

Dans tous les territoires évacués par l'ennemi, toute évacuation des habitants sera interdite.

Les installations militaires de toute nature seront livrées intactes. De même, les approvisionnements militaires, vivres, munitions, équipements, qui n'auront pas été emportés dans les délais d'évacuation fixés. Les dépôts de vivres pour la population civile et le bétail devront être laissés sur place.

Les voies et moyens de communication de toute nature, voies ferrées, voies navigables, routes, ponts, télégraphes, téléphones, ne devront être l'objet d'aucune détérioration.

Seront livrés, en trente et un jours, 5000 locomotives et 150000 wagons; seront livrés, en trente-six jours, 5000 camions automobiles, plus tout le personnel et tout le matériel du réseau d'Alsace-Lorraine et des pays de la rive gauche du Rhin. »

L'Assemblée s'était levée et applaudissait. Toutes les clauses de cet armistice lui semblaient autant de précautions souveraines, assurant la sécurité de la France. A chacune de ces clauses elle croyait entendre le bruit d'un solide verrou, vigoureusement tiré.

Et elle n'en était encore qu'à l'article VII. Restaient vingt-quatre autres articles à lui lire :

« Tous les approvisionnements, en charbons, en matières d'entretien, en matériels de voies, de signalisation et d'atelier, seront laissés sur place. Les approvisionnements seront entretenus par l'Allemagne, en ce qui concerne l'exploitation des voies de communication des pays de la rive gauche du Rhin.

Désignation en quarante huit heures, sous peine de représailles, des dispositifs de mines.

Droits de réquisition aux Alliés.

Entretien par l'Allemagne des troupes d'occupation, non compris l'Alsace-Lorraine. »

Les applaudissements redoublaient, encore plus enthousiastes. L'Assemblée française saluait au passage ce dernier article, si fier et si délicat, qui marquait si bien que l'Alsace et la Lorraine étaient considérées comme territoire de pure France.

« *Articles X et suivants.* — Rapatriement immédiat, sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre.

Retrait immédiat des troupes allemandes des territoires d'Autriche-Hongrie, Turquie, Roumanie, Russie.

Renonciation aux traités de Brest-Litovsk et de Bucarest, ainsi qu'aux traités supplémentaires.

Evacuation de l'Afrique orientale.

Rapatriement, sans réciprocité, de tous les internés civils et otages. Réparation des dommages. Interdiction d'enlever les valeurs publiques pouvant servir de gages aux Alliés.

Restitution de l'or russe et roumain.



L'ARMISTICE A PARIS SUR LES BOULEVARDS.
(Photo Meurisse.)

Cessation immédiate des hostilités sur mer. Indication de l'emplacement des bâtiments allemands. Avis aux neutres de la liberté de navigation pour les navires de guerre alliés. Restitution, sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre alliés. Livraison aux Alliés et aux Etats-Unis de tous les sous-marins, y compris tous les croiseurs sous-marins et tous les mouilleurs de mines, actuellement existants, avec leur armement et leur équipement complets, dans les ports désignés par les Alliés et par les Etats-Unis. Ceux qui ne peuvent pas prendre la mer seront désarmés de personnel et de matériel, et devront rester sous la surveillance des Alliés et des Etats-Unis. Désarmement et internement, en sept jours, dans les ports neutres ou alliés, des navires de guerre de surface allemands désignés : 6 croiseurs de bataille, 10 cuirassés d'escadre, 8 croiseurs légers dont 2 mouilleurs de mines, 50 destroyers des types les plus récents. Désarmement et surveillance, par les Alliés, dans les ports allemands, de tous les autres navires de surface. Droit de draguer tous champs de

mines qui devront être désignés. Liberté de navigation pour les marines de guerre ou de commerce alliées, dans la Baltique.

Occupation de tous les ouvrages de défense allemands, du Cattégat à la Baltique.

Maintien du blocus, les navires de commerce allemands restant sujets à capture.

Ravitaillement de l'Allemagne dans la mesure reconnue nécessaire.

Groupement et immobilisation, dans les bases allemandes, de toutes les forces aériennes.

Evacuation des ports de la mer Noire, avec remise de tous les navires et matériels allemands, neutres ou russes. Restitution, sans réciprocité, de tous les navires de commerce alliés au pouvoir de l'Allemagne et interdiction de destruction avant restitution. Notification par l'Allemagne aux neutres de l'aliénation des restrictions imposées à leur trafic maritime. Interdiction de transfert sous pavillon neutre.

La durée de l'armistice est fixée à trente-six jours avec faculté de prolongation. »

Lorsque M. Clemenceau ajouta : « Le feu a cessé ce matin, à 11 heures, sur tout le front », un coup de canon retentit sous la voûte même du Palais Bourbon.

Paris, qui si longtemps avait entendu le canon d'alarme, souriait au canon de la délivrance et de la paix.

Avant de refermer le cahier vert, Clemenceau rappela comment la France s'était libérée par la force de ses armées héroïques. En énumérant les signataires de l'armistice, il lança comme un appel de gloire le nom de Foch.

Puis, des larmes mouillèrent de nouveau sa voix :

— J'adresse, dit-il, au nom du peuple français, au nom du gouvernement de la République française, le salut de la France une et indivisible à l'Alsace et à la Lorraine retrouvées. Honneur, immortel honneur à nos grands morts qui nous ont fait cette victoire! Quand nos vivants, de retour sur nos boulevards, passeront devant nous, en marche vers l'Arc de Triomphe, nous les acclamerons. Qu'ils soient salués d'avance pour la grande œuvre de reconstitution sociale. Grâce à eux, la France, hier le soldat de Dieu, aujourd'hui le soldat de l'Humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal. »

Les coups de canon et les applaudissements de l'Assemblée avaient, comme à l'envi, ponctué ces phrases. La *Marseillaise*, entonnée par tous les assistants, députés, diplomates, journalistes, spectateurs et spectatrices, en couronna la conclusion.

A l'unanimité, la Chambre proclama que nos grands soldats et leurs grands chefs, le maréchal Foch et le citoyen Clemenceau avaient bien mérité de la patrie. A ces deux noms furent ajoutés ceux du maréchal Joffre et du président Poincaré.

La joie de Paris se manifestait avec cette grâce cordiale et pittoresque qui n'appartient qu'à la grande ville. Un immense espoir soulevait la patrie vers l'avenir affranchi. De toutes parts des cortèges se formaient. Les mains se serraient, au hasard, fraternellement :

« Enfin, on *les* a eus. — Oui, mais qu'on ne *les* laisse pas échapper! »

A la veille de la libération.

Au moment où l'armistice allait être signé, les principales personnalités d'Alsace et de Lorraine qui se trouvaient à Paris, se réunirent, sous la présidence de M. Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat, au Grand Amphithéâtre de la Sorbonne. M. Maurice Barrès, M. Jules Siegfried, ancien ministre, président de l'Union des

Sociétés alsaciennes-lorraines, M. Andler de Strasbourg, professeur à la Sorbonne, les maires des villes d'Alsace délivrées depuis 1914, enfin, au nom de M. Clemenceau, M. Jeanneney saluèrent nos deux provinces et mirent en lumière ce que la France attendait de son unité qui allait être restaurée.

Dans cette réunion, nous eûmes l'honneur de résumer ainsi les sentiments que la prochaine délivrance de l'Alsace et de la Lorraine inspiraient à la France :

J'étais enfant, à Metz. — « Demain, me dit mon père,
Nous monterons sur la Cathédrale, tous deux. »
C'était mon seul souhait. Pendant la nuit entière,
Je fis l'ascension d'un élan bienheureux.

Pourtant, le lendemain, le début fut sans grâce.
La tour était si noire et l'escalier si dur!
Pas de rampe. Une corde au mur froid comme glace,
Et mes doigts s'écorchaient sur la corde et le mur.

Mon père, de son pas et de sa voix tranquille,
Me soutenait, disant tout bas à mon côté :
— « Monte encore plus haut et tu verras la ville ».
Soudain, Metz m'apparut en sa pure beauté.

C'est la ville française et charmante entre toutes,
Avec son fier labeur d'un si loyal essor,
Avec ses nobles toits, ses magnifiques routes,
Et ses épais vergers piqués de prunes d'or,

Avec son fleuve exquis aux bras pleins de caresse,
Avec ses coteaux droits groupés à l'horizon,
Avec ses vieux remparts d'auguste forteresse,
Vierge que l'ennemi n'eut que par trahison!

— « Monte encore plus haut. Tu verras la Lorraine. »
De nouveau, je montai vers le ciel souriant
Et vis, dans sa douceur fertile et souveraine,
Mon cher pays natal s'étendre à l'Orient.

Pays robuste et bon, pays de grâce austère,
Qui brise l'ouragan et confond les défis!
Ses trésors sont sans fin dans le fond de sa terre,
Ses vertus sont sans nombre aux âmes de ses fils.

— « Monte encore plus haut, et tu verras la France.
Regarde! Les premiers sommets qu'on voit ici,
C'est Sainte-Geneviève et les deux monts d'Amance,
Avant-postes du Grand Couronné de Nancy.

Ces immenses forêts qui moutonnent si drues
Autour de quelque chêne érigé comme un mât,
Ces champs si réguliers où rampent les charrues,
Ces beaux cours d'eau : Moselle et Meuse et Rupt de Mad,

L'Allemagne, enivrée à sa propre fortune,
Et rêvant d'imprimer son poing de fer sur tout,
Guette, pour attaquer, la minute opportune,
Mais la France, l'épée en main, sera debout.

La France est la droiture en acte, fille aînée
De la Justice en qui l'avenir s'éclaira.
A la bataille des batailles condamnée,
A la Victoire des Victoires, elle ira.

Toute cette nature où règnent tous les charmes,
Un jour inévitable et peut-être demain,
Elle retentira d'un monstrueux bruit d'armes :
Ses beaux cours d'eau seront rougis de sang humain. »

— « Monte encore plus haut et tu verras l'Alsace ! »
Par delà les flots bleus des Vosges, elle étend
Ses plaines, ses cités à l'ardeur jamais lasse,
Ses villages au mur solide, au cœur constant.

L'Alsace, beau jardin, vrai jardin de délice
Dont l'Allemagne a fait un cercle de l'enfer,
Doit aussi retourner à la France, ô Justice!
Retrouvant son bonheur dans la chair de sa chair.

Cette terre d'Alsace est pour tout homme libre
Le symbole du Droit rétabli sans retour,
C'est le gage sacré du monde en équilibre.
Le chemin de la paix passera par Strasbourg.

— « Monte encor, monte encor, et regarde le monde,
Plus loin, cent fois plus loin que ne portent tes yeux,
Partout doit se fonder, un jour, la foi profonde.
Tu verras l'aube sainte éclairer tous les cieux. »

De l'abjecte prison, l'humanité s'évade,
L'Allemagne pour elle en vain forgea des fers.
C'est sur le globe entier une immense croisade,
La Croisade du Droit, délivrant l'univers.

La France a tout souffert d'abord. Dans son martyre,
Ses soldats ont livré des combats de géants.
Mais le monde comprit son devoir. Dieu l'inspire.
Une jeunesse en fleur passa les Océans.

La France, en ayant tout souffert, sauva le monde,
Et le monde sauva la France. Rien de plus.
Ces mots, ces triples mots de vérité féconde,
Ce sont les plus divins qu'en histoire on ait lus.

Nos chers morts qui, du fond de la tombe fleurie,
Comme un rempart sacré protègent la Patrie,
Attendent la rançon de toutes leurs douleurs.
Visibles pour nous seuls jusque dans la nuit noire,
   Ils tiennent leurs yeux pleins de gloire
   Fixés sur nos yeux pleins de pleurs.

Si l'on eût fait la paix que l'ennemi demande,
Une paix sans victoire, une paix allemande,
Les yeux de nos chers morts, douloureux et meurtris,
Ces yeux qui ne voudraient pourtant que nous sourire,
   Se chargeraient, pour nous maudire,
   De colères et de mépris.

Mais certe, il n'en fut pas ainsi. La France est digne
Du sang versé pour elle à flots par ses enfants.
Gloire à la Croix des morts! Nous vaincrons par ce signe,
Et nos martyrisés seront des triomphants.

La France avait le droit. La France aura le nombre.
Déjà, nous avons vu combattre à nos côtés,
Contre les nations de perfidie et d'ombre,
Toutes les nations d'honneur et de clartés.

Cet empire sans foi qui s'arrogeait l'espace
Sera mis hors d'état de nuire pour jamais.
Notre Lorraine exquise et notre noble Alsace
Reviendront dans nos bras, en doux gages de paix.

Donc, tu ne seras plus une vaincue, ô France!
Et tu ne verras plus, aux regards d'amitié
Qu'attachera sur toi tout l'univers qui pense,
Se mêler cette chose atroce, la pitié.

Ton drapeau flottera très haut, dans la lumière
D'un ciel débarrassé du brouillard allemand,
Car le monde, fidèle au Droit comme au Serment,
Te rend ta place vraie, ô France, la première!

« Le jour de gloire est arrivé. »

Après la signature de l'armistice, le 11 novembre, six journées se passèrent en opérations préparatoires.

La commission de Spa, présidée par le général Nudant, prit livraison d'une partie, d'ailleurs assez faible, du matériel de guerre allemand que déterminait une des clauses. Les armées victorieuses, belges, britanniques, américaines, françaises, se regroupèrent pour une marche commune, à belles étapes.

Sur tous les chemins qu'elles devaient suivre, on rechercha avec soin les mines à retardement que l'ennemi avait multipliées. Des écriteaux étaient posés aux endroits où se trouvaient des pièges pour les tanks.

Enfin, le 17 novembre, à 6 heures (l'heure H des anciennes offensives), fut donné le signal que, depuis cinquante-deux mois, nous attendions, comme on avait attendu le Messie, ce grand signal de gloire et de justice : droit au Rhin!

Les drapeaux se déployèrent. Musiques et fanfares résonnèrent à l'envi.

Au même moment se mettaient en marche : notre IIe armée, sous les ordres du général Hirschauer ; notre IVe armée, sous les ordres du général Gouraud ; notre VIIIe armée, sous les ordres du général Gérard ; notre X^{e} armée, sous les ordres du général Mangin ; la IIIe armée américaine, sous les ordres du général Dickmann ; la IVe armée britannique, sous les ordres du général Rawlinson ; la IIe armée britannique, sous les ordres du général Plumer ; les armées belges.

Du sud au nord, ces armées victorieuses s'avançaient en un ordre admirable. Devant elles, à distance respectueuse, l'ennemi vaincu battait en retraite. Dans son désordre, il abandonnait même son butin : sacs pleins de linge et de vêtements, meubles, bétail. Sur la Meuse, 720 péniches et, le long de la Meuse, 990 wagons remplis de matériel agricole et de marchandises étaient laissés sans conducteur. Les soldats en fuite tentaient de vendre les vaches qu'ils devaient emmener. Des centaines de ces bêtes, exténuées, erraient sans maître dans les pâturages.

A Bruxelles, dès le 10 novembre, la République allemande avait été proclamée au balcon du Palais de la Nation. A la façade des édifices occupés par les autorités allemandes, le drapeau noir, blanc et rouge de l'Empire avait été remplacé par le drapeau rouge de l'Internationale. Tous les fonctionnaires titrés qui formaient la *Zivilverwaltung*, le *General Gouvernement*, disparaissaient comme des fantômes.

Tous les officiers furent dégradés; quelques-uns tués par leurs soldats. Le gouverneur de Bruxelles et le prince héritier de Bavière avaient réussi à trouver chacun une cachette sûre.

L'ordre, la prospérité et la dignité allaient revenir à Bruxelles. Déjà l'avant-garde du roi Albert I[er] approchait. Le dimanche 18, au point du jour, les cloches commençaient à sonner joyeusement. Les derniers Allemands restés dans la ville, ayant vendu tant bien que mal ce qu'ils avaient volé de plus précieux, déguerpissaient. Le peuple se pressa sur la noble place du Marché et chanta la *Marseillaise*. Jamais n'avait paru plus juste qu'en ce moment le mot de Gœthe : « La *Marseillaise* est un *Te Deum* ».

Nous rentrons en Alsace et en Lorraine.

Le dernier radiotélégramme officiel allemand de la Guerre du Droit est une dépêche à l'adresse du maréchal Foch, datée du 11 novembre 1918 et signée du maréchal Hindenburg. Le Commandant en chef des armées de la Quadruplice suppliait Foch de faire entrer sans retard ses troupes en Alsace-Lorraine.

« Pas un moment à perdre, concluait-il. Sur certains points, la population alsacienne-lorraine manifeste une attitude hostile à l'égard des troupes allemandes. »

En vérité, la France n'avait pas besoin de cette prière pour hâter le retour de son armée dans les deux provinces qui lui étaient restées si noblement fidèles.

Tout de suite, le général Pétain adressa à nos soldats une proclamation qui, en sa loyauté superbe, respire véritablement toute la Victoire du Droit.

« Aujourd'hui, sur la terre d'Alsace qui nous est si chère, vous pénétrerez en libérateurs. Demain, vous irez encore plus loin. Pour mieux dicter la paix, nous allons porter nos armes jusqu'au Rhin. Vous occuperez, en pays allemand, des territoires qui sont le gage nécessaire de justes réparations. La France a souffert dans ses villes et dans ses campagnes. Mais, en pays allemand, vous ne répondrez pas aux crimes par des violences. Vous resterez disciplinés, respectueux des personnes et des biens. Après avoir battu votre adversaire par les armes, vous lui en imposerez encore par la dignité de votre attitude. Le monde ne saura ce qu'il doit admirer le plus de votre héroïsme dans les combats ou de votre tenue dans le succès. Je m'incline devant vos drapeaux magnifiques. Vive la France! »

La division marocaine, sous les ordres du général Daugan, se dirigea vers Château-Salins.

Au passage des tranchées, toutes intactes, on remarquait une singulière différence de style entre les lignes allemandes et les françaises. Les trois lignes allemandes étaient creusées et boisées d'une façon plus grossière, mais plus puissante. L'ennemi avait étalé partout le plaisir qu'il ressentait à meurtrir et à torturer la terre de France. Hérissé de ronces naturelles ou artificielles, l'effroyable désert semblait un champ d'éternelle malédiction. En approchant de la ville, nous voyions, le long de la route, des inscriptions en français: «Attention aux mines!» Le piège se composait d'une planche, dissimulée à fleur de sol, qui portait un clou enfoncé dans un

obus d'avion. Les Allemands prisonniers nous disaient : « Votre automobile, en passant sur la planche, aurait fait éclater l'obus! » Voire!

A Château-Salins, les premiers Français furent accueillis par des démonstrations inouïes. A chaque acclamation, la France était passionnément glorifiée et l'Allemagne conspuée de même. Par toutes les fenêtres flottaient des drapeaux fabriqués depuis de longs mois. Le bon Lorrrain qui faisait fonction de maire portait une écharpe du vieux temps français. Les anciens soldats de 1870 montraient leur décoration verte et noire : — Deuil et espérance. Aujourd'hui, il n'y a plus que de la gloire!

A Dieuze, voici le cimetière où dorment des centaines de nos morts. Chacun a son histoire héroïque. Honneur à ces vaillants qui se sont sacrifiés pour protéger la retraite et sauver l'armée! Un grand nombre d'entre eux n'ont pas et n'auront jamais de noms sur leur tombe. Les plaques d'identité étaient entassées à l'ambulance de Dieuze pour être envoyées à Berlin. En glissant un fort pourboire à un employé allemand, M. Latchatz, qui exerçait les fonctions de maire, obtint la permission d'emporter chez lui, pour quelques heures, ces plaques d'identité. Quelle nuit passa M. Latchatz! Jusqu'au matin, aidé de Mme Latchatz, il écrivit aux familles des morts. Les Allemands lurent ses lettres et le menacèrent de l'envoyer en prison. Depuis lors, les plaques d'identité allèrent à Berlin directement. Disposées en collier, beaucoup de ces plaques ornèrent les épaules nues des dames allemandes les soirs de fête.



CHATEAU-SALINS. — ENTRÉE DE LA 1re DIVISION MAROCAINE.

(Section photographique de l'Armée.)

La joie de Dieuze acclamant nos drapeaux devenait de l'extase. Dieuze est une ville si profondément française! On dirait un faubourg de Nancy qu'un magicien aurait enlevé, dans le pan de sa robe, pour le transporter au milieu d'un paysage plus austère mais non moins doux. Le Lorrain de Dieuze est deux fois Lorrain. Il a plus que personne le goût de l'observation, de la discussion et de la précision. Parmi les plus illustres enfants de Dieuze, nous voyons un écrivain nerveux et limpide comme Edmond About, un grand peintre pénétrant et net comme Emile Friant, un musicien probe et pathétique comme Charpentier, un parfait mathématicien comme Hermite.

Près de Dieuze, la malheureuse côte de Delme, prisonnière de l'Allemagne depuis 1870, bardée de fils de fer, labourée de tranchées, crevassée d'abris pour les mitrailleuses, se dressait comme un bastion allemand en face du Grand Couronné de Nancy. A Delme, le maire, le Dr François, fut arrêté, dès le premier jour de la guerre. — « Ne donne pas à ces ignobles drôles la joie de te voir pleurer », dit-il tout bas à sa femme. Elle sourit et, aussi loin qu'elle put voir la voiture qui

l'emmenait, elle agita son mouchoir en répétant : « A bientôt, n'est-ce pas? » L'emprisonnement du maire dura jusqu'à l'armistice. Ajoutons qu'un officier allemand trouva l'occasion de dire à Mme François : « Votre mari est un espion : il sera fusillé tôt ou tard ». Au cimetière de Delme, les Allemands ont mêlé à nos morts quelques-uns de leurs morts. En leur abjecte ignorance du grand cœur français, ils estimaient ce mélange nécessaire pour que le repos de leurs morts fût respecté. Nous le respecterons. Cependant, rien ne serait plus facile pour nous que de distinguer leurs morts. Le bon Delmois qui présidait à l'enterrement ne les a pas couchés dans le même sens que les nôtres. Les habitants de Delme qui avaient eu la douleur de voir les troupes françaises se replier en août 1914, n'ont pas eu la joie de les voir revenir en novembre 1918. Tous avaient été évacués en septembre, lorsque se préparait l'offensive franco-américaine. Mais en revenant ils ont pris leur revanche avec des transports d'allégresse.

Le jour où la division marocaine arrivait à Château-Salins, le 6e corps, sous les ordres du général Duport, s'enfonçait allègrement dans la trouée de Saverne. A Saverne même, la 73e division, commandée par le général Leboucq, faisait son entrée. Saverne, à la veille de la guerre de 1914, avait été un nom de victoire française. Les Alsaciens, insultés par le lieutenant prussien Forstner, montrèrent qu'ils ne craignaient ni la prison, ni le sabre, ni la mitraille. Voici notre drapeau qui flotte sur l'église blessée par deux bombes d'avions allemands; sur l'exquise maison Renaissance qui est une orfèvrerie de bois; sur l'obélisque de grès rose, élevé en 1661, qui indique la distance de Saverne aux principales villes du monde. Une de nos musiques militaires fait entendre la « Marche Lorraine ». La foule se presse : bourgeois en redingote, jeunes filles en merveilleux costume populaire entourent nos officiers et nos soldats. Une sympathie ardente a tout de suite fait d'eux de vieux amis. Sur une table de sapin, sont posés des verres et des bouteilles. Est-ce le vin blanc de ses coteaux qu'offre Saverne? Non, c'est un vin rouge, et qui vient de loin. L'étiquette blanche des bouteilles sombres, que range en bel ordre notre ami M. Merckling, conseiller municipal de Saverne, porte le mot : *Saint-Émilion*. Nos Vosges veulent communier avec tous les coteaux de France depuis le Rhin jusqu'à la Bidassoa.

Le même jour, la IIe armée, commandée par le général Hirschauer, faisait son entrée à Mulhouse. Avec quelle impatience et quelle foi Mulhouse, qui avait acclamé nos troupes, en août 1914, attendait leur retour! Un industriel mulhousien me dit : « Le premier soldat français que j'ai aperçu ici, je lui ai demandé la permission de l'embrasser. — Bon! m'a-t-il répondu en m'ouvrant les bras, est-ce que cela se demande entre Français, *au jour d'aujourd'hui?* » Mulhouse venait de voir les officiers allemands se conduire en poltrons, quand leurs propres soldats les dégradaient. A vrai dire, elle les avait vus se conduire plus lâchement encore, au début de la guerre : à la première approche des troupes françaises, ils fuyaient par les rues, fous d'épouvante et d'alcool. Sur le vieil hôtel de ville pavoisé de drapeaux et de verdures, nous saluons au milieu de guirlandes, la *pierre des bavards*. C'est un moellon, en forme de tête jacassante, que jadis on attachait au cou des médisants pour leur faire faire le tour de la ville. Éclairée par les illuminations, la vieille pierre mulhousienne a un sourire débonnaire. Il nous semble qu'elle aussi crie : « Vive la France ». Plus loin, voici la place où notre ami l'abbé Cetty vient de mourir de joie. Quand la délivrance lui a été annoncée, ses yeux bleus ont resplendi, il a ouvert la bouche pour crier « Vive la France! » et a rendu à Dieu son âme extasiée. Des fils d'ouvriers mulhousiens nous racontent leurs souvenirs de guerre. « En 1915, nous avons été amenés par les Allemands sur le front des Flandres. Le 17 avril 1915, le prince Henri de Prusse inspecta la côte depuis Ostende jusqu'à

Middelkerke. Tout à coup, en voyant que nous portions encore l'ancienne tunique bleu foncé, il demanda : « Pourquoi cet uniforme ? » Au premier mot de notre réponse, il cria : — « D'où êtes-vous donc? — D'Alsace. — De quelle région ? — De Mulhouse. » Alors, lui, le grand amiral frère de l'Empereur, se mit à crier : « Belle nichée! Vous nous avez trahis pour les Français. Ah! nous sommes bien récompensés des bontés que nous avons eues pour vous depuis quarante-cinq ans. Ecrivez à vos parents ce que le prince Henri vous déclare : Nous avons un compte à régler avec vous avant la fin de la guerre. » Jusqu'en 1914, tous les ans, au 14 juillet, 40000 Alsaciens se rendaient de Mulhouse à Belfort. Beaucoup d'entre eux, au fond de la voiture, cachaient un ancien drapeau français. La frontière franchie, ce drapeau prenait l'air de la liberté. Aujourd'hui, les drapeaux français s'épanouissent d'eux-mêmes aux fenêtres mulhousiennes.

Le 18, nos troupes étaient à Colmar, à Neuf-Brisach, à Sarrebourg. Elles s'avançaient sur la route de Saint-Avold. A Sarrebourg, depuis les soupiraux des caves, par où, en 1914, les Allemands tiraient sur nos soldats en retraite, jusqu'aux plus menues lucarnes des greniers, tout s'est pavoisé aux couleurs françaises et tout répète « Vive la France! » Sous le porche de la vieille église à tour carrée, les deux cloches ont été descendues. L'ennemi allait les emporter pour les faire fondre. Sur les murs, une affiche, apposée par la municipalité, prie la population « de réserver à nos soldats un accueil digne d'eux ». Inutile de dire ce qu'a été cet accueil. Les cloches posées sur le parvis en ont vibré. Des drapeaux tapissent tendrement la maison où est né le général Mangin : c'est un des berceaux de la Victoire.

Le long des routes d'Alsace circulent de difformes camions couverts. C'est du matériel boche. Voici Colmar aux pignons en dentelles, aux balcons délicats, aux tours ouvragées. Dans le musée, où les chefs-d'œuvre de Martin Schœngauer avaient été volés par l'ennemi, on trouve encore la maquette du monument sculpté par le grand artiste colmarien Bartholdi, en l'honneur de Gambetta, avec cette inscription : *In clade decus, In luctu spes* (L'honneur dans la défaite et, dans le deuil, l'espoir). Partout, dans la ville, une belle affiche blanche, au cadre bleu, blanc, rouge, exprime les sentiments les plus français, mais avec une savoureuse orthographe qui a l'accent le plus local : « Nous aurons le bonheur de saluer le *trapeau* de la Marne, de l'Yser, de Verdun. » Dans les rues principales, quelques magasins sont fermés par un assemblage de planches. Des soldats alsaciens revenus, en hâte, des camps allemands où ils étaient torturés, avaient vu ces magasins tenus par des Allemands : leur colère s'y est abattue.



METZ. — SOLDATS FRANÇAIS ESCORTÉS DE JEUNES LORRAINES.
(Section photographique de l'Armée.)

Au même moment, les troupes américaines étaient à Longwy et à Briey. Les

troupes britanniques faisaient leur entrée à Charleroi. Près de Marchiennes, nos alliés avaient recueilli 570 wagons et 18 locomotives laissés sur place par le vaincu. Au même moment, la Belgique acclamait nos troupes à Bertrix ; elle les acclamait, le surlendemain, à Neufchâteau : régions tragiques où notre sang avait coulé à flots en 1914.

C'est dans ce jour du 17 novembre, vers six heures du matin, que nous furent dites, à nous, officier français, les paroles les plus émouvantes que nous eussions entendues de notre vie, paroles qui pourtant sont les plus simples du monde : « A demain, midi, devant le portail de la cathédrale de Metz. »

Dans la banlieue de Metz, nos soldats, illuminés de gloire, couverts de fleurs, traversaient les endroits où leurs pères, en 1870, avaient subi les plus humiliantes



METZ. — VISITE PRÉSIDENTIELLE, REMISE DE DÉCORATIONS.

(Photo Rol.)

épreuves. Ici s'était enlisée dans la boue l'admirable armée française de Bazaine. Les Messins avaient vu alors, avec des pleurs de rage, nos drapeaux, entassés à coups de pied dans des caissons, partir pour l'Allemagne. Aujourd'hui, tout se réparait splendidement. Metz attendait ses libérateurs.

Le général Mangin, qui devait entrer à Metz, le 19, avec le général Pétain, chef des armées françaises, fut victime d'un accident de cheval. Les généraux Fayolle, Buat, Lecomte, Maud'huy, entrèrent avec Pétain qui, la veille au soir, avait été nommé maréchal. Sur l'Esplanade, Pétain, à cheval, prit place aux pieds de la statue de Ney. Devant lui, défilèrent l'infanterie de la 37e division, commandée par le général Pougin ; la 3e division de cavalerie, commandée par le général de Boissieu ; le 1er corps de cavalerie, commandé par le général Féraud ; la division marocaine. Parmi les officiers français massés sur l'Esplanade, Mgr de Loblet, évêque de

Gap, coiffé du casque, portait la croix de guerre à côté de sa croix épiscopale. Les trompettes résonnèrent avec un accent superbe. Les yeux et les cœurs se tournèrent vers le drapeau, symbole de la patrie toujours renaissante, grâce à tous les sacrifices de ses enfants. Près de nous, le général de Maud'huy, né à Metz, serrait la main de ses amis retrouvés. Après tant de deuils et d'efforts, il revenait à sa ville bien-aimée comme gouverneur militaire. Près de la place d'armes, nous saluons la maison où La Fayette, un soir de 1777, entendit, pour la première fois, parler des insurgents d'Amérique. Tout de suite, il admira leur courage et approuva leur dessein. « Mon cœur s'engage », déclara-t-il. Dans la nuit même, il prépara son départ. Il avait vingt ans. Marié depuis trois ans, il quitta son foyer et sa jeune femme, pour mettre son épée au service de la justice. Quand les Américains sont venus au secours de la justice, ils ont dit : « La Fayette, nous voici ».

Le préfet allemand de Metz, von Gemmingen, était resté à la préfecture. De même, dans le grand salon, restait le portrait de l'empereur. L'un et l'autre furent écartés, comme il convenait. Les magasins de la ville exposaient à leurs vitrines les portraits de Gambetta et de Thiers. Tout à coup, la *Mute* sonna. La vieille cloche messine qui est là « pour crier justice » criait victoire.

Le 20 novembre, les troupes françaises, en arrivant à Givet, y trouvaient de l'artillerie et des tanks. Le même jour, en Lorraine, elles arrivaient à Forbach.



BRUXELLES. — LE ROI, LA REINE, LE PRINCE HÉRITIER ASSISTENT AU DÉFILÉ DES TROUPES

(Section photographique de l'Armée.)

De la mer d'Écosse à la Suisse, la journée du 21 fut remplie d'opérations également triomphales. A 3 h. 55, moment fixé par les vainqueurs, toute la flotte de guerre allemande se rendit. Spectacle sans pareil ! Le bateau britannique chargé de prendre livraison de cette flotte s'appelait le *Verdun*. Autour du *Verdun*, se tenaient quelques-unes des plus belles unités britanniques, françaises, américaines. Les soixante-dix grands vaisseaux de guerre allemands, arborant le pavillon noir et bleu choisi par le roi de Prusse, s'avançaient à perte de vue, l'un derrière l'autre, comme s'ils étaient tirés par le même fil. Sur l'ordre du vainqueur, ils se dirigeaient vers la base de Rosyth, au Firth of Forth. A l'heure dite, le principal cuirassé allemand, *Friedrich-der-Grosse* (Frédéric-le-Grand) amena son pavillon. Tous les autres vaisseaux allemands l'imitèrent. Pas une détonation Pas un cri. Dans le silence de l'exécution, l'ambition de l'Allemagne, qui avait prétendu être la reine des mers, coulait à fond.

Au même moment, l'armée belge entrait à Louvain, l'armée britannique occupait le sud de Namur, l'armée américaine entrait à Luxembourg.

En Lorraine et en Alsace, le 3e corps, commandé par le général Lebrun, et la 17e division, commandée par le général Roux, entraient à Phalsbourg; la 2e division marocaine, commandée par le général Modelon, entrait à Huningue : nos fanions mouillèrent leur aile dans l'eau du Rhin.

A Phalsbourg, nous saluons la maison où est né le maréchal Mouton, comte Lobau, et, en face, celle où est né notre vieux maître et ami Émile Erckmann (Erckmann-Chatrian, des *Romans nationaux*). Et, tout de suite, nous choisissons la place où s'élèvera le monument en l'honneur d'Erckmann et de Chatrian. Le *Conscrit de 1813*, les victimes de l'*Invasion*, le *Brigadier Frédéric*, le *Banni* de 1871, tous ont été vengés par nos soldats, dont quelques uns sont des Conscrits de 1913.

Le 22 novembre, nous arrivons à Brumath, à Sarreguemines, à Bitche, à Thionville.

La vieille et illustre ville de Thionville, traversée par la Moselle, comptait, en 1914, 15000 habitants dont 6000 Allemands Les envahisseurs, qui cherchaient à la submerger, avaient commencé par la défigurer. En abattant les remparts de Vauban, ils rendaient inexplicable la forme incurvée de ses rues. Son église de forteresse, digne sœur de l'église de Montmédy et de l'église de Belfort, se trouvait, du même coup, amoindrie et humiliée. Après avoir fait disparaître la triple enceinte, les bastions hautains et les portes du temps héroïque, l'ennemi dressait des grilles, bâtissait des redoutes, reliait les deux énormes forts de Guentrange et d'Illange au système défensif de Metz. Tout était combiné pour arrêter l'armée française. Rien n'a servi. L'armée française est entrée à Thionville, au milieu d'une allégresse ravissante. De 1914 à 1918, les Thionvillois avaient souffert toutes les privations en matière de nourriture, de combustibles, de vêtements, surtout de nouvelles. Mais la France revenait. Pleurs de joie! Un Thionvillois nous dit : « Ici passait, le 13 avril 1917, un train rempli d'officiers français prisonniers, que l'ennemi transportait vers une usine menacée par l'aviation française. La population de Thionville les saluait pieusement. Tout à coup, malgré les gendarmes allemands, un employé de la gare se hissa jusqu'à une portière et cria en français : « On les aura ! » Aujourd'hui, toute cette population crie : « On les a ! » avec une ferveur telle que les os du Conventionnel Merlin de Thionville, « le diable noir », comme l'appelait l'ennemi, doivent tressaillir en leur tombe. C'est sur le pont de Thionville, admirable pont jeté sur la magnifique Moselle, qu'a eu lieu une des premières dégradations d'officiers, et dans des circonstances singulièrement pittoresques. Le 8 novembre, un jeune Lorrain que les Allemands avaient contraint à servir dans leur marine, considéra que le moment de la libération ne devait pas tarder davantage, se démobilisa de sa propre autorité et regagna son cher pays natal. Il croisa, sur le pont de la Moselle, un commandant allemand qu'il ne salua pas. Le commandant s'arrêta court : « Tu ne me salues pas? » Le Lorrain, sans rien répondre, regarda le commandant furieux et la Moselle profonde. « Sais-tu, reprit le commandant, que je pourrais te faire emprisonner? Sais-tu que je pourrais t'envoyer au Conseil de guerre? Sais-tu... — Et toi, interrompit notre Lorrain, sais-tu nager? » Cette simple question, faite à voix tranquille, fut pour l'officier allemand un trait de lumière et un coup de foudre. Il s'enfuit, à toutes jambes, vers le bureau militaire où plusieurs généraux se trouvaient réunis. Les généraux aussi furent dégradés. A la gare de Thionville, nous apercevons, entassés dans les wagons ou à même le sol, les débris d'innombrables machines prises dans le nord de la France Chaudières, roues, engrenages, tuyauteries, organes de toutes sortes, ont été brisés méthodiquement. Immense cimetière de fer et d'acier auquel la rouille donne une couleur de sang !

Le même jour 22 novembre, Colmar assistait à l'entrée solennelle de nos

troupes, à la tête desquelles marchaient Castelnau, Hirschauer, Mitry, Lacapelle, Messimy. On présenta à Castelnau les exilés, les internés et les incarcérés, c'est-à-dire ceux qui avaient tout souffert plutôt que de renier leur foi. Parmi ces fidèles, il y avait des jeunes filles condamnées à un an, à deux ans, voire à dix ans de réclusion pour avoir aimé la France. Castelnau leur dit : « Nos fils ont arraché de notre histoire les feuilles de tristesse. Applaudissons nos fils. Ils nous ont vengés ! » En vérité, c'était le cœur de la France qui s'exprimait ainsi par la voix du grand chef.

A Strasbourg, le 22 novembre, le général Gouraud, haute figure de Croisé moderne, faisait son entrée à la tête de la IVe armée.

Au même moment, le roi Albert Ier et le général de Boissoudy étaient reçus, à Bruxelles, par le bourgmestre Max et le cardinal Mercier.

— C'est la condamnation de l'iniquité, dit le cardinal.

— C'est la réparation du droit, dit le bourgmestre.

Le 23, nos troupes pénétraient dans la région de la Sarre. Le 2e corps, commandé par le général Philippot, entrait à Wœrth et à Reichshoffen. Nos drapeaux paraissaient frémir : les autres des centres en frôlaient leur soie.

Dans toute l'Alsace et toute la Lorraine, les fêtes succédèrent aux fêtes, en un irrésistible rayonnement de patriotisme. A Strasbourg, le 25 novembre, entra le maréchal Pétain, accompagné des généraux Castelnau, Gouraud, Hirschauer,



PLACE KLÉBER A STRASBOURG. — LA FOULE ASSISTE AU DÉFILÉ DES TROUPES ALLIÉES.

(Section photographique de l'Armée.)

Humbert, Gérard, Buat. Le 27, le maréchal Foch lui-même vint saluer la statue de Kléber avec le sabre de Kléber qu'une main pieuse lui avait donné.

La veille du jour où les troupes du général Gouraud entrèrent à Strasbourg

nous avions conduit le président du « Comité de réception » de Strasbourg, notre ami Fritz Kieffer, chez le général qui était alors à Obernai. Nous lui demandions de hâter son entrée à Strasbourg où les casernes allemandes étaient au pillage. Fritz Kieffer ajouta :

— Strasbourg désirerait que les Français rentrassent à Strasbourg par l'endroit d'où ils sont sortis en 1871 !

— Par où en sont-ils sortis ?

— Par le Faubourg National.

Le général Gouraud jeta un rapide regard sur le plan de la ville.

— Bien ! dit-il. Nous entrerons à Strasbourg par le Faubourg National.

Le lendemain, eut lieu cette entrée, la plus significative de toutes.

La vaste place du Palais impérial, devenue place de la République, était remplie d'hommes, d'enfants, de femmes. Tous acclamaient frénétiquement nos soldats. Les grands nœuds rouges des jeunes Alsaciennes semblaient des champs de coquelicots devant un océan de bluets.

Sous la poussée de la ferveur patriotique, fléchirent les consignes les plus rigides.

Préoccupé d'éviter tout accident et toute irrégularité, le général Gouraud avait ordonné qu'on empêchât n'importe quel élément civil de se glisser dans les rangs. Soudain, derrière les spahis, on vit galoper, sur de beaux chevaux rustiques, de jeunes paysans portant en sautoir des écharpes aux couleurs françaises : c'étaient les arrière-neveux des cavaliers rustiques à qui Napoléon Ier disait : « L'Alsace à cheval vaut l'Alsace à table, ce qui n'est pas peu dire. » Puis, quand arriva l'artillerie, le premier canon de 75 apparut, tout chargé de jeunes Alsaciennes en costumes délicieux. Nos artilleurs, qui savaient si bien refouler l'ennemi, n'avaient pas, cette fois, été les plus forts. A cette vue, le général Gouraud fit un geste d'indignation amusée, et s'il ne leva pas ses deux bras au ciel, c'est que l'ennemi lui en a pris un.

La foule acclame Gouraud. Elle acclame son chef d'état-major, le colonel Pettelat, que, sans ses galons, on prendrait pour un sous-lieutenant. Le 7e régiment défile. Son colonel, lui aussi, semble avoir vingt ans. Bravo le 7e! Bravo le 25e ! Bravo le 47e ! Bravo le 155e ! Bravo le 14e ! Les baïonnettes s'éloignent avec un dernier éclair ardoisé. Voici d'autres canons. Bravo, tous les canons ! Les chiffres de leur calibre sont, eux aussi, à la gloire. Le 75 avant tout ! Puis, le 100 à tir rapide ! Puis, le 120 long ! Puis, le 155 ! Et le reste qui vaut aussi son pesant d'or. Aux boucliers de ces canons sont inscrits des noms si tendres et si vaillants ! Voici *Marianne.* Voici *Marthe.* Voici... Oh ! ce nom en lettres superbes : *Alsace* ! Un de nos canonniers a écrit ce nom, amoureusement, sur le champ de bataille. Aujourd'hui, Strasbourg, sur l'ex-place Impériale, le lit à travers ses larmes. Puis, Strasbourg éclate de rire. Voici le *Tigre.* Voici *Nénette.* Naturellement, *Rintintin* suit. Les rires redoublent. Strasbourg est devenue bien parisienne. A toute allure, défile l'artillerie d'assaut : veste de cuir, casque sans visière. Viennent ensuite les tanks, dans un sillage d'applaudissements forcenés. L'Alsace liait connaissance avec la grande ménagerie de la guerre moderne. Camouflés de vert et de jaune, coiffés de la coupole hémisphérique d'où les canons s'allongent comme des trompes, ces pachydermes d'acier sont, comme il sied, à la fois massifs et souples. A mesure que les régiments défilaient, les officiers, en passant devant le général, le saluaient de l'épée, avec un geste tellement fier, et attachaient sur ses yeux des yeux tellement heureux, que l'Alsace les buvait du regard.

Après le défilé, le général Gouraud et le haut commissaire Maringer, au milieu des acclamations, s'embrassèrent avec une effusion fraternelle : « Jamais on n'a rien

vu d'aussi beau!» s'écriait le général. Et il ajoutait à voix basse. «Si j'ai pu faire quelque chose de bon dans ma vie de soldat, cette journée m'en récompense mille fois pour une.» Le général avait dit à nos Alsaciens: «Quand on sonnera au drapeau, il y aura sans nul doute une grande émotion. Cette sonnerie m'émeut toujours, moi qui pourtant en ai l'habitude. Et vous, voilà cinquante ans que vous ne l'avez pas entendue.» Après la revue, on sonna au drapeau. Le général saisit les plis d'un de nos drapeaux et appuya sur ses lèvres l'étoffe déchirée par la mitraille. C'était un baiser qu'il donnait à la patrie entière, à cette France sublime qui, tout en pleurant ses enfants morts, souriait à ses enfants délivrés. L'Alsace entière, pleurant et souriant à la fois, bénit le drapeau de France, le seul qu'elle ait jamais aimé, le seul même qu'elle ait jamais connu.

En ces jours divins de la délivrance, nous avons ressenti la joie la plus absolue et la plus radieuse qu'un homme puisse rêver. Nous sommes rentrés en Alsace et en Lorraine au milieu d'une population qui, tout entière, d'une voix unanime, proclamait son amour pour la France. Au loin, vers Metz, vers Strasbourg, vers Colmar, vers Mulhouse, les routes étaient bleues, toutes bleues. On eût dit que la ligne bleue des Vosges fondait vers le Rhin. Fleuves d'azur et d'acier qui charriaient des fleurs. Dans les villages les plus pauvres, les femmes avaient trouvé des fleurs pour nos soldats. Chez nos frères délivrés, tous nos régiments, infanterie, cavalerie, artillerie, faisaient preuve d'une correction digne de leur héroïsme. En voyant ces soldats au visage tranquille, à l'attitude fière, à l'uniforme flambant neuf, aux incomparables armes, on ne pouvait, sans un effort, se rappeler qu'ils venaient de faire, pendant plus de quatre années, la plus terrible des guerres. A peine si cette guerre se marquait par certain détail: un casque bosselé, un bidon cabossé, un fourreau de sabre enveloppé de toile, un canon maquillé, un cheval à longs poils, maigre d'une bonne maigreur de campagne, un étui à masque contre les gaz asphyxiants. Sur les routes bleues, en sens inverse, s'avancent des groupes noirs. Ce sont les prisonniers français, anglais, belges ou russes, revenant d'Allemagne. Courbés, hâves ils portent les vêtements les plus hétéroclites: casquette brune, pantalon noir, capote en loques. Un vestige d'uniforme les fait seul reconnaître. Mais, dans leurs yeux, brille une étrange lueur. Ils sont vengés. L'Allemagne s'est donc, sur leur compte, lourdement trompée. Elle espérait avoir en eux des agents pour sa propagande anarchiste. Ouvrez leur sac. Vous y trouvez des imprimés prêchant la révolte et le pillage. Prédication vaine. Papier perdu. Le bolchevisme est fils de la défaite. Les groupes des prisonniers s'écartent pour laisser passer de longs chariots pleins



VOYAGE DE MM. CLEMENCEAU ET MILLERAND A STRASBOURG.
(Photo Rol.)

d'un humble mobilier. Ce sont ceux des paysans alsaciens, expulsés par l'ennemi de l'autre côté du Rhin qui reviennent, épuisés, mais rayonnants d'espoir. Saluons ce retour. Voici que commencent la revanche et la réparation de l'Exode.

Les Alsaciens et les Lorrains nous disent, en voyant nos soldats si beaux et si bons : « Tout éloge qu'on pourra faire des vainqueurs de la Marne, de l'Yser, de la Somme, de Verdun, est au-dessous de la vérité. » Et nous, en voyant l'Alsace et la Lorraine déborder d'une si pure allégresse, nous disons : « Au-dessous de la vérité sera aussi tout éloge qu'on pourra faire de ces provinces qui ont donné l'adorable spectacle de fidélité et qui, à tout prix, gardent leur cœur à la France. »

Après un long voyage en chemin de fer, on croit entendre interminablement le bruit des wagons. Après un voyage en Lorraine et en Alsace, si court qu'il eût été, on croyait toujours entendre le cri de : « Vive la France! » Ce cri où les vieillards et les enfants mêlaient leur souffle ; ce cri, c'était toute la vie et toute la pensée de nos deux provinces. Jusqu'à la mort, nous l'entendrons à nos oreilles et à notre cœur.

Il y a des villages alsaciens ou lorrains où on ne parlait plus français. L'ennemi, depuis tant d'années, punissait si durement nos compatriotes pour le moindre mot de notre langue! Quatre mois de prison à une mère pour avoir dit « bonjour », ou « bonsoir » ou « ferme ton parapluie ». Ces villages entiers savent dire : « Vive la France ! » Or, c'est le fond de la langue française. C'est le fond de leur âme. Quand, à un petit garçon qui s'égosille à crier : « Vive la France ! », un de nos soldats demande : « Comment t'appelles-tu ? », le petit garçon répond : « Vive la France! » Et, en vérité, c'était aussi son nom. C'était même son vrai nom. Nous voudrions ne pas en avoir d'autre.

Sur notre automobile militaire que rien ne recouvre, les enfants, coiffés de cocardes et armés de drapeaux, s'élancent, se cramponnent et se pressent avec une opiniâtreté surhumaine. En vain, l'automobiliste essaye de les écarter. Ils reparaissent toujours plus nombreux et en criant toujours plus haut. « Rien à faire, conclut l'automobiliste en riant. J'aurai toujours mes mille kilos de gosses. » Les tout petits, qui n'ont pas encore la force de crier, tendent leurs mains pour que la main d'un soldat français les touche. Une mère nous dit : « Ma fille a cinq ans. Depuis qu'elle sait que les Français vont venir, elle tremble de joie. » Les hommes, les femmes, les enfants des villages voisins arrivent à la ville. Quelques-uns, partis dès la veille, ont fait à pied plus de vingt kilomètres. D'autres se serrent dans les grandes voitures des jours de fiançailles. De toutes les antiques armoires, de toutes les récentes cachettes, on a extrait les costumes qui, jadis, heureux temps français ! faisaient le bonheur des ancêtres. Le temps français est revenu. De toutes parts se déploient les jupes rouges, les tabliers bleus, les corsages de velours, les châles verts, les bonnets précieux encadrés par le large ruban de faille noire, rouge, blanche ou bleue. Depuis cinquante ans, la France ne connaissait plus que le grand nœud noir où l'Alsace arborait tout son deuil, c'est-à-dire tout son cœur. Maintenant, l'Alsace étale toute sa gaieté si pittoresque et si drue, laquelle ne sera pas moins fidèle que son deuil.

Au début de ces transports d'enthousiasme, les statues équestres de Guillaume Ier, le vieux Guillaume, le fondateur de l'Empire allemand, celui que Guillaume II appelait « l'inoubliable grand-père » ont été renversées. Rien de plus grotesque et de plus lamentable que les quatre fers en l'air des lourds chevaux de bronze. Image exacte de l'effondrement impérial. A Strasbourg, la tête de Guillaume Ier fut déposée aux pieds de Kléber. Le coup s'était fait pendant la nuit. Une corde en fils de fer avait été attachée à la statue, et des gens de bonne volonté accouraient pour la tirer. Tout le monde aurait voulu être de l'affaire. On donna des numéros. « Trente centimes, pour tirer la corde de l'empereur » L'argent ainsi

recueilli fut consacré à l'achat de fleurs pour les soldats français. Remarquons la façon d'indiquer le prix : *Trente centimes*, et non vingt-cinq pfennigs. Pour la première fois, on comptait en français. Cela aussi est une fleur.

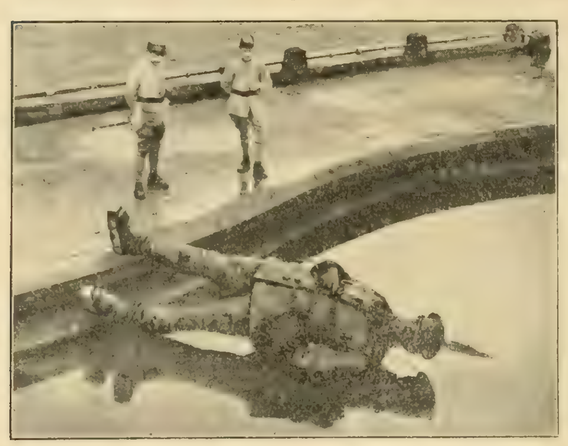
Lorrains et Alsaciens ne cessaient pas d'admirer nos soldats. Viril enchantement, auquel, sans doute, se mêlait une surprise qui le rendait encore plus cher : « Comme ces soldats français sont bien portants, bien équipés, bien vêtus ! Quelle souplesse et quel rythme dans leurs mouvements ! Quelle intelligence, quelle énergie, quel entrain et quelle bonté sur leurs visages ! L'ennemi avait voulu nous faire croire que l'armée française n'était plus qu'un troupeau sans discipline, sans cohé-



METZ. — STATUE DE GUILLAUME I[er] RENVERSÉE PAR LA POPULATION.
(Section photographique de l'Armée.)

sion, sans ressources. En toute occasion, il faisait fonctionner devant nous l'énorme machine de guerre qu'il appelait son invincible armée. Machine prodigieuse assurément, machine écrasante, mais machine sans âme, et que l'âme française a rompue, désarticulée, dispersée. Le monde assiste à un spectacle sans précédent : l'armée allemande, qui compte encore deux millions d'hommes, capitulant et se rendant en rase campagne. Si le colossal est l'idéal de l'ennemi, l'ennemi est servi à souhait. Et les grands chefs français ! Quel abîme entre eux et les grands chefs allemands ! L'ennemi prétendait dominer le monde par la morgue et la dureté. Ses chefs affectaient une inhumaine raideur. Au contraire, regardez les yeux de Joffre, de Foch, de Pétain, de Castelnau, de Gouraud ! A vrai dire, l'armée française, en Alsace et en Lorraine, s'est surpassée elle-même. Les soldats les plus fatigués cambraient la taille et relevaient le pas, pour ne rien laisser soupçonner de ce qu'ils avaient enduré pendant nos quatre ans.

Libération morale et matérielle de l'Alsace et de la Lorraine! A chaque pas, nous avions la preuve que nos deux provinces venaient de subir les plus cruelles privations. Le pain, mesuré si parcimonieusement, 150 grammes par jour! est noir, visqueux, malodorant. Par semaine et par tête, 75 grammes de viande. Tout aliment, tout objet de première nécessité, hors de prix. Un vêtement modeste, 600 marks; une oie, 70 marks; un litre de kirsch, 50 marks. Comme plat de résistance, une marmelade de betteraves, de choux-raves et de navets. Pour hors-d'œuvre et dessert, une marmelade sucrée à la saccharine. La confiserie, la pâtisserie, les liqueurs, exposées aux vitres des magasins étaient d'immondes sophistications. Les cigares, de belle forme et de belle couleur, qui abondaient en des boîtes aux images bariolées, ne contenaient pas une feuille de tabac. Ici, la première fois que nos soldats ont préparé leur café, l'arome délicieux qui s'exhalait des grains broyés a attiré les bonnes gens. Du café, du véritable café! Et chacun de comparer ce fin breuvage authentique à la sombre boisson sans nom que les Allemands cuisinent avec des glands.



METZ. — STATUE DE FRÉDÉRIC-CHARLES RENVERSÉE PAR LA POPULATION.
(Section photographique de l'Armée.)

Pas un seul de nos soldats, malgré l'entraînement de fêtes merveilleuses, n'a été pris de boisson. Comment oublier ce dialogue entre le général Gouraud et notre ami Fritz Kieffer, président du Comité de réception : — Nous voudrions, mon général, distribuer à nos soldats quinze cents litres de kirsch. — Pas un seul litre, répondit Gouraud. — Mais vous nous permettrez bien de leur offrir quelques gouttes de cette eau de cerises qui fleure le parfum printanier des Vosges? — Pas une seule goutte. Nos soldats ne doivent pas boire d'alcool. — Alors, nos pauvres quinze cents litres... — Je les accepte pour nos hôpitaux. — Merci, mon général!

Entre la fuite de l'Allemagne et l'entrée des troupes françaises, l'Alsace-Lorraine avait assisté à une espèce de petite révolution à la russe. Le drapeau français qui flotte pour toujours sur la flèche de la cathédrale, remplaçait non pas le drapeau allemand, mais le drapeau rouge. Strasbourg a subi pendant un peu plus d'une semaine le régime du Soviet. Sur les bâtiments officiels, foisonnaient des placards apposés par le Comité des ouvriers et des soldats. Jamais les Alsaciens n'oublieront les scènes où le régime de transition a joué son rôle. Des rebelles faisaient arrêter voitures et tramways; enlevaient les officiers; leur arrachaient cocardes, épaulettes et décorations; brisaient leur sabre. Aucun de ces officiers n'esquissa un geste d'indignation. Ils reçurent l'outrage des soldats aussi docilement que naguère ces soldats recevaient l'outrage de leurs chefs. Mêmes scènes à Colmar, mêmes scènes à Sélestrat, mêmes scènes à Mulhouse. A Metz, trois marins suffirent à faire la révolution militaire. Partout, les soldats vendaient leurs armes. Le fusil, un mark;

la mitrailleuse, cinq marks. Dix mitrailleuses pour un litre de kirsch. La loi de l'offre et de la demande n'est jamais abolie, même aux jours d'anarchie. Le maire socialiste de Strasbourg, M. Peirotes, ancien typographe, ancien rédacteur de la *Presse libre*, vieil Alsacien à la voix très nette, aux yeux noirs très pénétrants, nous disait, en nous serrant la main : « Président du parti socialiste alsacien, j'ai déclaré, le 8 novembre 1918 : Les Alsaciens-Lorrains ont bien compris la théorie du président Wilson sur la nécessité de *réparer l'injustice* commise en 1871 à l'égard de la France. Ils entendent par le mot *injustice*, le rapt de deux provinces françaises, et, par le mot *réparation*, le retour pur et simple à la France. Ainsi se résout la question de l'Alsace-Lorraine. Quant à la révolution allemande, elle est toute militaire : elle n'aura pas de lendemain. Chez nous, l'échauffourée a été extrêmement rapide. Le Comité de soldats et d'ouvriers s'est emparé de tous les services, mais bientôt les soldats ont repassé le Rhin. Quant aux ouvriers, ils ont compris la nécessité de rester en paix. Tous ceux d'entre eux qui sont de vrais Alsaciens crient comme moi : Vive la France ! » M. Peirotes nous parlait ainsi avec un singulier accent de sincérité. Cependant, il paraissait très ému, parce que nous étions le premier officier français arrivant en armes à l'Hôtel de Ville de Strasbourg.

Aucun nuage d'aucune sorte n'a jeté d'ombre sur ces jours de fête. L'avenir nous souriait autant que le présent. Le passé lui-même s'associait à ce sourire. Sur les tombes des vieux Lorrains et des vieux Alsaciens, morts sans avoir vu la délivrance, leurs fils ou leurs filles ont apporté quelque chose de mieux que des fleurs : des cocardes. Dans beaucoup de villages, les morts eux-mêmes étaient aux fenêtres, représentés par leurs portraits.

Metz, Strasbourg, Mulhouse, Colmar, surtout Strasbourg, enregistrent dans leur histoire des fêtes illustres. Ces fêtes, au vieux temps français, ont été de grandes œuvres d'art. Leur image se perpétue en des gravures que recherchent les amateurs. Avec les mouvements de la foule et l'illumination des monuments, les organisateurs de ces fêtes composaient une architecture vivante. En vérité, nos fêtes de novembre 1918 sont infiniment plus animées, plus resplendissantes, plus belles. L'art n'y est pour rien. Elles resteront le chef-d'œuvre spontané d'un peuple entier. Dans toute l'Alsace et dans toute la Lorraine, le peuple, en état de grâce, dès l'apparition de l'armée française, a été son propre organisateur, son propre inspirateur, son propre transformateur inspiré. Il s'est enveloppé d'une beauté parfaite. La joie surhumaine le pénétrait, le sublimisait, le transportait Un même cri était dans toutes les poitrines ; un même acte de foi, sur toutes les lèvres ; un même acte d'amour, dans tous les cœurs. Les témoins en demeurent tous d'accord. Ceux qui connaissent l'Alsace et la Lorraine disent : « Jamais on n'a vu de si belles fêtes en Alsace et en Lorraine. » Ceux qui connaissent la France entière, depuis la mer du Nord jusqu'à la Méditerranée et depuis les Pyrénées jusqu'au Rhin, disent : « Jamais on n'a vu si belles fêtes en France. » Ceux qui connaissent l'histoire de l'humanité disent tous : « Jamais, sous le ciel, on n'a vu si belles fêtes. Nous le jurons. » Le plébiscite, l'Alsace et la Lorraine l'ont eu mille fois pour une : plébiscite des acclamations, plébiscite des fleurs, plébiscite des larmes, plébiscite des drapeaux.

Sur le Rhin.

Les Alliés avaient franchi la frontière allemande de 1871. Ils allaient franchir la frontière de 1815.

L'armée britannique était, le 28 novembre, à Stavelot, jolie petite ville belge, construite en amphithéâtre sur la rive droite de l'Amblève, à six kilomètres de la ville de Malmédy, qui, avec son territoire, avait été annexée à la Prusse par le traité de Vienne, contrairement à tous les droits.

Le 1er décembre commença l'occupation du territoire allemand. Le maréchal Foch déclara : « L'autorité militaire alliée prend le commandement du pays. Elle exige de tous la plus stricte obéissance. La présente proclamation, en consacrant l'occupation, marque à tous le devoir qui est d'aider à la reprise de la vie locale, dans le travail, le calme et la discipline. Que tous s'y emploient ! »

Le roi Albert Ier, qui venait de faire son entrée à Liége, envoya son avant-garde vers Aix-la-Chapelle. A l'appel pressant de l'autorité allemande qu'inquiétait l'agitation révolutionnaire, les troupes belges occupèrent Aix-la-Chapelle, au matin du 1er décembre. Quelques jours après, nos troupes les y rejoignirent. Le général Dégoutte fit présenter les armes au tombeau de Charlemagne.



MM. CLEMENCEAU ET MILLERAND SUR LE PONT DU RHIN.
(Photo Rol.)

Nos troupes étaient arrivées à Sarrelouis. Comment avaient-elles été reçues dans la Sarre? Suivons nos soldats. C'étaient ceux de la VIIe armée, commandée par le général Humbert. Partis de Vézelise, ils allèrent jusqu'à Crévéchamps, puis entrèrent dans la Lorraine annexée depuis 1871. Sous une pluie de fleurs, dans un concert d'acclamations, ils traversèrent les villages de Vionville et de Gravelotte. Ils firent halte à Urville, où l'empereur Guillaume II possédait une manière de château. Le château de Guillaume II se pavoisait à la française. Le village de Falck leur avait réservé un accueil enthousiaste, sous un arc de triomphe. Les voici ensuite dans la Lorraine annexée depuis 1815 Là, ils ne virent plus de drapeaux, n'entendirent plus de cris. L'accueil était bienveillant, mais sans manifestation d'aucune sorte. Les gens, derrière leurs vitres, regardaient et attendaient. Qu'attendaient les gens ? A cette question, un officier qui, en 1914, était entré en Lorraine annexée depuis 1871, et qui de nouveau y entrait, en 1918, répondait fort justement : « Les villes qui nous ont acclamés, en 1918, nous avaient regardés sans rien dire en 1914. Elles se demandaient avec anxiété, en 1914, si vraiment l'ennemi était parti pour toujours. Aujourd'hui la question ne se pose plus pour elles. »

Sarrelouis, la vieille forteresse, construite par Vauban dans une boucle de la Sarre, et à laquelle le grand constructeur donna le nom du Grand Roi, savait encore un peu la langue française et la parlait avec beaucoup de fierté. Les noms les plus français du monde se lisent sur bon nombre d'enseignes. Cité essentiellement militaire,

Sarrelouis a donné naissance à une légion de grands soldats français : 195 officiers de tous grades, 12 généraux de brigade, le général de division Grenier, le maréchal Ney, le Brave des Braves. La ville, en étendant au loin ses faubourgs de Vaudrevange et de Metz, est devenue une métropole à la fois agricole et industrielle. Au sud, commence la région houillère de Sarrebrück. La vallée se remplit d'aciéries, de faïenceries, de cristalleries, d'usines, à perte de vue. Un réseau de voies ferrées relie la ville à Trèves, à Sarrebrück, à Metz. La Lorraine et l'Alsace véritables sont la Lorraine et l'Alsace du XVIIIe siècle, avec leurs limites historiques et naturelles. La Lorraine comprend la rive gauche de la Sarre. Sarrelouis commandait la voie de Mayence à Metz et formait une des mailles de notre cuirasse, avec Landau, Bitche, Thionville et Luxembourg. Après nos défaites de 1814 et de 1815, la Confédération germanique a pris Sarrelouis, qui devenait pour elle un poste avancé et une porte ouverte à ses futures invasions. En même temps, elle mettait la main sur les deux portes de l'Alsace : Landau et Huningue, démantelait Huningue et gardait Landau, une des dix villes libres de la Décapole alsacienne.



REICHSHOFFEN. — ENTRÉE DES TROUPES FRANÇAISES.
(Section photographique de l'Armée.)

Notre division marocaine occupa Landau. Là, comme à Sarrelouis, nous lisons, sur les enseignes, des noms de pure France. Un Martin et un Cordier font partie de la commission municipale. Quelle judicieuse idée eut le général, en ouvrant un cours gratuit de langue française! Tout de suite, les élèves s'y pressèrent. Quelques-uns d'entre eux ont des cheveux gris. La population fait bon accueil à nos soldats. Au fond, elle souhaite revenir à la France. Mais ce souhait, elle ne peut pas encore l'exprimer tout haut. L'ennemi, installé ici depuis plus de cent ans, n'en est pas encore expulsé. Que de représailles il exercerait, s'il ressaisissait sa proie ! Le premier désir de tous est de sortir de l'incertitude. Nos soldats l'ont compris. A l'endroit même où leurs aînés, les soldats de Hoche, criaient : « Landau ou la mort ! », eux, soldats de Foch, ils ont crié : « Landau et la paix ! »

Les Belges avaient occupé les faubourgs de Dusseldorf et, en même temps, étaient entrés à Crefeld, à Clèves, à Urdingen.

Les Américains étaient entrés à Trèves.

Les Britanniques, après avoir occupé Malmédy et le camp d'Elsenborn, qui, pendant toute la guerre, avait rendu tant de services à l'ennemi, s'avançaient vers le Rhin, entre Dusseldorf et Bonn. Chemin faisant, ils reçurent, eux aussi, communication d'une supplique signée des municipalités allemandes. Elles ne comptaient plus que sur les Alliés pour empêcher les pires désordres. La cavalerie britannique, avec des auto-mitrailleuses, pénétra donc à Cologne, le 7 décembre, vers 2 heures du matin.

Après les cinq années du conflit qui a bouleversé notre sol, martyrisé nos

villes, assassiné notre industrie du Nord et de l'Est, qu'est devenue Cologne ? Elle est restée la même. Jamais la très grande ville rhénane, où se meuvent presque un million d'habitants, n'a paru plus laborieuse et plus âpre au gain. Les Britanniques y ont pris la seule attitude qui convienne ici : celle du vainqueur. Ils se sont logés aux plus beaux hôtels publics ou privés de la ville. A la porte de chacun de ces hôtels, deux soldats en sentinelle font vingt pas, l'un à droite, l'autre à gauche. Quand passe un officier, ils s'arrêtent et, ensemble, laissent tomber leurs crosses à terre. Bruit superbe. La terre allemande en tremble. Les soldats de la Grande Bretagne ont, dans les tramways, la gratuité et la priorité. C'est plaisir de rencontrer ces tramways allemands devenus des camions militaires, pour le plus petit déplacement des troupes alliées. Autre spectacle anglais, d'une grâce édifiante ! Sur le Rhin, en face des statues des empereurs allemands qui montent vainement la garde près des ponts, un vaste baraquement arbore cette inscription : *Flottille britannique*. Devant la porte, va et vient un matelot anglais. Bonnet blanc, veste bleue, guêtres brunes, carabine à l'épaule. De quoi se compose sa flottille ? Des canonnières que nos alliés ont fait fabriquer aux Etats-Unis pour la chasse aux sous-marins. Ces vaillantes et souples chasseresses fendent allègrement les eaux du fleuve, lequel a pour fonction naturelle de borner l'Allemagne.



ENTRÉE DES FRANÇAIS A AIX-LA-CHAPELLE.
(Section photographique de l'Armée.)



ENTRÉE DES FRANÇAIS A MAYENCE.
(Section photographique de l'Armée.)

Les Américains étaient entrés à Trèves. Descendant la Moselle, par l'une et l'autre rive, ils s'établissaient, le 11 décembre, dans le secteur rhénan de Linz, Coblentz et Bingen. La veille, l'armée française avait fait son entrée à Mayence.

Tout était réglé pour la prise de possession des têtes de pont. Les Français devaient franchir le fleuve à Mayence; les Américains, à Coblentz; les Anglais à

Cologne. Le 13 décembre, le général Lecomte planta son fanion au pont de Mayence, puis, immobile sur son cheval comme une statue, regarda son superbe 33e corps entrer en Germanie. C'était la route qu'avaient foulée les soldats de Custine, de Hoche, de Kléber. C'était leur drapeau bleu, blanc, rouge que le grand fleuve mystérieux reflétait si doucement. Quand le drapeau passa, le général Lecomte le salua de l'épée et dit : « Nos morts aussi passent. »

Le 14 décembre, de Mayence à Huningue, le Rhin était à nous. Ainsi, se couronnait la Victoire.

Au palais grand-ducal de Mayence, le général Mangin avait installé son poste de commandement. Le général Fayolle y reçut les autorités allemandes. Dans un sobre langage de soldat juste, il les invita à comparer le bien-être de leurs régions aux souffrances de nos pays martyrs. Les autorités allemandes baissaient la tête, sans répondre.

Ces paroles si brèves et si fortes, adressées aux Allemands par Fayolle, allèrent au cœur des soldats français. Eux qui avaient vu les ruines de nos pays martyrs et la misère sans nom des femmes, des vieillards, des enfants de chez nous, ils venaient de traverser le Palatinat, aux vignes opulentes, aux champs féconds, aux maisons cossues, aux usines en plein travail, aux cités en pleine prospérité. Quelques-uns d'entre eux, nés dans des villages détruits au point de ne jamais plus pouvoir se reconstruire, ne cessaient pas de comparer.

A Mayence, en face de la cathédrale, immense et précieux joyau de la ville, les Allemands ont érigé, en l'honneur de leur guerre de 1914, une barbare colonne monolithe entourée de trois stèles. Sur la stèle qui fait face à la place, un chevalier tient un grand bouclier où sont gravés ces mots : « Soyez unis ! Soyez unis ! Soyez unis ! » (*Einig! Einig! Einig!*). La colonne monolithe porte la croix de fer et s'orne, en bas-reliefs, des sujets que l'Allemagne jugeait les plus propres à relever le moral : c'est l'image d'un père entraînant son fils au combat, d'un soldat enveloppé dans les plis du drapeau, d'un forgeron fabriquant une épée, d'une mère distribuant à ses enfants de larges tranches de pain. Le dernier motif est reproduit à plusieurs reprises. Sans doute, on rêvait de rassasier les passants par suggestion ! Tout à coup, une musique de tirailleurs traverse la place. Le chef de cette musique est un Français de France ; de même, les sous-officiers qui le suivent. Quant aux hommes, ils sont, pour la plupart, plus noirs que l'ébène. Mais ils ont combattu pour la France, à qui ils appartiennent, et sont légitimement fiers de leur croix de guerre victorieuse. Une nuée de petits Mayençais les précèdent, en s'appliquant à marcher au pas. Quant aux passants, ils semblent ne s'apercevoir de rien. Entre eux et la réalité, l'Allemagne a construit un mur que nous, Lorrains et Alsaciens, nous connaissons pour l'avoir démoli. Les Mayençais finiront-ils par le démolir à leur tour?

Pendant ces journées sans égales dans l'histoire de la civilisation, se déroulaient des scènes d'une beauté et d'une signification incomparable. Le 8 décembre, sur l'esplanade de Metz, M. Poincaré, accompagné des maréchaux Joffre et Foch, remit le bâton de maréchal à Pétain. A sa droite, il avait M. Clemenceau. Son regard, qui parcourait cette ville de Metz, à laquelle tant de nos soldats en mourant avaient voué leur dernière pensée, rencontra tout à coup les yeux de Joffre, qui étaient pleins de larmes. M. Clemenceau suivait ce regard. Alors, les deux présidents, d'un élan spontané, s'embrassèrent.

Entre eux deux, dans les plus tragiques années, il y avait eu, des malentendus. M. Clemenceau avait violemment attaqué M. Poincaré Or, on pardonne si difficilement le mal qu'on a fait ! Mais l'atmosphère de Metz opérait des miracles. Le

baiser échangé par ces deux hommes qui ont, de toutes leurs forces, travaillé à la victoire du Droit, passait dans l'âme de la Lorraine et de l'Alsace.

A Strasbourg, devant le groupe des quatre présidents, Poincaré, Clemenceau, Deschanel et Dubost, voici un défilé d'Alsaciennes. Au passage, nous prononçons tendrement les noms de leurs berceaux : Hunspach, Mietesheim, Schleithal, Meistratzheim, Geispolsheim, le Kochersberg. Les jeunes filles de Geispolsheim, arrivées devant les présidents, arrachent du même geste les bouquets de leur poitrine et les lancent. Les quatre présidents sourient à cette mitraille légère et passionnée. M. Clemenceau étend les bras tout grands, comme pour la faire entrer plus avant dans son cœur.

Qu'a dit l'agence Wolff de ces fêtes si brûlantes d'adoration pour la France? Elle a dit : « La réception de Poincaré, à Strasbourg, ne fut qu'une mascarade habilement mise en scène. Les jeunes personnes qui devaient représenter la population des campagnes alsaciennes, n'étaient autres que des filles de la bourgeoisie strasbourgeoise ou des filles venues de France. » Comment l'agence officieuse de Berlin a-t-elle forgé ce mensonge? Quand Guillaume II venait à Strasbourg, les autorités prodiguaient l'argent pour tâcher de répandre, dans la cérémonie, une apparence de popularité. Sur le passage de l'Empereur, on apercevait une dizaine de femmes en costume alsacien, lesquelles portaient lunettes. Inutile d'ajouter qu'elles venaient d'Allemagne : cela se voyait à l'œil nu.

Devant Strasbourg, plus riche et surtout plus heureuse que jamais, le général Hirschauer, gouverneur militaire, parle, lui aussi, des villes et des villages de France sur lesquels l'ennemi a assouvi sa rage de destruction : « — A qui n'a pas vu cette dévastation, rien ne peut en donner l'idée. Je songe à tel village champenois qui, avant la guerre, était l'image du bonheur rustique. Moi qui pourtant possède quelque peu le sens de la topographie, je n'aurais jamais cru que je traversais ce village, si je n'avais pas vu son nom sur une pancarte. Descendu d'automobile, je fouillais du regard les innombrables entonnoirs d'obus pour y distinguer les restes d'une église. De même, dans la Somme, un de mes amis a en vain cherché telle petite ville. Ah! les pauvres gens des provinces voisines! L'Alsace si favorisée du ciel, notre belle et chère Alsace ne doit pas les oublier. »

Vers la réparation.

De toutes parts, la conscience de la France victorieuse entendait des avertissements tragiques. Ce n'étaient pas des mots. C'étaient des chiffres. Dans le Nord et le Nord-Est, la France avait perdu les huit dixièmes de son industrie et le cinquième de sa puissance fiscale. En somme, 26 400 usines étaient anéanties; 102 puits de mines mis hors d'usage; 450 000 maisons détruites; 12 millions de têtes de bétail volées; les écluses et les ponts, non seulement rompus, mais pulvérisés par les explosifs placés jusqu'au fond de leurs piles; les campagnes inondées; les voies ferrées bouleversées avec une application sauvage; des gares transformées en tas de décombres; des villes devenues des fantômes de villes; des villages effacés du sol, où ce qui fut l'église n'est même plus une ombre; d'immenses étendues de terrain frappées de stérilité. Les habitants de ces régions martyres cherchaient en vain à s'y reconnaître, comme dans un cercle de l'enfer. Dans ces dix départements, les plus industriels de France, des destructions telles, que l'on pouvait, à première vue, les évaluer à 78 milliards : plus du quart de la richesse française en 1914! Dans le reste du pays, les « dommages aux personnes » s'évaluaient à 75 milliards et les

« dommages matériels » à 126 milliards. Pour assurer et hâter la victoire du Droit, la France avait donné son or à flots, comme son sang. Sa dette extérieure était de 27 milliards, sa dette intérieure de 135 milliards.

Et le sang donné par la France, combien représentait-il de morts ? Jusqu'à la victoire, nous l'avons ignoré. Nous savions qu'on mourait beaucoup autour de nous. Comme nous avions fait le sacrifice de notre vie, nous ne pensions pas à fixer le moindre chiffre. Ce chiffre, c'est à Strasbourg que nous l'avons connu. Le maréchal Pétain venait d'y arriver pour la première fois. Toute la ville faisait au grand chef un de ces accueils superbes, pittoresques et débordants dont elle a vraiment le secret. Quand un drapeau passait devant le maréchal, ce n'était pas un cri, c'était un rugissement d'amour. Mais l'Alsace n'a pas la réserve de la Lorraine : la foule finissait par rompre les barrages et pressait le maréchal. Le maréchal n'aime pas qu'on le presse. Il prit son pas de chasseur à pied et alla droit à l'Hôtel de Ville. Le maire de Strasbourg, M. Peirotes, l'avait suivi : « Monsieur le Maréchal, lui disait-il, vous voyez ce peuple qui vous bénit... » Le maréchal était devenu pâle comme un marbre. Debout dans sa grande capote bleue, regard étincelant, moustache blanche (avant la guerre elle était de vermeil et d'argent, la guerre l'a faite d'argent pur), voix un peu voilée et d'autant plus mordante, il s'écria : « Ne parlez pas ainsi, Monsieur le Maire. Ce n'est pas moi que ce peuple bénit, ce sont nos morts. Vous êtes, vous, Alsaciens et Lorrains, un peuple de 1 500 000 âmes. Savez-vous combien nous avons eu de soldats tués ? 1 500 000. Donc, pour délivrer chacun d'entre vous, Alsaciens et Lorrains, il a fallu qu'un soldat français donnât son sang, tout son sang. Eh bien ! si nos morts pouvaient sortir de la tombe, en voyant ce peuple qui les bénit et le Droit qui triomphe, ils se recoucheraient dans la tombe, en remerciant Dieu de les avoir choisis. » Il dit cela, le maréchal. Et lui qui ne se pique pas d'éloquence — un bon Français ne se pique de rien — dépassait, d'un coup d'aile, tout ce que les plus illustres orateurs, les Démosthène et les Cicéron, les Bossuet et les Gambetta, ont trouvé de plus sublime, parce qu'il disait simplement la vérité, l'humble et profonde vérité. Hélas ! dans un pays de si faible natalité, quelle perte que celle de 1 500 000 jeunes hommes en pleine vaillance : 1 500 000 foyers de moins, pour éclairer et réchauffer l'avenir !



HABITATION PROVISOIRE DANS LES RÉGIONS DÉVASTÉS
(Section photographique de l'Armée.)

L'agitation en Allemagne.

La victoire du Droit, en 1918, a été la plus grande victoire de l'histoire universelle. L'armée la plus puissante que le monde eût jamais vue, et qui se préparait depuis un siècle, avait été forcée de capituler. Cependant, peu à peu, les vaincus commençaient à contester, voire à nier leur défaite. Nous avions occupé le Rhin, mais l'arme sur l'épaule et non la baïonnette en avant. D'autre part, l'Allemagne était intacte et échappait à l'invasion. Aussi, pour les troupes allemandes qui revenaient, les villes d'outre-Rhin arborèrent des drapeaux et même élevèrent des arcs de triomphe.

D'ailleurs, l'unité allemande triomphait de tout ce qui tendait à la rompre. Une lutte violente s'était engagée entre Ebert, chancelier de la République allemande, et Kurt Eisner, dictateur socialiste de la Bavière. Ebert l'emporta.

Le parti « Spartacus », qui représentait l'extrême gauche du marxisme, c'est-à-dire se rapprochait du bolchevisme jusqu'à se confondre avec lui, parvint, le 5 décembre, à s'emparer de plusieurs communes importantes dans la banlieue de Berlin. Le lendemain, il organisa un interminable cortège, avec bannières et écriteaux, pareil à ces cortèges qui, en Russie, avaient été les irrésistibles vagues d'assaut du bolchevisme. Mais, à Berlin, ce cortège fut brisé et dispersé par l'armée régulière. Plus d'un millier d'hommes tombèrent frappés à mort. Ebert, avec son Directoire, composé de six membres, organisa dans la *Wilhelmstrasse*, devant la Chancellerie de l'Empire (*Reichskanzlei*), une manifestation de soldats et de marins qui le proclama président de la République allemande et réclama furieusement une Constituante.

De son côté, Karl Liebknecht, aidé par l'ardente agitatrice socialiste, Rosa Luxembourg, redoubla d'activité. Chaque jour, il réunissait un meeting et prononçait un discours. Il espérait que le chômage, en s'étendant, lui fournirait assez d'hommes pour imposer la grève générale. Pour parer le coup, Ebert commanda, le 10 décembre, un défilé de la Garde impériale qui rentrait. La foule retrouva son enthousiasme d'avant la guerre en acclamant les troupes d'élite auxquelles elle avait voué tant de confiance.

Quelques jours après, le Congrès des « Comités d'ouvriers et de soldats de l'Empire », composé de 440 membres, commença à délibérer. Les amis de Liebknecht et de Rosa Luxembourg s'efforcèrent de diriger ces délibérations. Ils ne réussirent pas à empêcher un vote qui conférait le pouvoir exécutif au Directoire d'Ebert. Le Congrès exigea « la journée de huit heures et la socialisation des mines », puis, dans sa séance de clôture, nomma un *Conseil central* de 27 membres.

Une espérance restait au parti « Spartacus » : la campagne électorale. Mais, d'abord, il lui fallait mettre la main sur le gouvernement. Une division navale où se groupaient beaucoup de mutins, ayant été installée au Château royal (*Kœnigliches Schloss*), fit flotter le drapeau rouge de l'Internationale, sur le côté nord de l'édifice, à la place où un étendard de pourpre signalait la présence de Guillaume II en ses appartements. Cette division navale, excitée par Liebknecht et Ledebour, engagea, dans les rues, le 24 décembre, un combat contre une division de cavalerie, fidèle au gouvernement d'Ebert, puis, le lendemain, enleva d'assaut les locaux du journal socialiste, le *Vorwærts*, devenu le journal officiel. Alors, Ebert fit donner la Garde. Le Directoire, d'où Haase, Dittmann, Barth, appartenant à la minorité du Conseil central, étaient écartés, s'ouvrit à Wissel et à Noske. Dès le premier jour, Noske inspira une confiance absolue à tous les Allemands qui rêvaient la résurrection de leur

prépondérance militaire! Le gouvernement, composé de Scheidemann, de Noske, de Landsberg, de Nissel, remplaça, au ministère des Affaires étrangères, Solf trop indécis, par le prompt et hautain Brockdorff-Rantzau. Aussi, Karl Liebknecht, le 5 janvier, tenta-t-il un effort suprême. Il avait gagné à sa cause Eichhorn, préfet de police. Tout de suite, il remit la main sur le *Vorwærts*, puis occupa les bureaux et les imprimeries de plusieurs grands journaux. Le lendemain, les spartacistes, appuyés par leurs mitrailleuses, envahirent la Direction générale des Chemins de fer et l'Hôtel des Télégraphes. Mais Noske fit appel aux troupes les plus sûres, particulièrement aux chasseurs de Potsdam, à la cavalerie de la Garde et aux marins de Kiel. La victoire lui appartint. Liebknecht et Rosa Luxembourg furent arrêtés, puis assassinés, le 16 janvier.

Le 19, les élections se firent dans un calme admirable que rendaient encore plus profond, à Berlin, les canons et les mitrailleuses de huit divisions.

La Constituante se réunit à Weimar, le 6 février 1919. Le ministre Preuss avait été chargé de préparer un projet de constitution Fehrenbach, ancien président du Reichstag, fut élu président de l'Assemblée. Ebert, élu président de « l'Empire allemand », choisit Scheidemann comme président du Conseil. Le programme du ministère composé de Scheidemann, Brockdorff-Rantzau, Noske, Erzberger, etc., se résumait ainsi : « Un pouvoir central très fort ; la paix conforme aux propositions de Wilson, le rétablissement de l'empire colonial, le rapatriement immédiat des Allemands prisonniers de guerre, l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations, le désarmement réciproque ».

Çà et là, l'opposition révolutionnaire essaya de prendre sa revanche. Le gouvernement d'Ebert fut même un moment prisonnier à Weimar. Mais partout ces tentatives étaient aisément réprimées. Le dictateur socialiste de la Bavière, Kurt Eisner, périt assassiné, le 21 février.

Etrange révolution qui ne tue que des révolutionnaires! Kurt Eisner après Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ; Haase après Kurt Eisner. Quand l'Angleterre, en 1648, quand la France, en 1792, ont fait leur révolution véritable ; elles ont abattu chacune la tête de leur roi. L'Allemagne, en 1918, avait une vingtaine de souverains. Pas un seul ne fut même inquiété. La plupart d'entre eux, installés à quelques pas de leur palais royal, attendent paisiblement l'heure d'une restauration.

Événements d'Orient, renouvellement de l'armistice et réunions préparatoires de la Conférence de la Paix.

Pendant le mois de décembre 1918, Paris acclama, tour à tour, le roi d'Angleterre George V, le roi des Belges Albert Ier, le président Wilson, le roi d'Italie Victor-Emmanuel III. Cependant, les clauses de l'armistice s'exécutaient insuffisamment. Sans doute, les 320 millions d'or, versés à l'Allemagne par le gouvernement bolcheviste à Brest-Litowsk, avaient été remis à la Banque de France, en dépôt pour les Alliés. Mais, à la fin de décembre, la France n'avait encore reçu que 2 000 wagons sur les 150 000 qui lui étaient dus.

D'autre part, la question d'Orient allait se poser de nouveau plus impérieusement que jamais, sous une autre forme.

Les flottes alliées avaient occupé les Dardanelles et la mer Noire. Le général Franchet d'Esperey avait fait son entrée à Constantinople (22 novembre 1918). Les élus des Yougo-Slaves, Serbes, Croates et Slovènes proclamaient roi le prince

Alexandre de Serbie. Les troupes françaises, commandées par le général Chrétien, occupaient la Bulgarie.

Des troupes françaises et roumaines tenaient la Hongrie et la Transylvanie. Les Tchéco-Slovaques avaient appelé des troupes françaises à Prague. Les troupes polonaises avaient fait leur entrée à Cracovie. L'armée allemande de 80 000 hommes, commandée par Mackensen, ne s'était pas retirée en Allemagne, suivant la convention, signée à Belgrade, le 13 novembre. Aussi Mackensen fut-il fait prisonnier, le 31 décembre, près de Budapest, par la division du général Jouinot-Gambetta.



ÉVACUATION D'ODESSA. — L'ARMÉE FRANÇAISE DÉTRUIT SON MATÉRIEL.

Les Bolchevistes dont on n'avait deviné ni le nombre ni la force, descendaient en masse vers le sud de la Russie. Les troupes françaises, commandées par le général Anselme, qui occupaient Odessa et la Crimée, étaient en butte aux obsessions de la propagande anarchiste. Une feuille, imprimée en français, leur répétait : « Camarades, vous êtes victimes des capitalistes qui, la guerre finie, vous éloignent encore de vos femmes et de vos mères. Hé! bien, si vous recevez l'ordre de marcher contre nous, Camarades, nous ne chercherons pas à vous tuer, mais nous ferons disparaître ceux qui vous commandent. » Nos soldats savaient qu'une telle promesse, même si elle eût été sincère, devait fatalement rester vaine. En pleine action, impossible de choisir les victimes ! Les combats de Nicolaïef de Kherson le leur prouvaient trop. Les troupes françaises durent se retirer, à la fin de mars, après avoir détruit une partie de leur matériel.

L'Allemagne avait demandé le renouvellement de l'armistice. Le 13 décembre 1918, à Trèves, le maréchal Foch le prolongea jusqu'au 17 janvier 1919.

Il mettait, à cette prolongation, les conditions suivantes :

L'Allemagne devait, dans le délai d'un mois, remettre le matériel de chemin de fer exigé d'elle et restituer les œuvres d'art, les archives et les titres dérobés

en territoire français. Les Alliés lui interdisaient d'aliéner, de concéder, d'hypothéquer ses forêts, ses mines, ses chemins de fer. Ils se réservaient le droit d'occuper une bande de dix kilomètres sur la rive droite du Rhin, dans le bassin de la Ruhr.

Les premières réunions préparatoires de la Conférence de la Paix se tinrent au ministère des Affaires étrangères, du 12 au 15 janvier. Les chefs du gouvernement et les présidents du Conseil des puissances alliées choisirent les délégués à la Conférence définitive : pour la France M. M. Clemenceau, Pichon, Klotz, Tardieu et Jules Cambon. Ensuite, ils réglèrent quelques clauses nouvelles de l'armistice. Le matériel industriel volé en territoire français serait restitué. Plusieurs divisions, sous les ordres du général Haller, partiraient pour Dantzig et la Pologne. La réserve en or de la Banque d'Empire serait transférée à Francfort. Les pays limitrophes de l'Allemagne, puis l'Allemagne, seraient ravitaillés à l'aide de la flotte de commerce allemande.

Le 26 janvier, à Trèves, l'armistice fut, une fois de plus, prolongé d'un mois. Les conditions de cette nouvelle prolongation étaient les suivantes : L'Allemagne devait restituer toutes les machines industrielles et agricoles qu'elle avait dérobées en France. Elle devait livrer du matériel agricole : 6 500 charrues, autant de charrues brabants, de semoirs, de distributeurs d'engrais, 400 groupes de labourage à vapeur, 2 500 faucheuses, autant de faneuses et de moissonneuses-lieuses. Elle devait remettre tous ses sous-marins et détruire ceux qui étaient en construction, la Commission navale alliée ayant découvert 64 sous-marins achevés et 125 en chantier. Elle devait mettre sa flotte marchande à la disposition des Alliés. Enfin, les Alliés se réservaient le droit d'occuper une quatrième tête de pont sur le Rhin.

Le 27 janvier, nos troupes, commandées par le général Hirschauer, entrèrent à Kehl. Les conseillers municipaux, en redingote et en chapeau haut de forme, attendaient. Le général, arrivé devant l'église, près du monument commémoratif de la guerre de 1870-71, se tourna vers eux : « Nous voici, leur dit-il. Vous respecterez les soldats de France. Ils ont été disciplinés dans la bataille. Ils le seront dans la victoire. » Le capitaine Staehling traduisit en allemand les paroles de son chef. A quoi, le chef ajouta : « Entendu, n'est-ce pas ? Plus de soviet ni aucune histoire de ce genre ? » Le gouverneur du cercle répondit : « J'ai l'honneur de vous présenter l'hommage de la population et je la recommande à votre générosité. » Puis, le maire déclara : « Nous ferons droit à toutes vos exigences, dans la mesure où cela sera possible à un peuple épuisé jusqu'à la mort. » Le général approuva du menton. Tout était dit. Alors défilèrent allègrement, insensibles à la tourmente de neige, nos chasseurs à cheval, nos zouaves, nos tirailleurs, nos chasseurs à pied. Le pont de Kehl resta gardé par nos zouaves.

Vingt jours après, une troisième prolongation de l'armistice fut signée, à Trèves. Elle ne comportait plus de date d'expiration. Aux clauses précédentes, s'ajoutait une condition concernant la Pologne. Dans la région de Posen, Foch traçait une ligne que les Allemands n'avaient pas le droit de franchir.

A la Conférence de la Paix.

La Conférence de la Paix, définitivement constituée, inaugura ses travaux, le 18 janvier, au ministère des Affaires étrangères, dans le Salon de l'Horloge.

La séance d'inauguration fut ouverte par M. Poincaré qui avait à sa droite M. Wilson et à sa gauche M. Lloyd George. Quand il eut rappelé les crimes de

l'Allemagne, le fraternel concours des Américains et le devoir de créer pour le monde un ordre nouveau par la Société des Nations, le Président de la République se retira. Sur la proposition de M. Wilson, la Conférence prit comme président M. Clemenceau.

Tout d'abord, la Conférence porta son attention sur les récents événements de Russie. Les troupes bolchevistes comptaient plus de 400 000 hommes et remportaient de sérieux avantages sur les armées régulières de Koltchak et de Denikine. Il y avait donc une action à exercer de ce côté, si l'on voulait que les discussions sur la paix aboutissent au résultat que le monde en attendait.

M. Wilson, soutenu par M. Lloyd George, demanda que tous les États qui



SIGNATURE DU PROTOCOLE DE L'ARMISTICE, AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LE 1er JANVIER 1919.
(Photo Chusseau-Flaviens.)

continuaient la guerre, en Russie et en Sibérie, fussent invités à se faire représenter à une réunion qui se tiendrait dans l'île de Prinkipo. L'effort, ainsi tenté, pour entrer en pourparlers avec une anarchie systématique, ne pouvait pas réussir. Ce fut un humiliant échec.

La Conférence résolut alors de tracer le plan de la Société des Nations sans tenir compte de la Russie. M. Wilson déclara, le 25 janvier, en séance plénière : « C'est la paix du monde que nous avons le devoir de fonder. Notre but doit être de satisfaire, non pas les gouvernements, mais les peuples. Une telle œuvre est-elle possible aujourd'hui ? Oui. Nous lui consacrerons donc toute notre énergie et toute notre expérience ».

Lloyd George, Léon Bourgeois, Orlando s'associèrent sans réserve à cette déclaration. Malheureusement, les nouvelles du dehors brisaient les ailes à peine ouvertes des plus belles espérances. A propos d'un district de la Silésie autri-

chienne, Tchéco-Slovaques et Polonais entraient en lutte. Dans l'ombre, l'Allemagne groupait ses meilleurs régiments pour forcer les Polonais à lui rendre la Posnanie.

Rien de plus brûlant, de plus lourd, de plus complexe que le programme qui s'imposait alors aux dix hommes qui s'étaient donné mission de rédiger le traité de paix : Clemenceau, Wilson, Lloyd George, Orlando, Hymans, Venizelos, Bratiano, Pachitch, Trumbitch, Mazarick.

En quelques jours, ils durent examiner les rapports des commissions, sur la question des responsabilités de la guerre, sur la question des réparations, sur la législation internationale du travail, projet auquel M. Wilson attachait une si



MISSIONS MILITAIRES INTERALLIÉES.
(Section photographique de l'Armée.)

grande importance ! Vinrent ensuite les revendications formulées par les Tchéco-Slovaques, par les Roumains, par les Serbes, par les Grecs, par les Arabes.

La question des colonies allemandes.

Plusieurs séances de la future Conférence de la Paix furent occupées par une question particulièrement délicate : « l'attribution des colonies allemandes ».

Nous avons dit quels sacrifices de toutes sortes l'Allemagne avait faits pour se créer un empire colonial.

Qu'était-il devenu ?

Dès le 22 août 1914, le Togo s'était rendu à deux colonnes expéditionnaires : l'une commandée par le lieutenant-colonel britannique Bryant ; l'autre, par le commandant français Maroix. Le même jour, les Britanniques, venus de la Nou-

velle-Zélande, s'emparaient des îles Samoa, grâce à la protection du croiseur français *Montcalm*.

Le 26 septembre 1914, les Australiens, après quelques combats, avaient mis la main sur la Nouvelle-Guinée allemande. En octobre 1914, les Japonais enlevaient les petits archipels d'Australie que possédait l'Allemagne.

Dans l'Afrique australe, les Allemands travaillaient à susciter chez les Boers une révolte contre les Britanniques, afin d'entraver toute tentative contre le Sud-Ouest africain allemand. Ils parvinrent à entraîner le colonel Moritz, le général Beyers et même Christian de Wet. Mais le général Botha, resté fidèle à la Grande-Bretagne qui représentait le Droit, mit les rebelles à la raison, par sa victoire du 13 novembre à Winburg.

La plus ancienne colonie allemande, le Congo-Cameroun, résista davantage. Dès la déclaration de guerre, un détachement français enleva le poste de Bouga. Le colonel Hutin fut vainqueur à Nola; le général Aymerich, à Ouesso. En même temps, le colonel Largeau, pénétrant au Cameroun, s'emparait de Kousseri et, en liaison avec les Britanniques, attaquait Dikoa.

En novembre 1914, nous avions repris tout ce que la France avait cédé aux Allemands, après le coup d'Agadir, en 1911. D'autre part, les Français et les Britanniques, attaquant la colonie allemande par le littoral, occupaient Douila, Victoria, Jabassi, Edea. Les troupes allemandes, dont le nombre avait été fort réduit par les combats, les maladies et la désertion des indigènes, résistaient mal. En 1915, nous tenions le centre de la région, N'Gaonndéré. Bientôt la capitale, Jaunde, fut prise. Abong, M'Bang, Monti succombèrent successivement.

On sait comment les Japonais s'emparèrent de Kiao-Tcheou, le 7 novembre 1914, après un siège de deux mois et demi.

Une seule attaque fut tentée par les Allemands. Le 22 décembre 1914, deux de leurs bateaux de guerre, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, bombardèrent la ville de Papeete, dans l'île de Tahiti. Nos coloniaux et nos marins, pourtant si peu nombreux, les empêchèrent de débarquer. Leurs bateaux s'enfuirent. Le même sort fatal les attendait l'un et l'autre.

La colonie allemande du Sud-Ouest africain fut attaquée en février 1915. En mai, les troupes britanniques, commandées par le général Botha, occupèrent la capitale, Windhoëk. Les troupes allemandes, qui s'étaient réfugiées à Otavi, se rendirent sans conditions.

Tout l'empire colonial de l'Allemagne était tombé aux mains des Alliés. La Conférence de la Paix estima qu'il devait y rester.

La Société des Nations.

Le Conseil des Dix, après tant de travaux divers, rédigea, en une trentaine d'articles, le pacte de la Société des Nations. Il lui donnait un conseil exécutif, des délégués, un secrétariat international perpétuel, tout ce qui pouvait lui assurer de l'autorité morale. Cependant, il ne lui donnait pas de force militaire, malgré l'insistance de M. Léon Bourgeois, qui mettait cette force « au premier rang des sûretés indispensables ».

Pour siège de la Société des Nations, on avait proposé Bruxelles. C'eût été d'un immortel et salutaire enseignement. M. Wilson préféra Genève, comme « caractéristique de la neutralité ». Le représentant de la Belgique, M. Hymans, dont la souple et puissante éloquence aurait fait valoir tous les titres de son pays

martyr, prononça seulement quelques mots d'amers regrets et se hâta de déclarer sa confiance dans l'œuvre entreprise.

La Société des Nations fut inaugurée le 15 février 1919, sous la présidence de M. Clemenceau, dans le salon de l'Horloge, au ministère des Affaires étrangères. En une baie voilée de draperies, siégeait Mme Wilson, seule femme de la réunion. M. Wilson, qu'un groupe d'Associations secrètes venait de proclamer « Gouverneur Général de la Planète », expliqua longuement le mécanisme de la Société. Il annonça que le secrétariat international perpétuel publierait tous les traités. Désormais plus d'équivoques entre les peuples ! « Nous sommes mandatés ici, ajouta-t-il, par 1 200 millions d'hommes. Le crime a été vaincu. Nous avons pour tâche d'empêcher la guerre. » Les assistants crurent voir se dresser devant eux l'image surhumaine de cette Société sans précédent, avec ses principes, ses règlements, sa méthode, tout son idéal. Sans doute tous les assistants, M. et Mme Wilson exceptés, songèrent qu'il lui eût fallu aussi une épée et une cuirasse

Et l'Allemagne ?

Ce n'était pas de cela qu'il s'agissait d'abord ! La question importante, la question capitale, la question des questions, c'était la question de l'Allemagne.

L'Allemagne avait voulu la guerre. Par elle, le monde était ensanglanté et bouleversé. Qu'est-ce que la Conférence de la Paix allait faire de l'Allemagne? Or, cette question, la Conférence de la Paix la différait sans cesse. La France, avec son clair bon sens, comprenait que, en cette matière, le temps perdu ne se réparerait qu'à très grande peine, s'il se réparait jamais.

Les principaux membres de la Conférence de la Paix étaient des chefs de gouvernement qui, par surcroît, devaient s'occuper des affaires si compliquées de leur pays. Pourtant, leur mission au Conseil des Dix aurait exigé toutes leurs heures et toutes leurs forces ! Wilson, Clemenceau, Lloyd George assumaient une tâche dont un Louis XIV ou un Napoléon Ier, au comble de la puissance, n'avaient pas voulu se charger.

Peu à peu, les difficultés s'accroissaient jusqu'à devenir des défis. Dantzig restait fermé aux troupes de Haller. L'Ukraine continuait à assiéger Lemberg. La Roumanie et la Serbie se querellaient pour le Banat. Même hostilité entre les Italiens et les Yougo-Slaves. Et les Bolchevistes continuaient à avancer.

Au Conseil des Dix avait succédé le conseil des Quatre. Clemenceau, Wilson, Lloyd George, Orlando abordèrent enfin la question du bassin houiller de la Sarre et la question de l'occupation du Rhin.

M. Wilson, ayant, pour la première fois, déclaré nettement qu'il refusait d'accorder la rive gauche du Rhin et le bassin de la Sarre, M. Clemenceau quitta la salle. Très troublé, M. Wilson convoqua le soir même, tous les membres de la Commission américaine et leur rapporta en détail la scène qui venait de se passer « Messieurs, ajouta-t-il, aidez-moi. M. Clemenceau s'est retiré en me traitant de *pro-allemand*. Je ne sais pas si je le reverrai, ni même si la Conférence de la Paix continuera. Tâchons de trouver ensemble la solution du problème. Je désire ne rien faire qui soit injuste ou arbitraire à l'égard de l'Allemagne. En même temps, je ne veux pas déplaire à M. Clemenceau, c'est-à-dire à la France qui a sauvé la civilisation. » C'étaient de nobles paroles. Cependant la France n'eut pas toujours à se louer des actes qui les suivirent.

La question de Fiume faillit également tout brouiller. M. Wilson avait promis

aux Yougo-Slaves cette ville que l'Italie revendiquait. M. Orlando partit pour Rome, où il passa quelques jours. Mais il demeura membre du Conseil des Quatre.

De ces discussions ne reste aucune trace écrite. Pendant les quatorze premières séances, le Conseil des Quatre ne chargea personne de prendre aucune note. Il y avait là « un danger » que M. Jules Cambon signala à M. Clemenceau par une lettre.

Le lendemain même, M. Clemenceau vit que M. Jules Cambon avait grand raison. Le secrétaire de Lloyd George lisait aux quatre chefs d'Etat un rapport où ce qu'avaient dit les délégués de la France était entièrement omis. Aussi, à la dix-septième séance, un secrétariat fut-il institué.

Certaines questions avaient été tranchées par de rapides dialogues que l'histoire enregistre ici pour la première fois.

La question des mers, par exemple ! Lloyd George demandait :

— La France reconnaît-elle que, sans la flotte de la Grande-Bretagne, elle n'aurait pas gagné la guerre ?

— Elle le reconnaît, répondit Clemenceau.

— Dans ces conditions, la France est-elle disposée à faire quoi que ce soit pour empêcher la Grande Bretagne de lui rendre le même service ?

— Non.

Quand Clemenceau eut, avec M. Wilson, un premier entretien, il lui rapporta ce dialogue, mot pour mot.

— J'approuve pleinement vos deux réponses, déclara M. Wilson.

Dans les discussions générales qui suivirent, M. Wilson fut toujours écouté avec une extrême déférence. Cependant, il rencontra parfois des résistances imprévues. Un jour, debout à sa place, laquelle était la place d'honneur, il prononça de sa voix la plus doctorale et avec son accent le plus sec :

— Je demande l'internationalisation de l'Amazone.

Tous les yeux se tournèrent vers le représentant du Brésil. Quoi ! Internationaliser l'immense fleuve, le premier du monde par son débit, qui prend sa source dans les Andes et traverse le Pérou pour devenir la grande artère brésilienne et se jeter dans l'Atlantique, après un cours de 6500 kilomètres ? Qu'est-ce que le représentant du Brésil allait répondre ? On craignait un éclat. Mais le représentant du Brésil n'eut garde d'éclater. Très calme, il se leva, les yeux attachés aux yeux de M. Wilson, et prononça, dans la même langue que M. Wilson, de la même voix doctorale, voire avec le même accent nasillard :

— Soit. Mais, bien entendu, le canal de Panama sera de même internationalisé.

M. Wilson s'était assis. Jamais plus il ne fit allusion à l'Amazone.

A propos des réparations, M. Clemenceau fut forcé de répéter avec violence quelques chiffres tragiques. La France compte, comme pertes, 26 p. 100 de ses mobilisés ; 57 p. 100 de ses soldats âgés de moins de 30 ans. Par le fait de la guerre, elle a été privée de 80 p. 100 de sa production de fonte et de 90 p. 100 de sa production de minerai.

A propos des garanties, les discussions recommençaient.

Le maréchal Foch, qui, le 30 novembre 1918, avait demandé « que la rive gauche du Rhin fût annexée à la France, avec obligation pour les habitants de servir dans l'armée française », se contentait de demander « que la rive gauche fût neutralisée, mais avec occupation permanente ».

Le 27 février, M. Clemenceau présentait, à la Conférence de la Paix, une note qui se résumait ainsi : « L'occupation perpétuelle de la rive gauche est, pour la France,

la suprême garantie. La France n'a nullement pour but une annexion. La Conférence de la Paix choisira le régime politique à établir dans cette région. Mais la frontière occidentale de l'Allemagne doit être fixée au Rhin. La rive gauche, avec les ponts, doit être occupée par des troupes interalliées, pendant un temps qu'on ne saurait limiter. »

A cette note, M. Wilson et M. Lloyd George répondirent : « Une séparation exige une consultation des habitants. Une occupation demeurera une cause perpétuelle de conflits. » Cependant l'un et l'autre reconnaissaient la nécessité d'une garantie pour la France. Au problème ainsi posé, ils proposèrent, le 14 mars, la solution suivante : « La Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'engageraient solidairement à soutenir la France en cas d'agression de l'Allemagne ».

Sans doute cet engagement assurait à la France la victoire en cas d'attaque. Mais il ne lui assurait pas, les Alliés étant si loin, le respect de son territoire. Aussi, sans nullement refuser l'offre des Alliés, M. Clemenceau demandait « une sécurité plus positive ». M. Wilson présenta une nouvelle formule du traité, laquelle fut définitivement arrêtée, le 15 avril 1919.

Pour les « sécurités militaires », la Conférence adopta un projet proposé par Clemenceau et soutenu par Lloyd George. Le service obligatoire était supprimé en Allemagne. La force militaire allemande était réduite à 100 000 hommes servant 12 ans, et à 288 canons. Pour la surveillance et le contrôle, le droit d'investigation fut accordé à la France.

Pour l'occupation de la rive gauche et des ponts, la Conférence adopta le système de l'occupation interalliée pendant quinze ans, « avec droit de réoccupation, si les engagements financiers de l'Allemagne n'étaient pas tenus ».

En somme, la France avait eu à choisir entre l'occupation perpétuelle de la rive gauche et l'engagement d'aide immédiate de ses alliés. Les représentants à la Conférence de la Paix se prononcèrent pour l'engagement d'aide immédiate, malgré l'avis exprimé de nouveau, le 25 avril, au Conseil des Ministres, par le maréchal Foch : « Séparation et occupation militaire de la rive gauche. »

Résolution non moins grave ! L'unité de l'Allemagne était maintenue. En vain, des voix autorisées demandèrent que l'Allemagne redevînt une Confédération. En vain, M. Jules Cambon insista pour que la Bavière donnât « sa signature particulière au Traité de Paix. » Les représentants des Alliés obéirent, les uns à un scrupule excessif à l'égard de la liberté des peuples, les autres à la crainte d'attiser, en Allemagne, le désir de la revanche.

De son côté, l'Assemblée nationale allemande, réunie à Weimar, vota une Constitution, qui peut se résumer ainsi : Socialisation apparente, centralisation effective. L'unité de l'Allemagne était cimentée plus fortement par la défaite de 1918 que par la victoire de 1870. Le rêve de Bismarck se réalisait et se couronnait.

Rien de plus significatif, en cette matière, que la phrase du préambule : « Uni dans ses diverses souches (*Stammen*), le peuple allemand est animé du désir de consolider son empire (*Reich*) ». Après cette phrase pompeuse, une humble et sèche indication : « L'empire allemand est une République ». C'est la seule fois que le mot République se glisse dans la Constitution allemande. Les Constituants s'en sont débarrassés au plus vite, avec une sorte d'impatience méprisante. Et, pour marquer toujours mieux leur dessein principal, ils opposent, dans 181 articles, le mot de *Reich* au mot *Lænder* désignant les anciens *Etats*.

Le Président de l'Empire est élu, pour sept ans, par le peuple. Ainsi, le *Reich* allemand a, comme les Etats-Unis, un régime présidentiel au lieu d'avoir, comme

la France, un régime parlementaire. Cette préférence s'explique aisément : le régime présidentiel est de beaucoup le plus favorable aux ambitions impérialistes. A côté du Reichstag, la Constitution a placé le *Reichsrat*, Conseil d'Empire. Le Reichsrat remplace l'antique Bundesrat. Il y a là un triomphe de plus pour l'unité allemande. Le *Bund*, c'est la confédération, c'est-à-dire la pluralité dans la patrie. Le *Reich*, c'est la patrie une et indivisible. Chose à noter, le mot de Reichsrat est emprunté au régime austro-hongrois, fondé en 1867, lequel a été le plus vexatoire et le plus tyrannique des régimes.

Les délégués allemands en France.

Les délégués allemands furent convoqués à Versailles, le 27 avril 1919, pour recevoir le Traité de Paix à la préparation duquel ils n'avaient pas été admis. Versailles leur rappelait les jours incomparables de la guerre de 1870, qu'ils avaient espéré voir renaître dans la guerre de 1914.

Dans cette épreuve, ces six Allemands, qui avaient à leur tête Brockdorff-Rantzau ne connurent qu'un seul moment de répit : à l'approche du 1er mai, ils crurent que la France allait être, elle aussi, en proie au bolchevisme. Espoir vite déçu.

Le 7 mai, les Allemands furent introduits devant la Conférence de la Paix. M. Clemenceau, qui présidait, se leva et leur dit : « Messieurs les plénipotentiaires allemands, vous avez devant vous les plénipotentiaires accrédités des petites et grandes puissances, unies pour accepter la guerre la plus dure qui leur a été imposée cruellement. L'heure est venue du lourd règlement de comptes. Vous allez recevoir le livre qui contient nos conditions de paix. Vous aurez toutes facilités pour les examiner, sans parler de la procédure de courtoisie familière à tous les peuples civilisés. Vous nous trouverez empressés à vous seconder dans votre tâche. Mais cette seconde paix de Versailles est trop chèrement achetée pour que nous n'ayons pas le droit d'exiger, par tous les moyens en notre puissance, les légitimes satisfactions qui nous sont dues. »

Brockdorff-Rantzau, après avoir reçu le texte du Traité, lut une longue réponse qui commençait ainsi : « Nous sommes profondément pénétrés de la tâche sublime qui nous a amenés ici pour donner une paix durable au monde. Aucun de nous n'ignore que la puissance des armes allemandes est brisée. Nous savons aussi ce que les vainqueurs nous feront payer comme vaincus et coupables. » Sa lecture finie, il se retira avec ses cinq compagnons d'infortune. Certes, le grand cœur de la France aurait éprouvé pour eux, malgré l'énormité de leurs crimes, un sentiment de pitié si, après cet aveu, ils n'avaient pas tout de suite cherché à prouver qu'ils n'étaient ni coupables ni vaincus.

Dans les pages qu'il venait de lire, Brockdorff-Rantzau glissait quelques mots qui faisaient pressentir l'attitude que l'Allemagne allait prendre. Il demandait, par exemple, que « toutes les personnalités responsables de la guerre fussent appelées devant une commission neutre », et il accusait les Alliés « d'avoir tué, avec préméditation, plusieurs centaines de milliers de non-combattants par le blocus ».

C'est Brockdorff-Rantzau qui, le premier, a lancé les mots : « Conditions trop dures, traité inexécutable ». A quoi Lloyd George répliqua tout de suite : « Si les conditions n'étaient pas dures, elles ne seraient pas justes ».

La Conférence de la Paix rappela que le gouvernement allemand, en 1914, avait proposé à la Grande-Bretagne le plus honteux marché : « Laissez-moi atta-

quer la France; je vous laisserai prendre une colonie française et je ne pénétrerai pas dans la Manche. » Plus encore ! Le gouvernement allemand avait fait à la France cette injure suprême de lui dire officiellement, par la bouche de son ambassadeur, M. de Schœn : « Nous déclarons la guerre à votre alliée, la Russie. Vous devez garder la neutralité. *Mais nous n'accepterons votre déclaration de neutralité, que si vous nous livrez Toul et Verdun.* » Or, Toul c'était Nancy; Verdun, c'était Briey.

Et ce que l'Allemagne voulait alors faire de la France, la Conférence de la Paix le rappelait également! C'était le projet du comte Bernstorff, alors ambassadeur aux Etats-Unis, et qui, en 1918, était très influent dans les conseils du gouvernement socialiste de Berlin. « La France cédera à l'Allemagne toutes ses colonies. Elle lui cédera en outre le territoire au nord d'une ligne droite tracée sur la carte, depuis Saint-Valéry jusqu'à Lyon. Par un traité de commerce, elle permettra aux marchands allemands d'entrer en France, sans payer de droits, pendant vingt-cinq ans. Elle démolira toutes ses forteresses et livrera trois millions de fusils avec trois mille canons et quarante mille chevaux. » C'était le projet du comte Zeppelin (lettre du 13 avril 1916 au chancelier Bethmann-Hollweg) : « Sans la possession de Brest, l'Allemagne ne peut participer en rien à la liberté des mers qui lui est due. Et cette possession serait elle-même sans valeur, si nous ne prenions pas, en même temps, un minimum de garanties, exigé par notre existence future. Pour éviter que, à l'avenir, un nombre pareil d'aussi puissants ennemis soient à même de nous assaillir, il nous faut placer la France dans une telle dépendance militaire qu'elle ne puisse, en cas d'une guerre future, faire autrement que d'être notre alliée. Il faut, à tout prix, empêcher l'Angleterre, par la possession des côtes belges et d'une partie du littoral français, de pouvoir débarquer des troupes en France. »

Le Traité de Paix.

Les 440 articles du Traité de Paix, rédigés en français et en anglais, forment un fort volume de près de trois cents pages, sous ce double titre : Conditions de paix, *Conditions of peace.*

En voici le début :

Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, puissances désignées comme les principales puissances alliées et associées, *la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Guatémala, Haïti, l'Hedjaz, le Honduras, le Libéria, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'État-serbe-croate-slovène, le Siam, la Tchéco-Slovaquie et l'Uruguay,* constituant, avec les principales puissances ci-dessus, les puissances alliées et associées, d'une part ; *et l'Allemagne,* d'autre part ;

Ont convenu des dispositions suivantes : « A dater de la mise en vigueur du présent traité, l'état de guerre prendra fin. Dès ce moment, et sous réserve des dispositions du présent traité, les relations officielles des puissances alliées et associées avec l'Allemagne et l'un ou l'autre des États allemands seront reprises. »

Suit immédiatement la Constitution de la Société des Nations. Son pacte est fondé sur les principes suivants :

Accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre ; entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur ; observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des gouvernements ;

faire régner la justice et respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés.

Sont membres originaires de la Société des Nations les signataires du pacte, ainsi que les Etats qui auront accédé au pacte sans aucune réserve, dans les deux mois de l'entrée en vigueur du pacte.

L'Allemagne n'est donc pas « membre originaire » de la Société des Nations. Peut-elle en devenir membre ? Voici la réponse :

Tout Etat qui se gouverne librement peut devenir membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens.

Le siège de la Société est à Genève. Son but étant le maintien de la paix, les armements nationaux doivent être réduits au minimum. Ses membres se garantissent mutuellement « le maintien de leur intégrité territoriale et de leur indépendance publique ».

En cas de guerre, la Société des Nations doit prendre toutes les mesures propres à sauvegarder la paix. Si un membre de la Société recourt à la guerre contrairement à ses engagements, il est considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les membres de la Société. Ceux-ci rompent avec lui toutes les relations commerciales et financières. Tout traité incompatible avec le pacte doit être abrogé (articles 1-26).

Les articles 27-29 déterminent les frontières de l'Allemagne. Du côté de la France, la frontière est rétablie telle qu'elle était avant la guerre de 1870. L'indépendance de la Tchéco-Slovaquie et de la Pologne y est proclamée.

Clauses politiques européennes (articles 31-117). — La souveraineté de la Belgique est reconnue sur le territoire de Moresnet, sur les cercles d'Eupen et de Malmédy.

En ce qui concerne le Luxembourg :

L'Allemagne renonce au bénéfice de toutes dispositions inscrites en sa faveur dans les traités antérieurs. Elle reconnaît que le grand-duché de Luxembourg a cessé de faire partie du Zollverein allemand à dater du 1er janvier 1919, renonce à tous droits sur l'exploitation des chemins de fer, adhère à l'abrogation du régime de neutralité du grand-duché et accepte tous arrangements internationaux conclus par les puissances alliées et associées relativement au grand-duché.

En ce qui concerne la rive gauche du Rhin :

Il est interdit à l'Allemagne de maintenir ou de construire des fortifications, soit sur la rive gauche du Rhin, soit sur la rive droite, à l'ouest d'une ligne tracée à 50 kilomètres à l'est de ce fleuve. Sont interdits, dans la zone définie à l'article 42, l'entretien ou le rassemblement de forces armées, soit à titre permanent, soit à titre temporaire, aussi bien que toutes manœuvres militaires de quelque nature qu'elles soient et le maintien de toutes facilités matérielles de mobilisation. Au cas où l'Allemagne contreviendrait, de quelque manière que ce soit, à ces dispositions, elle serait considérée comme commettant un acte hostile vis-à-vis des puissances signataires du présent traité et comme cherchant à troubler la paix du monde.

En ce qui concerne le bassin de la Sarre :

En compensation de la destruction des mines de charbon dans le nord de la France, et à valoir sur le montant de la réparation des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cède à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre. A l'expiration d'un délai de quinze ans à compter de la mise en vigueur du présent traité, la population du territoire du bassin de la Sarre sera appelée à faire connaître sa volonté comme il suit : Un vote aura lieu par commune ou par district et portera sur les trois alternatives suivantes : *a*) maintien du régime établi par le présent traité ; *b*) union à

la France ; c) union à l'Allemagne. Le droit de vote appartiendra, sans distinction de sexe, à toute personne âgée de plus de vingt ans à la date de la signature du traité.

En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine :

Les territoires cédés à l'Allemagne en vertu des préliminaires de paix signés à Versailles, le 26 février 1871, et du traité de Francfort du 10 mai 1871, sont réintégrés dans la souveraineté française à dater de l'armistice du 11 novembre 1918.

Les territoires en question feront retour à la France, *francs et quittes de toutes dettes publiques.* La France entrera en possession de tous biens et propriétés de l'Empire ou des États allemands situés dans les territoires visés, sans avoir à payer ni créditer de ce chef aucun des États cédants.

Le Gouvernement allemand remettra sans délai les Alsaciens-Lorrains (personnes physiques et morales et établissements publics) en possession de tous biens, droits et intérêts leur appartenant à la date du 11 novembre 1918, en tant qu'ils seront situés sur le territoire allemand. Il s'engage à supporter la charge de toutes pensions civiles et militaires acquises en Alsace-Lorraine à la date du 11 novembre 1918, et dont le service incombait au budget de l'Empire allemand.

Le port de Strasbourg et le port de Kehl seront constitués, pour une durée de sept années, en un organisme unique au point de vue de l'exploitation. L'administration de cet organisme unique sera assurée par un directeur nommé par la Commission centrale du Rhin et révocable par elle. Ce directeur devra être de nationalité française.

Le Gouvernement français est subrogé dans tous les droits de l'Empire allemand sur toutes les lignes de chemins de fer gérées par l'Administration des chemins de fer d'Empire et actuellement en exploitation ou en construction. Il en sera de même en ce qui concerne les droits de l'Empire sur les concessions de chemins de fer et de tramways situées sur les territoires visés. Cette subrogation ne donnera lieu à la charge de l'État français à aucun paiement.

Pendant une période de cinq années à dater de la mise en vigueur du présent traité, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des territoires visés, seront reçus, à leur entrée sur le territoire douanier allemand, en franchise de tous droits de douane. Le Gouvernement français se réserve de fixer chaque année par décret notifié au Gouvernement allemand, la nature et la quotité des produits qui bénéficieront de cette franchise. Le Gouvernement français se réserve le droit de retenir et liquider tous les biens, droits et intérêts que possédaient, à la date du 11 novembre 1918, les ressortissants allemands ou les sociétés contrôlées par l'Allemagne sur les territoires visés. L'Allemagne indemnisera directement ses ressortissants dépossédés par lesdites liquidations.

De tout le Traité, la partie qui concerne l'Alsace-Lorraine est assurément la plus précise et la plus équitable. Tout y est prévu pour la fourniture de l'énergie électrique par les mines de la rive droite, fourniture qui doit être continuée pendant dix ans, aussi bien que pour le trafic des sels de potasse, trafic dans lequel l'Allemagne renonce à intervenir. Richesses toutes modernes! Désormais, la France peut mettre à la disposition de ses agriculteurs cette potasse dont l'agriculture allemande tirait tant de profit.

Pourquoi faut-il que, dans une annexe au chapitre sur l'Alsace-Lorraine, un article d'une imprudence inouïe accorde la nationalité française à tout Allemand marié à une Alsacienne ou à une Lorraine? Tel des pires ennemis de la France rentre dans la place, avec les plus grandes facilités pour trahir.

Droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne, colonies (articles 118-158). — L'Allemagne renonce à tous les droits et titres sur ses possessions d'outre-mer. Les territoires que la France avait cédés en compensation des droits sur le Maroc, lui sont restitués. La France exerce le mandat de la Société des Nations sur le Togo et le Cameroun; les dominions de la Grande-Bretagne exerceront ce mandat sur le Sud-Ouest africain, l'Afrique orientale, les Samoa, la Nouvelle-Guinée.

Clauses militaires, navales, aériennes (articles 159-213). — L'armée allemande sera démobilisée dans un délai de deux mois et réduite à un maximum de 100 000 hommes, officiers et dépôts compris. Il n'est laissé à l'Allemagne que

288 canons légers. Aucun canon lourd. Le service militaire obligatoire est aboli. L'armée se recrutera par des engagements volontaires de douze ans pour les hommes, de vingt-cinq ans pour les officiers. La flotte est limitée à un nombre de navires d'un type déterminé. Interdiction pour l'Allemagne de posséder aucun sous-marin. L'accès de la Baltique est libre pour toutes les nations. Interdiction de posséder aucune aviation militaire ou navale. Tout le matériel de l'aéronautique militaire et navale sera livré. Des Commissions interalliées opérant en Allemagne assureront le contrôle de l'exécution des clauses. L'Allemagne se prêtera à toute investigation décidée par le Conseil de la Société des Nations.

Prisonniers de guerre et sépulture (articles 214-222). — Les prisonniers alliés seront rapatriés aussi rapidement que possible, aux frais du Gouvernement allemand. Les Alliés et l'Allemagne entretiendront les sépultures des soldats inhumés



RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS FRANÇAIS PRÈS DE FORBACH.
(Section photographique de l'Armée.)

sur leurs territoires respectifs et satisferont aux demandes de rapatriement des restes de leurs soldats.

Réparations (articles 231-243). — L'Allemagne, qui reconnaît sa responsabilité pour toutes les pertes et tous dommages subis par les Alliés, s'oblige à les réparer et à rembourser les pensions et les allocations, ainsi que les avances faites par les Alliés à la Belgique

Sanctions (articles 244-248) — Guillaume II et les autres personnalités responsables de la guerre et des crimes commis pendant cette guerre comparaîtront devant un tribunal spécial. L'Allemagne devra les livrer, avec les documents utiles pour les juger.

Clauses financières et économiques (articles 248-312). — Pour couvrir les frais d'occupation, les réparations et toutes les charges résultant du traité, les biens et les ressources de l'Allemagne sont grevés d'un privilège de premier rang. L'Allemagne transfère aux Alliés ses créances et biens en Russie, en Chine, en Autriche-Hongrie, en Bulgarie, en Turquie. Elle renonce aux bénéfices des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest.

Dans cette partie du Traité, les articles 254 et 256 sont d'une haute portée. Par exception, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, « la France est exemptée de tout paiement à l'Allemagne pour la valeur des biens appartenant à l'Allemagne et de toute reprise de la dette allemande en raison des conditions dans lesquelles l'Alsace-Lorraine a été cédée, en 1871 ».

Une Commission interalliée fera connaître à l'Allemagne le montant des réparations et fixera les modalités du paiement. Tous les revenus de l'Allemagne seront affectés par privilège aux réparations. Le contribuable allemand supportera un fardeau au moins égal à celui du contribuable le plus imposé. Les animaux et objets de valeur enlevés par l'Allemagne seront restitués. L'Allemagne paiera une provision de 20 milliards de marks en or, avant le 1er mai 1921. Elle remettra, en outre, un acompte de 100 milliards de marks en or et en bons. Une partie en sera remboursée par un paiement pouvant être effectué par ces moyens : navires marchands, animaux, machines, matières chimiques, câbles sous-marins, charbons, benzol, goudron de houille, sulfate d'ammoniaque.

Le régime de la nation la plus favorisée est accordée aux Alliés en Allemagne. Franchise est assurée en Allemagne, pendant cinq ans, aux produits alsaciens; pendant cinq ans, aux produits luxembourgeois; pendant trois ans, aux produits polonais. Le droit de survol et d'atterrissage sur le territoire allemand est reconnu aux Alliés. Le libre transit, exempt de droits de douane et de taxes spéciales, est assuré aux Alliés à travers l'Allemagne, ainsi que le régime le plus favorable à leur commerce. L'Elbe, l'Oder, le Niémen, le Danube sont placés sous un contrôle international. Le Rhin et la Moselle seront régis par une commission dont la France désignera le président.

Travail (articles 387-427). — Pour assurer le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs, « un organisme est associé à la Société des Nations ». La Paix ne pouvant être fondée que sur la justice sociale, le Traité de Paix règle le droit d'association, le salaire, égal sans distinction de sexe, les heures de travail, le temps de repos hebdomadaire, l'emploi des femmes, l'âge d'admission au travail, l'enseignement professionnel, etc. Le paragraphe 4 de l'article 427 place, « parmi les principes d'une importance particulière et urgente, l'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures ».

Garanties d'exécution (articles 428-433). — Les Alliés, pendant quinze ans, à dater de la signature, occuperont la rive gauche et les têtes de pont sur la rive droite. Si l'Allemagne exécute fidèlement les clauses, une évacuation est prévue : 1° au bout de cinq ans, pour la tête de pont de Cologne et une partie de la rive gauche; 2° au bout de dix ans, pour la tête de pont de Coblentz et une autre partie de la rive gauche; 3° au bout de quinze ans, pour les têtes de pont de Mayence et de Kehl et le reste de la rive gauche. Si, au bout de quinze ans, les garanties ne semblent pas suffisantes aux Alliés, l'évacuation pourra être retardée. Si, après quinze ans, l'Allemagne cesse d'exécuter fidèlement ses engagements, tout ou partie des zones ci-dessus pourra être réoccupé.

L'Allemagne, pour signer le Traité, « avait jusqu'au 24 juin, 7 heures du matin » Passé cette heure, l'armistice était dénoncé.

Erreurs et lacunes du Traité.

La France n'était pas seule à faire ce Traité. De là, en ce qui concerne la France, des erreurs et surtout des lacunes. Ni Sarrelouis ni Landau, qui nous appartenaient, ne nous étaient restitués. Pourtant l'annexion de Landau et de Sarrelouis

ne se justifie pas plus que l'annexion de Wissembourg et de Forbach. La frontière que nous rend le traité de 1918 est celle de 1815, c'est-à-dire celle qui avait été faite contre la France.

Mais le plus grand mal venait, peut-être, de l'armistice. En novembre 1918, les Alliés auraient pu exiger que l'armée allemande déposât fusils, canons, mitrailleuses, aéroplanes. Ils l'auraient dû. L'Allemagne a vu rentrer ses soldats avec armes et bagages. De plus, dans le premier armistice ou tout au moins dans le second ou le troisième, les Alliés auraient dû inscrire le désarmement complet de l'Allemagne, la livraison des coupables, la restitution des biens volés, la reconstitution de nos pays martyrs, le paiement de plusieurs milliards. Sur l'heure, l'Allemagne y eût consenti (1).

Le mal venait aussi de ce que l'armistice n'avait pas été suivi, sans retard, des préliminaires de paix déterminant, en traits essentiels, les indemnités, les garanties, les frontières.

Le mal venait enfin des retards apportés aux premiers grands travaux de la Conférence de la Paix. Il a fallu deux mois pour que M. Wilson, chef d'État, traversât l'Océan, et pour que M. Lloyd George, chef de gouvernement, procédât au renouvellement du Parlement britannique. Or, deux mois, dans la succession désordonnée des événements, suffisent à refroidir les convictions les plus ardentes et à obscurcir les questions les plus claires.

Le 7 avril 1919, au Conseil des Ministres, le maréchal Foch avait lu une note où il disait : « Pour la sécurité de la France, il est nécessaire d'avoir le Rhin comme frontière militaire. Pour les réparations de la France, il est nécessaire d'occuper la rive gauche jusqu'à l'exécution intégrale du traité. » Seul, M. Poincaré soutint le maréchal. En sortant de cette réunion, Foch dit à M. Jules Cambon : « La France ne comprendra jamais que, de la victoire, on ait fait sortir la faillite. »

Le 6 mai, à la réunion plénière de la Conférence de la Paix, Foch tenta une nouvelle démarche. On ne lui répondit rien. Après la séance, il insista auprès de Clemenceau pour avoir une réponse. Alors Clemenceau alla trouver Wilson et Lloyd George, discuta longtemps avec animation, puis revint en disant : « La réponse, c'est qu'il n'y a pas de réponse. — En ce cas, déclara Foch, ce traité, je le répudie. » Le lendemain, le maréchal, se trouvant, à Versailles, près de M. Klotz, ministre des Finances, lui disait : « Avec un pareil traité, présentez-vous aux guichets de l'Empire allemand, vous serez payé en monnaie de singe. — Ce n'est pas mon habitude, répondit M. Klotz. — Vous vous y ferez », répliqua le maréchal. A propos de l'ensemble du Traité, Foch s'écria : « Et pourtant j'avais dit à tous ceux qui représentaient la France : Faites la paix que vous voudrez, je me charge de l'imposer à l'Allemagne ! »

M. Clemenceau, qui demandait « non seulement la garde permanente du Rhin, mais cinquante milliards versés tout de suite et 300 000 prisonniers allemands pendant trois ans pour la reconstruction de nos pays martyrs », n'avait eu satisfaction sur aucun de ces points. En ce qui concernait les clauses financières, les chiffres que donnait M. Klotz, ministre des Finances, surexcitaient l'opinion sans l'éclairer. D'après lui, les frais de la guerre se répartissent ainsi : « Pour la France, 145 milliards; pour la Grande-Bretagne, 180; pour les États-Unis, 114; pour la Russie, 92; pour l'Italie, 58; pour la Belgique, la Roumanie, la Serbie, 42; pour

(1) Ajoutons que l'armistice du 11 novembre, signé prématurément, eut pour effet de bloquer notre armée de Salonique aux portes de Budapest, de sauver la Bavière et de préserver ainsi l'unité allemande, au sud comme à l'ouest.

l'Allemagne, 231 ; pour l'Autriche-Hongrie, 100. » Avec les intérêts, pendant une centaine d'années, le total s'élève à 4 500 milliards. Somme que l'imagination humaine ne peut pas se figurer et que l'Allemagne est absolument incapable de payer avant si longtemps! Pour une dette, l'énormité tiendrait-elle lieu de quittance? En réponse, le ministre des Finances rappelait ces précisions : « L'Allemagne doit verser le montant en espèces (marchandises, navires, charbons, etc.) des dommages, des pensions militaires et des allocations. En même temps, elle doit remettre un titre de reconnaissance de 40 milliards de marks en or. Allocations aux familles des mobilisés, 13 milliards. Pensions militaires, 60. Assistance et pécule, 2. Dommages, environ 200 milliards. Pendant trente-six ans, l'Allemagne doit à la France, pour la réparation des dommages, une annuité de treize milliards six cent vingt millions ».

D'autre part, le déficit en charbon est comblé par les mines de la Sarre et les fournitures exigées de l'Allemagne. La Lorraine double notre production de minerai et notre production de fonte. L'industrie textile d'Alsace représente le tiers de la capacité française en 1914.

L'Allemagne vaincue sera désarmée. L'Autriche ne pourra s'unir à elle que si la Société des Nations l'y autorise. Pour quinze ans, les Alliés occupent, sur le Rhin, les têtes de pont, avec le territoire qui couvre les frontières luxembourgeoises, belges et françaises.

Enfin, le Président des États-Unis et le Premier ministre de la Grande-Bretagne s'engagaient à présenter à leurs Parlements un traité d'alliance défensive avec la France.

Pour la frontière de la civilisation.

Au Traité de Versailles, on retrouve le même défaut qu'aux traités de Westphalie et de Vienne : le problème du Rhin n'y est pas résolu.

Le Rhin peut servir à la fois de route et de barrière. Il unit et il sépare. Coupez les ponts, ce chemin qui marche est une barrière qui reste. En dépit des invasions, c'est-à-dire des inondations humaines plus ou moins prolongées, la population de la rive droite et celle de la rive gauche sont essentiellement différentes. Sur la rive droite, des Germains. Sur la rive gauche, des Gaulois, à qui se sont mêlés des Romains et des Francs vite gallicisés. Sans cesse les Germains ont rêvé de passer sur l'autre rive pour piller, rien que pour piller. Leurs grands chefs, les empereurs, n'étaient, en réalité, que des chefs de bandes. L'idée de conquête n'apparut, en Allemagne, que le jour où les divers États allemands se furent soudés, sous le marteau de Bismarck, dans l'armature prussienne des Hohenzollern.

L'Allemagne pangermaniste, possédant le Rhin, tenait les routes de l'Occident et de la mer.

Vers la fin de la guerre du Droit, les Alliés ont compris que le Rhin constitue la frontière même de la civilisation occidentale. Vainqueurs, ils ont poussé jusqu'au Rhin et en ont pris la garde. Toute la rive gauche cesse d'être une place d'armes accordée à l'Allemagne pour concentrer des armées et les précipiter à la conquête du monde.

Sans doute, la garde du Rhin que nous confie le Traité de paix est limitée. Mais la limite, dans le temps comme dans l'espace, reste subordonnée à la bonne volonté de l'Allemagne en l'application du Traité de paix. Jusqu'à présent (février 1921), l'Allemagne a tout fait pour reculer cette limite.

La question de la Pologne.

La question de la Pologne était de celles que le Traité ne résolvait pas à fond. C'est pourtant une des plus importantes pour la paix du monde.

La France, pendant les premières années de la guerre, n'avait pas permis aux volontaires polonais d'arborer leur drapeau : elle ne voulait pas froisser le Tsar. Quand s'effondra le front russe, le drapeau polonais se déploya sur notre front. M. Poincaré, président de la République, l'avait remis lui-même à nos fidèles alliés, en célébrant, avec la résurrection de l'aigle blanche, l'avenir de la Pologne libérée et unie.

De toutes les nations européennes, la Pologne est celle dont la population s'accroît le plus. Malgré ce que lui ont enlevé les déportations, les condamnations, les émigrations, elle a quadruplé le nombre de ses habitants, tandis que l'Allemagne, au comble de la prospérité, restait très loin d'un tel résultat. Le chiffre de sa population s'élève aujourd'hui à 24 millions. Elle peut subvenir aux besoins d'une population beaucoup plus nombreuse, à la seule condition que, dans l'indépendance et la paix, elle exploite convenablement la fertilité de son sol et les richesses de son sous-sol. La race polonaise est illustre par le courage, la constance, la loyauté. Au XVII[e] siècle, sous les ordres de Sobieski, elle a arrêté la barbarie, devant Vienne, comme la France avait arrêté la barbarie, au VIII[e] siècle, devant Poitiers. Le partage de la Pologne, au XVIII[e] siècle, fut un crime contre la civilisation et contre le droit. Le roi de Prusse, Frédéric II, avait décidé, sans grande peine, la tsarine, Catherine II, et l'impératrice d'Autriche, Marie-Thérèse, à s'associer à lui pour ce dépècement. Il leur disait : « La France dort ». Louis XV laissa faire. Et pourtant la reine de France, Marie Leszcinska était la fille de l'ancien roi de Pologne.

Aujourd'hui, la France est réveillée. Elle saisit enfin le mot de Bismarck : « Une Pologne forte, c'est une armée française sur la Vistule. » En ce qui concerne la Pologne, tous les grands Français ont été d'accord, La Fayette, Michelet, Montalembert, Victor Hugo. Colbert disait à Louis XIV : « Un repas inutile de trois mille livres m'a fait une peine incroyable. Mais quand, pour la Pologne, il est question de millions d'or, je vendrais tout mon bien et j'engagerais celui de ma femme et de mes enfants pour fournir à cet emprunt. » Napoléon I[er], à Sainte-Hélène, déclarait : « L'Europe reconnaîtra que j'ai adopté la politique la plus saine, en cherchant à rétablir la Pologne. » Mais, trop souvent, les plus belles paroles n'étaient que des paroles. Napoléon I[er] avait créé le duché indépendant de Varsovie, mais il n'avait pas rétabli la Pologne dans ses frontières de 1772. En allant jusqu'au bout de son propos, il aurait fait du Tsar un simple grand-duc de Moscovie et aurait mis l'Allemagne hors d'état de nuire.

La victoire du Droit, en 1918, fut le signal de la résurrection nécessaire. Pourtant l'œuvre du Traité reste incomplète. Le crime de Frédéric II n'a pas été entièrement réparé. L'Ukraine est abandonnée aux manœuvres bolchevistes ; la Lithuanie, aux manœuvres allemandes; la Haute-Silésie au hasard d'un plébiscite pour lequel les Allemands ont organisé d'impudentes intrigues. Comme il fallait que la Pologne respirât du côté de la mer, on lui a accordé quelques kilomètres de côtes, mais on lui a refusé son débouché naturel : Dantzig. Le salut de la paix exige que le vaillant pays, qu'on a surnommé la France du Nord, se dresse et se fortifie entre l'Allemagne et la Russie. La frontière de la Vistule est aussi indispensable à la civilisation que la frontière du Rhin.

Notre ravitaillement et notre armement, principes de victoire et gages de paix.

Chaque fois que l'Allemagne voulait douter de sa défaite, elle était rappelée à la réalité par la présence, sur le Rhin, de nos troupes si bien disciplinées, si bien exercées, si bien ravitaillées, si bien armées, si bien pourvues de tous les plus modernes instruments de victoire.

Certes, leur courage merveilleux et l'habileté de leurs chefs méritent avant tout la reconnaissance de la France et de la civilisation. Mais comment ne pas payer aussi un tribut de gratitude aux organisateurs du prodigieux effort industriel, technique et scientifique mis au service de notre armement et de notre ravitaillement ?



CLÉMENTEL.
(Photo Manuel.)

Depuis tant d'années, l'Allemagne s'était persuadée qu'elle avait le monopole de l'organisation et que la France, par sa nature même, était condamnée au désordre perpétuel ! A vrai dire, beaucoup de Français n'auraient pas cru la France capable de ravitailler des millions d'hommes hors de leurs foyers, au milieu des plus terribles difficultés, pendant cinquante-deux mois (1). Un grand et spirituel soldat, le général de Galliffet, qui fut ministre de la Guerre, n'avait-il pas dit : « Une armée de plusieurs millions d'hommes, jamais on ne pourrait la commander, encore moins la nourrir. »

Or, quand nos soldats sont entrés en Allemagne, la presse allemande a répété : « Ce pain qu'ils ont aujourd'hui, c'est du gâteau qu'on leur donne pour nous jeter de la poudre aux yeux ! » En réalité, c'était leur pain de tous les jours.

Pendant toute la guerre, ils ont eu en abondance un pain d'excellente qualité. Cette partie essentielle du ravitaillement fait grand honneur au génie et au patriotisme de la France. Il y eut, surtout en 1918, des mois où, à l'intérieur de la France, le pain était médiocre, voire tout à fait mauvais. Quelle surprise, pour les soldats en permission, que de trouver, chez leurs parents, à la place du pain parisien, si blanc, si savoureux, si léger, et qui passe, à bon droit, pour le plus exquis du monde, une pâte lourde et revêche, désagréable au goût comme au regard et au toucher ! Or, la France, à proprement parler, ne se nourrit que de pain. On devine ses souffrances. Jamais on ne saura le nombre des Françaises qui y ont perdu la santé et même la vie. Cependant, aux soldats qui les plaignaient, toutes ont répondu : « Ah ! pauvres enfants, si vous avez de bon pain, nous n'en demandons pas davantage ! » L'Allemagne ne peut se rendre compte d'une pareille épreuve. Elle mange si peu

---

(1) La *Conférence économique des Gouvernements alliés*, tenue à Paris, en juin 1916, sous la présidence de M. Clémentel, ministre du Commerce et de l'Industrie, a étudié les moyens d'interdire le commerce avec l'ennemi, d'assurer la solidarité des Alliés pour la reconstitution économique et de faciliter entre eux les échanges pour l'avenir.

de pain et distingue si mal la qualité du pain qu'on lui donne! Elle appelle les Français: « mangeurs de pain ». Ce titre lui paraissait leur arrêt de mort.

Les provisions abondaient pour nos canons comme pour nos hommes, et nos canons se perfectionnaient sans cesse.

Évolution merveilleuse de l'industrie française, depuis la première bataille de la Marne! Le 21 septembre 1914, notre armée, chargée de refouler l'ennemi, avait dû s'arrêter, faute de munitions d'artillerie. M. Millerand, ministre de la Guerre, réunit les grands industriels et leur dit : « Improvisez, dans les plus courts délais, cette fabrication dont dépend le salut national. »

Alors commença le labeur surhumain. Nos usines firent d'abord des obus, des douilles, des gaines, des fusées. Pour la fabrication des munitions, M. Millerand divisa la France en groupements industriels, ayant chacun pour centre une usine importante. Bientôt, les projectiles de tout calibre arrivèrent au front par centaines de mille.

Mais, bientôt aussi, il fallut des canons nouveaux.

Nous manquions d'artillerie lourde. Notre industrie en créa. Après les 305 vinrent les 340 et les 400, tous montés sur trucks. Puis ce furent les canons de 155 et de 75 qui firent défaut. On connut l'usure résultant du nombre inouï des coups tirés. On connut les destructions provenant du feu de l'ennemi. On connut surtout les éclatements, que causaient, dans l'âme des canons, les obus fabriqués avec des aciers étrangers de qualité médiocre ou par des moyens insuffisants d'outillage.

En 1917 apparurent les chars d'assaut. Nous avons salué, en ce livre, la fabrication des premiers tanks, dans les usines du Creusot. Restait à perfectionner ces véhicules roulant sur chenilles, qui, seuls, pouvaient passer les tranchées et détruire les obstacles du champ de bataille.

L'usine de Saint Chamond fabriqua vite quatre cents chars d'assaut lourds, puissamment blindés, armés du canon de 75 réglementaire et de nombreuses mitrailleuses. Depuis la prise de la Malmaison, où ils se sont illustrés, ils ont, dans toutes les attaques, complété le travail des superbes petits Renault, qui avaient mis à profit l'expérience de leurs aînés et dont nous avons pu citer les coups d'essai comme autant de coups de maîtres. Une particularité des grands chars, c'est une transmission électrique entre le moteur à essence et les roues dentées qui commandent aux chenilles. De là toutes sortes d'avantages : souplesse, facilité de conduite, puissance de démarrage et de franchissement.

Certaines inventions venues au début de la victoire, en ont élargi les effets, parce que l'ennemi n'ignorait pas ce que la France produisait contre lui, avec tant de génie et de continuité.

Les obus se perfectionnaient encore plus que les canons. On sait que, en dehors des obus à gaz, classés à part, les obus agissent par leur puissance d'explosion et par leurs éclats. Les obus explosifs ont une grosse charge d'explosion brisante avec de minces parois : d'ordinaire, ils éclatent en touchant le sol ou en y pénétrant; leurs nombreux éclats, très irréguliers, proviennent de la rupture de l'enveloppe. Les shrapnells contiennent un grand nombre de balles en plomb, avec une faible charge de poudre noire. Ils sont munis de fusées à temps, qui fonctionnent après une durée de parcours dans l'air, déterminée par le réglage de la fusée. L'éclatement libère leurs balles qui doivent arroser l'objectif. Tandis que les obus explosifs lancent dans toutes les directions leurs éclats irréguliers, les shrapnells lancent leurs balles dans le sens de la trajectoire, suivant une gerbe conique. Malgré les qualités qu'on leur reconnaissait avant la guerre, les shrapnells furent à peu

près abandonnés. L'obus radiant qu'on leur a préféré est un obus explosif, possédant leurs principaux avantages. Formé par un empilage de couronnes d'acier perforées pour contenir des balles en acier, couronnes serrées les unes contre les autres entre l'ogive et le culot, vissées sur un tube intérieur fortement chargé, cet obus donne six fois plus d'éclats qu'un explosif ordinaire du même poids. Les balles des couronnes et les éclats réguliers se répartissant régulièrement, conservent au loin toute leur action meurtrière. De telles qualités, utiles à tous les genres de tir, rendent l'obus radiant indispensable pour le tir contre les objectifs aériens, essentiellement fugitifs et pour lesquels il faut avoir des nappes d'éclats très denses, sous peine de gaspiller des projectiles dont les éclats s'éparpillent sans résultats.

Les obus radiants contre avions sont munis de fusées mécaniques. Les fusées à temps ont leur fonctionnement réglé par la combustion d'un tube fusant qui s'allume au départ du coup et brûle plus ou moins régulièrement, jusqu'à ce qu'il mette le feu à la charge d'éclatement. Mais, dans le tir aux grandes altitudes, l'air s'étant raréfié, le tube fusant brûle très irrégulièrement ou s'éteint. L'obus n'éclate pas au point voulu ou n'éclate pas du tout. La fusée mécanique, au lieu d'un tube, contient un système d'horlogerie, dont le fonctionnement ne varie ni avec l'altitude, ni avec l'état hygrométrique de l'air. On peut prolonger ce fonctionnement tant qu'on veut, sans être obligé, comme lorsqu'on emploie une fusée à temps, d'augmenter démesurément la longueur du tube fusant, par conséquent le volume et le poids de la fusée. La violence du choc que le mouvement d'horlogerie reçoit au départ du coup rendait très difficile l'établissement de la fusée mécanique. On a réussi à l'établir.

Depuis les premiers jours de novembre 1918, les obus radiants ont été livrés en grand nombre.

On a continué à en livrer après l'armistice. Sans doute, ils coûtent beaucoup plus cher que les autres. Mais, si l'on considère qu'ils ne constituent qu'un élément partiel de la valeur totale d'un coup de canon, et que, avec les munitions ordinaires, il faut plusieurs milliers de coups de canon pour toucher un objectif aérien, on conclut que la dépense totale nécessaire pour abattre un avion est infiniment moindre avec ces munitions perfectionnées. Sans compter l'avantage militaire d'obtenir, contre les objectifs aériens, des effets beaucoup plus significatifs!

En même temps que des obus perfectionnés, on livrait à l'armée du matériel-chenille pour l'artillerie de tout calibre.

Perfectionnement d'une prodigieuse efficacité! Tous les soldats qui avaient vu les chars d'assaut s'avancer sur le terrain bouleversé, à travers les obstacles du combat, souhaitaient ardemment à l'artillerie la même mobilité.

Pour mettre en batterie ou remettre en route les grosses pièces, les opérations toujours étaient si pénibles et si lentes, impossibles même parfois quand la pluie avait détrempé le sol. L'artillerie, s'étant accrochée au sol pour tirer, avec ses munitions dans des magasins enterrés, ne bougeait plus. On l'abritait et on la camouflait, mais sans l'empêcher d'être repérée et contrebattue.

Conclusion : la placer sur caterpillars. Rien de plus simple en apparence. Mais, ne craignait-on pas, en la rendant plus vulnérable, de rendre encore plus difficiles les opérations de mise en batterie et hors de batterie? On a résolu le problème en prenant, comme affût, la plateforme à chenilles. Les opérations de mise en batterie et hors de batterie étaient supprimées. Nos pièces pouvaient tirer dès qu'elles étaient arrêtées et reprendre leur marche après leur dernier coup de canon.

Le premier matériel-chenille de 220, expérimenté autour de Verdun, dans les terrains les plus chaotiques, par exemple au Ravin des Vignes, où les 75 eux-mêmes

n'auraient pu se mouvoir, exécuta contre les positions allemandes des tirs sans précédent.

Tout de suite furent commandés en grand nombre des matériels de ce genre. C'était une combinaison de qualités opposées, puissance et mobilité, poids énorme et grande facilité de service, qui n'avaient jusque-là jamais été réalisées ni même entrevues.

Chaque matériel comprend deux voitures automobiles à transmission électrique, pesant de 20 à 30 tonnes chacune, y compris les 8 tonnes de munitions que porte chaque matériel et dont le transport nécessiterait trois camions. Cet ensemble, si lourd en apparence, étonnamment léger en réalité, franchit les obstacles les plus dangereux pour l'artillerie sur roues, mares, ruisseaux, trous d'obus, tranchées, réseaux de fils de fer barbelés; traverse les bois; renverse les arbres; escalade les troncs; déploie la même irrésistible souplesse qu'un char d'assaut irréprochable.

A peine la pièce est-elle arrêtée qu'elle peut tirer dans toutes les directions. Ses munitions sont à côté d'elle. Nulle manœuvre spéciale. Nulle préparation du terrain, même en pleine boue.

La transmission électrique permet de n'avoir le moteur à essence que sur l'avant-train. Si l'on se trouve dans une zone battue méthodiquement par l'ennemi, on renvoie à l'arrière les avant-trains, comme on ferait des chevaux dans une batterie de campagne. La vulnérabilité des matériels se réduit donc au minimum.

Si l'ennemi, soit par une reconnaissance aérienne, soit par le son, repère la batterie-chenille, elle peut se déplacer en quelques minutes, sans abandonner un obus et sans interrompre sensiblement son tir. Toutes les dispositions de l'ennemi sont déjouées par elle.

Comme le poids de ses projectiles varie de 90 à 270 kilogrammes, et sa portée de 10 à 20 kilomètres, elle constitue une très puissante artillerie de bombardement, tout en possédant les qualités les plus rares, comme artillerie d'accompagnement et de rupture.

Aujourd'hui, près du Rhin, en examinant les plus récents appareils de cette extraordinaire artillerie, nous nous mettons tantôt à la place du tireur, tantôt à la place du pointeur, tantôt à la place du conducteur. Cette artillerie est admirablement faite pour suivre, avec toutes ses ressources, l'élan de notre infanterie, en dépit des obstacles sans nombre où nos tanks se frayent leur chemin de gloire.

Artillerie merveilleuse, si la France t'avait eue en 1914, combien sa victoire eût été prompte et que de sang français épargné! Mais à quoi bon des hypothèses rétrospectives? L'évidente vérité est que si, avant 1914, la France t'avait eue avec quelques autres bonnes armes dignes de toi, les Allemands ne l'auraient pas attaquée. Et ce n'est pas sans un serrement de cœur que, présentement, assis à la place du tireur, nous songeons à ce conseil que nous donnait, vers la fin de sa vie, le vieux socialiste allemand Bebel: « Français, soyez très forts! Ne devenez jamais une tentation pour le grand état-major de Berlin! » Belle artillerie toute neuve, tu étais destinée à prendre large part à l'offensive du 14 novembre. Le 11 novembre, l'ennemi s'est jeté à terre. C'est le seul obstacle qu'il ait opposé. Obstacle infranchissable pour les Français. Un Français ne saurait passer sur le dos d'un adversaire à plat ventre.

C'est ton avis, n'est-ce pas? belle artillerie. Mais ta mission n'est pas terminée. En somme, tu continues à combattre pour la paix, par ta présence seule près du Rhin. Il y a des victoires qui se gagnent sans un coup de canon, sans une goutte de sang. Et ce ne sont pas les moins fécondes.

Nous arrivons aux obus « classés à part » : les obus à gaz.

Si nous voulions publier l'histoire complète des inventions, particulièrement en

ce qui touche à la « guerre des gaz », nous ajouterions tout un volume à la Guerre du Droit.

On se rappelle que, par les Actes de la Haye, datés du 29 juillet 1899, les nations européennes s'étaient interdit « l'emploi de projectiles ayant pour unique objet de répandre des gaz asphyxiants ou délétères ». Or, le 22 avril 1915, à dix-sept heures, les Français et les Canadiens qui occupaient le secteur d'Ypres, entre Bixschoote et Langemark, aperçurent, au-dessus des tranchées allemandes, une épaisse nuée que poussait le vent du Sud. Beaucoup d'entre eux agonisaient dans d'atroces souffrances. Cette attaque qui violait les Actes de la Haye, comme l'invasion allemande avait violé la neutralité de la Belgique, ne nous a pas surpris personnellement. Depuis plusieurs semaines, les prisonniers allemands que nous interrogions nous la faisaient pressentir et nous avions transmis ce renseignement au Grand Quartier Général.

Pour la première attaque, le chlore avait été introduit à l'état liquide dans des cylindres d'acier dont on le dégagait par simple ouverture d'un pointeau. Les cylindres étaient restés enterrés dans la tranchée de première ligne, jusqu'au moment du vent favorable.



BRETON.
(Photo Meurisse)

Depuis le 22 avril 1915, la guerre des gaz se développa vite. Le 20 juin 1915, dans le bois de la Gruerie, elle prenait la forme d'une attaque de large envergure par obus. A vrai dire, l'ennemi avait déjà dirigé contre nos positions des projectiles lacrymogènes. Un Allemand nous avoua que le premier obus à gaz avait été tiré, le 27 octobre 1914. Vers la fin de la guerre, c'est-à-dire à partir de juillet 1918, les obus à gaz formaient les huit dixièmes des approvisionnements pour les batteries allemandes.

On dit « gaz » parce que, à la guerre, le premier composé chimique a été un gaz : le chlore. En réalité, l'ennemi a employé non seulement des gaz, mais des liquides et des solides. Il les classait d'après leur action sur l'organisme : 1° les toxiques, proprement dits qui agissent sur le système général, particulièrement sur le système nerveux ; 2° les suffocants, qui agissent sur les poumons ; 3° les lacrymogènes, qui agissent sur les yeux ; 4° les vésicants, qui agissent sur la peau ; 5° les sternutatoires, qui agissent sur la muqueuse nasale.

D'ailleurs, ces catégories n'ont rien d'exclusif. Un des plus célèbres gaz de combat, l'ypérite, dont l'action principale est vésicante, exerce aussi une action lacrymogène et une action suffocante. Les vésicants ont été employés pour la première fois, par les Allemands, le 13 juillet 1917 ; les sternutatoires, le 20 septembre 1917.

La France, dans son respect religieux pour les Actes de la Haye, n'avait pas songé à de telles attaques. Forcée de parer et de riposter, elle dut créer, d'une part, des appareils de protection ; d'autre part, des engins de lutte.

Les appareils de protection sont de deux sortes : appareils d'isolement et appareils filtrants. En général, l'atmosphère du champ de bataille ne contient qu'une faible proportion de gaz : un millième environ. Pour les appareils d'isolement, un réservoir contenant de l'oxygène comprimé, relié à un dispositif qui envoie de l'oxy-

gène sous une très faible pression, soustrait le porteur à l'atmosphère ambiante Mais, double inconvénient, ces appareils ne protègent que pendant un temps très court et ne sont pas commodes à porter ! Leur unique avantage est de pouvoir être utilisés, quelle que soit la concentration de l'air extérieur en gaz nocif. Les inventeurs français cherchèrent surtout à perfectionner les appareils de protection. Ces appareils, où s'applique le principe de la filtration, conviennent assez bien pour les concentrations que l'on rencontre normalement dans la bataille. Il s'agissait de trouver des produits chimiques capables de fixer le gaz nocif, dans l'air aspiré passant sur eux avec la vitesse définie par le système respiratoire. Nous eûmes successivement, en mai 1915, le tampon à hyposulfite contre chlore et brome ; en juillet 1915, le tampon P, contre chlore, brome, bromure de benzyle; en août 1915, le tampon P², contre chlore, brome, bromure de benzyle, phosgène, acide cyanhydrique. Le tampon P², ainsi que le masque T (créé en octobre 1915), le masque TN (créé en novembre 1915) et le masque TM (créé en février 1916), protège contre tous les « gaz » employés par l'ennemi. En février 1918, nos soldats reçurent un nouvel appareil, le meilleur de tous les engins de protection en usage dans les armées belligérantes, l'appareil ARS, qui ne gêne pas le porteur et lui laisse la netteté de la vue. L'appareil Tissot, distribué presque en même temps, rend également les plus grands services.

Comme les savants pour l'invention, les industriels rivalisèrent d'ardeur et de zèle pour la fabrication des appareil protecteurs (1). Quelques chiffres sont très éloquents. On donna à l'armée 4500000 tampons P et P², 1000000 de masques T, 6800000 masques TN, 29300000 masques TM, 5300000 appareils ARS, 720000 appareils Tissot.

C'était la parade. La riposte, maintenant !

Quand arriva sur nous la première nappe de chlore allemand, la France, en son innocence terrible, ne produisait ni le chlore liquide ni le brome, indispensables pour la fabrication des gaz de combat. Ajoutons que les quantités d'acide sulfurique alors manufacturées en France étaient à peine suffisantes pour la fabrication des poudres et des explosifs. La fabrication des gaz de combat exigeait de grandes réserves de chlore liquide et de brome. Or, ces produits, d'où venaient-ils à la France ? D'Allemagne.

La France dut monter en hâte des usines à chlore et des installations pour produire le brome. Du 1er août au 30 novembre 1914, on avait commencé à construire sept usines électrochimiques : une dans les Pyrénées, six dans les Alpes. La première s'acheva en mars 1915 ; la dernière en mars 1917. Ces sept usines produisirent 23910 tonnes de chlore, dont 12600 à l'état de chlore liquide, le reste à l'état de chlorure de chaux. Pour le brome, on chercha premièrement à l'extraire des eaux mères des salines terrestres, des cendres de varech, des marais salants. Peu à peu, on constata que les eaux mères des marais salants étaient seules susceptibles d'exploitation industrielle à sérieux rendement. En décembre 1915, on décida qu'une saline de Tunisie, la Sebka-el-Melah, à 600 kilomètres de Tunis, près de Zarsis, serait utilisée. Une usine y fut construite, en février 1916. Du 18 avril 1916 jusqu'au 11 novembre 1918, elle manufactura 856 tonnes de brome.

Onze composés chimiques avaient été retenus pour le chargement de nos obus à gaz. Rappelons les trois principaux.

1° Le phosgène, le plus important. En 1915, la France, malgré tous ses

(1) C'est à M. J.-L. Breton, député du Cher, qu'avait été confiée, en décembre 1916, la direction du « Sous-secrétariat d'Etat des Inventions intéressant la Défense nationale, rattaché au ministère de l'Armement et des fabrications de guerre. »

efforts, n'en pouvait fabriquer que 150 kilogrammes par jour. Nous fûmes heureux de l'avoir, le 25 février 1916, quand, devant Verdun, les Allemands déclenchèrent leur offensive sans pareille. Les Allemands rendirent hommage à sa valeur. Ils en fabriquèrent tout de suite et nous en envoyèrent de leur façon, pour la première fois, le 6 décembre 1916. Les usines que nous avions montées nous en livrèrent, du 1er février 1916 au 11 novembre, 15900 tonnes. 2° La vincennite, mélange à base d'acide cyanhydrique, a été employée pour la première fois, par nous, le 1er juillet 1916, sur la Somme. Nos usines en ont fabriqué 4 160 tonnes. 3° Le sulfure d'éthyle dichloré, qu'on a nommé l'ypérite ou le gaz moutarde, a été employé, pour la première fois, le 3 juillet 1917, par les Allemands. Et pourtant ce gaz avait été étudié par la France, depuis janvier 1916! Cette étude s'acheva, chez nous, le 7 novembre 1917. En janvier 1918, se fondèrent des usines à ypérite. Deux mois après, elle commencèrent à en produire, par une méthode beaucoup plus simple que la méthode allemande. Au lieu de trois réactions, une seule. Le 3 mars 1918, nous commencions à nous en servir. Dans un espace de sept mois, la France, devançant ses alliés, en fabriquait 1 968 tonnes.

Pour toutes ces fabrications, nos alliés nous cédèrent des matières premières : la Grande-Bretagne et les États-Unis, du chlore liquide; l'Italie, du soufre. A son tou , la France céda à ses alliés des gaz, des obus à gaz, des appareils protecteurs. Au total, l'industrie française a chargé de gaz 13 millions d'obus de 75 et 4 millions d'obus lourds.

La Direction des Inventions a étudié, avec autant de zèle que de conscience, tout ce qui concerne la portée des projectiles, le recul des pièces, les tourillons, les cros es, l'artillerie de tranchée et d'accompagnement, le tir sans bruit par canons pneumatiques, les fumigènes masquant le paysage en plein jour, les projecteurs révélant les avions en pleine nuit, les « réservoirs increvables » pour les aviateurs, les viseurs (pour la photographie, le tir de la mitrailleuse et le bombardement), les lance-messages reliant l'avion au sol, les lance-grenades, les casques avec une visière protégeant les yeux, les cuirasses individuelles à l'épreuve des balles, les « écouteurs » pour la marine, les signaux de tout genre, le camouflage, etc.

L'effort industriel a donné en France d'incomparables résultats pendant la guerre. De 14 tonnes de poudre B qu'on fabriquait en 1914, on s'est élevé, en 1917, à 367 tonnes; de 8 tonnes d'explosifs nitrés ou nitratés, on s'est élevé à 810 tonnes par jour. Et, puisque l'armistice a été signé, puisque la paix est faite ou à peu près, cet effort s'oriente vers les œuvres de paix. Y a-t-il un symbole plus significatif que celui-ci : les produits destinés aux explosifs sont utilisés à la préparation des engrais. La vie sort de ce qu'on préparait pour répandre la mort.

Près du Rhin, nous saluons, en même temps que la variété triomphale des bombes pour avions, notre aviation parvenue à un si complet développement. Depuis la fin de 1917, elle dépassait tout ce que nous attendions d'elle. Enfin, elle réunit, les vertus qu'elle aurait dû, étant chose de France, avoir dès le début : promptitude, légèreté, puissance.

En parcourant un de nos plus beaux camps d'aviation, dans la Rhénanie, nous écoutions nos camarades aviateurs décrire les éléments de victoire dont ils disposent. Ils chantaient la gloire de l'aviation française, comme les cieux chantent la gloire de l'Éternel!

Ce qui couronne enfin cette gloire, c'est une qualité, d'ordre inférieur en apparence, mais si indispensable au succès dans les conditions actuelles : le nombre!

Indépendamment du courage, de la ténacité, de l'héroïsme intégral, c'est-à-dire de ce qui constitue, pour nos hommes, une monnaie courante, nous avons

enfin le nombre qu'il nous faut pour vaincre. Aux jours les plus rudes, nous avions dû tenter des expéditions avec si peu d'appareils. Quand trois ou quatre tombaient, l'expédition s'abimait avec eux. Hé! quelle vague d'assaut pourrait bien réussir, si la perte de trois ou quatre assaillants était sa perte! Aujourd'hui nos vagues d'assaut peuvent poursuivre leur route dans la certitude absolue du succès définitif. Les Allemands le savent mieux que personne. Quand une discussion se prolonge et qu'ils hésitent à tenir leurs promesses, il nous suffit, pour les ramener brusquement à l'obéissance, d'accrocher des bombes sous nos ailes. A maintes reprises, l'expérience en a été tentée. Toujours elle a pleinement abouti. Les Allemands le prennent-ils de trop haut ou essayent-ils de tout brouiller par leurs sophismes, notre simple geste est, pour eux, comme un trait de lumière et un signal de raison.

Notes et protestations de l'Allemagne.

Dès que l'Allemagne fut en possession du Traité de Paix, elle employa le délai qui lui était accordé à submerger de notes le Gouvernement français. Elle protestait surtout « contre les missions des Alliés en territoire allemand et l'esclavage auquel les Alliés voulaient la réduire ».

Cependant, elle se résignait à certains sacrifices partiels : « réduire ses armements à 100000 hommes, si elle était admise dans la Société des Nations ; renoncer à l'Alsace-Lorraine, si un plébiscite le lui ordonnait ; ravitailler la France avec le charbon de la Sarre, jusqu'à ce que les mines de la France soient remises en état; payer 100 milliards de marks en or, dont 20 milliards pour le 1er mai 1921 ». Mais sans cesse elle demandait que la Société des Nations lui donnât mandat pour administrer ses colonies, et qu'une juridiction neutre fût créée pour connaître des responsabilités de la guerre.

Les Alliés maintinrent tous les points essentiels du Traité. Pourtant, ils ne se refusèrent pas à faire, dans l'application, maintes concessions de réelle importance. Assurément, rien n'était touché à ce qui concernait l'Alsace-Lorraine, la Belgique, le Luxembourg, la Société des Nations. Les concessions portaient sur le régime politique et financier de la Sarre ; sur la frontière du Danemark ; sur la Pologne, où le plébiscite était admis pour la Haute-Silésie; sur les délais de désarmement ; sur plusieurs points des clauses économiques. Les Alliés consentaient à limiter le droit d'inspection et à lui « enlever tout caractère vexatoire ». Enfin, ils autorisaient l'Allemagne à suggérer un plan pratique pour les réparations et lui faisaient espérer qu'elle deviendrait « dans un avenir non éloigné, membre de la Société des Nations ».

De l'autre côté du Rhin, des voix innombrables continuaient à jurer que jamais un Allemand digne de ce nom n'apposerait sa signature au bas d'un pareil traité, véritable arrêt de mort pour sa patrie. Mais l'Allemagne vit soudain se briser son suprême espoir : une révolution bolchevique en France ! L'Assemblée de Weimar, ayant publié sa résolution de ne pas signer, le ministère Scheidemann donna sa démission, le 20 juin. Ebert forma tout de suite un nouveau ministère avec Bauer et Erzberger. Il écrivait à la France que « l'Allemagne refusait de se reconnaître l'auteur de la guerre et de livrer les hommes désignés par les Alliés comme les responsables ». Mais, le 22, l'Assemblée de Weimar vota la signature. En vain, dans la nuit du 22 au 23, elle réclama un délai de deux jours.

— Pas une heure, répondirent les Alliés.

Le maréchal Foch, qui avait son quartier général à Kreuznach, se préparait à lancer, en toute l'Allemagne, cent divisions françaises, britanniques, américaines et belges.

Là-dessus, l'Allemagne céda. Il est vrai qu'elle avait deux éléments de consolation. Le 22, ses bateaux de guerre, prisonniers à Scapa Flow (îles Orcades), étaient coulés, par ses propres marins, et le 23, les drapeaux français, enlevés en 1870, et qu'elle devait nous rendre, étaient brûlés devant la statue de Frédéric le Grand, à Berlin, par les officiers de la Garde Impériale. Ce même jour, 23 juin, le monde ayant pu voir comment l'Allemagne entendait tenir ses promesses, le nouveau Président du Conseil allemand, Bauer, déclara :

— Devant l'attitude de l'Entente, le gouvernement allemand est décidé à signer sans conditions.

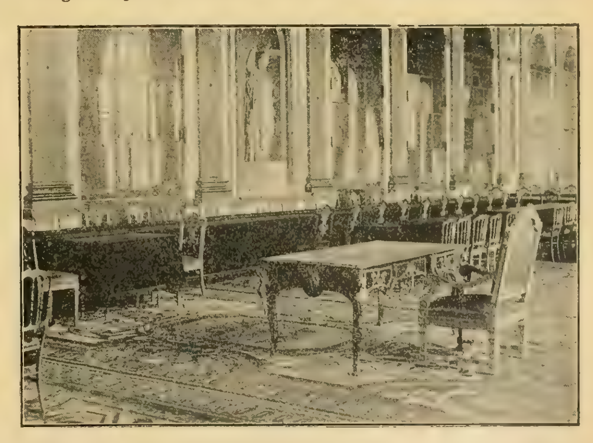
L'Assemblée, *à mains levées*, lui accorda tous les pouvoirs nécessaires. La dépêche de Weimar arriva à Versailles à cinq heures et demie du matin. On sait que le délai expirait à sept heures.

L'Allemagne signe.

Le samedi, 28 juin 1919, la galerie des Glaces au château de Versailles se mettait en fête, pour la première fois depuis quarante-huit ans.

En 1871, elle avait servi de décor à la cérémonie où la couronne impériale était remise, par les princes allemands, au roi de Prusse, Guillaume Ier.

Continuellement, l'Allemagne reproduisait cette scène en d'insolentes images. Nous n'avions jamais pu traverser la galerie des Glaces, sans chercher la place où s'élevait l'autel, près duquel un chapelain harangua Guillaume roi de Prusse; la place où le roi de Bavière Louis II, lui tendit la couronne; la place où se dressait Bismarck, en uniforme de cuirassier blanc, les mains appuyées sur son sabre.



SIGNATURE DE LA PAIX. — BUREAU SUR LEQUEL S'EST FAITE LA SIGNATURE DE LA PAIX.

(Photo Meurisse.)

A cet endroit même, devant tous les membres de la Conférence de la Paix présidée par M. Clemenceau, furent introduits les représentants de l'Allemagne, le socialiste Hermann Muller, le « centriste » Bell et trois autres parlementaires, encore plus obscurs. La France ne connaissait que le premier, Hermann Muller, lequel était venu à Paris, à la veille de la déclaration de guerre, le 30 juillet 1914, pour proclamer chez nous l'irréductible pacifisme de son parti.

Quand les représentants de l'Allemagne vaincue se furent assis, M. Clemenceau se leva :

— Sur les conditions du Traité de Paix entre les puissances alliées et l'Empire allemand, l'accord a été fait. Les signatures vont être données. Elles vaudront un

engagement irrévocable que seront exécutées *loyalement et fidèlement* toutes les conditions qui ont été fixées.

— *Ia*, murmurèrent les Allemands, en inclinant la tête.

Guidés par les huissiers, ils allèrent vers la jolie table Louis XV où reposait le Traité, saluèrent M. Clemenceau et signèrent.

Il était 3 h. 12 (1). Signèrent ensuite M. Wilson et les Américains, M. Lloyd George et les Britanniques, M. Clemenceau et les Français, enfin tous les membres de la conférence.

La dernière signature fut tracée à 3 h. 50. A cette minute, le canon retentit, comme il retentissait en 1870. Mais c'était le canon de la victoire française.

Nous avions tenu à être en Alsace-Lorraine pour l'heure où l'Allemagne signerait la paix, c'est-à-dire, officiellement rendrait l'Alsace-Lorraine à la France. L'Alsace et la Lorraine savaient bien que l'Allemagne signerait. Aussi, de toutes parts, se préparaient des illuminations. Les communes qui n'avaient pas de quoi illuminer préparaient des feux de joie, rustiques bûchers qui, tout à l'heure, allaient flamboyer en l'honneur de la France. L'heure incomparable nous a trouvé, à Sarrebourg, dans le cabinet de l'administrateur militaire, notre ami le capitaine Albert Lévy, professeur de mathématiques au Lycée Saint-Louis. Trois heures. C'est le moment où le traité de paix est présenté à la signature. Trois heures cinq. Trois heures dix. Nous regardons tantôt la pendule, tantôt le téléphone. Au tic-tac de la pendule, le téléphone ne répond rien. Trois heures et quart. Le téléphone sonne. Nous nous embrassons. Minute sans pareille dans l'histoire. L'Allemagne, la prodigieuse nation de proie, qui, pendant si longtemps, a pu se croire invincible, l'Allemagne, dont l'empereur se proclamait le Seigneur de la Guerre et faisait à son gré trembler le monde, l'Allemagne qui célébrait avec fureur les journées de Leipzig, de Waterloo, de Sedan, de Charleroi, l'Allemagne, dont la véritable industrie était la guerre, la voilà qui signe sa défaite. Vive la France! Tout à coup, les cloches carillonnent. « Allons voir la ville », nous dit l'administrateur. Un souffle de bonheur circule par les vieilles rues. Le Conseil municipal se forme en cortège. Le maire nous invite à marcher près de lui, au premier rang. Les souvenirs des quarante-huit dernières années, se levant sous nos pas, ajoutait, à la joie de la libération, la fierté de la revanche. Nuit divine du 28 au 29 juin 1919! Les Vosges s'illuminaient tout entières. Le premier incendie pacifique, qui trouait



LES GRANDS BOULEVARDS LE JOUR DE LA SIGNATURE DE LA PAIX.
(Photo Meurisse.)

(1) Le Traité de Versailles fut promulgué le 23 novembre 1919. Il entra en vigueur le 11 janvier 1920. La cessation officielle des hostilités date du 24 octobre 1919.

le ciel sombre et pluvieux, avait pris naissance sur la croupe rocheuse dominant la vallée de Munster. Soudain, une à une, les autres cimes, crêtes ou ballons arboraient un panache étincelant. La plus belle flamme française épurait à jamais le pic du Haut-Kœnigsbourg. Plus loin sur un rideau de pourpre, se dessinaient les ruines des trois châteaux de Ribeauvillé. Plus loin, un immense brasier signalait le sommet qui a gravé, en lettres de sang, dans nos communiqués et nos cœurs, le nom de l'Hartmannswillerkopf. Les roches du Vieil-Armand « allaient donc frire une bonne fois »! Au centre, trois gerbes rouges s'élevaient en symbole de salut, sur notre miraculeuse montagne des Trois Epis. Au Nord, une blancheur d'encens montait de Sainte-Odile. Et, vers l'Est, dans la plaine, une interminable ligne de lueurs superbes, reliant les villages, marquait une frontière sacrée : le Rhin.

La convention promise entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Le même jour, 28 juin 1919, était signé un autre Traité, sans lequel le premier aurait assurément paru trop précaire et trop chimérique : le Traité d'Alliance entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Dans ce pacte, second fondement de la paix, il était déclaré :

« Au cas où les clauses du Traité concernant la rive gauche du Rhin n'assu-



VERSAILLES — UNE BATTERIE DE 75 ANNONCE LA SIGNATURE DE LA PAIX.
(Photo Meurisse.)

reraient pas à la France la securité et la protection appropriées, les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne seront tenus de venir immédiatement à son aide, pour tout acte non provoqué d'agression dirigé contre elle par l'Allemagne. »

Telle était la garantie souveraine que la France obtenait, en compensation de tout ce qu'elle avait sacrifié de ses espérances et de ses revendications.

M. Clemenceau avait dit à M. Wilson :

— Le Traité, tel qu'il est, me satisfait au point de vue des garanties. Mais l'avenir n'est ni à vous ni à moi. Vous avez un Sénat, comme j'ai un Parlement. Ni vous ni moi ne pouvons être sûrs de ce qu'ils feront dans dix ans, de ce qu'ils feront demain. Si, par exemple, les traités avec les États-Unis et la Grande-Bretagne ne sont pas ratifiés, quelle sera la situation de la France ? Quelle garantie de remplacement sera à sa disposition ?

Le président Wilson avait répondu :

— Votre observation est parfaitement juste. Mais elle pose un problème difficile. Cherchons la solution.

La recherche fut longue. A cinq reprises, M. Clemenceau et M. Wilson rema-



SIGNATURE DU TRAITÉ TURC A SÈVRES. — LE GÉNÉRAL TURC HALI-PACHA SIGNE LE TRAITÉ.
(Photo Meurisse.)

nièrent les textes que chacun d'eux proposait. Enfin, d'accord avec M. Lloyd George, ils rédigèrent ainsi le dernier paragraphe de l'article 429 :

« *Si, à l'expiration du délai de quinze années, les garanties contre une agression non provoquée de l'Allemagne n'étaient pas considérées comme suffisantes par les Gouvernements alliés et associés, l'évacuation des troupes d'occupation pourrait être retardée dans la mesure jugée nécessaire à l'obtention des dites garanties.* »

Jusqu'à présent (février 1921), le Sénat des États-Unis n'a pas ratifié la signature de M. Wilson. Aussi, les revendications de la France sur le Rhin demeurent-elles légitimes.

Cette situation impose à la France et à la Grande-Bretagne un impérieux devoir de vigilance, d'énergie et surtout de solidarité.

Les traités avec l'Autriche, la Bulgarie, la Turquie.

Pour les traités avec l'Autriche, la procédure avait été la même qu'avec l'Allemagne. Mais le dénouement en fut hâté par la complaisance des représentants de l'Autriche, particulièrement du Chancelier Karl Renner.

Au château de Saint-Germain, ils reçurent le texte des conditions déterminant les frontières et l'indépendance de la Tchéco-Slovaquie et de l'État serbo-croate-slovène. L'Autriche cédait aux principales puissances alliées tous les bateaux de guerre austro-hongrois. « L'effectif de l'armée autrichienne ne doit pas dépasser 30 000 hommes, y compris les officiers et les troupes des dépôts. L'Autriche et ses alliés sont responsables des dommages subis par les gouvernements alliés et leurs nationaux par suite de la guerre qui leur a été imposée par l'Autriche et ses alliés. Une commission fera connaître le montant de la dette autrichienne avant le 1er mai 1921. Une période de trente ans est accordée pour en acquitter les paiements. » L'Autriche cédait tous les navires marchands et bateaux de pêche à flot ou en construction. « A titre d'avance immédiate, l'Autriche livrera un nombre déterminé de bestiaux et, pendant cinq ans, du bois, du fer, de la magnésie. »

Le 10 septembre 1919, à onze heures du matin, le chancelier Renner signait ce traité. L'Empire des Habsbourg s'anéantissait.

La Roumanie et la Serbie s'étaient abstenues. Le Traité avec la Bulgarie détermina les frontières de l'État serbe-croate-slovène et de la Grèce; réduisit à 20 000 hommes l'armée bulgare et à 10 000 le nombre des fonctionnaires armés de fusils ; obligea la Bulgarie à livrer aux Alliés tous ses bateaux de guerre, toutes ses armes et à payer, pour les réparations, deux milliards deux cent cinquante millions, par versements semestriels, etc.

Les délégués bulgares, conduits par M. Théodorof, reçurent, dans le grand salon de l'Horloge, au ministère des Affaires étrangères, ce traité qu'ils signèrent à Neuilly. M. Théodorof lut une déclaration, écrite en français, où il suppliait les vainqueurs de ne pas punir son pays « en le réduisant à la servitude » et où il condamnait sans réserve la politique du roi Ferdinand.

Le traité avec la Turquie fut signé à Sèvres. Les Alliés, pour récompenser la Grèce du concours apporté par M. Venizelos, constituaient une grande Grèce qui, englobant la Thrace, Smyrne et les rives asiatiques si convoitées, s'étendait jusqu'aux faubourgs de Constantinople. Mais, en 1920, les Grecs, chassant M. Venizelos et rappelant le roi Constantin, beau-frère de Guillaume II, n'ont-ils pas, de leurs mains, déchiré ce traité ?

Nos soldats au triomphe.

Que vaut le Traité de Versailles, le plus important traité de l'histoire ? Exactement, ce que vaudra la façon dont on le fera exécuter. Les traités sont des choses vivantes qui doivent être dirigées à la fois avec beaucoup de fermeté et beaucoup de sagesse. Le vainqueur digne de sa victoire n'opprime pas les vaincus, mais, par respect pour sa parole, par pitié pour l'humanité, il les empêche de préparer une nouvelle guerre. Telle est la pensée qui dominait dans l'âme des vrais Français, pendant l'incomparable journée du 14 juillet 1919, tandis que, du fond du cœur, tous acclamaient nos soldats.

On a dit que l'Arc de Triomphe est une porte de rêve. Le rêve sur lequel s'ouvre cette porte est enfin réalisé. Ce rêve a pris forme. Triomphalement, il a passé, devant les yeux de Paris, salué par cinq millions de poitrines, et s'est répandu à travers la France, à travers le monde. L'Arc de Triomphe, souillé, en 1871, comme la Galerie de Versailles, par le défilé des Allemands, allait, lui aussi, être magnifiquement purifié.

Tableau sans pareil dans l'histoire. Tout y fut parfait. Pas une hésitation, pas un oubli, pas une fausse note. Le décor incomparable, le ciel délicatement lumi-



LES FÊTES DE LA VICTOIRE : PLACE DE LA CONCORDE PENDANT LE DÉFILÉ.
(Photo Meurisse.)

neux, la foule enthousiaste et respectueuse, tout formait une harmonie que la piété vouée aux blessés et aux morts rendait sublime.

Quel était le principal invité de cette fête, l'hôte de marque, le spectateur illustre, à qui la place d'honneur se réservait ? C'était le peuple de France. Sur tout le parcours du défilé splendide, le peuple de France a été maître chez lui. Il s'est installé comme il l'a voulu, pour mieux voir. Trottoirs et toits étaient également remplis. Des grappes humaines se suspendaient à des échelles, à des échafaudages, aux arbres du boulevard, aux grands canons allemands prisonniers. Ni désordre, ni incident. Une patience sans bornes. Un émerveillement sans réserves.

A huit heures et demie du matin, le canon retentit, les trompettes sonnèrent, les baïonnettes brillèrent. Sous l'Arc de Triomphe s'allongea une lumineuse colonne en bleu horizon. Le ciel semblait descendre sur la terre.

C'était ce que nous attendions depuis quarante-huit ans, ce que nous avions hâté par tous nos efforts, ce que tant d'entre nous payaient de tout leur sang.

En tête de toutes les armées alliées, chevauchaient Joffre et Foch : Joffre à

gauche, Foch à droite. Suivant toute justice, les deux Victoires de la Marne conduisaient le triomphal défilé.

En tête de l'armée française, selon toute justice, chevauchait Pétain. Quand Pétain passa devant le Président de la République, il salua du bâton d'azur étoilé, comme on salue du sabre. Ce bâton étoilé, Foch l'avait tenu appuyé sur sa hanche, avec la correction d'un portrait d'aïeul. Quant à Joffre, il l'avait mis sous son bras gauche, sans doute pour le mieux serrer sur son cœur.

Le canon qui faisait parler la poudre, au matin du 14 juillet 1919, était un canon français placé sur l'Arc de Triomphe. Ce même canon retentit à maintes reprises, pendant la fête de la Victoire, et Paris continuait à l'entendre avec ravissement. Seuls, les pigeons, nichés dans la robe de la *Marseillaise* ou dans la couronne de Napoléon Ier ont d'abord manifesté une vague épouvante. Mais bientôt ils se sont rassurés. C'est le canon de la paix Un 75? Non. Un 65 de montagne, élégante pièce que nos artilleurs avaient gaiement hissée là-haut.



FÊTES DE LA VICTOIRE : LES MARÉCHAUX FOCH ET JOFFRE.
(Photo Meurisse.)

Premièrement, honneur aux morts. C'est la grande loi patriotique. Nos morts ont droit aux souvenirs les plus tendres et aux fleurs les plus fraîches. M. Poincaré, président de la République, leur offre une merveilleuse couronne d'hortensias mauves. Même geste de M. Deschanel, président de la Chambre; de M. Dubost, président du Sénat ; de M Clemenceau, président du Conseil. Successivement, tous trois, la tête inclinée, accrochent de leurs mains leur couronne au monument funèbre élevé à droite de l'Arc de Triomphe. Pourquoi faut-il que ce cénotaphe sans croix, en plâtre doré, soit d'un goût si contestable? A le voir, avec ses pleureuses qui ont l'air de Walkyries, on le dirait emprunté à quelque *Sedantag*. Après tout, c'est peut-être un trophée allemand, capturé avec les canons qui l'entourent.

Après les morts, les mutilés. La cohorte des mutilés, précédés par plusieurs grands blessés traînés dans des voiturettes, s'avance, claudicante, douloureuse, superbe. De toutes ses blessures, de toutes ses plaies, de toutes ses mutilations, monte, dans le silence, cette chose surnaturelle, un cri muet : « Debout les morts ! » Debout les vainqueurs! La foule jette des fleurs aux mutilés. L'un d'eux, qui a perdu les deux bras, regarde mélancoliquement les fleurs pleuvoir. Son camarade, un blessé à la face, ramasse le plus bel œillet rouge et le lui met dans la bouche, en souriant. A un autre de ces mutilés, souffrant toujours de sa blessure, son médecin dit : « Tu vas te fatiguer ». Le mutilé répond : « Au contraire, je prends des forces. »

Viennent, derrière les mutilés, les vieux officiers de 1870. La victoire leur a

rendu l'allure alerte et cadencée du bon temps. Aux instants où le défilé s'arrête, ils marquent le pas avec une correction juvénile. En passant devant la tribune où s'entassent, en gerbes vivantes et fleuries, nos Alsaciennes et nos Lorraines, ils se sentent enfin complètement vengés.

L'armée française avait voulu que, devant elle, marchassent, en un ordre caractéristique, les morts, les mutilés, les officiers de l'Année terrible, les étrangers qui ont combattu avec nous, en frères. Protocole pathétique et charmant.

L'Arc de Triomphe vit donc d'abord les Américains, athlètes au pas élastique, conduits par le général Pershing, magnifique cavalier aussi tranquille sous l'Arc de Triomphe que, l'année dernière, à pareille époque, près de Château-Thierry; puis les Belges, nos frères intrépides de l'Yser et d'Ypres; puis les Britanniques, fantassins et marins qui, pour la justice suprême, ont fait la police des eaux et de la terre; puis les vaillants Italiens, qui portent leur fusil à bout de bras, horizontalement, comme des amateurs allant à la chasse (or, ils ne vont pas à la chasse, ils en reviennent, après nous avoir aidés à abattre la bête monstrueuse qui désolait le monde); puis les Japonais et les Chinois aux étendards pleins de soleil; puis les Grecs; puis les chevaleresques Polonais; puis les Portugais aux casques clissés; puis les Roumains aux carabines en bandoulière; puis les Serbes, les premiers à la peine, qui enfin savourent la vengeance.



FÊTES DE LA VICTOIRE : LE DÉFILÉ DES CHASSEURS.
(Photo Branger.)

Quand les Tchéco-Slovaques s'éloignent, les derniers, le cœur de Paris s'arrête un instant. Un souffle d'extase circule. Les nôtres vont venir! Voici les nôtres!

Nos soldats de gloire incarnent toute la France, province par province : Flandre, Picardie, Normandie, Maine, Orléanais, Champagne, Franche-Comté, Bourgogne, Berry, Nivernais, Touraine, Anjou, Bretagne, Vendée, Limousin, Auvergne, Savoie, Provence, Corse, Languedoc, Gascogne, Lorraine (Vive le 20e corps!), Alsace (Vive la Légion étrangère!) Toute la France est ici, représentée, en majesté surhumaine, par toute son armée : chasseurs, fusiliers marins, artilleurs traînant le svelte 75 et le rude 155 court, armée coloniale, armée d'Afrique, cavaliers de tout genre, chasseurs d'Afrique, gardes républicains, cuirassiers, dragons, hussards, goumiers marocains, grandes écoles militaires, Polytechnique, Saint-Cyr, Saumur, auto-mitrailleuses, auto-canons, chars d'assaut dont le fracas fait tressaillir les voûtes triomphales de l'Arc napoléonien.

Toute la grande armée, avec tous ses grands chefs! Immédiatement après les maréchaux, le général de Castelnau, image du deuil et du devoir; le général Fayolle, admirable et modeste soldat; le général Debeney, si jeune et si habile; le général Humbert, qui, sur l'Oise, a fait claquer la porte au nez de l'envahisseur; le général Pau, qui a gagné la bataille de Mulhouse; le général Gouraud, véritable Croisé

FÊTES DE LA VICTOIRE : DÉFILÉ DES AMÉRICAINS.
(Photo Meurisse.)

FÊTES DE LA VICTOIRE : LE DÉFILÉ PLACE DE LA CONCORDE
(Photo Branger.)

moderne; les généraux Degoutte, Guillaumat, Féraud, Penet, de Mitry, de Boissoudy, Herr, Hirschauer, Maistre, Gérard; le général Mangin qui, répétons-le, l'an dernier, près de la forêt de Villers-Cotterets, enfonçait le couteau dans le flanc de la bête.

La France victorieuse avait retrouvé tout d'un coup le sens et la technique des fêtes populaires, telles que les ont connues le siècle de Louis XIV, la Révolution française, le Premier Empire, et qui constituaient de véritables chefs-d'œuvre éphémères dignes de l'immortalité. La journée du 14 juillet 1919 les renouvelait.

Jusqu'à présent, la fête du 14 juillet ne commémorait que la prise d'une Bastille parisienne, symbole d'oppression et d'arbitraire. Dès à présent, elle commémorera, en même temps, la ruine de la Bastille des Bastilles, de cette Allemagne impérialiste qui



FÊTES DE LA VICTOIRE : DÉFILÉ DES TANKS.

(Photo Meurisse.)

incarnait toutes les formes de l'iniquité et de la tyrannie pour le monde entier. Grâce à l'héroïsme de nos soldats et à la science de leurs chefs, le 14 juillet devient la fête de la libération universelle.

La Paix du Droit.

La Guerre du Droit n'est pas seulement une guerre, c'est une Révolution. Imposée au monde par l'Allemagne, elle a mis en face, dans l'arène, d'une part, le Droit, d'autre part, la plus puissante autocratie avec tous ses complices. L'autocratie allemande a été vaincue.

Le Traité de Paix, si imparfait qu'il soit, a du moins ce mérite de marquer définitivement la défaite des autocraties, avec leur diplomatie sans scrupules et leur ambition sans merci.

La Victoire du Droit, dont la France est la Grande Ouvrière, devra se couronner par la grande paix de la réconciliation humaine. C'est pour cette paix que tous

DÉFILÉ des FÊTES de la VICTOIRE

par BOMBLED

1914-1919

Canadien Indou Australien
COLONIES ANGLAISES

JAPON

POLOGNE

ROUMANIE

SERBIE

Bersag Fantassin Alpin
ITALIE

Marin Ecossais Infanterie
ANGLETERRE

Fantassins Marin
AMÉRIQUE

BELGIQUE

GRÈCE

De Castelnau Mangin Fayolle Foch Gouraud Gerard Joffre Guillaumat Degoutte Petain Debeney Franchet d'Esperey Maistre



14 JUILLET 1919
1914-1919
Fayolle
Mangin
De Castelnau
Foch
Gouraud
Gérard
Joffre
Guillaumat
Degoutte
Pétain
Debeney
Franchet d'Esperey
Maistre
Infanterie Française
TROUPES FRANÇAISES
Chasseurs à pied
Légion d'Honneur
et fourragère rouge
Régiments de Marins
Légion d'Honneur
et fourragère rouge
Légion étrangère
Légion d'Honneur et fourragère rouge
TROUPES COLONIALES
Sénégalais
Marocains
Malgaches
Zouaves
Médaille Militaire
Croix de Guerre
Tirailleurs algériens
Spahis algériens
Cavalerie
Spahis marocains

nos morts héroïques ont fait le sacrifice de leur vie. Leur dernier regard a entrevu la transformation du genre humain, selon un idéal de justice et de bonté. Leur dernière volonté s'est exprimée ainsi en leur dernier souffle : « Pour que nos enfants ne souffrent pas ce que nous avons souffert ! »



FÊTES DE LA VICTOIRE : UN BAL PUBLIC A LA PORTE SAINT-DENIS.
(Photo Meurisse.)

Cette volonté suprême de nos 1 500 000 morts est scrupuleusement respectée par la France. Elle serait sans nul doute obéie universellement si, en Allemagne, les partisans encore trop nombreux des dynasties de proie, dissimulés sous les déguisements les plus divers, ne cherchaient obstinément à prendre leur revanche. Mais la France, qui a fait triompher le droit dans la guerre, saura le faire triompher dans la paix. C'est son rôle et sa gloire.

FÊTES DE LA VICTOIRE : VUE DU DÉFILÉ PRISE DE L'ARC DE TRIOMPHE.
(Section photographique de l'Armée.)

« Merci à vous, soldats de France, qui avez sauvé la civilisation », disait, en 1916, Lloyd George, dans une salle basse de la citadelle de Verdun.

Cet hommage, Lloyd George l'a répété, en l'écrivant pour la tombe du « soldat inconnu » qui repose sous les voûtes de l'Arc de Triomphe.

C'est à tous nos soldats que la gratitude de la France et de l'univers doit aller. Mais le plus pieux témoignage en sera toujours pour nos morts. Avec quelle émotion notre pensée revient sans cesse aux souvenirs funèbres demeurés mystérieux ! Voici un soldat qu'un obus, en éclatant, a presque complètement anéanti, au moment de l'assaut. On n'a pas pu savoir son nom. Nous gardons l'image de sa main tranchée, que nous avons vue crispée à son fusil. Voilà un

autre mort héroïque dont nous connaissons moins encore. Ni son nom, ni son visage, ni sa voix, ni rien de son être n'a pu être identifié. Cependant, comme par miracle, il demeure toujours tout entier présent à notre pensée. C'était vers la fin de la guerre. On avait été contraint de cacher, çà et là, sur un terrain abandonné, des soldats chargés d'avertir notre artillerie de l'instant où l'ennemi s'avancerait. Soldats sacrifiés. Impossible pour eux de traverser les quatre kilomètres où toutes les ouvertures des tranchées étaient obstruées. Pendant la nuit, ces sacrifiés s'acquittèrent, avec une admirable précision, de leur mission mortelle. Ils indiquaient les mouvements de l'ennemi, en lançant des fusées. Les réseaux téléphoniques étaient tous coupés, même les fils qui passaient sous terre. Vers trois heures et demie du matin, les signaux par fusées cessèrent. Dans la pâleur du jour levant, passa un souffle d'angoisse. Tout à coup, au poste récepteur de la télégraphie par le sol (T. P. S.), nous aperçûmes un léger mouvement sur l'appareil. Un des sacrifiés parlait. Message suprême et si bref. C'était un seul petit mot, brisé en deux par l'agonie : « A Dieu ». Comme il reste vivant dans nos cœurs, le soldat inconnu qui nous disait « Adieu », en mourant pour le salut de la France. C'est à lui que nous dédions ce livre de vérité.



M. ÉMILE HINZELIN.

Les admirables soldats de 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 ont renoué les plus insignes traditions de notre Patrie. Les plus obscurs d'entre eux retrouvaient, à leur insu, le grand style étincelant de nos plus illustres héros. Le zouave inconnu, en criant : « Tirez donc, au nom de Dieu ! », rappelle le chevalier d'Assas qui, à Klostercamp, en 1760, ayant rencontré une colonne sur le point de surprendre notre régiment d'Auvergne, entendit des Allemands qui lui disaient tout bas : « Pas un mot, ou tu es mort », répliqua d'une voix tonnante : « A moi, Auvergne ! ce sont les ennemis », et tomba percé de coups.

Aucun de nos héros de 1914, de 1915 de 1916, de 1917, de 1918, n'a eu besoin de crier : « A moi, France ! » Toute la France était près d'eux. Toute la France, de tous les temps ! Le chevalier d'Assas était près du zouave qui criait : « Tirez donc ! » Le chevalier Bayard, sans peur et sans reproche, était près du sergent qui criait : « Debout, les morts ! » Le paladin Roland qui, de l'adieu sonné par son cor, avait fait retentir les échos des Pyrénées, était près du soldat inconnu qui nous adressait son adieu muet par T. P. S. Près de tous nos morts, avec La Tour d'Auvergne, avec le chevalier d'Assas, avec le chevalier Bayard, avec le paladin Roland, étaient ceux des Croisades, ceux des longues luttes où s'est faite l'unité de la Patrie, ceux des guerres républicaines de l'an II, de l'an III, de l'an IV, de l'an V, ceux des guerres du Premier Empire, ceux de l'Année Terrible. Ah ! ces derniers, ceux de 1870 et de 1871, avec quelle tendresse et quelle fierté ils se sont penchés vers leurs fils qui les rejoignaient dans la mort, pour leur dire : « Merci ! Notre drapeau est redevenu, grâce à vous, un drapeau de triomphe, le vrai drapeau de France, l'immortel drapeau du Droit ressuscité. »

Ce n'est pas sans un déchirement que je me sépare de ce livre dont j'ai écrit la première ligne, en août 1914, et dont j'écris la dernière ligne, en février 1921. En

terminant, je remercie du fond du cœur les généraux qui ont bien voulu, dès le debut, me communiquer leurs ordres de bataille; les officiers, mes chefs ou mes camarades, qui m'ont apporté des renseignements sans nombre et qui m'ont confié des souvenirs sans prix; les médecins militaires, si savants et si bons, dont j'ai été l'hôte et le blessé; les soldats, tous nos soldats, dont j'ai partagé les travaux et les combats, qui m'ont entouré de leur admirable cordialité et qui m'ont fait l'honneur de ne voir en moi qu'un soldat.

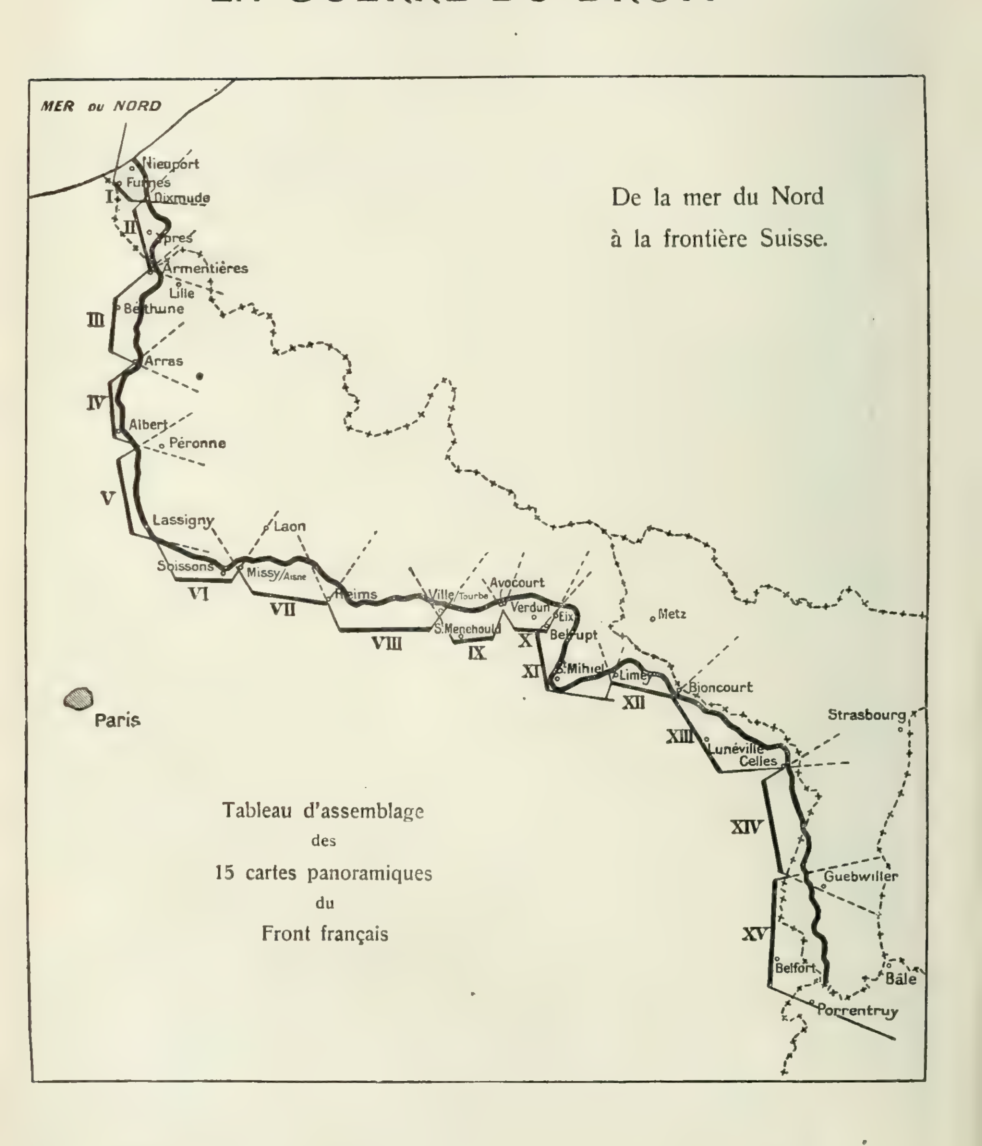


LA TOMBE DU SOLDAT INCONNU.
(Photo Excelsior)

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DE

LA GUERRE DU DROIT





I. — L'YSER (de Nieuport à Dixm



G. MALFROY pinx.

I. — L'YSER (de Nieuport à Dixmude)



II. — LES FLANDRES (de Dixmude à Armentières)

ES FLANDRES (de Dixmude à Armentières)

G. MALFROY pinx.





III. – **L'ARTOIS** (d'Armentières à Arras)



C. MALFROY pinx.

III. — L'ARTOIS (d'Armentières à Arras)



IV. — LA PICARDIE (d'Arras à Péronne)



G. MALFROY pinx.

IV. — **LA PICARDIE (d'Arras à Péronne)**



V. — **LA SOMME** et la région de **ROYE** (de Péronne à Lassigny)



C. MALFROY pinx.

E et la région de ROYE (de Péronne à Lassigny)



VI. — L'AISNE, SOISSONS et la région de NOYON (de Lassigny



G. MALFROY pinx.

...NS et la région de NOYON (de Lassigny à Missy-sur-Aisne)



VII. — LE CHEMIN DES DAMES (de Missy sur Aisne à Reims)

SISONNE
RETHEL
LOR
S^T ERME
BERRIEUX
AUMIFONTAINE
PROUVAIS
PROVISEUX
ASFELD
AIRE
ROIZY
S^T LOUP EN CHAMPAGNE
S^TE CROIX
CORBENY
CRAONNE
JUVINCOURT ET DAMARY
MENNEVILLE
NEUCHATEL SUR AISNE
BRIENNE
HOUDICCOURT
LA RETOURNE R.
VAUCLERE
HURTEBISE F^ME
CRAONELLE
PONTAVERT
LA VILLE AUX BOIS
BERRY AU BAC
CONDE S/SUIPPE
AGUILCOURT
POILCOURT
S^T ETIENNE SUR SUIPPES
L'AISNE
SAPIGNEUL
LA SUIPPE R.
BOUFFIGNEREUX
LA NEUVILLE
ORAINVILLE
AMMENANCOURT LE PETIT
BOURGOGNE
GUYENCOURT
CORMICY
BERMERICOURT
CANAL DE L'AISNE
FORT DE BRIMONT
FRESNES
FORT DE FRESNES
LOIVRE
FORT S^T THIERRY
BRIMONT
COURCY
BETHENY
PEVY
204
TRIGNY
S^T THIERRY
PROUILLY
CHALONS SUR VESLE
JONCHERY
CHAMPIGNY
REIMS

G. MALFROY pinx.


CHEMIN DES DAMES (de Missy sur Aisne à Reims)



NEUFCHATEL SUR AISNE
AISNE R.
SUIPPE R.
St ETIENNE SUR SUIPPE
BOURGOGNE
FRESNES
BAZANCOURT
ISLES SUR SUIPPE
BRIMONT
Ft DE FRESNES
JUNIVILLE
AUSSONE
CAUROY
MARCH
LAVANNES
St MASMES
SELLES
PONT FAVERGER
HAUVINE
St CLEMENT ARNES
St PIERRE ARNES
St ETIENNE
BETHENY
WITRY LES REIMS
EPOYE
BETHENIVILLE
ARNES R.
Ft DE WITRY LES REIMS
BERRU
242 LE CASQUE
MORONVILLERS
257 Mt HAUT
St MARTIN L'HEUREUX
St SOUPLET
CERNAY LES REIMS
201 Mt CORNILLET
Ft DE NOGENT L'A.
REIMS
BEINE
NAUROY
220 Mt SANS NOM
DONTRIEN
VAUDESINCOURT
152
St LEONARD
Ft DE LA POMPELLE
CANAL DE
PROSNES
CHEMIN DES ROMAINS
AUBERIVE SUR SUIPPE
SUIPPE
EPINE DE VEDEGRANGE
PRUNAY
SILLERY
WEZ
Aubge DE L'ESPERANCE
St HILAIRE
PUISEUX
BACONNES
JONCHERY SUR SUIPPE
BEAUMONT SUR VESLE
SEPT SAULX
Ft St HILAIRE
MOURMELON LE GRAND

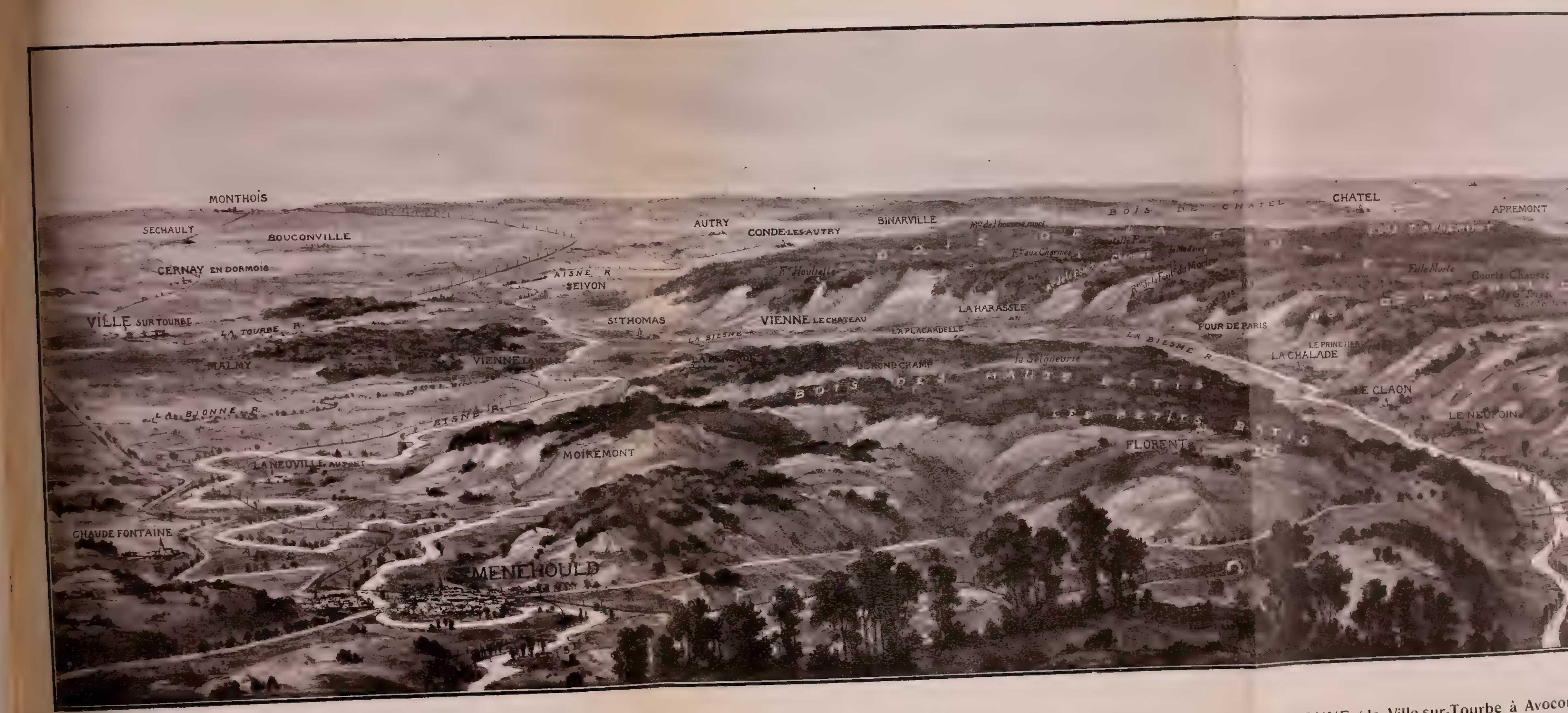
VIII. — A CHAMPAGNE (de Reims à Ville sur T



G. MALFROY pinx.

LA CHAMPAGNE (de Reims à Ville sur Tourbe)





IX. — L'ARGONNE (de Ville-sur-Tourbe à Avoco



G. MALFROY pinx.

L'ARGONNE (de Ville-sur-Tourbe à Avocourt)

MONTFAUCON
SEPTSARGES
CUISY
GERCOURT
SIVRY
BOIS DES FORGES
CONSENVOYE
FORGES
BRABANT
COTE DES ROCHES
SAMOGNEUX
HAUMONT
LE MORT HOMME
BETHINCOURT
MALANCOURT
304
B. DE CUMIERES
REGNEVILLE
CHAMPNEUVILLE
CUMIERES
CHAMP
AVOCOURT
ESNES
275
CHATTANCOURT
MARRE
FORT DE MARRE
MEUSE
VACHERAUVILLE
CHARNY
Ft DE VACHERAUVILLE
LA CLAIRE
BOIS BOURRUS
MONTZEVILLE
Ft DE CHOISEL
LE BOUCHET
Ft DU CHANA
THIERVILLE
Ft DE LA CHAUME
FROMEREVILLE
BOIS DES SARTELLES
FORT DU REGRET

X.— LES HAUTS-DE-MEUSE (d'Avocourt à Belrupt)





G. MALFROY pinx.

ES HAUTS-DE-MEUSE (d'Avocourt à Belrupt)



XI. — Etain à Saint-Mihiel et Limey



C. MALFROY pinx.

XI. — Etain à Saint-Mihiel et Limey

BRIEY
METZ
CONFLANS
JARNY
GRAVELOTTE
MOULINS
St MARCEL
REZONVILLE
ARS
AUGNY
FLEURY
ORNY
PONTOY
VIONVILLE
VERNY
SEILLE
MARS LA TOUR
GORZE
CORNY
SILLEGNY
V'IGNY
MARIEULLES
LOUVIGNY
XONVILLE
CHAMBLEY
ARNAVILLE
FRONTIERE
VILLECEY
WAVILLE
PRENY
PAGNY SUR MOSELLE
VITTONVILLE
CHAMPEY
365 SIGNAL DE XON
LESMENILS
EPLY
MOSELLE
VANDIERES
MORVILLE
ROUVES
CHAREY
BOIS DU JURE
MOUSSON
CLEMERY
NORROY
PONT-A-MOUSSON
FORET DE FACQ
FORET DU BOIS LE PRETRE
VIEVILLE
VILCEY SUR TREY
FEY EN HAYE
MONTAUVILLE
MAIDIERES
ATTON
LOISY
REGNIEVILLE EN HAYE
JEZAINVILLE
CANAL
VILLE AU VAL
REMENAUVILLE
MAMEY
LIMEY
FORET DE PUVENELLE

XII. — LA LORRAINE (de Limey à Bioncourt)





G. MALFROY pinx.

— LA LORRAINE (de Limey à Bioncourt)



XIII. — LA LORRAINE (de Bioncourt à



G. MALFROY pinx.

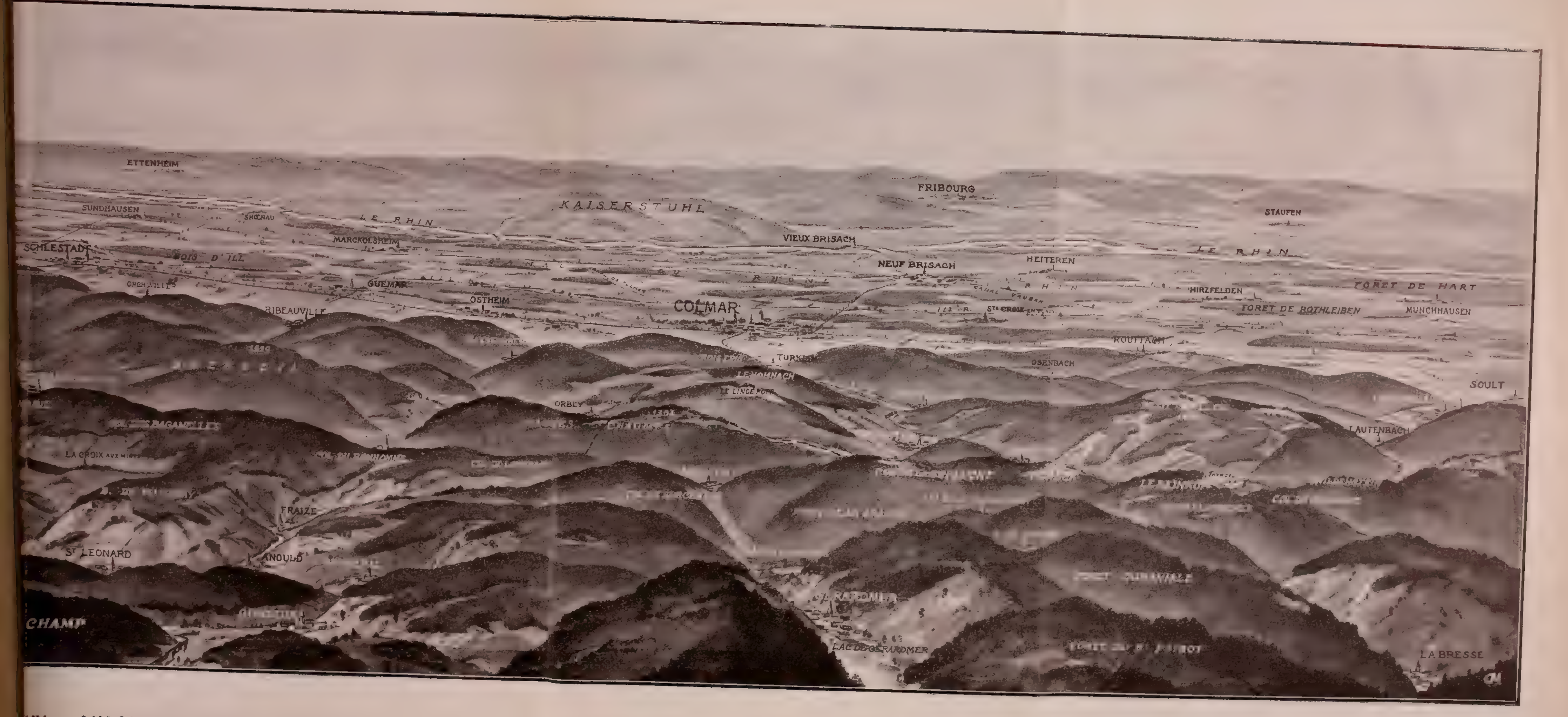
— LA LORRAINE (de Bioncourt à Celles)

OFFENBOURG
LAHR
ETTENHEIM
KEHL
STRASBOURG
OTTENHEIM
LE RHIN
ILLKIRCH
CANAL DU RHONE
ERSTEIN
BOOFZHEIM
BENFELD
SUNDHAUSEN
ENTZHEIM
NIEDERNAI
SCHLESTADT
BOIS D'ILL
GUEMAR
MOLSHEIM
ROSHEIM
OBERNAI
BARR
SCHERWILLER
ORCHWILLER
RIBEAUVILLE
VILLE
URBEIS
CHAMP DU FEU
SCHIRMECH
St BLAISE
BRUCHE
SAALES
WISEMBACH
LA CROIX AUX MINES
CHATAS
BERTRIMOUTIER
BAN DE SAPT
COINCHES
FRAIZE
MOUSSEY
SENONES
CELLES
St LEONARD
ANOULD
MOYENMOUTIER
B. DE KEMBERG
FORET DE CHAMP
N



XIV. — L'ALSACE (de Celles à Guebwiller)





XIV. — L'ALSACE (de Celles à Guebwiller)

G. MALFROY pinx.



XV. — L'ALSACE (de Guebwiller à la Frontière Suisse)



'ALSACE (de Guebwiller à la Frontière Suisse)

G. MALFROY pinx.

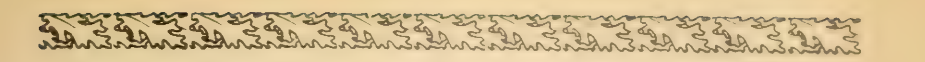


TABLE DES PLANCHES HORS TEXTE

CARTES



TABLE DES MATIÈRES

TOME TROISIÈME

CHAPITRE XIX

LA BATAILLE DE VERDUN

CHAPITRE XX

HORS DE FRANCE

CHAPITRE XXI

LA SOMME

CHAPITRE XXII

AU DÉBUT DE 1918

CHAPITRE XXIII

LE FRONT ORIENTAL S'EFFONDRE

CHAPITRE XXIV

CHUTE DE LA TURQUIE

CHAPITRE XXV

LA CHUTE DE L'AUTRICHE-HONGRIE

CHAPITRE XXVI

LA POUSSÉE TRIOMPHALE JUSQU'AU RHIN

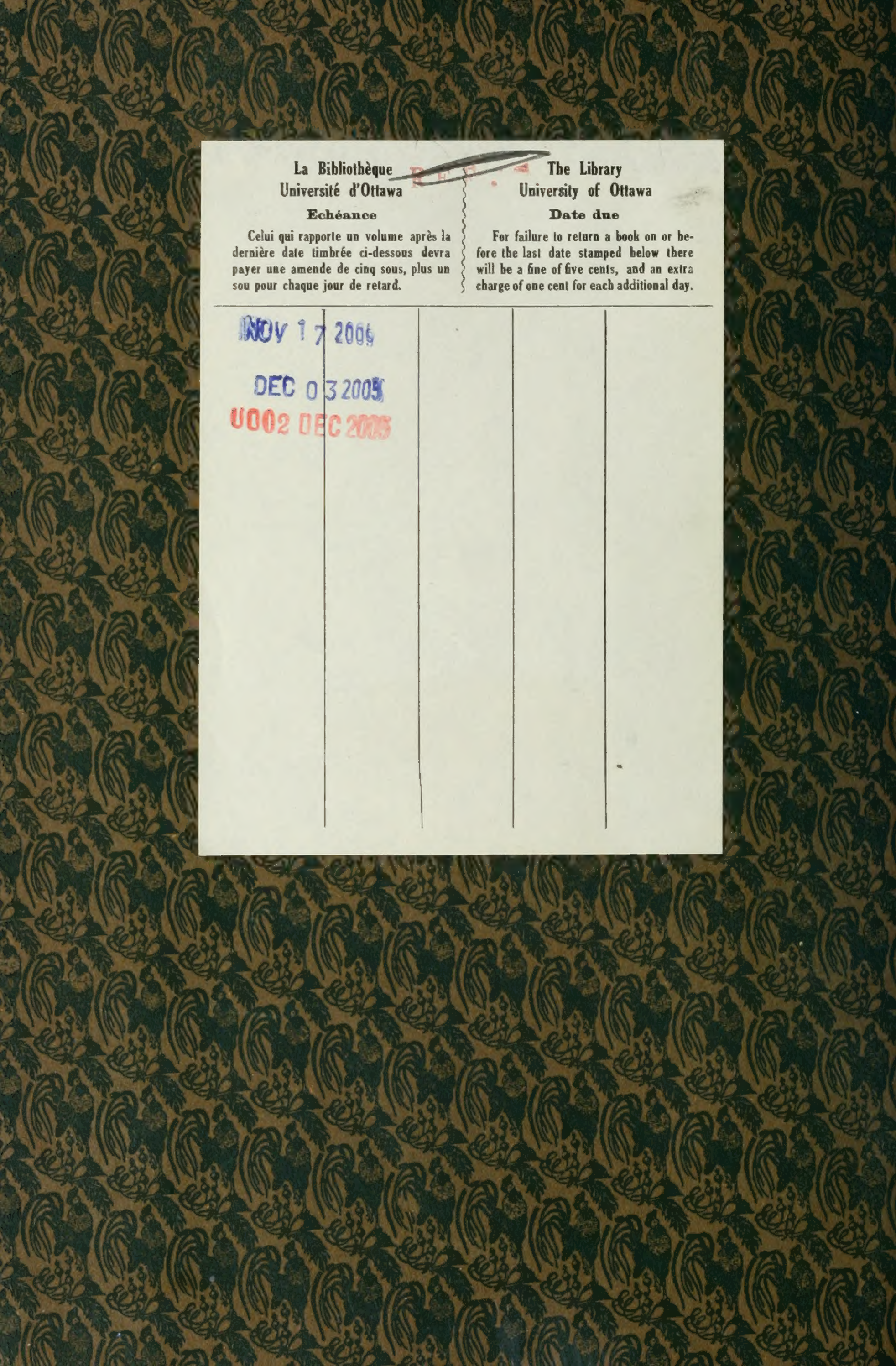
CHAPITRE XXVII

LES ARMES TOMBENT, LES TRONES S'ÉCROULENT

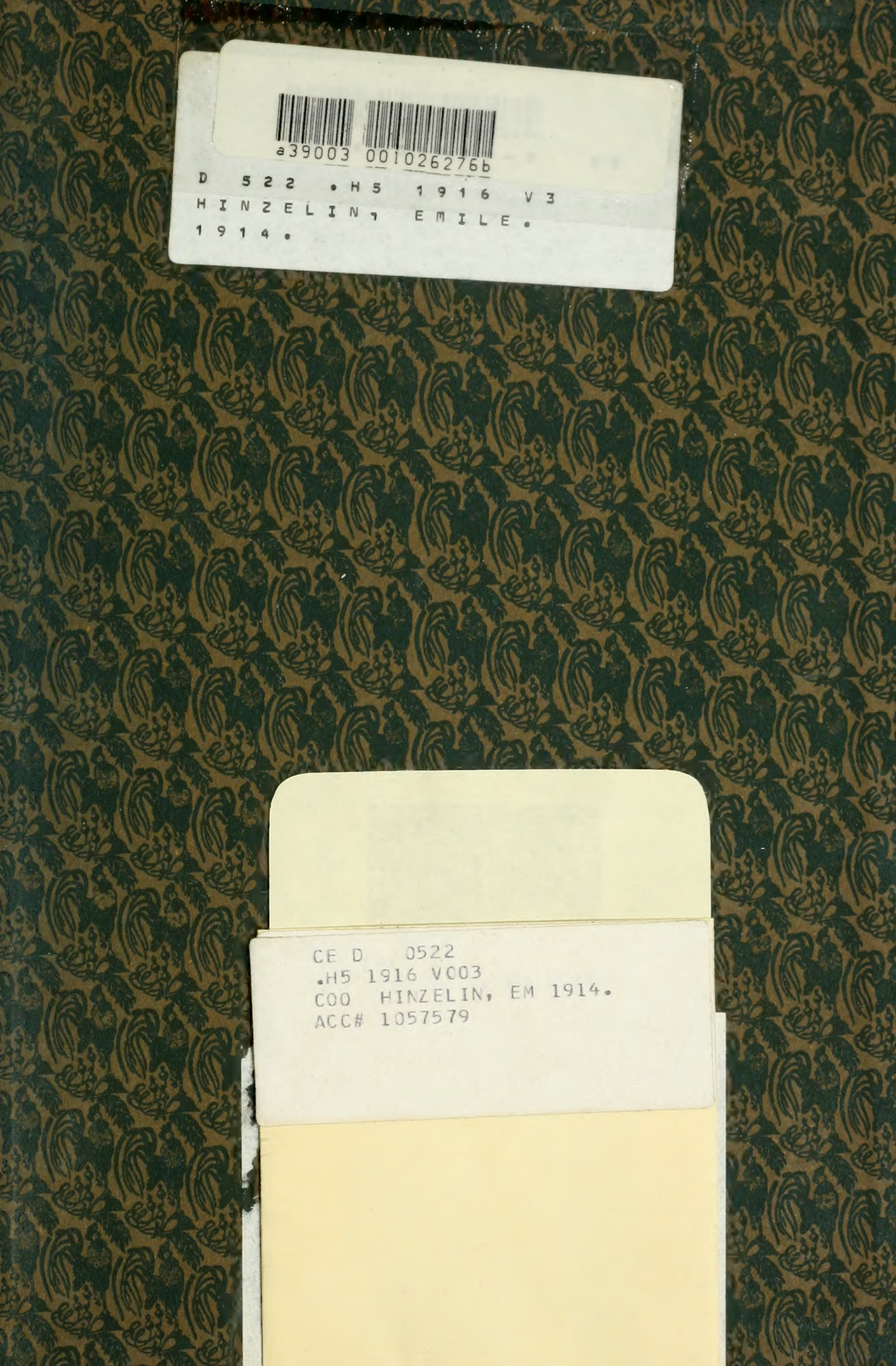
IMPRIMERIE DES DERNIÈRES NOUVELLES DE STRASBOURG.



G Clemenceau



La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance
Celui qui rapporte un volume après la dernière date timbrée ci-dessous devra payer une amende de cinq sous, plus un sou pour chaque jour de retard.
The Library
University of Ottawa
Date due
For failure to return a book on or before the last date stamped below there will be a fine of five cents, and an extra charge of one cent for each additional day.
NOV 1 7 2006
DEC 0 3 2005
U002 DEC 2005



a39003 001026276b
D 522 .H5 1916 V3
HINZELIN, EMILE.
1914.
CE D 0522
.H5 1916 V003
COO HINZELIN, EM 1914.
ACC# 1057579

